Ce que je sais de ce que fut L'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I. pour la Reconstruction de la IVème Internationale)

Pierre SALVAING
2016

TABLE

Introduction : p. 4 à 10

Première partie : Analyses justes, pronostics faux

1 - Une erreur de rythme jamais corrigée : les Thèses de 1972-1973 p.11 à 15
2 – 1968-1981 : Les Congrès de l'OCI et *La Vérité* annoncent la tempête p.16
3 – La situation française à partir de 1968 p.17 à 26
4 – Le Chili entre 1971 et 1973- La Bolivie p.27 à 30
5- Europe et Amérique p.31 à 35
6- La révolution portugaise p.36 à 39
7- Autre pronostic discutable : l'Espagne p.40 à 43
8- Italie, Grande-Bretagne, Allemagne… p.44-45
9- Qu'est devenue la révolution iranienne ? p.45-49
10- Nicaragua p.50-52
11- Qu'est devenue la Révolution politique ? p.53 à 61

Deuxième partie : L'O.C.I. aux prises avec sa construction

12- L'hypothèse de la Ligue Ouvrière révolutionnaire p.62-66
13- L'alternative de la L.O.R est envisagée p.67-70
14- Au commencement étaient les principes : le centralisme démocratique p.71-76
15- 1973, Année Varga p.77 à 87
16- L'organisation de jeunesse, moteur de la construction de l'O.C.I. p.88 à 102
Annexe : Rencontres avec d'anciens dirigeants étudiants p.103 à 115
17- 1977-1978 : La marche à la crise p.116 à 126
Annexe : Rapport Sorel sur l'organisation p.127 à 129
18- 1979 : L'affaire Berg, affaire OCI p.130 à 147
19- 1979 (suite) Pierre Lambert face au Comité central - La mise au pas de l'O.C.I. p.149 à 164
Annexe : Le cas de la Corrèze p.165 à 167
20- 1980 : Lumières et ombres sur la marche en avant p.168 à 177
Annexe : 1980 – La question des cotisations p.178-179

Troisième partie : Le basculement

21- L'OCI, l'UNEF-id et 1981 p.180 à 191

Annexe : Deux lettres de mlilitantes étudiantes
p.192-193
22- 1981 : Le grand tournant p.195 à 221
23- L'OCI de 1981 et celle de 1974 p.222 à 227
Annexe : Ce qu'en écrivait Stéphane Just en 1984 p.228 à 230
24- L'après Mai-Juin 1981 : L'OCI comme conseiller spécial de Mitterrand p.232 à 241
25- Décembre 1981 : La fausse proclamation du Parti Communiste Internationaliste
p.242 à 256
26- 1982 : Les laborieux débuts du P.C.I. p.257 à 268
27- La question de la laïcité, comme cheval de Troie dès le PCI proclamé
p.269 à 274
28- Laïcité (suite) et contribution à la destruction de la FEN p.275 à 286
Annexes : Deux exemples d' « indépendance réciproque » PCI-syndicats (F.O.)
p.286 à 289

Quatrième partie : vers la liquidation

29 – Comment est né le MPPT *ou* Comment est mort le PCI p.290 à 295
Annexe : Stéphane Just à propos de la démocratie p.296 à 301
30- 1984 : Orwell avait raison p.302 à 340
dont Annexe : Lettre de l'ex-camarade Mazel p.324 à 336
31 – Les premiers pas du MPPT p.341 à 355
32- 1986 : Extinction définitive de la *Flamme de la révolution prolétarienne*
p.356 à 360
Conclusion p.361 à 366

Je dédie ce travail à tous ceux, dizaines de milliers, que le détournement et la trahison de ce combat révolutionnaire, -bien davantage encore que ses erreurs de bonne foi-, ont écœuré, jeté hors du chemin, exclus, calomniés ; à ceux qui en sont devenus fous, s'en sont suicidé, ont perdu volonté de combat contre ce vieux monde, convictions et esprit critique, analyse et désir de recherche.

Je le dédie surtout à tous ceux qui voudront reprendre, poursuivre ce combat.

Trotsky a écrit que la révolution, est une grande dévoreuse d'hommes. Sa trahison en est une composante.

« Les marxistes se doivent, en toute circonstance, de ne pas contourner le bilan de leurs propres analyses et chercher, à la lumière des faits, à mesurer dans quelle proportion ces analyses ont été confirmées ou, au contraire, infirmées par le déroulement des événements. »

Daniel Gluckstein
La Vérité n°35 nouvelle série – décembre 2003

Introduction

Portée espérée et limites certaines d'une ambitieuse entreprise

J'ai voulu comprendre plus précisément de quoi l'OCI-PCI était morte.

Je ne prétends pas réaliser un travail complet, parce que je ne dispose pas des instruments d'analyse et de connaissance suffisants, et surtout je suis seul. Cela laissera au lecteur une plus grande liberté de jugement sur les limites d'un travail auquel, si cela l'intéresse, il pourra apporter d'utiles et nécessaires compléments ou corrections.

Je ne suis pas le premier à l'entreprendre. Le travail dont je me sens le plus proche est celui réalisé par Stéphane Just dans la trop courte brochure qu'il écrivit en 1984, à chaud après son exclusion du PCI, *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI*. Stéphane Just n'eut pas le temps de compléter ce premier travail, mais, par la suite, il eut à de nombreuses reprises l'occasion de revenir sur ce bilan, surtout à partir des développements de ce qui avait été l'OCI puis le PCI, mais pas celle de le faire aussi complètement qu'il l'avait souhaité. Je ne prétends pas prendre sa suite, mais je me suis très souvent appuyé sur son travail entamé surtout à partir de 1984.

Les différents avatars qui ont succédé à l'OCI, y compris le P.C.I. proclamé à la fin de 1981, jusqu'à la crise scissionniste du Courant Communiste Internationaliste (C.C.I.) qui s'est produite en juillet 2015, ne sont, par bien des aspects, que les produits retardés de ce qui a conduit l'OCI à sa perte, et avec elle l'ensemble des groupes et organisations qui cherchaient à reconstruire la IVème Internationale (et ont affirmé l'avoir reconstruite).

Mes recherches ne se sont cependant pas étendues à l'ensemble de ces organisations ni à la forme d'organisation qui les rassemblait : le Comité International pour la reconstruction de la IVème Internationale, puis IVème Internationale-Comité International de reconstruction (C.I.R.). Je ne l'ai pas jugé nécessaire pour la nature de ce que je cherche : l'OCI-PCI a joué un rôle de tout premier plan parmi les organisations engagées dans ce combat, et les racines de sa crise mortelle sont à rechercher principalement dans son intervention et son fonctionnement « nationaux ».

Qui je fus

Même après avoir cessé de militer depuis plus de dix ans, je n'ai jamais renié le marxisme comme demeurant le seul instrument actuel pour ceux qui veulent s'employer à comprendre, pour l'abattre, « le vieux monde », le monde dominé par le capitalisme qui conduit l'humanité à la catastrophe dans un avenir qui pourrait être proche.

J'ai milité à l'OCI, puis à ce qui s'est appelé le PCI à partir de 1968, durant plus de vingt ans. J'avais commencé à militer très activement au C.L.E.R. (Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires) et aux groupes Révoltes quelques mois seulement après mon arrivée à Paris en septembre 1965, où j'étais étudiant en Sorbonne : le 12 février 1966, j'ai demandé à Claude Chisserey, qui dirigeait alors tout le secteur « jeune », de faire partie du CLER. J'étais alors dans ma vingtième année.

Par la suite, après mon départ volontaire du PCI en juin 1989, après quelques années de flottements, de recherches, de discussions et de combats politiques, j'ai été coopté en 1992 au Comité construit et dirigé par Stéphane Just. Après la mort de

Stéphane Just, le 12 août 1997, j'ai continué de militer dans un Comité qui a aussitôt commencé à éclater, à se diviser, à se combattre férocement. J'ai participé à la direction d'un petit noyau intitulé Regroupement pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire et de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire entre 2002 et 2005. Je l'ai quitté en septembre 2005, non par désaccord, mais parce que j'étais épuisé physiquement et psychiquement par un combat dont je ne voyais pas l'issue positive.

Ce n'est qu'à la fin de 2014 que je me suis senti avoir reconstitué assez de forces pour tenter d'élucider les raisons pour lesquelles le combat entamé par l'OCI avait été un échec, et pourquoi l'OCI elle-même, sous ses différents avatars successifs, avait à mon avis depuis plus de trente ans à présent, totalement basculé dans une dérive qui anéantit tout ce qu'elle avait bâti ou contribué à bâtir, sur les plans national comme international. Je doute fort aujourd'hui –au point d'être convaincu du contraire-, après ce que je pense avoir tiré un peu au clair, que cette organisation à venir –que j'appelle de mes vœux- puisse se situer dans une continuité directe avec l'ancienne OCI, ni même avec le Comité
.
Durant toute ma vie d'étudiant puis de salarié (dans l'enseignement), je n'ai jamais cessé de chercher à lutter, à regrouper et organiser autour de moi. J'ai, depuis que je suis étudiant, toujours occupé des responsabilités syndicales (jamais plus importantes que secrétaire départemental du modeste syndicat de l'enseignement agricole en Corrèze, le SNETAP-FEN entre 1979 et 1982). J'ai toujours été, à une exception près, secrétaire syndical dans les différents établissements où j'ai enseigné, que ce soit à la FEN, à FO, ou à la FSU.

J'ai consacré également plusieurs années, presque sept, à deux reprises, à être « permanent » de mon organisation : pour cela, j'ai même interrompu définitivement mes études (je me suis arrêté à la licence de Lettres classiques, achevée alors que j'étais déjà permanent), et j'ai quitté pendant trois ans et demi mon métier pour travailler à temps plein pour le PCI. L'OCI (puis le PCI) ne m'ayant pas comptabilisé dans ses permanents officiels, je n'ai obtenu pour ces près de sept années aucune annuité pouvant servir à ma pension de retraite, qui s'en trouve donc passablement écornée : d'une certaine façon, et à mon corps défendant, je continue donc à payer une sorte de cotisation à effet retard à cette organisation. On pourrait considérer que, ne serait-ce que sous ce seul aspect, comme actionnaire minoritaire en quelque sorte, j'ai déjà plein droit à m'exprimer à son sujet.

Sitôt entré au C.L.E.R., m'avait été confiée la tâche de construire le cercle du CLER en Lettres classiques à la Sorbonne.
Dans l'OCI, je n'ai jamais été un militant à qui furent confiées des responsabilités importantes ; mais depuis 1969 j'ai toujours au moins dirigé une cellule, des années durant un « rayon » puis un « secteur» (en Seine-Saint-Denis), et un département –la Corrèze- entre 1979 et 1982. Sans compter ma responsabilité dans le travail « jeune » où j'ai été membre de la Commission-jeunes de l'OCI entre 1969 et 1972, tandis que mon travail de permanent consistait à m'occuper de l'ensemble de l'appareil technique et du local de 87 rue du Faubourg Saint-Denis, puis du journal de l'AJS, *Jeune Révolutionnaire*.

Comme des milliers d'autres, je me suis toujours comporté comme un militant disponible, dévoué, enthousiaste même, très investi dans une intervention

quotidienne. Au cours de ces années, j'estime avoir recruté au bas mot une bonne cinquantaine de nouveaux militants.

Mais j'ai fait cela sans exercer la plupart du temps le moindre esprit critique, c'est-à-dire sans chercher à conquérir ma liberté de penser par moi-même, et acceptant tout ce qui venait de la direction comme une parole incontestable, bercé par les affirmations qui inauguraient toujours les rapports de congrès : « les événements confirment de manière éclatante la justesse de nos analyses ». Je ne suis jamais même intervenu dans un congrès national de mon organisation : je m'en sentais totalement incapable, incompétent ; cela n'était pas sans rapport avec les problèmes de langage oral, ce handicap avec lequel j'ai toujours eu affaire dans le cours de ma vie. Par la suite, mon passage en Corrèze, mes démêlés avec le membre du Comité central de qui dépendait cette unité, m'ont obligé pendant les trois ans que j'y suis resté à faire montre d'esprit critique, bref à penser un peu, mais dans un rayon d'action très limité, sans en tirer de conclusions politiques générales utiles. Ce n'est qu'à la fin des années quatre-vingts que j'ai entamé cette entreprise de réflexion personnelle, lorsque je fus convaincu pratiquement, à l'occasion d'un combat saboté contre la réforme Jospin de l'enseignement, que la direction du PCI trahissait consciemment les idées et principes, le programme pour lesquels elle affirmait combattre : c'est alors que j'ai commencé, non sans peine, à chercher à en comprendre les raisons, à penser vraiment. Je l'ai d'abord fait seul, ensuite en relation avec Stéphane Just, qui, après deux années de discussions longues et régulières, m'a proposé d'entrer au Comité.

Je peux donc dire sans exagération que l'essentiel de mon existence entre ma vingtième et ma soixantième années, je l'ai consacré à cette activité. Et comme cette activité a occupé l'essentiel de mon existence, je ne me sentirais pas vraiment moi-même de ne pas chercher à en tirer une sorte de bilan, pour tenter d'apporter une contribution aux perspectives que j'estime toujours et davantage hautement et urgemment nécessaires. Cela me paraît la seule forme possible qui me reste de poursuivre le combat dans lequel je me suis engagé à vingt ans.

Quels objectifs à ce travail ?

J'ai cherché, d'abord et surtout à travers les écrits, et puis les souvenirs et quelques témoignages, à reconstituer le parcours de l'OCI-PCI, depuis qu'elle avait affirmé devoir passer *"du groupe à l'organisation"*, en 1965, jusqu'à sa liquidation au profit du Mouvement pour un Parti des Travailleurs. Mais j'ai dû mener cette entreprise seul : une contradiction majeure, un défaut patent de ce travail, c'est qu'il est œuvre solitaire, alors que pour le moins, ce devrait être le fruit d'un travail collectif, mené avec des militants d'expérience et de connaissance, nourri de discussions, de polémiques même, et surtout peut-être, intégré à une entreprise de construction organisée, à une réelle intervention dans la lutte des classes.

Je l'ai entamé à la fin 2014 : relectures nombreuses, souvenirs personnels, consultation d'archives que je ne connaissais pas, rencontres avec d'anciens militants… .

Quels sont mes objectifs ? La satisfaction personnelle, « intellectuelle », bien sûr. Mais surtout j'ai cherché, à ma mesure, à constituer un instrument qui puisse servir à d'autres à la compréhension de ce qui s'est passé. Quels sont ces *autres* ? Je ne les

connais pas. Ceux qui voudraient s'engager dans ce combat sans lequel je suis convaincu c'est la seconde branche de l'alternative Socialisme ou Barbarie qui triomphera, si l'on peut utiliser pour ça ce verbe.

Ce n'est donc pas un travail tourné vers le passé, quoi qu'il en apparaisse : je persiste à penser qu'un parti et une internationale révolutionnaires sont absolument nécessaires pour ce combat que j'ai tenté de mener la plus grande partie de ma vie d'adulte. Ceux qui chercheront à le faire auront besoin de repères et d'exemples, positifs comme négatifs. C'est ce que je tente de mettre à leur disposition dans ce champ d'expérience forcément limité.

Originalité de l'entreprise

Mais, dans sa forme comme dans sa méthode, le travail que j'ai entrepris n'a, à ma connaissance, pour reprendre ambitieusement l'expression de Jean-Jacques Rousseau dans ses *Confessions*, ''*pas d'exemple''*. D'une part, le travail entamé par Stéphane Just l'a été dans un cadre organisé, quelles que soient les limites de ce cadre –la petite taille et les possibilités d'intervention limitées du Comité, son absence de liens internationaux-. D'autre part, si je compare ce que je fais avec les différents ouvrages rédigés par d'anciens militants (Benjamin Stora, Philippe Campinchi, Karim Landais, et même Jean-Christophe Cambadélis...), à leur différence essentielle j'ai cherché en premier lieu à analyser d'abord les questions d'orientation politique. Les questions de fonctionnement interne ne sont certes pas négligeables, mais elles sont subordonnées à l'analyse politique qui a donné naissance et vie à cette organisation, et lui a jusqu'à un certain degré permis de se construire et de se développer. Une organisation comme l'OCI ne se définit pas par ses « méthodes » ou son organisation interne : celles-ci ne peuvent trouver leurs sources que dans l'orientation qu'elle construit au fur et à mesure de son développement dans le cours des événements et de la lutte des classes.

La portée du naufrage de l'OCI-PCI

Le naufrage de l'OCI et de ceux qui voulaient reconstruire la Quatrième internationale à sa suite n'a rien d'un problème « interne » : dans la mesure même où l'on considère que l'issue de la situation d'ensemble, c'est-à-dire la possibilité de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, est indissolument liée à la construction et à l'existence de partis et d'une Internationale révolutionnaires, ce naufrage constitue un facteur objectif de la situation d'ensemble, si invisible soit-il aux yeux d'un grand nombre. Ce ne sont donc pas seulement les dizaines de milliers de militants qui, passés par ses rangs, se sont ensuite perdus : il n'est pas interdit de penser qu'au début des années quatre-vingts l'OCI, au stade de construction et d'implantation où elle s'était hissée patiemment, aurait pu jouer en France un rôle objectif dans une modification radicale de la situation. Et il est difficile de considérer comme une coïncidence le fait que c'est au moment où l'OCI avait atteint quantitativement comme qualitativement une importance politique qui lui donnait la possibilité de jouer un rôle objectif dans la situation française, comme dans le processus de reconstruction de l'Internationale, que des problèmes majeurs, surgis dans son orientation comme dans son fonctionnement internes ont anéanti en quelques années sa progression et ses objectifs. Militants, nous entendions, souvent répétée, la formule selon laquelle cette fois, dans la période si favorable ouverte en 1968, la

IVème Internationale allait être « au rendez-vous de l'Histoire ». Un demi-siècle plus tard, il faut bien constater que ce rendez-vous a été manqué.

Cependant, en dépit de toutes ses insuffisances et ce qu'il faut bien appeler ses tares, l'OCI fut durant plus d'une décennie en France, voire dans le monde, l'organisation la plus conséquente –et la plus importante numériquement comme sur le plan de son implantation militante dans la classe ouvrière- de toutes celles se réclamant du combat révolutionnaire, et même du trotskysme, celle qui combattit le plus efficacement l'ennemi alors le plus acharné de la classe ouvrière : la bureaucratie stalinienne. Elle s'appuyait sur des bases théoriques, économiques, que je persiste à trouver très solides. Les deux ouvrages que Stéphane Just a consacrés à la *Défense du Trotskysme*, principalement dirigés contre le courant « pabliste », résumeraient presque à eux seuls ma conviction, mais aussi de nombreux articles de *La Vérité* de ces années-là, notamment. Et cela, l'OCI le fit en cherchant à appliquer un programme, celui élaboré par Trotsky pour la IVème Internationale en 1938 –le « Programme de transition »- et une stratégie constamment accompagnée de ses tactiques, celle du Front unique ouvrier.

L'OCI fut une organisation qui devint, dans la décennie des années 1970-1980, assez puisante pour prétendre jouer un rôle réel dans la lutte des classe en France, mais aussi pour disposer d'une influence prépondérante dans les organisations qui, à l'échelle internationale, étaient regroupées avec elle. Ses effectifs entre 1968 et 1980 décuplèrent, comme ils avaient déjà décuplé dans la décennie précédente. Ils atteignirent alors à peu près leur sommet (plus de 5 000). Ils étaient d'autant plus importants que, contrairement à de très nombreuses autres organisations, l'OCI ne comprenait pas d'*adhérents*, mais seulement des militants. Nos ennemis et nos adversaires croyaient toujours, ces années-là, que nous étions bien plus nombreux que ce que nous étions en réalité. Lorsqu'elle se proclama P.C.I., l'organisation commença à distinguer entre adhérents et véritables militants, comme conséquence de ses profondes modifications d'orientation et du mode de recrutement qui en découlait.

Le P.C.I., sitôt proclamé, sitôt détruit

Cependant l'OCI ne parvint jamais à l'objectif vers quoi sa direction avait cherché à tendre ses efforts durant plusieurs années : un effectif de 10 000 militants, qui lui conférerait le véritable statut de parti. Lorsqu'elle se proclama Parti communiste internationaliste, à son 26ème Congrès de décembre 1981, elle était loin d'avoir atteint les objectifs qu'elle avait elle-même estimés nécessaires d'atteindre pour le faire : cette proclamation fut donc une sorte de bluff politique, une cavalerie qui ne trompa guère que ses propres militants. Sa direction persista jusqu'en 1983 à affirmer vouloir construire ce « parti des 10 000 » « *dans les plus brefs délais* ». Elle prétendit encore le faire en 1984, après la proclamation du Mouvement pour un Parti des Travailleurs (MPPT) dont elle était pratiquement l'unique artisan, mais en faisant disparaître le mot « révolutionnaire » qu'elle remplaça d'abord par « ouvrier » ; puis elle renonça définitivement à cet objectif, et noya le PCI dans le « Courant communiste internationaliste ».

Vu de l'extérieur en effet, il peut paraître surprenant que c'est dans les années mêmes où elle affirmait être parvenue au statut et à la stature de parti que l'OCI, devenue PCI, décida de constituer une autre organisation, dans laquelle elle se

saborda –abandonnant rapidement d'elle-même son propre titre de « parti », offrant son propre journal, son « organe central », elle s'intitula « courant », en perdant toute existence réellement indépendante de sa propre création, le Mouvement pour un Parti des Travailleurs (MPPT), devenu ensuite Parti des Travailleurs, avant de se transformer à son tour en Parti Ouvrier Indépendant (POI, la lettre « I » servant jusqu'alors à désigner le mot « internationaliste »). Le POI s'est lui-même, depuis 2015, scindé en deux tronçons, le POI et le POID (« D » pour « démocratique »).

Après 1984, le PCI inspira le même mouvement contradictoire, destructeur, à l'échelle internationale, emboîtant la IVème Internationale, qu'elle prétendit reconstituer et annonça reproclamer, dans une Entente Internationale des Travailleurs sans programme révolutionnaire ni contradictions apparentes. Elle qui avait toujours placé au-dessus de toutes ses exigences un programme politique révolutionnaire d'ensemble –le Programme de transition décliné ensuite selon les contraintes nationales auxquelles astreint le combat contre sa propre bourgeoisie- construisit donc une sorte de parti sans programme, sans perspective révolutionnaires, dont les principaux mots d'ordre étaient et sont toujours « démocratie » et « république », encadrant solidement le « socialisme » comme deux gendarmes leur prisonnier.

Si l'on se réfère à la formule marxiste « le Programme, c'est le Parti, le Parti, c'est le Programme », on doit bien convenir que tout a disparu. Depuis plus de trente ans, les mots d'ordre révolutionnaires sont totalement effacés de la presse et de l'intervention de ces organisations –qu'il suffise de penser à celui des Etats-Unis d'Europe, ou même de gouvernement ouvrier-. Les militants qui se réclament encore du trotskysme poursuivent une existence végétative à l'étouffé, dont la seule expression, hors quelques « tribunes libres » totalement anodines dans *Informations Ouvrières* ou *La Tribune des Travailleurs,* se trouve dans une parution épisodique, *La Vérité,* revue théoriquement théorique et de diffusion parfaitement confidentielle.

Mon travail s'arrêtera au milieu des années quatre-vingts, sur deux événements intérieurs de grande importance :

- D'une part l'exclusion de Stéphane Just, qui fut l'un de ses principaux dirigeants, et, en même temps que lui, de dizaines et dizaines de militants qui, sans être forcément en accord avec Just, exprimaient encore une opposition et une volonté de penser librement.
- D'autre part, deux ans plus tard, la liquidation de l'ensemble du travail dans la jeunesse, avec le départ pour le Parti Socialiste de Jean-Christophe Cambadélis entraînant avec lui plus de quatre cents étudiants. Cambadélis était alors un des principaux dirigeants du PCI. Ces deux événements marquent la fin de ce qui, durant les presque vingt années précédentes, avait constitué la réalité révolutionnaire de l'OCI.

Frontières extérieures et limites internes de ce travail

Ce travail ne prétend donc pas être exhaustif, ni abouti, ni certainement bien construit, ni satisfaisant pour quiconque. Il est rugueux, et, comme une grosse meule d'emmenthal, empli de trous. Une autre de ses particularités, je le répète, est que j'ignore fondamentalement à qui il s'adresse : à mes anciens camarades de l'OCI-PCI ? Lesquels d'entre eux auraient politiquement survécu à tout ce qu'ils ont subi et partagé durant ces décennies ? (et j'écris cela sans mépris aucun). Lesquels d'entre

eux seront encore à même de lire avec l'esprit critique nécessaire ce qu'ils pourraient prendre pour une attaque brutale envers leur organisation ? A mes anciens camarades du Comité fondé par Stéphane Just ? Sans doute davantage, mais sans grand espoir d'apporter une aide réelle aux crises qu'ils ont traversées, auxquelles j'ai participé, et qui n'ont laissé personne intact. En réalité, je n'en sais rien, il y a de possibilités non négligeables que ce travail reste lettre morte.

Pour une organisation se réclamant du marxisme, les questions d'orientation sont essentielles. Ces questions n'ont jamais été traitées jusqu'ici, sauf par Stéphane Just, qui n'avait fait que les ébaucher par manque de temps, pas de méthode. J'utiliserai à la fois, en très grande majorité, des textes de congrès et les articles de la revue théorique de l'OCI, *La Vérité*. Je n'aborderai cependant pas les analyses économiques, avec lesquelles je demeure en plein accord, elles sous-tendent les questions d'orientation.

Le rôle prééminent de Pierre Lambert

On verra que je donne une très large part de responsabilité, la plus grande, à Pierre Lambert. Nombre de ses textes internes sont cités (de textes à usage « externe », Lambert n'en écrivit jamais vraiment à part de nombreux éditoriaux et articles dans *Informations Ouvrières* : au début des années soixante-dix, à peu près tous les militants souscrivirent pour un ouvrage de sa plume promis à sortir dans des délais très brefs. L'ouvrage ne sortit jamais, quant à l'argent de la souscription…) : dans les archives que j'ai abondamment consultées, les notes rédigées par Lambert constituent de loin l'armature principale de la vie de l'organisation.

Ce n'est donc pas du tout par fixation obsessionnelle, ni dans un esprit de règlement de comptes à caractère « personnel ». Pierre Lambert, qui fut durant des années incontestablement un remarquable constructeur de l'OCI, un animateur incontournable du combat pour la reconstruction de la IVème Internationale, a écarté au fil du temps, presque systématiquement, tous les militants de grande valeur avec lesquels il pouvait espérer construire une véritable direction collective. A la fin des années soixante-dix, il avait fait pour ainsi dire le vide autour de lui : la direction officielle de l'organisation (Bureau politique et comité central) était très majoritairement constituée de permanents « à vie », dont l'indépendance politique était donc rendue impossible par leur situation matérielle et d'un certain point de vue, affective. La formule devenue célèbre dans nos rangs, selon laquelle *"la crise de l'humanité se réduit à celle de la direction révolutionnaire"* trouve ici en concentré toute sa force. Une direction réduite à un seul ne peut survivre. L'OCI-PCI n'a jamais résolu cette question fondamentale.

Cet isolement volontaire rendait Pierre Lambert, et avec lui toute l'organisation, d'autant plus vulnérables aux pressions inévitables de la classe antagonique. Il est révélateur que les militants les plus proches dont il s'était alors entouré dans le « secrétariat » du Bureau Politique du début des années 1980–enlevant de ce fait au Bureau politique l'essentiel de son rôle-, aient été Jean-Christophe Cambadélis, Luis Favre, Marc Lacaze et Daniel Gluckstein. De ces quatre-là, deux ont déserté, l'un avec éclat, l'autre plus souplement. Des deux qui restèrent, aujourd'hui mortellement opposés, l'un m'apparaissait comme un exécutant d'airain sans vraie pensée autonome, l'autre comme quelqu'un qui avait d'entrée pris la mesure de

qui était devenu Pierre Lambert, et entendait bien se glisser dans cette ombre, avant d'essayer de lui en faire.

Il était donc nécessaire que, pour une telle recherche, je me sois surtout intéressé aux questions de direction. Très souvent, les notes des membres du comité central ne sont que des directives d'application de ce que les textes de Lambert établissent, malheureusement -sur un plan « littéraire »- dans une langue assez ingrate à la syntaxe assez tourmentée (qui reflète cependant assez souvent les linéaments chantournés de la pensée politique de leur auteur). Ces textes se sont imposés à moi autant et davantage que je ne les ai systématiquement recherchés. Ils ont fait peu à peu émerger la silhouette politique d'un dirigeant monolithique, que l' « affaire Berg » de 1979 commença à modifier profondément, et que la situation politique ouverte en 1981 en France avec la défaite électorale de la bourgeoisie acheva de transformer jusqu'au désastre de 1984.

Note : J'ai placé dans le cours du texte les annexes que j'ai pu recopier. D'autres, souvent plus consistantes, sont reléguées à la fin de ce travail. Pour ne pas alourdir le fichier, je les ai placées dans un autre envoi.

Première Partie

Analyses justes

Pronostics faux

1 - Une erreur de rythme jamais corrigée : les « Thèses » des XVIIème et XVIIIème congrès

Quand on relit aujourd'hui **les « Thèses » du XVIIème congrès de l'OCI** (1972) et **la résolution politique du XVIIIème congrès** (1973), on est au cœur de la question, celle de l'orientation politique. Cette orientation a été fixée alors, comme dans le marbre, par des textes que les militants de l'OCI ont alors considéré comme fondateurs, pratiquement au même titre que le Manifeste du parti communiste, que les textes des quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste et que le programme de transition de 1938. Innombrables par la suite ont été les utilisations, les rappels, les références, les hommages rendus à ces textes « fondateurs » en ce qu'ils voulaient définir et caractériser une nouvelle période historique. Ils dressaient en effet un état du monde (puis plus particulièrement de la France) et de la période historique engagée depuis 1968 avec la grève générale en France et le début de révolution politique en Tchécoslovaquie, brutalement interrompue par l'invasion des chars de la bureaucratie stalinienne d'URSS et de ses « alliés ». Ils fixaient en même temps les tâches historiques dont devaient se charger les militants de l'OCI et ceux des organisations engagées dans la reconstruction de la IVème Internationale.

Depuis son XVIème congrès (1968), l'OCI analysait donc « *la nouvelle période de la lutte de classes* » « *comme la période de l'imminence de la Révolution ouverte avec la grève générale de mai-juin 19868 en France, et la marche à la révolution politique en Tchécoslovaquie* ». Cette période englobait l'ensemble de la planète (tous les soulignements sont de moi) :

> *Il est possible de dire que* ***ce qui caractérise les situations en France et en Tchécoslovaquie se retrouve, dans ses lignes fondamentales, à l'échelle de tous les pays gravitant dans l'orbite de l'impérialisme mondial et dans les pays contrôlés par la bureaucratie stalinienne****.* ***Ce caractère « suspendu » se retrouve partout*** *: au Vietnam et au Proche-Orient, aux USA et en Angleterre, en URSS et en Chine, en Amérique latine et aux Indes, dans l'économie comme en diplomatie et dans la politique.* (« *La Vérité* » n° 561, p.7)

Les Thèses du XVIIème congrès caractérisent ainsi les principaux traits de la période ouverte en 1968 :

> ***<u>Les traits principaux de cette nouvelle période</u>*** *préparés dans la période antérieure de l'ère des guerres et des révolutions peuvent être schématiquement définis dans les points suivants :*
> *1/* ***La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer, dans chaque pays y compris aux USA, en une crise de domination de classe de chaque bourgeoisie****. Mais la crise de domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes soulevés par cette crise, dans les principaux pays de l'Occident et,*

en particulier, en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de la période de l'imminence de la révolution.

2/ ***La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne*** *a atteint le seuil où, après s'être exprimée dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la révolution politique menace de déferler en Union Soviétique même.*

*3/ L'impérialisme mondial (...) et la bureaucratie du Kremlin (...) tendent à unifier leurs forces et leur politique contre la Révolution. (...) La caste contre-révolutionnaire du Kremlin [*est conduite à accepter*] que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme US.*

4/ ***Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le Pouvoir.*** (P.10-11)

Les Thèses présentent donc cette période comme un moment de cristallisation intense et rapide vers « un processus révolutionnaire mondial » : la révolution mondiale frappe à la porte. Il faut lui ouvrir.

La période de l'imminence de la révolution doit donc être saisie ***comme la période où se concentrent dans le secteur décisif de l'évolution historique –là où le capitalisme a atteint le stade le plus élevé de son développement, d'abord en Europe, ensuite aux USA- toutes les contradictions du système de la propriété privée dans l'impasse****.* ***C'est la période où le processus révolutionnaire mondial tend de nouveau à s'unifier, mais sur une base historique plus élevée****.* (p.18)

(...) *Si le prolétariat,* ***guidé par le parti international****, ne remporte pas la victoire, le capitalisme entraînera la civilisation humaine dans la barbarie. Il s'agit d'une situation historique caractérisée par l'enchevêtrement complexe où,* ***d'une part****, la décomposition accélérée de l'impérialisme à l'échelle mondiale, la faiblesse politique du prolétariat trahi par ses directions qui exprimaient les intérêts de l'aristocratie ouvrière et,* ***d'autre part,*** *la puissance de classe du prolétariat mobilisé par la décomposition de l'impérialisme dans de gigantesques actions révolutionnaires (en dépit des défaites et des échecs de la lutte de classe prolétarienne)* ***ont présidé au développement de la bureaucratie stalinienne et à son maintien.*** ***Les rapports d'Octobre ont subsisté*** *mais la bureaucratie les a confisqués à son profit. (...)* (P.21-22)

La grève générale de 1968 est « *la répétition générale de la révolution prolétarienne en France*. »
Ce à quoi les militants révolutionnaires doivent se préparer est donc

une période de « *tournants brusques où s'exprimera, dans l'affrontement centralisé entre les classes au niveau de l'Etat, le problème du pouvoir ouvrier. C'est donc que nous devons nous préparer à la Révolution prolétarienne, c'est-à-dire à une période couvrant toute une époque où les classes et leurs expressions politiques disposeront leurs forces autour de la solution révolutionnaire concentrée au niveau de l'Etat, du pouvoir.* » (p.58)

Pour la France, le pronostic est plus précis et précipité encore :

Ce qui justifie cette perspective réside en ceci : durant ces dernières années, la bourgeoisie n'a pas trouvé les forces suffisantes pour conduire à son terme

son offensive contre les masses laborieuses. Une situation aussi instable, où la lutte du prolétariat entravée par les appareils n'a pu aboutir, où la bourgeoisie ne se sent plus maîtresse chez elle, ***ne peut se dénouer que dans une crise révolutionnaire ouverte****, posant l'alternative : ou l'écrasement physique du prolétariat, ou la dictature du prolétariat.* ***Le bonapartisme moribond a épuisé ses ressources****. Il faudrait imposer le bonapartisme policier portant des coups directs à la classe et aux organisations. Mais la bourgeoisie n'a pas confiance dans les ressources de son Etat pour contenir le mouvement des masses. Les formes actuelles que prend cette crise de domination de la classe capitaliste renforcent encore le caractère d'instabilité de toute la situation.* (p.59)

Des pronostics péremptoires

On ne peut qu'être frappé par le caractère péremptoire des affirmations, surtout quand elles s'appliquent à l'avenir, présenté ici encore comme inéluctable. L'adjectif « inéluctable » sera d'ailleurs l'un des plus couramment employés dans cette période. Ici l'analyse cherche à se présenter comme une loi historique intangible. L'erreur d'appréciation, avec le temps, est manifeste. La question du « caractère moribond » du bonapartisme, d'une part, de l'ouverture inéluctable d'une « crise révolutionnaire ouverte » d'autre part, n'a, plus de quarante ans après, toujours pas trouvé de réponse concrète.

Mais pour les militants de l'OCI de ces années, la situation présentait un caractère d'urgence absolue, et de très proche réalisation. Chaque montée de la classe ouvrière durant ces années (Chili, Portugal, Espagne, Iran, Nicaragua...) sera pour l'OCI une occasion de proclamer de manière éclatante la justesse du pronostic initial :

> *La question, répétons-le, n'est pas de savoir avec quelle rapidité et sous quelles formes concrètes les luttes vont jaillir. Il est impossible de le prévoir.* ***La question est de savoir que le prolétariat se dirige vers la Révolution, même s'il n'en a pas encore conscience. La question est donc de nous préparer aux affrontements révolutionnaires.*** *Répétons-le, le caractère révolutionnaire de l'époque de l'imminence de la Révolution ne consiste pas à penser* [sic] *qu'à chaque instant la Révolution peut se réaliser. Le caractère révolutionnaire de la situation consiste en ce que toute lutte de classe d'envergure pose le problème du pouvoir.* (p.61)

Enfin, les Thèses rappelaient un texte de 1966 qui souligne que s'ouvre une période particulièrement favorable à la construction de partis trotskystes et à la reconstruction de la IVème Internationale :

> ***La nouvelle conjoncture des rapports de force entre les classes, tant à l'échelle internationale que dans chaque pays, est considérée par le Comité International comme la période de la plus grande crise du capitalisme, où le problème du pouvoir devient l'enjeu central de la lutte des classes.***
>
> *Cette période est celle de la crise de l'impérialisme ayant atteint* ***un point où toutes les contradictions du système capitaliste doivent se dénouer dans une prochaine période, soit en révolution prolétarienne victorieuse, soit dans l'effondrement de la civilisation humaine****.*
>
> ***Cette période est celle de la crise de la bureaucratie stalinienne, conjointe à la crise de l'impérialisme qui, pour la première fois depuis la défaite de l'Opposition de gauche, à l'échelle internationale et dans tous les pays, particulièrement les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, dégage les voies de la construction de partis trotskystes sur la base de la montée de la révolution politique.*** (p.97)

La résolution du Comité International est sans ambigüité sur les liens qui unissent la construction de l'Internationale à la nature de la période considérée. La 4ème internationale est partie intégrante des conditions du combat révolutionnaire à l'échelle mondiale, son existence est considérée comme la première condition de la victoire.

La résolution politique du XVIIIème Congrès (1973)

Le texte principal du XVIIIème congrès, qui fait suite aux Thèses et les complète un an plus tard, est concentré sur la question française. Il se place à quelques mois des élections législatives de 1974. Ici encore, il se présente comme édictant des lois historiques dans un futur catégorique :

> *La bourgeoisie **tentera** d'éviter jusqu'au bout de laisser le pouvoir aux appareils ; elle **sera amenée** à cette solution par le souci de sa propre sauvegarde, face au mouvement des masses. C'est alors que la bourgeoisie, après avoir résisté jusqu'au bout, **demandera** aux partis ouvriers traditionnels de prendre le pouvoir. Pour sauver la bourgeoisie, les appareils s'y préparent ; telle est la signification du Programme commun et de l'alliance avec les Radicaux. Le PCF et le PS au pouvoir, cela ne **signifiera** nullement que les appareils se rapprocheront des masses. Au contraire, plus **seront révélées**, au travers de la mobilisation des masses, les possibilités révolutionnaires encore latentes, plus les dirigeants officiels **seront poussés** à droite dans le sens d'un plus grand et plus étroit rapprochement avec la bourgeoisie.*
> *En conclusion, tous les faits l'attestent : le régime a perdu son équilibre ; le nouveau rapport de forces entre les classes qui, d'ores et déjà, a été potentiellement révélé à partir de la grève générale de mai-juin 1968, **s'établira** en résultat de la lutte. **C'est là la Révolution.***
> *Fidèle à sa tradition : ne résister à aucun choc sérieux, en appeler aux appareils* [en ce temps-là, le terme « appareils » recouvrait aussi bien les partis ouvriers traditionnels, PCF et PS, que les appareils syndicaux] *pour garantir son existence, le gouvernement **ira** de mécomptes en déconvenues. **La situation devient explosive.** Les conflits de classe se préparent. Ils peuvent éclater à n'importe quel moment. La classe ouvrière peut également attendre les élections. La situation peut exploser après les élections. **Mais la ligne de développement est toute tracée**. C'est le même mouvement qui, quels que soient les résultats des élections (lesquelles, à moins d'un tournant brusque toujours possible mais néanmoins peu vraisemblable et **qui ne saurait d'ailleurs que modifier les rythmes, l'allure, et non la ligne du développement** – **doivent entraîner un effondrement de l'UDR**), **conduit aux affrontements révolutionnaires. Ce mouvement ne peut être cassé que dans le cours de toute une série de luttes grandioses, qui, à travers flux et reflux sur une longue période, verraient le prolétariat subir des défaites majeures. Hors de l'écrasement physique de la classe ouvrière, la bourgeoisie française ne peut stabiliser son pouvoir.** Préalablement à une telle situation, la perspective passe par les conflits de classes, sur un terrain ou un autre, au niveau de l'Etat. Les mesures prises par la classe ennemie deviennent autant d'impulsions pour la formation de la conscience de l'objectif à atteindre : en finir avec le régime. Le prolétariat est engagé dans un processus politique où il élimine successivement toutes les fausses solutions présentées par les appareils, **parce qu'elles sont fausses** parce qu'elles ne règlent rien, parce qu'elles sont inefficaces* [confronter avec le nombre de « journées d'action », de « grèves d'avertissement », etc… toutes solutions plus fausses les unes que les autres, dont les appareils ont empoisonné les masses ouvrières durant des années et des années, qui ne les ont pourtant pas éliminées, encaissant défaite sur défaite, seuls les étudiants en 1986 parvenant à submerger les appareils parce que la jonction avec la classe ouvrière allait s'opérer] *. Bientôt, il ne restera plus qu'une solution à imposer pour satisfaire les aspirations et les revendications : les*

affrontements au niveau de l'Etat où s'effondrera le régime Pompidou, toutes les autres solutions n'ayant conduit nulle part.

Le caractère faussement scientifique des affirmations sur le déroulement futur des événements s'affirme encore ici :

La classe ouvrière, après la trahison de la grève générale, a dû, doit et devra passer par toute la gamme des formes de luttes que lui imposent les appareils sur tous les terrains : électoral, « économique », manifestations limitées et contrôlées.
La classe ouvrière accomplit et ***accomplira*** *tout le chemin de son expérience et de ses directions, en relation avec une lutte de classe qui, dans cette période de l'imminence de la Révolution,* ***dépouillera*** *les contradictions sociales l'une après l'autre, y compris la contradiction entre les aspirations des masses et les directions traditionnelles, pour se trouver en présence de celle qui est à la base de toutes les contradictions : le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production.*
Il ne restera alors à la classe ouvrière qu'une expérience à réaliser : l'affrontement au niveau de l'Etat pour résoudre le problème de l'abolition de la propriété privée. ***C'est cette expérience qui s'inscrit dans la perspective la plus prochaine et qui couvrira toute une période où se jouera le sort de la crise révolutionnaire****.*

On peut, on doit, ainsi comparer ce qui est annoncé ici comme un déroulement certain et ce qui s'est réellement produit après 1981 :

Le PCF et le PS ***obtiendront*** *des mains des masses laborieuses le pouvoir qu'ils* ***utiliseront*** *contre les aspirations révolutionnaires. Les travailleurs, avant d'admettre la nécessité d'une nouvelle direction,* ***tenteront*** *de faire pression sur les anciennes directions pour que celles-ci réalisent leurs aspirations : elles* ***réclameront*** *à celles-ci d'exécuter les engagements qu'elles prétendent avoir pris. Les travailleurs cherchent à en finir avec le capitalisme. C'est précisément cette tendance que les dirigeants* ***réussiront*** *à transformer en volonté d'imposer un gouvernement PS-PCF-Radicaux qui* ***apparaîtra*** *à leurs yeux comme un gouvernement ouvrier alors que ce* ***sera*** *un gouvernement bourgeois. (...) Sous le feu de la lutte des classes, les masses* ***se dresseront*** *contre la présence, au sein du gouvernement, des radicaux bourgeois. Elles y* ***seront amenées*** *en relation même avec l'argumentation mise en avant par les dirigeants : « Nous ne pouvons tout faire d'un coup, nous ne pouvons satisfaire toutes les revendications, car cela effraierait nos alliés des classes moyennes. Nous risquerions d'isoler la classe ouvrière de ses alliés naturels. » Après un certain temps, les masses* ***traduiront*** *: « Si c'est la présence des radicaux bourgeois au gouvernement qui empêche la satisfaction de nos aspirations, alors il faut que les ministres bourgeois s'en aillent ». Les dirigeants du PCF et du PS constitueront un gouvernement PCF-PS, ultime barrage pour garantir la société bourgeoise.* ***Ce gouvernement ne sera pas un gouvernement ouvrier et paysan, ce sera un gouvernement bourgeois****.*

Conclusion :

Le caractère profond de la situation pré-révolutionnaire se dirigeant vers la situation révolutionnaire ouverte peut se résumer simplement : tous les développements politiques vont s'accélérer jusqu'à créer une situation d'affrontements révolutionnaires multipliés, entre les classes*. Cela implique que les mots d'ordre révolutionnaires du programme de la IVème Internationale* ***deviendront*** *de plus en plus actuels, efficaces, ressentis comme nécessaires par les larges masses. Il nous faut seulement apprendre à les concrétiser et à les adapter en relation avec l'état d'esprit des masses.*

Pour des militants et des cadres encore inexpérimentés, est-ce qu'on ne pourrait pas presque se croire à la veille de 1905, un 1905 élargi à la planète entière ? Et de plus, un 1905 bien plus rapproché de 1917, si l'on peut dire, qu'il ne fut alors en Russie. Quarante-cinq ans plus tard, il est facile (mais nécessaire) de comparer ces pronostics avec ce qui s'est réellement produit. La lecture des numéros de *La Vérité* de la décennie 70 ne fait que confirmer.

2- 1968-1981 : Les Congrès de l'OCI et *La Vérité* annoncent la tempête

Comment *La Vérité*, (revue théorique de l'OCI, de parution environ trimestrielle), rend-elle compte de la situation générale durant toutes ces années ? (elle cite souvent aussi les résolutions des congrès de l'OCI). On lira que, la plupart du temps, elle développe presque sans nuances les « Thèses » du XVIIème congrès, qui sont elles-mêmes la reprise déployée de textes écrits à partir de 1968-69, à partir du rapport politique du XVIème congrès de l'OCI tenu à ce moment-là. Elle les utilise pour expliquer le mouvement de fond qui se dessine ces années-là.

Pourtant je demeure d'accord avec le fait que 1968 marque bien le début d'une nouvelle période historique, celle où la classe ouvrière mondiale reprend l'initiative dans la lutte des classes. Mais les caractéristiques de cette période sont-elles exactement celles qu'énonçait l'OCI ?

Il sera utile, pour trouver une réponse, de passer en revue les différents pays sur lesquels l'OCI (et le CORQI puis le Comité International, puis IV° Internationale-CIR) ont développé leurs analyses, lorsqu'ils estimaient que ces pays étaient en proie à des explosions révolutionnaires, voire à des révolutions. Les citations seront donc assez longues. (Tous les soulignements dans l'ensemble des citations de ce chapitre sont de moi)

<u>La Vérité n°542</u> (octobre 1968)

> *Les premiers développements de la révolution politique et la grève générale en France de mai-juin 1968 sont les premières réponses qu'esquisse le prolétariat international à la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Elles signifient que la classe ouvrière engage la lutte pour le pouvoir politique dans l'ensemble des pays d'Europe, qu'elle tend à fondre en un même processus la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique contre les*

bureaucraties parasitaires et à établir ainsi les fondements des Etats-Unis socialistes d'Europe. ***La grève générale en France et les débuts de la révolution politique en Tchécoslovaquie redonnent à la lutte pour le socialisme sa signification profonde : son caractère universel.***

Le mot d'ordre des Etats-Unis socialiste d'Europe est déployé également à partir de cette analyse. Il a aujourd'hui totalement disparu.

La Vérité n° 548, Juin 1970 : *Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe,* article de Stéphane Just – Conclusion p.27 :

Aussi bien à l'ouest qu'à l'est de l'Europe, le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ordonnent et unifient la lutte du prolétariat. Le combat a commencé avec la Révolution d'Octobre ; la vague révolutionnaire même limitée et contenue à la fin de l'après-seconde guerre mondiale ***renforça les positions conquises par la classe ouvrière européenne, sous l'apparence de la division du monde en « blocs ».*** *Appuyée sur les positions acquises, la classe ouvrière d'Europe fait face à la réaction impérialiste. Elle se dresse contre les bureaucraties parasitaires et spoliatrices qui, en dernière analyse, sont –à l'est de l'Europe, en URSS- les meilleurs atouts dont dispose l'impérialisme, tout comme l'appareil international du stalinisme est passé du côté du maintien de l'ordre bourgeois dans le monde.*

Après un moment de recul, la classe ouvrière européenne repart à l'assaut. Telle est la signification de mai-juin 1968 en France, du combat engagé par le prolétariat tchécoslovaque.

Révolution sociale et révolution politique sont étroitement imbriquées. Elles forment une totalité. L'Europe de demain sera un ramassis de décombres, ou elle sera celle des Etats-Unis socialistes d'Europe. Prise sous l'étau, la bureaucratie parasitaire sera inéluctablement broyée. Mais qui vaincra : l'impérialisme ou le prolétariat

---

3- Sur la situation française après 1968 : un « *caractère inéluctable* » jusqu'ici éludé

Aucun doute n'est permis selon l'OCI d'alors : la grève générale de 1968 et le referendum perdu par de Gaulle en 1969 sonnent le glas de la Vème république, l'échec du bonapartisme gaulliste, à échéance rapprochée, mais d'une façon présentée comme absolument certaine. Pourtant l'éditorial du n°560 (1973) rédigé par François Forgue montre des finesses d'analyse qu'on ne retrouvera pas souvent par la suite :

La Vérité n° 560 *– Avril 1973* – Donc parue après les thèses du XVIIème Congrès et avant le rapport politique du XVIIIème –

p.13 : *Qu'en est-il aujourd'hui ? Avec la grève générale de mai-juin 1968 et la chute de de Gaulle (…) s'****ouvrait*** *une période de crise fondamentale de tout le système de domination de classe de la bourgeoisie. L'origine de cette crise* ***était*** *dans l'incapacité du régime bonapartiste à ''discipliner'' la classe ouvrière en la désintégrant comme classe, en fonction des besoins de l'exploitation capitalise. La résistance de la classe ouvrière ne pouvait être vaincue qu'en l'écrasant. Cette perspective, la bourgeoisie ne peut l'ouvrir, et c'est en ce sens que la classe ouvrière conserve l'initiative politique à travers des phases changeantes, les pas en avant et en arrière.*

Cette période n'est pas close. *Le scrutin des 4 et 11 mars en a été un moment. Des millions d'hommes ont commencé à se mettre en mouvement, à prendre conscience de l'enjeu. L'un de leurs actes politiques a consisté à exprimer leurs aspirations en votant pour le PCF et pour le PS. La politique de collaboration avec la bourgeoisie des directions n'a pu interdire aux travailleurs de s'affirmer comme classe sur le terrain électoral : c'est le sens de leur vote massif, sans enthousiasme mais lucide, pour les partis ouvriers. (…)* ***La petite-bourgeoisie*** *–et nous en avons expliqué les raisons-* ***a marqué le pas****. (…) En ce sens, la classe ouvrière n'est pas isolée.*

p.16 : *Le démantèlement de la Constitution de 1958 a déjà commencé. On s'attaque tout au moins à son esprit. (…) ''Rénover le parlement '' n'est pas une question technique. Il ne s'agit de rien de moins que d'adapter les formes de domination de la bourgeoisie, de récréer les conditions permettant d'associer toutes les formations politiques de la bourgeoisie et les dirigeants du PS et du PCF au maintien de l'ordre bourgeois.*

p.18 – *Le bonapartisme a échoué dans son entreprise. Il lègue, dans cette mesure, à ceux qui sont chargés de liquider sa faillite, un édifice monstrueux, inachevé, contradictoire. Mais ce ''système politique'' dont parle l'éditorialiste du* Nouveau Journal *s'incarne dans un ensemble d'institutions et de mesures qui ne sont pas seulement contraires au fonctionnement d'une démocratie parlementaire, mais aussi, dans leur principe, à l'existence d'un mouvement ouvrier indépendant : autrement dit, ces institutions et mesures remettent en cause les relations politiques et juridiques au sein desquelles les organisations ouvrières, sur la base des rapports de force établis par la lutte des classes, traitent ''de puissance à puissance'' avec les représentants de la classe capitaliste.*

Le maintien des institutions contre vents et marées et leur capacité d'adaptation insoupçonnable ou insoupçonnée en 1973 ont créé une situation parfaitement contradictoire, où la puissance de la classe ouvrière s'est trouvée, même en 1981, cadenassée par les appareils dans des institutions qui incluaient dans leur fonctionnement même la soumission totale des appareils à l'Etat bourgeois. Jamais ce cadre n'a pu être brisé, malgré toutes les annonces présentées par l'OCI comme certaines sur le fait que cela allait inéluctablement se produire, même après la victoire électorale de la majorité PS-PCF de 1981. « La vérité est toujours concrète » (cf. citation de Trotsky dans *Bonapartisme et fascisme*, - *Où va la France ?*- extraite par Forgue p. 19 et 20). La dégradation/destruction des organisations ouvrières, partis et syndicats, bon an mal an, une fois que la bourgeoisie a repris l'initiative, a repris aussi son cours accéléré.

p.19 – *Ce que cherche Pompidou, c'est à insérer, dans le cadre antérieurement tracé par le bonapartisme, certaines formes du parlementarisme ''classique ''. C'est trop ou trop peu, c'est une impossible restauration.*

p.22 – *Bien qu'entravé, le mouvement complémentaire à cette concentration sans contrôle du pouvoir exécutif, celui qui vise à enserrer toutes les relations sociales et politiques dans un réseau d'institutions correspondant au caractère du régime, se poursuit (…). C'est le contenu même du régime qui se définit par là, à tel point que lorsqu'il sera* ***mortellement*** *frappé par la grève générale, il cherchera son salut en*

précipitant la marche au corporatisme : tel était le sens du référendum sur le Sénat corporatif et sur la régionalisation.

C'est pourquoi l'article oscille en permanence, d'affirmations péremptoires en prudentes réserves :

> **p. 23-24 –** *Depuis 1968, le régime mis en place dix ans plus tôt à la faveur d'un coup de force et qui avait constitué la tentative la plus cohérente de l'impérialisme français de régler ses comptes avec la classe ouvrière se survit sous une forme bâtarde* ***qui ne peut aller que de crise en crise vers sa propre liquidation. (...)*** *Cependant, de l'émiettement organisé de la grève générale au compte des élections de juin 68 qui assureront un sursis à de Gaulle (...) les directions stalinienne et réformiste ont pesé de tout leur poids pour interdire à la classe ouvrière un issue politique. Aussi, tandis que la bourgeoisie conserve son propre appareil d'Etat comme axe de regroupement, le mouvement de la classe ouvrière se développe sans qu'une perspective l'ordonne. Le bonapartisme n'est pas, dans cette mesure, balayé. Sous une forme instable certes, il se survit.* ***Aussi les éléments que nous avons analysés plus haut et qui représentent son héritage ne peuvent-ils être définis comme de simples épaves qu'aurait abandonné le reflux du gaullisme. Ce sont des <u>éléments actifs</u> de la situation politique, des facteurs du rapport de forces entre les classes.***

Cependant, à considérer ce que furent les objectifs du gaullisme en 1958, est-ce qu'en 2016, on ne peut pas estimer qu'ils ont finalement, après bien des tergiversations et des difficultés, en plus ou moins large partie été atteints, ou sont sur le bon chemin du « succès » ? Succès d'ailleurs très relatif puisqu'il n'a pas empêché le déclin de l'impérialisme français, encaissant encore plus que d'autres rivaux les conséquences de la crise générale du capitalisme. Et n'est-ce pas une première raison de la survie par-delà toutes les prédictions de sa mort, de la constitution de la Vème République ? Certes, elle y a laissé des plumes, comme tout combattant après un dur affrontement en de nombreux rounds, mais elle a finalement – du moins jusqu'ici- eu raison, dans ce combat-là, de son adversaire. Sans qu'il puisse être question de triomphe (parce que ce combat se déroule dans une arène internationale où la taille des combattants a, durant ce temps, largement diminué), on peut dire que les marques des succès remportés par la bourgeoisie sont absolument indubitables si on mesure les résultats à l'aune de ce qui était en projet au départ. Il suffit de reprendre point par point chaque chapitre du programme fixé pour mesurer le degré de réalisation atteint :

> **p. 26 :** *Mais la raison d'être de ces institutions, c'était, avant tout autre chose, de fausser les conditions de la ''lutte incessante'' entre le capital et le travail dont parlait Marx ;* ***c'était de permettre une tentative systématique d'imposer à la classe ouvrière les exigences du capitalisme français, exigences impératives pour sa survie, à l'époque où nous sommes, époque d'extrême décomposition de ce régime social à l'échelle mondiale. Ces exigences de « rentabilité », autrement dit de garantie des profits des exploiteurs, ne pouvaient être réalisées qu'en portant atteinte à tous les droits et conquêtes des travailleurs, en abolissant leurs libertés et en intégrant leurs syndicats à l'Etat capitaliste, en privant leurs enfants de toute culture générale et même technique, de tout droit à un métier, enfin, en assurant une entière ''mobilité'' des esclaves salariés du capital, cette tarte à la crème des sociologues et économistes de la bourgeoisie qui se réduit à la perte pour les travailleurs de toute garantie de l'emploi, du droit au travail pour lequel ils entraient en lutte il y a 125 ans.***

Tout cela, en 2016, n'est-il pas largement en cours de réalisation, sur un tracé engagé depuis au moins trois décennies ?

La Vérité n°562 – Octobre 1973 – Dans un discours de Lambert lors d'un meeting à la mutualité, on lit :

> *Nous sommes dans une situation où la classe ouvrière internationale accumule à sa façon, sans direction, sans parti révolutionnaire, toute une série de leçons, qu'elle doit assimiler en se débarrassant de ses illusions par un effort acharné. Comme conséquence de l'exploitation, par un effort acharné et continuel, la classe ouvrière* ***se mettra*** *en mouvement,* ***posera*** *le problème du pouvoir et, camarades, plus vite l'OCI sera construite, plus vite l'avant-garde sera renforcée, moins cher coûtera ce dur, ce difficile combat de la classe ouvrière française, de la classe ouvrière internationale.*

Sûreté de l'analyse, faiblesse du pronostic

La Vérité **n°564 – Octobre 1974** (après l'élection présidentielle qui voit la victoire –très limitée- de Giscard d'Estaing)

L'Editorial de Stéphane Just signé du 16 sept. 1974, p.2 montre la distance entre la sûreté de l'analyse des faits et le pronostic :

> *– Il y a quatre mois, Giscard d'Estaing devenait le troisième président de la Vème République. Dans tous les milieux règne un sentiment de malaise, d'incertitude, d'angoisse, d'attente de la catastrophe. (...) La peur d'une profonde crise économique grandit.*
>
> ***Dans une Europe au bord de l'abîme –*** *(...) Les mesures que prennent les gouvernements des grandes puissances capitalistes pour freiner la marche à la crise font ressortir la fragilité de l'édifice économique et financier européen, la faiblesse de ces bases, qu'elles minent plus profondément encore. Ils les prennent dans une atmosphère de crise politique dont ils ne redoutent pas moins les conséquences. Crise économique, sociale, politique enfin de tous les rapports bourgeois, s'imbriquent étroitement et se nourrissent réciproquement en Europe. Crise de tous les rapports bourgeois qui est elle-même inséparablement nouée à la crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est, (...). Dans ces conditions, comment le gouvernement Giscard-Chirac n'apparaîtrait-il pas et ne serait-il pas le gouvernement qui conduit la France à la catastrophe au milieu d'une Europe au bord de l'abîme ?*
>
> ***L'échec et la crise de la Vème République –*** *car quel est donc ce gouvernement Giscard-Chirac ? Le capital financier estime que c'est un pis-aller à défaut d'une autre solution qui puisse être utilisée sans que la lutte des classes en France débouche sur une crise révolutionnaire. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, considèrent que ce gouvernement est la* ***<u>dernière</u>*** [noter l'ambiguïté du terme : plus récente ? ultime ?] *incarnation d'un système politique qu'elles ont fait échouer mais qui se survit ; que ce gouvernement représente et défend un système social failli qui risque de les entraîner dans sa décadence, sa décomposition. (...) Nous ne referons pas l'histoire de la Vème République. C'est finalement l'histoire d'une succession de vastes projets dont aucun n'a été mené à terme.* [Le temps du verbe indique qu'il s'agit d'un passé révolu : les projets ont échoué]
>
> (...) *La classe ouvrière a réussi, malgré tous les obstacles qui ont été dressés devant elle, à se rassembler et à s'exprimer politiquement au cours des élections présidentielles, en entraînant derrière elle d'importantes couches de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes.* [Qui peut raisonnablement prétendre aujourd'hui, en 2015, que la classe ouvrière française, après ses défaites et son

affaiblissement sur tous les terrains, possède encore la capacité immédiate d'« entraîner derrière elle », comme elle l'avait à cette époque, « d'importantes couches de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes », de même que la jeunesse ?] (**p.7**)

p.7-8 – *Vers la crise révolutionnaire –* *le titre de la résolution politique du XIXème Congrès de l'OCI caractérise cette situation ainsi : ''De la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire'' :*
1. Impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée ; telle ou telle crise du ''sommet'', crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que la « base se veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore plus que le ''sommet ne le puisse plus''.
2. aggravation plus qu'à l'ordinaire de la misère et de la détresse des classes opprimées.
3. Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui, en période de ''paix'', se laissent piller tranquillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées, tant par l'ensemble de la crise que par le ''sommet'' lui-même, vers une action historique indépendante.''

L'analyse qui précède démontre que les conditions qui conduisent à une crise révolutionnaire et à la révolution se nouent en France, dans une Europe où partout les processus qui conduisent à la révolution prolétarienne se font jour. *Plus précisément encore, la situation actuelle est de celles à propos desquelles Trotsky écrivait :*
'' La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre… L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation contre-révolutionnaire est un exemple classique de la pensée métaphysique…. Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant, ce sont des situations INTERMEDIAIRES, transitoires : entre une situation révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui sont d'une importance décisive du point de vue politique.''

La conclusion de Trotsky nous aide à préciser que nous sommes dans une situation intermédiaire entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire. ***Nous devons cependant exclure de notre pronostic la transformation de la situation intermédiaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire, en situation contre-révolutionnaire. (…) Le point où est parvenue la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties en Europe, aux USA, et dans le monde en général, exclut une défaite rapide et profonde du prolétariat mondial et européen, alors qu'en 1935 la montée révolutionnaire en France et en Espagne allait au contraire à contre-courant des rapports entre les classes à l'échelle de l'Europe et du monde, marqués par l'écrasement du prolétariat allemand sous la botte hitlérienne, le triomphe sanglant de la bureaucratie en URSS.***

Certes les profonds reculs du prolétariat européen et mondial depuis plus de trente ans n'ont pas revêtu ce caractère d'écrasement en Europe en particulier, qui fut celui des classes ouvrières allemande et espagnole dans les années trente, mais elles n'en marquent pas moins de profonds reculs que l'impérialisme en crise ne peut que tenter sans cesse d'exploiter davantage, dans sa fuite éperdue devant la baisse tendancielle du taux de profit.

p.17-18-19 : ***L'étape du gouvernement des partis ouvriers traditionnels est inévitable et marquera un haut niveau de l'action révolutionnaire des masses.*** *Les trotskystes n'inventent pas. Sans illusions et sans semer d'illusions, ils épousent la ligne sur laquelle*

progresse l'action politique du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées. C'est pourquoi ils sont inconditionnellement pour en finir avec la Vème république, l'Assemblée nationale… (…) et sans poser a priori la question du programme, pour qu'un gouvernement des partis ouvriers traditionnels prenne le pouvoir.

Cette « étape », qui en France aurait dû succéder aux gouvernements de type front populaire nés à partir de 1981, n'a jamais été franchie nulle part : aucun gouvernement des seuls partis ouvriers traditionnels n'a vu le jour nulle part.

Un an et demi plus tard, dans ***La Vérité* n° 569 (fin 1975), l'**article leader de Marc Lacaze intitulé : *''France : nouveaux développements – Le Front unique ouvrier : question clef''* – accentue encore le pronostic sur la France. Les militants sont de ce fait tenus en haleine et sur le qui-vive de façon permanente.

p.13 : *« Il est toujours difficile de rendre compte avec exactitude du moment où les changements quantitatifs vont aboutir à la transformation qualitative dans le développement d'un processus vivant.*
Pourtant, il faut le dire, cette perspective, tracée il y a un an, de la transformation de la crise du régime en crise révolutionnaire, ***s'est considérablement rapprochée, l'ouverture de la crise révolutionnaire menace en permanence.*** *(…) La liquidation, à l'ordre du jour, de la Vème république, c'est immanquablement l'ouverture de la crise révolutionnaire.*

La conclusion de l'article élargit la perspective à l'Europe tout entière :

La révolution portugaise a ouvert la révolution en Europe. La chute du franquisme, l'éclatement de la révolution espagnole, annoncerait son déferlement en France, en Italie, et son extension à l'Europe tout entière à l'Ouest et à l'Est. *A moins que dans un pays d'Europe de l'Est, voire en URSS, ne s'ouvre une nouvelle phase de la révolution politique avant que la révolution sociale contre le capital* [ne] *prenne sa dimension européenne. Les combinaisons concrètes peuvent être très variables, la révolution en Europe est tout prêt* [près] *de devenir la révolution européenne.*

Fin 1975, le XXème congrès de l'OCI affirme :

« *Toute la situation indique que les problèmes arrivent à maturité. Les contradictions s'approfondissent et se dénouent en explosion politique (révolutionnaire), posant le problème du gouvernement.*

Personne ne peut prévoir ni le moment, ni la forme de ce dénouement (rupture au sommet, krach, brutale irruption des masses dans un secteur de la classe…)

Une certitude existe *: les problèmes arrivent à maturité, la bataille pour le front unique ouvrier, pour dégager les obstacles opposés à sa réalisation, constitue le seul axe de préparation d'une organisation révolutionnaire à une période où toutes ces forces accumulées vont être brutalement libérées, pour l'affrontement avec le gouvernement ; elle constitue le seul axe de préparation à la crise révolutionnaire.*

La Vérité n°570, qui, en février 1976 reprend le contenu et les conclusions des travaux du XXème congrès, ajoute :

« *Nous ne savons pas quels délais nous sont laissés : la crise révolutionnaire peut s'ouvrir brutalement en France, par suite d'une crise qui disloque le gouvernement et ouvre la voie aux masses, d'un surgissement brutal du prolétariat qui submerge les barrières que les appareils dressent, préparé par un foisonnement de combats partiels, en conséquence d'une dislocation à très grande vitesse du marché mondial,*

sous l'impact direct du jaillissement de la révolution dans un pays comme l'Espagne. Les élections législatives peuvent être le détonateur etc. ***ça peut être à bref délai, ça peut durer. La direction des événements n'est pas douteuse. L'activité politique de l'OCI est partie constitutive du mûrissement politique du prolétariat. Son action a pour but de dégager les obstacles. Mais si les délais sont suffisants, alors il doit être possible de construire cette OCI qui, dès l'ouverture de la révolution, sera le pôle suffisamment attractif pour que se construise en France le parti révolutionnaire, sans que le détour dangereux de la constitution d'une ou d'organisations centristes existe.*** *Il va de soi que la reconstitution de la IVème Internationale serait du même coup puissamment impulsée.*

Une interminable ''agonie'' qui se prolonge aujourd'hui encore

La Vérité n° 572 (Juin 1976) **–** Article leader de Marc Lacaze (Gauquelin) sur *La situation politique et l'activité de l'OCI.*
Que signifierait une défaite électorale de la bourgeoisie ? Lacaze répond catégoriquement p.4 :

> « ***En clair, la défaite du gouvernement Giscard-Chirac, de la ''majorité'' de l'Assemblée nationale devenue la minorité du suffrage universel, ne signifierait pas seulement un changement de majorité ; elle signifierait l'effondrement de la Vème République ; elle signifierait que les masses se sont mises en mouvement, et qu'elles s'attaquent à l'Etat, à la société bourgeoise, à la propriété privée des moyens de production, en d'autres termes : la révolution prolétarienne commencerait.*** »

Or c'est bien proche, selon l'article, puisque p.5 :

> « *A supposer que ce gouvernement parvienne à tenir, à ne pas chuter avant, les élections cantonales prouvent que les élections législatives, via les municipales,* ***sonneraient le glas de l'UDR, donc de la république gaulliste étiquetée Vème, de cette ''majorité'' à l'Assemblée nationale si nettement minoritaire dans le pays.*** »

Et nous ne sommes « qu'» en 1976…

Dans ***<u>La Vérité</u>*** **<u>n° 573</u>** en septembre 1976**,** un article leader de Stéphane Just : *L'agonie de la Vème République,* insiste encore :
A propos de la démission de Chirac de son poste de 1er ministre, p.2 :

> « *Du point de vue de la Vème République, il s'agit bien d'un événement dramatique. Il montre la puissance des forces qui la disloquent.* ***D'ores et déjà, le processus de cette dislocation est en cours.***
> * p.3 : « ***La phase finale de l'agonie de la Vème République a commencé****.* »
> * p.4 : un rappel sur l'élection présidentielle de 1974, qui vit Giscard d'Estaing élu par 50,3% des suffrages contre 49,7 à Mitterrand, candidat unique au second tour du PS et du PCF :
> *Sur le terrain, particulièrement défavorable ; des élections présidentielles, en dépit de la campagne de Mitterrand lui –même et du PCF (…) les masses, en votant Mitterrand, premier secrétaire du PS, affirmaient : la crise politique peut être résolue par l'unité des partis ouvriers combattant pour former ensemble un gouvernement.* ***La crise révolutionnaire, de menaçante, pouvait, à quelques centaines de milliers de voix près, s'ouvrir. Elle risquait de resurgir à la première occasion.*** »

S'en ressouvenir pour 1981 : il ne sera alors pas dit un mot sur « la campagne de Mitterrand lui-même.

> Toujours p.4-5 : *Passer, sans que s'ouvre une crise révolutionnaire, de la Vème République à un autre système politique de domination de la bourgeoisie (en outre, lequel ?) étant impossible, un consensus politique entre les dirigeants des partis ouvriers, la ''majorité présidentielle'', la ''majorité parlementaire '', au sein de celles-ci, devait garantir, un temps encore, l'existence de la Vème République.*
> Et la conclusion p.17, sur le caractère « *inévitable* » des « *luttes de plus en plus nombreuses et importantes de la classe ouvrière et de la jeunesse, des masses* (...) ».

En décembre 1976, **la Vérité n° 574** publie un article de Stéphane Just. P.13-14 : dans sa partie intitulée « *L'agonie de la Vème république* », on lit :

> *La crise politique de la bourgeoisie française et l'aggravation de la situation économique font de la France un des points de concentration en Europe des rapports entre les classes qui amèneront à la crise révolutionnaire.* ***Agonisante depuis 1968-1969, la Vème République n'en finit pas de mourir.*** *(...) la chute de la Vème république, la dislocation de ses institutions, l'écroulement du parti UDR qui a pénétré et remodelé l'appareil bourgeois,* ***ouvriront*** *la crise révolutionnaire,* ***les masses surgiront et poseront la question du gouvernement, de l'Etat, du système social.*** *La bourgeoisie n'a aucune autre possibilité immédiate que de laisser durer, durer encore, la Vème République.*
> ***Mais l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac –sous l'effet des échéances politiques et de l'aggravation de la situation économique combinés – a ouvert la dernière phase de cette agonie. Au bout, une seule ressource lorsque s'ouvrira la crise révolutionnaire : le front populaire, dont le programme de fondation de la IVème Internationale dit : ''Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.''***

C'est l'annonce et la confirmation, avec cinq ans d'avance, de l'importance décisive annoncée de l'échéance électorale de 1981.

Confirmation renforcée encore p.15 :

> « *L'''Union de la gauche'' se prépare à former un gouvernement de type front populaire, au moment où la crise révolutionnaire s'ouvrira en France.*»

Et en conclusion p.17 : « *En fin de compte, la crise révolutionnaire est inévitable.* »

1977 : La leçon des élections municipales

La Vérité n° 576 d'avril 1977 s'ouvre avec le *Déclaration* du Bureau politique de l'OCI à propos du résultat des élections municipales qui viennent d'avoir lieu. Son contenu, la ligne politique qu'elle exprime, très claire, sont un démenti catégorique de la ligne politique avancée après la victoire électorale de 1981. Pas un mot, en particulier, sur la ''démocratie''...

> *Personne ne peut s'y méprendre, les résultats du premier tour des élections municipales traduisent la formidable volonté des masses laborieuses d'en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, de chasser du pouvoir tous les représentants de la*

bourgeoisie. (...) L'ampleur qu'a pris l'écrasement des partis faillis de la Vème république atteste déjà ***l'immensité du mouvement qui se prépare****,* ***démontrant que les masses laborieuses et la jeunesse veulent un gouvernement où ne siégeraient pas les représentants de partis bourgeois, Les Léo Hamon, Maurice Faure, et autres banquiers Filippi, radicaux de gauche****. (...)* ***Rien de changerait si on les laissait au gouvernement*** *(...) Les travailleurs savent que pour arracher les revendications, il faut l'unité. Un mouvement commence ; ses premiers pas : les travailleurs et jeunes qui veulent l'unité commencent déjà à réaliser eux-mêmes l'unité : ce mouvement ne peut que s'élargir.(...) C'EST LE MOUVEMENT QUI ANNONCE LA REVOLUTION SOCIALISTE. (...) La crise des institutions gaullistes qui se sont confondues avec l'Etat bourgeois atteste que la vieille machine de l'exploitation est usée jusqu'à la corde. De toutes part et en tous lieux, craignant pour les destinées de la Vème république et de ses institutions, on appelle les masses laborieuses et la jeunesse à attendre 1978, ce qui signifierait laisser les mains libres au patronat et au gouvernement. (...) Nous, militants de l'OCI, disons : (...) dirigeants de PCF et du PS, respectez les engagements que vous avez pris en appelant les masses laborieuses à voter pour vous. Les travailleurs et la jeunesse vous ont donné la majorité. Vous vous prononcez pour le respect du suffrage universel, alors appelez les masses à se mobiliser pour la dissolution de l'Assemblée nationale,* ***prenez le pouvoir****, vous PS-PCF, pour tenir vos engagements. Vous savez que les représentants des partis bourgeois ne peuvent accepter les revendications. Nous OCI, disons : nous vous soutenons sans conditions ni préalables, pour réaliser le front unique ouvrier pour imposer le gouvernement PS-PCF sans représentants des partis bourgeois. Prenez cette vois, nous vous soutiendrons,* ***parce que c'est ainsi que la classe ouvrière et la jeunesse s'engageront dans la crise révolutionnaire inéluctable. La révolution surgira de la crise politique d'un régime agonisant.*** *(...)* (...) *L'OCI va poursuivre et amplifier son combat, le combat du font unique ouvrier, le combat pour la révolution socialiste.*

Il sera utile de comparer cette déclaration avec celle qui sera publiée au lendemain de la victoire électorale du PS et du PCF en 1981.

L'article leader de Stéphane Just est titré : « *Après les élections municipales : avec hardiesse, en avant !* »

Mesurer la signification et les conséquences de l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac exige de se souvenir quelle opération politique tentait Giscard d'Estaing en constituant ce gouvernement. ***Le capital financier, en soutenant et en faisant élire finalement Giscard d'Estaing, marquait qu'il cherchait à en finir avec la Vème république****. De Gaulle n'avait pas réussi à domestiquer le prolétariat, à intégrer à l'Etat bourgeois et à détruire les organisations ouvrières. De nouvelles grandes luttes de classe étaient à l'ordre du jour,* ***une crise révolutionnaire se préparait****. La défaite de de Gaulle au referendum d'Avril 69 exécutait le jugement contre de Gaulle que mai-juin 68 avait prononcé* [jugement exécuté non par la seule classe ouvrière, mais aussi par une partie de la bourgeoisie, précisément celle à la tête de laquelle cherchait à se porter Giscard]. ***Dès lors, la Vème république était condamnée****, d'autant plus que la crise du système monétaire international annonçait la venue d'une crise économique qui, conjuguée à la crise politique et sociale, renforçait l'acuité des contradictions au sein de la bourgeoisie. La défaite de l'UDR, l'élection de Giscard d'Estaing, procédaient des mêmes raisons qui avaient poussé Pompidou, après son élection et jusqu'en 1973, à modifier la base du système politique, à jeter un pont vers la gauche, vers le PS notamment, à s'efforcer de renforcer le rôle du parlement dans le cadre de la Vème république. Mais la nécessité de modifier la forme politique de domination de classe est une chose ; la possibilité de le faire et par quelle nouvelle forme politique de domination de classe la remplacer, sont une autre chose. Y parvenir est aussi compliqué que de résoudre la quadrature du cercle.* (...) *Le bonapartisme, l'Etat fort, échappant à tout contrôle parlementaire, et entièrement*

contrôlé par des cliques au service direct du grand capital, sont des exigences du régime capitaliste gangrené.

On mesure mieux avec le recul ce que cette analyse contient d'approximation : le capital financier, pas plus que Giscard d'Estaing, n'ont cherché à en finir avec la Vème République. La Vème République et ses institutions ont fait preuve d'une souplesse bien plus grande que celle que l'OCI lui avait accordée, souplesse qui s'est accordée avec la souplesse d'échine des dirigeants du PS et ceux du PCF lorsqu'ils se sont retrouvés en situation de majorité absolue à l'assemblée nationale, à la suite de l'élection de Mitterrand en 1981.

P.10 : « *L'ensemble de ces données composent le mouvement qui mènera de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire. Le gouvernement Giscard-Chirac, dès le printemps 1976, était pris de convulsions. Le titre de ''coordonnateur de la majorité'' décerné à Chirac n'a pas empêché qu'entre les regroupements de la ''majorité'' de plus en plus minoritaire, les conflits ne se soient aiguisés, ainsi qu'à l'intérieur de chaque groupe. Dès juin-juillet, la crise gouvernementale était inévitable. Le gouvernement Giscard-Chirac éclatait au mois d'Août. L'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac,* ***c'était l'échec de la tentative de colmater la crise du régime. Dès lors, elle ne pouvait plus que se développer jusqu'à son terme : l'effondrement de la Vème République, l'ouverture de la crise révolutionnaire****.* »

p.18 : « *Quoi qu'il en soit,* ***la longue agonie de la Vème république est parvenue à sa phase finale : celle de la dislocation, de l'effondrement, de la mort de la Vème République****. Comment se combineront concrètement les événements, ce n'est pas écrit d'avance.* ***De toute façon, la crise révolutionnaire affleure, elle explosera.*** *Telle est la signification profonde des élections municipales.* ***Rien ne l'empêchera****. La façon dont elle s'engagera, les rapports politiques entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, au moment où elle s'engagera, ne sont cependant pas des questions indifférentes.* »

p.18-19 aussi : « ***La tendance des mouvements de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées vers une convergence, ne peut que s'affirmer. Les résultats des élections municipales jouent dans ce sens. Les masses <u>vérifieront</u> par expérience le degré de dislocation et de faiblesse de la Vème République, de ses institutions, du gouvernement Giscard-Barre. Elles <u>gagneront</u> en hardiesse. Elles <u>mesureront</u> qu'elles peuvent imposer l'unité ouvrière, l'action efficace aux dirigeants. Là aussi, elles <u>gagneront</u> en hardiesse. Les grandes perspectives politiques leur sembleront plus concrètes, plus réalisables, au cours même de ce processus, ce qui l'alimentera. Se tournant vers les dirigeants du PS , du PCF, des centrales syndicales, elles n'en <u>dégageront</u> pas moins des forces militantes qui <u>seront</u> l'expression d'une aspiration, d'une volonté devenant de plus en plus active. (…)***
Jamais les conditions n'ont été aussi favorables pour se lier aux masses, renforcer qualitativement l'organisation qui construit le parti révolutionnaire en France et combat pour la reconstruction de la IVème Internationale*.*»

P.20 : ''*Mais l'agonie de la Vème République atteint son point ultime, la crise politique accentuée accélère la crise économique et sociale. Les masses tirent les conséquences des élections des 13 et 20 mars : il faut en finir avec cette Assemblée nationale désavouée ; il faut en finir avec ce gouvernement en faillite et battu ; le moment est venu de porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF. Le moment est venu d'exiger que leurs revendications soient satisfaites.* ''

De la certitude à l'outrecuidance

La tonalité n'est pas à la propagande, mais à l'agitation, à la mobilisation, d'abord militante, mais par-delà, à un appel direct à l'action de masse.

Comme illustration, un article de Marc Lacaze, « Le mouvement est engagé » sombrerait presque dans le lyrisme exalté et prophétique. Le titre est précédé d'un bandeau : « *Sous nos yeux, le regroupement des forces commence à s'opérer. Il est des signes qui ne trompent pas.* »

Lacaze, ôtant tout gant, et non sans outrecuidance, en rajoute en prenant le relai :

> p.21 : ''*Comment vont se combiner l'effondrement de la Vème République, l'irruption des masses, le démantèlement des institutions et organismes de la Vème République qui ouvriront de larges brèches dans l'Etat bourgeois, le passage de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire ? Le marxisme ne permet pas de répondre à cette question. Par contre, il permet d'affirmer : cette issue est maintenant toute proche. Le grand tournant, qui aura une importance capitale pour l'Europe, est déjà amorcé en France.*''

La conclusion, p.35, n'est pas moins tempétueuse, commençant par citer le rapport préparatoire au XXIème congrès :

> *Mais le mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, avec toutes ses illusions, se dirige vers la formation de comités de grève élus, la constitution d'autres formes d'organisation à caractère pré-soviétique plus ou moins développé.*
>
> *Toute notre intervention dans la lutte des classes vise à dégager ce mouvement, à le nourrir, à l'amener le plus loin possible dès avant l'éclatement de la crise révolutionnaire et au moment de son éclatement. Jusqu'à quel point et comment, dans l'éclatement de la crise révolutionnaire, se développera cette tendance ? Nous ne pouvons répondre à cette question : peut-être ne sera-t-il encore qu'embryonnaire, peut-être se développera-t-il d'un seul coup et très généralement. Mais il est inéluctable.* »
>
> Lacaze enchaîne : « *Encore faudra-t-il à l'avenir développer plus avant ce qui est écrit dans ce projet de rapport pour le XXIème congrès de l'OCI. En effet, les lois générales du mouvement s'affirmeront, c'est une certitude, mais elles le feront dans une situation qui n'est pas celle des années 1935-1936.* ***A l'aube de cette nouvelle période de la révolution mondiale****, après cet ''apprentissage'' de mois et d'années de combat acharné contre les directions traîtres à la classe ouvrière dont parle le projet de rapport, avec une organisation révolutionnaire existante, l'OCI, forte de plusieurs milliers de membres gagnés et trempés dans une expérience commune concentrée dans* ***les derniers mois de l'existence de la Vème République****, de riches possibilités continueront à s'offrir dans cette période où, pour un temps, les illusions des masses constitueront de puissantes entraves à leur mouvement.*

Dans *La Vérité* n°777 de juin 1977, Stéphane Just élargit l'analyse :
Son article leader ''*C'est au tour de la France*'' est précédé de la phrase en exergue : « *La crise politique de la bourgeoisie française va aboutir à l'ouverture de la crise révolutionnaire* ».

P.4., titre de partie : « *Dans une nouvelle période de la révolution prolétarienne* » :

> *Aux lendemains des élections municipales qui viennent d'avoir lieu, on est tenté de reprendre l'expression de Trotsky :''C'est au tour de la France''.* ***En effet, il ne fait aucun doute que la phase finale de l'agonie de la Vème république est engagée****,* ***que la crise révolutionnaire va s'ouvrir.*** *Il importe cependant de considérer les*

différences radicales qui existent entre la situation de 1934 [Lacaze parle, lui, de 1935-36] *et celle de 1977. En 1934, c'était le crépuscule d'une période de la révolution prolétarienne.* ***En 1977, nous sommes dans une nouvelle période de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde.***

« C'est au tour de la France » : après la retentissante défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, l'échec de la Sainte-alliance contre-révolutionnaire qu'elle a signifié, dont les conséquences sont loin d'être épuisées ; après que se soit ouverte la révolution prolétarienne au Portugal ; après l'effondrement du régime des colonels en Grèce…

« C'est au tour de la France » : alors qu'en Italie, les masses commencent à submerger les digues de la coalition Andreotti-Berlinguer dressée contre l'avance [l'avancée] *d'une crise révolutionnaire ;* ***alors que l'Etat franquiste vacille et est à sa limite de l'effondrement, qu'une nouvelle révolution prolétarienne est inévitable.***

« C'est au tour de la France » : alors que le vieil impérialisme britannique subit une crise irrémédiable ; alors qu'en Allemagne, le plus puissant capitalisme européen chargé d'un poids qu'il ne peut soutenir –maintenir à flot le capitalisme en Europe-, s'essouffle, et que, surtout, contre la capital et le stalinisme, la classe ouvrière perçoit qu'il existe une issue : l'unité du peuple allemand, de la classe ouvrière allemande pour le socialisme.

« C'est au tour de la France » : alors qu'en Europe de l'Est, le feu de la révolution politique couve sous la cendre bureaucratique, de la Pologne à l'URSS.

« C'est au tour de la France » : au début d'une période de révolutions en Europe, au commencement de la révolution prolétarienne européenne à laquelle la révolution française donnera une puissante impulsion, toute son ampleur, sa profondeur, sa grandeur historique.

Le XXIème congrès de l'OCI, en avril 1977, prolonge dans sa résolution générale : *« Le moment présent et les tâches de l'OCI » :*

Les régimes politiques en Europe, que ce soit en Europe de l'Ouest ou en Europe de l'Est, sont tous en crise politique. Les crises politiques des régimes bourgeois et bureaucratiques se combinent à une radicalisation, à des niveaux divers, du prolétariat européen. (…) Ce projet de résolution s'inscrit dans la ligne des thèses du XVIIème congrès, du rapport politique du XVIIIème congrès, de la résolution politique du XIXème congrès, du rapport politique du XXème congrès, et, plus particulièrement, du projet de résolution politique soumis au XXIème congrès. ***Concernant ce dernier projet, il est indispensable d'indiquer que la marche des événements en a confirmé la ligne principale ainsi que toute l'analyse.***

Il en sera ainsi de déclarations faites dans chaque congrès de l'OCI : les événements en cours auront toujours invariablement et pleinement « confirmé toute l'analyse ».

Il n'est pas utile ici de poursuivre les citations sur la situation française avant 1981. J'y reviendrai avec la question cruciale de 1981.

---

4 - Le Chili entre 1971 et 1973

CHILI 1971 : Je cite essentiellement *Fronts Populaires d'hier et d'aujourd'hui* – Charles Berg- Stéphane Just, 1977. Mais on peut reprendre aussi les articles d'Etienne Laurent dans les numéros de *La Vérité* et d'*I.O.* de l'époque.

L'intensité de la lutte des classes, de l'activité révolutionnaire du prolétariat au Chili en fait un des points les plus hauts de l'activité générale de la classe ouvrière dans le monde durant les années 70.

Elle peut servir de point de comparaison avec celle que connut la France dans les années soixante-dix pour aboutir à la victoire remportée sur la bourgeoisie sur le terrain électoral en 1981. A ma connaissance, l'expérience chilienne sera très peu rappelée par l'OCI dans les années 80.

De même, les concessions qu'a dû faire alors à la classe ouvrière le gouvernement de front populaire d'Allende après l'élection de ce dernier sont sans commune mesure avec les mesurettes prises et même les annonces (non suivies d'effet) faites par le gouvernement Mauroy à partir de Juin 1981. (p.251 et sq.). Il n'est pas inutile d'en rappeler certains points importants. Cela n'a bien entendu rien à voir avec l'appréciation selon laquelle Allende aurait été plus « à gauche » que Mitterrand. Cela a tout à voir avec l'intensité de la lutte des classes au Chili et au degré de mobilisation de son prolétariat, auxquels la situation française de 1981 ne peut être comparée.

Pour l'essentiel, je me contenterai de citer assez longuement l'ouvrage de Charles Berg et Stéphane Just.

> *Les six premiers mois de la crise révolutionnaire chilienne, loin d'être un round d'observation entre le prolétariat et la bourgeoisie, sont marqués par un lent mais puissant développement de l'action politique de la classe ouvrière. L'ouvrier fait confiance au « camarade Allende », et se tourne vers le paysan pauvre, le petit commerçant, l'enseignant, l'étudiant et les entraîne vers la révolution pour la réalisation des tâches démocratiques, la satisfaction des revendications. Les premières mesures prises par le gouvernement d'Unité populaire traduisent cette pression politique.*
>
> *En novembre, c'est l'amnistie pour les prisonniers politiques, qui profite aux militants gauchistes du M.I.R., qui sont libérés. La hausse des tarifs d'électricité est annulée. La Sécurité sociale est élargie à tous les travailleurs ; le programme de construction de 120 000 logements est mis en route, le gouvernement accorde des prêts à 8 000 petits propriétaires de mines... et décide la dissolution du « Groupe mobile » haï pour le transformer en ... « Unité des services spéciaux », dont le rôle consistera à... venir en aide aux habitants des bidonvilles. Ce qui, en France, signifierait changer le sigle des C.R.S. en leur fixant comme tâche de protéger la jeunesse !*
>
> *En décembre, le gouvernement exproprie l'entreprise textile Bellavista-Tomé, dont la production était paralysée par le patron, et qui était occupée par les ouvriers ; des mesures du même type sont prises dans quelques grands domaines latifundiaires.*
>
> *C'est encore en décembre que la C.U.T.* [la grande centrale syndicale des travailleurs du Chili] *signe un protocole d'accord avec le gouvernement qui annonce la participation des travailleurs à l'intérieur des Caisses de prévision sociale et la*

constitution d'une Commission centrale des rémunérations, tripartite : gouvernement, travailleurs, patrons...

Et c'est enfin en décembre que le gouvernement souhaite bon Noël aux actionnaires de la Compagnie des aciers du Pacifique en signant avec eux un accord qui prévoit le rachat, à bon prix, de 57 millions d'actions...

Des dizaines de milliers d'étudiants volontaires partent dans le Sud afin d'alphabétiser les paysans, construire, donner des soins.

Augmentation des salaires, des retraites, blocage des prix du pain, du lait, les mesures ponctuelles du gouvernement se multiplient ; nul ne s'y trompe, ni les dirigeants de l'U.P. [Unité Populaire, le Front populaire à la chilienne] *ni la bourgeoisie chilienne : c'est le moins qu'on puisse faire, face à une mobilisation aussi large, aussi profonde. Calmement, mais sans attendre, les paysans sans terre occupent les domaines, convaincus qu'ils appliquent la volonté politique du gouvernement : le ministre de l'agriculture, Jacques Chonchol, doit monter en première ligne et s'installe dans la province du Cantin, zone mapuche, pour tenter de canalise, de freiner le processus. Mais rien n'y fait, la campagne bascule tout d'un bloc dans la révolution. Le gouvernement recule. Dans les villes, la situation est identique. La classe ouvrière se sent forte ; le gouvernement accélère les opérations de rachat d'actions et de nationalisations. En janvier, ce sont les mines de charbon, en avril, les mines de fer, en mars, les fabriques de ciment...*

Avril. C'est le premier rendez-vous électoral depuis l'élection d'Allende, avec les élections municipales.

En septembre [précédent, lors de l'élection qui porte au pouvoir Allende], *l'U.P. obtenait 36,3% des suffrages. Le 4 avril, l'U.P. obtient la majorité absolue avec 50,87% des suffrages !*

Le discours que prononce Allende dès son élection, rapporté dans *La Vérité* n0569 de janvier 1973, n'est, pour ces raisons, sans aucun rapport avec ce que Mitterrand a pu déclarer lors de son investiture en 1981 :

A l'adresse de la droite, il lançait une menace qui n'était autre chose qu'un appel :
« S'ils prétendent, dans leur folie, provoquer une situation que nous refusons, qu'ils sachent que le pays sera paralysé, qu'entreprises, industries, ateliers, écoles, culture des champs s'arrêteront : ce sera notre première manifestation de force. Qu'ils sachent que les ouvriers occuperont les usines, et qu'ils sachent que les paysans occuperont les terres. Qu'ils sachent que les fonctionnaires entendront la voix et les consignes de l'Unité populaire. Qu'ils se rendent compte que nous avons le sens de nos responsabilités, mais qu'ils mesurent aussi la force que représente un peuple discipliné et organisé. »
De fait, il était impossible pour la bourgeoisie de différer plus longtemps l'heure où il fallait désormais choisir, soit d'aller à l'affrontement immédiat contre la classe ouvrière, soit de surseoir momentanément et de passer par un régime de Front populaire.

Une ''extraordinaire mobilisation politique''

Puis les développements de la situation, le caractère bourgeois du gouvernement de front populaire y poussant, accélèrent et radicalisent la mobilisation des masses sur leur propre terrain de classe :
Les « cordons industriels », forme pré-soviétique de l'organisation indépendante de la classe ouvrière, commencent à se constituer en Juin 1972, soit neuf mois à peine après la victoire électorale de l'Unité populaire.

Les travailleurs des entreprises de la zone industrielle de Cerrillos « *se mettent en grève en exigeant la nationalisation de leurs usines* ». *Le gouvernement, alors en pourparlers avec la démocratie chrétienne, refuse… et envoie les carabiniers dans cette zone. La réaction est immédiate : dix-huit usines se mettent en grève, élisent leurs délégués qui constituent le « commandement communal », tandis que les travailleurs décident de se constituer en assemblée permanente… Le « commandement communal » négociera avec le ministre du Travail sous le contrôle de l'assemblée permanente. Effrayé, le gouvernement recule, et la grève se termine par un compromis à l'avantage des travailleurs. Le travail reprend, mais le cordon industriel demeure, les travailleurs ne désarment pas. Au contraire, cette forme d'organisation va se développer dans un grand nombre d'entreprises. Le cordon industriel, forme d'organisation autonome du prolétariat, rassemble les travailleurs contre le patronat… mais aussi contre le gouvernement de l'Unité Populaire. J.A.P., comités de vigilance, juntes des voisins à la campagne, cordons industriels, … la multiplication de ces comités plus ou moins structurés, plus ou moins actifs, voilà ce qui va marquer ce que l'on a qualifié à juste titre d' « Octobre chilien », extraordinaire mobilisation politique –donc pratique- des masses, pour tenter de franchir victorieusement l'obstacle dressé par les dirigeants du PC et du PS dans la lutte pour le pouvoir.* »

« Octobre chilien », « à juste titre » ? : la différence, que l'article de *La Vérité* attribue bien sûr à l'absence d'un parti révolutionnaire constitué comme le fut le Parti bolchévique, est que la révolution chilienne fut vaincue et écrasée dans le sang en septembre 1973. Mais les masses étaient allées aussi loin qu'elles le pouvaient, sans direction révolutionnaire :

Au début de l'année 1973, neuf mois avant le coup d'état de Pinochet,

Contre la rétrocession aux patrons des usines concernées, les ouvriers de la zone industrielle de Maipu se mobilisent à l'appel de leurs cordons. Les 25 et 26 janvier, ils occupent le quartier et dressent des barricades. Le gouvernement recule, retire son projet, et le sous-secrétaire (PS) à l'Economie démissionne. Au mois de février, les délégués des cordons de Santiago se réunissent et adoptent une plate-forme. Véritable programme d'action de la classe ouvrière, cette plate-forme en douze points atteste de la formidable maturation politique que la crise d'octobre a engendrée. Et ce, d'autant plus, répétons-le, en l'absence de toute organisation marxiste digne de ce nom. Ce document adopté par les délégués des cordons stipule :

''Nous, travailleurs des cordones industriels, avançons comme programme d'action immédiat :

- La lutte pour le passage aux mains des travailleurs du secteur socialisé de toutes les entreprises qui produisent des biens de première nécessité, du secteur alimentaire et des usine de matériaux de construction.
- La lutte pour l'expropriation immédiate des grandes entreprises privées de distribution.
- L'expropriation des exploitations de plus de 40 hectares (irrigués) ; confiscation de la terre et nationalisation de l'exploitation.
- Constitution d'un contrôle ouvrier de la production et d'un contrôle populaire de la distribution. [différenciation remarquable entre classe ouvrière et prolétariat]. Les travailleurs décideront de ce qu'on produira pour le peuple, de l'utilisation des profits, et des lieux où l'on entreposera les aliments. Pour cela, nous appelons à la constitution immédiate de comités de vigilance ouvrière dans toutes les entreprises du secteur privé.
- Lutte pour implanter une direction ouvrière dans toutes les entreprises du secteur nationalisé.

- Qu'on ne rende aucune entreprise, ni celles du secteur de la construction, ni les autres entreprises aux mains des travailleurs.(…)
- Pouvoir de sanction des JAP et des commandos communaux. Contrôle de ce qui est fourni aux commerçants, et châtiment pour ceux qui ne vendent pas, mais accaparent et spéculent. Fermeture de leur commerce et vente directe aux pobladores. Les ouvriers des cordones industriels se mobilisent pour rendre ce pouvoir effectif. […]

12- Nous appelons tous les travailleurs à constituer les commandos industriels par cordones, et les commandos communaux, unique moyen pour la classe ouvrière de disposer d'un organisme d'action efficace, capable de la mobiliser et de lui proposer de nouvelles tâches.

Nous croyons que contrôler les moyens de production et la distribution, c'est consolider le processus, c'est créer une nouvelle économie aux mains de la classe ouvrière, c'est aller de l'avant. C'est pour cela que nous nous opposons à tout type de concession à la bourgeoisie. Nous comprenons l'immense responsabilité qui nous incombe comme travailleurs, mais nous exigeons que nos propositions soient écoutées, et acceptées. Nous exigeons que l'on nous ouvre les portes pour participer directement à la recherche des solutions aux problèmes du processus. »

Il faut bien entendu établir une relation entre la puissance révolutionnaire de la classe ouvrière chilienne entre 1971 et 1973, et la férocité sanglante de la réaction dirigée par Pinochet, lui-même marionnette de l'impérialisme américain. Il n'aura pas été nécessaire, dans la France de l'après-81, que la bourgeoisie use d'une telle violence d'Etat pour rétablir l'ordre bourgeois dans toute son autorité : les appareils ont pu organiser l'« alternance » sans que les masses aient pu les en empêcher, sans qu'elles aient trouvé des formes d'organisation comparables aux « cordons industriels ».

La révolution chilienne est, avec la révolution bolivienne, et plus encore qu'elle, le second échec d'importance de la classe ouvrière dans cette décennie.

La révolution bolivienne et son Assemblée populaire

(Voir aussi *la Correspondance Internationale* de 1972 sur la Bolivie)

Bien que les événements de Bolivie survenus en 1971 soient aujourd'hui largement oubliés, ils ont alors constitué pour l'OCI et les organisations combattant avec elle pour la reconstruction de la IV° Internationale une question du plus haut intérêt. C'est en effet le seul exemple dans le cours des années 70 où un parti trotskyste a été capable d'occuper une position influençant directement la classe ouvrière, et ce, dans un processus caractérisé alors comme éminemment révolutionnaire.

Dans la *Contribution de l'OCI à la discussion* ouverte par le POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire) de Bolivie :

> *Le processus révolutionnaire bolivien traduit l'ensemble des tendances profondes d'une période où les conflits entre les classes se situent toujours plus au niveau de la lutte pour le pouvoir.*

La contribution cite ensuite un autre texte du CC de l'OCI de mars 1972 ("*Le bilan de la révolution bolivienne et la stratégie de construction des partis révolutionnaires en Amérique latine"*) :

Pour le prolétariat argentin en lutte contre la dictature militaire en décomposition; pour le prolétariat et la paysannerie du Chili, freinés dans leur lutte pour l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan, l'expulsion de l'impérialisme et la liquidation des rapports de production capitalistes par la politique d'Allende et du PC chilien menée sous le signe du Front populaire de collaboration de classe; pour le prolétariat et les masses du Pérou, du Mexique, de la Colombie et du Venezuela; pour la classe ouvrière et les étudiants d'Uruguay; pour les masses brésiliennes elles-mêmes en butte à la barbarie militaire, ***l'exemple du prolétariat bolivien, engageant la lutte pour le pouvoir ouvrier sur son propre plan autour d'un organisme à caractère soviétique, ne pouvait être qu'un élément supplémentaire et décisif de radicalisation****.*

La portée de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir en Bolivie a dépassé cependant les limites de l'Amérique latine. Les événements de Bolivie s'intègrent dans le gigantesque combat engagé à l'échelle mondiale entre le prolétariat d'un côté et l'impérialisme et la bureaucratie de l'autre, et en sont devenus une composante centrale dans la dernière période.

(...) La portée du processus révolutionnaire bolivien pour la lutte révolutionnaire mondiale du prolétariat tient au fait, précisément, que c'est dans cette voie que les travailleurs boliviens se sont engagés. Ils l'ont fait non plus de façon spontanée, comme à Irbid, mais dans une situation où ***c'est l'intervention consciente du P.O.R. Qui leur a permis de se regrouper autour de l'Assemblée populaire, dont la formation a marqué le début d'une situation de double pouvoir et le premier pas vers l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan, étape transitoire vers la dictature du prolétariat. Par cela même, les événements de Bolivie constituent dans l'immédiat l'expression la plus élevée de la lutte d'ensemble du prolétariat mondial dans le cadre de la période de l'imminence de la révolution.***

Mais c'est dans le cours même de ce processus que des divergences d'analyse entre le POR et l'OCI ont été jugées suffisamment importantes pour conduire à la rupture du POR d'avec le Comité International. Par la suite, la révolution bolivienne sombra, mais ce n'est pas l'objet de ce travail.

---

5 - Europe et Amérique

Ici encore, dans le cœur de l'impérialisme mondial, l'OCI voyait la perspective rapprochée de développements considérables de la lutte des classes. Elle s'appuie sur de solides prémisses : la chute du président Nixon à l'issue du scandale du Watergate, qui illustre l'affaiblissement de l'exécutif américain d'une part, d'autre part la défaite dans la guerre du Vietnam. Mais si les prémisses semblent bien solides, les conclusions annoncées comme les plus probables ne se sont pas réalisées. Bien entendu, cela ne saurait signifier la mort de tout espoir révolutionnaire, mais le recul politique général du prolétariat ne permet pas pour l'heure de reconstituer ces prémisses nécessaires.

Dans *La Vérité* n° 564, octobre 1974 :

P. 59 – Conclusion de l'article de François Forgue sur les USA et la chute de Nixon :

> *Historiquement parlant, si les problèmes de la révolution prolétarienne se concentrent en Europe, son issue dépendra en dernière instance du prolétariat américain. Aujourd'hui, le prolétariat américain n'est pas encore passé à l'offensive, il ne s'affirme pas politiquement de façon indépendante : les Etats-Unis ne sont pas au bord d'une crise révolutionnaire.* ***Mais les signes s'accumulent qui montrent que la classe ouvrière américaine se rapproche du moment où elle engagera une nouvelle tentative pour se donner une expression politique indépendante. Mais, appuyé sur le puissant mouvement syndical, le prolétariat américain exerce une pression de plus en plus forte sur toute la société américaine.*** *(…) Le New York Times du 14 juillet signalait qu'entre le 1er mai et le 15 juin, il y avait eu 523 grèves englobant plus de 300 000 travailleurs, ''le plus haut total pour cette période en quinze ans''. Défendant ses conditions de vie et de travail, la classe ouvrière américaine commence à se rassembler dans des conditions politiques dominées par un discrédit sans précédent de l'Etat bourgeois et des partis du capital. (…) Aujourd'hui, cette crise renforce la prise de conscience de la classe ouvrière, pose à nouveau la question d'un parti ouvrier basé sur les syndicats. La crise des formes de domination de la bourgeoisie américaine est de même nature que celle des bourgeoisies d'Europe. Mais elle n'a pas atteint le même degré : l'absence de parti ouvrier laisse à la classe dominante une large marge de manœuvre. Elle parviendra probablement à résorber en partie les conséquences du choc qu'elle a subi.*

Dans *La Vérité* n°567 (Mai 1975) : article de Stéphane Just : « *Au Vietnam : retentissante défaite de l'impérialisme, une victoire de la révolution mondiale.* »

> *Cette guerre, révolutionnaire et juste du côté des masses du Vietnam et d'Indochine, se termine par une très dure défaite de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier. Les gouvernements compradores du Cambodge et du Sud-Vietnam ont été écrasés, liquidés. Leurs armées, leurs administrations, leurs « Etats » se sont totalement désagrégés. Rien n'a pu les sauver. Sous une forme déterminée, la révolution prolétarienne mondiale a remporté une victoire au Vietnam.*

(…)

> *Un vide politique et social béant est ouvert, quelle que soit la précaution prise de la transmission du pouvoir à Saigon. Les masses, au Cambodge et au Vietnam du sud, respecteront-elles la propriété privée des moyens de production et de la terre ? Sera-t-il possible de leur imposer la présence politique, au gouvernement et dans le pays, de leurs bourreaux d'hier, et de maintenir la division du pays ?* ***Au niveau le plus élevé du FLN, du Parti des Travailleurs Vietnamiens, du gouvernement de Saigon et du GRP, ces aspirations des masses trouveront une expression parmi les cadres dirigeants. Il est impossible qu'elles puissent être étouffées.*** *Les dirigeants du FLN et du Parti des Travailleurs vietnamiens ont déjà été contraints à de nombreuses reprises d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie. Ils ont dû, notamment, passer outre aux « Accords de Paris ». Le GRP et le FLN sont entrés à Saigon et y assurent le pouvoir. Ils seront obligés, compte-tenu de la situation, d'abandonner en pratique le programme du FLN et de s'engager politiquement beaucoup plus loin que celui-ci ne le prévoyait. A cela se mesure la victoire de la révolution prolétarienne.*

(…)

> *La gravité de la défaite de l'impérialisme américain s'éclaire à la lumière de la révolution portugaise qui a commencé le 25 avril 1974 et qui marque le début de la révolution européenne.* (…) ***L'extension de la révolution portugaise à l'Europe, en passant par l'Espagne, la France, l'Italie, voilà la perspective que les bourgeoisies d'Europe et du monde, les bureaucraties parasitaires, ont devant elles.*** (…) *Tout l'édifice européen peut brutalement s'effondrer, se disloquer, sous l'effet des crises*

politiques des différentes bourgeoisies, de la montée révolutionnaire et de la crise économique qui s'affirme de plus en plus et qui peut prendre d'un seul coup un tour catastrophique et, plus certainement encore de la combinaison de ces facteurs. ***En ce sens, l'effondrement de Thieu au Vietnam est significatif pour l'Europe. L'impérialisme américain, les bourgeoisies européennes, les bureaucraties parasitaires, en sont conscientes. C'est à plus ou moins longue échéance la perspective la plus probable.***

Cependant l'article expose ensuite les raisons pour lesquelles, finalement, c'est « la perspective la moins probable » qui, jusqu'ici, s'est déroulée :

Tout en soulignant la décomposition interne de chaque bourgeoisie d'Europe, la crise politique de chacune d'elle, il convient de prendre en considération qu'alors qu'au Vietnam la bourgeoisie était essentiellement une bourgeoisie compradore, en Europe les bourgeoisies ont de profondes racines, produit de tout un développement historique, social et politique ; les Etats bourgeois ne sont pas des constructions artificielles, ils ont aussi de profondes fondations. ***Même pourrissantes, décomposées, leurs Etats même disloqués, les bourgeoisies européennes ne disparaîtront pas. Elles combattront. En outre, les puissants appareils bureaucratiques des organisations et partis ouvriers les étayent tant qu'ils s'efforcent de dévoyer le mouvement du prolétariat****. Contrairement aux apparences, les bureaucraties parasitaires sont beaucoup plus fragiles. Elles ne constituent pas une classe ayant un rôle nécessaire, une fonction nécessaire dans un mode de production social.*

Sa conclusion, bien que très brève, contient bien une partie notable de ce qui fut depuis vécu :

La défaite retentissante de l'impérialisme américain, la victoire des ouvriers et paysans au Vietnam, est une victoire du prolétariat mondial. Elle participe de la marche en avant de la révolution prolétarienne qui, en Europe, a commencé au Portugal. Rien n'est encore réglé. ***La route reste longue et difficile. La victoire définitive, au Vietnam, en Europe et dans le monde, dépend de la construction de partis de la IVème Internationale dans chaque pays, de la reconstruction de la IVème Internationale*** .

Ceux qui considèrent actuellement avoir reconstruit la IVème Internationale par sa re-proclamation formelle en 1996 n'en ont pas davantage avancé ni fait avancer « la marche » de la révolution prolétarienne, qui, notamment, s'est éteinte depuis plus de trente ans dans le Portugal dont il est ici question.

Dans *La Vérité* n° 569 de novembre 1975 (rapport sur la situation internationale et les perspectives révolutionnaires) :

L'extension et la concentration de la révolution en Europe forment l'une des caractéristiques de la nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968 et que concrétise le tournant de ces dernières années de la situation mondiale. Les événements de ces prochaines années bouleverseront non seulement L'Europe de l'Ouest, mais l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est.

Les USA ne resteront pas, ne peuvent pas rester, au dehors des gigantesques convulsions des classes sociales qui vont se produire. Ils seront le terrain de grande batailles politiques, d'affrontements entre les classes à la mesure des USA, que la lutte des classes en Europe impulsera et fécondera, et qui à son tour influencera la lutte des classes en Europe.

(…)

L'éventualité la plus vraisemblable en Europe est celle d'une dislocation du système impérialiste, d'une crise économique monstrueuse, influant directement sur la situation en Europe de l'Est. Comment se combinera ce développement de la révolution en

Europe ? *Concrètement, il est impossible de la dire : l'imbrication des crises révolutionnaires, des révolutions, n'empêche pas que le déroulement de la révolution européenne restera combiné mais inégal. Il est clair que l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin, la révolution politique en URSS, donnera un tout autre cours à la révolution en Europe, que si* [??] *la bureaucratie du Kremlin parvient à se maintenir plus ou moins longuement. Il est non moins clair que la révolution en Allemagne sera décisive. Mais on peut avancer des dizaines d'hypothèses.*

Quelques données peuvent être dégagées : en l'absence de partis révolutionnaires, dirigeants, la révolution en Europe se prolongera, la lutte des classes prendra un aspect chaotique, elle donnera lieu à de puissantes offensives des masses, et aussi à de grands reflux ; du sein de la bourgeoisie, des appareils d'Etat bourgeois, surgiront les forces réactionnaires qui tenteront d'établir de sanglantes dictatures.

Un calque mal ajusté

Peut-on faire coïncider, même grossièrement, le calque de cette analyse-pronostic à long terme avec l'Europe de 2016 ? De nombreux paramètres n'apparaissent pas dans ces lignes, à commencer par ce qu'engendra la disparition du stalinisme avec la chute et l'éclatement de l'URSS. Le reflux de la classe ouvrière n'a pas cessé depuis le début des années 90. Comment la classe ouvrière de ces principaux pays de l'ancienne Europe de l'Ouest pourra-t-elle dans ces conditions sans retour –déjà sur le plan quantitatif et structurel- reprendre l'initiative dans la lutte des classes ? Comment pourra-t-elle entraîner de nouveau à sa suite des secteurs importants de la petite-bourgeoisie, et retrouver les liens avec la jeunesse comme ce fut le cas durant des décennies ?
Ces questions restent ouvertes, bien entendu, mais les réponses pourraient bien être très différentes des schémas envisagés alors.

Suite de la citation :

> *La révolution en Europe n'avancera pas sur une voie royale, surtout tant que subsistera l'appareil international du stalinisme. L'OCI l'a maintes fois expliqué : les masses, aux premières phases de la révolution, se dirigeront vers les organisations ouvrières traditionnelles, et tendront à les porter au pouvoir. Celles-ci combattront forcément la réalisation d'une telle éventualité. Elles seront contraintes à un certain stade de la crise révolutionnaire d'aller au gouvernement. Tant qu'elles le pourront, elles maintiendront des gouvernements de coalition avec les partis bourgeois. Mais il est possible qu'elles soient contraintes de constituer des gouvernements sans représentants des partis bourgeois.*

Ici aussi, le calque ne fonctionne pas, à quelques éléments près.
La disparition de l'appareil stalinien ne s'est pas faite **jusqu'ici** au profit de la classe ouvrière.
La social-démocratie, en particulier en France, a montré une grande capacité à prendre en charge la conduite des politiques bourgeoises lorsque la bourgeoisie n'a pu le faire elle-même sur le terrain électoral, au prix de sa dégradation et du risque proche de sa destruction comme parti d'origine ouvrière.
La « voie royale » n'a donc pas été dégagée pour autant.
Le stade des « gouvernements de coalition avec les partis bourgeois » n'a été dépassé nulle part.

La suite du texte écarte le cas particulier de l'Angleterre et des pays scandinaves, où « *des gouvernements du Labour Party et de la social-démocratie ont déjà été formés et ont déjà gouverné* ».
(…)

> *En France, en Italie, en Espagne, au Portugal, etc., la formation de gouvernements des partis ouvriers sans représentants des partis bourgeois ne peut être envisagée qu'à la suite d'un krach politique de la bourgeoisie, d'une crise révolutionnaire.*

Inadéquation ici aussi : la France de 1981 n'a pas connu la « crise révolutionnaire » pourtant annoncée, même si la vraie défaite de la bourgeoisie sur le terrain électoral ouvrait cette perspective à plus ou moins long terme. Ce sera l'objet d'une importante partie de ce travail. L'Espagne dirigée par un gouvernement à la tête duquel se trouvait le PSOE s'est-elle aussi trouvée dans cette situation de « crise révolutionnaire ouverte » ? L'inadéquation du pronostic se confirme avec la suite du texte :

> *Dans ces conditions, il est vraiment impossible d'écarter l'hypothèse qu'un tel gouvernement soit contraint d'aller plus loin qu'il ne le veut dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, essentiellement sur le plan des mesures économiques. Un tel gouvernement peut aller jusqu'à s'intituler gouvernement des commissaires du peuple, se réclamer des comités, des soviets (Allemagne, 1918).*
>
> *Nous devons nous préparer à de telles éventualités. Mais au contraire de ce qui s'est passé en Chine, au Vietnam, ces gouvernements défendront l'Etat bourgeois, si disloqué celui-ci soit-il. (…)*
>
> *En Europe à l'Ouest, à l'Est, il s'agit de la dictature du prolétariat ; des Etats-Unis socialistes d'Europe. La révolution mondiale commencée en 1917 y trouvera sa plénitude. Son acte final de passant aux USA.* »

La Vérité n° 572 (Juin 1976) – Article de Stéphane Just : « *Un an plus tard : conséquences de la défaite US au Vietnam* ».

> *L'ordre mondial et européen que les accords de Yalta et de Postdam ont établi s'est effondré en de nombreux endroits du monde, partout il est fissuré et menacé. Mais sa structure générale, en particulier en Europe, jusqu'à présent, reste debout. C'est cette structure que les rapports de Sonnenfeldt et Kissinger* [dirigeants de la diplomatie américaine] *voudraient aujourd'hui maintenir, c'est en utilisant cette structure qu'ils voudraient faire refluer la vague révolutionnaire en Europe et développer la politique de l'impérialisme US. (…)*
>
> *L'Europe de Yalta et de Postdam craque. La révolution portugaise a marqué le début de la révolution en Europe. Les résultats des récentes élections prouvent qu'elle continue à cheminer. En Espagne, l'effondrement du franquisme est une question de temps. La Vème République continue à agoniser lentement. La démission de Wilson de la direction du gouvernement anglais et du Labour Party consacre l'impuissance des dirigeants travaillistes à sortir l'impérialisme anglais de sa crise fondamentale. La « reprise » en certains pays d'Europe est limitée, à son origine il y a la relance de l'inflation. La hausse des prix reprend de plus belle, la crise monétaire s'aggrave. L'Europe de Yalta et e Postdam est encore debout, ce n'est plus qu'un château de cartes. A cela, ni Kissinger, ni la bureaucratie du Kremlin, ni les PC occidentaux ne peuvent rien. Question de temps, sans plus.* (…) *La débâcle risque de venir d'Italie, malgré toute la flexibilité de la politique du PCI.*

Deux points au moins sont à noter avant de continuer à citer cet article :

1/ N'y a-t-il pas sous-estimation de la capacité de l'impérialisme à différer sa propre crise en s'attaquant frontalement à la classe ouvrière et en la faisant reculer profondément ?

2/ Dans l'énumération des « alliés » de la contre-révolution mondiale, n'y a-t-il pas l'oubli de la (des) social-démocraties, auxquelles la perte d'influence puis la chute du stalinisme vont donner un rôle encore plus important, appuyé sur les bureaucraties syndicales ?

La conclusion de l'article de *La Vérité* est à cette mesure :

> *L'impérialisme US doit compter de plus en plus sur lui-même en tant que force contre-révolutionnaire, il doit faire prévaloir ses intérêts spécifiques plus ou moins brutalement ; en trente ans il s'est lui-même gangrené jusqu'à la moëlle : changer les rapports aux USA est pour lui une question clé. (...) Seule une longue période de luttes de classes, de terribles conflits politiques, pourrait y aboutir. Pendant ce temps,* ***la révolution déferlera*** *en Europe, en Asie, en Amérique latine, elle nourrira la lutte de classe du prolétariat américain et lui ouvrira des voies nouvelles.*

Vers la révolution européenne

Dans ***La Vérité n° 574***, de décembre 1976 cependant, l'article leader : *Révolution européenne : vers les fronts populaires.* (Stéphane Just), énumère des faits qui expriment au moins un ralentissement de l'activité révolutionnaire, et la résistance efficace de l'impérialisme et de ses soutiens :

> *Au Portugal, l'action du PCP, que la direction du PS a relayé, a entraîné un reflux de la révolution. En Espagne, l'héritier de Franco, un an après la mort du dictateur fasciste, chancelle mais reste en place, bénéficie de l'appui des partis ouvriers reconstitués qui engagent le dialogue avec la dictature. En Italie, le gouvernement Andreotti maintient au pouvoir la démocratie chrétienne, impose l' « austérité » avec l'appui direct et ouvert du PCI. En France, l'agonie de la Vème république se prolonge, l' « Union de la gauche » est le seul soutien vraiment efficace du système politique et de ses institutions. En Angleterre, c'est la marche au bord de l'abîme, mais grâce aux dirigeants du Labour et des TUC, cela dure. En Allemagne, où l'instabilité semble moins grande, la menace de crise économique, sociale et politique n'en est pas moins imminente que dans d'autres pays capitalistes d'Europe. La division en deux de l'Allemagne, l'action de la bureaucratie du Kremlin et de son agent, l'Etat est-allemand, concourent à freiner le prolétariat, tout autant que celle de la social-démocratie dont la présence au pouvoir reste indispensable en Allemagne fédérale. En Europe de l'Est, que ce soit en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, la répression bureaucratique, la présence directe des troupes de la bureaucratie du Kremlin parviennent à maintenir l'ordre, un ordre dont la situation en Pologne démontre la fragilité, et qui est miné en raison de la crise qui déchire la bureaucratie de l'URSS.*
> *L'impérialisme, et à sa tête celui des USA, les bourgeoisies, la bureaucratie du Kremlin et ses agents, portent des coups aux prolétariats, aux masses exploitées dans le monde.*

Ces réserves ne modifient pas l'orientation générale :

P.10 : *Pourtant, la ligne de développement se dessine nettement. L'impérialisme, les bureaucraties parasitaires ne parviennent pas à dominer, à contrôler les processus de la lutte des classes mondiale. Leurs actions et leurs initiatives aboutissent au contraire à tendre tous les rapports entre les classes, les rapports entre les impérialismes et à l'intérieur de chaque bourgeoisie, les rapports entre les bureaucraties parasitaires, entre elles et à l'intérieur de chacune d'elles, leurs relations avec l'impérialisme. Cela, sur le fond d'une situation où les coups portés n'ont rien de comparable à ceux que le prolétariat et les masses avaient subis avant la deuxième guerre mondiale, où la puissance révolutionnaire du prolétariat s'accroît et mûrit, en particulier en Europe, mais pas seulement.*
Les élections américaines confirment cette appréciation. (...)

---

6 – La Révolution portugaise

La place politique prise d'entrée par l'éclatement, le 25 avril 1974, de la révolution portugaise, fut considérable. Les citations qui suivent en donnent la mesure. Les faibles forces organisées sous la bannière du trotskysme étaient alors étroitement contrôlées par l'OCI –et singulièrement par Pierre Lambert-.

La Vérité n° 564, Octobre 1974 : Article de Roger Ducros (Stéphane Just) : « *Au Portugal, c'est bien la révolution* ».

Les rapports politiques entre les classes ont subi des oscillations depuis la guerre. Jamais cependant le prolétariat d'Europe n'a subi de défaites décisives et, depuis 1968, sur toute la ligne du front de classe, il a repris l'initiative.
***La crise qui s'approche lui dicte qu'il faut reprendre le cours de la révolution prolétarienne mondiale, qu'il faut l'achever**. Cette situation est à l'origine de la crise politique du système impérialiste, de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites et de chaque système bourgeois, de chaque bureaucratie parasitaire prise en particulier. Avec, en arrière-plan, la montée révolutionnaire de la fin et de l'immédiat après-guerre, les grandes luttes de classe des ouvriers d'après-guerre en Europe capitaliste, dont août 1953 et mai-juin 1968 en France, l'éclosion en juin 1953 en Allemagne de l'Est, dès 1956 en Pologne et Hongrie, de la révolution politique, ses nouveaux développements en Tchécoslovaquie en 1968, et en Pologne en 1970 et*

1971. ***Une nouvelle vague révolutionnaire prend forme en Europe.*** *La révolution portugaise en est le premier déferlement.*

Ce n'est pas une vue de l'esprit. Le régime des colonels s'est effondré ***en Grèce****. Les masses ont reconstruit leurs organisations, reconquis les libertés démocratiques.* ***La crise révolutionnaire est à l'ordre du jour****. Le* ***régime franquiste*** *est à l'agonie.* ***Son effondrement ne peut qu'ouvrir une situation semblable à celle du Portugal****, si proche géographiquement, historiquement, politiquement. Les grèves en Espagne qui déferlent actuellement rappellent ce que Rosa Luxembourg écrivait des mouvements du prolétariat russe en 1905 (…)*

La révolution espagnole nouera en un seul faisceau les fils de la révolution européenne*. (…) La chute du franquisme, l'explosion de la crise révolutionnaire en Espagne donnera une impulsion sans précédent aux prolétariats d'Europe.*

Or jetons un coup d'œil ***en France****,* ***en Italie****,* ***en Angleterre*** *et même* ***en Allemagne occidentale****. Certes il n'y a pas identité entre ces pays. Ils ont leur histoire propre et spécifique, leurs particularités. La classe ouvrière, le mouvement ouvrier, sont particuliers à chaque pays. Mais partout la politique des dirigeants des partis ouvriers permet seule à la bourgeoisie de conserver le pouvoir.* ***Partout, la question du gouvernement, du pouvoir, se pose plus ou moins directement, plus ou moins immédiatement****.*

A l'est de l'Europe, la révolution politique continue à cheminer souterrainement*.* (C'est moi qui souligne, comme dans la citation suivante)

Dans la **<u>Résolution adoptée par la IIIème Conférence du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais pour la reconstruction de la IVème Internationale</u>** :

(…) C'est la révolution prolétarienne qui a commencé.
Ainsi, le 25 avril, ayant ouvert une situation caractérisée comme celle où la révolution prolétarienne a commencé au Portugal, a modifié radicalement le dispositif des forces de classes dans le pays, la corrélation des forces politiques, expression de ces forces de classes en relation avec le processus engagé de démantèlement de l'Etat, et ***la constitution en conséquence des organes naissants du pouvoir ouvrier****. (…)*

La IIIème Conférence estime que la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal confirme l'analyse préalable effectuée par le mouvement trotskyste international concernant la période de l'imminence de la révolution.

Le IIIème Conférence affirme que le cours des événements ouverts avec la situation créée le 25 avril se dirige vers la guerre civile. »

(…) Qui peut douter que, forts de l'appui invincible des travailleurs organisés dans les commissions et conseils de gestion unis, des soldats organisés dans les comités de soldats… le peuple travailleur écrasera toute velléité des capitalistes et des agents de la PIDE [police politique] *de s'opposer aux mesures urgentes qui ouvriront au pays la voie du bien-être et de la liberté ?* (…) .

Alors que, dans l'Europe, la crise politique de la bourgeoisie s'accentue de jour en jour, alors que la classe ouvrière espagnole accentue sa résistance, nul doute que le classe ouvrière du Portugal, dans le combat qu'elle mène contre le capitalisme pour arracher ses revendications, pour consolider et étendre ses libertés, bénéficie de l'appui de toute la classe ouvrière d'Europe. C'est la révolution de toute l'Europe qui, aujourd'hui, a commencé au Portugal.

Dans ***La Vérité n°567*** (mai 1975) un article intitulé *Une année de lutte politique de l'OCI* (Marc Lacaze) souligne une fois encore où se situe la responsabilité première de ceux qui veulent être des révolutionnaires :

Mais au Portugal, il n'y a pas eu, il ne pouvait y avoir avant le 25 avril 1974, ce qui vient d'être réalisé en France à l'initiative de l'OCI et sous son impulsion, et qui a permis que le 27 avril 13 000 travailleurs et jeunes se rassemblent, réalisent une première action politique et combattent pour le front unique des organisations et partis ouvriers pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, pour porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. L'éclatement de la révolution peut se produire sans qu'une avant-garde révolutionnaire existe. Néanmoins, l'existence d'une force politique agissant consciemment pour dégager les obstacles qui se dressent, ou qui sont dressés, sur la voie de la révolution prolétarienne, modifie les conditions de l'éclatement et du développement de la révolution prolétarienne. En France, les rassemblements du 27 avril donnent les moyens d'agir d'ores et déjà sur les conditions de l'éclatement de la crise révolutionnaire que pronostique Giscard d'Estaing lui-même, pour tenter évidemment de l'éviter.

Dans la Vérité n°569, un an plus tard, l'analyse entamée en 1974 est confirmée :
L'article leader signé Marc Lacaze affirme en conclusion :

La révolution portugaise a ouvert la révolution en Europe. La chute du franquisme, l'éclatement de la révolution espagnole, annoncerait son déferlement en France, en Italie, et son extension à l'Europe tout entière à l'Ouest et à l'Est. A moins que dans un pays d'Europe de l'Est, voire en URSS, ne s'ouvre une nouvelle phase de la révolution politique avant que la révolution sociale contre le capital [ne] *prenne sa dimension européenne. Les combinaisons concrètes peuvent être très variables, la révolution en Europe est tout prêt* [près] *de devenir la révolution européenne.*

Dans le même numéro, le Rapport sur la situation internationale conclut la partie qu'il consacre à la révolution portugaise :

La révolution portugaise est une force motrice de la révolution européenne, mais, ***bien évidemment, le développement de la révolution en Europe agira de façon déterminante sur elle, sur son cours, et conditionnera son issue.*** *Toute cette bataille n'a de sens que dans la perspective d'établir la jonction entre la révolution portugaise, la révolution espagnole, la révolution française… la révolution européenne.*

La Vérité *n° 572* de juin 1976, donc deux ans après le déclenchement de la révolution portugaise – Article de Jacques Meyrand (Jean Sanvoisin) *:* **''**Po*rtugal : A nouveau la question d'un gouvernement PS-PCP''*

p.43 : *C'est un fait incontestable : les élections législatives du 25 avril 1976 ont donné, au Portugal, la majorité aux partis ouvriers, le PS et le PCP. Ainsi, le recul de la classe ouvrière portugaise consécutif à la remise en ordre dans l'Etat bourgeois opérée le 25 novembre 1975, n'a pas radicalement renversé le rapport des forces entre les classes fondamentales de la société. Une fois de plus, le prolétariat portugais affirme avec éclat, sur le terrain qui ne lui est pas favorable, celui des élections, sa volonté d'un gouvernement à lui, un gouvernement PS-PCP, à l'exception des partis de la bourgeoisie et du corps des officiers. En réalité, non seulement la lutte des classes s'est poursuivie au Portugal depuis le 25 novembre, mais la classe ouvrière a résisté et contre-attaqué. A nouveau se trouve posée la question du gouvernement. Pour le prolétariat, peut-il y avoir d'autre réponse que celle-ci : il faut un gouvernement de ses seuls partis ? Avant d'analyser la signification des élections législatives,* ***il convient d'apprécier les développements politiques qui se sont opérés au sein du prolétariat depuis le 25 novembre et qui sont l'expression du cours actuel que prend la révolution prolétarienne toujours vivante et en cours dans ce pays****.*

Conclusion p.52 :

> *Pour reconstruire son appareil d'Etat avec toutes ses prérogatives, la bourgeoisie doit en finir avec la révolution prolétarienne. Elle n'y est pas parvenue le 25 novembre. Les élections législatives viennent de confirmer cette réalité que le prolétariat aspire à gouverner et c'est cette aspiration profonde qui donne toute sa portée au mot d'ordre plus que jamais actuel : « Gouvernement PS-PCP sans ministres bourgeois ! ». (…) La perspective la plus probable, c'est que le Portugal va connaître une nouvelle période d'instabilité politique. La classe ouvrière, qui aspire à un gouvernement de ses grands partis, n'a toujours pas le moyen d'imposer le gouvernement PS-PCP aux appareils qui n'en veulent pas.* ***Dans ses profondeurs comme au sein des partis ouvriers, des tendances au dégagement de forces politiques autonomes vont apparaître. C'est de la capacité des trotskystes portugais à rassembler sur le programme révolutionnaire du prolétariat ces forces que libère la situation présente que dépendra aussi l'avenir de la révolution portugaise****.*

Regardez à présent l'état du Portugal, de son prolétariat, de sa petite-bourgeoisie, quarante années après. Ecoutez cette journaliste portugaise dire, de manière certes caricaturale, que la seule grande différence qui existe entre la situation de ce peuple et celle du peuple grec aujourd'hui, c'est que les seconds crient, se débattent, voire combattent, font savoir que le capital financier les trait et les égorge, tandis que les premiers tiennent sans doute des quarante-huit années de dictature salazariste des habitudes de silence…

Le premier acte de la révolution européenne

Dans ***La Vérité*** *n°581* d'avril 1978 pourtant, Sergio Reis écrit :

> *Le 25 avril 1978, la révolution prolétarienne au Portugal entrera dans sa cinquième année. Ceux qui se sont refusé à la reconnaître, lors de son éclatement, ont été les premiers à l'enterrer lorsque les événements portugais n'ont plus fait la « une » des journaux.*
>
> *Mais, n'en déplaise à ceux-là, qui confondent le développement de la lutte des classes avec le cycle de la floraison, la révolution portugaise demeure bien vivante.*
>
> *(…) La révolution prolétarienne au Portugal est le premier acte de la révolution européenne. Le redire en toute occasion n'est pas superflu. Là réside, au contraire, la clef de la compréhension des événements portugais. En quatre années bientôt, de combats acharnés, de victoires importantes, de conquêtes arrachées et défendues, d'obstacles politiques rencontrés,* ***la classe ouvrière et les masses exploitées du Portugal ont défriché les chemins qui seront ceux de la révolution prolétarienne dans les autres pays du continent****.*
>
> *Que l'on pense à la voie ouverte vers le pouvoir de la classe ouvrière par les commissions de délégués élus des travailleurs.*
>
> *Que l'on rapproche la volonté délibérée des dirigeants du PCF d'empêcher l'élection, en France, d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, avec ce que représente, dans la poursuite et l'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie portugaise, l'existence au Parlement de Lisbonne, d'une majorité de députés du PS et du PCP. Ceci, en dépit de la volonté des directions de ces partis de bafouer obstinément la volonté trois fois réitérée des masses.*
>
> *Mais il y a encore autre chose : la classe ouvrière portugaise est forte de ses positions, de ses conquêtes et de ses expériences ; et elle est appuyée surtout par un rapport de forces qui, à l'échelle du continent, est en faveur du prolétariat.*

> *Ceci explique les délais qui affectent le développement de la révolution prolétarienne au Portugal, ensemble, avec l'absence d'une direction révolutionnaire qui permette aux travailleurs de conclure ce qu'ils ont entrepris le 25 avril 1974.*
>
> *Et, à l'opposé, la fragilité de l'équilibre bourgeois en Europe pèse,* ***de façon décisive****, sur les possibilités de la classe dominante portugaise d'en finir avec la révolution.*

Il n'est pas nécessaire d'en citer davantage ici. Mon objectif ne peut être de reconstituer toute l'histoire de l'échec et du reflux de la révolution portugaise, mais simplement, une fois de plus, de montrer l'écart qui s'est creusé peu à peu entre l'analyse du moment politique et le pronostic que la direction de l'OCI en a fait presque systématiquement découler. Le lyrisme victorieux (avant que le loup ne soit tué) n'a-t-il pas plutôt tendu à aveugler sur la réalité ouverte de la situation ? A ce lyrisme en tout cas, succédera le silence lorsque les feux révolutionnaires seront éteints.

7- Autre exemple de pronostic très problématique : l'Espagne

La mort de Franco ouvrait une crise au sein de l'Etat espagnol. Quelles étaient le issues possibles de cette crise ? Ici encore, l'analyse des événements semble n'avoir conduit la direction de l'OCI qu'à des pronostics unilatéraux, qui ne se sont pas réalisés.

Article d'Etienne Laurent –François Chesnais- ***La Vérité* n°570** (février 1976), p.33 :

> ***Il n'y a pas de ''sortie du franquisme'' sans crise –*** *Mais la théorie et l'histoire enseignent qu'il n'y a pas de porte de sortie du fascisme sans crise. Ce que Trotsky dit du passage de la démocratie au bonapartisme et de celui-ci au fascisme, à savoir que ''*la transition d'un système politique à l'autre équivaut à une CRISE POLITIQUE (*c'est Trotsky qui souligne*) qui, sous l'influence du prolétariat révolutionnaire, peut devenir un péril social pour la bourgeoisie », *est mille fois plus exact lorsqu'il s'agit de passer du fascisme (ou du bonapartisme) à la démocratie bourgeoise.*
>
> *Aujourd'hui, il s'élèverait peu de voix dans les rangs de la bourgeoisie espagnole pour démentir cette affirmation. (...)* ***L'impossibilité de sortir du fascisme sans crise politique grave, c'est-à-dire aujourd'hui dans le cadre des relations internationales actuelles entre les classes, sans crise révolutionnaire ouverte, repose sur des phénomènes politiques tout à fait évidents.***
>
> *Le premier, et le plus décisif, tient au caractère même de la constitution de l'Etat franquiste qui a été analysée plus haut. Ainsi qu'on a pu le voir, cette constitution, qui reposait de façon absolue sur la personne même de Franco, est d'une extraordinaire rigidité. Elle interdit l'injection quelconque d'éléments relevant de la démocratie parlementaire bourgeoise. Il y a incompatibilité radicale entre cette constitution et les institutions de la démocratie bourgeoise. Il s'agit d'une constitution fasciste et l'introduction d'éléments étrangers ne peut qu'en précipiter la crise.*
>
> *Le second facteur déterminant c'est qu'après quarante ans de fascisme, tout changement de domination politique de la bourgeoisie dans le sens d'une injection, dans le cadre du système franquiste, d'éléments relevant du système parlementaire bourgeois****, fournira <u>obligatoirement</u> aux masses la brèche qu'elle recherchent pour s'engouffrer****, dans la mesure où cette tentative de changement sera comprise par la classe ouvrière et les masses comme constituant non seulement une victoire, mais comme* ***leur*** *victoire, le fruit de* ***leur*** *combat –et cela indépendamment du fait de savoir si l'instrument immédiat et ''occasionnel'' pour ainsi dire, de ce changement est représenté ou non par une fraction de la bourgeoisie elle-même.*
>
> *Le déroulement des événements au Portugal à partir du déclenchement du coup d'Etat du 25 avril illustre cela de la manière la plus claire. (...) En Espagne,* ***il ne pourra qu'en aller de même*** *- à une échelle et avec une puissance qui seront* ***<u>obligatoirement</u>*** *chargées de tout ce que signifie pour le prolétariat et les masses d'Espagne renouer avec 1936 et régler les comptes y attenant, qui seront également et obligatoirement directement fonction du type de combat mené depuis les Asturies, depuis Burgos, depuis les grandes grèves de 1971 et après, par la totalité des secteurs du prolétariat.* (c'est moi qui souligne)
>
> p.40 : *Comme le dit le rapport sur la situation internationale discuté et adopté au XXème congrès de l'OCI, ''*la chute du franquisme est à l'ordre du jour parce qu'en Espagne la révolution est à nouveau à l'ordre du jour'' – *en relation avec la situation mondiale, en relation aussi avec toute la projection du combat mené depuis tant d'années en Espagne.*

Conclusion p.47 : *La classe ouvrière et les masses d'Espagne savent que les libertés démocratiques fondamentales devront être arrachées par elles au même titre que toutes les revendications, parce qu'elles sont indissolublement liées à l'existence même des seules formes dans lesquelles la bourgeoisie espagnole a été capable, au long de son histoire, d'établir sa domination de manière tant soi peu stable. Aujourd'hui, elles sont prêtes à se saisir des mots d'ordre de «* A bas la monarchie, République, Assemblée constituante » *et à se distinguer de tous les groupements ''gauchistes'' en engageant le combat pour la démocratie, c'est-à-dire pour la chute du régime avec détermination et force. C'est là que se situe la responsabilité des militants révolutionnaires.*

La Vérité n°571, Avril 1976**,** publie un nouvel article d'Etienne Laurent (François Chesnay) sur l'Espagne **:** *De la grève du métro aux événements de Vitoria.*
Titre de la première partie : *« La révolution affleure en Espagne »* (p.104) :

p.105 : *(...) nous ne reviendrons pas plus longuement sur la crise de domination de la bourgeoisie. Dans notre article précédent, nous l'avons définie dans les termes suivants : paralysie de la bourgeoisie face à l'impossibilité de sortir du franquisme sans crise politique grave équivalant nécessairement, dans le cadre des relations internationales entre les classes, à l'éclatement d'une crise révolutionnaire ouverte ; tendance récurrente au retrait de projets de ''réforme'' même les plus prudents à partir du moment où ceux-ci pourraient paraître comme effectués sous la pression des masses ; initiative politique constante, de ce fait, du côté de la bourgeoisie, des forces préconisant le maintien pur et simple des institutions politiques franquistes ; processus par conséquent de pourrissement sur pied et de désagrégation mécanique du régime jusqu'à sa chute sous les coups de boutoir des masses.*

p.107 : *Ecrivant voici un an, nous expliquions :*
''Avec la chute du régime, l'ensemble des problèmes auxquels la bourgeoisie espagnole, par sa conformation historique, a été incapable de fournir une solution, resurgiront avec la plus grande acuité. Toutes les conséquences du non-accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises, dont la classe ouvrière et les masses ont été contraintes de supporter le poids année après année du fait de la dictature franquiste, leur apparaîtront désormais intolérables dès que se matérialisera au grand jour la modification des rapports politiques entre les classes. Tous les problèmes laissés en suspens du fait de l'écrasement de 1938-1939 se présenteront comme autant de questions exigeant une solution immédiate. »

La mort de Franco n'est pas la mort du régime. Seules les masses peuvent mettre fin à son existence, en détruisant pierre par pierre l'ensemble de l'édifice des institutions franquistes. Mais la mort de Franco a marqué un pas qualitatif dans la crise du franquisme, et explique en particulier le fait que c'est <u>dès maintenant</u>, donc avant la chute du régime, que le processus analysé en 1975 a commencé à s'affirmer clairement.

La tonalité générale de l'article paraît nettement moins affirmative, plus prudente, que celle du précédent.

La « longue agonie du régime franquiste »

***La Vérité* n° 574** de décembre 1976 – nouvel article d'Etienne Laurent – *Un an après la mort de Franco*
A noter le parallélisme d'attente entre la « survie » du régime franquiste agonisant et l' « agonie de la Vème république ». A ces deux taureaux qui semblaient pourtant

bien blessés à mort, la classe ouvrière espagnole comme la française ne pourront porter l'estocade finale.

> p. 79 : *Un peu moins d'un an après la mort de Franco, la* ***longue agonie du régime franquiste*** *se poursuit. Avec ce régime, se prolonge encore tout ce qu'il signifie comme répression pour la classe ouvrière et les masses. Mais au-delà de la survie du régime, on a assisté depuis un an à une modification continuelle des rapports de force entre les classes en faveur du prolétariat et à une accentuation des déchirements et des affrontements au sommet de l'appareil d'Etat franquiste en crise. L'actuel gouvernement présidé par Suarez a été caractérisé à sa naissance comme ''le gouvernement le plus faible de l'Espagne depuis quarante ans'' et sa formation en juillet s'est faite à l'issue d'une crise politique brutale, imprévue et incontrôlée, qui a mis la monarchie comme telle en question. »*
> *(...) « La mort de Franco a bien été pour la bourgeoisie, comme pour la classe ouvrière, un fait politique central qui marquait par lui-même une étape de la dislocation du régime.*
> *Les responsabilités de la survie de ce régime peuvent être établies avec un degré de précision chaque jour plus grand. (...)*
>
> P.80 : *Mais seuls ceux qui ont un intérêt direct (tels les journalistes de l'ensemble de la presse française) à cacher la réalité, cherchent encore à masquer* ***le caractère absolument incurable du mal****. Onze mois après la mort de Franco et l'accession au trône du roi Juan Carlos, la bourgeoisie se débat au milieu d'une crise politique inextricable, où les déchirements au sommet de l'appareil d'Etat* ***peuvent précipiter à tout instant la chute de la monarchie, l'effondrement du régime et l'ouverture de la crise révolutionnaire****.* (c'est moi qui souligne)
>
> P.82 : *Déjà posée à partir des années soixante, puis de façon ouverte après Burgos, la nécessité de modifier les formes politiques de domination de classe est devenue, depuis la mort de Franco, une exigence immédiate et pressante de la bourgeoisie. (...) Mais dans le cas du fascisme, à un degré encore plus fort que pour le bonapartisme, entre la nécessité de modifier la forme de domination politique et la possibilité de le faire sans précipiter la crise révolutionnaire, il existe un abîme, car les institutions fascistes sont la cristallisation matérielle de rapports de force déterminés entre les classes.*
>
> P.83 : *Les objectifs que se fixent la bourgeoisie espagnole et l'impérialisme ne sont pas et ne peuvent pas être la destruction des institutions fascistes, mais uniquement la greffe sur ces institutions de certains organes de la démocratie parlementaire.*

Une ''*montée révolutionnaire*'' ''*définitivement amorcée*'' ?

La Vérité n°577 de juin 1977 : Article d'Etienne Laurent (Chesnais) sur l'Espagne : *Les dernières convulsions du Franquisme.*

> p.75 : *Depuis novembre déjà, il ne s'était guère passé de jour sans que ne se manifeste quelque nouvelle expression de la désagrégation des institutions franquistes qui constituent l'armature de l'Etat bourgeois en Espagne. Avec la crise de janvier, un nouveau pas a été franchi. Les événements sanglants de la semaine du 23 au 28 janvier ont marqué l'ouverture de la phase de convulsions violentes d'un régime à l'agonie, dont seule la politique des directions du PCE et du PSOE prolonge encore l'existence. (...) Plus que jamais, en Espagne, c'est l'irruption révolutionnaire des masses qui est à l'ordre du jour et la destruction des institutions fascistes qui s'identifient à l'appareil de l'Etat bourgeois. (...)*

Pour la classe ouvrière, l'absence d'organisation révolutionnaire centralisée n'empêche pas que, dans chaque grève, c'est la dimension de la crise révolutionnaire en préparation qui sous-tend, même s'ils n'en ont pas conscience, l'acharnement extraordinaire avec lequel les travailleurs combattent.

Et p. 82 : *Le mouvement qui s'est vérifié depuis six mois est celui que, seuls, les trotskystes ont su dégager sur la base de l'expérience passée**. Il voit la classe ouvrière combattre pour constituer des organismes de type autonome** en même temps qu'elle entreprend de reconstruire ses organisations syndicales traditionnelles.*

***Car chaque grève continue à voir surgir l'assemblée des travailleurs, les comités de grève élus**, et comporte comme dimension centrale le combat pour la démission des ''enlaces'' et ''jurados'', c'est-à-dire les délégués corporatistes, rouages de la centrale franquiste –la CNS- que l'appareil stalinien veut garder en place en tant qu'institution caractéristique et centrale du franquisme.*

p.86 : *Tous les problèmes, ceux de la terre, des nationalités, les revendications de toutes les classes exploitées (...) soulèvent ceux de la lutte pour le renversement de la monarchie, du combat pour la République, de la Constituante souveraine, des Cortès constituants,. Ils fournissent les déterminations à la campagne pour le boycott des élections du 15 juin.*

Le désarroi de la bourgeoisie face aux prochaines échéances qu'elle s'est elle-même fixée traduit un rapport de forces où le combat du prolétariat nourrit/ et se nourrit de/ la mobilisation engagée par des secteurs toujours plus vastes des masses exploitées contre le régime. (c'est moi qui souligne)

p. 88 : *Rien n'exprime mieux le fait et ne traduit plus clairement **la montée révolutionnaire qui est définitivement amorcée désormais dans la classe ouvrière**, que la croissance rapide de ces organisations* [les organisations ouvrières traditionnelles] *qui se fait en dépit de la politique suivie par leurs directions et contre la volonté de celles-ci qui craignent les conséquences d'un renforcement trop rapide des partis ouvriers.*

Pourtant, deux ans plus tard, dans *La Vérité* d'avril 1979 (n° 586), le même auteur écrit :

*Avant la mort de Franco déjà, plus nettement encore depuis sa disparition, c'est dans l'axe du franquisme en décomposition que les forces attachées à la défense de la propriété privée et de l'ordre bourgeois ont été contraintes de situer l'ensemble de leurs interventions. Les institutions franquistes se sont confondues, et se confondent encore pour l'essentiel avec les institutions les plus fondamentales de l'appareil d'Etat bourgeois en Espagne. La monarchie de Juan Carlos s'est imposée nécessairement comme le seul cadre permettant de mener à bien la tentative de défendre et de sauvegarder ces institutions face à la montée des masses ; **c'est à cette fin que la monarchie avait été choisie par Franco en personne ;** elle était héritière de la forme ultra-réactionnaire dans laquelle l'Etat bourgeois s'était formé historiquement en Espagne.*

D'effondrement du franquisme il n'était plus question : la bourgeoisie espagnole avait su, avec l'aide très précieuse du PSOE et du PCE (Santiago Carillo) passer sans heurts majeurs du règne de Franco à celui de Juan Carlos.

Le problème est celui-ci : il semble bien qu'il n'y a pas seulement une erreur de pronostic (nous incluions l'effondrement du franquisme dans le même mouvement général dont la révolution portugaise était l'une des entames et l'une des expressions essentielles), qui fait prendre pour des lois de l'Histoire ce qui ne peut être que des

hypothèses. Il est que, plus gravement, l'erreur constatée, il n'y ait pas de réflexion ouverte dans l'organisation, (et notamment dans *La Vérité*, afin qu'elle mérite son nom) pour savoir POURQUOI elle a été commise, non pour s'en battre la coulpe, mais par utilité pour aiguiser mieux l'arme théorique et politique dont nous entendions nous servir.

---

8 - Italie, Grande-Bretagne, Allemagne…

Quelques citations en rappel des positions de l'OCI sur trois autres importants pays européens, qui vont toutes dans la même direction.

Italie

La Vérité n°573 (fin 1976)– L'Article de Robert Clément cite un article d'*I.O.* dans son article *Italie, crise politique, crise de l'Etat, crise révolutionnaire :*

> *La nouvelle et importante poussée du PCI (élections à la Chambre des députés) témoigne d'une concentration sans précédent des forces du prolétariat et de la jeunesse, d'une volonté tendue à l'extrême d'utiliser toutes les voies –y compris le bulletin de vote- pour tenter d'en finir avec les gouvernements successifs de la démocratie chrétienne et pour s'efforcer d'imposer un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des partis bourgeois hors duquel les masses ne voient aucune solution à la crise dramatique dans laquelle s'enfonce le pays. (…) Le scrutin du dimanche 20 juin, marqué par une profonde polarisation des forces de classe, débouche inévitablement sur une crise prolongée et chaotique, au travers de laquelle les masses s'efforceront de frayer leur propre voie, tandis que la bourgeoisie tentera, de son côté, de leur porter des coups… Crise politique aigüe, déchirements inévitables dans le parti bourgeois dirigeant, conflits longtemps différés dans les partis ouvriers (mais qui vont resurgir avec une acuité nouvelle et d'abord dans le PCI),*

exacerbation de la lutte de classe sur tous les terrains, convulsions à tous les niveaux de l'appareil d'Etat, telles sont les données de la nouvelle période qui s'ouvre en Italie. (p.88-89)

p. 94 : *Il est difficile d'évaluer autrement que sur place et sur le terrain les ressources exactes du prolétariat italien. De toute évidence, et l'attitude des grands banquiers internationaux témoigne de leur lucidité sur ce point, il est exclu que le gouvernement Andreotti, même avec le soutien du PCI, puisse lui porter des coups décisifs. (…) Il est en revanche certain que, dans les semaines et les mois qui viennent, le prolétariat fera l'expérience nouvelle du soutien direct apporté par le PCI*[-talien] *à la politique anti-ouvrière du gouvernement de la démocratie chrétienne. Mais il fera cette expérience sans conséquences désastreuses pour lui, au moins dans l'immédiat, car, répétons-le, la disposition actuelle des forces de classe rend improbable une quelconque offensive massive de la bourgeoisie et plus improbable encore son succès.*

Ici, le pronostic est plus prudent. Quarante ans plus tard, la classe ouvrière italienne n'a plus aucune représentation politique, et elle a dû refluer sur tous les fronts.

Grande-Bretagne

La Vérité n° 574, décembre 1976 – Article leader : *Révolution européenne : vers les fronts populaires.* (Stéphane Just)

L'impérialisme britannique au bord de l'abîme *– (…) Le capitalisme britannique se disloquant, tombant à l'abîme, c'est le système capitaliste international, ce sont les rapports bourgeois de toute nature, non seulement en Europe, mais dans le monde, qui sont atteints au plus profond, de façon irréversible. Voilà ce que la crise de la Livre, à son point actuel, met à l'ordre du jour. Les circonstances politiques en Angleterre aggravent cette menace : cela se produit alors que le labour Party est au pouvoir, que Callaghan a obtenu de la direction du TUC qu'elle limite les demandes d'augmentation nominale des salaires, c'est-à-dire impose au prolétariat une forme de politique des revenus. Les défaites électorales du Labour Party, au cours des récentes élections partielles, sont compréhensibles. En déduire que la classe ouvrière reflue ou que le Labour party n'est plus, ou est moins, le parti du prolétariat britannique serait politique*[ment] *erroné.* (…)

Il commence à s'exprimer un début de différenciation au sein du TUC et du Labour Party. L'exigence d'une rupture avec la politique de gestion des affaires de la bourgeoisie, que les dirigeants du TUC et du Labour ont pratiquée jusqu'alors, tend à se faire jour.

La précipitation de la crise de la Livre, la marche à l'abîme, multiplient la vitesse de ces processus et mettent en cause les institutions politiques traditionnelles anglaises en même temps que le système social. En bref : ***la crise révolutionnaire se prépare à éclater en Angleterre avec toutes ses répercussions à l'échelle européenne et mondiale.*** *(…)* (c'est moi qui souligne)

Il n'est pas utile de commenter ici le bilan des décennies suivantes.

Allemagne

La Vérité n° 586, Avril 1979 – Article de Robert Clément (Xavier Moore) « *Après la Conférence européenne des 27, 28, 29 janvier 1979 : premiers enseignements* »

Extraits de la déclaration des organisations européennes membres du CORQI (p.38-39):

> (…) *Un spectre hante l'Europe : celui du prolétariat qui a reconstitué ses forces et tend à unifier ses luttes depuis 1968 à l'Est comme à l'Ouest du continent.*
> *Un spectre hante l'Europe : celui du prolétariat qui a commencé à ébranler le vieil ordre capitaliste en balayant en 1974, au Portugal, la plus vieille dictature du continent, qui s'apprête à poursuivre son offensive en Espagne, en France, en Italie ; qui, en URSS, combat pour reconstituer ses propres syndicats indépendants de la caste privilégiée au pouvoir ; qui, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, prépare de nouveaux assauts, décisifs peut-être, contre les dictatures des bureaucraties parasitaires imposées par le Kremlin.*
> *Un spectre hante l'Europe : celui de la révolution socialiste !*
> *Le prolétariat* ***dénoncera*** *les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Postdam, les accords contre-révolutionnaires d'Helsinki et de Belgrade.*
> *Il* ***dénoncera*** *le traité de Rome et démantèlera tous les organismes mis en place pour les seuls besoins de l'exploitation des masses travailleuses.*
> *Il* ***dénoncera*** *le Pacte atlantique et les accords militaires entre impérialismes qui en découlent.*
> *Il* ***dénoncera*** *le pacte de Varsovie, instrument d'oppression contre les peuples d'Europe de l'Est, au nom duquel les chars russes occupent aujourd'hui encore la Tchécoslovaquie.*
>
> *POUR LA DEFENSE DES CONQUETES D'OCTOBRE*
>
> *Il* ***assurera****, par ses propres méthodes de classe, contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, l'indispensable défense des acquis de la révolution d'Octobre en Union soviétique, des acquis de l'expropriation du capital en Europe de l'Est, qui se confond* [?] *entièrement avec la révolution sociale à l'Ouest de l'Europe et la révolution politique à l'Est.*
> *Le prolétariat allemand* ***assurera*** *par ses propres méthodes de classe le maintien de l'expropriation du capital à l'Est de l'Allemagne, son extension à l'Ouest. Il* ***assurera*** *l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan dans toute l'Allemagne en balayant la bourgeoisie allemande à l'Ouest, la bureaucratie satellite du Kremlin à l'Est.*
> *Pour cela, unité sans condition de l'Allemagne !*
> *Retrait de toutes les troupes d'occupation à l'Est et à l'Ouest !*
> *A bas le mur de Berlin !*
> *Liberté d'expression, de communication, de circulation, d'organisation dans toute l'Allemagne !*
> *Liberté pour le prolétariat de constituer ses organisations, ses syndicats, ses partis dans toute l'Allemagne, dans toute l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest ! (…)*

Le texte cité ici a des allures de manifeste agitatif, ce qui explique la tonalité générale et les mots d'ordre. Il n'en demeure pas moins que, confronté à la réalité actuelle de la situation allemande, il rend une sonorité peu accordée.

---

9 - Qu'est devenue la révolution iranienne ?

La Vérité n°585 (Février 1979) **–** *Iran* ***:*** *L'aube d'une Révolution*- Sur-titre : « *Un des piliers de l' ''ordre'' de Yalta et de Postdam s'effondre* ». Auteur : Salimé Etessam

La place de la classe ouvrière montre le caractère véritablement ouvrier du mouvement de fond :

> *Le prolétariat entre en scène – Dès le 24 septembre* [les événements ont démarré le 8 septembre], *le mouvement rebondit et, cette fois, la classe ouvrière surgit sur la scène politique avec ses propres méthodes (grèves-occupations). De l'explosion populaire des mois précédents se dégage le mouvement propre du prolétariat industriel. Il devient la force qui impulse la lutte. Le mouvement de masse du secteur le plus concentré du prolétariat, celui des travailleurs du pétrole, démarre. Le 24 septembre, des milliers de travailleurs du pétrole se mettent en grève, ils exigent : une augmentation de salaire de 50% et l'amélioration de leurs conditions de travail.*
>
> *La grève s'étend rapidement à d'autres secteurs. Dix jours plus tard, le 5 octobre, le secteur bancaire, la télécommunication, les travailleurs de l'électricité, le personnel hospitalier, le personnel de la télévision, les fonctionnaires sont en grève. Ils revendiquent des augmentations de salaire. (...)*
>
> *Le 31 octobre, c'est à nouveau la grève de l'industrie pétrolière qui devient une grève générale, entraînant la fermeture des puits, de la raffinerie, des complexes pétro-chimiques et des usines de gaz. Les travailleurs rompent les négociations avec la NIOC (compagnie nationale du pétrole iranien). Ils présentent des revendications politiques : la levée de la loi martiale, la libération de tous les prisonniers politiques, l'interdiction à la SAVAK et à la police d'intervenir dans l'usine, la satisfaction de toutes les revendications.*
>
> *La grève s'étend à d'autres secteurs. Partout, les revendications sont devenues ouvertement politiques. La constitution d'un syndicat indépendant est exigée et les travailleurs détruisent en même temps les ''syndicats'' policiers crées par la Savak. (...) En même temps que l'exigence du syndicat indépendant est avancée les travailleurs dans leur mouvement créent des organismes démocratiques pour contrôler leur mouvement les comités de grève sont élus, émanation de la volonté des travailleurs.*
>
> *Le formidable mouvement de la classe ouvrière impulse le combat de toutes les couches de la société. Les universités et les lycées sont en ébullition dans tout le pays. (...) Les enseignants ont commencé à s'organiser et fondent leur syndicat. (...) La lutte des minorités nationales, en particulier kurde, s'amplifie, les villages kurdes sont en ébullition.*
>
> *(...) Dans certains villages, l'autorité locale est bafouée. Des milices se sont formées. Parfois, l'organisation de ces milices va plus loin et constitue directement le jalon à des organisations de double pouvoir.*
>
> *Partout la même exigence unifie les masses laborieuses des villes et des campagnes : ''A bas le chah ! A bas la monarchie !''*
>
> *Ce mouvement gigantesque et profond qui a lieu en Iran mobilise des millions d'opprimés et d'exploités contre la monarchie. C'est le profond mouvement de la révolution prolétarienne.*

La question de l'influence religieuse est abordée en contrepoint et traitée par une sorte de mépris, de minimisation. Est-il justifié, ce mépris ? Il semble se dégager de cette lecture une vision unilatérale, peu dialectique, de la réalité de la situation de la société iranienne :

> *La presse bourgeoise et les gouvernements bourgeois tentent constamment de le présenter comme un mouvement de chefs religieux réactionnaires qui seraient contre la politique de modernisation que le chah aurait pratiquée (!). En fait, tout leur verbiage tente de camoufler la profondeur de ce mouvement, qui a certes utilisé les mosquées, mais pour les transformer en lieux de meetings politiques, qui se saisit certes de l'occasion des processions et des rites religieux, mais pour les transformer en de formidables manifestations. Ni les revendications des travailleurs du pétrole, ni celles des autres travailleurs n'ont rien de religieux. Elles sont simples : la chute de la*

monarchie, les libertés démocratiques, un gouvernement qui satisfasse leurs revendications.

C'est, à ma connaissance, le premier article que *La Vérité* consacre à l'Iran. Les parties commençant p.56 (« *Iran : un pays semi-colonial type de la période* actuelle » - « *Un des piliers de l' ''ordre'' de Yalta et de* Postdam » - *« Une vieille tradition de luttes* révolutionnaires ») rendent compte d'aspects importants, essentiels, de la spécificité de l'Iran. Mais la description des événements révolutionnaires -sans aucun doute- apparaît isolée, plaquée, schématique, ne donne pas la mesure des obstacles, des contradictions, bref du caractère spécifique, national, de cette explosion révolutionnaire. C'est une description qui ressemble davantage à un décalque de ce que l'on a lu des révolutions ''classiques'', dont on isole les ''moments'' importants, les passages obligés, les signes de reconnaissance. Au lieu de tenter de décrire un processus vivant et forcément contradictoire, on sélectionne et isole dans le foisonnement de tout ce qui se passe les seuls éléments qui vont dans la direction souhaitée. A côté d'une analyse qui s'efforce d'utiliser la méthode marxiste, on trouve une sorte de caricature triomphaliste anti-dialectique, l'inverse de la révolution permanente... La peau de l'ours capitaliste, de la réaction, est vendue bien avant qu'ils n'aient été tués. En effet, ils ne le seront pas. On dirait que le rédacteur, et la direction de l'OCI qui couvre de son autorité politique ce qui est écrit dans *La Vérité*, qui est tout sauf une tribune libre, sont tellement avides de confirmation, et tellement certains de la direction que prennent les événements qu'ils en oublient toute analyse du développement inégal et combiné des événements, dont ils ne retiennent et ne décrivent que les aspects qui vont dans le sens de leur démonstration. Juste au détour d'une phrase p.55 :

> *En janvier 1978, les masses déferlent sur la scène de l'histoire en posant d'emblée comme première revendication : le départ du chah. Ce mouvement gigantesque, qui entraîne toutes les couches opprimées,* ***charrie certes des illusions****, mais sa force réside dans son contenu politique, c'est à dire son affrontement avec la monarchie.*
>
> *La révolution est inéluctable – Par l'action des masses, celle-ci se décompose, devient une peau de chagrin. Il s'agit là d'un nouvel effondrement de l'Etat bourgeois comme il s'en est produit en Chine, au Vietnam. Mais cette fois, les masses sont en pleine ébullition, le prolétariat s'engage comme tel et selon ses propres méthodes à l'avant-garde du combat. En outre, le mouvement révolutionnaire s'inscrit dans la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale ouverte en 1968.*

Les retours de bâton seront cinglants et sanglants.

Cette posture va jusqu'à faire écrire ce que les faits très rapidement infirmeront :

> *De son côté, l'ayatollah Khomeiny, de son exil de Paris, exige le départ du chah : l'attitude intransigeante qui est la sienne lui est dictée par le mouvement des masses. Il lui faut chevaucher ce mouvement pour tenter éventuellement de la contrôler.* ***Mais le fait que les masses soient en mouvement à une si vaste échelle rend impossible toutes les savantes combinaisons échafaudées précédemment.*** (c'est moi qui souligne)

Pour parvenir à l'inéluctable conclusion, qui vient comme un refrain :

(...) le maintien de la dictature prépare la catastrophe. C'est l'impasse. Rien n'a pu éviter l'inéluctable déferlement des masses, et rien n'éviter à plus ou moins longue échéance le démantèlement de l'appareil d'Etat : la révolution est inéluctable. ***Les masses disloqueront l'appareil d'Etat et créeront les organes de double-pouvoir.*** *Cela ne veut pas dire que la révolution s'ensuivra automatiquement. Comme toujours et partout, celle-ci dépend du facteur subjectif de la construction du parti révolutionnaire, par l'avant-garde révolutionnaire intervenant dans la lutte des classes sur la base du « Programme de transition ».* (p.55 -56)

La dernière partie, *Discussion autour du programme révolutionnaire* » (p.67-68) s'ouvre sur les mêmes rodomontades politiques :

La crise révolutionnaire est ouverte en Iran. La révolution est inévitable. Les masses dans leur mouvement vont démanteler les institutions monarchiques qui commencent à être sérieusement entamées par les coups qu'elles lui portent.

L'effondrement de la monarchie ouvrira la révolution prolétarienne.

Mais il faut le répéter, l'ouverture de la crise révolutionnaire ne veut pas dire victoire de la révolution. Cette victoire dépend de la construction du parti révolutionnaire.

Pourtant, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique n'ont pas, aujourd'hui, les moyens politiques de recommencer un coup d'Etat sanglant comme en 1953 [le million de morts de la guerre Iran-Irak et les répressions sanglantes qui se sont depuis multipliées ont passablement mutilé cette certitude affirmée]. *C'est pourquoi le processus révolutionnaire durera très longtemps. (...) Dans le mouvement et dans les grèves, les masses commencent à mettre en place des formes d'organisation à caractère soviétique (comités dans les usines, assemblées populaires dans les petites villes) visant à démanteler l'Etat et la monarchie. Ces formes existent* ***et vont certainement se développer****.*

(...) *Les mots d'ordre –''A bas le chah'', ''A bas la monarchie'', ''Constituante souveraine'', ''République'' – sont des mots d'ordre qui permettent de combattre pour la centralisation du mouvement contre la monarchie, pour que les masses décident elles-mêmes, contre les directions traîtres qui mettent en place des formules d'''union nationale'', de constituante octroyée, afin d'empêcher la révolution de déferler. (...) Ces mots d'ordre prennent appui sur l'ensemble des revendications démocratiques et nationales non réalisées, que seul le prolétariat peut réaliser en prenant le pouvoir (...). Les revendications propres au prolétariat, comme sa place sociale et politique dans les rapports entre les classes, en font le chef naturel de la révolution, à condition de les faire valoir. Mais les mots d'ordre de « constituante souveraine », « République », « droit des peuples d'Iran à disposer d'eux-mêmes, à se constituer en républiques indépendantes», ne sont-ils pas des mots d'ordre démocratiques qui s'opposent à l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes, à la constitution d'organismes de type soviétique, sur lesquels se fonde le pouvoir ouvrier ? Absolument pas. Ce sont au contraire les leviers politiques pour organiser les masses dans leurs comités, dans leurs conseils, pour atteindre ces objectifs, qu'il leur est autrement impossible d'atteindre. C'est la conjonction de l'expérience politique indispensable des masses, de leur organisation sur leur propre plan, de l'action du prolétariat comme classe qui rendra caduc le mot d'ordre de la Constituante souveraine et rendra possible l'instauration de la dictature du prolétariat sur la base de la démocratie soviétique. C'est l'axe politique de la lutte qui mène au gouvernement ouvrier et paysan, transition vers la dictature du prolétariat.*

''Une nouvelle phase de la révolution prolétarienne qui s'amorce''

***La Vérité* n° 586**, trois mois plus tard (avril 1979) publie une Déclaration du Secrétariat International du CORQI :

- P.41 : *Avec l'explosion révolutionnaire en Iran, avec l'insurrection commençant la révolution prolétarienne en Iran même,* ***c'est une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui s'amorce.***
- P.41-42 : *Il faut prendre toute la mesure de ce qui s'est produit et va encore se développer : l'impérialisme mondial, et tout particulièrement l'impérialisme américain, vient de subir une* ***défaite d'ampleur au moins égale à la défaite politique qu'il avait subie au Vietnam.*** *Mais ce nouveau et formidable choc qui fait vaciller l'équilibre mondial prend toute sa dimension parce que s'ajoutant, s'intégrant à une situation déjà façonnée par la défaite de caractère mondial de l'impérialisme au Vietnam, et par le fait que la révolution portugaise a mis la révolution prolétarienne à l'ordre du jour dans toute l'Europe ;* ***il modifie cette situation dans le sens de l'amplification et de l'approfondissement du caractère révolutionnaire de la période dans laquelle nous sommes engagés (...).***
- *La révolution prolétarienne qui a commencé en Iran est organiquement inscrite dans le développement de la nouvelle période de la lutte des classes ouverte en 1968 (« période de l'imminence de la révolution ») (...) c'est un nouveau tournant mondial qui s'amorce (...)*
- *Le niveau extraordinaire de combativité des masses iraniennes, les formes d'organisation que leur mouvement a dégagées dans la lutte contre la dictature, le caractère « classique » -la « pureté » pourrait-on dire- de la première phase de la révolution prolétarienne en Iran sont inséparables de la montée révolutionnaire du prolétariat à l'échelle mondiale et de ses caractéristiques essentielles :* ***la tendance du prolétariat à se regrouper sur un nouvel axe et la reprise des formes les plus « pures » de la lutte des classes***.

p.43 – *Aujourd'hui, la révolution prolétarienne en Iran exerce et exercera une formidable impulsion sur le cours de la lutte des classes à l'échelle mondiale,* ***précipitera la crise de tous les anneaux de la chaîne impérialiste, de chacune des bourgeoisies, intensifiera celle des bureaucraties contre-révolutionnaires affaiblies par ce nouvel échec de la Sainte-Alliance.***
(...) – *La révolution prolétarienne en Iran i****mpulse dans une direction révolutionnaire*** *le mouvement du prolétariat à l'échelle internationale. Elle* ***intensifie*** *de manière immédiate la crise patente de l'impérialisme américain,* ***elle nourrit et nourrira les développements révolutionnaires en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Asie****. Elle nourrit et nourrira le développement de la lutte des classes dans les principaux pays capitalistes d'Europe. Elle nourrit et nourrira la lutte des travailleurs d'URSS et des Etats ouvriers bureaucratisés vers la révolution politique.*
Elle est un appel puissant à la révolution, à la révolution prolétarienne (...) Elle démontre avec force que le combat pour préparer la révolution prolétarienne est la seule politique réaliste.
Oui, c'est bien une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui commence.

1/ La perspective se situe dans la droite ligne de la période définie depuis 1968, dont elle marque une progression significative.
2/ Quel bilan a été tiré par la suite de l'arrêt et du retournement de ce processus révolutionnaire aux formes qualifiées de si « *pures* » et si « *classiques* » (p. 42) ? Quelles conséquences, quelles modifications profondes en ont-elles découlé dans l'analyse de la situation ?

Car, si le déclenchement des révolutions au Portugal et en Iran revêtait alors cette importance au niveau mondial, leur échec, leur arrêt, voire leur retournement au

profit de la contre-révolution ne pouvaient avoir que des répercussions inverses de même ampleur.
Ce bilan n'a pas été tiré, pourquoi ? Ces échecs ne préfiguraient-ils pas pour le moins une modification, une inflexion, menant à un changement de période historique ?

Ces questions peuvent être posées de la même façon pour ce qui concerne l'Espagne, l'Italie, et, naturellement, la France.

10- La révolution au Nicaragua

Il ne me paraît pas utile de reprendre ici les mêmes remarques que celles qui accompagnent les parties précédentes, car elles s'y appliquent également.

***La Vérité* n°589** (1979) publie le rapport présenté par Luis Favre (membre du Bureau politique de l'OCI) à la IXème session du Bureau international. *« Révolution prolétarienne au Nicaragua »* :

> p.26 : *Les 19 et 20 juillet 1979, le déferlement des masses a balayé la dictature de Somoza au Nicaragua. Celle-ci était l'un des piliers sur lesquels l'impérialisme américain s'appuyait pour exercer sa domination en Amérique centrale. La puissance des masses, leur courage et leur détermination révolutionnaires ont eu raison de la Garde nationale, de l'armée, et de toute la mafia somoziste constituant l'appareil d'Etat.*
>
> ***Cette nouvelle victoire de la révolution mondiale*** [Favre fait ici une confusion de taille, à mon avis. Il faut repréciser à partir de quel stade on peut dire qu'une révolution prolétarienne est victorieuse] *intervient après l'effondrement en 1974 de l'Etat compradore de Thieu au Sud-Vietnam, la défaite politique qu'a subie alors l'impérialisme américain et l'échec des bureaucraties parasitaires et contre - révolutionnaires de Moscou et Pékin.*
>
> *Elle intervient après l'éclatement de la révolution prolétarienne au Portugal.*
>
> *Elle intervient moins de six mois après la chute de la dictature haïe du chah en Iran, qui a ouvert une nouvelle phase dans la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale.*

La révolution prolétarienne au Nicaragua est d'une extraordinaire profondeur. Les institutions de l'Etat bourgeois somoziste au service de l'impérialisme étranger ont été littéralement pulvérisées, volatilisées sous les coups des masses opprimées prolétaires et paysannes s'organisant en milices et comités pour abattre la dictature.

La dimension de cette nouvelle défaite de l'impérialisme en fait un appel à la révolution pour tout le continent, un nouveau facteur majeur de déstabilisation pour toute l'Amérique latine à la veille de nouveaux effondrements et de nouvelles explosions, où une situation révolutionnaire se développe au Pérou, où les éléments d'une situation pré-révolutionnaire existent en son pays-clé, le Brésil. (c'est moi qui souligne)

p.28-29 – *Une nouvelle vague révolutionnaire s'annonce en Amérique latine – L'évolution de la situation en Amérique latine conduit à une explosion révolutionnaire dans le pays décisif de ce continent, celui dans lequel la concentration d'un prolétariat industriel est la plus forte.*

Au Salvador, une véritable situation insurrectionnelle a profondément ébranlé la dictature militaire de Romero au moment même où toute l'Amérique centrale vit sous l'impact direct de la victoire des masses sur Somoza puis un coup d'Etat a remplacé Romero pour tenter de contenir le développement de cette situation révolutionnaire. La nouvelle junte militaire a reçu immédiatement le soutien de l'agence Tass et du parti communiste du pays.

Même au Mexique, dont le régime est l'un des plus stables du continent, une crise politique se développe au sein du régime bonapartiste et du PRI, parti bourgeois dominant, qui se combine avec une poussée des masses se traduisant sur le terrain électoral par un vote massif en faveur des candidats ouvriers lors des dernières élections municipales.

Cette vague révolutionnaire s'appuie sur une série d'expériences récentes en Amérique latine : en premier lieu celle du Font populaire au Chili, qui a conduit les masses à la défaite et a ouvert la voie à la dictature de Pinochet ; celle aussi du nationalisme bourgeois incapable de rompre avec l'impérialisme et servant en fait de courroie de transmission au capital financier agissant contre les revendications nationales et démocratiques, ouvrières et paysannes, et dont les manifestations les plus claires sont celles de Peron en Argentine et de Velasco Alvarado au Pérou ; celle également du stalinisme qui défend ouvertement en Argentine le boucher Videla, et salue au Brésil Figuereido et sa soi-disant ''démocratisation'' de la dictature.

Enfin, l'expérience du rôle du castrisme qui, d'abord pendant un temps au moyen du guérillérisme puis, aujourd'hui, par le soutien aux gouvernements bourgeois, est l'instrument le plus précieux du stalinisme contre la révolution prolétarienne.

Les récentes expériences du prolétariat en Amérique latine telles que l'Assemblée populaire de Bolivie en 1971 (premier soviet du continent), la mobilisation des cordons industriels de Santiago du Chili, les ''coordinadoreas'' en Argentine, les Assemblées populaires au Pérou, ***constituent autant d'éléments de maturation de la conscience de classe du prolétariat et expriment la tendance à son regroupement sur un nouvel axe politique.***

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce qu'existent de nombreuses organisations trotskystes en Amérique latine *et qu'elles soient l'objet d'attaques diverses et de provocations aussi bien au Pérou, au Brésil, qu'au Nicaragua.* » (c'est moi qui souligne)

p.50 – *Le paradoxe de Juillet- l'insurrection avait vaincu. Mais à qui transmit-elle le pouvoir arraché à la dictature ? Nous en arrivons au problème capital de la révolution de juillet : comment et pourquoi le pouvoir se trouva-t-il entre les mains du gouvernement bourgeois de reconstruction nationale ?*
(…) Ici se forme le nœud politique principal du nouveau régime : la force des ouvriers et paysans armés et de leurs comités est transmise au FSLN, dans lequel les masses

déposent leurs aspirations et vers lequel se développent de fortes illusions. Ce pouvoir, le FSLN le transmet à son tour au gouvernement bourgeois de reconstruction nationale.

La contradiction entre le caractère prolétarien de la révolution et celui du gouvernement bourgeois s'explique par le caractère contradictoire du milieu petit-bourgeois placé entre les masses révolutionnaires et la bourgeoisie pro-impérialiste en lutte.

C'est un rappel de ce que Trotsky explique de la révolution de février 1917.

P.73 (conclusion) : *« Il faut combattre pour la constitution d'une section de la IVème Internationale au Nicaragua, luttant pour le développement, l'indépendance et la centralisation des milices et comités, et avancer de façon concrète, en liaison avec l'expérience des masses, les mots d'ordre nécessaires à leur combat :*
- Non à la liquidation ou à la subordination par en haut des comités.
-Au FSLN, nous disons : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir. Constituez un gouvernement d'où sera exclu tout représentant de la bourgeoisie. Dans cette voie, nous vous promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste.
Nous combattons :

- *Pour la rupture avec l'impérialisme ;*
- *Pour la nationalisation sans rachat de toute la terre et sous le contrôle des comités paysans.*
- *Pour l'expropriation des entreprises impérialistes*
- *Pour l'annulation de la dette externe contractée par Somoza*
- *Pour un congrès national des comités et des milices*
- *Pour un gouvernement responsable devant le congrès national des comités*
- *Pour le gouvernement ouvrier et paysan*
- *Pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine.*

(…)

En avril 1973, la « résolution sur l'étape présente de la lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale », adoptée par le Bureau international du Comité d'organisation (CORQI), résume la contraction de la situation mondiale que représenterait la nouvelle période, et permet de mieux mesurer le caractère de l'erreur d'appréciation commise :

La période de l'imminence de la révolution concentre le plein développement de toutes les contradictions et de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, dont le contenu est donné par le fait que ***les conditions de la révolution prolétarienne sont arrivées à maturité dans chaque pays, comme expression nationale des conditions objectives arrivées à maturité à l'échelle mondiale****.* (extrait du point 10)

(…) *La nouvelle situation, période de l'imminence de la révolution, conduit inévitablement à de nouvelles relations entre les appareils bureaucratiques et le prolétariat. Il s'agit du « regroupement de la conscience de classe sur un nouvel axe » que Trotsky pronostiquait en 1935, et qui, amorcé depuis 1952, s'affirme de plus en plus nettement.* (extrait du point 10)

En relation avec ces données, nous avons devant nous le tableau de poussées en avant contenues, de reculs momentanés, de coups subis sévères mais non décisifs, qui donnent au mouvement un caractère relativement lent où s'élargissent toujours plus tous les antagonismes, toutes les contradictions, sur une ligne d'explosions révolutionnaires multipliées. (extrait du point 13)

> L*a crise du mouvement ouvrier mondial a dégagé (cf. 14° congrès clandestin du Parti communiste tchécoslovaque) et dégagera de plus en plus, courants, fractions, tendances, cherchant plus ou moins confusément à exprimer les processus révolutionnaires de la classe ouvrière tendant à se dégager de la tutelle traitresse des appareils –et cela, non seulement dans les organisations politiques et syndicales contrôlées par l'appareil du Kremlin, mais aussi dans les organisations social-démocrates.* (...) *Le champ d'activité en direction des grandes organisations, groupements, fractions, tendances ayant rompu avec le réformisme et le stalinisme, ira s'élargissant.* (extraits des points 20 et 21)

On verra notamment à partir de 1984 ce que la direction du PCI fera de l'élargissement de ce « champ d'application », lorsqu'elle créera le Mouvement pour un parti des travailleurs censé rassembler une partie de ces « fractions » et « tendances » issues des « grandes organisations ».

Enfin, dans le même texte, cette affirmation et cette prévision :

> *Si l'impérialisme et les bureaucraties stalinienne et réformiste réussissent encore à contenir le mouvement révolutionnaire en Europe, dans aucun pays nous n'assistons à des retournements, bien au contraire. En France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, etc., c'est sur la perspective d'une radicalisation renforcée que nous devons conduire notre travail révolutionnaire. Ce serait évidemment procéder selon un schématisme abstrait que de conclure de la perspective d'une radicalisation renforcée une montée continue. Le processus historique procède par un mouvement en saccades, avances et reculs, mouvement encore renforcé par l'absence de partis révolutionnaires dirigeantset par la crise de la IV° Internationale.* ***Mais la ligne du développement est celle de la radicalisation renforc****ée* ***à l'échelle mondiale, qui ne pourrait être retournée que par l'écrasement et l'extermination du prolétariat.*** (extrait du point 12)

11– Qu'est devenue la révolution politique ?

Un gigantesque écart entre deux situations

Voici comment Pierre Broué (qui fut largement investi à cette époque, pour le Comité central, dans le travail ls pays de l'Est), prononçant le rapport introductif de la Conférence des Pays d'Europe de l'Est de décembre Janvier 1969-1970, organisée par le Comité International pour la reconstruction de la IV° Internationale, résume la question. Cela nous changera de la prose si difficile de Lambert, mais surtout nous permettra d'un survol de mesurer l'écart gigantesque avec la situation que nous connaissons et vivons en 2016 :

> *Aux deux pôles de l'année 1968, il y a deux événements capitaux : le début de la révolution politique en Tchécoslovaquie (et, à travers et à partir d'elle, l'aggravation de la crise de la bureaucratie et du stalinisme), et la grève générale en France qui a secoué l'impérialisme français jusque dans ses fondements, ruiné le régime gaulliste, et remis en question l'ensemble du précaire équilibre recherché, sous le nom de "coexistence pacifique", par les dirigeants de l'impérialisme et de la bureaucratie.*
>
> *Mais* le contexte *n'est pas moins capital : c'est le mouvement de mars 1968 de la jeunesse en Pologne; ce sont les grèves et les manifestations ainsi que le début d'organisation des étudiants en Yougoslavie; c'est le début de l'expression audacieuse, ouverte et organisée de l'opposition communiste en URSS.*
>
> *Et c'est à partir de cette année 1968 qu'apparaissent ces phénomènes capitaux : les premiers mouvements importants du prolétariat allemand en Allemagne de l'Ouest avec les grèves qui laissent entrevoir la réapparition, au cœur de la vieille Europe, de la force révolutionnaire du prolétariat allemand, détruite, pour toute une génération, par le nazisme; de la combativité du prolétariat d'Europe occidentale, dans un contexte de crise des organisations traditionnelles, en Italie, en Angleterre, en France; de la résistance du prolétariat d'Europe centrale et orientale qui s'est exprimée tant en Tchécoslovaquie qu'à travers les grèves conduites par les ouvriers de Yougoslavie et d'ailleurs; enfin, l'apparition au premier plan du prolétariat en Amérique latine, notamment en Bolivie, au Brésil, au Venezuela, etc.*
>
> *1968 a donné aux couches les plus profondes des travailleurs du monde entier, ces leçons qui cheminent aujourd'hui aux tréfonds de leur conscience :*
>
> La solidarité fondamentale entre l'impérialisme et la bureaucratie, *passée, comme l'écrivait Trotsky il y a plus de trente ans, au service de l'ordre bourgeois, cela étant attesté par la complicité de l'impérialisme vis-à-vis de la répression contre la casse ouvrière tchécoslovaque et par le rôle contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien face à cette montée du prolétariat, particulièrement le rôle de la direction du PCF en ai-juin1968 et en avril 1969* [pour le référendum de de Gaulle].
>
> Le rôle décisif du prolétariat dans la lutte des classes, *posant la question du pouvoir, face à l'Etat bourgeois, aussi bien en France, où c'est lui qui, par sa grève générale, a ébranlé les bases du régime, qu'en Tchécoslovaquie où les ouvriers ont constitué le moteur de la révolution politique, puis le fer de lance de la résistance à la répression bureaucratique, baptisée "normalisation".*
>
> Le rôle capital de la vieille Europe dans le processus révolutionnaire. *Les événements de France et de Tchécoslovaquie ont accéléré le rythme de l'Histoire. Ils ont constitué partout (URSS, Brésil, Venezuela) le facteur d'approfondissement de la crise, et libéré les forces révolutionnaires...*

Dans ***La Vérité n°553*** de Juin 1971, un article signé Czeslaw Bobrowski (Balacz Nagy?) est titré "*La révolution politique, premier pas de la révolution européenne, a commencé en Pologne.*"

Il confirme, renforce encore l'analyse de l'année précédente, en s'appuyant sur l'expérience de la grève générale en Pologne, dans le sillage de "*l'insurrection des travailleurs de Gdansk, Gdynia, Szczecin*" entamée en décembre 1970 :

> *En premier lieu, il est nécessaire de considérer l'ensemble du développement des révolutions politiques (1953: en Allemagne de l'Est; 1956 : en Pologne et en Hongrie; 1968 : en Tchécoslovaquie, puis de nouveau en Pologne, et, plus particulièrement, depuis 1968, l'existence d'un seul grand processus de la révolution politique entraînant tous les pays de l'Est, avec l'URSS elle-même, contre la bureaucratie du Kremlin et ses satellites. Au cours de ce processus, un changement est intervenu depuis 1968. Avec le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie, cette nature unitaire d'ensemble de la révolution politique s'est clairement révélée. Les grands mouvements et les combats des étudiants et intellectuels, au mois de mars 1968 en Pologne, au mois de juin 1968 et après en Yougoslavie, ainsi que l'affirmation politique et organisationnelle de la nouvelle opposition communiste en URSS, leur lien politique* conscient *avec la Tchécoslovaquie, précisément parce que composante d'une nouvelle période de la lutte des classes, n'a pas seulement exprimé l'aspiration de l'ensemble des travailleurs des pays de l'Est, mais les a effectivement entraînés dans et vers le même processus. Il a dépassé les frontières nationales. Le Kremlin et ses satellites (Ulbricht et Gomulka surtout) l'ont fort bien compris. L'intervention en Tchécoslovaquie était dirigée non seulement contre le foyer révolutionnaire tchécoslovaque, mais surtout contre la menace de son extension rapide. (...)*
>
> *Le foyer de la révolution n'a pu être éteint. Une vague de "normalisation" a déferlé dans tous les pays de l'Est, jusqu'en URSS, prouvant à quel point la bureaucratie est consciente de ce que la révolution politique est devenue désormais un phénomène immédiatement international. (...)*
>
> *La révolution politique commencée en Pologne a débloqué cette situation. De ce fait, elle constitue une nouvelle phase dans le développement général de la révolution politique dans les pays de l'Est. (...)*
>
> *En Yougoslavie, la lutte a reçu une nouvelle impulsion, précipitant la bureaucratie dans une crise sans précédent, ouvrant un processus de dislocation qui met le pays au bord de la guerre civile. En URSS, l'atmosphère est lourde de menaces pour la bureaucratie, de très grands bouleversements sont à l'ordre du jour (...) Même en Hongrie, où pourtant la classe ouvrière a subi une défaite sanglante en 1956, la bureaucratie essaie désespérément d'enrayer le mouvement de la jeunesse qui cherche à renouer avec la révolution de 1956.*
>
> *(...)*
>
> *Même un aperçu général du début de la révolution politique en Pologne en décembre 1970 -Janvier 1971, nous convainc que la classe ouvrière a pleinement assimilé ses propres expériences de 1956 et celles de la révolution hongroise quant aux conseils* [conseils ouvriers, comme formes d'organisation soviétique] *et à leur rôle. Elle a attaqué la bureaucratie sans aucune illusion, en créant ses propres organes, les conseils, et en les opposant au pouvoir.*

***La Vérité* n°560** d'avril 1973, déjà citée, indique même :

> *(...) seize ans et demi après la révolution des Conseils ouvriers, les signes s'accumulent en Hongrie d'une aggravation continuelle des antagonismes sociaux.*

***La Vérité* n°593** d'octobre 1980 publie la déclaration de l'éphémère "Comité Paritaire" dans laquelle on lit :

> *Une fois encore, le prolétariat polonais se dresse, unanime, contre la bureaucratie polonaise, satellite de la bureaucratie du Kremlin. (...) C'est la révolution politique. (...) Le prolétariat polonais se dresse, car c'est le seul moyen d'éviter la catastrophe, conséquence inéluctable du maintien au pouvoir de la bureaucratie parasitaire. Le prolétariat polonais est l'avant-garde des prolétariats de l'Est de l'Europe et de l'URSS,*

également en lutte contre les bureaucraties satellites du Kremlin et contre la bureaucratie du Kremlin elle-même. Des centaines de milliers d'ouvriers polonais en grève ouvrent une période de nouveaux développements des révolutions politiques contre les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

Que reste-t-il de tout cela 36 ans après? La révolution politique a-t-elle triomphé? Se poursuit-elle? La "catastrophe" annoncée par la déclaration a-t-elle été évitée? A toutes ces questions, les continuateurs-destructeurs de l'OCI-PCI n'ont jamais répondu, ne peuvent répondre qu'en masquant la réalité sous le vague et mensonger adage du "feu qui couve sous la cendre". Le prolétariat polonais a certainement "ébranlé l'Europe et le monde", comme le dit plus loin la déclaration, mais, pas plus que les autres, il n'a pu le renverser pendant cette vague montante.

Au risque de répéter ce qui a déjà été cité, je juge nécessaire d'ajouter le passage suivant, parce qu'il concentre tout ce qui était ou paraissait alors ouvert, et qui depuis s'est refermé :

A nouveau, la révolution est à l'ordre du jour sur tous les continents. L'impérialisme US n'a jamais pu se remettre de sa défaite au Viêt-Nam. La révolution portugaise a été le prologue à [sic] *de nouveaux développements révolutionnaires en Europe et en Afrique. La révolution en Iran a renversé un des piliers de l'"ordre" de Yalta et de Postdam. Le Kremlin a été obligé de s'engager en Afghanistan pour tenter de verrouiller le développement de la révolution dans cette région du monde. La révolution au Nicaragua annonce une vague révolutionnaire en Amérique latine. (...) La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires atteint un nouveau seuil où l'"ordre" édifié à Yalta et Postdam contre les aspirations des masses au socialisme authentique risque de s'effondrer, et où un déferlement révolutionnaire sans précédent, notamment en Europe, risque de se produire.*"

Tous ces "risques" ont été évités, dans tous les pays énumérés ici, par l'impérialisme, appuyé sur les appareils ouvriers traditionnels. Mais les continuateurs-destructeurs de l'OCI-PCI et des organisations internationales qui faisaient cause commune avec elle ont été incapables de tirer les conséquences de ce nouvel et profond état de choses.

***La Vérité* nouvelle série n°595**, Février 1985 : *La révolution politique en Pologne* (A. Forestier)

"*La révolution politique avance",* titre la première partie de l'article. "*Le rythme et l'ampleur avec lesquels ce mouvement politique se développe montrent suffisamment l'appui qu'il trouve dans l'état d'esprit des masses.*"
(...) *"Il reste qu'aujourd'hui* [en 1985] *la révolution politique s'approfondit avec le mouvement de constitution de ces comités. Quel que soit leur avenir immédiat -le processus de la révolution n'est pas uniforme-, leur ampleur et le regroupement de militants qu'ils suscitent développent à un niveau plus élevé les acquis de la révolution politique engagée depuis 1980.*
(...) "*Le premier et le plus durable résultat de la grève générale d'août 1980 réside dans l'"union grandissante des travailleurs", qui s'est réalisée avec* Solidarité. *C'est ici la simple explication du fait qu'après plus de quatre années de révolution, en dépit de tous les coups infligés par la bureaucratie et malgré l'extraordinaire affaissement social que ces coups ont entraîné, la vie en Pologne n'est pas rentrée dans son ancien lit.*"

Toutes ces citations indiquent à quel point le PCI analysait alors le degré de maturation de la situation politique en Pologne. Et ce degré de maturation ne concernait pas la Pologne seule : il intégrait l'unité mondiale de la lutte des classes et particulièrement la marche en avant vers la révolution politique dans l'ensemble des pays de l'Est européen.

Un processus révolutionnaire disparu

Dans la préface d'un ouvrage publié par l'OCI en 1971, avant même les "Thèses" de son XVIIème congrès, intitulé *Pologne, 24 janvier 1971 : Gierek face aux grévistes de Szczecin,* Pierre Broué écrivait :

> *Les récents événements de Pologne -au cœur desquels se situe le débat des chantiers navals de Szcsecin- surviennent un peu plus de deux ans après le "printemps de Prague", quatorze ans et deux mois après la révolution hongroise des conseils ouvriers et le "printemps en octobre" qui avait, presque sans transition, mené Gomulka des prisons où l'avait jeté Staline au pouvoir à Varsovie.* ***La question est de savoir s'il s'agit, dans ces divers cas, d'explosions isolées et sans lendemain, ou si, au contraire, ces événements jalonnent un développement permanent, tantôt souterrain et tantôt explosant tumultueusement au grand jour, un processus révolutionnaire dont les phases successives s'appuient les unes sur les autres.*** (souligné par moi).

Voilà donc une question majeure à laquelle, un demi-siècle plus tard, il faut bien tenter de répondre, un autre bilan qu'il faut tirer au clair. Car il me semble que c'est bien la principale question à laquelle avant tout les militants qui se réclament du trotskysme sont confrontés depuis trois décennies : qu'est devenu le cours de la révolution politique dans les pays qui avaient échappé au contrôle de l'impérialisme? Cette question, bien entendu, est aussi à poser pour la Chine et les autres pays où des bureaucraties parasitaires s'étaient développées sur le corps de processus révolutionnaires inachevés, mais ayant abouti à l'expropriation du capital pour un temps.
On voit combien elle se rattache à l'ensemble de l'analyse développée en 1972 dans les "Thèses" de 1972, jamais démenties depuis par ceux qui se prétendent toujours les successeurs de ceux qui les avaient adoptées.

Une Nouvelle Perspective

En 1997, le Comité dirigé par Stéphane Just adoptait dans son congrès un texte intitulé "U*ne Nouvelle Perspective*" dans lequel il établissait la disparition de la bureaucratie stalinienne et, concomitamment et, à la fois contradictoirement, celle des conquêtes d'Octobre : la révolution politique n'a triomphé ni en URSS ni dans aucun des pays de l'Est de l'Europe d'où le capital avait été exproprié. Il en tirait un certain nombre de conclusions, encore schématiques et incomplètes, surtout écrites depuis vingt ans déjà, mais d'une grande importance, d'autant plus que cette petite organisation est, à ma connaissance, la seule qui soit parvenue à ces conclusions en utilisant la méthode du marxisme.

Voici quelques extraits de ce texte. Depuis vingt ans qu'il a été écrit, la restauration capitaliste a accompli de nouveaux et profonds ravages :

L'ensemble de ce processus a constitué un mouvement révolutionnaire qui pouvait être la préface à la révolution politique, à la prise du pouvoir par le prolétariat pour instaurer sa dictature, la démocratie des Soviets. La révolution politique était bel et bien à l'ordre du jour.

Axer nos analyses et notre politique sur la perspective de la conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique a été justifié par le développement de la lutte des classes aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux sous le joug de la bureaucratie du Kremlin et de ses satellites.

(...)

De plus, de façon immédiate, le prolétariat revendiquait les libertés démocratiques élémentaires compatibles avec la démocratie bourgeoise. La lutte pour se libérer de l'oppression et de l'exploitation qu'exerçait sur ces pays la bureaucratie du Kremlin, posait des questions nationales, la dictature des bureaucraties parasitaires valorisait le parlementarisme bourgeois.

La dislocation de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, leur chute, n'ont pas liquidé, fait disparaître les conséquences de l'exercice du pouvoir par ces bureaucrates. Celles-ci s'identifiant au marxisme, à la Révolution d'Octobre, au bolchevisme, à la dictature du prolétariat, elles ont contribué à les discréditer. La bureaucratie du Kremlin a réussi à couper le prolétariat de l'URSS de sa propre histoire, de la Révolution d'Octobre 1917. Elle a exterminé systématiquement tout ce qui pouvait le relier à la révolution, à ses traditions, à son histoire.
(...)
Dans aucun des cas l'ancien appareil d'État n'a été balayé, détruit ; il a simplement été réadapté aux nouveaux régimes politiques et économiques.

Dans les pays de la partie Est de l'Europe le mouvement ouvrier a été liquidé, exterminé par les partis, les organisations staliniennes et les appareils d'État.
(...)
Le mouvement des masses, aussi décisif ait-il été, a été totalement pris en main, canalisé, dévoyé par et au profit d'organisations restaurationnistes petites bourgeoises, et cela avec l'appui des appareils staliniens ou tout au moins de fractions essentielles de ceux-ci. Ne pouvant plus tenir les rênes du pouvoir, la bureaucratie stalinienne a fait le choix systématique de liquider ce qui restait d'État ouvrier, de réintroduire le capitalisme en passant le relais, le plus souvent à des organisations petites bourgeoises. Tel est le prix du désarmement politique de la classe ouvrière.

En URSS, c'est aussi le prolétariat qui a été la force de frappe du mouvement qui a disloqué la bureaucratie du Kremlin. Ce mouvement a eu pour objectif les droits nationaux des peuples qui composent l'URSS, y compris le droit à la sécession.

(...) dans une situation où la restauration capitaliste n'est pas achevée, il manque une solide classe bourgeoise pour pouvoir affronter les masses et constituer un ou des puissants partis bourgeois pour conduire cet affrontement.

(...) La restauration capitaliste est en cours. Mais la propriété privée des moyens de production reste partielle. A des degrés divers la propriété étatique existe encore dans des secteurs décisifs des moyens de production. Tout cela sur un espace économique dévasté.

Pour l'instant il faut continuer à caractériser ces États, en fonction de leur infrastructure économique et de son état, comme étant des états ouvriers dégénérés en voie de liquidation plus ou moins avancée sauf l'ex-RDA qui a été complètement liquidée et absorbée par la RFA. Il ne faut pas, surtout pas s'engager en des discussions byzantines sur cette question. Il n'y a aucune hâte à modifier cette appréciation. Mieux vaut un peu plus tard que trop tôt. De toute façon il faut combattre contre les

privatisations. Mais ce sont là des mots, si n'est pas mis au premier plan, l'objectif de la conquête ou la reconquête du pouvoir politique par le prolétariat.

(...) *Il n'y a pas qu'en Russie que le mode de production capitaliste a été restauré, c'est le cas dans l'ensemble des pays de l'ex-URSS et dans ceux de la partie Est de l'Europe que le Kremlin contrôlait. L'exemple de la Tchécoslovaquie est de ce point de vue démonstratif. Louis Gauthier ne saurait être soupçonné d'amplifier les faits dans ce domaine : il publie dans* La Vérité *de Septembre 1996, un article intitulé : "A propos des privatisations à l'Est de l'Europe" qui peut être largement utilisé. Il y établit qu'indiscutablement dans l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe que contrôlait le Kremlin, le capitalisme est redevenu le mode de production dominant, ce qui signifie pour les prolétaires de ces pays "une formidable régression sociale". Toute trace de l'économie planifiée n'a pas pour autant disparu et le prolétariat des secteurs où ces traces subsistent s'y accroche et les défend.*
(...)

RÉPERCUSSION SUR LES PROLÉTARIATS DES PAYS CAPITALISTES

Trotsky considérait que la restauration capitaliste en URSS serait un coup très dur pour le prolétariat de tous les pays, y compris pour ceux où se maintenait le mode de production capitaliste. Cela se vérifie aujourd'hui. La restauration capitaliste est à peine achevée dans les pays de l'ex-URSS, ceux de la partie Est de l'Europe, que les prolétariats des pays où le capitalisme s'étant maintenu marquent durement le coup.

Pour la classe ouvrière mondiale, la victoire de la révolution russe a signifié que dans tous les pays elle pouvait prendre le pouvoir, qu'elle pouvait détruire l'État bourgeois, construire son propre État, exproprier le capital, organiser une nouvelle économie.

(...) Désormais une nouvelle étape est franchie, celle de la restauration capitaliste. Il apparaît à la quasi-totalité du prolétariat que les États ouvriers ne sont pas viables, qu'ils étaient voués à dégénérer et à s'effondrer, à être balayés, que la restauration capitaliste était à plus ou moins longue échéance inéluctable. Cela les déboussole politiquement. Bien entendu la bourgeoisie enfonce le clou, elle ne cesse de marteler que l'aventure est terminée, qui s'achève par un formidable fiasco.
Cette situation totalement nouvelle pour la classe ouvrière permet aux chefs des partis social-démocrates et staliniens de se "déboutonner" : enfin ils peuvent parler franchement, enfin ils peuvent exprimer leur véritable nature, enfin ils peuvent se vautrer dans l'auge idéologique de la bourgeoisie.

(...) L'abandon de toute référence, même formelle, au socialisme et à la classe ouvrière est un processus généralisé pour les partis qui n'avaient pas encore procédé, comme le SPD allemand, à leur "Bad-Godesberg". Mais il y a une différence majeure : c'est en s'appuyant sur l'effondrement de l'ex-URSS, et la liquidation de la propriété d'État des moyens de production, de l'économie planifiée, du monopole du commerce extérieur, que sont menées ces offensives contre toute référence au socialisme. C'est en affirmant mensongèrement au côté de la propagande bourgeoise : "vous voyez bien que tout cela a échoué, que le socialisme est impossible" que les partis social-démocrates, SPD allemand inclus, expliquent aujourd'hui à la classe ouvrière (et cela au côté des partis d'origine stalinienne) que seul le capitalisme a un avenir. De ce point de vue, Bad-Godesberg n'était qu'un préambule.

Le texte parle également *d'un immense désarroi politique, de l'extraordinaire confusion qui est celle de la classe ouvrière et de la jeunesse de ce pays.*

NULLE PART LE PROLÉTARIAT N'EST ECRASÉ

L'effondrement de l'ex-URSS provoque des ravages dans la conscience de la classe ouvrière mondiale.
Les partis social-démocrates et ex-staliniens (avec l'appui des groupes gauchistes dégénérés), s'appuyant sur cette situation, organisent le désarmement politique et

théorique de la classe ouvrière, cherchent à ce que la désorientation actuelle de la classe ouvrière, de la jeunesse, soit la plus totale possible.

On est obligé de constater que le prolétariat n'a pas actuellement l'activité révolutionnaire qu'il eut au cours des années 70 et 80, l'impérialisme a repris l'initiative.

D'ores et déjà la progression de la restauration capitaliste dans les pays de l'ex-URSS et de la partie Est de l'Europe sonne durement le prolétariat mondial et le marque. Arguer en contrepartie qu'il s'est accru en nombre ne signifie pas grand-chose quant à la perspective de la révolution prolétarienne, d'autant qu'au cours de ces vingt dernières années, dans les pays capitalistes dominants, le nombre de travailleurs productifs s'est réduit de façon importante. S'il s'agissait du nombre de prolétaires, il y a longtemps que le prolétariat aurait pris le pouvoir dans les pays capitalistes dominants. La véritable question est celle de la direction révolutionnaire.

(...)

QUELQUES CONCLUSIONS

L'ensemble de l'analyse contenue dans ce rapport amène aux conclusions suivantes : Il faut le constater : désormais dans les pays de la partie Est de l'Europe, de l'ex-URSS, en Russie le mode de production dominant est, à nouveau, le mode de production capitaliste ;

dans les pays de l'ex-URSS, et de la partie Est de l'Europe la révolution sera sociale comme dans les autres pays ;

la restauration capitaliste est une défaite pour tous les prolétariats qui en sont politiquement désarmés, d'autant plus que les PS, les partis social-démocrates, les ex-PC font campagne contre la révolution, contre le socialisme et le communisme ;

(La Chine exige une analyse particulière) ;

Le prolétariat n'engage et n'engagera pas moins de puissants combats qui souvent posent et poseront objectivement la question du pouvoir ;

L'effondrement de l'URSS, la dislocation des régimes bureaucratiques, l'éclatement des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, la restauration capitaliste ont modifié les rapports inter-impérialistes. Ainsi l'impérialisme allemand est redevenu prépondérant par rapport aux autres impérialismes européens. Mais surtout l'impérialisme américain est devenu la <u>seule</u> puissance mondiale qui vise à redevenir hégémonique par rapport aux autres puissances impérialistes.

Cependant l'ensemble du système capitaliste fait entendre des craquements redoutables. Son point le plus faible est sans doute l'énorme accumulation de capital-argent qui, pour l'essentiel est du capital fictif. De ce point de vue l'impérialisme le plus menacé est la seule puissance mondiale, l'impérialisme américain. Pour utiliser une formule banale c'est "un colosse aux pieds d'argile". Son endettement en témoigne. La perspective pour le régime capitaliste c'est une crise sans précédent dépassant de loin celle des années 1930.

La baisse du taux de profit, la crise qui s'annonce imposent au capital une offensive d'une brutalité sans précédent depuis les années 30 contre le prolétariat dans son ensemble dont Reagan et Thatcher ont donné le signal et à laquelle les candidats à la prochaine élection à la présidence de la République (Clinton et Bole). donnent une nouvelle impulsion.

Encore que les rapports politiques présentent de pays à pays des différences considérables, ce n'est qu'avec la complicité active des organisations ouvrières traditionnelles que les gouvernements des grandes puissances impérialistes peuvent mener avec succès leur offensive ultra-réactionnaire contre le prolétariat et la jeunesse. Mais ce qui est exclu à échéance prévisible c'est que le prolétariat soit politiquement écrasé comme ce fut le cas dans nombre de pays d'Europe au cours des années 30.

La perspective dans laquelle doit s'inscrire l'action politique de construction de partis ouvriers révolutionnaires et de l'Internationale ouvrières révolutionnaire est celle d'une crise économique, sociale et politique sans précédent, par suite de l'incapacité

du capital de maîtriser la marche à une crise dislocatrice, de remporter des victoires écrasantes sur le prolétariat et l'incapacité du prolétariat à vaincre la bourgeoisie sans partis et internationale révolutionnaires.

Si le capital rencontre aujourd'hui autant de difficultés pour être réintroduit dans la Russie, si la Russie a autant de mal à devenir un pays impérialiste "comme les autres", à la mesure de sa taille, de son importance économique, à quels obstacles cela se heurte-t-il? A la résistance du prolétariat? Ou à ce que Trotsky indiquait déjà en 1936 pour expliquer l'une des causes de l'éclatement de la révolution russe : le marché mondial, le capitalisme parvenu au stade impérialiste dès avant 1914, ne pouvaient plus faire de place à une puissance potentielle aussi énorme que celle représentée par la Russie.

La question des forces productives est, avec celle de la nature de l'Etat (qui a cessé d'être un « Etat ouvrier dégénéré), depuis plus de vingt ans, attaque avec férocité le prolétariat russe et ce qui restait des conquêtes de 1917), au cœur de ce qui donne des possibilités de réponses. Il faut rappeler que, comme l'analyse Trotsky avec précision, la révolution russe a libéré une quantité de forces productives en URSS, et notamment la partie la plus vivante d'entre elles, la classe ouvrière. Celle-ci s'est développée comme elle n'aurait jamais pu le faire sous le régime de la propriété privée des moyens de production, mais en se heurtant à la barrière du marché mondial, que le monopole du commerce extérieur ne supprime en rien, et à la question majeure de la productivité du travail. La question de la productivité a toujours été jugée d'une importance décisive pour Lénine et les dirigeants bolcheviks d'avant le stalinisme. La bureaucratie stalinienne, en multipliant le parasitisme dans tous les rouages du fonctionnement de l'Etat et de l'appareil de production, était totalement incapable de résoudre cette question. Exemple parmi d'autres, *La Vérité* n°560 d'avril 1973 cite le mensuel des hommes d'affaires américain, *Fortune :*

En général, le degré de mécanisation de l'industrie soviétique est considérablement plus bas que celui de l'industrie occidentale. Il en résulte entre autres choses que la proportion d'ouvriers auxiliaires par rapport aux ouvriers travaillant à la production est particulièrement élevée. Ces ouvriers auxiliaires sont utilisés à des tâches telles que l'entretien, le chargement et le déchargement, etc. qui ne contribuent pas directement à la production de biens. Il y a environ 85 ouvriers auxiliaires pour 100 ouvriers à la production en URSS. Le chiffre correspondant est de 38 aux Etats-Unis. Et si la productivité des ouvriers soviétiques est de 60 à 65% de celle des ouvriers américains pour ceux qui travaillent à la production, le chiffre correspondant pour les ouvriers auxiliaires est de 20 à 25%.

L'article de la Vérité poursuit :

La situation est bien pire encore pour l'agriculture: celle-ci emploie environ le tiers des travailleurs soviétiques contre 5% des travailleurs américains. Mais un agriculteur soviétique peut nourrir sept personnes tandis qu'un agriculteur américain peut en nourrir quarante-six. (...) La productivité de l'agriculture en URSS atteint 11% de celle des Etats-Unis.

Il est donc facile de comprendre que la destruction des conquêtes d'Octobre soit d'abord celle des dizaines de millions d'emplois dans l'industrie et l'agriculture.

---

bibliographie (incomplète)

Quelques articles et ouvrages publiés par l'OCI sur la question, en plus des articles dans *Informations Ouvrières* prouvent l'importance centrale accordée par l'OCI à ces questions :

1966 : *1956 – Pologne Hongrie* ou *Le Printemps en Octobre* (J.-J. Marie, B. Nagy)
1969 : *Samizdat I – La voix de l'opposition communiste en URSS* (*La Vérité* n°546)
1969 : *Le Printemps des peuples commence à Prague* (Pierre Broué)
1976 : *L'Affaire Pliouchtch* (dossier réuni par Tania Mathon et J.-J. Marie)
1981 : *Des Grèves de la Baltique à Solidarnosc – Première victoire de la révolution polonaise*
(traduction et notes : Françoise Baluka – Préface de Pierre Lambert et Nahuel Moreno)
1984 : *Lettres de Prison* (Edmund Baluka)

- *La Vérité* n°549 (Juillet 1970) : Numéro entier consacré aux *Militants d'Europe de l'Est et la IV° Internationale.*(rapports, résolutions et appels adoptés par la conférence des militants des pays de L'Europe de l'Est, organisée en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, par le Comité international pour la reconstruction de la IV° Internationale)
- *La Vérité* n° 553 (Juin 1971) : Notes sur le XXIV° congrès du PCUS – Le congrès de la peur (Jean-Jacques Marie)
- *La Vérité* n°557 (Juin 1972) : La lutte contre la normalisation – Premier bilan, premières leçons (Michel Varga)
- *La Vérité* n°558 (Octobre 1972) : L'opposition communiste en URSS aujourd'hui (Jean-Jacques Marie)
- *La Vérité* n°560 (Avril 1973) : Le "Samizdat" tchécoslovaque (présentation de Jiri Pelikan)
- *La Vérité* n°562 (Octobre 1973) : 45 pages, divers articles et publications consacrés à l'URSS (Jean-Jacques Marie)
- *La Vérité* n°563 (1er trimestre 1974) : Numéro spécial "Répression et oppositions en URSS et en Europe de l'Est".
- *La Vérité* n°564 (Octobre 1974) : La question nationale en URSS (Jean-Jacques Marie)
- *La Vérité* n°565 (Janvier 1975) : La question nationale et les pays de l'Est (Jean-Jacques Marie)
- *La Vérité* n°575 (Février 1977) : Pologne, la révolution politique en marche (Jean-Jacques Marie)
- *La Vérité* n°578 (Octobre 1977) : La dictature du prolétariat et la bureaucratie du Kremlin (1ère partie – Michel Lancray)
- *La Vérité* n°579 (Décembre 1977) : Soixantième anniversaire de la révolution russe (Jean-Jacques Marie) – La dictature du prolétariat ... (2ème partie)
- *La Vérité* n°586 (Avril 1978) – Après la Conférence européenne des 27 au 29 janvier 1979
- *La Vérité* n°588 (Septembre 1979) – Numéro spécial : Centième anniversaire de la naissance de Léon Trotsky.
- *La Vérité* n°593 (Octobre 1980) – Pologne : Déclaration du Comité paritaire pour la réorgnaisation (reconstruction) de la IV° Internationale.
- *La Vérité* n°594 et 595 (Novembre 1984 – printemps 1985) – La révolution politique en Pologne (A. Forestier)
- .....

Premières conclusions

Plusieurs séries de questions apparaissent :

- La première concerne les erreurs d'appréciation portant essentiellement sur les rythmes et les délais de la situation pré-révolutionnaire mondiale ouverte en 1968. Proviennent-elles d'une tentative de calquer trop précisément les développements des événements des années soixante-dix sur le déroulement de la Révolution russe ? D'une recherche excessive de l'imitation dans la construction du parti bolchevik ? D'un manque d'appréciation des capacités de l'impérialisme d'une part, des bureaucraties ouvrières de l'autre, à tenir compte des crises passées pour tenter de trouver des parades plus efficaces au futur ?

- La seconde porte sur le fait que jamais dans l'OCI ni par la suite dans ce qui fut appelé le PCI ne furent remises en cause ni soumises à bilan, au feu des nouveaux événements, les Thèses du XVIIème congrès et le rapport du XVIIIème, présentés dans l'organisation comme un socle de granit sur lequel étaient construites l'ensemble des analyses et des orientations ultérieures. Seul le Comité construit et dirigé par Stéphane Just entreprit ce travail si nécessaire, mais il ne lui était pas alors nécessaire de revenir à ces racines.
Cette absence totale de discussion et de bilan me parait indicatrice des problèmes politiques qui grandirent ensuite dans l'organisation.

- Délimiter dans cet espace idéologiquement fermé les conditions de la construction de l'OCI entraînait d'autres conséquences graves : lorsque, à partir de 1978, l'OCI décida de fonctionner selon l'étonnante méthode qu'elle intitula « objectifs-résultats » (j'y reviendrai), chaque fois que ces résultats ne furent pas atteints l'appréciation de la situation politique générale et de la période ne fut jamais remise en cause, comme un dogme indépassable. Si bien que la faute en revint toujours et systématiquement à des difficultés d'assimilation de la ligne par le Comité central, désormais responsable de tous les maux et objet de toutes les pressions et objurgations du Bureau politique, c'est-à-dire de Pierre Lambert, à peu près seul et unique rédacteur, dans le BP, des notes politiques adressées au CC. La conséquence en fut que, courbé sous la faute, le CC ne pouvait jouer véritablement de rôle de direction, encore moins de contrôle sur le BP, en principe sa simple délégation, et prit des habitudes de soumission politique que renforçait encore considérablement le statut de permanent de la majorité de ses membres.

- La quatrième, qui découle des deux précédentes, concerne le fait que jamais depuis, l'OCI et ce qui lui a succédé n'a indiqué la fin de cette période historique. Seul le Comité pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire et l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire, dirigé par Stéphane Just, parvint en 1997 lors de sa dixième conférence, à démontrer dans un texte intitulé *Une*

Nouvelle Perspective la modification radicale intervenue depuis la chute de l'URSS. Il n'est pas impossible que cette définition d'une nouvelle période historique succédant à celle ouverte en 1968 ait été rendue moins accessible à la compréhension des militants du Comité précisément par les erreurs commises et maintenues dans les caractérisations de la précédente. Il n'est pas impossible que cette absence de bilan ait contribué pour une large part à la crise qui détruisit le Comité dès la mort de Stéphane Just.

Je ne peux avoir la prétention de dire ici ce qu'*aurait dû* être... je ne peux que constater, avec le recul du temps et un peu de réflexion, les erreurs d'appréciation.

Deuxième Partie

L'O.C.I. AUX PRISES AVEC SA CONSTRUCTION

12 - L'hypothèse d'une Ligue Ouvrière Révolutionnaire

Depuis 1965, l'OCI a élaboré et développé l'hypothèse alternative d'un « Ligue ouvrière révolutionnaire ». Il sera très intéressant de confronter cette hypothèse avec la décision prise en 1984 de constituer et de proclamer le Mouvement pour un parti des travailleurs, seulement trois ans après la proclamation du PCI, censé être devenu le parti que l'OCI cherchait à construire depuis de longues années. Les deux événements peuvent paraître pour le moins contradictoires. Mais pour mieux l'évaluer, il faut repartir de l'énoncé de la question.

Voici ce qu'en dit, en **1973, le rapport politique du XVIIIème congrès de l'OCI** :

1 – l'expérience des luttes révolutionnaires démontre que le prolétariat n'aborde jamais la période directe de la révolution avec un Parti révolutionnaire reconnu

comme direction. (...) Dans toutes les révolutions, les premiers affrontements révolutionnaires renforcent les vieilles directions.
2 – Il faut au prolétariat, pour vaincre, un Parti révolutionnaire dirigeant, uni sur le Programme de la IVème Internationale.
3 – L'OCI, bâtie sur le programme de la IVème Internationale, n'est pas le parti dirigeant pour lequel elle combat.
4 – Si les rythmes ouverts par la situation donnent à l'OCI toute la possibilité de passer, dans des délais très brefs, du groupe à l'organisation, nous reconnaissons que l'expérience des luttes révolutionnaires que les masses doivent faire par leur propre mouvement, ainsi que les rapports de force, à l'intérieur de la classe et de la jeunesse, entre les appareils et l'OCI [on remarque que dans ce texte aucune distinction de nature n'est établie entre les appareils politiques et syndicaux, comme cela sera fait à partir précisément de la proclamation du MPPT, et de plus en plus par la suite], *ne permettent pas à l'OCI d'être reconnue comme direction au début de la période des affrontements révolutionnaires. Il faudra le temps. Les plus grandes secousses révolutionnaires, ébranlant la domination des appareils sur le mouvement ouvrier, ouvrent directement une période où –**si nous avons construit préalablement l'organisation communiste centralisée, qui ne sera pas un parti dirigeant-, les possibilités de construire effectivement le Parti révolutionnaire dirigeant seront ouvertes.*** [en 1981, avec la proclamation du PCI succédant à une indéniable victoire sur le terrain électoral du prolétariat sur la bourgeoisie, l'OCI pouvait donc considérer avoir considérablement avancé dans la « construction effective » d'une « organisation communiste centralisée »]
5 – La période de l'imminence de la révolution, la crise internationale de la bureaucratie stalinienne, notre propre intervention, ont, d'ores et déjà, créé un courant potentiel parmi une couche de militants contrôlée par les appareils, parmi les jeunes et travailleurs inorganisés, qui tend à remettre en cause la politique bourgeoise des vieilles directions, à un niveau qui n'est pas celui de la spontanéité des mouvements de masses.
6 – Ce courant potentiel tendra à s'organiser comme un courant centriste.
[sur 5- et 6 - : après 1981, sur lequel je reviendrai largement, rien de tel ne s'est produit. Le Mouvement pour un parti des travailleurs de 1984 n'a en rien reflété ni matérialisé ce « courant potentiel » : il est une création totalement artificielle de l'OCI-PCI, passant seulement un accord avec une fraction de la bureaucratie Force Ouvrière, qui fit son entrée dans ce mouvement. Il n'est en rien une « organisation centriste ». Les « courants » issus du PS et du PCF qui ont constitué le MPPT sont constitués pour l'essentiel de militants trotskystes.]
(...)
8- S'il est indispensable de mesurer la force potentielle de ce courant [le courant a cessé d'être « potentiel », la « potentialité » est passée dans sa « force »], *qui ne peut que se renforcer dans le cours des événements, il n'est pas donné que nous ne puissions pas en canaliser une large fraction, portant ainsi les coups les plus durs au centrisme réactionnaire.*
9 – C'est ici que s'insère la perspective stratégique de la Ligue :
Un cadre de militants, contrôlés par les vieilles directions, s'efforcent de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants, nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre expérience. Nous disons à ces militants :
''Pour nous, il n'est qu'un Parti qui puisse répondre aux aspirations des masses : le Parti révolutionnaire de la IVème Internationale, qui est l'objectif du combat de l'OCI. Mais le combat de l'OCI sur telle ou telle politique, tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle tactique de lutte, telle explication – vous l'admettez vous-mêmes- peut unir les travailleurs et la jeunesse contre le Capital et l'Etat. Vous approuvez cette politique de l'OCI mais vous n'acceptez pas la conclusion que nous en tirons : construire un nouveau Parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs : c'est votre droit comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble sur la politique, les mots d'ordre, pour la

tactique sur lesquels nous sommes d'accord. Organisons-nous pour agir sur cette politique, ces mots d'ordre, cette tactique. L'expérience, la libre discussion dans les rangs de la classe ouvrière, trancheront.''

10 – Tel est le contenu de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, qui trouve son expression dans les Comités d'Alliance Ouvrière, les CPUO [Comités politiques d'unité ouvrière] *et toute autre forme d'organisation souple, qui construiront ce pont que nous devons édifier entre le moment actuel dans la construction du Parti révolutionnaire et l'étape où le parti révolutionnaire dirigeant sera construit.*

11 – Les résultats (très limités) de notre action pour l'Alliance Ouvrière et le CPUO témoignent que cette ligne répond à la situation et à ses développements. Bien plus : dès que nous accrochons un fil, nous mesurons combien, au sein même du PCF et de la CGT, cette ligne correspond à l'état d'esprit de militants qui, de l'intérieur, combattent sur nos mots d'ordre, dans l'espoir de 'faire pression' pour redresser le parti.

12 – (…) La lutte pour la construction des CAO et des CPUO a donc comme contenu le combat pour convaincre, par l'intervention dans la lutte des classes, militants et jeunes de s'organiser dans l'OCI. [et, de fait, une grande partie du recrutement à l'OCI se fera durant plusieurs années par ce truchement].

13 – C'est ainsi que la perspective de la Ligue Ouvrière révolutionnaire ne saurait nous conduire à cristalliser nous-mêmes, ni les CAO, ni les CIPUO, comme organisations centristes. La stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire s'établit dans la perspective de formes d'organisations souples, tout en laissant ouvertes toutes les possibilités –selon des tactiques appropriées- lors des ruptures larges dans le PCF ou le PS, qui verraient la formation d'un puissant Parti centriste.

Ce paragraphe me paraît particulièrement important, sinon éclairant, si on le confronte à la décision qui fut prise onze ans plus tard, au prix notamment de l'exclusion de Stéphane Just, de constituer le MPPT, puis le PT, le POI, etc. D'une part, il n'y eut, même après 1981, aucune « rupture large dans le PCF ou le PS » de courants évoluant vers la gauche, et cherchant à former un « puissant Parti centriste ». D'autre part, l'ersatz de Parti centriste que constitua le MPPT ne procéda que de la seule volonté de la direction de l'OCI, faisant appel aux fractions qu'elle avait constituées durant des années dans le PCF et dans le PS –encore que la plus grande partie de celle investie dans le PS fut perdue à tout jamais-, et ne correspondit à aucun mouvement particulier à l'intérieur des organisations traditionnelles. Et, je le répète, au contraire, avec la proclamation du PCI fin 1981, tout semblait indiquer qu'un pas très important avait été franchi vers la construction du Parti révolutionnaire dirigeant ; du moins était-ce l'impression que la direction de l'OCI voulut donner à ce moment-là.

(…) *En un mot, une juste politique doit amener, dans le moment présent, CAO et CPUO à se renouveler sans cesse pour le recrutement à l'OCI et à la conquête de nouveaux militants, en ne nous fermant aucun des chemins qui mèneront à la constitution du Parti dirigeant de la Révolution. (…)*

14 – (…) deux éventualités parmi d'autres peuvent se présenter :

- *Fusion avec les militants en rupture avec le PCF* [on remarque que, comme précédemment sur le caractère exclusif réservé au seul PCF, sans même cette fois, la CGT], *se plaçant sur le terrain de l'opposition à l'appareil, et avec tous les autres groupements* [non précisés], *sur la base d'un Programme déterminé* [qui ne peut donc être le Programme de transition, le programme révolutionnaire]. *Les militants de l'OCI continuant, en toute circonstance, à combattre pour le Programme de la IVème Internationale.*
- *Passage direct à l'OCI de ces militants, et, avec eux, jeunes etc.* [c'est cette option qui semble bien avoir été choisie et considérée comme la meilleure jusqu'en 1981 et au-delà, jusqu'en 1984…]

On voit en tout cas qu'il est impossible de faire coïncider cette analyse –que, depuis, aucun événement dans la lutte au sein de la classe ouvrière n'est venue confirmer- avec le tournant brutal qui fut pris en 1984, où tout combat fut abandonné pour que pour le PCI devenienne « le parti des 10 000 ».

Le texte de congrès de 1965 (XIVème congrès de l'OCI) permet d'éclaircir certains points, en particulier celui de la raison pour laquelle le PCF est privilégié dans la perspective de la LOR. :

> - *Les conditions objectives sont données par l'extraordinaire crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, laquelle introduit dans les organisations traditionnelles des contradictions d'une ampleur sans précédent entre les aspirations des militants et des cadres moyens et la politique bourgeoise des appareils staliniens et réformistes.*
>
> *Ces contradictions à l'intérieur des organisations commandent d'une part à l'indispensable travail de fraction principalement dans le PCF (...). En effet, la bataille pour la destruction de l'appareil stalinien, dans une situation où la crise internationale du stalinisme et ses manifestations françaises ouvre des perspectives positives, exige un travail de fraction planifié. D'autre part, dans les organisations syndicales C.G.T., C.G.T.-F.O. et F.E.N., la contradiction entre la politique bourgeoise des appareils et les besoins de la classe détermine l'amorce d'un des déplacements fondamentaux dans la conscience prolétarienne, qui caractérise les périodes de grande crise.* [On est aux antipodes ici de l' « indépendance réciproque des partis et des syndicats » prônée à partir du MPPT, qui revient à arrêter tout combat réel dans les organisations syndicales contre leurs bureaucraties]. *La combinaison de ces deux données fait naître le début d'un processus de regroupement dans la jeunesse et dans la classe, qui, bien que lui étant étroitement relié, se concrétise à une échelle infiniment plus limitée dans le regroupement de l'avant-garde.* (...)
>
> *Comment préparer, affermir le mouvement de regroupement qui s'amorce et qui voit une couche limitée de l'avant-garde et de la jeunesse chercher à briser une autre plus générale : comment préparer une situation où le mouvement des ouvriers à gauche aux dépens des appareils (...) deviendra le support du développement du Parti Révolutionnaire et non du centrisme ?*

Pour des tendances syndicales « lutte de classe »

Il est également intéressant de relever ce qui était écrit en 1965 sur l'intervention dans les syndicats, et notamment la construction de tendances. Cette conception fut très violemment combattue et condamnée à partir du début des années quatre-vingts, qui correspondent à la préparation de la désertion du combat dans la F.E.N. d'une grande partie des militants de l'OCI, au profit de Force Ouvrière (qui ne représentait pratiquement rien dans le secteur de l'enseignement) :

> *Pour ces groupes de militants qui se détacheront du PCF mais ne pourront que difficilement poursuivre un travail de fraction, l'adhésion à la Ligue Ouvrière Révolutionnaire apparaît comme une véritable formule d'organisation. Il en est de même pour le travail syndical. Nous sommes pour l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis, Etats et gouvernements, par voie de conséquence nous sommes pour l'indépendance des tendances syndicales lutte de classes à l'égard de notre organisation. Mais nous ne sommes pas des syndicalistes, mais nous*

condamnons les formules bourgeoises de la neutralité, de l'indépendance des syndicats envers la « politique » [formulations qui paraissent concerner directement à la direction Force Ouvrière, qui ne prend jamais position lors d'élections politiques, c'est à dire qui met « à égalité » partis issus de la classe ouvrière et partis bourgeois], *c'est pourquoi nous posons à ces tendances l'objectif politique de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat qui, dans les syndicats, appelle le regroupement des syndiqués dans une tendance lutte de classes. L'adhésion de l'Ecole Emancipée au Comité de liaison que nous avons formé avec l'U.A.S, les voix communistes, est l'expression d'une ligne correcte, cette ligne valable pour toutes les autres tendances syndicalistes révolutionnaires que nous serons appelés à constituer dans les centrales et fédérations.*

Enfin, la résolution de 1965 n'envisage absolument pas la dissolution à l'intérieur de la L.O.R. de l'organisation trotskyste. Ce qui suit est donc utile à confronter avec la manière dont le PCI a envisagé la question s'agissant du MPPT et de ses suites :

Mais quels seraient les rapports entre la Ligue et notre fraction ? Le programme du parti révolutionnaire ne saurait être que le programme de transition. Notre programme comme fraction ne peut être que celui de la IVème Internationale. Le regroupement que tendrait à organiser la Ligue ne pourra se rassembler sur le programme de transition. ***C'est notre tâche, sur la base de l'expérience et de l'action commune, que de démontrer à l'avant-garde que seul le programme de la IVème Internationale répond aux nécessités de l'action révolutionnaire****.* ***Mais si la Ligue ne peut faire sien le programme transitoire, nous, en tant que fraction, nous ne pouvons évidemment l'abandonner, ou même le limiter aux parties acceptables pour les uns ou les autres*** [c'est moi qui souligne]. *Notre programme est un tout, où chacune des parties ne prend sa véritable signification révolutionnaire que par rapport à ce tout. Notre programme est le seul qui réponde aux grands problèmes historiques de notre époque. Nous ne cachons pas, et nous ne cacherons jamais notre volonté de convaincre dans l'action et par l'expérience, l'avant-garde de rallier la IVème Internationale.* ***C'est donc qu'il ne saurait être question pour notre fraction de nous dissoudre dans la Ligue, ni de dissoudre ou d'émasculer le programme dans un programme minimum de la Ligue ouvrière révolutionnaire qui, en conséquence ne saurait avoir de programme****. Il ne s'agit pas de renouveler la funeste politique centriste développée en 1935 par Frank et Molinier sur les G.A.R. en 4 points (…)*

Mais si la L.O.R. ne saurait avoir de programme autre que celui de la IVème Internationale, si, à l'étape actuelle, nous exprimons notre volonté de travailler dans la Ligue avec tous les courants révolutionnaires et les groupes de travailleurs, de jeunes, de syndicalistes révolutionnaires, etc…, qui n'adoptent pas encore notre programme, cela n'amène nullement que la Ligue n'aura pas une orientation politique.

Ainsi, la question de cette Ligue Ouvrière révolutionnaire (L.O.R.) courut-elle dans l'organisation tout au long des années de sa construction jusqu'à sa proclamation en Parti, qui, contradictoirement, n'y mit pas fin. De nombreux textes sur cette question, ou parties de textes, jalonnèrent cette période.

Quant à l'analyse conduisant à la formulation de cette hypothèse, je ne trouve pas qu'elle ait jamais été vérifiée ni confirmée dans les développements de la situation française, dans l'évolution des relations entre les masses et les appareils en France, même lorsque la victoire ouvrière de 1981 propulsa Mitterrand président de la République avec une majorité absolue de députés PS et PCF.

Je pense en outre que l'OCI-PCI disposait alors, en particulier dans le PS, d'un corps de militants solides et intégrés, à des postes parfois importants. Seule l'OCI-PCI aurait pu tenter de déclencher, par son travail de fraction long et patient, les ruptures de pans entiers de militants dans le Parti Socialiste en particulier (comme elle avait su le faire, à une autre échelle, quelques années plus tôt dans la LCR). Elle

ne les a pas utilisés comme elle aurait pu le faire lorsque les possibilités d'une crise ouverte se sont présentées, comme en 1983-84. Je reviendrai plus précisément sur cette question quand le moment en sera opportun.

Conclusion d'étape

Il paraît bien donc que, dès les années soixante, l'OCI s'installa dans deux ornières de nature différente, mais qui étaient deux erreurs de pronostic d'une grande portée :

Erreur sur les rythmes de la montée révolutionnaire, de ses enchaînements, d'une part, élevée au niveau d'un principe intangible.

Erreur d'apprécation sur la capacité de pans entiers des militants « cadres organisateurs de la classe » d'échapper à l'influence des appareils en évoluant vers la gauche, à la recherche d'un nouvel axe, entraînant avec eux –ou plutôt entraînés par ceux-là- de larges couches de la classe ouvrière vers la construction d'un parti révolutionnaire, et se structurant dans un premier temps dans une Ligue Ouvrière Révolutionnaire mise à leur disposition par les trostkystes encore trop à l'étroit pour les accueillir directement. C'est sur le terreau de cette seconde erreur que l'opportunisme, maladie naturelle et souvent d'abord non mortelle de toute organisation révolutionnaire, au même titre que le sectarisme, a pu se développer et gagner l'ensemble.

Quelle est la relation entre ces deux erreurs ? Elle est d'abord certainement subjective, puisqu'elle procède des mêmes cerveaux placés dans les mêmes conditions. D'autres que moi verront cela plus clairement sans doute.

Cependant, en dépit de ces deux importantes erreurs, l'OCI s'est construite, et comme une organisation révolutionnaire : ces deux erreurs étaient bâties sur des fondements pourtant très solides, à commencer par l'analyse économique générale. Il suffit de relire les articles de *la Vérité* sur les questions économiques pour s'en rendre compte (du moins est-ce ma conviction personnelle : eux n'ont pas été démentis par la suite des événements), de même que les parties réservées à ce sujet primordial dans les deux ouvrages que Stéphane Just consacré au combat contre le révisionnisme.

D'autre part, ces deux erreurs ne remettaient en rien en cause la volonté de combat de l'organisation ni de sa direction. Elles ne déviaient pas directement le combat. Leurs conséquences furent différentes, et ne se mesurèrent que des années plus tard. La première conduisit à un encadrement de la discussion générale, à sa limitation, et finalement à sa perversion. La seconde servit, une fois détournée de son objectif propre, à mener une opération politique de destruction de l'organisation révolutionnaire au profit d'un regroupement d'apparence centriste abandonnant les perspectives programmatiques sur lesquelles seules peut se bâtir un parti révolutionnaire.

---

13 - 1976 : L'alternative de la « Ligue Ouvrière Révolutionnaire »

est envisagée

C'est précisément le travail jeune qui semble bien sérieusement contribuer à entraver la progression générale de l'OCI cette année-là, la première de relative stagnation depuis 1968. Pierre Lambert adresse au CC des 19 et 20 juin un texte sévère dont voici d'abord le préambule :

> *Il est inutile de se le dissimuler : vu l'état manifeste d'impréparation du rassemblement jeunes, une tension certaine s'est manifestée au dernier CC. Il n'est pas dans mon intention de chercher des responsabilités autres que celles qui se situent collectivement dans la direction qui, après avoir unanimement (sauf les deux abstentions celles de Clément et de Raoul) voté la résolution de février, n'a pas maîtrisé sa propre politique. Je mentionne qu'au CC, je n'ai pas repris la proposition de François tenant à faire voter la note sur notre action dans les mouvements étudiants. La raison en est simple : je ne voulais pas que ce secteur étudiant devienne le bouc émissaire d'une responsabilité qui retombe sur le BP (et secondairement sur le CC), celle de n'arriver que très imparfaitement à faire passer la ligne qu'elle adopte dans tous les secteurs de travail de l'organisation, y compris le secteur étudiant. Lequel a exprimé plus clairement l'inassimilation de la ligne politique, parce qu'il était engagé directement dans un moment très important du mouvement de classe qui intègre le mouvement étudiant.*
>
> *Tous les éléments sont d'ores et déjà réunis pour que l'organisation trébuche lorsqu'il s'agira d'intervenir dans des mouvements de classe plus importants que ceux, significatifs, qui se déroulent actuellement.*
>
> *Car il faut bien l'admettre, dans ces actions limitées, mais significatives, l'intervention de l'OCI, hésitante, oscillante, est bien souvent la règle. Le fait que nous nous redressions, ici ou là, au prix d'efforts qui sont disproportionnés, augure, si nous ne redressons pas rapidement, des « débâcles politiques » de même type et plus grave encore, que celles que nous avons connues dans l'intervention étudiante.*

Mais on doit se garder de simplifications faciles. Cette note de Lambert aborde les questions de manière assez ouverte, ce qui ne se retrouvera pas souvent par la suite. C'est l'une des seules notes retrouvées dans laquelle Lambert aborde avec prudence le caractère « inéluctable » de l'explosion révolutionnaire mondiale et indique les difficultés auxquels se heurte tout pronostic historique pour une période donnée :

> *(…) il faut prendre en considération l'élément suivant : bien souvent dans l'histoire, la révolution comme perspective politique (non comme perspective historique) a éclaté sans qu'en aient été prévus préalablement les rythmes et les délais (cf. la Conférence de Lénine en janvier 1917 aux étudiants de Zurich). Cela signifie que les instruments du marxisme ne peuvent fournir des réponses plus précises sur la question des rythmes et des délais que dans un cadre limité.*
>
> *C'est seulement lorsque le Parti révolutionnaire prend la tête de la mobilisation révolutionnaire qu'il peut (et doit) fixer la date (délai) de l'insurrection. S'il est difficile, sinon impossible dans bien des cas, -pas toujours- d'évaluer rythme et délai, c'est en raison du caractère « objectif » du processus révolutionnaire. Encore faut-il, en toutes circonstances, établir la direction générale (générale seulement dans le cadre de la perspective historique) des événements à un moment donné de l'évolution historique.*
>
> *C'est ainsi que nous ne pouvons pas établir les rythmes et les délais de la marche des événements dans la révolution prolétarienne au Portugal, dont la première étape va se clore après 26 mois. Il n'empêche que, si nous n'apprécions pas la marche des événements avec ses poussées et ses reculs, si, à chaque étape, nous*

n'établissons pas les variantes possibles dans une situation où tous les processus sont marqués par la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal, nous serons incapables d'agir pour construire le Parti Révolutionnaire.

A partir de quel moment l'OCI a-t-elle cessé d'apprécier –pour ne prendre que cet exemple- la situation précise au Portugal, les reculs de la classe ouvrière assez significatifs pour que l'on puisse considérer que la situation était sortie de l'orbe révolutionnaire ? A partir de quel moment, autrement dit, l'OCI, pour reprendre les termes de Lambert s'est-elle rendue « incapable d'agir pour construire le Parti révolutionnaire » ? La même question se pose pour la France, telle que Lambert aussi l'aborde :

Revenons à « Où va la France ? » [Trotsky]. *Le 28 mars 1936, établissant un diagnostic, Trotsky annonçait encore une perspective alternative à la crise politique, ou bien la crise révolutionnaire, ou bien défaite. Les deux variantes n'étaient d'ailleurs pas présentées d'une façon systématique ni symétrique. (...) Il y a deux variantes possibles aux développements de la crise politique. Bien que, théoriquement, il soit impossible d'exclure a priori la variante de la défaite ni d'un recul profond, nous devons aujourd'hui, en France, nous aligner sur la montée dans laquelle la crise politique se transformera en crise révolutionnaire.*

Il faut bien poser ici la même question que pour le Portugal : à partir de quel moment la direction de l'OCI a-t-elle perdu la maîtrise de l'analyse politique, qui lui a fait refuser de constater le profond et durable recul (et non la défaite) de la classe ouvrière en France ? Mais, qu'il s'agisse de la France ou du Portugal, ou d'autres régions du monde (comme l'Iran, la Pologne, la Tchécoslovaquie...), ces questions débouchent sur une autre : pour quelles raisons internes la direction de l'OCI-PCI a-t-elle perdu cette maîtrise ? Un élément de la réponse est peut-être dans l'affirmation répétée selon laquelle, quoi qu'il arrive, « *il suffit de comprendre que les rapports entre les classes sans les luttes de classes quelles qu'en soient les formes et le terrain sont dominées par la transition de la crise politique en crise révolutionnaire. Et d'orienter tout notre travail sur cette perspective, en donnant à celle-ci tout son contenu dialectique, où les éléments contradictoires qui fondent la perspective formeront la trame d'évènements en apparence chaotiques, mais où se formera, à travers des poussées et des reculs sur tous les terrains de la lutte des classes, la situation directement révolutionnaire qui naîtra de l'activité des masses résolvant par et dans leur activité la crise politique du bonapartisme moribond. (...)* »

En passer par la L.O.R. ?

<u>C'est ensuite que Lambert revient sur la question de l'alternative : construction directe du parti révolutionnaire ou construction de la Ligue ouvrière révolutionnaire</u>

Sur nos difficultés - Pourquoi, sans sous-estimer les aspects positifs, notre travail politique d'implantation –recrutement, diffusion d'I.O.- avons-nous un rendement limité ? Est-il possible d'en finir avec cette stagnation (en hausse restreinte) dans le domaine du recrutement ? Les raisons de ces difficultés sont-elles à rechercher dans les conditions objectives qui nous interdiraient de recruter ces deux mille militants nous permettant de passer effectivement du groupe (qui n'a plus aucune réalité) à l'organisation communiste centralisée ? ***Objectif qui nous assurerait*** *(peut-être seule la vie en décidera)* ***une situation où nous aborderions les problèmes de la construction du parti révolutionnaire sur le terme le plus favorable de l'alternative ouverte par la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire. Savoir, une organisation indépendante, posant directement, à partir de l'OCI, la construction du Parti révolutionnaire,***

> ***complétée par une tactique d'entrisme limitée, ou entrisme global, complété par un travail indépendant limité (Portugal-Espagne). Nos forces actuelles permettent de combattre sur la première variante. Cela est possible en raison même de l'appréciation que nous formulons sur la marche vers la crise révolutionnaire.*** (…) *C'est ainsi que s'impose l'absolue nécessité d'assimiler le caractère de la situation dans laquelle nous sommes afin d'en dégager tout le contenu des riches possibilités où nous nous trouvons, pour permettre à l'OCI de faire le saut du groupe à l'organisation communiste centralisée, et, en recrutant les 2000 militants (le chiffre approximatif relativement arbitraire, est néanmoins fondé sur une réflexion en relation avec la position que l'OCI occupe actuellement), modifier « qualitativement » la place de l'OCI dans la période qui s'ouvrira avec l'explosion révolutionnaire. « Qualitativement », je le répète, non parce que nous nous considérerions alors comme le Parti révolutionnaire dirigeant, -ce que nous ne serons pas-, mais parce qu'alors les problèmes de la construction du Parti révolutionnaire pourront se poser à partir de l'OCI.* (c'est moi qui souligne)

Nous sommes en 1976, nous ne sommes qu'en 1976. Or, cinq ans plus tard, en 1981, il paraît évident, en suivant le raisonnement de Lambert, que « nos forces actuelles » d'alors, ayant permis de proclamer le PCI, ouvraient donc vers cette « première variante », la construction directe du Parti révolutionnaire. Les 2000 militants ont été recrutés et au-delà. La proclamation du MPPT en 1984, trois ans plus tard, marque bien une rupture complète avec le raisonnement tenu ici par Lambert, et qu'il ne démentit jamais : proclamer le Mouvement Pour un Parti des Travailleurs, c'était forcément renoncer à l'objectif du « Parti des 10 000 ».

Ce n'est pas là un texte isolé. En fait, toute la réflexion de la direction alors, sous la houlette de Lambert, se dirige vers cette question. Le combat qu'elle engagera peu après pour « le parti des 10 000 », vers lequel elle axera sa « méthode objectifs-résultats », un système de contrôle centralisé d'une rigueur implacable, qui tendra à l'extrême toutes les forces militantes, à commencer par le Comité central, jamais utilisé jusqu'alors, est tout entier justifié par cet objectif. La résolution du Comité central de début septembre de la même année le confirme :

> *Le plan de travail de l'OCI est entièrement basé sur cette perspective qui, en relation avec la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, débouche sur la possibilité d'aborder la crise révolutionnaire avec une OCI susceptible de combattre pour la construction du parti révolutionnaire à partir de ce qu'elle représenterait dans la lutte des classes. Cette perspective doit guider notre activité. Rappelons l'alternative établie par la stratégie de la L.O.R. : le fait que nous nous fixons l'objectif de construire une OCI capable de constituer un pôle direct de regroupement pour la construction du Parti révolutionnaire laisse néanmoins ouverte l'alternative suivante :*
> *L'activité d'une telle organisation, lorsque des grandes organisations traditionnelles se dégageront des courants et des formations larges de type centriste, sera-t-elle en mesure de constituer un pôle suffisamment fort pour entraîner directement les meilleurs cadres et militants ainsi dégagés dans la lutte directe pour le parti révolutionnaire de la IVème Internationale ? Ou bien faudra-t-il entrer dans telle organisation centriste, soit en fusionnant, soit comme fraction ?* ***Guider, comme nous le faisons résolument, notre activité sur le premier terme de l'alternative,*** *ne peut à l'heure actuelle constituer une réponse excluant l'autre terme de celle-ci. »*

En 1984, aucun « courant » ou « formation large » « de type centriste » ne s'était dégagé des « grandes organisations traditionnelles ». Le PCI était proclamé, toutes les raisons étaient donc réunies pour choisir « *le premier terme de l'alternative* ».

Or c'est la direction du PCI elle-même, je le répète, qui a artificiellement constitué une fausse « organisation de type centriste », et y a fait entrer « comme fraction » sa propre organisation, abandonnant du même coup ses objectifs de développement.

Aux sources de la « méthode objectifs-résultats »

Au XXIème congrès de l'OCI, en 1977, les effectifs sont donnés : 2 461 militants (1 250 pour la Province, 1 211 pour la région parisienne). Dans un délai très rapide (environ deux mois, pour le 1er avril) le congrès décide alors de passer à 3 000 militants. Ce qu'indique une note aux responsables de cellule :

> *Une chose est acquise : ces trois derniers mois ont constitué un apprentissage de la bataille du recrutement qui immédiatement commence. Le recrutement opéré indique de façon certaine que notre objectif de 5000 à 6000 militants peut et donc doit être atteint dans des délais à court terme. (...) En conséquence, le XXIème congrès décide d'organiser mois par mois cette bataille comme axe du plan de développement pour une période allant jusqu'à juin.*
> *Les objectifs suivants sont pris : La région parisienne : + 250 – La province : + 250, soit au total 500 militants.*
> *Les directions mettront immédiatement au point : a) école de secrétaires de cellules à Paris et en Province*
> *b) école de formation marxiste. c) les camps d'été (journées d'études) (...)*
> *Les secteurs de la région parisienne et les régions de province ont au cours du congrès établi leurs objectifs diversifiés de recrutement suivant les secteurs d'intervention. Ces objectifs s'établissent ainsi : Maitres auxiliaires : Province : + 90 ; Paris : + 110 – Instituteurs : Province : + 74 ; Paris :+ 63 – Etudiants : Province : + 178 ; Paris : + 97 – Métallos : Province : + 50 ; Paris : + 30 (...)*

On voit ici se constituer la prétendue « méthode objectifs-résultats », dont on mesure l'extrême précision et donc l'extrême contrainte qu'elle fait peser sur la totalité de l'organisation, qui en sera donc transformée dans son fonctionnement comme dans la nature des discussions politiques qui s'y dérouleront : tout sera ordonné, de plus en plus, autour des chiffres.

Les objectifs fixés de 5 à 6000, « dans des délais à court terme » ne seront en réalité jamais dépassés, même au plus fort des effectifs, en 1982, alors rassemblés dans des conditions qui ressembleront fort peu à celles des années 70. En 1979 éclatera l' « affaire Berg » dont je montrerai qu'il s'agit bien plutôt et surtout d'une « affaire OCI » tout entière.

---

14 - Au commencement étaient les principes : Le centralisme démocratique

Dès sa constitution, sur le plan de sa méthode de construction et de fonctionnement, l'OCI a voulu ou a affirmé se placer dans la droite ligne du parti bolchévique. On peut le comprendre, par exemple, à partir d'un article de Bulletin intérieur de 1965, non signé, qui fait suite au XIVème congrès de l'OCI, qui se fixa l'objectif essentiel du « passage du groupe à l'organisation ». Cet article ressemble bien davantage à une résolution de direction qu'à un texte de militant exprimant une divergence ou un apport à l'orientation. (Il est en réalité une polémique contre un camarade de Nantes d'alors, qui défendait et propageait les idées et les écrits de Reich et de Marcuse). L'article s'ouvre par une citation de Trotsky (extrait d'une lettre du Comité exécutif de l'Internationale Communiste à la Fédération de la Seine du Parti Communiste en 1922 - c'est moi qui soulignerai en gras) :

> *''C'est pourquoi les congrès communistes mondiaux ont dans leurs thèses et leurs résolutions spéciales, résumant succinctement la somme globale de la connaissance et de l'expérience acquises par les partis ouvriers de tous les pays avancés,* ***le principe même de l'organisation politique prolétarienne****.*
> *Centralisme – parce qu'il est impératif d'assurer l'unité dans l'action de toutes les sections du prolétariat et la simultanéité des manifestations sous un mot d'ordre commun unique, ceci ne peut être fait que s'il y a une concentration authentique de la direction entre les mains de responsables centraux et locaux, et si sa composition et son attitude vis-à-vis de la ligne politique est stable.*
> *Démocratie – parce que ces dirigeants centraux ou locaux, qui, dans certaines conditions, peuvent être réduits à un petit nombre, doivent être élus par tous les membres du parti, contrôlés par eux et responsables devant eux.*

> ***La concentration et la centralisation de la direction a parfois un résultat opposé et peut conduire à une domination arbitraire des dirigeants eux-mêmes : le résultat, c'est que les membres du parti deviennent insuffisamment actifs et qu'un régime oligarchique se crée…*** *La faute, cependant, ne vient pas du centralisme, mais plus précisément d'une application fausse de ses méthodes et de ses avantages. »*
> *(…)*

L'article poursuit peu après :

> *L'objectif politique que se fixent les révolutionnaires organisés dans le parti bolchévique* [la confusion est ici volontaire : l'OCI, c'est déjà, en cours de formation, le parti bolchévique français]*, c'est la constitution d'une armée homogène de combattants, soudés par le programme et disciplinés dans la lutte contre la bourgeoisie. L'assimilation du principe du centralisme démocratique est indispensable pour résoudre les problèmes qui se posent à notre organisation (rôle du parti, moyens d'assurer son développement et son implantation politiques). Appliquer le centralisme démocratique, c'est comprendre le processus de constitution du parti révolutionnaire, le la IVème Internationale, capable de renverser la bourgeoisie et de mener la classe ouvrière à la prise du pouvoir. Il ne peut pas se concevoir comme une série de règles et de lois universelles du type Déclaration des droits de l'homme. Ses formes d'application sont liées au caractère de la période, à l'acuité de la lutte de classe et, surtout, au stade de développement du parti révolutionnaire à travers lequel il s'exprime et qu'il permet de faire progresser. Le centralisme démocratique est le fondement de l'organisation à construire, sur la base du programme, face aux attaques idéologiques et policières de la bourgeoisie. (…)*

Durant toutes les années où l'OCI s'est construite, jusqu'à sa proclamation en PCI et au-delà, le principe du centralisme démocratique fut déclaré comme intangible. La direction se targua toujours, en toutes circonstances, de l'appliquer avec rigueur, compétence et honnêteté. Le texte poursuit peu après :

> *Pour que l'organisation agisse effectivement, elle doit présenter vers l'extérieur une activité très coordonnée. Le problème de la discipline découle des tâches que nous devons remplir : c'est un élément du centralisme démocratique sans lequel son effort pour la construction de notre parti serait vain. En ce sens, il nous faut différencier la discipline que nous impose la bourgeoisie dans les relations de travail et la discipline révolutionnaire que les militants trotskystes se donnent consciemment, dans le cadre de leur organisation, sur la base du programme de transition. Lénine explique à ce sujet que la seule liberté possible dans la société capitaliste ne peut exister que dans le parti centralisé démocratiquement sur la base du programme communiste.* ***Liberté absolue de discussion pour les marxistes au sein de l'organisation marxiste, discipline de fer à l'extérieur ! Toute faille, toute entorse à la discipline offre la possibilité à l'ennemi de classe d'introduire dans nos rangs son idéologie par l'intermédiaire d'éléments révisionnistes.*** *(…)*

C'est à ce croisement que se télescoperont par la suite d'importants problèmes. Je m'efforcerai de mesurer à cette aune quelques crises d'importance que traversa l'OCI, depuis l'affaire Varga (1973), jusqu'au départ de Cambadélis et de la fraction jeunes (1986) en passant par l' « affaire Berg » (1979) et l'exclusion de Stéphane Just (1984). L'exclusion de Pierre Broué, survenue quelques années plus tard, ne sera pas incluse dans ce travail, mais il sera possible d'y appliquer les mêmes critères. Le caractère commun des trois premières « affaires » est qu'elles concernent toutes les trois d'éminents membres de la direction d'alors. Le texte (probablement de la plume de Pierre Lambert ?) donne encore des précisions qui seront utiles pour la suite :

Chaque militant peut, à tout instant, discuter, étayer ou remettre en cause, dans le bulletin intérieur, partie ou totalité de la ligne politique. Le comité central et, entre ses sessions, le bureau politique, représentant de l'ensemble de l'orientation adoptée par la majorité de l'organisation, décide alors du déroulement de la discussion sur telle ou telle question soulevée par un camarade en fonction des tâches politiques qui sont celles de l'organisation dans une période donnée. En outre, le comité central est prêt à donner à toute tendance politique se définissant sur une plate-forme, le droit de se réunir et de s'exprimer publiquement dans les rangs de l'organisation.

Dans l'histoire de l'O.C.I., ni courant, ni tendance, ni fraction

A partir de ces critères, qui n'ont jamais été démentis mais, au contraire, constamment réaffirmés, on pourra rechercher les raisons d'un phénomène bien particulier : de 1965 à 1986, et bien au-delà, pas un seul courant, pas une seule tendance ne virent le jour dans l'OCI-PCI. Certes, quelques rares tentatives eurent lieu ici et là, à l'occasion de tel ou tel congrès, mais elles n'aboutirent jamais, et tous les congrès se déroulèrent toujours en présentant une façade unie, homogène, unanime ou presque dans ses votes. Bien sûr il faut noter que la dernière tentative de constituer une tendance, en 2015, à l'initiative de Daniel Gluckstein, se solda par une crise et une scission impliquant environ un tiers de l'organisation. La tendance ressemblait donc assez à ces rutilants lots de foire exposés dans le stand, mais qu'on ne gagne jamais.

Enfin, le texte de 1965 affirmait une méthode de discussion, jamais démentie, mais dont il faudra mesurer par la suite les degrés d'application (c'est toujours moi qui souligne) :

> *Notre organisation vit au milieu de la société capitaliste, elle est donc sans cesse soumise à la pression idéologique de la bourgeoisie. Elle se manifeste, dans nos propres rangs, par* ***une tendance permanente à la création et au développement d'un courant qui véhicule l'idéologie de l'ennemi de classe.*** *Si bien qu'au sein même de notre organisation nous avons à mener un combat permanent, l'arme de ce combat ne peut qu'être le centralisme démocratique. Cette lutte est aujourd'hui d'autant plus nécessaire et d'autant plus aiguë que l'organisation est en train de passer d'un stade de développement à un niveau supérieur, « le passage du groupe à l'organisation communiste ».*
>
> ***On ne saurait cependant en rien qualifier ceux qui se font les porteurs de cette idéologie, d'ennemis de classe. L'ennemi de classe, c'est le propriétaire des moyens de production, ce sont les hommes politiques de la bourgeoisie. Qualifier les staliniens, les sociaux-démocrates, les centristes, d'ennemis de classe, c'est miner toute possibilité de réaliser le front unique ouvrier*** [le texte aurait même pu dire : c'est s'interdire de mener tout combat réel pour le front unique ouvrier]. ***(…) Contre cette tendance, sans cesse renaissante, il faut mener une bataille permanente qui peut parfois déboucher sur l'exclusion de camarades,*** [quand] ***ils deviennent un obstacle au développement de l'organisation.***

Les formulations sont ambiguës, volontairement ou non. Elles reposent sur un postulat : la direction détient la vérité « de classe », elle est immunisée contre toute erreur, et tout avis contraire est nécessairement l'expression (qu'on qualifiera généreusement d'inconsciente) de l' « ennemi de classe ».

- On ne sait pas si l'exclusion a lieu parce que l'exclus est devenu « un obstacle » avant son exclusion, ou s'il le devient parce qu'il est exclus. Dans

trois des quatre cas cités plus haut –Varga, Berg, Just et Cambadélis-, l'exclusion se produisit lorsque la direction « prouva » à sa manière que ces dirigeants étaient devenus des ennemis « de classe » de l'organisation, ou des complices desdits ennemis. Cambadélis échappa à cette règle : il décida lui-même de partir -pour le PS- après des mois de complot pour préparer ce départ en masse. On peut même dire que ce départ fut une sorte de preuve inversée de l'impossibilité d'atteindre un certain niveau de discussion au sein de l'OCI-PCI. J'y reviendrai en détail.

- Les « obstacles au développement de l'organisation » constituent d'une certaine façon la vie même de l'organisation. On verra par la suite des cas multiples, surtout à partir de la fin des années 70, où la direction de l'OCI, réduite le plus souvent au seul Pierre Lambert, engagera un combat sévère contre les « obstacles » rencontrés dans l' « incompréhension », la « capitulation » ou l' « inassimilation » du comité central ou de tel ou tel secteur de l'organisation.

Car l'une des caractéristiques de ce texte est aussi qu'implicitement, il peut faire de son rédacteur un juge au-dessus de la mêlée, un *primus inter pares* que ne risquent jamais de toucher les problèmes de pression idéologique qu'il saura si bien déceler chez les autres. Ce seront là, et presque sans exception, les limites fort dangereuses apportées au « centralisme démocratique » si fortement revendiqué.

Le projet de rapport politique pour le XVIème congrès de 1969 (je n'ai pas retrouvé le rapport lui-même) revient sur cette question d'ailleurs récurrente :

> *Le parti révolutionnaire doit tout à la fois se distinguer comme une avant-garde centralisée et se fondre dans la classe ouvrière. Dans toutes circonstances, le parti révolutionnaire ne peut échapper à la pression des forces bourgeoises et petites bourgeoises véhiculées par la classe ouvrière elle-même. Le problème est de limiter cette pression, afin qu'elle n'impuissante pas le parti révolutionnaire dans l'accomplissement de ses tâches de direction. C'est à quoi répondent les principes du centralisme démocratique.*

L'OCI adoptera par la suite des Statuts, qui proclament clairement et précisément les droits de l'expression démocratique dans le cadre du centralisme, y compris les droits de tendance et de fraction. Ces droits resteront cependant lettre morte.

Par contre, deux exceptions seront par la suite et en permanence faites aux « principes du centralisme démocratique » : La première est Pierre Lambert lui-même, dont un grand nombre des activités échappa à l'organisation qu'il construisait et dirigeait. La seconde est le corps de permanents politiques dont il s'entoura progressivement, et dont aucun congrès de l'OCI ne demanda ni n'obtint jamais le contrôle ni la maîtrise. (Ayant été moi-même permanent technique pendant plus de trois ans, puis, une dizaine d'années plus tard, assimilé aux permanents politiques, bien que sans contrat ni statut juridique, pendant un temps égal, je n'ai jamais eu à rendre le moindre compte de mon activité devant une instance responsable de mon organisation, et surtout pas un congrès).

Pierre Lambert et la construction d'une direction

La personne de Pierre Lambert, dirigeant incontesté de l'OCI depuis sa création sous la forme du « groupe Lambert », et surtout son statut particulier dans l'organisation, constituent, sinon l'une des racines de la crise mortelle de l'organisation, du moins la preuve que l'OCI n'a jamais su passer entièrement « du groupe à l'organisation ».

Pour quelles raisons ? La question du centralisme démocratique est conditionnée par le problème de la direction. Quand j'ai été coopté à l'OCI, le 11 juin 1968, il n'y avait déjà dans l'organisation que deux dirigeants incontestablement reconnus : Pierre Lambert et Stéphane Just. Par la suite, et en dépit des talents incontestables qui se révélaient -comme Claude Chisserey et Charles Berg, venus du travail « jeune »- je n'ai jamais vu émerger de véritables dirigeants capables de jouer les égaux avec ces deux camarades, (peut-être à l'exception de Nemo, venu de la LCI, mais qui fit un passage-éclair au Bureau politique, et Daniel Gluckstein, mais dans un rapport politique très différent). Encore faut-il distinguer. Stéphane Just jouissait d'une aura incontestable, mais, pour un militant comme moi et comme des centaines et des milliers d'autres, il n'apparaissait que dans les congrès, les meetings et les Journées d'Etudes, pour des interventions et des discours flamboyants et remarquablement structurés, et sous la forme de sa signature au bas des articles de *La Vérité* qui constituaient pour nous des références indépassables. Nous savions aussi qu'il s'occupait du travail international, lourd et complexe (du moins, tant que la responsabilité ne lui en fut pas retirée par Lambert, peu après l'affaire Varga, si l'on se réfère à ce que Stéphane Just lui-même en écrit dans sa brochure *Comment le révisionnisme s'est emparé du PCI*.).

Pour les problèmes généraux de l'intervention quotidienne, dans les réunions hebdomadaires du samedi après-midi, dans la vie générale de l'organisation, pour discuter tout simplement, c'est Pierre Lambert qui avait seul la haute main. Claude Chisserey, Charles Berg, ''Ivan'', Annick de Dijon, plus tard Christian Nemo, apparaissaient comme la jeune garde montante. Il y en eut certainement d'autres, en petit nombre nécessairement. Pourquoi une véritable direction ne put-elle jamais se constituer ? C'était pourtant la condition sine qua non pour que le groupe passe véritablement à l'organisation.

Claude Chisserey s'est effondré, jusqu'au suicide en 1979, pour des raisons dont je ne sais que très peu de choses, mais qui semblaient bien être liées aux problèmes de direction.

Charles Berg fut éliminé en 1979.

''Ivan '' sombra deux ans après l'affaire Berg.

De même Annick, de Dijon, brillante dirigeante de province comme Ivan.

Christian Nemo ne résista que quelques mois au régime réservé aux permanents du local de l'OCI, il quitta l'organisation vers le début de 1981 sans doute, sans que les militants en sachent rien.

Stéphane Just enfin fut liquidé en 1984.

Quant aux autres militants, cadres brillants issus du travail jeune, de la génération de 1968 ou de la suivante, Lacaze, Robin, Rolland…, ils furent engloutis dans les tâches de permanents auxquelles Lambert les avait assignés. Stéphane Just est revenu dans sa brochure sur cette question (voir en Annexe). Ces permanents, très souvent retirés de la vie sociale avant même d'avoir travaillé, dès la sortie de leurs études (voire, comme moi, *pendant* leurs études), liés matériellement, politiquement, socialement, à la direction c'est-à-dire à Lambert, comment auraient-ils pu acquérir une pensée

indépendante, un véritable esprit critique, de véritables capacités de dirigeants, quelles que fussent leurs qualités intrinsèques de départ ? Or ces permanents sélectionnés par Lambert, que Stéphane Just appelle « le mini-appareil », constituèrent rapidement la majorité du comité central et du bureau politique. Aujourd'hui encore survivent quelques-uns d'entre eux, permanents depuis parfois un demi-siècle : quel être humain résisterait à cet état ?

Michel Sérac, par exemple, (qui refusa au bout de quelques années de rester permanent, comme le firent aussi « Rolland » et Benjamin Stora), fut absorbé plusieurs années durant par la très difficile et ingrate tâche de dirigeant de l'UNEF-ID. Il conserva par la suite un statut ombrageux dans la forme –et le caractère- mais sur le fond soumis. Seul Jean-Christophe Cambadélis –avec Luis Favre- émergea, choisi par Lambert dont il avait été une sorte de secrétaire durant quelque temps alors qu'il était encore étudiant. Mais ses qualités d'organisateur et de manœuvrier n'étaient pas étayées par des connaissances théoriques, économiques et politiques qui lui auraient permis de s'élever au-dessus de ses tâches de dirigeant de l'UNEF; sa formation demeura très incomplète et insuffisante. Ses qualités d'organisateur et de manœuvrier suffisaient à Lambert pour les tâches spécifiques qu'il lui avait confiées, en particulier les relations avec certains appareils. Je mentionnerai aussi Luis Favre (Felipe) à qui Lambert confia la responsabilité du travail international. Mais je connais très peu de choses de ce personnage qui connut dans l'organisation une ascension assez fulgurante. Il arrivait fort pauvre du Brésil. Lorsqu'il quitta le PCI pour un autre militantisme politique au Brésil, son pays d'origine, sans doute nettement plus rémunérateur, sa situation matérielle s'était beaucoup améliorée.

Autrement dit, de la direction qui aurait pu se constituer autour de Lambert, les uns disparurent par épuisement ou lassitude, les autres furent éliminés soit volontairement, soit comme conséquence de l'élimination volontaire de Charles Berg, les derniers partirent, mais je peux affirmer et tenterai de prouver que ces départs se placèrent dans le droit fil de ce qu'ils avaient appris sous la direction de Lambert. En ce sens, peut-on parler vraiment de trahison ?
Je ne peux pas parler de Daniel Gluckstein sur le même plan, bien qu'il soit incontestablement un cadre dirigeant de grande valeur, parce que sa montée dans la direction correspond au moment où l'OCI, devenue PCI, s'engageait dans une voie opportuniste qui la conduisit à sa perte comme organisation révolutionnaire. Gluckstein fut, après Lambert, l'artisan essentiel du combat contre Just et de son élimination, comme de celle, à sa suite, de dizaines d'autres militants dont l'électro-encéphalogramme se refusait à être plat (je précise que je n'en étais malheureusement pas). Il fut, à mon avis, celui qui comprit le plus vite le tournant radical pris par Lambert à partir de la fin 1980.

Je n'ai rien dit de la « vieille génération », pourtant brillante, de Gérard Bloch à Raoul en passant par François Forgue. Raoul quitta le parti dans des conditions que je ne connais pas. Gérard Bloch et François s'étaient soumis de longue date à Lambert, qu'ils connaissaient depuis des années cinquante. Ils ne combattirent jamais pour la constitution d'une véritable direction. François Forgue en reste le seul survivant, il écrit chaque semaine encore dans *La Tribune des travailleurs* dans la rubrique internationale.

Pierre Lambert s'est donc retrouvé seul, soit contre son gré, soit surtout qu'il l'ait voulu. De ce fait, la direction est restée monolithique durant de longues années.

Lambert en était parfaitement conscient, et il y revient souvent dans ses notes au comité central comme dans ses rapports de congrès, en particulier chaque année lorsque le congrès débattait de l'élection du comité central. On peut alors avoir l'impression que sa main droite ignorait ce que faisait sa main gauche. De la droite, il paraissait construire les éléments d'une direction, sachant très sûrement distinguer les plus capables d'entre nous ; de la gauche, dans les années 70, il détruisait.

Pierre Lambert avait donc acquis de longue date, vis-à-vis de son organisation, qu'il connaissait de fond en comble, des mains totalement libres. Le fait qu'il ait durant des années travaillé seul avec le secrétaire à l'organisation et aux finances, ''Sorel'', accentuait et nourrissait matériellement, pour ainsi dire, son « indépendance » et l'absence totale de contrôle que l'organisation aurait dû avoir sur lui. Il ne s'agit pas de questions techniques ou d'organisation : il aurait fallu des dirigeants de son calibre, de sa stature, et d'une manière ou de l'autre, la vie de l'organisation a fait en sorte que cela soit rendu impossible.

Ainsi, couplée avec la limitation fondamentale dans la discussion sur l'orientation générale, la question jamais résolue de la direction entrava de manière dramatique et mortelle l'existence dans l'OCI d'un véritable centralisme démocratique. Comment un véritable « centralisme démocratique aurait-il pu s'accommoder d'une fausse direction, sélectionnée ainsi, majoritairement composée de permanents « à vie » n'ayant jamais travaillé socialement ? Ce fut un obstacle essentiel, infranchissable, à la transformation de l'OCI en parti véritable. Ce fut aussi par cette fragilité que s'introduisit la maladie mortelle de l'opportunisme puis du révisionnisme.

Lire en annexe 1 la longue note de Lambert du 29/07/78 sur « les organismes de direction » comme exemple de « centralisme démocratique » bien ordonné. Les annotations en marge sont de Stéphane Just.

15 - 1973, année Varga

Je choisis l'année 1973 parce qu'elle rassemble deux éléments apparemment contradictoires.

Le premier est la progression de l'organisation dans son ensemble : elle atteint alors les 2 000 militants, soit près de quatre fois son effectif de 1968, cinq ans plus tôt. Il faut rappeler que « gagner des militants » n'était alors pas un vain mot : on devenait militant à l'issue d'une formation d'environ trois mois, découpée en 12 séances de « Groupe d'Etude Révolutionnaire » (à la fois théorique et pratique -exposés, lectures, et intervention dans le milieu de travail-). On n'« adhérait » pas : on était coopté –ou non- à l'organisation à l'issue de cette formation.

Le second est la crise de direction, ramenée à ce qui fut appelé l' « affaire Varga », présenté par la direction comme un « agent de la CIA et du KGB ». Au regard de la situation générale de l'espionnage dans le monde à cette époque, cela aurait constitué un véritable exploit, une incontestable rareté.

Le Comité Central de début septembre 1973, comme tous les Comité centraux de rentrée scolaire, revêt une importance particulière qui s'exprime dans une série de textes et projets de résolution préparés durant l'été. La diffusion de son journal *Informations Ouvrières* est alors d'environ 8 500, ce qui, avec les abonnements, aboutit à un chiffre d'environ 12 000.

> Dans sa résolution de novembre de la même année, le CC note que « *la signification de la campagne (...) est de permettre à l'OCI en unifiant (centralisant) l'activité politique de tous les militants de l'OCI, d'effectuer le pas qualitatif que constituera l'organisation centralisée, objectif fixé par le XVIIème congrès, non encore réalisé à ce jour. (...) Dans le cadre des perspectives politiques adoptées par les thèses au XVIIème congrès, et le Rapport politique du XVIIIème congrès, il nous faut considérer la solution de la question centrale non réglée. Par le travail militant de l'OCI, nous avons accumulé les matériaux épars que nous devons centraliser pour passer du groupe –dépassé mais qui se survit- à l'Organisation communiste centralisée. (...) Quelle est la situation de l'OCI ? Pour répondre à cette question, différents éléments sont à considérer, que nous pouvons énumérer comme suit :*
>
> > *a) La politique dégagée dans les Thèses du XVIIème congrès et le rapport du XVIIIème congrès a été confirmée par les événements dans ses lignes*

principales [sur le document qu'il a annoté, Stéphane Just met en marge de ce paragraphe un point d'interrogation].
b) Si nous avons avancé dans l'assimilation des méthodes de construction du parti et de la reconstruction de la IVème Internationale, force est de constater que c'est de ce côté que les difficultés n'ont pas été surmontées.
c) Si dans l'ensemble nous avons atteint nos objectifs de vente de IO (...) les disparités et les inégalités n'ont pas disparu, loin de là.
d) Si nous sommes capables de remplir la Mutualité, nous enregistrons, quelle que soit l'activité pour laquelle nous appelons la couche de militants et de jeunes à se rassembler, -meetings, journées d'études, etc.), c'est une même masse qui y participe.
e) Si nous sommes à même d'atteindre et de dépasser les objectifs financiers dans nos campagnes, si par là même nous constatons la solidité des liens que nous avons noués avec une couche plus large de travailleurs, la difficulté non surmontée à laquelle nous nous heurtons consiste à élaborer des méthodes pour organiser cette couche dans le cadre militant (OCI, AJS, AER, groupes politiques, Alliance ouvrière, UNEF, etc.) ».

Dans une autre note de la même année, Lambert (qui fut, rappelons-le, durant toute cette période, et sans exception connue de moi, l'unique rédacteur des notes politiques centrales et générales adressées au comité central ou à la totalité de l'organisation) revient sur le passage du groupe à l'organisation, à propos de la mise en kiosques d'*Informations Ouvrières* (qui fut rapidement abandonnée, les résultats étant un échec financier) :

« *Une telle orientation implique une rupture radicale avec les méthodes du groupe. Il nous faut, impérativement, maîtriser notre propre développement et en finir avec les décisions hâtives prises par un ou deux camarades sans étude ni discussion préalable. Une telle méthode de travail était inévitable pendant toute la période du groupe. Notre rôle se bornait alors à maintenir envers et contre tout un certain nombre d'acquis théoriques indispensables pour que, à une autre étape, les travailleurs puissent construire le parti révolutionnaire. Nous étions acculés à combattre sur une ligne défensive, le dos au mur, face aux appareils tout-puissants. Dans ces conditions, il était inévitable que le sectarisme, le refus de tout compromis, constituent le garde-fou qui permette à des militants ouvriers totalement isolés dans leur propre classe, de tenir et de remplir correctement le rôle historique qui leur était dévolu.*
Aujourd'hui, la situation est radicalement changée. Nous avons rassemblé à l'OCI une force militante qui est loin d'être négligeable et pèse sur le déroulement de la lutte des classes. De plus, nous avons noué avec les organisations de la classe ouvrière (même dirigées par des appareils au service de la bourgeoisie), c'est-à-dire avec la classe ouvrière elle-même, des liens de direction. [Stéphane Just souligne « des liens de direction » avec en marge un grand point d'interrogation]. *Enfin, nous regroupons autour de nous un nombre non négligeable de travailleurs et de militants.*
Cette situation nouvelle nous confère d'énormes responsabilités et les décisions que nous prenons ont des conséquences immédiates infiniment plus importantes que toutes les magnifiques déclarations de principe qui jalonnent la vie du groupe.
Par ailleurs, le BP, le CC et les cellules ne sauraient être ramenés au rang de simples exécutants d'une politique décidée en dehors d'eux. Une telle méthode, celle des « virages en épingle à cheveux », aboutirait immanquablement, si elle était appliquée, à la constitution d'une nouvelle bureaucratie incontrôlée. (c'est moi qui souligne)

Ces dernières phrases doivent être relevées:

1/ Si même les instances réputées suprêmes de direction de l'organisation –le BP et le CC- peuvent être imaginés comme de « *simples exécutants d'une politique décidée en dehors d'eux* », où donc peut si trouver cet « *en dehors* » ? Il se trouve dans les décisions individuelles, prises en dehors de tout contrôle par les responsables de tel ou tel secteur. Mais il se trouve aussi et surtout dans Pierre Lambert lui-même. Lambert était trop lucide et intelligent pour ne pas mesurer l'ampleur de la question : sa solitude comme dirigeant accepté et reconnu de tous les militants (même de ses interlocuteurs les plus proches comme Stéphane Just) lui fut contradictoirement un sérieux problème, jamais résolu.

2/ En 1979, Lambert reprochera violemment à Broué d'avoir fait état, dans un texte de bulletin intérieur, de la possibilité de l'existence d'une bureaucratie à l'intérieur de l'OCI (voir ce chapitre).

Il faut noter également que nous étions alors encore dans une époque où les directions syndicales étaient qualifiées pour ce qu'elles sont : des « *appareils au service de la bourgeoisie* ». Cette caractérisation a totalement disparu du vocabulaire du CCI, du POI comme du POID, depuis plus de trente ans. De plus, en fait, les seuls « *liens de direction* » que l'OCI détenait alors se résumaient à la direction de l'UNEF, conquise en 1971, à une importante organisation de jeunesse, l'AJS –déclinée en Alliance des étudiants révolutionnaires, Union des cercles lycéens etc.-, et à différentes positions syndicales (sécurité sociale, enseignement, PTT, RATP…) de moindre niveau, certes pas négligeables, et le plus souvent gagnées de haute lutte , représentant réellement une implantation dans le milieu.

Comment on évite une discussion politique de fond

L'affaire Balazs Nagy constitue-t-elle une bonne illustration de l'application du principe du centralisme démocratique tel qu'il fut appliqué par la direction de l'OCI, et, avec lui, par l'ensemble des organisations regroupées dans le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IVème Internationale (CORQI) ? En tout cas, elle ne fut jamais évoquée publiquement par la suite dans l'OCI, en dépit des zones d'ombre importantes qu'elle laissa dans la conscience de nombreux militants.

Stéphane Just écrit à ce propos dans sa brochure de 1984 *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI,* où il y consacre un paragraphe ambigu :

> *L'affaire Varga est un nouvel exemple des conceptions de Lambert quant à la direction et au fonctionnement de l'organisation. Il a littéralement propulsé Varga dans l'OCI et le C.I.* (Comité International, précédant le CORQI)*. Il l'a monté en épingle, promu rapidement au BP. Il l'a même aidé à financer ses affaires personnelles.*
>
> *Varga avait incontestablement des connaissances infiniment plus grandes que beaucoup des dirigeants du PCI et de véritables capacités. Mais le système de direction de Lambert a permis à Varga de faire à peu près ce qu'il a voulu tant qu'il semblait être un de ses « fidèles » et que, malgré l'accroc de la IIIème Conférence du CI* [en 1966, Varga chercha avec des dirigeants de la SLL anglaise à monter une opération qui consistait en un projet de fusion entre l'OCI et Voix Ouvrière, l'ancêtre de Lutte Ouvrière, ainsi qu'une unification aux USA entre les partisans du CI et le groupe Spartacist. Il reconnut ensuite son « erreur » et rentra dans le rang], *il semblait appliquer ses directives. C'est sans doute la raison de la violence extraordinaire dont*

Lambert a fait preuve contre Varga lorsqu'à la conférence internationale de juillet 1972, il s'est aperçu que Varga le doublait et menait son propre jeu.

Il revient, sous un autre angle, sur « l'affaire Varga » dans un autre paragraphe, plus loin dans la brochure (p.37 après la p.13) :

Il est tout de même inquiétant qu'un certain fonctionnement de l'OCI ait permis à Varga d'occuper les postes de direction qu'il a occupés. Bien sûr, il n'y a aucune garantie que l'OCI ne puisse être infiltrée au plus haut niveau. Tout de même, un examen sérieux de la façon dont avait pratiqué Varga et [de] *comment il avait utilisé un certain fonctionnement de l'OCI n'aurait pas été superflu. Mais on aurait découvert la façon dont Lambert pratiquait, le copinage et bien d'autres choses.*

Stéphane Just en reste là. Il ne parle pas de la brochure, dont il fut le rédacteur principal, datant de 1973, intitulée *Provocation dans la IVème Internationale – L'itinéraire du provocateur Varga*, dans laquelle la direction de l'OCI entend établir que Varga était en réalité un « agent double » infiltré dans les rangs des révolutionnaires, présentant la très rare caractéristique d'être à la fois agent de la CIA et du KGB, réunis pour la circonstance. Il ne dit rien non plus de la chasse brutale, féroce, qui fut ensuite organisée contre le petit groupe de militants français qui avait suivi Varga. En réalité, comme bien d'autres dirigeants de l'OCI d'alors, il en était très troublé, et gêné. Mais ce « cadavre » fut mis, avec d'autres, dans les placards de l'OCI, qui s'en sont peu à peu remplis.

Varga (Balazs Nagy), mort en Août 2015, était un militant ouvrier hongrois né en 1927. Il est membre du parti communiste hongrois à 17 ans. Son « comportement critique » envers la politique stalinienne lui vaut en 1952 d'être exclus du parti et de l'université où il était attaché d'enseignement, après quoi il travaille comme ouvrier et chauffeur de camion. Il rejoint ensuite l'opposition anti-stalinienne d'Imre Nagy, est réintégré dans le parti, fonde avec d'autres jeunes oppositionnels le Cercle Petöfi, mouvement et forum critique anti-stalinien. Il est l'un des organisateurs de la grande manifestation qui aboutit à l'explosion de la révolution hongroise de 1956, où il collabore avec Imre Nagy. Il émigre en France, et rejoint finalement le trotskysme en 1963 grâce notamment à ses discussions avec Pierre Broué.

Il est rapidement à la fois membre de la direction de l'OCI, et dirigeant d'une organisation trotskyste d'émigrés hongrois, d'où il exerce une influence déterminante sur l'ensemble des petits regroupements trotskystes de pays de l'Est, dont l'essentiel est dans l'immigration également. En 1972, il lance une offensive dans le CORQI, visant à séparer ces groupes sous son contrôle politique, du contrôle du CORQI, au prétexte qu'il s'agit d'un combat de nature différente, s'agissant des pays dominés par la bureaucratie stalinienne, que le CORQI manque d'homogénéité politique, et qu'à l'Est l'OCI soutient des politiques capitulardes... Il semble bien qu'il veuille ainsi créer sa propre organisation et échapper de fait au contrôle que Lambert exerce sur l'ensemble. Il semble bien aussi qu'au lieu de chercher à mener un combat clair et loyal, il tente de fuir toute confrontation directe, toute discussion, dans des réunions nationale comme internationales où ce point était pourtant mis à l'ordre du jour avec son accord, peut-être parce qu'il comprenait la faiblesse théorique de ses positions ? Mais cela ne faisait pas pour autant de lui un espion...

Dans la chronologie reconstituée à partir des dates dispersées dans un grand désordre aux quatre vents de la brochure, cela donne :

- **1957** : Varga, sorti de Hongrie, entame des contacts avec Pierre Broué. Pendant ce temps, il essaye de recueillir des fonds pour constituer le cercle Petofi qui existait en Hongrie, apparemment fondé notamment par lui, dès 1954), fonds qu'il quémande à tous les râteliers, en particulier ceux des différents organismes idoines de l'impérialisme américain. Cette activité dure, sous diverses formes et par diverses fortunes, jusqu'en 1960.
- **1962** : Varga entre à l'OCI. La brochure semble faire remonter cette adhésion (p.4) à la 2ème Conférence du Comité international, tenue à Londres en 1964. Flou démenti par ce qui suit.
- **1963** : Sa Ligue révolutionnaire Hongroise est affiliée au Comité International. Il est investi de responsabilités dans l'OCI (BP) et dans le CI.
- **1966** : à Londres, lors de la 3ème Conférence du CI, alors que jusque-là, de 1962 à 1966, « *Varga a voté régulièrement toutes les résolutions, tous les rapports présentés par l'OCI sur les problèmes relatifs à la reconstruction de la IVème Internationale,* (...) *a, dès le premier jour, organisé un feu roulant contre la délégation française. (...) C'est à cette 3ème Conférence du CI, en 1966, que la délégation de l'OCI a posé, pour la première fois et dans toute sa clarté, le problème de la continuité de la IVème Internationale contre des participants qui refusaient, avec l'aide de Varga, d'assumer la prise en charge de l'Internationale proclamée en 1938 (...). Varga dut reculer avec précipitation. A l'époque, en 1966, l'OCI estimant que Varga n'avait pas encore pu assimiler le Programme et l'Histoire de la IVème Internationale, l'a sauvé d'un écrasement politique total après qu'il se fut livré à la plus pénible des séances d'« autocritique », abandonné par ses alliés de la veille. (...) De 1966 au 9 juin 1972, Varga-Nagy, en apparence, comme nous l'avons établi, marche étroitement avec l'OCI. Il ne manifeste nulle divergence.* »
- **14 avril 1972** : Varga au BP de l'OCI vote (comme le reste des membres du BP) une résolution définissant les tâches du travail international de l'OCI.
- **23 et 24 avril 1972** : Au CC de l'OCI, Varga, comme l'unanimité des présents, « *donne quitus de leur mandat aux camarades Just et Marc, représentants de l'OCI à la conférence sud-américaine qui s'est déroulée avec la présence de Guillermo Lora, représentant du POR bolivien ».*
- **19 mai 1972** : Au BP, Varga adopte, avec l'unanimité du BP, le rapport sur la reconstruction de la IVème Internationale que doit présenter l'OCI à la 2ème session de la Pré-conférence en juillet
- **9 Juin 1972** : « *Varga se découvre pour la première fois des « divergences », remettant en cause ses votes antérieurs (...) Néanmoins, il continue à estimer mineures les divergences qui l'opposent au BP de l'OCI, tandis que les membres du BP n'estiment nullement incongrue la position –jugée alors erronée- de Varga.* » Traduit en français, cela semble signifier que, tandis que Varga cherche à minimiser les divergences qu'il a exprimées, au contraire le reste du BP les considère importantes.
- **12 Juin 1972** : divergences émises au BP de l'OCI « pour la première fois » à propos de la conférence internationale en préparation. (quelle est la différence avec le 9 Juin 1972 ? Est-ce une confusion de dates de la part du rédacteur ?)
- **23 Juin 1972** : « *Varga transmet un document où il définit ses positions. A la question : ce document est-il soumis comme un texte de discussion pour la 2ème Session de la Pré-conférence, auquel cas l'OCI l'éditerait immédiatement ? Varga répond : ''C'est un texte visant à clarifier les divergences entre nous ». Varga proteste toujours de son ''accord avec l'OCI sur de multiples questions* ». Traduit en Français, cela signifierait que : a : Varga publie un texte « interne » (à quoi ? au BP ?) b : il refuse de le présenter comme texte de discussion, ce qui paraît bien marquer une phase intermédiaire avant l'engagement d'un combat à visage et positions

découverts. C'est donc la suite de la différence d'appréciation entre Varga et le reste du BP sur l'ampleur de ses « divergences ».

- **3 Juillet 1972** : Un des camarades de Varga (appelés dans la brochure « acolytes ») lance « *à l'insu de Varga, une violente attaque contre l'OCI qui, à première vue, semble relever d'un problème de personnes. En fait, et bien que sur le moment cela n'apparaisse à personne, il s'agit de la plus importante des questions, celle qui va concentrer toutes les questions de programme et de méthode.* »
- Remarque : malgré l'importance présentée comme décisive de cette question, la brochure ne l'explicite pas. Le lecteur est donc prié de croire le rédacteur sur parole. C'est là une des astuces assez coutumières de la mauvaise foi : pousser les hauts cris sans expliquer pourquoi il les pousse. Quant à Varga, à qui il est demandé de prendre position, il « *se contorsionne, s'efforce de limiter l'incident à une question personnelle, protestant de son ''affection'' etc.* ») Remarque : si on lit bien le texte ; Varga ne fait pas autre chose que ceux qui « *sur le moment* », ne voient pas autre chose qu'un incident de cet ordre. Mais ce qui chez les autres est myopie est chez Varga ruse, cela va de soi, surtout que l'incident s'est produit, reconnaît la brochure pourtant peu coupable de mansuétude à son égard, à l'insu de Varga.
- **4 Juillet 1972** : Dans une déclaration, il reconnaît : « *Dans l'histoire du Comité international, il y a au même poste de cette reconstruction, principalement, l'œuvre de l'OCI. J'ai maintes fois affirmé, j'affirme ici, l'OCI comme force motrice du Comité International* ». Il ajoute cependant : « *Mais le Comité International n'est pas devenu section de l'OCI.* » Pourtant, à la suite, Il n'en vote pas moins une résolution proposée par Lambert ou Just ou les deux, contradictoire avec ses divergences précédentes (dit la brochure) : « *Varga estime que l'OCI n'a jamais entendu mettre en tutelle ou manipuler la « Ligue » hongroise ou toute autre organisation.* »)
- **Juillet 1972** : Lors de la 2ème Session de la Pré-conférence (du CI ?), Varga « *tente d'obtenir* » l'exclusion du P.O.R. de Bolivie du C.I.
- **Juillet 1972** : « *Varga, prudemment, constitue, à partir de ce qui n'est qu'une clique, une fraction sans plate-forme.* » Aucun élément n'est donné dans la brochure sur les preuves de ce qui est avancé (qui peut parfaitement être avéré, mais rien n'est fait pour convaincre le lecteur, il doit prendre cette affirmation pour argent comptant).
- **7 septembre 1972** : « *Sous la signature de Michel* [son nom dans le Parti], *Varga-Nagy expédie aux militants de la Ligue hongroise un « projet de statuts provisoires du comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est. Nous y lisons :''*Définition : a) Le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) d'Europe de l'Est est un organisme de la IVème Internationale, basé sur le Programme de fondation, pour l'ensemble des organisations, groupes et militants trotskystes de l'Europe de l'Est, URSS comprise.'' Ce projet de statuts ne donne lieu à aucune explication de la part de Varga y compris aux militants des pays de l'Est, et même il reste parfaitement inconnu des militants de l'OCI investis dans le travail international (Josef et Just). La brochure explique (p.11) : « *Le Comité d'organisation est donc non seulement promu au rôle de « parti multinational », il sera consacré, pour répondre aux vues de Varga, à une autre étape, ''Internationale de l'Est'' appliquant* ''pleinement le centralisme démocratique''. *Autrement dit, nous avons maintenant affaire à une ''Internationale des pays de l'Europe de l'Est », l'Internationale du ''monde stalinien''.* La critique cohérente et ferme (avec laquelle je suis totalement en accord) est développée dans les pages 11 à 14.
- **Octobre 1972** : Varga « *sous la pression de l'OCI* » définit enfin ses positions dans un document. Le combat s'engage, les fleurets sont démouchetés. La brochure est dégainée.

Il y a donc deux séries de dates, très nettement séparées dans la réalité, plus que dans la brochure : celles des archives de Varga, qui vont de 1957 à 1960, et celles qui concernent l'activité et les évènements liés à l'activité de Varga dans l'OCI et le CI, de 1962 à 1972. La première série de dates relève d'une analyse d'un tout autre type que celles correspondant à l'activité militante de Varga comme militant trotskyste. La seconde série seule relève du combat politique normal, polémique, marxiste.

Je ne prétends pas entrer dans ce débat plus avant, mais il semble bien que Nagy ait cherché surtout des prétextes, sous forme d'accusation politiques assez grossières, pour scissionner et devenir maître sans contrôle de sa propre organisation. Ce qui m'intéresse ici, c'est la manière dont Varga et ses partisans furent combattus. Dans un premier temps, après une première caractérisation politique dans l'OCI, une « *résolution unanime sur la ''fraction'' créée par Varga* » est adoptée par le Bureau international du CORQI, dont Varga s'est retiré sous un prétexte construit par lui, qui introduit une première caractérisation inquiétante :
« (...) *Varga et ses émules tentent de se dérober à la discussion politique.* ***C'est l'attitude naturelle d'un agent ennemi embusqué au sein de l'organisation qui combat pour la reconstruction de la IVème Internationale pour tenter de la détruire.*** » Le titre que *La Vérité*, qui publie cette résolution, lui donne (sans que l'on sache si c'est le titre de la résolution) est : « ***Une agence politique au service de la bureaucratie du Kremlin***. »

Il ne s'agit donc plus de chercher à tout prix, et en dépit de ses résistances certaines, à ouvrir une véritable discussion avec Varga, dont l'enjeu était d'importance pourtant : préserver les forces précieuses qui avaient commencé d'être rassemblées de militants des pays de l'Est, de même de les contacts politiques si difficiles avec d'autres militants encore dans ces pays. C'est déjà une condamnation et un rejet dans les ténèbres extérieures en tant qu' « agent ennemi ».

Accuser d'abord, prouver... jamais

Dans la brochure, l'affirmation vient en premier. Les « preuves » en viendront ensuite, irréfutables selon la direction de l'OCI, rassemblées dans la brochure déjà nommée. Regardons-y de plus près. Ces « preuves » sont trouvées en fouillant dans les archives et la correspondance que Varga a laissées chez un vieux militant de l'OCI (pour un espion, c'est une pratique qui vaudrait au moins le licenciement immédiat). Cet homme « *plus que prudent en toutes choses* » écrit pourtant le rédacteur p.2... Elles sont donc le fait d'un vol, d'une pratique dont l'honnêteté n'est pas la première qualité. (Une dizaine d'années plus tard, Stéphane Just sera la victime de la même pratique, dans le petit bureau qu'il occupait dans le local de l'OCI-PCI, au 87 rue du Faubourg Saint-Denis. Il ne put jamais récupérer un certain nombre de ses archives personnelles, notamment).

Dans sa préface, on lit : « *Le lecteur qui serait indécis devant l'analyse politique à laquelle nous procédons dans cette préface et demanderait fort légitimement des explications plus complètes fera bien d'aller tout droit aux lettres et extraits des*

archives publiées dans la brochure et qui prouvent la provocation. Peut-être, ensuite, cette préface lui sera-t-elle de quelque utilité. »

Avant d'arriver en page 5 à l'affirmation : Varga « *se vend littéralement à la CIA et au département d'Etat* » américain, le lecteur se trouve sous une forte préparation d'artillerie. Il est reproché à Varga, comme une preuve de son allégeance stipendiée à l'impérialisme américain, d'avoir cherché des fonds pour l'une ou l'autre des organisations qu'il chercha à construire entre son passage dans l'immigration et son entrée dans l'OCI :

> *Varga-Nagy poursuit en prétendant frauduleusement* « qu'il n'avait jamais caché son ancienne opinion et activité qui étaient publiques et bien connues par les dirigeants de l'OCI ». *Le provocateur pris au piège s'enferre : Varga a-t-il à un moment quelconque rendu publique par exemple cette lettre envoyée par lui, le 9 juillet 1958, à l'un de ses correspondants en Amérique :* « *Comme ce sont des projets grandioses et qu'il semble qu'il y ait de l'argent aussi que nous le fassions ou pas, de toute manière, il y a un gros lot sur le tapis. Je te demande expressément de vérifier les choses. Ce qui m'intéresse n'est pas à quel point la fondation est réactionnaire (...) L'organisation en question pense-t-elle sérieusement nous financer ?* » *Quelle importance pour le provocateur de travailler pour un institut réactionnaire, l'essentiel est que les dollars tombent. Varga-Nagy n'a évidemment jamais fait état de cette lettre ni d'autres documents établissant sa fonction d'agent payé par la CIA.*

Plus loin sur la même page il est parlé de « *son activité d'appointé du département d'Etat et de la CIA* » (sans que soit produite à cet effet la moindre « fiche de paye » ou ses équivalents).
Mais le lecteur peut se demander pourquoi Nagy aurait dû faire état de se correspondance datant d'avant son entrée à l'OCI. Le lecteur peut se dire que jusqu'ici seuls les staliniens exigeaient, à travers les « bio » qu'ils faisaient rédiger et re-rédiger par les cadres du parti, une transparence totale sur leur passé. La brochure ne mentionne pas comment Varga avait présenté son parcours passé à la direction de l'OCI. Le lecteur ne peut confronter.

Dans les années 50, 60, et sûrement après, la politique de l'impérialisme américain a été constamment tournée vers l' « aide » intéressée et parfois –souvent- à fonds perdus, à des initiatives du genre de celles que Balacz Nagy a prises alors. Elle l'avait bien fait à la fin des années 40 pour soutenir la construction de FO. Ces choses-là se savaient bien sûr dans l'immigration des pays de l'Est. Cela signifie-t-il forcément que toutes ces initiatives et les hommes qui en furent les initiateurs étaient dès lors inféodés, stipendiés, rémunérés ès qualités, transformés en espions par l'impérialisme US et sa CIA ? Et puis qu'attendre d'autre, au moins dans leurs débuts, d'hommes qui eurent affaire leur vie durant au stalinisme tel qu'il existait dans les pays de l'Est ? Quelles oies blanches issues de ces carnages des esprits et des corps devaient s'attendre à trouver les vertueux et impavides militants français au sort finalement assez confortable au regard de ce que bien d'autres de par le monde subissaient ?

Page 7, un passage concerne une conférence destinée à regrouper l'émigration hongroise d'après 1956, « *indépendamment des Américains et de Kadar* », écrivent les rédacteurs de la brochure, qui veulent encore une fois confondre Nagy :

> *Le 13 novembre 1957, Sandor Borsos, qui est à l'origine de l'initiative, expose les buts de la conférence : ''*Je déclare dès maintenant : nous nous séparerons des éléments carriéristes opportunistes et de l'ancienne émigration. Nous ne sommes absolument

pas prêts à faire avec eux des compromis et nous les démasquerons. Ainsi nous enlèverons à Kadar un argument de propagande contre les forces démocratiques et socialistes et nous ne nous laisserons pas séparer d'elles. Pour ce qui est de la politique, Balazs Nagy devrait savoir que partout il y a de la politique.''

Que va répondre « politiquement » Balasz Nagy-Varga à cette initiative ? Dans une lettre du 8 novembre 1957, il avait écrit à Sandor Borsos [ici, le lecteur voit surtout que la « réponse » précède la « question » de quelques jours. La brochure ne donne aucune autre « réponse » postérieure. C'est donc en réalité Borsos qui répond à Nagy. Pourquoi avoir inversé?]

''J'ai reçu l'invitation à la Conférence des forces populaires ; elle m'a vraiment étonné. Je ne peux pas être d'accord avec tes critiques envers l'ancienne et la nouvelle émigration. De tes critiques, il découle que la politique de l'émigration est en bloc contre-révolutionnaire, celle de la nouvelle émigration elle aussi qui, par sa nature, est condamnée à être la victime de la politique artificieuse et aride des politiciens de l'émigration''. *Il suffit de comparer la réponse* [cette fois c'est bien une réponse, au lecteur de se désemmêler cet écheveau] *de Sandor Borsos à la lettre de Varga pour s'apercevoir que Varga-Nagy tente, frauduleusement* [?] *de prêter à son interlocuteur des positions qui ne sont pas les siennes.* [Mais, pour être sûr qu'il s'agissait d'une interprétation frauduleuse, il aurait fallu que le lecteur sache comment Borsos avait présenté la question auparavant. En inversant question et réponse, les rédacteurs font passer pour une interprétation frauduleuse ce qui ne peut être ici lu, si on rétablit l'ordre chronologique, que comme, de la part de Borsos, une clarification de ses positions nécessitée par les oppositions de Varga. Telle est l'utilité, elle vraiment frauduleuse, de l'inversion].

Enfin, page 15, l' « *en guise de conclusion* » prend les devants des réactions pouvant surgir à la partie fumeuse de cette préface : quiconque douterait de la solidité de l'accusation ferait partie de *« la foule des ennemis du trotskysme* », et même des « *malins qui se croient trotskystes* ». La méthode qui consiste à confondre celui qu'on accuse avec ceux qui doutent de la validité de l'accusation sera ensuite élevée au rang de principe lorsqu'il s'agira de l'exclusion de Stéphane Just. Just ne sera pas exclu pour ses idées, mais pour avoir refusé de reconnaître dans un militant, Mélusine, un agent stalinien. Ensuite, cette reconnaissance sera utilisée comme un filtre pour éliminer tout risque d'opposition dans le parti.

Page 16, le texte donne la parole à un lecteur « de bonne foi » :

''Certes, ***les archives établissent que Varga-Nagy a été appointé par la CIA et le département d'Etat****. Mais agent du KGB, alors non ! Vous n'êtes seulement capables que de le déduire ! Il n'y a pas de preuves, etc.'' Comme s'il était plus honorable d'être agent de la CIA qu'agent de la Guépéou ! Que répondre à de tels arguments ?*

Il y a ici une double duplicité : d'une part, les archives de Nagy n' « établissent » nulle part « que Nagy a été appointé par la CIA et le département d'Etat ». Les dirigeants de l'OCI auraient pu qualifier de la même manière la direction de Force ouvrière au moment de sa scission avec la CGT en 1947, joignant leurs voix à celles des staliniens qui ne s'en privèrent pas. D'autre part, en plaçant le lecteur dans la position où il reconnaît ce « fait » présenté comme incontestable, on lui fait déjà enfiler en douce une manche du costume d'accusateur.

La suite de l'argumentation est à la hauteur :

Que l'on soit en accord ou en désaccord avec les positions politiques de l'OCI, personne ne peut contester que ''nos idées'' doivent être mises en relation avec les

intérêts du prolétariat. On devrait, ce nous semble, nous accorder qu'un homme, ''Varga'', qui a quémandé des dollars à la CIA et au département d'Etat, ne pouvait, infiltré dans les rangs de l'OCI, que chercher à détruire une organisation qui –bien ou mal, cela est une question d'appréciation- combat pour organiser l'avant-garde pour la révolution prolétarienne.

Cette réponse satisfera-t-elle nos critiques ? Nous en doutons. Mais ce dont nous ne doutons pas, c'est que les militants ouvriers, les jeunes et les intellectuels qui entendent se dévouer à la cause de l'émancipation de l'humanité, nous comprendront. (...) Par l'analyse politique, basée sur des faits et documents, nous pensons avoir démontré la machination d'un agent double qui travaillait conjointement pour la CIA et le Guépéou (principalement dans le Guépéou). La révolution politique qui mûrit dans les pays de l'Est, et en particulier en Hongrie, ne manquera pas d'apporter toutes les données et précisions complémentaires.

Il y a un premier syllogisme implicite :
a) L'OCI, « personne ne peut le contester », a des idées en relation avec les intérêts du prolétariat.
b) Varga a « quémandé » de l'argent à la CIA et au département d'Etat.
c) Donc Varga ne peut être entré dans l'OCI que pour le compte de la CIA et du département d'Etat dans le but de détruire l'OCI.

Le second paragraphe est plus retors encore : ce ne sont pas les « faits et documents », mais l' « analyse politique basée » sur eux, qui « démontre la machination d'un agent double ». Pour ce qui est du « Guépéou », devenu depuis KGB, pas l'ombre d'une preuve, sinon que, venant de Hongrie, Nagy ne peut qu'en être un agent. Enfin, pari sur l'avenir, on compte bien sur la prochaine victoire de la révolution hongroise pour confirmer cette « démonstration » : c'est pour ainsi dire chose faite ! Les preuves viendront après.

Pourtant, la brochure ne manque pas d'arguments politiques (entre pages 8 et 15), qui auraient largement suffi à combattre les positions politique de Varga, et auraient surtout permis de poursuivre la discussion dans des conditions saines avec ceux qui le suivaient. Da tentative d'opération fractionnelle, et même « cliquarde » (c'est à dire sans texte) pour constituer une organisation chapeautant l'ensemble des groupes des pays de l'Est, n'avait certes pas besoin d'être caractérisée de policière. Au contraire, le faire ainsi, c'était être assuré de ne pouvoir rien discuter ni retirer de positif des militants qui suivaient Varga, ni de l'isoler y compris de ses propres camarades, ou de la majorité d'entre eux, dans les conditions saines d'une confrontation politique sur la base du programme et des principes. C'était donc accepter d'entrée de sacrifier des liens aussi fragiles que précieux.

La façon dont la direction de l'OCI a convaincu-contraint les militants de l'OCI, et ceux des autres organisations à l'échelle internationale est du type : qui n'est pas avec moi est contre moi ; elle contient donc une menace implicite à l'aide de l'argument d'autorité du type : tout militant ouvrier honnête ne peut que penser... (*ce dont nous ne doutons pas, c'est que les militants ouvriers, les jeunes et les intellectuels qui entendent se dévouer à la cause de l'émancipation de l'humanité, nous comprendront.*) . Cette méthode, je le répète, sera ensuite utilisée à grande échelle lorsqu'il s'agira non seulement d'exclure Stéphane Just, mais tous les militants qui, peu ou prou, gardaient des doutes ou des soupçons à propos de la façon dont Just avait été exclus, et à propos surtout des positions politiques qu'il défendait en 1984.

A la recherche de la vérité

On peut déjà tenter de reconstituer les choses de la manière suivante (pour laquelle il faudra remettre dans l'ordre le déroulement chronologique des événements) :

- Varga, qui pendant des années, à une anicroche près en 1966, avait tout approuvé, révèle soudain une ou des divergences radicales, qui paraissent surprenantes, en juin 1972, lors d'une conférence internationale.
- Sommé d'écrire ces divergences au moment où se révèle, en septembre, l'existence d'une fraction secrète, l'OCI découvre la préparation d'une organisation ayant Varga à sa tête et regroupant les groupes des pays de l'Est, URSS comprise, avec des statuts.
- La direction de l'OCI, qui semble bien avoir combattu pour la clarification politique maximale, peut alors caractériser l'entreprise de Varga et remonter à ses racines politiques.
- C'est alors qu'on passe du politique au policier, de Just à Lambert : la « découverte » des archives de Varga, très « imprudemment » conservées chez un vieux militant trotskyste (surtout de la part d'un homme si prudent), permet d'apprendre des aspects du passé de Varga qui n'ont rien de particulièrement reluisant : un homme qui manœuvre, intéressé à développer une organisation aux contours politiques mal définis, avec tout appui financier qui voudra bien se présenter, l'argent n'ayant pour lui pas d'odeur. Mais sans qu'il soit jamais établi que Varga est, même dans ces années-là, en lien avec la CIA, suppôt de l'impérialisme US, et moins encore au KGB et à l'appareil stalinien de Moscou via Budapest !
- De ces archives, Lambert, entrainant à sa suite Just et toute la direction du parti, puis des autres organisations membres du Comité International (à ma connaissance), construit la théorie du complot CIA-KGB sous les traits de l'infâme Varga, agent double ou triple.
- La brochure est le compromis (compromettant Just) entre l'analyse politique parfaitement recevable –et même sur notre plan, nécessaire-, permettant de mener sainement le combat contre l'entreprise de Varga, et l'analyse policière frauduleuse, largement construite sur l'amalgame, la persuasion menaçante, la fausse évidence, le truquage, de Lambert, qui annihile la première.

Mais, au-delà, c'est un procédé qui cherche avant tout à court-circuiter une discussion politique. Pourquoi Lambert a-t-il procédé ainsi ? Stéphane Just en donne en creux une indication : S'il avait laissé se développer une discussion politique saine à propos des divergences considérables élaborées et révélées par Varga, qui y fut contraint politiquement, cela n'aurait-il pas pu entraîner la révélation, la mise au jour, de certaines des pratiques personnelles de direction de Lambert, et cela lui était impossible et insupportable, étranger en tout cas à sa propre conception de sa place et de son rôle ? Car, comme le rappelle Stéphane, c'est Lambert qui a propulsé Varga aux responsabilités importantes qu'il eut dans l'OCI et dans le CI. La seule façon était donc la chirurgie mutilante : couper court et net, quel qu'en soit le prix politique.

Il serait évidemment intéressant de connaître les conclusions précises de la commission d'enquête qui s'est réunie quelques temps après l'éclatement cette affaire (Varga ayant refusé d'y comparaître), avec la participation de la LCR, de LO, le SWP américain et la tendance spartakiste internationale. Elle a lavé Varga des accusations portées contre lui. Mais je ne les possède pas.

Il faut remarquer aussi que dans les archives révélées de Varga ne figure aucun texte, aucune lettre expliquant ou relatant l'entame et la continuité des contacts entre Varga et la direction de l'OCI, dont Pierre Broué fut le premier à s'occuper. On ne sait donc pas comment Balacz Nagy a présenté aux trotskystes son évolution politique, ce qui aurait été sans doute une précieuse indication sur sa sincérité. Cela semble bien apparaître comme une faille dans la démonstration que cherche à faire le rédacteur de ces révélations. Il semble bien qu'il lui fallait instruire uniquement à charge, et éliminer tout ce qui pouvait infirmer ou invalider le jugement *a priori* qu'il cherche à imposer aux lecteurs, c'est-à-dire a) aux militants de l'OCI, b) aux militants des groupes trotskystes de pays de l'Est et à leurs contacts c) aux organisations du CI.

Un petit chapitre est consacré à l'antisémitisme de Balacz Nagy exprimé dans sa correspondance (p.84 et 85). Celui-ci est alors incontestable. L'antisémitisme dans les pays de l'Est était un état d'esprit qui débordait largement les cercles de la bureaucratie stalinienne, et n'avait pas eu besoin pour exister d'en passer par elle. Là encore, le bénéfice du doute aurait dû être accordé à Varga pour sa transformation, à partir du moment où il avait rejoint les rangs de la reconstruction de la IVème Internationale.

Enfin, même une fois expulsé de l'OCI et du CI, Balazs Nagy a continué son activité militante dans le même « secteur » politique. Et cette continuité dans un militantisme assez aride et stérile va a contrario des accusations d'agent conjoint de la CIA et du KGB : quel intérêt aurait-il eu, et auraient eu ses commanditaires supposés, à l'enferrer dans une telle impasse ?

Le plus important demeure le fait que combattre un militant en utilisant le soupçon qu'il soit un agent de l'ennemi de classe ne saurait renforcer, à moins de preuves absolument formelles (ce qui doit être extrêmement rare et difficile à trouver) la validité et la force de ce combat. L'argumentation politique suffisait largement à combattre Varga en 1972 et à le vaincre dans le CI. Elle a été recouverte des crachats de l'accusation policière pour empêcher que se développe une réelle discussion.

Mais le plus surprenant, le plus consternant, n'est pas là encore. Il est que, de ce texte qui ne contient pas l'ombre d'une preuve de la liaison de Balacz Nagy avec les services secrets des Etats-Unis ou de l'URSS, les militants qui l'ont lu ont tout accepté pour vrai, ont, par la suite, accepté et justifié les exactions physiques intolérables que le « service d'ordre » de l'OCI fit subir à des militants du groupe Varga. Il est aussi que ce fut le plus visible des manquements graves à ce centralisme démocratique proclamé et revendiqué à son de trompe, sans que personne, y compris ceux qui, comme Claude Chisserey et Charles Berg, doutèrent depuis le début de la véracité des assertions de leurs dirigeants si proches, trouve à redire et surtout à combattre.

Dans un entretien en 2004 avec Karim Landais, (*Passions militantes et rigueur historienne*), Charles Berg, alors jeune dirigeant dans l'OCI, responsable de l'important travail dans la jeunesse, répond ainsi à la question :

> « *Vous me parliez de l'affaire Varga, et vous me disiez qu'au début vous étiez contre. Vous n'aviez pas*
> *été convaincu par les premiers éléments de l'enquête ?* »

Non. Il faut même être plus précis que ça. A mon avis, au début, Chisserey, bien sûr et moi ne sommes pas convaincus. J'ai été envoyé par Balazs Nagy [Michel Varga] et Pierre Broué, qui dirigeaient ce travail, dans les pays d'Europe de l'Est en 1966-67. D'abord j'ai été en Hongrie et en Pologne deux fois, pour aider le groupe local et y amener du matériel. C'est-à-dire la traduction de textes politiques de Trotsky. Donc je connaissais assez bien Balazs Nagy et son petit groupe hongrois. Et je n'ai pas été convaincu du tout ! Ça débute au mois d'août, je suis dans les camps de l'AJS : Lambert m'appelle en me disant : «Il y a des problèmes graves avec Balazs.» Je lui dis : «C'est du délire, pépère». Et Stéphane Just m'appelle derrière en me disant : «Est-ce que Lambert t'a prévenu ? - Oui, mais qu'est-ce que c'est que cette histoire avec Balazs ? Il est fou.». Au début, personne ne parle de l'exclure ! «Il s'agit de divergences extrêmement graves, de trucs, de méthodes... de liens curieux.». Donc Stéphane Just, Claude Chisserey et moi sommes très réservés ! Puis Lambert convainc Stéphane que Balazs est un agent de la... CIA et de la GUEPEOU (!) et Stéphane Just rédige une brochure. Stéphane va mettre trois semaines à nous convaincre, nous. Quand on est convaincus, comme toujours dans ces histoires bureaucratiques, on fait appliquer la ligne avec d'autant plus de rigueur qu'on a eu du mal à être convaincu. C'est simple. Mais, avec le recul, cette expulsion est honteuse et totalement folle. C'est le règlement de divergences politiques par des moyens, non seulement d'organisation, mais des moyens calomnieux. Là, un phénomène de dégénérescence se manifeste. »)

L'affaire Varga, au-delà donc de ceux qu'elle touchait directement, à commencer par Varga lui-même et les militants des pays de l'Est qui le suivirent, fut un affaiblissement invisible mais considérable de l'organisation tout entière, et, par-delà, de l'ensemble des organisations constituant le CORQI.

Enfin, elle constitue l'inauguration d'une « méthode » qui fut ensuite plusieurs fois employée avec succès dans l'organisation pour en expulser les éléments « gênants » en faisant l'économie, si l'on peut dire, d'une discussion ou d'un débat formateur autant que nécessaire. Elle fut une tache que l'organisation n'effaça jamais, et qui ne cessa depuis de grandir.

---

16 – L'organisation de jeunesse, moteur de la construction de l'O.C.I.

L'OCI doit une très grande part de son développement à son intervention dans la jeunesse, et à la construction des organisations spécifiques qui y sont liées : le C.LE.R., les groupes Révoltes, puis l'A.J.S, qui compta plusieurs milliers de membres, actifs pour le plus grand nombre. Il n'est pas utile ici de s'étendre sur l'importance théorique de ce travail militant, ni sur les caractères spécifiques de la jeunesse. Celle-ci, en France, est d'abord étudiante, lycéenne, et concerne dans une moindre mesure les jeunes travailleurs –et donc chômeurs- et les apprentis, numériquement plus faibles et d'un regroupement plus difficile.

Cette intervention structurée et spécifique a commencé vers 1965 avec la crise de l'Union des Etudiants Communistes (U.E.C.), avec la construction du Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires (CLER) au sein des groupes Révoltes. Elle s'est déployée pendant la grève générale de Mai-Juin 1968 avec la F.E.R... Elle s'est étendue jusqu'au milieu des années 70 avec l'Alliance des jeunes Révolutionnaires et ses développements chez les étudiants (AER), les lycéens (UCL), etc.. Ensuite, elle a connu des difficultés auxquelles l'OCI a cherché souvent à remédier, vainement. La première des causes en est physique, si l'on peut dire, puisque l'OCI a largement puisé dans ses étudiants pour en faire des cadres adultes, qui ont structuré en grande partie ses cellules et l'ensemble de l'organisation, corps des permanents compris. Le poids de l'intervention en milieu étudiant est devenu également de plus en plus prépondérant, du fait même de l'accroissement du nombre des étudiants dans le cours de ces années, mais aussi du fait de l'importance grandissante sur le terrain des rapports avec d'autres organisations, de l'UNEF.

En effet, dans l'OCI, ce poids avait été encore accentué par la victoire politique qu'a constitué en 1971 la prise de l'UNEF face à l'appareil stalinien, et à la volonté de destruction de l'organisation syndicale étudiante par l'ensemble des groupes gauchistes et petits-bourgeois que la grève générale de mai-juin 1968 avait vu éclore et se développer ensuite. Diriger le syndicat étudiant, bien plus important dans le mouvement ouvrier que le seul petit nombre de ses adhérents (3 200 seulement en 1973 par exemple...) peut le laisser supposer, est une responsabilité considérable, surtout pour une organisation d'une taille encore très réduite. Le premier danger est d'en être déséquilibré, déporté, et cela de deux façons : pour l'organisation tout entière, et pour les étudiants révolutionnaires, contraints à des tâches aussi nécessaires qu'absorbantes et ingrates, qui les enlevaient en grande partie à d'autres activités.

C'est pourtant par le «travail jeune », véritable école de formation sur le terrain même de l'intervention, que se sont recrutés et formés un grand nombre des cadres de l'OCI, y compris pour son appareil de permanents plus ou moins à vie. Au même titre que l'intervention dans l'enseignement, qui a fourni la majorité des cadres de l'organisation, le « travail jeune » a eu un rôle majeur dans la construction et la structuration de l'OCI, bien au-delà même des plus belles années de son développement. Ce « travail jeune » a toujours nécessité la construction d'une organisation de jeunesse spécifique qui ne soit pas le calque ou l'ombre portée de

l'OCI sur la jeunesse. Il a joué un rôle très important dans le développement des relations internationales, entre l'OCI et les autres organisations tournées vers la reconstruction de la IVème Internationale, comme le montre notamment le rassemblement international d'Essen, en Allemagne, les 3 et 4 juillet 1971, avec plusieurs milliers de *"délégués de la jeunesse ouvrière et étudiante"* organisés par l'AJS. Il est d'autant plus utile de le rappler que le mot d'ordre central de ce rassemblement de grande ampleur était *Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe*. Ce mot d'ordre a totalement disparu de la propagande de ce qui a pris la suite de l'OCI-PCI, depuis plus d'un quart de siècle, remplacé par les seuls mots d'ordre défensifs de "rupture avec l'Union européenne" etc., qui, pris en tant que tels sans perspective révolutionnaire, ne peuvent conduire qu'à des impasses.

Les difficultés de sa construction, au début des années 70, ont d'abord été de faire accepter par l'organisation cette spécificité de son intervention.

Un défaut à la cuirasse

Mais cette spécificité a elle-même eu un contenu restrictif. Un seul exemple : le rejet par l'OCI de l'homosexualité, de la psychanalyse (il était interdit à un militant d'entamer une psychanalyse autrement que clandestinement ; quant aux « pédés », ce terme constituait une injure couramment employée à tous les niveaux), la mettaient à peu près, sur ce terrain, à égalité avec le stalinisme des décennies antérieures. Il faut y ajouter un machisme à peu près omniprésent que renforçait encore la puissance grandissante du Service d'Ordre. Comment un tel état d'esprit ne pouvait-il pas avoir de répercussions sur la conception même de la construction d'une organisation de masse dans la jeunesse ? Mais d'une manière plus générale, les tâches considérables, disproportionnées, entraînées par la direction d'une organisation syndicale comme l'UNEF, ont fait peser sur l'organisation de jeunesse une forme de déviation, de type syndicaliste ou trade-unioniste, l'ont privée d'un développement dans un aspect vital de son développement : l'apprentissage du combat contre l'idéologie. Cet aspect central de la formation théorique des étudiants révolutionnaires a contribué à former des cadres faisant certes preuve d'une grande efficacité pragmatique, de terrain, mais souffrant aussi de cette carence de connaissances fondamentales. Comment dans ces conditions pouvaient-ils être armés contre les pressions multipliées qui ne cessèrent de croître à mesure que l'importance politique de l'organisation syndicale grandissait ? Le point de rupture fut atteint à la fin de la décennie 70.

Enfin, ce terrain en grande partie déserté a permis aux courants petits-bourgeois à l'université d'occuper sans opposition une place laissée libre. L'OCI et son organisation de jeunesse ont totalement méprisé par exemple les questions tournant autour de l'écologie, les tournant souvent en dérision. Dans l'OCI, l'écologie, ce que cette notion recouvre sur le plan des intérêts généraux de l'humanité, n'a jamais été abordée. Gérard Bloch avait rédigé un « projet de résolution sur l'écologisme » pour le XXII° congrès de 1979, mais elle ne fut jamais discutée, moins encore adoptée.

1986 – Extinction définitive de la « flamme de la révolution prolétarienne »

Le travail « jeune » s'est éteint définitivement en 1986, lorsque toute la direction « jeune » de l'OCI-PCI, sous l'impulsion de Jean-Christophe Cambadélis, a brusquement rompu avec l'organisation. . Elle entraînait avec elle la grande majorité des étudiants trotskystes, plusieurs centaines, et bien entendu la direction de l'UNEF, puisque c'est par ce biais que le mal est venu. Cela ne signifie pas pour autant que la direction OCI de l'UNEF ait porté la responsabilité principale de sa propre dégénérescence. J'y reviens plus en détail dans le dernier chapitre de ce travail.

Cet événement, aux longues racines, est considérable. La direction de l'OCI-PCI a cherché à le minimiser autant qu'elle a pu. Mais, fondamentalement, il la privait de tout espoir de jamais construire le « parti des 10 000 » après quoi elle prétendait courir depuis de longues et épuisantes années. Quant au « Parti des Travailleurs », sans implantation dans la jeunesse, il se condamnait par avance, quelle qu'ait été son contenu véritable.

Depuis, en effet, l'OCI-PCI puis le CCI n'ont plus jamais disposé de la moindre organisation, ni de la moindre influence politique dans la jeunesse. La « Tendance communiste internationaliste » (TCI) née de la scission de 2015, tente de reconstruire depuis un « travail jeune ».

Le « travail jeune » a un autre intérêt : il est pour toute l'organisation un véritable sismographe. A partir de quelle époque l'intervention dans l'UNEF a-t-elle commencé à submerger l'ensemble du militantisme dans le secteur étudiant et dans la jeunesse ? Cela a-t-il correspondu au début de la crise apparue dans l'organisation de jeunesse du parti ? Pour quelles raisons ? Ce qui est, pour moi, avéré, c'est qu'en 1981 l'UNEF a immédiatement adopté envers le gouvernement Mitterrand-Mauroy et son ministre de l'éducation nationale, Savary, une position bienveillante de « concertation », véritable capitulation ouverte, qui ne pouvait que se répercuter sur toute l'intervention dans la jeunesse. Aucune voix dans le parti ne s'est élevée alors contre ce basculement mortel. C'est assez dire que cette position de capitulation devant le front populaire édulcoré était celle que la direction chercha à faire adopter dans l'organisation tout entière. Cette position a été matérialisée dès l'automne 1981 par le renoncement par l'UNEF de sa position adoptée dès 1971 : la lutte contre la réforme Faure, le combat contre la participation-cogestion des Universités. L'UNEF a présenté à sons de trompe des candidats aux élections universitaires. Elle a pris comme prétexte les prétendus « engagements » du ministre Savary de « modifier » la loi Faure, en transformant frauduleusement ces faibles engagements en route assurée vers l'« abrogation de la loi Faure ». Lorsque, en 1983, Savary présentera un projet de loi aggravant encore la loi Faure, l'UNEF, tout en le dénonçant, n'en continua pas moins sa participation aux conseils d'université, avec la bénédiction de la direction de l'OCI-PCI.

L'UNEF : une ''conquête'' dangereuse

Mais il paraît évident que l'influence de l'intervention dans l'UNEF, et avec elle plusieurs années auparavant, avait déjà commencé à exercer une pression négative sur l'organisation de jeunesse.

- Diriger et faire fonctionner l'UNEF nécessitait la mobilisation permanente de forces importantes, prélevées sur l'intervention directement politique. Toute l'activité politique de l'A.E.R. et des étudiants trotskystes en était marquée, y était subordonnée.
- Par la suite, les liens renforcés avec d'autres forces politiques et syndicales, la corruption (ce qui est différent) politique et matérielle, les libertés prises – avec la bénédiction de Lambert au moins- vis-à-vis de l'OCI, par défaut de contrôle, tandis que plusieurs militants jeunes et étudiants étaient déjà élus au comité central, tout cela n'a pu que pousser vers le déclin cette activité, vitale pour une organisation qui se veut révolutionnaire.

Les ouvrages de Philippe Campinchi *Les Lambertistes* et de Benjamin Stora *La dernière génération d'Octobre,* ainsi que celui de Laurent Mauduit *A tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*, rendent compte de manière assez cohérente des grands points constituant chronologiquement l'histoire de l'UNEF, mais sans aborder les problèmes liés à l'orientation politique.
Il faut envisager que la prise de l'UNEF par les trotskystes ait été une victoire empoisonnée dès le départ. L'UNEF a été un des poisons de l'OCI, ou plus exactement, l'un des secteurs de son intervention par où le poison pouvait le plus aisément pénétrer.

L'OCI avait profité, pour prendre l'UNEF en 1971, d'une sorte d'effet d'aubaine politique : la désertion du syndicat étudiant de sa direction PSU, le dénigrement systématique et destructeur de la Ligue Communiste et de l'ensemble des groupes gauchistes, renonçant à tout combat du type syndical : sur le terrain se sont retrouvés face à face, si l'on peut dire, trotskystes et staliniens. Comme dans tout combat, il y eut manœuvres, ce qui en soi n'a rien de condamnable. Mais quelle fut la part prise par la masse des étudiants dans ce combat ? En quoi l'OCI fut-elle portée par une masse d'étudiants, ou par une avant-garde représentant l'état d'esprit général ? Seule une avant-garde, ou, si l'on est plus pessimiste, une frange de quelques milliers d'étudiants, y participa, sans liens solides réels avec le milieu, sinon ceux créés par une atmosphère politique encore chargée des relents et des suites de la grève générale, même trahie : le rejet du stalinisme à l'université était alors profond, à cause de l'attitude provocatrice de la direction du PCF envers les étudiants et sa défense acharnée de l'ordre bourgeois pris à la gorge. Mais les militants trotskystes ne jouissaient pas alors d'une large estime, traînant après eux les erreurs commises pendant la grève générale, à commencer par leur refus et leur condamnation de la « nuit des barricades » du 10 mai.

Quand un combat de cette nature se déroule en champ presque clos, comment peut-il ne pas en être tordu d'avance ? Qu'a changé la victoire de l'OCI sur les staliniens ? Ce que les étudiants n'ont pu apporter massivement au combat, ce qui n'a pas fait LEUR combat de ce combat, l'OCI l'a remplacé comme elle l'a pu par l'énergie militante, la force physique (souvent brutale avec sans nécessité), l'habilité manœuvrière, mais en profitant surtout de la crise de l'appareil stalinien dans la jeunesse après mai-juin 1968, et de la désertion des autres courants. Mais la principale conséquence fut qu'elle acquit ainsi un statut « social » différent au sein

du mouvement ouvrier, brisant l'isolement dans lequel l'appareil stalinien avait tenu jusque-là les trotskystes.

L'OCI eut donc à soulever des années durant ce poids nécessaire dont elle s'était chargée. Pouvait-elle faire autrement ? Pouvait-elle laisser sans combattre les staliniens s'emparer du syndicat étudiant pour le faire dégénérer en en faisant le fer de lance de la réforme Faure ? Bien sûr que non : nous étions obligés d'accepter ce combat dans ces conditions douteuses (ce n'est pas le combat qui l'était). Mais nous aurions dû peut-être prendre davantage la mesure de la réalité de ces conditions exceptionnelles : c'est comme lorsqu'un petit détachement d'armée se trouve isolé en avant-garde, par sa vaillance et le hasard des circonstances de la guerre. Il ne peut en rester là : soit le reste de l'armée le rejoint rapidement, soit il doit se préparer à se replier en bon ordre. Autrement dit, ne fallait-il pas nous préparer, dès l'UNEF conquise, à la certitude de la perdre quelques années plus tard ? Cela me paraît aujourd'hui l'issue la plus logique, la plus politique, celle qui nous aurait permis de garder une véritable organisation révolutionnaire dans la jeunesse. Cela aurait permis aussi de lancer les étudiants révolutionnaires dans un travail théorique, politique, un accès plus solide à la conscience des actes entrepris. En lieu de quoi, la direction de l'OCI a cherché, pour la garder ou en la gardant, des alliances et des combines, qui ont porté leurs fruits vénéneux à partir de 1976-77, mais surtout avec la fameuse « réunification » de 1980. Cette réunification, inévitable à terme, unissait dans le syndicat l'OCI et le PS. Qui pouvait penser que dans cet attelage, l'OCI conserverait les guides politiques ?

C'est à cause de cet alliance, prix de cet alliance, que l'OCI lança l'UNEF dans la conquête de la Mutuelle étudiante, la MNEF, petit empire financier dont la prise avait été, semble-t-il la condition mise par la direction du PS pour consentir à l'unification. La MNEF prise, au prix de manœuvres importantes, c'était aussi une porte ouverte à la corruption matérielle, individuelle comme organisationnelle. Les procès qui s'en suivirent, jusque à la fin des années 90, sont là pour en témoigner.

La bascule, la véritable reconquête de l'UNEF par les appareils réactionnaires, se fit donc en sous-main, sous le couvert des parures trotskystes maintenues. Dissimulée, elle en fut donc d'autant plus dangereuse et mortifère.

La mesure de cette reconquête invisible est la prise de position immédiate de l'UNEF, immédiatement après la montée au pouvoir de Mitterrand et de la majorité PS-PCF, pour les soutenir indéfectiblement. Puis la décision de la participation à l'automne de 1981, surtout justifiée comme elle le fut par les prétendues marques de bonne volonté du ministre Savary pour en finir avec la loi Faure.

La conséquence en fut que, faute d'avoir pu reculer en bon ordre, et de s'y être préparés d'entrée de jeu, c'est l'ensemble du morceau qui fut arraché de nous en 1986. Mais il fut arraché, il faut le dire, d'un corps déjà fort gangrené : aucune des deux parties ne tenait plus vraiment à l'autre.

Quelle influence eut l'UNEF, dans les années qui suivirent sa prise par les trotskystes, sur la situation des étudiants ? Quelle fut son influence réelle sur le milieu ? La réalité de cette influence est en partie masquée par ce que nous en disions et écrivions alors, dans des buts de propagande et de manœuvre. L'UNEF est restée, jusqu'au milieu des années 70, une petite organisation de trois à quatre mille étudiants, ce qui ne rend pas compte cependant de son aura et de son influence, ni de la

modification générale qu'elle permit d'apporter dans la place de l'OCI dans le mouvement ouvrier.

Par l'UNEF, par le fait que nous la dirigions, nous avons recruté une avant-garde d'étudiants en assez grand nombre. Un certain nombre vint aussi du travail lycéen, et constitua une génération valeureuse quelques années après 1968 : ils n'avaient pas été gagnés en milieu étudiant. Il faudra savoir quelle part ils eurent dans le recrutement.

Le second versant de la montagne est ce que représentait l'UNEF dans le mouvement ouvrier. Aux appareils rivaux de l'appareil stalinien, la victoire politique remportée par les trotskystes sur les staliniens était à exploiter. Les appareils de F.O. et de la F.E.N., s'en rendirent immédiatement compte. Sur le terrain plus directement politique, le PS tarda, par impuissance, empêtré par sa naissance et ses suites laborieuses, à partir de 1971 (congrès d'Epinay). Sur le plan « militaire », l'OCI tint bon, tint tête aux staliniens. De ce fait, elle gagna des galons auprès des autres : elle pouvait leur être utile. Elle le fut. Nous étions ceux qui pouvaient être utilisés comme bélier, ou comme tortue (militaire). Nous protégions. Combien de fois le service d'Ordre de l'OCI fut-il sollicité par l'appareil Force Ouvrière dans les années 70 ? Des militants de l'OCI furent même « prêtés » comme gardes du corps à des Bergeron.

A partir du milieu des années 70, le Parti socialiste fut assez solide pour commencer aussi à s'y intéresser sérieusement. Mitterrand avait même proposé que plusieurs centaines de nos jeunes entrent au PS, drapeau déployé s'il le fallait, l'important étant que cette cohorte prétorienne soit ensachée dans son parti...

La conquête de l'UNEF coïncidait enfin avec les tendances opportunistes fortes à la tête de l'OCI et renforçait les liens politiques secrets avec les appareils non staliniens, FO en tête, PS en queue, FEN au milieu. Elle générait et multipliait les pressions exercées sur l'organisation, à commencer par sa direction. Déjà fragilisée par les tendances opportunistes de son chef, l'OCI pouvait-elle mieux résister qu'elle ne l'a fait ? Quelles discussions, quelles décisions, quelles transformations dans le fonctionnement même de l'organisation auraient-elles été nécessaires pour qu'elle puisse le faire ? On mesure l'énormité de la tâche, comme on mesure aussi combien peu nous étions préparés à subir ces assauts.

L'organisation de jeunesse en 1968

Une progression très importante, en effectifs et en influence (qui se manifeste notamment dans le syndicat UNEF alors tenu par les étudiants du PSU), permet au C.L.E.R. d'être aux avant-postes dans les premiers jours de Mai 1968. La Fédération des Etudiants Révolutionnaires est alors proclamée, de nombreux étudiants la rejoignent (par exemple, le cercle Lettres de la Sorbonne, dont j'étais co-responsable avec Michel Sérac, se réunissait chaque jour, en mai 68, dans un amphithéâtre, avec un effectif dépassant les soixante). Mais un coup sérieux fut porté à l'organisation : La faute politique du 10 mai 1968 –l'appel public, en cortège, à ne pas aller sur les barricades la nuit même où eurent lieu les affrontements les plus importants entre les étudiants et la police-, les difficultés de l'orientation politique par la suite dans la grève générale (sur la question de l'Etat, du gouvernement, du comité central de grève, points sur lesquels l'OCI a largement par la suite exprimé

ses critiques –cf. notamment l'ouvrage de François De Massot, *La Grève générale – Mai Juin 68-*) ont placé la F.E.R. et l'OCI en porte-à-faux pendant une partie de la grève générale. Les traces laissées sur sa direction, à commencer par son principal dirigeant Claude Chisserey, ne s'effaceront pas toujours avec le temps.

1970 : avec l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme

L'OCI fait place à l'organisation de jeunesse, l'AJS, proclamée quelques mois plus tôt après la dissolution du CLER, de la FER et des groupes Révoltes. Le premier congrès de l'AJS s'est tenu dans la grande salle de la Mutualité, avec la participation de plusieurs centaines de jeunes.

La Résolution du Bureau politique (très vraisemblablement rédigée par Charles Berg) revendique hautement l'indépendance de l'organisation de jeunesse. La perspective est claire : construire une organisation révolutionnaire de masse de la jeunesse, et lancer les bases d'une internationale de la jeunesse. C'est avec un très grand enthousiasme dans les rangs de l'AJS que ce combat est engagé.

> *« Le Bureau Politique, après avoir discuté de la Conférence nationale consacrée au travail jeune, se félicite de la discussion qui s'y est menée et des deux votes unanimes qui ont consacré l'orientation définie par le Comité central et son, application dans la résolution de la conférence. (…)*
> *Il nous faut maintenant réaliser effectivement l'existence de cercles de l'AJS regroupant les jeunes à partir, non pas du Programme de transition, mais du combat que l'AJS impulse pour le socialisme, traduit dans chaque secteur en termes d'agitation et de propagande appropriés.*
> *Qu'il s'agisse de l'AER ou de l'AJS, la conclusion est la même :* ***ce sont les militants de l'OCI qui freinent le développement de l'AJS en impulsant une orientation sectaire. Nous devons renverser la vapeur****, et ouvrir largement l'AJS qui entendent lutter, quel que soit leur niveau de conscience, contre la société, le régime.*
> *C'est dans l'AJS que les jeunes progresseront politiquement, et non pas à l'extérieur. Toute l'activité dans les semaines qui viennent, sera donc centrée sur le recrutement. (…) Ce côté sectaire doit être particulièrement combattu à l'université, où une distorsion de plus en plus grande apparaît entre les résultats de l'UNEF et l'existence de l'AER.*
> *L'objectif de 1 000 adhésions défini par le dernier Comité national est parfaitement réaliste, il signifie 20 ou 30 adhésions par cercle jusqu'au mois de décembre.*
> *La Conférence a, à juste titre, insisté sur la nécessité de cadrer toute notre activité dans la jeunesse par la dimension du combat pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ).*
> *(…) La Conférence a donné mandat au Bureau Politique pour élaborer une orientation propre à l'Union des Cercles Lycéens (UCL) à l'échelle nationale. (…) Nous pouvons organiser (…) des milliers de lycéens, poser dans des termes saisissables en direction des cercles de JC le problème du front unique, déployer l'UCL et poser ainsi le cadre politique d'une éventuelle action.* » (C'est moi qui souligne)

Il faut rappeler que l'UNEF n'est alors pas encore conquise par l'OCI, mais que, depuis la grève générale et tandis que les différentes organisations et groupes gauchistes, avec la LCR, prônent sa liquidation, l'influence de l'AJS dans l'UNEF ne cesse de croître, en liaison avec son combat contre la loi Faure et ses conseils de participation que défend l'appareil stalinien, et avec l'état d'esprit encore très vivace dans le milieu étudiant, né de la grève générale.

La résolution montre aussi que l'investissement de l'OCI dans la construction de l'UNEF ne s'est pas faite sans résistance. Enfin, l'OCI est alors axée sur la perspective de la construction d'une Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse (IRJ), appuyée également sur l'activité internationale de l'UNEF.

L'écho qu'elle rencontre dans la jeunesse en particulier étudiante tient, outre au sérieux du cadre d'organisation et de formation qu'elle propose pour la mise en œuvre de ses mots d'ordre, à la fermeté dont elle fait preuve vis-à-vis de l'appareil stalinien, qu'elle est la seule à tenir en respect et en échec.

Début 1971 : la conquête de l'UNEF

Une résolution du BP fixe le cadre de la bataille de conquête de l'UNEF, qui tient son congrès à Dijon quelques semaines plus tard. Pendant ce temps, dans les facultés, l'affrontement avec l'appareil stalinien et ses étudiants est quotidien dans les assemblées de remise des cartes UNEF. L'AJS tient tête :

> *Le 20 février s'ouvrira le 59ème Congrès de l'UNEF. Il aura cette année, en fonction des problèmes posés dans la lutte des classes, une importance particulière. Cela dit, avant d'entrer dans le détail, précisons immédiatement que ce que nous pouvons obtenir n'est possible que par l'activité de l'OCI comme organisation, n'est possible que si la bataille dans l'UNEF est prise en considération comme un élément aujourd'hui central (...) que si, loin de déserter les autres terrains de bataille, nous concevons cette bataille centrale comme un moment de la construction, de l'OCI en y intégrant l'ensemble de nos activités, de nos tâches.*
>
> *Le bilan de la participation étudiante aux élections Faure-Guichard illustre d'une manière saisissante l'échec de la politique de la bourgeoisie depuis la chute de de Gaulle. Malgré le soutien inconditionnel de l'appareil stalinien, -UNEF-Renouveau, mais également SNEsup et maintenant SNCS-, malgré les destructives gesticulations des gauchistes et de la direction de l'UNEF se refusant à toute campagne nationale contre la participation, les étudiants n'ont pas voté dans leur immense majorité. (...)*
>
> *Il s'agit d'une campagne de l'organisation dont l'importance n'échappera à personne. Quel que soit le résultat du congrès de l'UNEF, l'organisation a tout à y gagner.*

Présentée au **BP le 23 juin (1972),** une note (très probablement de Michel Sérac) dresse le tableau très lucide de l'état de l'UNEF, de l'importance et des conséquences de sa conquête, et des problèmes posés à sa vie et à son fonctionnement :

> *Nous sommes à la tête de l'UNEF depuis janvier 71, soit 18 mois. Au cours de cette bataille et par la suite, les forces concentrées de la bourgeoisie, de l'appareil stalinien et des gauchistes pour la destruction de cette position conquise par l'OCI, se sont heurtées à nos efforts pour commencer à réoccuper le terrain perdu par l'UNEF depuis 68, en redonnant à ce « cadre vide » un contenu syndical de masse.*
>
> *Nous en sommes encore évidemment fort loin, et l'UNEF du 60ème Congrès est dans une très large mesure «l'UNEF-AJS » (3 adhérents UNEF pour 1 AER, 8 UNEF pour 1 OCI). Le poids de l'atomisation politique du milieu et des scissions successives est très lourd pour une organisation qui est précisément fondée sur la défense des intérêts de tous les étudiants, mais qui, faute d'une représentativité au moins de masse, sinon majoritaire, est constamment contrainte d'agir comme un courant politique parmi les autres.*

*Cela dit, ce serait sous-estimer gravement l'acquis que d'ignorer l'importance politique considérable de la préservation de cette position et des perspectives qu'elle offre. L'existence et le combat quotidien de l'UNEF, sa lutte pour la représentativité face à la bourgeoisie et au sein du mouvement ouvrier –**avec les compromis indispensables que cela exige**-* [c'est moi qui souligne] *français et international, représente un enjeu considérable. En milieu universitaire, l'existence de l'UNEF et l'échec politique de la scission stalinienne, facteur de crise à l'intérieur de l'UEC, ont largement contribué à l'échec des tentatives depuis 1970 de reconstituer un mouvement gauchiste petit-bourgeois unifié, consacrant la division des étudiants et de la classe. Sans parler de l'effondrement politique du PSU, dont le secteur étudiant n'a pu surmonter les contradictions ouvertes au Congrès d'Orléans de l'UNEF (1970), l'avortement de la tentative FNCL* [Fédération nationale des Comités de Lutte] *de la Ligue Communiste en est la dernière preuve. Fondée sur le prétendu constat de l'agonie de l'UNEF, la FNCL est contrainte de plaider la représentativité (...) avec beaucoup moins d'atouts que l'UNEF.*

La dislocation politique des organisations gauchistes en Janvier-Février-Mars sous l'impact de notre intervention centralisée dans les CFPM [étudiants en Médecine 1ère année d'alors], *a compté pour beaucoup dans cet échec magistral, qu'il serait illusoire évidemment de juger définitif, mais qui place l'UNEF à la prochaine rentrée dans une situation favorable à l'offensive politique.*

(...) nous avons donné à l'UNEF, dans les cadres mêmes de la division qui nous sont imposés –Assemblées « générales », démocratie formelle, comités de grève-bidon, manipulations gauchistes, etc…- un rôle de rassembleur, et la place d'une organisation qui entend ''surmonter les divisions et les scissions''. Dans le même temps, nous centralisons partiellement, à partir de nos positions de direction, le mouvement des étudiants contre la bourgeoisie (...).

Le texte aborde ensuite les conditions politiques des mois à venir :

Alors même que la bourgeoisie, confrontée à ses propres échéance de sélection, (le nombre des étudiants en Lettres est passé de 30 000 en 1961 à 300 000 en 1971 et ne cesse de croître), ne dispose pas de la force politique suffisante, tant généralement qu'au niveau universitaire (faiblesse des structures de participation, opposition des notables universitaires) pour frapper de grands coups, les étudiants ressentent l'exigence politique de surmonter les divisions internes, ***exigences souvent exprimées, dans le cadre des illusions petites-bourgeoises, par la méfiance à l'égard de toute organisation.*** [c'est moi qui souligne]. *(...) Il s'agit de prendre à bras le corps et de faire prendre en charge par des milliers d'étudiants la question décisive de la réunification des étudiants dans l'UNEF. Dans le même temps, face à la bourgeoisie, sera soulevée la question de la représentativité de l'UNEF, du rétablissement des subventions, de la fin des poursuites judiciaires par la mise en conformité des statuts.* [Il faut remarquer que le texte n'aborde pas ici la question de la représentativité de l'UNEF auprès des organisations du mouvement ouvrier, qui constitue une bataille longue, difficile, dangereuse et délicate, où ''les compromis indispensables que cela exige'', pour reprendre la formulation du texte, seront nombreux et de plus en plus incertains au fil des années].

Enfin, Michel Sérac ouvre une discussion sur deux hypothèses, qui expriment la conscience des difficultés et des fragilités fondamentales qu'a ouvertes la prise de l'UNEF :

« *Deux orientations peuvent être envisagées et discutées :*

- *La remise en cause de la scission de 1971*
- *Une campagne de masse prenant pour acquis la représentativité de l'actuel Bureau national.* »

En fait, il se demande, avec la première hypothèse, s'il ne faut pas remettre en jeu la victoire opportune remportée sur le stalinisme et les gauchistes, ce qui est une façon lucide de considérer la fragilité et le caractère relativement éphémère, puisqu'isolé, de cette victoire. Voici son exposé :

> *1ère Hypothèse : Le collectif national de rentrée (septembre)*
>
> - *Constate l'urgence de la riposte aux plans prévus par Guichard* [ministre de l'EN de l'époque] *et par la bourgeoisie dans les deux années à venir.*
> - *Réaffirme l'exigence d'un syndicat de masse, démocratique, en milieu étudiant, sur les bases de la Charte de Grenoble.*
> - *Démontre que la scission syndicale affaiblit la lutte des étudiants et laisse les mains libres à la bourgeoisie.*
> - *Lance un appel solennel à la réunification en une seule UNEF avec représentativité proportionnelle des courants à tous les niveaux de responsabilité comme dans la FEN.*
> - *S'adresse * aux dirigeants de la tendance UNEF-Renouveau, rue du Caire, pour discuter du processus de réunification à partir des assemblées de base du syndicat.*
>
> **à la masse des étudiants pour les appeler à soutenir cette proposition et toute initiative allant dans ce sens.*

Il faut noter que cette « hypothèse » présente quelques points essentiels de ressemblance avec la « réunification » de l'UNEF en 1980 (à l'exclusion du courant stalinien), mais qu'elle était alors proposée dans un cadre beaucoup plus sain et lucide que celui des manœuvres d'appareil de 1980, qui aboutit pourtant au résultat que le texte de 1972 évoque comme un danger dans ce qui suit. Le danger n'est pas venu de l'appareil stalinien, mais du PS en premier lieu.

> *(…) Politiquement, une telle initiative place l'appareil stalinien en porte-à-faux avec les militants UEC et UNEF-Renouveau pour qui la scission, bien qu'ouvrant une crise chronique, a installé un cordon sanitaire protecteur les isolant des autres courants et de nous surtout.* [le texte pourrait ajouter : et réciproquement de notre côté… Car la conséquence de la scission a été également de faire que durant des années, les trotskystes de l'OCI se sont retrouvés le seul courant politique à l'intérieur de l'UNEF. Cette situation pouvait-elle être saine, c'est à dire conforme à la stratégie générale du front unique ouvrier ?]. *Cette bataille prend également appui sur l'aspiration positive à l'unité , sans récupération ni manipulation, dévoyée par les formes gauchistes d'organisation (comités de lutte, de base, d'action, etc…) Elle tourne vers l'UNEF une couche entière d'étudiants qu'arrête aujourd'hui la campagne d'opinion qui fait de l'UNEF la courroie de transmission de l'AJS.*

Bien entendu, le texte cerne ensuite tous les dangers d'un tel combat. Mais était-il correct et politiquement possible de l'éviter ? Je crois que, dans les années suivantes, et même pour l'ensemble du travail jeune, la décision de conserver par l'isolement le cadre qui avait permis cette victoire importante mais forcément partielle et fragile, pour chercher à le consolider d'une manière en partie artificielle, a été désastreuse. Durant des années, l'UNEF a donc concentré en elle des caractéristiques parfaitement contradictoires, et finalement contraires à la stratégie générale du front unique. La raison de ce choix a plus à voir avec l'utilisation qui pouvait en être faite à des fins de manœuvre dans le mouvement ouvrier (c'est-à-dire avec les appareils) que dans le véritable intérêt du combat révolutionnaire général.

Fin 1971 : vers une organisation de masse dans la jeunesse

Les résultats sont déjà visibles et reconnus. C'est ce qu'exprime la résolution du BP du 17 décembre :

> *L'orientation contenue dans la résolution du CC sur le travail jeune a commencé depuis quelques mois à être appliquée : camps* [camps d'été de l'AJS où passent plusieurs centaines de jeunes], *Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse* [c'est le rassemblement international d'Essen déjà mentionné], *manifestation, 2ème congrès de l'AJS.*
>
> *C'est précisément parce que fondements de l'organisation révolutionnaire de masse de la jeunesse ont été clairement dégagés, qu'aujourd'hui nous appréhendons, au travers des obstacles et des difficultés, les véritables problèmes pour l'organisation des masses de jeunes à la construction du Parti révolutionnaire, dans la détermination AJS. (...) L'orientation du « tournant » de l'AJS vers l'organisation de masse commence à prendre réalité. (...) Disons à ce propos que l'opposition de l'OCI, dans ses responsables ou ses structures, à l'AJS, n'existe pas, n'existe plus. Voilà longtemps maintenant que l'organisation a « assimilé », au regard de sa propre expérience de construction, la nécessité du travail dans la jeunesse. (...)*
>
> *Ainsi, on peut dire aujourd'hui que* ***le problème de la construction de l'UNEF (dirigée par nous) concentre tous les problèmes de la période.*** [c'est moi qui souligne].
>
> « *C'est maintenant,* souligne Berg dans une autre note, *alors que la crise révolutionnaire n'est pas encore ouverte, que nous devons, que nous pouvons bâtir une organisation de masse de la jeunesse, ou du moins avancer sur cette voie.* (...) *Toute notre activité, dans tous les secteurs, doit être centrée sur l'objectif du 3ème congrès de l'AJS pour lequel nous devons nous fixer le quota raisonnable de 4000 à 5000 jeunes à l'AJS. (...) 1000 délégués et 1000 ou 2000 observateurs.*

A l'évidence, ces perspectives considérables, largement définies et unanimement adoptées, ont été abandonnées dans les années suivantes, notamment en ce qui concerne l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse. Quant au développement de l'AJS, après avoir dépassé en 1972 les 2500 (2575, dont 546 étudiants parisiens. Les lycéens verront leur nombre passer de 100 à 310 sur la seule région parisienne), et frôler les 2500 en 1973 (2466), il ne retrouvera jamais par la suite cet éclat ni cette ambition, même lorsque sera proclamée l'ORJ (Organisation révolutionnaire de la jeunesse) vers la fin des années 70.
Dès 1973, Charles Berg indiquait dans une note au BP :

> *Sur Paris, les chiffres sont clairs : si la fraction étudiante* [à l'OCI, dans l'AER] *n'a pas considérablement varié -190 actuellement sur Paris dont 220 à 230 l'an dernier-, la fraction intervenant dans l'AJS sur Paris a été réduite de moitié. Il y avait environ 160 trotskystes sur la RP AJS, actuellement, au dernier pointage réalisé, nous aboutissons à 84 militants de l'OCI intervenant dans l'AJS, dont environ 45 lycéens ou collégiens.*

Au 12 juin 1973, 950 jeunes étaient déjà inscrits pour les camps d'été de l'AJS.

1972 – Vers l'Internationale révolutionnaire de la Jeunesse

Le **Projet de résolution sur le travail de construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse** (je n'ai pas retrouvé le texte définitif) montre toute l'importance du chemin parcouru :

> *1/ - **La conquête des jeunes générations au programme de la IVème Internationale est une composante essentielle de sa reconstruction**.*
>
> *Les formes spécifiques que prend le combat de la jeunesse dans le cadre de la lutte des classes ont toujours exigé, comme une tâche de la construction du Parti révolutionnaire, la constitution d'une organisation spécifique de la jeunesse.*
>
> *En ce sens, le combat qui a été mené par les organisations trotskystes, au compte du Comité International, dans la voie de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, était en définitive une expression concrète de la lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale. Cela s'est exprimé dans le rassemblement international d'Essen dont le cadre politique était fixé par le Comité International et où s'est concrètement affirmée, à travers la mobilisation de milliers de jeunes s'engageant dans la lutte pour la révolution socialiste, l'unité mondiale de la lutte des classes : c'est sous les mots d'ordre des Etats-unis socialistes d'Europe, de l'unité entre la révolution politique et la révolution sociale, de la portée internationale de l'Assemblée populaire de Bolivie, que s'est tenu le rassemblement d'Essen.*
>
> *Comme le disait le rapport sur la situation internationale présenté par l'OCI à la pré-conférence : « La construction de l'I.R.J. est indispensable à la reconstruction de la IVème Internationale. (…) La disponibilité de la jeunesse à la lutte révolutionnaire n'est plus à démontrer. Le succès politique considérable d'Essen démontre la disponibilité de la jeunesse au combat et à l'organisation révolutionnaires. Pour s'exprimer et combattre, il lui faut des cadres et des formes d'organisation qui lui soient propres. (…) Qui dit organisation politique propre dit du même coup fonctionnement politique propre, indépendance organisationnelle, responsabilité politique propre, droit à décider de l'orientation et de l'activité.* (…)

Les limites de ce Rassemblement international sont marquées par les difficultés internes de la reconstruction de l'Internationale :

> *2 – L'éclatement du Comité international, lié à son incapacité à assumer son rôle dans la reconstruction de la IV° Internationale - que qui s'est marqué en particulier par la place qu'Essen a tenu dans cet éclatement- a eu des effets négatifs sur le travail international dans la jeunesse.* [la rupture était consommée avec l'organisation anglaise de Gerry Healy].
>
> *Il est temps aujourd'hui de reprendre l'initiative, d'autant plus que le mûrissement de la crise du stalinisme et du réformisme nous ouvre les plus larges possibilités, en particulier dans les organisations de masse de la jeunesse, mais qu'en même temps cette situation, si les organisations trotskystes n'y interviennent pas, ne peut que conduire au renforcement de barrages centristes à la construction du Parti révolutionnaire, en particulier dans ces mêmes organisations de jeunesse.*

La place et le rôle d'une organisation comme l'UNEF était alors soulignée, comme l'importance de la prise de sa direction par l'OCI. L'UNEF n'était pas seulement une possibilité de jonction avec le mouvement ouvrier français :

> *Enfin, il est certain que le déploiement d'une activité politique dans la perspective de l'IRJ, si elle n'est possible qu'à partir de l'initiative des organisations révolutionnaires de la jeunesse que nous impulsons, ne peut se cantonner, dans les formes qu'elle utilisera, à ces seules organisations, ni même à des organisations strictement « politiques, ce sont tous les aspects par lesquels s'opère la rassemblement des jeunes générations de travailleurs manuels et intellectuels contre le capitalisme, qui doivent être intégrés à*

cette campagne. Les marxistes ont souligné et saisi l'importance des organisations et des luttes des étudiants, précisément parce qu'ils se refusaient à les isoler de la lutte des classes, et qu'ils les situaient comme un symptôme et une composante de la montée même du prolétariat à l'échelle mondiale. (…)

C'est pourquoi nous avançons la résolution suivante, qui tient compte de la réalité internationale du mouvement étudiant, en particulier de l'UIE [Union internationale des étudiants] *comme champ de bataille international où le stalinisme et le trotskysme se sont déjà directement affrontés (intervention de l'UNEF au comité exécutif de l'UIE à Varsovie, intervention de l'UNEF à la conférence européenne des organisations de jeunesse à Helsinki).*

L'UNEF peut prendre (ses instances dirigeantes se sont déjà prononcées en général dans ce sens) l'initiative, que nous devons approuver, de convoquer une Conférence d'organisations et de militants étudiants, pour la fin janvier 1973 en France. Cette Conférence porterait essentiellement sur deux thèmes (…) :

1/ l'offensive internationale générale du capitalisme contre l'enseignement et l'université, la signification de cette offensive. A cette offensive doit être jointe la question de l'offensive menée contre l'Université et l'enseignement dans tous les pays de l'Est et l'URSS. La défense des libertés des enseignants et des étudiants, la lutte contre leur « normalisation », est une composante indispensable du combat qu'il s'agit d'engager.

2/ La situation mondiale et les luttes de la jeunesse, le bilan des luttes étudiantes 1968-1972.

Apparition de difficultés sérieuses

Pourtant, la situation du travail jeune en France connaît déjà des difficultés que révèle cette note rédigée par Charles Berg pour le Bureau politique (texte non daté, mais vraisemblablement vers 1973, intitulé « *Travail jeune – Camarade C.Berg* »).

Berg rappelle que dès janvier, le BP « *tirait le signal d'alarme* » « *en attirant l'attention des membres du C.C. sur les dangers de liquidation de l'AJS., révélés par l'annulation des conférences fédérales du mois de décembre dans la majeure partie des régions. (…) les résultats de notre politique dans la jeunesse tel que le chiffre des délégués et des électeurs le font apparaître, doivent nous amener à caractériser le plus rigoureusement possible l'état politique et organisationnel de notre travail : le combat pour engager l'AJS sur le terrain du travail de masse dans la jeunesse est au point mort. Plus exactement encore, nous sommes à deux doigts de la catastrophe. Il ne s'agit pas de peindre le noir sur le noir : c'est ainsi. (…) En effet, depuis que le CC a adopté à l'unanimité au lendemain du congrès une orientation claire sur la construction de l'AJS, nous ne cessons d'osciller comme direction sur son application. (…)*

Où en sommes-nous ? La catastrophe est-elle consommée ? Non. ***Nous n'avons jamais, à la même époque, moins de deux mois après l'édition des nouvelles cartes, rassemblé un tel nombre de jeunes :***

- *Paris : 1360 (AER : 460)*
- *Province : 1106*
- *Total : 2466* [au même moment, publiquement, l'AJS revendiquait 4 500 membres comme en témoigne un reportage d'une télévision suisse cette année-là. Sans être un mal propre à l'OCI, le gonflement des chiffres couramment pratiqué à l'externe n'est pas ce qui l'honore ni la distingue).

Que représente ce chiffre ?

- *Une stagnation de l'AER*

- *Une progression certaine, mais limitée, dans les lycées*
- *Quelques cercles locaux*
- *Mais surtout une masse de jeunes qui on leur carte de l'AJS ou qui peuvent la prendre immédiatement, mais qui ne militent pas car ils ne trouvent pas, dans les cadres actuels, les formes actuelles de l'AJS, un véritable lieu de mobilisation politique.*

Remarquons, au-delà de la dramatisation qui fait aussi partie d'un certain art de diriger, que, bien que les effectifs généraux aient tout de même progressé, tout en demeurant fort éloignés d'une organisation de masse, la prise de l'UNEF depuis plus d'un an n'a pas constitué pour l'AER un terrain de mobilisation et de recrutement supplémentaires. Mais Berg constate plus loin que « *pour des raisons multiples, la masse des étudiants prêts à combattre, n'a pas confiance en l'UNEF.* » Il est vrai que le passif laissé par les directions passées de l'UNEF est lourd, et que les forces qu'elle regroupe arrivent à peine à 3000, sur les 700 000 étudiants existant alors.

Berg revient ensuite sur ce qui fait le caractère spécifique d'une organisation révolutionnaire dans la jeunesse, qui ne saurait être une « OCI en culottes courtes » :

> *Il nous faut donc dégager un objectif qui, dans la jeunesse, concrétise la lutte contre l'impérialisme et le gouvernement. Au terme d'une première discussion, il apparaît que nous devons nous orienter vers la préparation et la convocation d'Etats généraux de la jeunesse.*
> Ce terme « *s'applique parfaitement à la dimension nationale du rassemblement politique de la jeunesse posant la question du gouvernement, en même temps qu'une telle perspective nous permet de poser le plus clairement qui soit la question du front unique. C'est en mobilisant les jeunes sur la question de l'emploi, de la déqualification, de la sélection, en désignant le responsable : le gouvernement, que les cercles de l'AJS peuvent rassembler la jeunesse et combattre effectivement pour le front unique ouvrier, c'est-à-dire non seulement en direction des JC, mais en direction des partis et des syndicats ouvriers, à l'échelle locale, départementale et nationale.*

Charles Berg paraît bien amplifier les possibilités réelles de l'intervention ; mais le fait que cette amplification soit acceptée par l'organisation donne la mesure du sentiment alors partagé : il était possible de construire une organisation de masse dans la jeunesse :

> *Avec l'AJS, la jeunesse doit se rassembler, prendre position pour les Etats-Généraux de la Jeunesse, désigner ses délégués à partir de chaque groupe réuni, centraliser électeurs, combattants pour les Etats-Généraux et délégués, députés, porte-parole de ces groupes, dans les Rassemblements de jeunes convoqués et organisés par l'AJS.*

On voit ainsi se profiler l'image de cohortes de jeunes rassemblées, disciplinées, convergeant vers une lumineuse AJS grande ouverte pour les accueillir….

Dans une autre note (rédacteur toujours Charles Berg) :

> *… le travail jeune de l'OCI aboutissait, non pas à bâtir une organisation de jeunesse, mais à créer des cercles concentriques autour de l'OCI, de ses cellules, animés, appuyés, par l'OCI, sans vie, sans action politique propre, donc sans lien avec la jeunesse. (…) Il faut répondre à une question :*

oui ou non, aujourd'hui, dans la maturation politique vers l'ouverture de la crise révolutionnaire, alors que les appareils sont loin de contrôler la jeunesse, -à la fois parce qu'ils ne contrôlent plus la classe comme hier, et également parce que le contrôle de la jeunesse exige des actions de mobilisation qu'ils ne veulent pas faire, par crainte des conséquences,
oui ou non, alors que nous avons accumulé une expérience politique dans le travail de masse, avancé vers la diversification de notre action, (UCL- AER, Cercles locaux, ANJR, etc.), alors que nous disposons d'un capital militant, encore limité mais réel,
oui ou non pouvons-nous regrouper des milliers de jeunes, les organiser en partie ?

Le développement hardi d'une orientation générale

Il ne faut surtout pas négliger la dimension internationaliste de ce combat, relevant de la même vision grandiose : la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, pas moins. Loin d'en rire, il faut au contraire comprendre qu'il s'agit là du développement hardi de la ligne politique générale, de l'analyse qui conclut à l' « imminence » internationale de la révolution prolétarienne dans cette période si favorable. Le Rassemblement international d'Essen de juin 1971, qui s'est pourtant passé dans un moment de crise interne sérieuse –le départ de la Socialist Labour League de Gerry Healy et de son organisation de jeunesse les Young Socialists-, encore présente à Essen, interviendra peu après.

Projet de résolution sur le travail de construction de l'IRJ :
I – La conquête des jeunes générations au Programme de la IVème Internationale est une composante essentielle de sa reconstruction.
Les formes spécifiques que prend le mouvement de la jeunesse dans le cadre de la lutte des classes ont toujours exigé, comme une tâche relevant de la construction du parti révolutionnaire, la constitution d'une organisation spécifique de jeunesse.
En ce sens, le combat qui a été mené par les organisations trotskystes, au compte du Comité international, dans la voie de l'IRJ, était en définitive une expression concrète de la lutte pour la reconstruction de la IV° Internationale. Cela s'est exprimé dans le Rassemblement international d'Essen dont le cadre politique était fixé par le Comité international, et où s'est concrètement affirmée, à travers la mobilisation de milliers de jeunes, l'unité mondiale de la lutte des classes : c'est sous les mots d'ordre des Etats Unis socialiste d'Europe, de l'unité entre la révolution politique et la révolution sociale, de la portée internationale de l'Assemblée Populaire de Bolivie, que s'est tenu le Rassemblement d'Essen.

Dialectiquement, le point II du projet de résolution (je n'ai pas retrouvé le texte final) met l'accent sur la crise ouverte dans le Comité International, qui limite la portée du pas en avant que voulait exprimer le Rassemblement d'Essen :

II – L'éclatement du Comité International – lié à son incapacité à assumer son rôle dans la reconstruction de la IV° Internationale, ce qui s'est marqué en particulier par la place qu'Essen a tenue dans cet éclatement- a eu des effets négatifs sur le travail international dans la jeunesse. »
Le texte insiste ensuite sur le rôle vital du travail international pour les organisations de jeunesse dépendant du Comité international. « *Cette activité ne peut se mener que si son axe politique, c'est précisément l'internationalisme prolétarien traduit en mots d'ordre dont celui des Etats-Unis socialistes d'Europe est l'un des plus centraux.*

Cette construction met en avant la place et le rôle des étudiants, et, par conséquent, l'activité propre de l'UNEF :

> *Les Marxistes ont souligné et ont saisi l'importance des Organisations et des luttes des étudiants, précisément parce qu'ils se refusaient à les isoler de la lutte des classes et qu'ils les situaient comme un symptôme et une composante de la montée même du prolétariat à l'échelle mondiale.* [le texte ne dit rien du caractère spécifique du milieu étudiant, sa disponibilité physique et intellectuelle plus immédiate à une mobilité internationale, à une réflexion générale, que le reste de la jeunesse etc.] *Ceux qui ont voulu idéaliser le mouvement étudiant en le présentant comme étant une nouvelle « avant-garde » de la lutte des classes, substitut au Parti révolutionnaire de prolétariat, et qui œuvraient en fait pour que les luttes des étudiants demeurent dominées politiquement par la petite-bourgeoisie, ne peuvent présenter ne peuvent présenter qu'un bilan de faillite dont le sort du SD allemand est l'un des exemples les plus illustratifs. (...) C'est pourquoi nous avançons la proposition suivante, qui tient compte de la réalité internationale du mouvement étudiant, en particulier de la signification de l'Union Internationale des Etudiants (U.I.E.) comme champ de bataille international où le stalinisme et le trotskysme se sont déjà directement affrontés (...) L'UNEF peut prendre (ses instances dirigeantes se sont déjà prononcées en général dans ce sens) l'initiative, que nous devons approuver, de convoquer une Conférence d'organisations et de militants étudiants pour la fin janvier 1973 en France.*
> *Cette Conférence porterait essentiellement sur deux thèmes qui seraient traités sous des formes diverses, allant du « colloque » permettant d'associer des personnalités de l'enseignement, comme des représentants des organisations ouvrières, jusqu'à des assemblées publiques :*
> *1°/ : L'offensive internationale générale du capitalisme contre l'enseignement et l'université, la signification de cette offensive. A cette offensive doit être jointe la question de l'offensive menée contre l'Université et l'Enseignement dans tous les Pays de l'Est et en URSS. La défense des libertés des enseignants et des étudiants, la lutte contre leur « normalisation » est une composante indispensable du combat qu'il s'agit d'engager ?*
> *2°/ : La situation mondiale et les luttes de la jeunesse, le bilan des luttes étudiantes 1968-1972.*

Le moins qu'on puisse dire est que les objectifs sont ambitieux, offensifs, et qu'ils donnent à l'UNEF une place que par la suite, lorsque le syndicat étudiant aura acquis l'importance due à sa réunification en 1980, la direction de l'OCI ne lui donnera plus jamais.

> *L'appel UNEF ne sera pas limitatif. Il s'adressera aussi bien aux Unions étudiantes qu'aux Organisations politique étudiantes, qu'aux militants. Ainsi la campagne comprendra un combat mené au niveau des Unions étudiantes et de l'UIE elle-même, en même temps qu'une bataille sera livrée dans chaque pays, dans chaque université, pour que les étudiants, les groupes d'étudiants, se prononcent pour cette initiative, s'associent, participent à sa préparation et en fassent, là où ils sont, un élément de la vie politique.*
> *Ainsi, quelles que soient les positions que présentement elles occupent dans le mouvement étudiant, toutes les organisations du Comité d'Organisation peuvent pleinement participer à cette bataille.*

Sans aucun doute, la « flamme de la révolution prolétarienne » voulait monter haut et clair. Un « camp international pour l'IRJ » était prévu pour l'été 1973, et « *...ce sera l'une des tâches des organisations révolutionnaires de jeunesse en Europe que d'assurer, par la mobilisation politique de milliers de jeunes qu'elles engageront dans la lutte pour le*

socialisme, qu'une contribution financière aidant la présence dans ce camp de délégations représentatives d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient. »

Mais ces projets très ambitieux se heurtent aux difficultés de l'élaboration quotidienne**. Une autre résolution du BP**, toujours en 1972 –et toujours sans doute de la main de Berg- précise :

> *En dernier ressort, c'est la capacité de la fraction à faire vivre, impulser la construction permanente de l'organisation de jeunesse, qui est en cause. (...) ''Franchir un pas décisif pour la construction du parti révolutionnaire'', c'est aujourd'hui donner à l'AJS une existence permanente, l'affirmer dans la vie quotidienne. Insensiblement, le travail jeune de l'OCI tend, au niveau de la direction de l'organisation, à tomber en désuétude. (...) Le plus difficile pour une organisation de jeunesse, ce n'est pas tant, nous l'avons vu le 31 octobre, préparer une manifestation de masse (bien que cela ne soit pas donné), mais c'est en permanence d'avoir dans la jeunesse une activité ordonnée dans la localité, le lycée, la fac, comme s'il y avait une manifestation à préparer... . C'est le déploiement, la vie du cercle.*
>
> *Or, cela n'est possible que si l'organisation, mesurant l'importance de ce travail, donne aux cercles, par l'intermédiaire de ses militants, les matériaux politiques, sans dogmatisme, laissant aux cercles le soin de l'application. Dans la prochaine période, l'objectif à atteindre, c'est l'existence propre de l'AJS par ses cercles.*
>
> (...) *''Franchir un pas décisif ? Cela signifie en clair pour l'AJS* ***doubler chaque cercle de l'AJS jusqu'en juin*** [c'est moi qui souligne], *multiplier la vente de J.R., pénétrer dans la FJT* (Foyers de jeunes travailleurs), *accrocher le cercle non pas sur une 'jeunesse d'Epinal' propre, gentille, imaginaire,* [mais] *sur les groupes de jeunes qui existent dans toutes les localités, sur lesquels nous devons nous porter.*
>
> *En clair, cela signifie poser concrètement maintenant les termes de l'organisation de masse de la jeunesse en perspective d'une situation, où, comme un raz-de-marée, la jeunesse cherchera à s'organiser pour un laps de temps très bref. (...)*
>
> *Le plus courant n'est pas, comme on pourrait le croire, les déviations gauchistes. Elles existent. Mais le plus courant c'est la ''transformation'' du militant AJS qui, devenu trotskyste, devient un parfait manuel formel du Programme de transition, là où il doit être un cadre, un entraîneur du cercle AJS pour conquérir la jeunesse.*

1973 - Une organisation étudiante en difficulté

En même temps, une note de la Commission jeune de l'OCI (Berg ou Sérac rédacteur), la même année, dresse le tableau d'une organisation étudiante en mauvais état, aux prises avec les grandes difficultés d'un syndicat à animer et faire vivre :

> *Le Bureau politique unanime a caractérisé la situation de l'AER comme étant l'expression d'une capitulation devant le stalinisme et son ombre portée, le gauchisme. Bien sûr, il ne s'agit pas d'un problème propre au travail étudiant. (...). Qu'il s'agisse de Paris, Grenoble, Clermont, Lyon, etc., la situation est identique : cercles de l'AER repliés sur eux-mêmes, militants de l'OCI assumant seuls comme de preux chevaliers la construction de l'UNEF, séparant dans l'activité « syndicat » et « politique »* [on voit que nous sommes assez loin de la conception d' « indépendance réciproque des partis et des syndicats », bien entendu en tenant compte du caractère spécifique d'un « syndicat » étudiant]. (...)
>
> *C'est à partir d'une conception permanente de construction de l'UNEF saisie dans toute sa dimension et pas seulement* [celle de] *défense des revendications –*

Meeting Espagne, Conférence internationale, Tchécoslovaquie, défense des libertés, manifestation pour la défense de l'école laïque, etc…- que l'AER peut se construire. (…)

La pauvreté de la vie politique des cercles de l'AER tient précisément à ce que la discussion théorique sur le marxisme est continuellement renvoyée aux calendes grecques, au profit de l'action qui devient vite agitation. Pour convaincre les étudiants que notre politique est juste, il faut argumenter, expliquer, développer sans honte le marxisme à l'université. Sinon, le cercle AER se transforme en CA UNEF, avec comme programme politique « la défense des revendications », interdisant d'ailleurs à l'UNEF d'exister.

Une autre note, vraisemblablement rédigée par Michel Sérac (alors président de l'UNEF) adressée à toutes les structures ainsi qu'aux étudiants de l'organisation, à propos du travail dans l'UNEF, donne la mesure des difficultés :

Il faut tirer jusqu'au bout le enseignements les enseignements des élections à la Mutuelle [MNEF] *de Lyon. En une journée, devant trois listes contradictoires, UNEF, UNEF-Renouveau, MARC-Ceres, 1231 étudiants ont fait de nous la première liste élue, 1109 ont voté UNEF-Renouveau, 356 pour la troisième liste. Dans le même temps, le nombre d'adhérents UNEF reste dérisoire, en regard de cette audience. (…) Il ne s'agit pas seulement, bien entendu, de Lyon, mais, répétons-le, d'un manque de confiance des directions étudiantes à tous les niveaux en la disponibilité immédiate des étudiants à s'organiser dans l'UNEF. (…) En Médecine (…) les résultats sont là, lumineux : dans le même amphithéâtre où l'an dernier 1 000 étudiants sifflaient les interventions de l'UNEF, qui opposait contradictoirement sa construction au mouvement des masses, une AG inter-CHU de 1 000 étudiants est co-présidée par un membre du BN de l'UNEF, un pabliste et un gauchiste, à l'image de la place occupée par nous dans les CFPM. Le soir, six adhésions à l'UNEF sont enregistrées.* (…) *Il n'est pas inutile, aux fins de prévention, de citer encore l'exemple de l'erreur depuis redressée en Médecine : les camarades avaient commencé à proposer que les assemblées de masse étudiantes délèguent leurs représentants à la coordination UNEF. Naturellement, l'absurdité sectaire d'une telle proposition entraînait immédiatement son symétrique gauchiste et opportuniste ; la prosternation devant les formes « autonomes » de lutte.* »

Une quinzaine d'années plus tard, Daniel Gluckstein écrira son impérissable ouvrage sur le grève générale des étudiants de 1986, *Qui dirige ? Personne ! On s'en occupe nous-mêmes*. Ce titre stupéfiant de la part d'un dirigeant qui s'affirmait trotskyste, prenait simplement la mesure de la disparition de toute la fraction étudiante, et s'efforçait de faire de nécessité vertu : il fallait à tout prix cacher à l'organisation l'énorme trou politique creusé avec le départ de Cambadélis et des siens.

Annexe - **Rencontres avec d'anciens dirigeants étudiants**

Dans les premiers mois de 2016, j'ai pu rencontrer successivement trois anciens cadres étudiants de l'OCI. Je ne peux rapporter leurs propos précis, n'en ayant pris que des notes. Mais j'utilise aussi ce que certains ont écrit, comme Benjamin Stora ou Philippe Campinchi (que je n'ai pas rencontré). J'ai choisi de garder en grande partie ce « bloc » étudiant, quitte à blesser l'ordre chronologique et à pénétrer quelque peu dans les années suivant 1981.

1/ Denis Sieffert

Denis Sieffert a été président de l'UNEF à partir de 1975 jusqu'en Mai 1978. Il succédait à ce poste à Michel Sérac. Son témoignage porte donc sur les années qui ont précédé celles où Cambadélis a dirigé l'UNEF. Il parle d'abord des rapports entre la direction de l'OCI (Lambert) et la direction de FO :

J'étais alors jeune et naïf et je sentais bien que bien des choses me dépassaient. Quand j'allais à FO voir Bergeron, il me disait parfois : « Et tu donneras bien le bonjour à Pierrot ». Sandri et Jenet venaient souvent se mêler à nos entretiens, avec Bergeron ils semblaient être au courant de tout ce qui se passait dans l'OCI.
Beaucoup de choses se faisaient en va-et-vient. Je ne peux te dire rien de précis, c'était de l'ordre du climat, de l'ambiance. Le vocabulaire me choquait parfois, par exemple lorsque Bergeron disait : « Vous et nous, on a un accord solide : on n'aime pas les Cosaques. Et puis, vous n'êtes pas manchots. » [Traduction : vous êtes notre plus ferme rempart contre les staliniens, et même au niveau physique, vous leur en remontrez].
Bergeron et moi allions souvent aux ministères ensemble. Il me donnait bien des conseils utiles sur la manière de procéder.
*A la fin de la grève étudiante de 1976, où l'UNEF a joué un rôle important, Bergeron m'a accompagné chez Saunier-Seïté (la secrétaire d'Etat d'alors aux universités). Je suis d'abord allé le retrouver à FO à 7h du matin, pour mettre les choses au point, puis nous sommes allés au ministère. C'était pour préparer le scénario de la réunion officielle qui devait avoir lieu à 11 heures. Bergeron a dicté littéralement à Saunier-Seïté ce qu'elle aurait à dire. Il a commencé par lui annoncer : « J'en suis à mon nièm*e *ministre de l'éducation nationale, alors vous allez m'écouter. Et elle a pris des notes. A la réunion officielle de 11 heures, j'ai constaté qu'elle respectait ce que Bergeron lui avait dit. Bergeron nous a aidés à monter avec Soisson* [alors ministre de l'Education Nationale] *et Saunier-Seïté la « Conférence des associations étudiantes ». C'était pour compenser le manque que représentait notre absence des conseils d'université, qui nous rendait plus difficiles les relations nécessaires pour la négociation quasi-permanente qui doit exister entre une organisation syndicale et le pouvoir.*

J'ai été le « président maudit » de l'UNEF parce que c'est moi qui ai fait quitter la rue Soufflot au siège de l'UNEF. Notre avocat, Yves Jouffa, nous avait dit qu'il avait épuisé toutes les procédures qui nous opposaient au propriétaire des lieux, les éditions Delagrave. Nous aurions risqué de nous voir mis en liquidation. J'ai consulté la direction de l'OCI bien sûr. Nous avons donc quitté la rue Soufflot, pour emménager dans de beaux locaux rue de Hanovre , qui avaient été ceux de la fédération FO des cuirs et peaux. Je ne sais pas si FO en était propriétaire ou locataire, ce qui est sûr, c'est qu'au moins pendant les trois ans que j'ai dirigé l'UNEF, nous n'avons payé aucun loyer.

Et la direction de la FEN ?

Avec la FEN, les relations étaient bien plus protocolaires, mais nous avions tout de même des relations privilégiées avec Louis Astre, Guy Le Neouanic, et même André Henry, qui pourtant se montrait nettement plus méprisant.

Comment l'UNEF est-elle sortie de son isolement ?

Avec Michel Sérac, nous nous étions vite rendu compte que nous rendre au ministère épisodiquement ne suffisait pas. Cette « Conférence » nous permettait des contacts plus suivis. Mais nous y étions seuls, ça ne pouvait pas marcher : en effet, pour l'UNEF-Renouveau, pas question de se retrouver assis à la même table que nous. Alors, nous avons favorisé la création du COSEF en 1975, avec Le Guen, et bien sûr Mitterrand [il leur fallait des militants, nous en avons fourni]. *Cambadélis était déjà là pour cette prise de contact. Je ne sais pas s'ils se connaissaient avant, mais ils ont fait comme s'ils ne se connaissaient pas. Mais si ça se trouve, ils s'étaient déjà vus quinze fois dans mon dos. Nous avons aussi pris contact avec les « corpos » (Alain Marié) pour qu'ils y soient aussi : ça faisait plus habillé.*
Ces années-là, il y avait déjà des accords avec le PS pour les élections à la MNEF, qui était tenue par le CERES de Chevènement, mais pour le compte des staliniens. Mais nous n'avions pas d'accord de direction pour la prise de la MNEF ; comme cela s'est fait plus tard pour la réunification de l'UNEF.

Quels étaient tes rapports avec la direction de l'OCI ?

Je n'avais dans l'OCI aucune responsabilité, je n'ai jamais été au comité central. Mais il m'est arrivé plusieurs fois d'être invité au Bureau politique. Je me rappelle d'y avoir vu plus d'une fois des gens qui n'étaient pas de chez nous, comme Yves Dechézelles ou surtout Alexandre Hébert. Une fois, Raoul m'a dit en me le désignant : « Tu l'as vu celui-là ? » Et, théâtralement, en frappant du poing sur la table : « Eh bien, tu ne l'as pas vu ! Il n'existe pas ! ».
Mais j'étais tout de même à la « commission jeune » de l'OCI. Pendant au moins deux ans, (1975-1977), ça a été avec Chisserey, qui avait été remis à cette responsabilité [après Berg]. *Chisserey allait déjà mal, les réunions étaient épiques, dramaturgiques même, mais la discussion y était totalement ouverte et parfois Chisserey était étincelant. Ensuite, ça a été Gérard Bauvert, on est tombé de plusieurs étages* [Gérard Bauvert, « Sartana » est toujours, en 2016, permanent au 87 rue du Fbg Saint-Denis, il appartient au POI]
Je voyais assez souvent *Ivan, parce que l'AG-UNEF de Clermont était une des plus fortes de France : j'y allais souvent. Ivan m'a fait l'effet d'un véritable obsessionnel. Il était pourtant brillant dans la discussion politique. Mais il voulait tout contrôler de manière maladive. Il écoutait tout, il enregistrait tout, même au magnétophone. Il avait la folie de l'hyper-contrôle.* [« Ivan », fut un remarquable dirigeant, constructeur notamment de l'importante unité du Puy de Dôme. L' « affaire Berg », qui fut aussi la sienne comme celle de plusieurs autres jeunes dirigeants membres du comité central, finira par avoir raison de lui. Voir plus loin.]
Delachair était le responsable de l'AER jusqu'en 1977. Il a été éliminé d'une manière brutale, et remplacé par Cambadélis. L'AER a cessé d'avoir une véritable existence. Cambadélis y

est d'ailleurs resté peu de temps : il est vite devenu président de l'UNEF, à ma suite. Je voulais en partir.

2/ Notes de lecture : Benjamin STORA : *La Dernière Génération d'Octobre* (2003)

p.135 :

> *« Mais, dans ces années 1973-1976, les premiers étudiants qui avaient abandonné leurs études à la suite d'un militantisme frénétique commençaient à arriver dans les banques, les Postes, les caisses de Sécurité Sociale, les EN d'instituteurs, et ces arrivées construisaient presque naturellement le « travail ouvrier » de l'organisation. Quelques-uns d'entre eux, sans diplômes, deviendront des permanents syndicaux ou des professionnels de la politique.*
>
> *Pas de « tournant ouvrier » donc. L'essentiel, encore une fois, était surtout de recruter pour le parti révolutionnaire, sans se préoccuper vraiment des mouvements réels qui affectaient la société. Nous sommes ainsi passés volontairement à côté des marches du Larzac (annonciatrices des mouvements écologistes), des combats féministes (qui annonçaient l'adoption d'une loi sur l'avortement), ou des « comités de soldats » qui se battaient pour obtenir un syndicat dans l'armée. Le lien entre l'écologique et le social, par exemple, était considéré comme idéologique, coupé des réalités de la lutte des classes. »*

p. 157 :

> « *En 1977, trois dirigeants prestigieux quittaient la direction, l'historien Pierre Broué, le mathématicien Gérard Bloch, ancien déporté de Dachau, et Claude Bernard, dit ''Raoul'', le fondateur de la commission coloniale de la IVème Internationale en 1944. Ils étaient remplacés par trois ''jeunes '', Jean-Christophe Cambadélis, Jean Grosset et moi-même. Plus tard seulement, j'établirai une relation entre le départ des trois anciens expérimentés, contemporains de Pierre Lambert, et l'arrivée de trois jeunes presque sans mémoire, mais dévoués et déterminés pour la construction du parti.* »

p. 162 :

> « *Dans les interminables et ennuyeuses réunions du CC, il n'était question que du « contrôle » de l'activité militante : combien de journaux vendus, d'argent levé, d'abonnement aux journaux obtenus et de militants recrutés. Je me souvins de la tête que faisait Christian Phéline (dit ''Némo'') à son arrivée au Comité central* [en 1980], *lui qui avait dirigé dans la LCR une tendance bataillant sans cesse idéologiquement. Devant l'avalanche de chiffres qui ''cadrait'' la discussion politique, cet intellectuel brillant (il deviendra directeur du développement des médias, dépendant de Matignon, chargé de défendre les intérêts de l'Etat dans l'audiovisuel public) se réfugiera très vite dans le silence et quittera l'OCI en 1981. La comptabilisation des résultats ouvrait sur une étude très serrée des succès, ou des échecs, de l'organisation. Pierre Lambert disposait du monopole d'élaboration théorique, et les autres intervenants devaient moduler leurs interventions sur l'analyse de la situation politique française, ou internationale, en suivant l'énoncé des chiffres. (...) J'ai, en fait, été très vite déçu. Les discussions politiques sur la stratégie à suivre étaient rares, et, visiblement, les décisions véritables se prenaient ailleurs, dans les réunions du bureau politique. Cette façon de procéder, l'analyse des chiffres accompagnant sans cesse toute discussion politique, se retrouvait ensuite à tous les échelons de l'organisation.* »

Confirmation qu'en fait, tout se passait comme si, depuis les « Thèses » du XVIIème congrès de 1972, la discussion générale, stratégique, la véritable lutte contre l'idéologie dominante, ces combats permanents ou qui auraient dû l'être et le rester, avaient été éliminés, ''réglés'' une fois pour toutes. Toute l'élaboration

ultérieure était implicitement ou explicitement cadrée par ces thèses, que nul ne songeait à remettre en cause d'aucune façon. Est-ce de ce fait que date la concentration de plus en plus forte du pouvoir d'élaboration dont parle Stora, et du pouvoir tout court au sein de l'organisation, entre les mains du seul Lambert ? Le mouvement, la tendance, venait d'avant, c'est certain, mais 1972 marque le saut qualitatif essentiel.

Toute la page 167 :

> « *Il ne s'agissait pas, dans nos analyses, de procéder par questionnements, suppositions, hypothèses sur la situation. Il y avait un préalable, la réaffirmation de l'effondrement du capitalisme, posé à titre de vérité intangible, comme une nécessité inéluctable. La psychologie du militant se dessinait, se forgeait dans ce sentiment de l'inéluctable et procurait un incontestable sentiment de supériorité, presque physique, sur celui qui se permettait de douter, en interrogeant le réel. Il n'était pas nécessaire d'établir des conjectures, mais d'affronter sans cesse une réalité. Ce ''nécessitarisme'' conduisait au volontarisme politique. La contradiction n'était qu'apparente (pourquoi agir puisque tout va, de toute manière, s'effondrer ?). En fait, le volontarisme politique se trouvait sans cesse avivé, exacerbé, par le sentiment de l'inéluctable. Il fallait intervenir vite, et sans relâche, sur le réel en continuel bouleversement révolutionnaire. Le titre de* Jeune Révolutionnaire *préparant au Rassemblement du 1er février 1970 au Bourget était ainsi un bon condensé de cette proposition d'intervention politique : « Jeune, organise-toi, demain il sera trop tard ! »* [ce n'est que maintenant que je réalise la similitude formelle de cette formule avec la propagande religieuse de certains groupes du style Témoins de Jeovah]. *En d'autres termes, les prophéties sur la situation française, avec l'effondrement de la V° République ou sur la situation internationale (...) n'étaient pas incompatibles avec l'activisme militant. Au contraire. L'opération consistant à se faire une opinion à partir d'un schéma pré-établi et à régler sa conduite sur celle-ci, contribuait à une intensification de l'activisme militant.* »

J'estime que la faiblesse profonde de l'ouvrage de Stora, en dépit de la justesse d'un grand nombre de ses remarques et même de ses analyses sur le fonctionnement interne de l'organisation en relation avec sa manière d'analyser le réel, tient à ce qu'il « oublie » absolument tous les fondements économiques du marxisme, qui demeurent (à mon avis) la base la plus solide de ce qui constitua l'OCI. De ce point de vue, le travail de Just –et de quelques autres- fut nettement supérieur et préférable à celui, continu et acharné pourtant, de Lambert. Jamais l'organisation n'aurait pu tenir avec une telle vigueur et une telle conviction si elle n'avait été assise sur des fondations aussi bien établies.

P.175 à 177 :

> « *A cette époque* [en 1977] *nous apparaissions –notamment dans les universités, mais sans jamais le formuler explicitement- comme une ''tendance de gauche'' du Parti socialiste, en étant les plus ardents défenseurs de l'unité entre le PS et le PCF. Cela nous valait une audience extrêmement importante sur le plan politique qui se traduisait, sur le plan syndical, par un renforcement de ce* qu'on *appelait l'UNEF-unité syndicale, que nous transformerons ensuite en UNEF-ID en 1980.* [Je n'avais pas non plus encore remarqué la similitude d'une partie des sigles : UNEF-ID et le courant « socialiste » UID dans la FEN. « Indépendance » et « démocratie ».] *Au moment où j'ai pris la direction du travail étudiant en 1977, avec Jean-Christophe Cambadélis qui deviendra président de l'UNEF-ID en 1978, nous étions sur le point de devenir la première force nationale étudiante dans les universités françaises. Nous avons mis en place une sorte de phalange de fer politique. Cinq cents militants organisés en*

cellules devaient directement travailler sous ma responsabilité dans une structure baptisée ''fédérale étudiante''. (...)
Face à ce ''secrétariat étudiant de la « Fédérale »'', se dressait le ''secrétariat du bureau national de l'UNEF'' dirigé par Jean-Christophe Cambadélis (...). Le secrétariat du bureau national de l'UNEF (...) était en relation suivie avec les responsables de la MNEF comme Olivier Spithakis, Jean-Marie Le Guen ou Jean-Michel Grosz. A la suite de la séparation stricte du politique et du syndicat, vieux principe du syndicalisme français élaboré par la Charte d'Amiens, adopté au congrès de la CGT en 1906, je n'ai jamais été membre d'une quelconque instance administrative de la mutuelle étudiante [il faut rappeler qu'en vertu sans doute des mêmes principes, Pierre Lambert, responsable de l'OCI, était permanent syndical FO depuis de très nombreuses années, où il occupait des fonctions importantes dans la Fédération des employés et cadres de la sécurité sociale]. *(...) Je connaîtrai mieux la nouvelle génération étudiante qui émergea au début des années 80 (...) notamment dans la bataille pour la scission de l'OCI qui se déroulera en 1985-1986. »*

Benjamin Stora utilise certainement à bon escient la formulation « face à » qui marque une opposition implicite entre le secrétariat étudiant de l'OCI et la direction de l'UNEF.
Il n'ignore nullement ce que Lambert fait de l' « indépendance réciproque parti-syndicats » pour son propre cas et sa propre gouverne. Il ne dit pas l'importance des liens permanents qui relient la BN de l'UNEF à la direction de la MNEF, dont il cite les dirigeants, depuis largement compromis.
D'ailleurs, s'agissant du « vieux principe du syndicalisme français », il mentionne aussitôt après le large coup de canif (un sacré canif) qui lui sera donné lors de la « réunification syndicale » de 1980 :

« *Les étudiants étant la colonne vertébrale de l'OCI, je pris en charge, avec Jean-Christophe Cambadélis, ce qu'on appelait la ''réunification syndicale'' qui eut lieu du 3 au 5 mai 1980 à la faculté de Nanterre. Tous les accords ''au sommet'' ne valaient rien sans la cohorte très disciplinée des trotskystes étudiants. Bien plus tard, j'ai découvert, à la lecture des livres de Jean-Christophe Cambadélis ou de Philippe Campinchi, que des rencontres régulières et secrètes se tenaient entre certains responsables de l'OCI et des responsables syndicaux de Force Ouvrière. Je n'y ai jamais participé. Pour la réunification, il fallait résoudre une équation infernale : comment le syndicat pouvait-il retrouver sa place perdue, dans une situation d'émergence de formes d'auto-organisation des étudiants ? Le reflux du gauchisme politique, qui contestait violemment l'existence d'un syndicat à l'université, et le fort accroissement numérique de nos troupes dans toutes les facultés, rendaient plus aisée la solution de ce problème. Nous avons réussi à gagner à la cause de la réunification syndicale étudiante des étudiants socialistes, membres des courants mitterrandistes (...) ou rocardiens (...). Le mérite essentiel de Jean-Christophe Cambadélis était d'avoir compris ce moment particulier marqué par la crise du gauchisme, la montée en puissance de la social-démocratie, la forte cohorte trotskyste, le recul du PCF et donc de l'UNEF-Renouveau.* »

Là encore, je trouve que ce qu'écrit Benjamin Stora garde de vastes zones d'ombre :

1/ Silence sur la relation entre « *les rencontres régulières et secrètes* » entre « *certains responsables de l'OCI et des responsables syndicaux de Force Ouvrière* », -indépendance réciproque oblige- et la réunification de l'UNEF : pourquoi alors avoir placé ces deux informations dans le même paragraphe ? Cela devra être éclairci par mon entretien avec Benjamin Stora.

2/ L'''équation infernale'' dont il est question doit être mise en relation avec la situation politique d'ensemble. Une situation extrêmement favorable a été perdue, volontairement. Est-ce un hasard si, un an et demi après cette 'réunification', l'UNEF, après avoir ouvertement fait allégeance à Savary ministre de l'éducation nationale et à ses vagues promesses de révision de la loi Faure, s'est engagée pleinement dans les conseils d'université, pour n'en plus sortir ? Qui a gagné qui ''*à la cause de la réunification syndicale*'' ? Qui y avait le plus intérêt ? Qui y a en effet gagné le plus ? Les trotskystes ? Certainement pas. Quel intérêt auraient eu les étudiants socialistes, des mitterrandistes aux rocardiens à entrer dans un syndicat étudiant refusant la participation et s'opposant au gouvernement de front populaire sur la base des revendications étudiantes ? Ces gens-là ne disposaient alors pas des forces politiques suffisantes à l'université pour espérer remporter rapidement la majorité à l'intérieur de l'UNEF. Ils ont donc opté pour une autre façon de prendre la majorité. L'OCI leur fut une sorte de Cheval de Troie.

p.179 :

> « *Puis nous* [Stora et Cambadélis] *nous sommes progressivement séparés à partir de 1982, au moment où j'ai quitté la direction de la fédérale étudiante et suis devenu assistant à Jussieu. C'était juste après l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste et ce fait n'est pas sans importance. Nos vies ont bifurqué à ce moment-là. Il est entré au bureau politique de l'OCI, devenant un homme-clé du dispositif général de l'organisation, en particulier dans les rapports avec la CGT-Force Ouvrière et André Bergeron.* »

Ici encore, je demanderai à Benjamin Stora de développer en quoi ce ''dispositif général de l'organisation'' comprenait de façon si importante les relations avec la direction de la CGT-FO.

Et pourquoi Cambadélis (sans aucun doute en utilisant sa position de président de l'UNEF) est l' « homme-clé » de ce dispositif, dont il faut rappeler qu'il est commandé par Lambert.

2 bis/ Entretien avec Benjamin STORA, le 16 février 2016

A la fin des années 70, Benjamin Stora dirigeait la « fédérale étudiante », soit près de 1 000 étudiants trotskystes, force considérable à l'université, la première des forces politiques organisées. Il était membre du comité central.

Je suis entré au Comité central en 1976.
Denis Sieffert, qui était président de l'UNEF, après Sérac, depuis 1975, est parti à l'armée en 1977. Son séjour y a été plus long que prévu.
Jean-Christophe travaillait déjà avec Lambert au 88 rue St-Denis [ce local, peu connu des militants, servait notamment d'entrepôt pour les archives, de lieu de réunion du comité de rédaction d'Informations Ouvrières –j'en fus-] *: il lui faisait ses coupures de presse. Dès l'été 76, Lambert l'avait placé à la direction de l'AER à la place de Delachair, jugé peu capable, s'exprimant mal, etc. Jean-Christophe avait déjà le profil d'un étudiant à vie. Quand Sieffert est revenu de l'armée et s'est disposé à reprendre son poste de président de l'UNEF, Lambert a déclaré : Non, ce sera Jean-Christophe.*
C'est moi qui ai recruté Cambadélis à Nanterre en 1970. Je l'ai perdu de vue jusqu'en 1977, c'est à dire jusqu'à ce qu'il dirige l'AER.

Comment s'est passée la réunification de l'UNEF ?

Dès 1978, Jean-Christophe m'a dit : ce qu'il faudrait, c'est réunifier l'UNEF avec ceux du PS de Mitterrand, contre le CERES [construit et dirigé alors par Chevènement] *allié aux staliniens.*
Il m'a présenté Le Guen, un type fade pas très à gauche, ainsi que Jean-Michel Grosz et Jean-Loup Salzman.
Les mitterrandistes à la fac n'étaient rien : seulement ces trois-là !
Cambadélis, qui s'est toujours montré très malin, m'a dit :
« Nous allons créer, ou plutôt renforcer, la structure mitterrandiste COSEF dans l'UNEF. Nous allons y mettre des gens à nous. Il y avait déjà Peroni et Grosz. Le COSEF avait été créé en 1976 mais il s'est mis à vivre, avec les forces que nous y avions mises, en 1978. Il faut ouvrir l'UNEF sur d'autres forces, le COSEF ne suffit pas ». Je lui ai proposé le MAS ; ainsi nous aurions un groupe à droite, le COSEF, et un plus à gauche, le MAS [mouvement construit par les militants étudiants de la LCR]. *Je connaissais bien le MAS : nous avions alors une centaine de militants OCI parmi les étudiants de la LCR. J'étais responsable de cette fraction avec François de Massot. Nous avions pris la suite du travail entamé par Chisserey et Nemo (qui était à l'intérieur).*
Avec le COSEF et le MAS, nous étions donc en quelque sorte entre nous. [Je l'interromps : ''Donc, comme pour le MPPT''. Exactement, me répond-il. J'ajoute : A la différence cependant que, dans le MPPT, il y avait une force extérieure essentielle : Hébert et ses prétendus anarcho-syndicalistes, en réalité FO. Stora confirme].
Mais Mitterrand n'était d'accord avec la réunification qu'avec un préalable : la prise de la MNEF, qui était contrôlée par les staliniens via le CERES. Tout le monde, RPR compris, voulait reprendre la MNEF aux staliniens.
La prise de la MNEF s'est faite -de manière assez violente- en 1979, Grosz en est devenu le président. C'était la voie ouverte à la réunification. On avait de l'argent. Bergeron était content. Chirac était content.
En 1979, une autre composante se présente, celle-là tout à fait étrangère : les rocardiens. Lambert n'était pas très chaud pour les prendre, mais Cambadélis était pour. Nous avons eu Valls, Bauer, Fouks, et peut-être aussi Urgoas, l'actuel ministre de la Justice. [contrairement à Philippe Darriulat, dont les propos sont rapportés ci-après, Benjamin Stora privilégie les accords avec le PS à ceux avec FO. Mais ils étaient l'un et l'autre dans des directions différentes].
C'est sur ces bases que Cambadélis a décidé la réunification. Il en avait inventé l'idée, avec mon accord. [ici, un léger correctif : Lambert devait avoir eu cette idée auparavant, et c'est sans doute dans cet objectif qu'il avait placé Cambadélis à ce poste éminent et tactique]. *Nous avions la force, les accords, etc.*

Que s'est-il passé après la montée au pouvoir de Mitterrand et de la majorité PSD-PCF en 1981 ?

La situation avait changé : d'organisation-croupion qu'était l'UNEF-Unité Syndicale jusqu'à la réunfication, à partir de ce tournant, nous sommes devenus plus forts que les staliniens à l'université. Nous sommes devenus presque en même temps l'aile gauche du PS, puisque sur la ligne du vote Mitterrand au 1er tour, c'est nous à l'université qui apparaissions aux yeux des étudiants pour ses supporters principaux, nous qui collions les affiches, distribuions les tracts ; etc. : le PS n'en avait pas les forces.
Le 10 mai 81, sur la place de la Bastille, à ma grande surprise, Cambadélis était à la tribune : comment donc avait-il fait ?
Il était devenu de plus en plus indépendant du 87 Fbg. St-Denis, où il ne venait presque jamais. Au 87, c'est moi qui avais un bureau, pas lui. Il ne faisait pas partie de la vie du local. Il plaçait Lambert devant le fait accompli. Mais sa position de plus en plus en vue flattait Lambert.
Même le patronat banquait contre les « cocos ».

Moi j'avais acquis une image de rabat-joie et de sectaire.
Cambadélis a alors avancé sur une autre question : il faut nous construire comme parti sur le modèle brésilien.

L'idée du PT avait été importée, insufflée par Felipe, à partir de Moreno. C'est Felipe qui a organisé l'accord entre Lambert et Moreno. La direction brésilienne de la IV était entrée au PT. Elle s'y est installée jusqu'à occuper des postes ministériels.

Dans le parti, chez les jeunes, il y avait donc une situation de double pouvoir : il y avait la fraction OCI (moi avec mon secrétariat de 5 militants, Marc Sich, Vandaire, Lang, Pierre Dardot), et en face le secrétariat de l'UNEF, Cambadélis et les siens (Rozenblat, Rayard, Assoun, Darriulat, Pantagenest) : un autre monde. Le seul passage qui existait entre les deux secrétariats, c'était moi et Cambadélis, qui seuls nous rencontrions.
Mais mon vote au comité central contre le vote Mitterrand au 1er tour (avec le seul Just) m'avait condamné.
En 1982, Lambert avait institué un double Comité central : un avec Just, et un sans lui. Les Comités centraux commençaient toujours bien avant la convocation « officielle », celle que recevait Just.
J'avais tout compris à ce moment-là, l'argent, les magouilles... un marécage. Mais c'est l'affaire Berg, 1979, qui a détruit en moi quelque chose de décisif dans ma confiance.

Que penses-tu des problèmes de direction dans l'OCI ?

Celui qui nous avait poussés à cette indépendance des années plus tôt, c'était Claude Chisserey. Chisserey nous prenait souvent à part, nous les jeunes dirigeants étudiants au milieu des années 70. Il nous répétait : « Il faut renverser Lambert, vous êtes les force montante la jeunesse sortie de Mai-Juin 68, c'est à vous de le faire. » Il nous racontait tout ce qui se passait au Bureau politique. Delachair en est devenu comme fou. Dans son délire verbal, Chisserey nous faisait des révélations extraordinaires sur le parti et son fonctionnement. C'est pourquoi le secret chez nous a commencé très tôt, avec ce sentiment d'avoir raison contre tout le monde, contre le reste du parti.
En 1979, Berg parti (chassé), Chisserey suicidé, nous nous sommes retrouvés orphelins : nous sommes devenus indépendants.

Note : La dernière partie de cet entretien, de même que celle de l'entretien avec Philippe Darriulat, relatives à 1986, sont reportées au dernier chapitre.

3/ Notes de lecture : Philippe Campinchi (*Les lambertistes, un courant trotskyste français* –2000)

L'ouvrage est nettement moins agréable à lire que celui de Benjamin Stora : son style alerte, d'une fausse gaieté, révèle un ton d'une fatuité à la lourde ironie assez lassante, qui parfois atteint la superficialité ou les raccourcis. L'OCI expliquée aux nuls. Pas l'ombre d'une analyse politique de la situation. Plus que Stora cependant, il donne certains éléments qui peuvent permettre de comprendre pourquoi, par exemple, la direction de FO a demandé à Lambert de sortir ses militants de la FEN pour construire le SNLC-FO.

> « *La situation ne cristallisera que quand FO réalisera le manque à gagner que lui coûte l'autonomie de la FEN. Alors la rupture* [entre la direction de l'OCI et la direction de la FEN] *pourra être consommée.*
>
> *En 1982, le ministre de la fonction publique, le communiste Anicet Le Pors, modifie les règles de composition du Conseil supérieur de la fonction publique : dorénavant, le conseil procèdera du vote et non plus de la désignation. Alors on vote. Les résultats sont sans appel : la FEN est première avec 29% devant la CGT et la*

CFDT. Le grand perdant ? Il n'est autre que FO à qui la majorité des sièges était traditionnellement affectée par les gouvernements de droite. La voix des urnes ne lui a attribué que la quatrième place. André Bergeron ne peut que constater que le bon résultat de la CFDT provient largement de l'audience de son Syndicat Général de l'Education Nationale [SGEN]*. Cette fois, toutes les données sont réunies. L'accord historique sur l'autonomie de la FEN ne va pas tarder à se lézarder.*

Trop c'est trop ! FO aura donc aussi son syndicat de l'Education nationale ! Mais il reste à trouver des militants. Vers qui se tourner ? Bergeron n'a pas le choix : il appelle Pierre Lambert. Celui-ci dirige un secteur enseignant développé dans la FEN. Mais, si active soit-elle, la tendance lambertiste se situe en nombre loin derrière celle des socialistes et des communistes, dans la centrale enseignante. Elle est « bonne troisième », selon la formule usuelle.

André Bergeron offre à Pierre Lambert un syndicat tout neuf... un syndicat enseignant où le lambertisme pourra être bon premier. (...) Les lambertistes seront donc chargés de l'opération de création d'un syndicat FO de l'enseignement. Elle s'échelonnera sur 1983 et 1984, et aboutira à la Fédération nationale de l'éducation et de la culture Force Ouvrière (FNEC-FO). » (p.215-216)

Ce qui est avéré, c'est que sans les enseignants de l'OCI/PCI, le SNLC-FO n'aurait pu se constituer valablement, et que ce sont les militants trotskystes qui ont structuré toute la FNEC-FO, un de leurs militants, Chaintron, à sa tête.

« *En 1980, au congrès de Bordeaux, André Bergeron décide de ''s'entendre'' officiellement avec son ''opposition''. Pierre Lambert explique aux congressistes qu'il faut dépasser les divergences sur les positions réformistes de la confédération pour faire obstacle à la CFDT et conserver le ''syndicalisme authentique''.* [même méthode de fond : sous couvert de combattre la division stalinienne, s'était fait en 1981 le ralliement à Mitterrand] *Belle passerelle pour les lambertistes, qui intègrent la direction de la confédération. Roger Sandri devient ''ministre de l'Intérieur'', et le reste jusqu'en 1984. Claude Jenet sera secrétaire confédéral, chargé de la presse. Les lambertistes soutiennent André Bergeron. (...) C'est André Bergeron qui inaugure les relations régulières. Et ce qui était vrai avec ''Dédé'' l'est encore plus avec Marc. Lors de la succession du ''Général'' –c'est ainsi que l'on surnomme les secrétaires généraux à FO-, les lambertistes misent tout sur Marc Blondel. Et gagnent leur pari. René Mouriaux* [journaliste au Figaro, 27/02/1996] *souligne que les lambertistes ont su tirer profit de la ''fracture au sein des socialistes au moment du choix entre Pitous et Blondel''. Cette fracture ''leur a donné une position d'arbitre''.* (p.219)

Seule, mais fondamentale erreur de point de vue : ce n'est pas l'OCI-PCI qui tire parti de ses relations avec FO, c'est l'inverse. Sandri et Jenet n'ont jamais été –du moins officiellement et à ma connaissance- des militants de l'OCI-PCI, mais ils ont été certainement des pièces importantes du moteur qui servit à constituer le MPPT puis le PT. On peut donc les considérer comme deux instruments performants de la décomposition de l'OCI comme organisation révolutionnaire. La bureaucratie confédérale FO avait beaucoup plus d'avantages à retirer de sa ''collaboration'' avec Lambert et, à sa suite, l'OCI-PCI, que l'inverse. L'image diabolique d'une OCI-PCI tirant les ficelles dans FO est une image exactement inversée.

Philippe Campinchi souligne un peu plus loin une partie des lointaines racines qui relient Lambert (et donc l'OCI) à toute une série de personnages et de morceaux d'organisations dans lesquelles l'appareil dirigeant de FO tient le rôle majeur, avec Alexandre Hébert.

« *L'immense messe rouge des 3 et 4 juillet 1971 restera gravée dans les mémoires* [Campinchi ne craint pas l'amplification épique]. *1971 ? Le centenaire de la*

Commune de Paris ! Butte Rouge oblige, on manifeste au Mur des fédérés, avec les francs-maçons. Lambert participe activement [pas lui seul, une partie de l'OCI en était, dont moi] *à un meeting à la Mutualité avec Alain Savary, André Bergeron, James Marangé… Quand François Mitterrand s'apprête à parler, Lambert bondit et crie sa célèbre invective : ''Versaillais !'' Les lambertistes se lèvent et reprennent le slogan. ''Versaillais, Versaillais !''.*

Le second acte de l'histoire de l'UNEF/lambertisme se jouera à Nanterre en mai 1980 quand toute la gauche non communiste se réunifiera dans l'UNEF-ID. Le troisième sera celui de la construction d'une organisation étudiante majoritaire dans son milieu. Cette nouvelle pratique syndicale rentrera en contradiction avec l'orientation politique de Pierre Lambert [de l'OCI] *et mettra fin à une dimension étudiante du lambertisme, ne laissant plus derrière elle que quelques braises. Quinze ans plus tard, l'affaire de la MNEF apportera un coup de* projecteur *sur cette histoire. »* (p.226-227)

Philippe Campinchi tire un bilan mitigé de la prise de l'UNEF en 1971, selon lui d'abord assez décevante pour l'OCI :

« *Au final, l'acquisition* [savourons le terme] *d'une branche de l'UNEF n'apportera pas immédiatement les fruits promis, mais bien plutôt une traversée du désert, due tant à la puissance de l'UEC qu'à l'effervescence gauchiste. ''L'espace d'interface entre gauche non communiste et gauchisme''* [l'expression est de Cambadélis dans son livre ''Le Chuchotement de la vérité''] *permettra néanmoins l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes lambertistes. Ce sera le début d'une autre histoire. Il est bien difficile de la pressentir quand l'UNEF-US perd l'exclusivité d'un précieux soutien, celui de la FEN. Le 26 février 1972, la FEN appelle à manifester sur la question des centres de formation des maîtres avec la CGT et l'UNCAL, dirigée par les lycéens communistes, et l'UNEF-Renouveau* ». (p.239)

Puis vient la question de la MNEF :

« *Les communistes pourraient revenir via le CERES. Ils étendraient leur influence sur la MNEF, puis à partir d'elle. C'est, en tout cas, ce que redoute*[nt] *FO qui dirige la CNAM, mais aussi la FEN qui influence* [savourons le verbe…] *la MGEN et, par là-même, la FNMF* [Fédération Nationale de la Mutualité Française]. *(…) Le point important est que tout ce petit monde devient attentif aux évolutions du microcosme estudiantin.*

L'affrontement entre les deux UNEF se répercutera dans la MNEF et se traduira indirectement au sein même du courant socialiste. Les amis de jean Poperen écrivaient déjà en 1971, au sujet de la crise de l'UNEF : ''L'exclusion lancée par les communistes contre l'AJS est inacceptable : cette organisation est indiscutablement une des composantes du mouvement socialiste et, en tant que telle, doit pouvoir défendre ses idées au sein de toute organisation de masse à caractère progressiste.''.

Il faut se rappeler que c'est sensiblement vers le même moment que Mitterrand proposera à l'OCI, via Charles Berg, de faire entrer dans le PS quelques centaines de jeunes même sous leur propre drapeau.

p.254, sous-partie « *Mitterrand prend la MNEF* » :

L'opportunité de refonder le syndicalisme étudiant se profile entre déclin de l'extrême-gauche, maoïsme en tête, et progression des votes socialistes aux élections politiques parmi les étudiants. Les rocardiens arrivés au PS en 1974 tentent d'ailleurs de recréer le Mouvement d'action syndicale (MAS) avec le soutien de la CFDT, à partir du vieux Mouvement d'action et de réflexion critique (MARC) de l'après-68. Ce sera un échec. Côté mitterrandistes, ce sera la tentative du COSEF en novembre 1975. Ce

sera aussi un échec sur le terrain militant mais un succès sur le plan institutionnel. (...) La rupture de l'Union de la Gauche en 1977 modifie définitivement les données. Les étudiants du CERES [chevènementistes] *sont écartés. Pour concurrencer le PCF et ''son'' UNEF, la direction socialiste n'a décidément pas de troupes. Elles devront bien exister. D'autant plus que les mitterrandistes, peu nombreux mais ambitieux, veulent contrôler un point stratégique : la MNEF, qui est aux mains des chevènementistes.*

4/ Rencontre avec Philippe Darriulat, le lundi 15 février 2016 :

Philippe Darriulat a succédé à Jean-Christophe Cambadélis à la présidence de l'UNEF-ID en 1982. Il a été le dernier président « trotskyste » de l'UNEF. L'axe de mes questions est : quels étaient les rapports entre l'UNEF et la direction de l'OCI (Lambert) ? Quels étaient les rapports entre direction de l'UNEF et direction OCI étudiante (Benjamin Stora) ? Je reconstitue les propos de Philippe Darriulat à partir de mes notes. Les soulignements sont naturellement de moi :

Les rapports entre OCI et direction de l'UNEF se résumaient au tête-à-tête fréquent entre Lambert et Jean-Christophe. Jean-Christophe avait envers Lambert un vrai rapport de fascination, il y avait entre eux une vraie complicité père-fils. Il faut dire, comme un hommage, que Jean-Christophe a, durant tout le temps qu'il a présidé et dirigé l'UNEF (1978 à 1982), fait tourner seul la machine. ***La direction de l'UNEF a acquis avec lui une autonomie totale par rapport à la direction de l'OCI, qui tenait seulement par les relations personnelles entre Lambert et JCC. Très vite, nous sommes devenus plus UNEF qu'OCI.***
Moi, quand j'ai pris la direction de l'UNEF en 1986, c'est moi qui voyais Lambert souvent, quand je voulais, mais alors tout était de ma part mensonge. Nous étions complètement dans la duplicité, la préparation de notre départ.
Quand Lambert a constitué sa fraction contre Just, Jean-Christophe m'a dit qu'il avait été le premier à être mis dans la confidence, et je le crois.

Quel rôle a joué la participation de l'UNEF à partir de 1981 ?

Nous étions arrivés à un moment du développement de l'UNEF où nous manquions d'un levier institutionnel : nous avions besoin de la participation aux conseils d'université. La position de 1971 était difficilement tenable. Dès mai 1981, Plantagenest et moi nous nous sommes dit : Comment allons-nous nous sortir de cette situation bancale de l'UNEF ? La participation était un point d'appui. Nous sommes entrés en négociations avec Savary. Il n'y avait pas de différence fondamentale entre la loi Savary et la loi Faure, sinon dans le sens d'une démocratisation plus grande (par exemple les étudiants ont eu le CESU, Conseil Etudiant de la vie universitaire, qui permettait aux étudiants d'élaborer leurs problèmes, revendications, dans un cadre pas décisoire, mais à côté des conseils d'université).
Jusque-là avait été respecté un certain équilibre entre FEN et FO dans leurs rapports avec l'UNEF. Et sur cette question, Lambert était à la manœuvre.

Quel rôle dans la réunification de l'UNEF en 1980 ?

Quand Lambert a demandé à Jean-Christophe de prendre la direction de l'UNEF, fin 1977, la réunification était déjà dans les tuyaux [le choix fait par Lambert d'un JCC à la place de Denis Sieffert est sans doute lié à cette décision de « réunification » qui impliquait un fort talent pour la manœuvre et aussi peu de scrupules théoriques que possible. The right man at the right place. Lambert avait choisi Cambadélis POUR faire la réunification : il a ouvert la boîte de Pandore. Philippe Darriulat dira plus loin que Lambert a perdu ensuite peu à peu le contrôle de ce qui se faisait à l'université, sans

aucun événement précis marquant des paliers] *L'affaire a été officiellement lancée par Jean-Christophe au camp d'été étudiant national de 1978.*
Le secrétariat du BN de l'UNEF est alors devenu la véritable direction de l'OCI à l'Université.
La réunification s'est faite d'abord par Lambert, puis via Bergeron. FO y a joué un rôle fondamental, car elle tenait la CNAM et les caisses Sécu. [il n'est rien dit du rôle joué par le PS et particulièrement par Mitterrand, exigeant, selon B.Stora, la prise de la MNEF comme condition *sine qua non* de l'entrée de ses gens dans l'UNEF].

Quels étaient les rapports entre l'UNEF et l'AER ?

Tout le monde, Stora compris (contrairement à ce qu'il écrit dans La Dernière Génération d'Octobre*), connaissait l'économie générale de notre fonctionnement. L'AJS à l'université est partie en quenouille à partir du moment où Jean-Christophe a pris la tête de l'UNEF. L'UNEF était en réalité l'organisation de jeunesse réelle de l'OCI. Tous les étudiants recrutés à l'OCI venaient de l'UNEF. Il n'y avait aucune place pour une AER, qui n'a plus été qu'une coquille vide.* ***Avec l'UNEF, nous dominions politiquement tout le secteur étudiant.*** *Ça se voyait très bien dans les relations avec les autres organisations.*
La Conférence nationale universitaire *convoquée en 1982 n'était que du pipeau.*
A la tête de l'OCI étudiante, on avait mis des complices, comme Stora ou Pierre Dardot. [il insiste sur le terme « complices »].
Les seules activités politiques hors UNEF à la fac, c'était l'internationale, les droits de l'homme, la défense des emprisonnés, etc.
Le secrétariat du BN de l'UNEF est devenu la véritable direction de l'OCI à l'université. Il y avait constamment un mélange d'activisme militant forcené et de négociations permanentes entre appareils, et avec les institutions. Les contacts avec les présidents d'université, systématiques, comment pouvaient-ils perdurer sans la participation aux conseils de gestion ? Jusqu'en 1981, jusqu'à ce que nous nous ralliions à la loi Faure, la direction de l'UNEF a mené un triple jeu : avec le PS, avec la LCR par le MAS, avec le MASE...
Mais la contradiction est venue, à partir de 1980, de ce que l'OCI était encore majoritaire dans l'UNEF, alors qu'il y avait le PS avec nous : la disproportion était trop grande, ça ne pouvait pas tenir !

Nos relations avec FO ? Permanentes. Lorsque je suis devenu président de l'UNEF en 1986, je voyais Bergeron (nous déjeunions) une fois par mois. [cf. aussi ce que Cambadélis en écrit dans son « livre » *Le Chuchotement de la vérité*].
Nous en étions très dépendants, y compris financièrement (tracts gratuits etc.). La grève générale étudiante de 1986 nous a sauvés : nous y avons gagné notre indépendance.
Lambert, quant à lui, était obsédé par sa relation avec FO. Il voulait construire une sorte de force de frappe qui affirme sa place dans FO, et l'UNEF lui servait à ça.

Remarques :

Cela confirme précisément que ce n'est pas le PS qui est allé « chercher » ces dirigeants étudiants trotskystes pour les débaucher, comme la direction de l'OCI l'a affirmé ensuite. Sinon, comment seraient-ils sortis à un tel nombre ensemble, et sans que rien n'en ait transpiré ?

C'est bien la politique menée à l'origine par Lambert qui a détaché les étudiants trotskytes de leur organisation et les a poussés dans les bras du PS mitterrandiste.
C'est Lambert qui a permis que la direction de l'UNEF prenne une autonomie réelle, totale ou presque vis-à-vis de l'OCI. Mais, comme cela arrive souvent, sa créature a

bientôt dépassé le créateur, lui a échappé. Le monstre ainsi créé était beaucoup trop gros pour demeurer dans la maison et sous la coupe du créateur.
Pour Philippe Darriulat, Lambert qui « *menait son organisation comme une PME* », voulait représenter une force plus importante dans l'appareil de FO. Le divorce d'avec la direction de la FEN, d'abord utile à l'UNEF, avait été prononcé depuis le milieu des années 70.

Pour l'OCI : Dès 1975 au moins, Lambert avait en tête le projet de réunification de l'UNEF avec tout ce que cela impliquait de combines et de marchés politiques. Ph. Darriulat semble bien avoir raison de souligner ce double aspect du fonctionnement de l'OCI au moins étudiante : un militantisme forcené d'une part, et de l'autre d'incessantes manœuvres et négociations d'appareil. Les militants, du fait de la politique de ces relations avec les autres organisations (toujours nécessaire à condition qu'elle soit dans le bon sens), tendaient à être transformés en valetaille.

Lambert est aussi l'inspirateur incontestable et d'abord unique de cette basse politique. Il était impossible qu'elle ne rencontre pas, dans le sein même de l'organisation, et bien entendu à l'extérieur, des échos amplificateurs. C'est ainsi qu'il finit par se faire doubler, à l'internationale par un Felipe, au national par un Cambadélis et quelques autres : les forces sociales en jeu étaient bien plus puissantes que celui qui les avait libérées. Lambert a donc construit lui-même ce qui allait se retourner contre son organisation, et contre lui-même.

Liquider Berg puis Just était nécessaire, non seulement pour régler ses propres comptes internes, mais surtout pour mener sans obstacle majeur, sans opposition, cette politique pourrissante.
C'est donc une entreprise de plusieurs années, menée sans à-coups ni tournants brusques, que Lambert a menée à « bonne » fin, à son point d'aboutissement : l'anéantissement de l'OCI dans le MPPT en 1984.

Pour les appareils non staliniens et adversaires (c'est à dire concurrents) des staliniens, à la fois pour leur propre compte et pour celui de la bourgeoisie, l'UNEF captée par l'OCI représentait un excellent cheval de Troie leur permettant de prendre pied à l'université où ils étaient trop peu et mal représentés. Il y avait aussi clivage entre leur représentation effective dans les conseils d'Université et la légitimité que seule pouvait apporter en milieu étudiant une organisation de type syndical autre que stalinienne, et efficacement opposée aux staliniens. L'OCI avait fait maintes fois la preuve de sa capacité à affronter les staliniens, ce dont ils étaient, eux, physiquement comme politiquement, fort peu capables. L'UNEF représentait donc un enjeu assez considérable, et notamment pour prendre la MNEF, ce fruit juteux et cette position qui permettait à la fois à la direction de FO de garder la mainmise sur la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), et à celle du PS de s'implanter enfin à l'université, en milieu étudiant.
L'OCI pensait avoir placé des forces dans le PS, mais sa politique avait retourné l'avantage.

Cependant, ce qui me paraît largement, c'est la situation créée au départ : la prise de l'UNEF par l'OCI : En 1980, la « réunification » ne représente, quelles que soient les idées qui l'habitent et l'habillent, que le rétablissement d'un rapport de forces existant plus ou moins dans le reste de la classe ouvrière. L'OCI se retrouvait donc comme une poule couvant un énorme œuf d'autruche prêt d'éclore. Les forces du

PS ne cessaient de croître face à la puissance du stalinisme, déjà en passe de décliner. L'OCI s'attaquait à très forte partie et seule une politique axée sur le front unique ouvrier, dans une perspective révolutionnaire armée d'une conception saine de la construction de l'organisation pouvait permettre de ne pas sombrer. Ce n'était pas, ce ne fut pas le cas.

On peut donc imaginer que cette « réunification », sous d'autres formes et avec d'autres objectifs, aurait dû être, en bonne politique révolutionnaire de front unique, celle pratiquée depuis sa prise par l'UNEF, c'est à dire en créant les conditions de la PERTE nécessaire, inévitable, de l'UNEF, dont nous aurions pu cependant garder, dans d'autres conditions, l'acquis politique comme point d'appui majeur de notre construction en milieu étudiant. Nous aurions, en la « perdant », libéré des énergies politiques autrement mieux employées dans ce milieu particulier que celles de courtiers professionnels en revendications presque exclusivement attachés à la noria de ces tâches. Au lieu de quoi, la prise et la direction de l'UNEF se sont transformées en bombes à retardement au long cours...

Tout a basculé à partir de l'été 1977. Jean-Christophe Cambadélis paraît bien avoir très vite acquis une pensée autonome (Darriulat, lui, estime que Cambadélis était dans l'ombre de Lambert, dont il était subjugué). L'idée de la réunification serait de lui, à cette époque, et J-C.C. s'est très vite lié avec des militants jeunes du PS, comme Le Guen et consorts.

Jusque-là, l'UNEF avait été un cadre fermé, un petit groupe (d'un peu plus de 3000 nationalement) à peine plus large que la fraction étudiante, réduit au seul militantisme OCI, qui s'est englouti dans ces tâches.

L'OCI a profité du vide politique exceptionnel dans l'université après mai 68 : les staliniens mis à l'écart, assez discrédités auprès d'une masse d'étudiants, attelés à la loi Faure, le PS inexistant, en pleine restructuration mitterrandiste du congrès d'Epinay, les gauchistes en folie, le PSU disparu. Situation exceptionnelle, et donc dangereuse, dont l'OCI n'a pas su prendre la mesure, la transformant en rente de situation. L'OCI n'était pas majoritaire dans le milieu étudiant, ou même parmi la frange politisée du milieu étudiant. L'UNEF était un demi-cadavre abandonné par ses liquidateurs. De plus, la contradiction née du discrédit pesant sur elle depuis la nuit dite des « barricades », du 10 mai 1968, donnait à l'OCI une position bancale. Seul le vide politique créé par le feu de la grève générale avait donc permis ce coup de force « démocratique ». Mais un temps de latence était inévitable -au moins quatre ou cinq ans, où l'OCI était condamnée à en garder la direction, et pratiquement seule. Les tendances opportunistes, trade-unionistes ne pouvaient en attendant qu'en être renforcées, et la jeunesse, ce puissant moteur d'organisation, cet empêcheuse de penser en rond, en avait sa puissance amoindrie dans l'OCI même. C'est l'une des réalités que Chisserey a dû ressentir durement : déjà très atteint par ladite « nuit des barricades » et la position que la direction de l'OCI l'avait obligé à adopter, il devait l'avoir été encore davantage avec l'affaire Varga, qui le prit de plein fouet (comme Berg le dit à propos de lui-même). La « réunification » de 1980 aurait dû être l'occasion d'une véritable passation de pouvoir, mais au terme d'un combat politique cadré par une politique de front unique ouvrier, où nous aurions nécessairement perdu la main, mais gagné les conditions d'une construction saine. Les manœuvres et magouilles autour de la prise de la MNEF n'auraient jamais dû se produire. Peut-être que l'UNEF aurait été détruite par les assauts conjoints de

staliniens et des autres forces réactionnaires : Darriulat expose que le refus de la participation aux conseils de gestion des universités marginalisait forcément l'UNEF, ou plutôt facilitait de la part des autres forces politiques cette marginalisation. Il paraît évident qu'un des points au moins implicites de l'accord de réunification était la rentrée dans le rang de la loi Faure. L'OCI était la seule force constituée qui l'avait explicitement refusé et en avait fait un combat. Mais l'accord passif du milieu étudiant, dont une large majorité ne votait pas, ne signifiait pas adhésion politique et volonté de combat contre cette loi -cette vieille idée selon laquelle l'abstention serait une position unanime des abstentionnistes est depuis abondamment utilisée par les directions du CCI et consorts pour faire croire que la classe ouvrière se regroupe derrière, armée et menaçante.

L'exposé ci-dessus ne prend cependant pas en compte ce qu'a permis la prise de l'UNEF dans les années 70 du point de vue du combat des étudiants pour leur propre défense aux côtés de la classe ouvrière. L'UNEF joua un rôle important dans plusieurs grands mouvements de grève, et elle permit de recruter à l'OCI nombre de militants valeureux. Certainement. Mais la base même de ce recrutement n'était-elle pas déjà entachée de syndicalisme et d'opportunisme ? N'est-ce pas ainsi que, peu à peu, au fil des années, s'est constituée en milieu étudiant une fraction trotskyste qui se distinguait puis se séparait peu à peu du reste de l'organisation, facilitant la mainmise de la direction de l'UNEF, le transfert véritable de direction qui s'opéra jusqu'à devenir incontestable avec l'affirmation du pouvoir syndical d'un Cambadélis ? Ces tendances furent naturellement renforcées par la politique de Lambert, qui poussa à la roue dans ce sens pour les besoins de sa propre politique dans le sein de F.O. et dans ses relations avec les appareils non-staliniens. Lambert s'est servi de l'UNEF avant que, depuis l'UNEF, la direction jeune ne se serve elle-même pour ses propres besoins de bureaucratie naissante. Ainsi, au lieu de construire et de constituer peu à peu une direction de rechange pour l'OCI, selon l'intuition émise semble-t-il par Chisserey, si l'on en croit Stora, se préparant à prendre la suite de Lambert et des anciens cadres éprouvés et usés, les jeunes cadres étudiants, brillants et déjà expérimentés, optèrent pour la direction opposée qui les conduisit à la désertion de 1986, qui ne faisait que rendre visible une séparation existant déjà de fait.

---

17 - 1977-1978 : La marche à la crise

Les deux années, 1977 et 1978, considérées par la direction comme bien plus positives que l'année 1976, sont déterminantes : elles apportent des éléments de compréhension à la crise qui va exploser à partir de 1979 lors du XXIIème congrès de l'OCI. C'est au cours de ces deux années que la progression de l'organisation, dans son implantation, dans son recrutement, va permettre d'envisager puis de fixer des objectifs beaucoup plus importants, qualitativement différents : d'abord atteindre les 5 000 militants (avec une vente régulière de 15 000 numéros d'*Informations Ouvrières*), simple pallier vers le « parti des 10 000 ». Avec quelques mois de retard, cet objectif sera atteint.

Mais quelle est sa réalité ? En effet, pour y parvenir est mise en place la « méthode objectifs-résultats », avec toute la pression que cela implique sur l'organisation tout entière, à commencer par ses cadres. La caractéristique de cette « méthode » est que les résultats DOIVENT impérativement être atteints à 100%. Ce qui a conduit à les fixer -l'orientation générale sur quoi s'appuie l'OCI depuis son XVIIème congrès- est placé hors-discussion, mis littéralement hors de cause. Si donc les objectifs ne sont pas atteints, les causes ne peuvent provenir que d'une incompréhension de tel ou tel aspect de la situation (en général, la capitulation devant le stalinisme, l'erreur d'appréciation sur la nature de la crise politique qui va vers l'explosion révolutionnaire, le rôle et la place de l'organisation vis-à-vis de la classe ouvrière…). Cela ne signifie pas que ces problèmes n'existent pas réellement. Dans ce contexte, ils servent à masquer d'autres questions exclues d'avance de la discussion : celle, externe, de l'appréciation générale de la situation ; celle, interne, du mode de direction qui perdure.

Un autre aspect de la perversion de cette méthode est qu'elle est présentée comme scientifique, possédant la rigidité d'une loi. Les responsables à tous les niveaux, du comité central à la cellule en passant par tous les étages intermédiaires –rayon, secteur, fédérale-, sont transformés en rouages d'une machine à produire des résultats : toute la discussion politique y est soumise, à l'inverse de libérer la discussion, comme le proclame Lambert (sans jamais être contesté). Et celui qui n'atteint pas les résultats pour lesquels il s'est engagé a donc forcément des incompréhensions ou des divergences, exposées ou non, qu'il faut réduire.

Cette obligation de résultats, présentés toujours comme une urgence absolue devant mobiliser toutes les énergies, on en mesurera la véritable portée lors de l'éclatement de l' « affaire Berg », en février 1979. L'affaire, par la manière dont elle a été menée autant que par ce qu'elle signifie, a fait perdre à l'organisation environ un millier de militants réels (indépendamment des centaines qui avaient été frauduleusement comptabilisés dans certaines régions de province).

La « méthode objectifs-résultats » : les chiffres prennent le pouvoir

1977

Le 21 Juin, Lambert dresse dans une note au CC un tableau nuancé des résultats obtenus depuis un an. La progression générale fait apparaître notamment un creux qui s'assombrit du côté du travail-jeunes.

> *L'OCI vient de passer une année fort importante. Au mois de juillet 1976, les notes rédigées pour la préparation du 21ème congrès, préparant le CC de septembre, ont trouvé rapidement leur vérification. (...) Les effectifs de l'OCI ont augmenté. L'OCI a conduit positivement, avec néanmoins des faiblesses, des interventions politiques dans la lutte des classes : mineurs de Fougerolles, maîtres auxiliaires, laborantins de l'Hôpital public, Renault, SNIA Bouguenais, campagne Bridet, etc. Nous sommes intervenus correctement dans les élections municipales et avons convoqué la Conférence nationale Ouvrière et Jeune, qui a marqué un net progrès. Nous avons recruté. Plus en province que dans la région parisienne, et nous avons accompli les trois campagnes financières de l'année. Le 21ème Congrès a vu un large débat, plus approfondi que celui qui s'était déroulé au 20ème congrès. Cela témoigne de la solidité que représente le noyau politique constitué par l'OCI. En contrepartie, nous avons essuyé des échecs, activés par les faiblesses politiques analysées plus haut : Sécurité sociale, travail étudiant (élections aux CROUS), journées d'études, etc. L'insuffisante concentration de la direction dans son ensemble sur le travail jeune a abouti à une stagnation, bien que pour la première fois l'AJS a un peu progressé (...) d'une année sur l'autre. (...). Il est certain que les insuffisances, sinon l'instabilité, se manifestent dans les domaines de la théorie, de la politique, de l'organisation, de la tactique, des mots d'ordre. (...)*

Au 18 juin 1977, les effectifs étaient les suivants :
Région parisienne : 1400 militants, et 280 personnes en GER « à intégrer à l'OCI d'ici le 30 juin ».
Province : 1727 militants, et 204 GER « à intégrer d'ici le 30 juin ».
Total : 3127 militants et 484 GER, soit la perspective envisageable d'une organisation de 3500 militants au 30 juin.

Un an plus tard, en juillet 1978, l'OCI comptait (ou comptabilisait) 4800 militants. Elle avait donc progressé de 75% en un an et demi seulement. Mais l'objectif fixé des 5 000, d'abord proposé par Lambert pour la fin décembre 1977, puis repoussé après discussion (qu'on lira ensuite) au 15 février 1978, n'était donc toujours pas atteint. Il reste que l'OCI paraissait bien avoir franchi un sérieux bond en avant.

La note du 21 juin constate « *une vague de recrutement amorcée depuis décembre 1976.* »

> Le combat mené chez les Maîtres auxiliaires de l'Education nationale (pour leur titularisation immédiate) « *a démontré que l'OCI commençait à modifier son type d'intervention. Les possibilités de modifier l'OCI globalement sont les plus grandes, et en même temps les difficultés sont également les plus grandes. Si nous ne réglons pas ces problèmes, il y aurait menace de crise aiguë ».* Lambert, qui cite ici un membre du comité central, Raffi, ajoute : « *Autrement dit, il s'agit, en enregistrant les acquis, d'élever le niveau de l'OCI (théorique, politique, pratique sur le terrain d'organisation) au niveau des objectifs que nous pouvons nous fixer.* »

Dans une autre note de la même année, Lambert précise même :

> *Nous n'avons pas de cadres véritables, nos responsables de cellule sont trop faibles, trop peu formés, c'est là la clef des problèmes à résoudre : pour recruter, il nous faut disposer d'un cadre de responsables de cellules capables de diriger l'activité politique.*

Cette « clef » n'ouvrira par la suite aucune porte, et les conditions de recrutement, la formation, seront au contraire allégées et accélérées.

Après avoir rappelé l'urgence qu'entraîne une situation française qui « *doit être caractérisée comme une situation pré-révolutionnaire confinant à la crise révolutionnaire* », il en conclut par la nécessité de « *modifier nos méthodes d'organisation* ». Il appelle pour cela à l'ouverture d'une discussion écrite entre membres du CC durant l'été, sous forme d'un bulletin intérieur. Cette discussion aura effectivement lieu cette année-là. Mais un an plus tard, le même appel se soldera par un échec ; de même, en 1979, après l' « affaire Berg », où pourtant une vraie discussion de direction aurait paru pour le moins nécessaire.

Enfin Lambert indique les objectifs qu'il propose : 5000 militants pour la fin 1977, avec 15 000 journaux vendus chaque semaine. (Un an et demi plus tard, à l'automne 1978, ces objectifs non atteints seront reportés à la fin de l'année).

Un essai de discussion

Cependant deux textes de membres du CC, et même du BP, remettent en question dans le bulletin intérieur cet objectif des 5000 pour la fin 1977. Ceux de Charles Berg (Karl) et de Gérard Iltis (Sorel). Berg est alors responsable de tout le secteur « Province », et Sorel responsable à l'organisation et à la trésorerie (il le restera durant des décennies).

Pour Berg, l'objectif est « démesuré ». J'insiste sur ce fait parce que ce sera lui qui, moins de deux ans plus tard, sera accusé d'avoir fomenté une fraude catastrophique dans la commission province pour que les objectifs soient atteints.

> *Je crois préférable -ce qui n'est pas une dérobade- de prendre l'objectif de 5 000 dans le cours du second trimestre* (1978)... (...) *En clair, l'objectif est cent fois correct, les délais insuffisants. 6 mois pour une telle politique me semble être un laps de temps indispensable. (...) Quoi qu'il en soit, si le CC votait les propositions de Lambert, sans que nous tenions l'objectif, ce serait prendre un risque considérable de crise au sein de la direction. Trop de camarades de la direction votent les objectifs "par rapport à une politique"; je crois qu'il vaut mieux éviter de répéter la non-réalisation d'objectifs pris pas la direction, qui impliquent une tension, dangereuse et inutile, pour l'organisation.*

On dirait presque des paroles prophétiques, tant elles montrent de lucidité.

Autre point : un recrutement de cette ampleur pose le problème de la formation et de l'encadrement :

> *Le problème consiste à maîtriser ce recrutement. A former les camarades, à les intégrer à nos habitudes d'organisation dans ce qu'elles ont de fort (bolchévisme) tout en régénérant, modifiant, ce qui relève du groupe, du passé. Mais précisément : être 5 000 dans 3 ou 6 mois implique que nous nous orientions sur les « risques » d'un recrutement rapide, d'une formation adaptée, d'un encadrement à la mesure de ces problèmes. Car là est la question fondamentale. Voilà plusieurs fois déjà, j'avais écrit un texte sur la question d'I.O. et des secrétaires de cellules.*(...) *Ainsi, pour être clair, je dirais que je diverge avec Lambert sur un point : à quelle vitesse il nous faut courir. Lambert affirme : nous devons être 5 000 fin 1977. Je suis certain qu'il ajoutera : « sans activisme ». J'affirme qu'une telle orientation fera courir toute l'organisation, sans pour autant atteindre l'objectif, mais en crevant ceux qui sont déjà dans nos rangs.*

Un autre point important y apparaît aussi : celui de la répétition des objectifs non tenus. Pourquoi ceux-là n'ont-ils pas jusqu'ici entraîné de "crise considérable au sein de la direction", contrairement à ce que Berg annonce si les prochains connaissaient le même échec?

Pourtant, Berg s'appuie sur des résultats importants atteints en province (non suspects alors d'une quelconque fraude) :

> "N*ous avions pris comme responsable de la commission province* [sic] *l'objectif de 1900 à atteindre début juillet. Les phalanges indiquent 1830. Il y a encore environ 40 camarades à intégrer dans les jours qui viennent. Nous frôlons l'objectif. Il ne sera pas atteint*. (...) *1900 était un objectif "raisonnable" si l'on tenait compte des objectifs que proposaient les responsables de région, qui s'élevaient à 2300/2400."*

Remarque importante dont il faudra se rappeler pour 1979 et l'"affaire Berg" : Berg ne pousse pas à la roue. Il a même freiné les responsables de région.

Mais il fait part aussi de sa préoccupation politique centrale : "*Les objectifs politiques fixés depuis deux congrès (bâtir une OCI forte de 6 000 à 7 000 militants) exigent un changement qualitatif de direction. J'ai le sentiment très net que la commission province, qui a frôlé les objectifs, est plus que toute autre commission confrontée à ce problème*."

Cependant, Berg ne donne aucune précision, ne formule aucune proposition en ce qui concerne ce "changement qualitatif de direction". Cela ressemble surtout à un appel du pied fait à Lambert, ou à une avancée prudente sur un terrain qu'il sait fort dangereux.

Enfin, il met le doigt sur une question déjà soulevée par les "notes" de Lambert: le niveau théorique et politique de l'organisation :

> "*Nombre de camarades du CC de retour des camps s'étonnent de la "jeunesse" et de l'"inexpérience" doublée d'une formation primaire -et non pas élémentaire- des camarades qui viennent d'être gagnés à l'OCI."*

Nous verrons que les décisions sur la formation, au lieu d'aller dans le sens d'un renforcement, iront dans celui d'une accélération au cours des années suivantes, jusqu'à la décision de 1981 : intégrer directement les "stagiaires" à l'effectif de l'OCI sans attendre la fin de leur formation.
La dernière partie du texte de Berg traite de l'important problème de la jeunesse, secteur d'intervention qui connaît une véritable crise qui ne dit pas son nom. Sans recrutement significatif dans la jeunesse, sans modification du dispositif politique dans ce secteur, à commencer par les étudiants, comment atteindre les objectifs?

Il reste que le texte de Charles Berg est l'un des rares que je retrouve où quelqu'un s'oppose à Lambert (ce que souvent seul Just parvenait à faire, comme les militants pouvaient le voir dans certains congrès). Même si cela peut sembler en fin de compte sur une différence relativement dérisoire –un délai de trois mois supplémentaires pour parvenir aux 5000- Berg n'y apparaît vraiment pas comme un va-t-en-guerre décidé à faire courir « ses » troupes vers des tâches « démesurées », au point de les contraindre à fausser les résultats. Sans toucher au cadre général de la « méthode objectifs-résultats », il cherche à l'infléchir et prévient des dangers réels que cette méthode fait courir à l'organisation.

Sorel exprime aussi son désaccord :

> *Je ne pense pas que nous soyons en mesure d'atteindre les 5 000 fin décembre, sans pour autant fixer une date (2° trimestre 78 ou autre). Je crois qu'il s'agit d'une question de temps, mais pas simplement d'un nombre de mois plus ou moins important.*

La formulation, assez énigmatique, montre également, comme lorsque Berg parle de "modification" de la direction, qu'une partie de la question est singulièrement difficile à aborder. Et que peut-elle être, sinon le fonctionnement dont Lambert est le centre?

Sérac, qui ne prend pas position clairement sur la question des délais, insiste sur la « *modification qualitative du <u>taux</u> de recrutement de l'organisation, autrement dit pour un front de recrutement plus homogène sur l'ensemble des secteurs d'interventions et régions* » qui soit la réfraction de l'évolution de la qualité de l'intervention de l'OCI dans la lutte des classes « *pour briser la résistance contre-révolutionnaire des appareils des partis et syndicats.* » Autrement dit, le recrutement ne peut plus être envisagé « *dans les cadres du propagandisme* » : il est directement lié à l'intervention.

Fin août, à l'issue de cette discussion à laquelle d'autres membres du CC participent (mais pas la majorité), Lambert présente, dans un dernier BI, des "*Notes pour*

l'établissement du "plan politique des tâches à réaliser pour une OCI forte de 5 000 membres à la fin de l'année 77". Mais, dans le corps du texte, apparaît qu'il recule l'objectif des 5 000 au 15 février ("*5 000 militants, 1 000 responsables de cellules, 15 000 I.O.*"). Le CC de fin août naturellement, accepte cet objectif.

Fin juin 1978, rappelons-le, l'OCI en est à 4800 militants. Au Bureau parisien des Comités d'Alliance Ouvrière du 8 juillet 1978, qui se tient traditionnellement au local du 87 Fbg. St Denis les samedis après-midi, Lambert affirmera dans son rapport la nécessité présentée comme impérieuse que les objectifs soient exactement tenus :

> *Les chiffres sont là, précis : nous sommes aujourd'hui 4800. Un acquis considérable : 2000 en un an.* ***Non seulement la plus forte organisation trotskyste dans le monde, mais depuis que le mouvement trotskyste existe.*** *Cela, dans les conditions de crise de la IVème Internationale se poursuivant.*
> *Des liens réels se nouent avec la classe ouvrière.*
> *Pourtant, nous ne nous satisfaisons pas de ces résultats. D'abord, ils ne correspondent pas aux objectifs fixés (...) Sans donner les chiffres qu'il n'y a pas lieu de donner, disons qu'il faut que 60 000 phalanges rentrent cette année pour que financièrement l'organisation accomplisse ses tâches nationales et internationales. L'activité de l'OCI est une totalité.*

Une autre note quelques jours plus tard -29 juillet-, toujours de Lambert, constate « *la baisse du niveau théorique de l'OCI »,* «*à la base du non-accomplissement des objectifs* ». Il critique la décision prise de mettre en place des GER en seulement quatre semaines (au lieu des douze depuis longtemps appliquées), qui « *a abouti à cette conséquence dangereuse de scinder la théorie et la politique* ». D'où : « *Nous devons rétablir le GER en 12 semaines (3 à 4 mois)* »... mais c'est lui qui, quelques mois plus tard, proposera même des GER tenus en trois semaines, sans qu'entretemps les GER en trois mois aient été rétablis.

Septembre 1978 – Le modèle à suivre ?

Dans le *Plan politique et d'organisation* certainement encore rédigé par Lambert, se dessine nettement la mise sur pied de ce qu'on entend par la « méthode objectif-résultats », avec une justification dans laquelle le terme « bolchévisme » est abondamment utilisé. D'une façon générale, l'optimisme prédomine. La commission Province, dirigée par Berg, est désignée comme étant le modèle à suivre. Les disparités des résultats, notamment avec la région parisienne, sont analysées. La méthode de la commission province est montée en épingle, tandis que celle de la région parisienne (dirigée par Lacaze) est montrée du doigt :

> *Partant de l'OCI, (sa politique, et les objectifs qui l'expriment), nous aboutissions à l'examen des résultats de cette politique et tendions à intégrer les forces et les faiblesses de notre élaboration. Ainsi, de semaine en semaine, la plupart des directions de l'organisation* [des unités de province] *ont progressivement été gagnées à cette méthode qui seule permet l'intervention politique dans la lutte des classes, en donnant en permanence sa pleine dimension à la construction du parti révolutionnaire. (...) Loin d'être administrative, cette méthode permet de consacrer l'essentiel des débats aux problèmes d'orientation politique* [c'est là une énorme contre-vérité : à partir de cette « méthode », toutes les unités de l'organisation seront envahies par les chiffres, qui tendront à se substituer de plus en plus à toute autre

> discussion politique hors celle sur l'intervention au jour le jour, dans une atmosphère de pression et d'urgence permanentes]. *La lutte pour la réalisation des objectifs centralise au plein sens du terme les problèmes d'orientation soulevés par l'application de notre politique. (...) A l'inverse, les organismes de direction de la Région Parisienne ont dans la pratique dissocié la discussion des problèmes d'orientation politique et la réalisation des objectifs, faisant découler le recrutement, la vente d'I.O., de l'assimilation de l'analyse de la situation en soi. Les objectifs ne découlent pas de l'analyse de la situation politique : ils expriment, concentrent cette analyse.*

Cette dernière phrase est un chef-d'œuvre de fausse dialectique et d'incohérence, et montre à quels excès conduit la « méthode » instaurée : l'analyse de la situation politique peut donc se ramener à des chiffres, qui n'ont rien d'équations mathématiques, mais sont constitués de simples additions...
Berg concentre cette idée dans son texte triomphal déjà cité : «*Les résultats enregistrés dans notre construction depuis un an sont l'expression du combat mené par l'OCI sur une appréciation politique que nous avons tirée au lendemain de la grève générale de mai-juin 1968 (...).* »

Bien entendu, à l'éclatement de la prétendue « affaire Berg », ces raisonnements seront balayés et oubliés, et Lacaze et ses ''mauvaises'' méthodes, réhabilité, seront à leur tour montés au pinacle... mais la même méthode, loin d'être rendue responsable des dérives dramatiques auxquelles elle a conduit, est maintenue et, si possible, renforcée.

Déjà est engagée la préparation du XXIIème congrès, fixé pour février 1979. Le même texte en affirme l'objectif politique interne :

> *La nécessité de surmonter les disparités, le non-accomplissement des objectifs dans leur totalité, qui entravent notre progression, est la condition indispensable pour, en renforçant continuellement l'OCI, affirmer la conscience et la cohésion de l'avant-garde. Tel est le cadre que nous devons nous tracer pour préparer le XXIIème congrès. Les résultats enregistrés depuis le CC de septembre 1977 attestent la justesse de l'orientation politique définie à l'époque, et des objectifs qui l'incarnent. (...) Nous ne sommes que plus à l'aise pour mettre en lumière les disparités qui se sont manifestées entre la R.P. et la plupart des régions de Province, pour les surmonter. Mais on ne peut plus seulement dire que cette situation entrave notre développement.* ***Si nous ne la surmontons pas au XXIIème congrès, elle provoquerait des tensions insupportables pour l'OCI tout entière****.*

Ce qui est réellement insupportable est d'une autre nature : il est impossible, à la date où ce texte est écrit, que Lambert ne soit pas déjà au courant qu'un certain nombre de responsables de province, dont plusieurs membres du comité central, truquent les chiffres de recrutement comme ceux de la vente du journal. Les relations étroites que Lambert entretient depuis toujours avec l'organisation qu'il dirige, avec la direction qu'il a sélectionnée, ses liens personnels, la connaissance précise qu'il a des résultats semaine après semaine et des conditions dans lesquels ils ont été obtenus, les informations précises qu'il obtient grâce à Sorel, avec lequel il travaille en permanence, font qu'il est absolument impensable qu'il ignore ce qui se passe, comme il le fera croire au XXIIème congrès. C'est donc un combat d'une autre nature qu'il engage là, dont les éléments seront précisés plus loin.

Fin 1978 : apparition de l'objectif du ''Parti des 10 000''

C'est très vraisemblablement vers la fin de 1978 (je n'ai pas retrouvé la date précise) que Lambert rédige une longue note de réflexion dans laquelle il cherche à définir, pour la première fois à ma connaissance, ce que représente l'objectif du "parti des 10 000" qui sera défendu au XXIIème congrès.

> *L'objectif des 10 000 exprime le combat que nous menons pour construire la section française de la IVème Internationale comme parti révolutionnaire.*
> *Comparaison n'est pas raison,* ***mais cet objectif est comparable au travail réalisé par Lénine pour bâtir le parti révolutionnaire en Russie à la veille de 1917 (1907-1912).*** *Cet objectif est politiquement raisonnable, car il prend appui sur l'activité que nous menons depuis la scission pabliste pour bâtir l'OCI comme force organisée et organisante du prolétariat.*

La « comparaison » avec le « *travail réalisé par Lénine* » entre 1907 et 1912 montre d'abord à quel point l'écart d'analyse sur la situation politique générale, incluant et se précisant avec celle de la France, pour aussi relativement minime que cet écart puisse paraître, a des conséquences beaucoup plus considérables à son point d'aboutissement, lorsqu'il s'agit de conclure par des décisions de construction. Il n'est pas d'abord question de folie des grandeurs ni d'orgueil mal placé, mais cette phrase indique surtout qu'à cette époque au moins Lambert estimait être dans le droit fil de la construction d'un authentique parti révolutionnaire œuvrant pour la reconstruction de l'Internationale, dont le « 1905 » aurait été la grève générale de 1968. De fait, en quelques années, le travail réalisé a été considérable et Lambert y a tenu une place incontestablement majeure. Enfin, bien que le « nous » soit de rigueur, il paraît évident que c'est de lui-même que Lambert parle au premier *chef.*

> *Il y aurait fort à dire sur la richesse de notre bilan, sur les enseignements politiques et d'organisation que nous avons dégagés ; ce n'est pas l'objet de ce texte. Résumons. 10 000 est un objectif charnière. Cet objectif réalisé consacrera définitivement l'existence d'une organisation trotskyste centralisée, combattant en France pour la reconstruction de la IVème Internationale. Charnière, car c'est le point à partir duquel, pour l'O.C.I. comme pour la classe ouvrière se posera concrètement la question du parti révolutionnaire qui restera toujours à construire, mais dans des conditions infiniment plus favorables pour le prolétariat.*

C'est peu de dire que, cet objectif n'ayant jamais été atteint ni même approché, la proclamation du « *Mouvement pour un Parti des travailleurs* » en 1984 représente, sans que cela ait jamais été dit par la direction, la matérialisation de l'échec de cette tentative maintes fois répétée et repoussée ; et impulsant au niveau international des créations du même type, jusque par la structuration d'une « Entente internationale des travailleurs ».

> *10 000, c'est un objectif qui donne la « signification historique » au combat que nous menons depuis le XXIème congrès « pour réaliser nos objectifs pour aider la classe et la jeunesse à réaliser leurs revendications et leurs aspirations.*
> *10 000, c'est l'expression la plus élevée (consciente) des nouveaux développements de la période de l'imminence de la révolution.*

Pourtant, Lambert caractérise ensuite les difficultés rencontrées dans un des deux secteurs où l'implantation de l'OCI est la plus ancrée et la plus ancienne : dans le

travail enseignant, l'intervention chez les instituteurs. Dans l'organisation, les enseignants, au premier rang desquels les instituteurs, occupent une place déterminante, à la fois par leur implantation ancienne, les responsabilités syndicales qu'ils occupent pour les avoir conquises, et le rôle qu'ils jouent dans la structuration générale de l'organisation : au CC (comme Rolland), dans la direction des régions et des secteurs, rayons et cellules. Or l'autre secteur comparable en importance est également celui où les difficultés de construction sont les plus grandes : la jeunesse.

> (...) *Le bilan de notre travail de direction chez les enseignants et les instituteurs donne l'exemple inverse* [du travail accompli dans la CGT]. *Il n'y a aucune activité centralisée, développée à partir de la traduction de notre orientation, de nos objectifs généraux dans ce secteur. Il y a maintenant une situation maintenant* [sic] *grave. Très grave. Il ne faut pas peindre la situation en noir, mais l'état de notre travail est donné uniquement par la dislocation de la direction. Dislocation organisationnelle, donc politique. Le reste est du bavardage.* (...) *Rien de ce que nous avons décidé n'a été réalisé en temps et en heure par la direction du travail. Les résultats sont là. Les cellules sont impuissantes, car la fermeté, l'ordre, l'impulsion de la bataille n'est pas donnée par la direction du travail.(...) Le fait que le travail ne soit pas dirigé aboutit à une perpétuelle oscillation politique, dont le point de départ est simple : nous partons en permanence, non pas des instituteurs, des enseignants, mais des appareils, de leurs contradictions. Sur cette orientation, on ne peut bâtir l'OCI. Il faut vider définitivement cet abcès.*

Il semble important de relever cette critique sévère, car, à partir de 1981, c'est celle que Lambert aurait eu bien fait de s'adresser à lui-même. Mais mon opinion est qu'à cette date, le choix était devenu parfaitement conscient, la décision prise.
Il ajoutera plus loin : « *Si l'OCI commence à s'implanter dans certains secteurs et entreprises, les écoles, lycées, CET sont (proportionnellement aux forces dont nous disposons) les points où nous progressons le moins.* »

> Puis la note élargit la critique à l'ensemble de l'organisation, « *les incertitudes théoriques extraordinaires qui existent dans l'OCI sur la question du stalinisme.* » Elles manifestent « *à l'échelle de toute la direction. (...) En clair, les ruptures, les brisures de notre politique sont encore quasi-permanentes. Elles témoignent non pas tant d'une incompréhension de tel ou tel moment de la situation politique, que plus fondamentalement de l'inassimilation générale du marxisme comme science de la révolution prolétarienne ».*

La critique des insuffisances de la direction, qui se focalisera ensuite sur le Comité central, va devenir dans les mois et les années suivantes une constante. Lambert s'en exclut tout naturellement, dans la mesure déjà où c'est lui-même qui la formule sans jamais être contredit ni impliqué par d'autres voix. Elle permettra par la suite de mettre au pas, de juguler, de faire taire à peu près totalement toute velléité d'opposition ou d'expression de points de vue différents. Les abstentions de Stéphane Just à partir de 1982, (après son vote contre l'appel à voter Mitterrand au 1er tour de la présidentielle de 1981), manifestant en fait des divergences, une opposition de plus en plus générale, ne brisent pas le silence qui s'installe dans la direction concomitamment avec la définition de l'objectif du « parti des 10 000 ».

> (...) *Avec des variantes, dans des formes différentes, les difficultés provenant d'une insuffisante assimilation du programme s'expriment, se manifestent dans toutes les commissions* <u>*sans exception*</u> [il me paraît évident que Lambert vise ici la commission province dirigée par Berg]. *Si les résultats de chaque service de la direction sont*

différents, c'est que tout naturellement interviennent d'autres problèmes interférant avec les difficultés politiques générales de l'O.C.I.

Ce dernier membre de phrase mérite examen : lorsque Lambert écrit « tout naturellement », il convient de se méfier. Ce « naturel » cache des questions qu'il ne veut pas aborder, ici la différence de résultats croissante entre la province et la région parisienne ; il le fera en temps utiles revenir au galop. Auparavant, il revient sur l'échec majeur de la construction dans le secteur de la jeunesse :

> *Les résultats sont ce qu'ils sont, mais ils ont été réalisés sans que notre orientation traditionnelle (et mille fois juste) de regroupement, d'organisation et de mobilisation politique de la jeunesse sous la forme de l'AJS ait même existé sur le papier. C'est un manque à gagner considérable. Mais il y a plus grave, nous sommes entraînés, par la « pratique » et son caractère borné, à* ***laisser accréditer la thèse selon laquelle la IVème Internationale pourrait se construire en France sans une audacieuse construction de l'ORJ*** [Organisation révolutionnaire de la jeunesse] (alors que la situation politique permet et appelle une telle activité.) (...) *Sur les questions du travail jeune, c'est une carence totale, celle du Comité central.* (c'est moi qui souligne).

Il faut noter que, lorsque la direction de ce qui ne sera même plus l'OC I, ni le PCI, mais le « CCI » -les restes vieillissants de l'organisation définitivement faillie-, proclamera avec d'autres la IVème internationale reconstituée, il n'y aura en France pas l'ombre d'une « O.R.J. »... . Vérité en deçà de 1981, mensonge au-delà.

Le chat et la souris

Vient alors la question qui sera utilisée comme un levier pour faire jaillir au XXIIème congrès l' « affaire Berg » : la différence importante de résultats entre la province et la région parisienne.

> *La distorsion dont la tendance est à l'aggravation entre les résultats de l'activité en province et à Paris constitue maintenant un problème politique qu'il faut régler. Non pas en soi pour la RP (bien que ce soit important), mais pour toute l'organisation. Le mort saisit le vif. La poursuite des phénomènes de distorsion est une faille par laquelle les forces disloquantes briseront ce que nous avons construit, tant il est vrai que plus que jamais l'OCI est un enjeu dans la lutte des classes.*

Comme faut-il lire ces lignes ? Problème politique « *non pas en soi pour la RP* » écrit Lambert. Il n'est pas douteux, je le répète, que lorsqu'il écrit ces lignes, il est au courant des falsifications opérées par différents dirigeants de région (dont des membres du CC). Si le « problème politique » n'est « pas en soi pour la RP », il l'est bien aussi pour la province. Mais il faut appâter. La note reprend les chiffres ; ils montrent qu'en dix-huit mois à peine, la province a pratiquement doublé ses effectifs, passée de 1579 militants au XXIème congrès (fin 1976) à 2901 militants déclarés en mai 1978. « *La vente de I.O. est atteinte, avec des points dépassant 8000 numéros. Toutes les campagnes financières sont tenues, ainsi que la campagne d'abonnements IO. La vente de la Vérité dépasse (pour les paiements) régulièrement les 3 000 numéros.* » (Pourquoi avoir écrit ce « pour les paiements » qui laisse planer un doute sur la réalité des ventes?)

On dirait ensuite un jeu de chat avec une souris :

> *Il est clair que rien n'explique que la RP n'ait pas, -avec les mêmes faiblesses- obtenu des résultats du même type, de même nature. C'est là le problème.*
> (…) *Les régions de province ont recruté 1200 militants de septembre à juin. La région parisienne 500 pour la même période. Rappelons que nous devions tenir pour le 15 février : 850 x 2 (Paris-Province).*
> *Si nous voulons surmonter les disparités que ces chiffres expriment, nous devons comprendre que les mesures d'organisation politique des directions (commissions) de l'organisation concentrent l'assimilation générale de l'orientation en dégageant pour les cellules les moyens de l'appliquer. (…)*

Ce constat fait suite dans le texte à une analyse détaillée de ce que Lambert caractérise comme des faiblesses de toute l'organisation lors de la campagne électorale jusqu'en mars 1978 (élections législatives). La province n'y a pas échappé, bien entendu.

Reprenons ce raisonnement :
a) Les régions de province ont largement atteint leurs objectifs de recrutement (et tous les autres objectifs, voir plus haut). Or, ces objectifs atteints devraient être l'expression d'une assimilation de l'analyse politique et de sa mise en pratique…
b) Mais le texte analyse dans une autre partie les « extrêmes faiblesses » politiques qui ont globalement empêché l'OCI d'accomplir ses objectifs de recrutement à 5 000 militants fixés pour le 15 février. Malgré ces faiblesses, la province arrive à ses objectifs : très surprenant.
c) Le texte fait donc croire, en employant de grandes contorsions de raisonnement, qu'avec des mesures d'organisation, on peut malgré tout surmonter ces faiblesses extrêmes, et disposer l'organisation comme si elle était en fait correctement orientée. C'est, pour le moins, peu cohérent et surtout, même pour celui qui l'écrit, très peu convainquant.
d) Car il est difficile de croire que le rédacteur ait pu lui-même croire à sa propre démonstration. En fait, je pense qu'il lui fallait habiller le mensonge pour mieux piéger Berg au moment opportun. En attendant, il trouve des raisons-bidon aux remarquables résultats de sa commission.

Pour compléter, le texte se termine sur l' « explication » des mauvais résultats de la région parisienne : il faut bien trouver quelque chose…

> *L'unité politique de la Commission province a été formellement assurée par le fait que nous avons combattu pour réaliser l'objectif des 5 000. Chaque membre du CC était comptable de l'objectif global fixé en septembre. (…)*
> *Parce que la R.P. n'était pas centrée sur la réalisation –sur la signification- de l'objectif des 5 000, chaque responsable s'est progressivement replié sur son secteur, sur son objectif, parcellisant la discussion, brisant le cadre même du fonctionnement de la direction régionale, au point que, passé un certain stade, nous ne disposions plus au BP que de résultats incomplets pour la RP.* (…)

En réalité, l'isolement le plus grand régnait parmi les responsables des unités de province enfermés dans leurs falsifications décidées, selon toute vraisemblance, individuellement, pressés par la course aux chiffres, par cette application totalement faussée d'une « méthode objectifs résultats » transformée en un véritable couperet.

En réalité, la vérité des résultats est celle de la région parisienne ; ces résultats auraient été similaires en province sans cette course aux falsifications chiffrées (ou aux chiffres falsifiés).

Le texte rédigé par Charles Berg dans le Bulletin intérieur du XXIIème congrès, donc vers la fin 1978, apporte un éclairage très vif. Berg est alors parvenu au Capitole. Il ignore la roche tarpéienne qui se prépare pour lui. Son texte a l'avantage d'accuser plus nettement encore les angles de ceux déjà tracés dans les textes de Lambert. Le ton oratoire n'est pas loin du triomphant, du jubilatoire. Les affirmations catégoriques et les trompettes de la renommée dominent.

> *Ce qui est sûr, c'est que les résultats acquis depuis le XXIème congrès indiquent sans aucune ambiguïté que nous sommes passés dans une nouvelle phase de la lutte pour bâtir le parti révolutionnaire. Et ce « résultat », nous n'en mesurons pas encore exactement la signification politique, j'allais écrire historique…*
> *Naturellement, l'existence de l'OCI, le maintien de l'acquis, est un enjeu dans la lutte des classes qui en dernier ressort ne peut se juger qu'à notre progression, que la tenue à 100% de l'ensemble des objectifs que nous nous fixons.*

Voilà qui donne une indication sur les conditions, l'atmosphère politique dans laquelle les cadres intermédiaires, les directions régionales et départementales, les secteurs, rayons et cellules, sont appelées à militer : seule est envisageable « la tenue à 100% de l'ensemble des objectifs ».

> *Mais notre fermeté, mais notre volonté de ne rien laisser dans l'ombre s'agissant des difficultés, des retards, des faiblesses, nos traditions de discussion (avec les divergences discutées franchement, fermement, pour les régler) ne doivent pas nous faire perdre de vue l'essentiel de ce qui est : le pas accompli depuis le XXIème congrès jusqu'à aujourd'hui, dans notre construction, est considérable.*

Cela, écrit au moment même où de nombreux responsables d'unités de province, acculés par la pression considérable que constitue la prétendue « méthode objectifs-résultats », qui n'est guère qu'une « méthode résultats », falsifient les chiffres, payent de leur poche les journaux, les déficits, recrutent de faux militants, etc. etc.

> (…) *Contre les appareils contre-révolutionnaires, en particulier contre le stalinisme et son expression dans la IVème Internationale, le pablisme, nous avons construit une organisation qui d'ores et déjà joue un rôle politique majeur : en réalisant nos objectifs, nous aidons la classe ouvrière et la jeunesse à arracher les revendications, à réaliser ses aspirations. Ce n'est pas rien. C'est à la lumière de cette progression qualitative –même, et j'y reviendrai, si elle n'est pas encore maîtrisée- que nous devons discuter des difficultés politiques.*
> *En clair, la majorité de la section française de la IVème Internationale, exclue de l'Internationale, est devenue la première, la plus puissante organisation parmi les organisations qui, dans le monde, se réclament du programme de transition. Voilà le point de départ de la discussion pour le XXIIème congrès, et les résultats globaux aujourd'hui vérifient la justesse, la cohérence d'une bataille que nous menons depuis le XVIIème Congrès pour passer du groupe à l'organisation. Ce pas est accompli.*

L'heure de l'OCI semble bien avoir sonné. En fait, c'est celui qui l'écrit qui va être bientôt sonné.

Quant aux résultats spectaculaires obtenus par la province et si différents de ceux de la région parisienne, Berg les explique modestement :

> *A bien y réfléchir, nos résultats, comme commission, ne sont explicables –avec les faiblesses- que parce que nous tentons en permanence de discuter à fond de la projection que nous impulsons de l'orientation adoptée par le CC.*

Ce qui sous-entend, bien entendu, que cela n'est pas le cas dans la région parisienne, à qui il suffit d'en prendre de la graine. Lambert trouvera par la suite en Lacaze un allié d'une fidélité totale, à commencer bien sûr par l'élimination de Berg.

Décembre 1978 – Tout va vers le mieux…

Tout semble donc aller mieux : les 5 000 militants sont officiellement atteints, et même dépassés. L'objectif suivant est fixé : 6 500. Lambert le présente ainsi dans une note du 11 décembre :

> *L'orientation, l'appréciation, c'est le point de départ qui s'exprime dans l'objectif de recrutement des 6 500, que nous avons dès lors traduit immédiatement chez les instituteurs en disant : recruter plusieurs centaines d'instituteurs et d'enseignants à l'OCI.*
>
> Puis il fait le bilan de l'intervention , de la « *bataille ''dans'' la CGT* », du « *combat entre la classe et l'appareil (*pas *''les militants et l'appareil'', la classe et l'appareil''* précise-t-il*)* » : « *Il y a eu difficultés, reculs, hésitations des camarades. Mais il y a eu action de la direction, action continue, sur la base du plan, pour aider les camarades, pour armer, pour lever les hésitations, pour donner audace et conviction. Il y a eu activité centralisée du BP et de la commission ouvrière (…) Il y a eu direction. Dans cette bataille, nous avons dégagé des militants, formé des cadres, éprouvé les camarades. Il y a eu combat continu. Nous connaissons les résultats. (…)* »

« L'activité centralisée du BP et de la Commission ouvrière » porte un nom : le sien.

La critique se porte alors, comme vu plus haut, sur le travail enseignant, instituteurs en tête : « *Il faut réagir à ce problème (…) pour en finir avec ce que représentent les faiblesses dans ce secteur pour tout le travail de la direction, que représente actuellement la direction du travail enseignant.* »

D'où la conclusion d'étape :

> *Il faut le dire : ce qui était encore compatible hier avec une réelle progression ne l'est plus aujourd'hui, et le prolongement de toute indécision tend à laisser s'instaurer une situation incarnée dans un dispositif général qui se trouve maintenant en contradiction totale avec la bataille qui par exemple a été dirigée depuis des mois jusqu'au congrès de la CGT lui-même, par le BP, et qui exprime complètement et concrètement l'orientation de l'organisation.*

A partir de quoi « *nous pouvons dégager les premiers éléments du plan pour les 10 000* » .

La note fixe ensuite les objectifs du plan :

10 000 militants à l'OCI.
7 200 à l'OCI en juin (4 500 province – 2 700 RP)
6 400 à l'OCI en février [au congrès de l'OCI]
Ces objectifs, cela s'entend, ne peuvent être fixés sérieusement sans inclure totalement un développement sans précédent de notre travail jeune.

Ce développement annoncé restera sans suite. A l'ouverture du XXIIème congrès, c'est 5 896 militants qui sont annoncés officiellement.

(…) *Le développement de la politique de l'OCI nous mène à un seuil. Il est indispensable que nous saisissions aujourd'hui la question de notre implantation politique sur les localités. Le travail d'entreprise constitue les forteresses du travail du parti. Il n'est question en aucun cas d'affaiblir en quoi que ce soit l'importance de ce travail. Mais il faut répondre à toute une série de nouveaux problèmes sur la ligne des 10 000.*

La plupart des militants, et une bonne partie de la direction, dont Berg et sans aucun doute Stéphane Just, ignorent ce qui se prépare pour le XXIIème Congrès : le coup de tonnerre de l' « affaire Berg ».

Annexe - 1978 , sans autre précision de date – Rapport de Sorel sur l'organisation

Document qui permet de mesurer l'importance des questions matérielles, et l'importance du développement de l'OCI. Il aborde aussi la question des permanents, sur laquelle il faudra revenir.

« (…) *le développement de l'OCI fait ''exploser'' les cadres anciens et la tâche de la direction est de ''reconquérir'' l'OCI »*
(…) Un certain nombre de problèmes sont apparus depuis le début de l'année qui, si nous n'y portions pas immédiatement remède politiquement, vont se transformer d'éléments de dislocation en crise grave pour tout le dispositif de l'OCI.
Ces problèmes sont ressentis de la manière la plus immédiate sur le plan de la trésorerie et par rapport à des entrées insuffisantes - et par rapport à des sorties supérieures aux prévisions – et par rapport à des besoins sans cesse croissants en fonction même de la progression de l'organisation et des objectifs politiques fixés par le Comité central.
(…)
Comme le budget adopté par le CC de Janvier, les prévisions actuelles supposent bien sûr que TOUS les objectifs décidés par le CC soient atteints à 100% (recrutement, IO, etc..) en tenant compte du fait que, même dans ce cas, il y a d'ores et déjà une modification à apporter à la lumière des 3 premiers mois d'activité et des objectifs fixés.
Non pas plus que partout ailleurs, mais en même temps que sur l'ensemble de la bataille politique pour accomplir les tâches que nous nous fixons, il faut renforcer la rigueur du travail de la direction en matière d'organisation.
(…)
Les Problèmes : -(…) Sorties non maîtrisées sur deux points :
-L'Internationale (avec l'aspect particulier de la solidarité) : 40 millions en 3 mois sur 115.
-Le local où, pour honorer les engagements, il a manqué 10 millions fin janvier.
Au niveau des entrées :
Là aussi des aspects directement politiques (recrutement plus lent que prévu) ou décidés par la direction (date de départ de la campagne financière -1er mars au lieu de février- et objectif 90 millions)
Et des problèmes de fonctionnement politique : date de rentrée des phalanges, retards.
(…) Notons que nous en sommes à ce jour à 26 millions (plus si l'on tient compte du fait que les rentrées-province de la semaine arriveront en grande partie mardi) et que la question des « frais de campagne » doit être soulignée car, ***sur les 13 millions « province », il y a déjà plus de 2 millions de frais****.*
Dans cette situation, il faut intégrer les problèmes qui se posent à nous dans l'immédiat, et qui en de nombreux secteurs font apparaître, en liaison avec nos tâches, des besoins accrus :
AJS : reconstituer notre travail dans la jeunesse, cela implique la mise en œuvre des moyens. Une chose est certaine, cela passe par un nouveau local, extérieur au 87, c'est-à-dire ''indépendant'' (…) mettant fin immédiatement avec la situation actuelle et l'effet délétère que produit (sur les jeunes et les militants de l'OCI) le local à l'abandon. (…)
Internationale : les responsabilités qui sont les nôtres, les tâches à accomplir – conférence latino-américaine, conférence européenne, camp, etc…. ainsi que les demandes pressantes de groupes (en Amérique latine) ou de militants (Est) exige que soit très vite rediscuté le budget de la Commission internationale, les coupes à effectuer, les éléments prioritaires, les activités à mettre en place pour avoir des rentrées financières (conférences) dans le cadre de notre bataille politique (Journées d'étude sur la IV à l'automne) etc… et qu'à partir de là soit instaurée une extrême rigueur.
Province : elle dépasse 2700 militants, aux problèmes d'encadrement de ce qui existe il faut ajouter les frais supplémentaires entraînés par des décisions antérieures (venues

hebdomadaires à Paris de Duval et Laval) et de nombreux déplacements à organiser en direction des villes ''en voie de développement'', d'où nécessité d'augmenter les moyens disponibles en argent et en hommes, centralement et ''sur place'' (locaux, matériel).

Ce qui nous amène à la question des permanents.

*Depuis le XXIème congrès, la loi du développement du corps des permanents conditionné par le recrutement a été respectée scrupuleusement et les 6 permanents supplémentaires correspondent à l'**effectif de 4400.***

Cette règle doit absolument être maintenue, ce qui signifie que si les phalanges d'avril confirment les 4700 annoncés au CC, il y aura possibilité d'un permanent de plus (commission province ?)

Les permanents nouveaux ont permis le renforcement des équipes à la RP (1) et en province (2) en septembre, et plus récemment l'appareil national (1) et surtout de IO (2,5) en même temps qu'un poste disparaissait à l'AJS où il ne reste que 2 permanents politiques et 2 techniques.

[Une question se pose donc : qu'est-il advenu du corps des permanents après la crise de 1979 et ses suites ? A-t-il été diminué ? Comment ? La ''loi a-t-elle été respectée ? Jusqu'à quand ?]

(...) *Un certain nombre d'incidents récents amènent à préciser au sujet des rapports entre permanents et militants que les permanents sont au service de l'organisation sous la responsabilité de la direction politique et que cela ne signifie pas qu'ils soient à la botte de chaque militant, leur rôle étant d'accomplir dans l'intérêt général de l'organisation les tâches qui leur sont confiées par la direction.* [c'est aussi peut-être révélateur de l'absence totale de contrôle que l'organisation dans son ensemble pouvait exercer sur le corps des permanents : rien ne lui donnait un droit de regard sur leur activité, sur leur sélection etc. Les congrès en étaient totalement dessaisis et n'ont rien fait pour que cela cesse].

(...)

A partir de ce CC :

Tenir sur le plan financier, cela veut dire réellement 5500 militants fin juin

Cela veut dire tous les objectifs (IO, campagne ...) tenus à 100%.

Et, malgré cela, il y aura problème.

*1/ **Phalanges : la disparité Paris-Province amène à un glissement de la proportion 50/50 prévue à un état de fait (et prévu) d'environ 40/60.***

Or la moyenne Paris est de 150F, en province 100 seulement. Donc si les 60 000 phalanges annuelles prévues 30 000/30 000 deviennent 25 000/35 000, il y a automatiquement perte de 30 millions par rapport aux 760 prévus.

[Ici commence à gésir le lièvre. Pourquoi les phalanges province sont-elles aussi inférieures à celles de Paris ? Cet écart de moyenne a-t-il augmenté, existe-t-il traditionnellement –les salaires de province inférieurs à ceux dans la RP- ? Est-ce déjà l'effet des phalanges à 10F ? En tout cas, sur les phalanges à 10F, il était IMPOSSIBLE à Sorel, donc à Lambert, de les ignorer jusqu'au XXIIème congrès, comme cela sera affirmé par la suite].

2/ Campagnes : le budget prévoit 240 millions (100+40+100), c'est-à-dire deux campagnes de 100 millions et l'intégralité des abonnements d'été IO versés à la TN.

Or 1/ L'actuelle campagne est fixée à 90 millions et surtout

2/ il y a le problème d'IO.

Le journal était équilibré, dans les prévisions, à 13 000. L'objectif étant de 15 000, il devait y avoir bénéfice donc la possibilité d'équilibrer les dépenses annuelles par la vente au numéro sur les mois d'activité pleine et de verser centralement tout le produit des abonnements.

Or nous n'en sommes pas aux 15 000. 2,5 permanents supplémentaires exigent le passage de 12 000 à 13 000 pour équilibrer financièrement, d'où pas de bénéfice, donc problème pour verser les abonnements (sans parler de leur nombre : (3000 !)

Il faut donc, et tenir les objectifs

Et considérer la grande fragilité en ce domaine, donc l'impossibilité de surcharger de manière imprévue la trésorerie nationale.
D'où maîtrise de chaque budget – réalisation des objectifs – équilibre sur le local – soin particulier sur les postes à gros risques financiers (publications : 8000 Trotsky).

Mesures : Reconquérir l'OCI, ressaisir tous les problèmes d'organisation, cela, répétons-le, ne peut procéder que de la direction. ***Il faudrait aborder ici les problèmes du fonctionnement de la direction (BP, secrétariat, CC, et leurs liens via le PV du BP par exemple), des différentes commissions de direction et de leur articulation, ainsi que du lien de ces commissions avec l'organisation*** *(un réel correspondant IO par région). Avoir une politique d'organisation, cela passe aujourd'hui par l'existence d'une réelle commission d'organisation (pas la commission technique d'organisation qui a été mise en place et qui a son rôle à jouer pour les réunions nationales, etc…) mais* ***une commission politique dont il semble qu'elle doive être aujourd'hui le secrétariat qui se réunisse régulièrement avec la participation de Sorel****.*

Que veut dire Sorel à travers ces lignes? Quand il dit « il faudrait », il indique par avance que cette discussion nécessaire n'aura pas lieu, qu'il s'agit d'un vœu pieux. Il sait qu'il touche au sommet et à son fonctionnement boiteux, unijambiste même, et que cela n'ira donc pas plus loin. Il doit y avoir dans cette complainte le lointain écho voilé de la commission financière contrôlant Lambert, créée pour quelques mois en 1977, dont il devait forcément faire partie. Il demande à faire partie du secrétariat, ce qui n'aura jamais lieu à ma connaissance, le secrétariat n'allait pas s'encombrer de ces basses questions, il y a secret dans secrétariat. Plus exactement, cela permettait au seul Lambert de travailler avec Sorel.

---

18 - L' « affaire Berg », affaire OCI

Celui par qui le scandale arrive

Ce que la direction de l'OCI appela « affaire Berg » survint au XXIIème congrès, en février 1979. Ce fut une véritable déflagration dans l'OCI, que la direction tenta de réduire à une simple « affaire » ne concernant finalement qu'un seul responsable, Charles Berg. Elle eut des conséquences multiples dont la plus visible, outre l'exclusion de Charles Berg, fut la perte d'un grand nombre de militants sur au moins deux années, ainsi que plusieurs cadres de grande valeur. Mais ces conséquences furent plus profondes et à plus long terme : le fait d'avoir fait porter sur le seul Charles Berg toute la responsabilité de l'affaire permettait à la fois d'éviter d'aborder des problèmes de fond concernant l'ensemble du fonctionnement de l'OCI, mais à la fois faisait que ces problèmes perduraient et s'accroissaient. La direction de l'OCI en subit les contrecoups immédiats : elle perdit plusieurs de ses membres parmi les plus brillants et les plus capables, et elle vit se renforcer considérablement le pouvoir monolithique de Pierre Lambert. Ce qui avait été à la base de cette crise générale, la « méthode objectifs-résultats » régissant la vie de l'organisation depuis environ deux ans, s'en trouva également renforcé et continua de plus belle à modifier en profondeur l'ensemble des relations et du mode de fonctionnement et de discussion dans l'OCI. Ce fut donc un affaiblissement général des capacités révolutionnaires de l'organisation, qui laissait ouvertes des failles par où l'opportunisme put se développer bien plus aisément, conduisant l'organisation à sa perte à partir de 1981.

L' « affaire Berg » est assez complexe, et la méthode utilisée par Pierre Lambert pour la mettre au jour et l'exploiter la rendit plus complexe encore. Son déclenchement, lors du XXIIème congrès, fut la « découverte » d'un double mode de recrutement à l'OCI dans un certain nombre d'unités de province : alors que le mode de recrutement avait toujours été la cooptation à l'issue d'une formation étalée sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois (d'abord par des « G.E.R. », ensuite par des « pré-cellules »), dans ces unités fut institué un nouveau mode de recrutement, plus expéditif : l'intégration directe des personnes qui avaient accepté une formation – parfois à leur insu-, et ne versaient encore qu'une cotisation très limitée (de l'ordre de 10 francs par mois). Ce mode de recrutement se fit à l'insu de la direction, du

moins d'une partie d'entre elle. Ce qui est certain, c'est qu'il n'avait été ni discuté ni décidé. Il semble cependant tout à fait impossible que, bien avant le congrès, la direction n'en ait pas été informée : les résultats parvenant de ces unités étaient considérablement supérieurs à ceux des autres unités, et cela sans que les problèmes politiques de l'intervention aient été différents, de l'aveu même de Lambert dans ce qu'il en écrivait dès la fin 1978. Et l'étanchéité du système était impossible.

Quelles sont les raisons de cette crise ? L'honnêteté politique des responsables, dont plusieurs étaient des membres du comité central depuis des années, n'est pas en cause. Mais la course aux résultats chiffrés les poussa dans des retranchements où ils perdirent pied et tête, coincés qu'ils furent entre d'une part la certitude que la difficulté à atteindre leurs objectifs ne pouvait être due qu'à leur mauvaise compréhension d'une situation politique générale établie une fois pour toutes, indiscutable, et, de l'autre, par les objectifs de recrutement, de vente du journal, et de campagne financière, qui les transformaient en machines à calculer, harcelés par des pressions incessantes de la direction, qui présentait comme impérativement nécessaire la réalisation de ces objectifs. Ils en perdaient leur fonction de responsables politiques capables d'initiative.

Comme dans l'affaire Varga, Lambert, secondé par Just –pas informé de la même façon du fait de sa distance par rapport à la vie de l'organisation-, et qu'il instrumentalisa une nouvelle fois, utilisa un amalgame qui lui permit de se débarrasser de Berg. Pour quelles raisons ?

La seule que je connaisse est qu'en 1977, Berg, avec Just, avait engagé contre Lambert une procédure qui visait à contrôler l'utilisation de l'argent de l'OCI par Lambert. Berg avait été jusqu'alors un des dirigeants les plus proches de Lambert, dans les qualités comme dans les défauts. Cette utilisation personnelle posait de tels problèmes, avec des preuves dont ils disposaient, que fut mise en place une commission financière dont le seul objet était l'instauration d'un contrôle des activités financières de Lambert. Bien entendu, ce contrôle ne put être exercé que très peu de temps, quelques mois. Just et Berg avaient renoncé à porter l'affaire devant la direction de l'organisation afin de lui éviter une grave crise. En fait, ils ne faisaient que la différer et l'aggraver encore.

Cet état de fait était révélateur de la liberté sans contrôle, politique comme matérielle, que Lambert s'autorisait dans l'OCI. Pour le système de direction plus ou moins conscient que Lambert avait mis en place, Berg était donc devenu un danger latent. Stéphane Just également, mais Lambert ne pouvait s'attaquer à ces deux importants dirigeants en même temps, et le plus vulnérable était aussi le plus jeune et le moins irréprochable.

Il paraît certain que la décision de faire éclater cette crise en plein congrès, et pour cela d'avoir attendu des mois et des mois, en laissant grossir l'abcès purulent dans l'OCI, était la plus coûteuse pour l'organisation. Si la discussion avait été posée en direction comme cela aurait été possible plusieurs mois auparavant, la crise aurait été certainement réduite et jugulée. Mais cette discussion aurait ouvert aussi une boîte de pandore : celle du fonctionnement général de l'organisation, de la « méthode objectifs-résultats », … et de la situation incontrôlée de Lambert lui-même. De la même façon qu'en 1973 une discussion saine sur les problèmes politiques

posés par l'offensive de Varga dans le CORQI et dans l'OCI aurait ouvert des vannes que Lambert ne pouvait souhaiter voir ouvrir.

Pour l' « affaire Berg », Lambert s'efforça de faire croire que Berg avait constitué une sorte d'organisation dans l'organisation, une sorte de forteresse baptisée « commission province ». Mais c'était tout à fait impossible : au moins six membres du comité central (à ma connaissance) étaient dans la commission province. Pour mettre en place de manière secrète un tel dispositif, il aurait fallu que Berg y trouve une unanimité sans faille, ce qui ne fut certainement pas le cas, puisque le dispositif ne fut pas généralisé. Là encore, l'absence de discussion réelle, approfondie, le flou politique, furent sans doute ce qui permit que s'installe dans le demi-silence une situation si ambigüe et si contraire à toutes les traditions et aux principes de l'organisation. Cela en dit long sur le fonctionnement réel de l'ensemble de la direction.

Le seul cas dans l'histoire de l'organisation où un véritable complot, durant des mois, et impliquant des centaines de militants, fut mis en place, et avec succès, fut en 1985-1986 la préparation du départ pour le PS de Jean-Christophe Cambadélis avec plus de 400 militants étudiants. Nous verrons par la suite dans quelles conditions politiques cela fut possible et réalisé.

Enfin, il est aisé de montrer le caractère profondément vicié du procès intenté contre le seul Berg –et qui épargna soigneusement les membres de la direction qui s'étaient livrés à cette « fraude » politique- : en avril 1981, à peine plus de deux ans après l' « affaire Berg », le comité central unanime décida, sur proposition de Lambert, d'intégrer directement dans les effectifs de l'OCI tout travailleur ou jeune qui acceptait d'entamer une formation, pour accélérer la marche vers le Parti des 10 000 et permettre au congrès de décembre 1981 de proclamer le PCI. C'était, exactement, ce qui s'était produit avant le XXIIème congrès, ce qui avait été reproché au seul Berg.

Le XXIIème Congrès : une photographie de l'organisation

Nous sommes le 8 février 1979. A l'ouverture du XXIIème congrès de l'OCI. Pierre Lambert prononce le rapport introductif, devant les 96 délégués, les 49 observateurs (membres de l'OCI), la délégation du CORQI (Comité d'Organisation pour la Reconstruction de le Quatrième Internationale) et, plus inhabituel, celle de la LCR - Secrétariat Unifié. Le ton qu'il emploie pour entamer son rapport n'a rien de diplomatique, il veut que l'on puisse dire : l'OCI n'a rien à cacher. (J'en ai pris des notes très précises, mais je ne peux en garantir le mot à mot).

A l'ouverture de ce congrès, Lambert avait sans doute aucun décidé qu'il allait faire éclater ce que nous appellerions bien vite l' « affaire Berg ». Les rapports venus de province, les chiffres transmis par le -son- trésorier indéracinable Sorel, les disparités considérables des résultats sans explication véritablement politique, ses liens privilégiés avec un grand nombre de cadres et de militants de l'organisation, tout un ensemble d'informations n'avaient pu que le tenir au courant. Qui d'autre était dans la confidence ? Certainement bien peu. Néanmoins, il faudra pour les congressistes attendre les deuxième et troisième jours pour que, théâtralement, spectaculairement, l'affaire éclate au grand jour.

Le rapport de Lambert commence ainsi *:*

> *Ce congrès se place deux ans après le précédent, le XXIème.* [en principe, il y avait un congrès par an, ou tous les dix-huit mois]. *Il est impossible de retracer tous les problèmes politiques que nous avons eu à affronter pendant ces deux ans.*
> *Il y a eu progression sur la ligne définie par le XXIème Congrès. Notamment dans le combat dans la lutte de classes directe, nationale et politique.*
> *Il y a eu, il y a toujours, des dérapages : 2 Comités centraux ont été nécessaires après mars 1978 (élections législatives) pour affermir la ligne face aux tendances à la défaite suite aux résultats électoraux.*
> *Il y a eu dérapage sur la question du désistement PS-PCF. Voir la Conférence nationale Ouvrière et Jeune (CNOJ) n°2 : il y a été proposé le vote PS dès le 1er tour.*
> *Il y a eu des succès, des échecs, des difficultés.*
>
> *Examinons la situation de l'OCI, les tâches décidées sur la perspective de la construction d'une OCI forte de 10 000 militants :*
> *Avant le XXIème Congrès, 2873 cotisations payées.*
> *Aujourd'hui : 5896. Un bond très important, mais nous ne sommes pas encore sur la ligne de départ pour un parti de 10 000.*
> *La progression de Janvier 79 (Province : +96, Paris : + 93) reste insuffisante.*

Plusieurs informations :

- Sur le terrain de l'orientation politique et de sa mise en œuvre, en particulier s'agissant des élections législatives de 1978, la proposition de voter pour les candidats du PS dès le 1er tour, face à la politique de division de l'appareil stalinien du PCF, est considérée par le rapporteur comme un « dérapage ».

- Sur le plan de la construction de l'organisation, une progression très sensible, jamais enregistrée jusqu'alors dans l'histoire de l'organisation, est notée : en 2 ans seulement, 2023 militants gagnés ! Pour le seul mois de janvier 1979, 189 militants supplémentaires : plus de six par jour.

Enfin, est mentionnée la perspective du « Parti des 10 000 ». Depuis le XXIème Congrès, 10 000 militants est le chiffre qui a été consacré pour proclamer la transformation de l'Organisation en Parti. La construction de ce « Parti des 10 000 » a été considérée comme la tâche la plus urgente à réaliser pour faire face à la perspective proche de l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France. Seul un Parti communiste internationaliste, a-t-il été considéré, pourra faire face aux tâches propres à une telle situation, et prétendre y jouer un rôle décisif pour assurer la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie.

Le rapporteur donne ensuite, ce qui est exceptionnel, la composition sociale de l'organisation :

> *Voici la composition sociale du parti :*
> *Etudiants : 10,9%*
> *Enseignants Second degré : 11,7 %*
> *Instituteurs : 8,7 %*
> *Enseignement supérieur : 1,8 %*
> *Total de 23,2% pour l'ensemble de l'enseignement*
> *Lycéens : 6,7%*

(si on ajoute lycéens et étudiants au secteur global de l'enseignement, cela donne près de 40 % des effectifs : environ 4300 militants, dont environ un millier de jeunes)
Employés dans le secteur privé : 15,3%
Ouvriers : 15,7%
Sécurité sociale : 2%
Secteur Santé : 3,3 %
SNCF : 2,4 %
Fonction publique (hors enseignement) : 1,4 %
(soit environ 2000 ouvriers d'industrie et autres travailleurs)
Chômeurs : 2 %
Autres : 15 %

***La répartition par syndicats** :*
CGT : 36%
FO : 13 %
SNI : 29 %
SNES : 22 %
+ 3 militants à la CFDT. (ce qui constitue une anomalie : l'OCI ne considérant pas la CFDT comme un syndicat ouvrier, ses militants ne devaient pas s'y syndiquer).

Pour moitié, ces militants occupent des responsabilités à tous niveaux
Dans F0 : 33%
Dans le SNI : 20 (c'est peu, il y a des difficultés)
Dans le SNES : 33%
Dans la CFDT : 1

Aucune mention n'est faite de la CGT : il y est alors pratiquement impossible pour un militant trotskyste, alors qu'ils sont relativement nombreux -plusieurs centaines- à militer à la CGT du fait du barrage de l'appareil stalinien, d'y occuper une responsabilité. Cette situation existe depuis les années 1950. Mais les statistiques montrent la réelle et forte implantation de l'OCI, les liens tissés dans la décennie, qui se manifestent par les responsabilités syndicales, presque toujours gagnées par la confiance des collègues de travail, presque jamais octroyées par les directions.

La vente d'Informations Ouvrières
I.O. n°794 (ouverture du XXIème Congrès) : Province 5116 – RP : 5626
I.O. 797 (proclamation de l'objectif du Parti des 10 000) : Pr : 5799 – RP : 5414
IO du 1er mars 1978 : 8900 – 5552
IO du 29 mars 1978 (n°843) : 8025 – 6106
IO 879 : 10279 – 7972
Moyenne des N° d'Octobre 78 (du 868 au 872) : 7400 – 6100 (13 500)
Moyenne des N° de Novembre : 8100 – 7200 (15 300)
Total avec abonnements : 21 000.

Des indications précieuses : si l'on se fie à ces chiffres (dont l'affaire Berg va révéler qu'ils dépassent de quelques centaines la réalité; le Bureau politique évaluera à environ un millier le déficit faisant suite au XXIIème congrès, parmi lesquels se mélangent les « faux » militants et ceux qui sont partis, brisés), et malgré leur exagération, on constate que l'OCI est en voie d'implantation réelle dans la classe ouvrière.

- Certes le secteur de l'enseignement, comprenant celui de la jeunesse enseignée, est encore de loin de plus important, mais deux milliers d'ouvriers et de salariés du privé comme du public, dont près de 800 ouvriers d'industrie, surtout avec une implantation syndicale réelle, ce n'est pas du tout négligeable.

- Quant à l'enseignement, il montre assez le poids politique qu'y pèsent les militants de l'OCI, du fait de leur implantation ancienne, du rôle majeur qu'ils ont joué en 1948 pour défendre l'intégrité de la Fédération de l'Education Nationale (FEN), seul secteur de la CGT réunifiée à ne pas avoir scissionné entre CGT et CGT-FO, et ayant à ce titre conservé un très fort taux de syndicalisation, unique en France.

- Reste le secteur de la jeunesse : le chiffre du millier est relativement faible, en baisse : depuis 1971, l'OCI dirige l'UNEF Indépendante et démocratique, conquise de haute lutte sur l'appareil stalinien et contre la loi Faure de 1969. Et une majorité des cadres de l'OCI proviennent de l'organisation de jeunesse AJS, ou de celle qui l'a précédée, le CLER (Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires), à l'intérieur des groupes *Révoltes* qui existèrent jusqu'en 1968 avant leur dissolution par l'État. Au début des années 70, l'AJS comptait plusieurs milliers de militants -qui n'appartenaient pas tous, il est vrai, à l'OCI-. Son organisation étudiante l'AER, était particulièrement forte. Le transfert de nombreux de ses cadres, avec leur vieillissement, dans le travail adulte, n'a jamais été compensé depuis par un renouvellement, moins encore une progression, de ses effectifs.

- Autre indication, qui prendra de l'importance par la suite : un tiers des militants de l'OCI inscrits à FO (environ 80 militants) y exercent des responsabilités syndicales. Il ne faut pas établir de parallèle direct entre les responsabilités syndicales d'un militant enseignant (souvent secrétaire de la section d'établissement) et celles dans un secteur hors-enseignement. Je ne dispose pas des chiffres sur le nombre de cadres syndicaux dans la Sécurité sociale (secteur contrôle par Pierre Lambert, qui y exerçait lui-même une responsabilité syndicale de permanent d'un certain niveau dans la section des employés et cadres), mais je suis certain qu'ils étaient nombreux au regard du nombre total des militants de l'OCI dans ce secteur. Du fait des relations tissées de longue date avec une fraction de l'appareil Force Ouvrière, il était sans doute plus facile à un militant de l'OCI d'obtenir une responsabilité syndicale à FO que dans tout autre syndicat -UNEF mise à part, naturellement-. Je ne dispose pas d'informations suffisamment précises pour étayer cette affirmation.

Dernière remarque : la vente de notre journal, Informations Ouvrières. Journal militant, diffusé uniquement de la main à la main (une tentative de mise en kiosques quelques années auparavant s'était rapidement révélée un échec coûteux), il est au centre de l'organisation, de son fonctionnement, de sa vie. C'est l'agitateur collectif, qui rythme la vie des cellules. Jamais, à part durant quelques semaines de 1981, au plus fort de l'enthousiasme de la bataille, il ne connaîtra (à ma connaissance) de tels chiffres de diffusion. L'objectif de 20 000 numéros régulièrement vendus ne sera jamais atteint, et de loin.

Cette photographie de l'OCI, pour retouchée qu'elle soit par ce qui sera révélé presque immédiatement après, montre à quel important point de construction nous étions parvenus, des effectifs pratiquement décuplés depuis 1968, et centuplés depuis 1958, époque de l'étiage de l'OCI, lorsqu'elle n'était que le « groupe Lambert » naufragé de l'explosion de la IVème Internationale et de la dissolution de sa section française, le PCI, par la majorité du Secrétariat unifié. Pour les milliers de militants, il y avait là sujet de fierté et d'enthousiasme : oui, nous étions bel et bien en train de le construire, ce parti révolutionnaire si nécessaire à la victoire de la

révolution socialiste dans sa partie française, et à la reconstruction de la IVème Internationale, qu'il tirait après lui.

Deux ans plus tard, au XXVIème congrès de l'OCI, fin décembre 1981, le PCI était proclamé.
Nous verrons plus loin et dans le détail comment cela se discuta -ou fut imposé-. En décembre 1981, alors même que les conditions de recrutement avaient été modifiées (exactement, je le répète, dans le sens de ce qui avait fait condamner celles établies par un certain nombre de responsables d'unités et ayant conduit à l' « affaire Berg »), l'OCI ne parvenait que très difficilement à dépasser le chiffre de 5000 militants comptabilisé officiellement. La diffusion de son journal n'avait pas décollé. Au contraire même : début 1982, dans les mois qui suivirent la proclamation du PCI, qui aurait dû être un véritable tremplin d'expansion dans le travail militant, les chiffres de vente faiblissaient.

Les « révélations » du XXII° congrès

Ce qui fut alors révélé, du moins à un certain nombre de délégués dont je fus, et servit ensuite à soulever l'indignation générale du parti, une discussion fondamentale, fut que depuis un certain nombre de mois, plusieurs directions de province, certaines dirigées par des membres du comité central, avaient mis en place un système de recrutement accéléré à l'OCI, « intégrant » directement dans les effectifs les personnes (travailleurs, jeunes...) qui acceptaient de discuter et de commencer à militer avec l'OCI, en versant une cotisation très minime au départ. Il n'a jamais été dit que ce système avait un caractère général et concerté.

La dénomination de pré-cellule indique déjà une orientation, une intention affirmée d'engagement militant : pour celui qui acceptait d'y entrer, il devait être clair qu'il mettait ses pas dans ceux de l'OCI, en acceptait le cadre organisationnel. Dès avant le XXIIème congrès, la durée de ces pré-cellules, nouvelle appellation des G.E.R., avait été ramenée à quatre séances en quatre semaines, un délai de recrutement déjà beaucoup raccourci –divisé par trois- par rapport aux GER précédents. A quelques semaines du XXIIIème congrès -extraordinaire- de l'OCI convoqué à la hâte en juin 1979, quatre mois à peine après le XXIIème, Pierre Lambert allait même proposer que les pré-cellules soient ramenées à trois semaines, afin d'espérer atteindre plus sûrement des chiffres de recrutement rassurants pour le congrès. Stéphane Just s'opposa à cette proposition, qui ne fut pas adoptée.

C'est Stéphane Just qui fait éclater l'affaire, parce qu'il dirigeait la commission sur l'organisation réunie pendant le congrès :

> *(...) La discussion s'est concentrée sur une question essentielle où tout le Bolchévisme est impliqué : qu'est-ce qu'une pré-cellule ? Il y a eu dans le parti bolchévique en 1903 une discussion sur les statuts. Trotsky n'y avait d'ailleurs rien compris à l'époque, et cela a eu des conséquences très graves. Certains camarades considèrent les pré-cellules comme des organes à part entière de l'OCI. Dans plusieurs cas, les cotisations payées en p/C sont comptabilisées en phalanges. C'est un problème de principes : n'est membre de l'OCI que celui qui, seulement au terme d'une pré-cellule, est coopté. Les pré-cellules doivent se transformer en cellules, non en cooptation collective, mais en cooptation individuelle. Nous voulons une OCI de 10 000 militants, et pas un magma politique dissolvant l'OCI.*

S'ouvre alors une discussion intense où les points de vue seront très souvent divergents. Je ne rapporte que des extraits de quelques-unes des interventions.

Karl (Charles Berg) commence par prendre la défense de cette méthode accélérée de recrutement *: Ce problème n'a jamais été abordé théoriquement. La bataille pour les 10 000 va se mesurer en centaines de pré-cellules. Mais aussi par leur cooptation.*

Kostas (J.C. Cambadélis) *: C'est un substitut à la construction du Parti. Voir la LCR. C'est nous tirer en arrière. A Grenoble, St Etienne, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Montpellier, etc… les pré-phalanges sont considérées comme des phalanges.*

Lambert : *Je propose une motion d'ordre. C'est un tournant du congrès. Tout doit être passé au peigne fin. Ce sont des problèmes étonnants, ils impliquent des membres du CC. Ce qui est dramatique, c'est l'absence de principes. En allant jusqu'au bout de cette discussion, nous règlerons nos problèmes.*

Lacaze : *Il faut les comptes exacts pour prendre froidement les décisions politiques imposées par une telle situation. La méthode objectifs-résultats s'applique aux dirigeants ! Il y a problème là-dessus, sur ce qui constitue la base du bolchévisme : il y a fausse comptabilité. Il faut reconstituer totalement le capital de confiance, sinon, nous devenons tous fous, il n'y a plus de liberté de discussion entre nous.*

Ivan, membre du CC, récemment encore membre du BP, qui dirigeait entre autres la région de Clermont, pleinement impliquée dans le faux calcul des effectifs): *La méthode objectifs-résultats donne la capacité de mesurer notre capacité politique. Or il y a là un problème fondamental. D'une méthode juste, on fait l'inverse, en comptabilisant le mélange pré-cellules-cellules. Il y a des responsabilités dans la direction de la Commission Province* [dont il fait partie]. *Toutes les régions ont procédé ainsi, sauf quelques-unes.*

Berg : *Je suis d'accord avec Lacaze. Mais, au stade où on en est, le responsable, c'est moi. Il n'y a pas eu de fermeté théorique de ma part.*

François Forgue : *La discussion est posée du point de vue du développement de l'OCI à partir d'un fait : les pré-cellules sont non seulement une nécessité, mais une forme supérieure au GER de recrutement et d'intégration en fonction des liens et de la place que l'OCI a atteints dans la lutte des classes. Je suis d'accord avec Lacaze, et j'ajoute : si ce qui est en jeu est la méthode objectifs-résultats, c'est parce que sur ce point précis, cette méthode est liée directement au programme. On ne peut se satisfaire d'un accord formel, il faut un accord politique. Ce qui est au cœur, ce sont les statuts, expression même de notre programme, expérience même de notre mouvement, de sa place historique et politique. Le risque révélé, c'est : poser les 10 000 qui ne seraient pas exactement l'OCI. Dans le plus petit glissement de cette conception, il y a ouverture vers la liquidation. Et de plus, on crée une organisation élitiste à deux étages, on supprime le centralisme démocratique, le programme. En réglant cela positivement, on donne au contraire un coup d'accélérateur vers les 10 000.*
[Deux ans plus tard, quand, avec toute la direction, François de Massot votera l'intégration directe à l'OCI, il jettera aux orties ces déclarations principielles. Il avait

déjà raison sur un point : « *Dans le plus petit glissement de cette conception, il y a ouverture vers la liquidation* ».]

Sartana (permanent de l'OCI à Paris, membre du CC) **–** *Il faut reconnaître ce qui est : nous nous sommes fourvoyés. La direction Province s'est orientée sur autre chose que ce qui avait été défini. J'ai été le premier à le dire, à citer 1903. Il ne s'agit pas d'un glissement, mais d'un truc qui prend la forme d'une fuite en avant. Il y a derrière tout cela la conception d'une organisation où il suffit d'apporter l'argent des cotisants pour être majoritaire.*

Felipe (permanent, dirigeant du secrétariat international) – *Parlons du Pérou : dans le Congrès du POMR, une discussion farouche a eu lieu sur la validation d'une délégation (celle de Lima). Les statuts du POMR ont donné lieu à une bataille acharnée à partir d'un point qui ressemble à celui posé dans l'OCI. Non, Sartana, il n'y a pas une autre conception du parti, mais il y a divergence sur l'analyse de la situation : c'est parce que nous faisons un bond en avant. Parlons militants et non pas phalanges.*
[Favre est sur une position nettement plus ambigüe, qui lui rendra facile l'acceptation la modification fondamentale de 1981]

Edgar (membre du CC, militant aux PTT): *Nous avons cherché aux PTT une réponse, et trouvé une recette. Nous avons utilisé la méthode des stagiaires, mais on n'en a pas comptabilisé les phalanges. Dans 9 cas sur 10, on les a gardés.*
[Encore une position différente, intermédiaire : les « stagiaires, qui seront généralisés un peu plus tard, sont donc des militants non encore trotskystes mais déjà intégrés aux réunions et à l'activité des cellules.]

Stéphane Just : *La discussion est surprenante : je ne pensais pas que ce type de problème pouvait se poser. Il est capital de constater comment elle est venue au jour dans ce congrès, en relation immédiate avec la méthode de ce Congrès. C'est cette question qui cristallise tout. Toute la discussion a permis de débusquer ces problèmes, mais elle est faussée du point de vue de ce que nous sommes réellement, du point de vue de la méthode dont la direction aborde le problème des 10 000-15000*. [le chiffre de 15 000 avait également été avancé pendant un certain temps.] *C'est ce qu'on a mis au centre de ce Congrès qui est ainsi liquidé. Tout est faussé si on procède comme cela.*

Je ne comprends pas que Berg puisse dire qu'on n'était pas au courant théoriquement ! « Que Faire », 1903, les textes de Trotsky, ont affiné ce qu'est le Parti. Il y a l'histoire de l'OCI. Combien de fois l'avons-nous dit, en 1950, en 53,... nous avons combattu jusqu'à accepter quasiment notre propre liquidation : cela constituait une sorte d'assurance-vie pour la reconstruction de la IV.
Il ne faut pas tourner la difficulté par de simples utilisations de termes. Tout le monde va dire : c'est bien fini, c'est juré. Mais qu'est-ce que la cooptation ? Cela signifie que le coopté est intégré sur la base de la compréhension théorique et politique des principes du bolchévisme, de ce qu'est un Parti. On ne peut pas, il est inacceptable de qualifier de phalanges les cotisations que les membres d'une pré-cellule versent. C'est un soutien.

Il faut être clairs entre les membres de la direction, qui sont responsables. C'est la logique : d'un côté, l'élitisme, de l'autre le menchévisme, l'absence de frontières, la liquidation de ce que doit être la IV.
Mais pourquoi cette logique est-elle apparue ?

Des camarades l'ont dit : il est arrivé un moment où précisément nous ne parvenions plus à déboucher ; d'où une fuite en avant pour « réaliser » les objectifs. A la base, il y a exactement les difficultés politiques que nous avons à lever à partir de la direction. L'incapacité à répondre aux problèmes politiques, voilà ce qui est à la base. C'est l'accord formel qui est en cause, avec la résolution : notre place même dans la lutte de classe.

La discussion doit se poursuivre, aller jusqu'aux racines. C'est sur la base de ce que nous sommes en mesure de transformer la situation, que la discussion surgit, et non en fonction d'une incapacité. Ce qui est en cause, c'est nous-mêmes comme dirigeants. Le Parti est prêt à répondre, nous pousse, il est dans la capacité de tirer les enseignements de cela. Il n'y aura pas de mise au pilori de gens. Il n'y a pas de vertus à sauver ; cela n'a pas été le cas, personne n'a fui ses responsabilités : c'est positif.

[Comme François Forgue, Just repart des principes de l'organisation de type bolchévique. Il effleure la question centrale en parlant de « *la fuite en avant pour réaliser les objectifs* » mais ne remet pas en cause la méthode qui y conduit obligatoirement. En Avril 1981, il s'abstiendra lors du vote sur l'entrée directe dans les rangs de l'OCI].

Lambert – *Il faut répondre au pourquoi, sinon, nous reculerons. Il y a à cela des racines sociales et politiques : la petite-bourgeoisie, la recherche du communiqué. Il faut avoir ici une évaluation. Si nous réfléchissons aux chiffres donnés, nous pouvons évaluer : Nous sommes 5896 ? Non ! Nous sommes seulement 5000 ! Nous sommes troublés politiquement. Si nous disons les choses telles qu'elles sont, c'est gagné : nous recruterons de nouveaux militants dans la semaine.*

Lambert a déjà sa cible, mais il attend encore pour frapper.
Fin de réunion du samedi soir.

Dimanche matin, 8h20 (l'heure a été avancée, vu l'importance des débats) :

Berg – *Cette discussion est politique, difficile. Il faut chasser les susceptibilités et les polémiques, qui sont hors du cadre des objectifs du Congrès.*
Il n'y a pas de vertus gênées : ce sont des problèmes théoriques et stratégiques.

La transformation des pré-cellules en cellules, c'est la destruction des bases organisationnelles de l'OCI. Il faut rappeler l'importance des cellules (en 1962, c'est à partir d'elles que les bases de l'organisation ont été restaurées).

En septembre, nous avons engagé au BP une discussion pour codifier sur le plan politique et organisationnel les règles de la méthode objectifs-résultats : j'ai fait l'inverse.

L'incompréhension de la situation, les difficultés... tout cela intervient, mais sans plus. Mais ce n'est pas la cause. Il ne s'agit pas seulement d'une erreur théorique, mais d'une capitulation devant ce qui exprime les forces ennemies du prolétariat : c'est la méthode même qui est niée, la mauvaise monnaie chasse la bonne.
C'est la question du bolchévisme.

Pouvons-nous réaliser nos tâches ? Si nous sommes capables de mener la bataille du Congrès, nous mobiliserons, nous transformerons les pré-cellules en authentiques cellules.

Cette discussion en chevauche d'autres, depuis le 21ème Congrès : celle de la direction de l'OCI. A partir d'un certain seuil de responsabilités, d'un certain type de responsabilités, il ne suffit pas de dire que de la discussion et de l'accord trouvé se

résoudra le problème. Je ne le crois pas. Je ne prendrai plus les mêmes responsabilités.

1/ Berg reconnaît et endosse seul la responsabilité de l'erreur : il est le responsable de la commission, il assume. Il dira des années plus tard qu'il ne savait rien. Cela paraît difficile à croire, autant que l'ignorance feinte de Lambert.
2/ Il prend à son compte ce que sous-entend Lambert.
3/ Il pose en creux le problème du fonctionnement de la direction, dont il ne veut plus faire partie.

Lambert – *La mesure à prendre est celle-ci : la signification de la responsabilité de chacun ; la place que chacun occupe peut-elle améliorer ou détériorer le fonctionnement du Parti ? C'est le seul critère. Tout le monde doit se prononcer sur la direction, sur ce que les cadres en pensent.*
La cible se précise.

Robin (membre du BP, permanent, dirigeant dans la région parisienne) **–** *Tout a été dit hier soir sur les principes. Question : maintient-on oui ou non l'objectif des 10 000 ? Idem pour les questions de direction. Je pense que oui. Le rapport Parti-masses le permet. Pour le Parti, il y a eu recherche de voies de traverse.*

Sire (alors membre du CC, je crois) **–** *On mesure ici l'enjeu d'une OCI de 10 000 membres, pour nous et pour la classe. A la mesure du choc entre les classes qui se prépare, le glissement sur le programme facilite les pressions. Mais cette discussion est aussi une démonstration de force : les raisons de la détermination de l'objectif des 10 000 ne sont pas remises en cause par le glissement. Il nous faut parvenir à cette modification de nos rapports avec les masses, c'est-à-dire d'abord parvenir à une modification du mode de direction. Karl pose le problème des responsabilités en contradiction avec le mode de discussion. Nous sommes un cadre collectif de règlement ; nous ne pouvons partir de la responsabilité individuelle.*

C'est un point de vue opposé à celui de Lambert et, à nouveau, le problème du fonctionnement de la direction est évoqué, sans être vraiment abordé.

Sorel (membre du BP) **–** *Le problème de nos effectifs est le suivant : Depuis Juin 1978, nous en avons perdu autant que nous en avons gagné. Le rapport sur cette question avait sauté du précédent CC.*

Remarque importante, à la fois sur les difficultés de la progression des effectifs, qui stagne donc depuis neuf mois malgré le recrutement : les pertes sont aussi nombreuses ; et sur le fait que cette question n'a pas été traitée par la direction.

Sérac (alors membre du BP, région parisienne) **–** *Il existe tous les ressorts, toutes les ressources pour réaliser les 10 000 -15 000. Nous avons secrété une illusion sur nous-mêmes, nous qui devons lever toutes les illusions. C'est la question : Bolchévisme ou menchévisme. Quelle confiance avoir ? Il y a eu course aux phalanges de cavalerie. Il nous faut une organisation qui ait des rapports de vérité avec sa classe ; il faut supprimer les zones d'ombre.*

Lacaze – *Je suis d'accord avec Robin. Le glissement qui a eu lieu est nécessairement le produit d'un cadre de pensée qui a déjà eu ses conséquences. C'est la question d'un « 3ème parti ouvrier », au lieu de la construction du parti révolutionnaire. C'est la*

relation politique avec les masses, les assemblées démocratiques, etc. qui sont immédiatement impliquées. Agir avec nous, est-ce être membre de l'OCI? (...)
L'organisation doit définir sa place spécifique. On ne passe pas aux affaires courantes, nous libèrerons les forces sur la base d'un ré-axage complet. Il y a eu obscurcissement d'une discussion qui a porté ses fruits, obscurcissement dans les Assemblées démocratiques.. Le parti est seul capable de permettre aux unités politiques d'avancer.
L'objectif des 10 000 est-il « réaliste » ? Qu'est-ce à dire ? Il est JUSTE, pas réaliste. (...)

Intervention très volontariste, qui présente l'intérêt de poser le débat sur le « 3ème parti ouvrier », ou « parti de rechange » qui était alors opposé à la construction du parti. Comme sur la question du recrutement, cette question sera par la suite inversée par la construction du « Parti des travailleurs », parti sans programme et donc sans programme révolutionnaire…

Camus (membre de la Commission de contrôle) **–** *Ce problème ne se concentre pas sur la seule direction-province. Tout le monde le savait….*
Interruption brutale, immédiate, point d'ordre de Lacaze : *On n'a pas à faire appel à la solidarité implicite !*

Autre point d'ordre de Lambert : « *Camus nous tire en* arrière ».
Moment très important. Camus doit se taire. Camus se tait. Il allait vendre la mèche et rendre impossible l'opération. Qu'est-ce que la « *solidarité implicite* » dont parle Lacaze ? Sinon le fait que dans la direction, beaucoup connaissaient déjà la réalité, et la taisaient.

Drut (responsable de région –l'Allier-, impliqué dans l' « affaire », et, je crois membre du CC) **–** *Cette discussion libère des forces considérables. Elle montre l'abandon du combat pour gagner à l'OCI. Il faut rétablir ces rapports, qui ne sont pas arithmétiques. Ainsi, dans mon unité, nous sommes 71 et pas 83 comme annoncé.*

Edgar – *Une question importante : comment allons-nous rendre compte de cette discussion dans le parti ? C'est capital. La direction (ici, le Congrès) va-t-telle pouvoir répondre de façon homogène à ces problèmes ?*

Kostas – *C'est une discussion difficile.*
1/ dans nombre d'interventions, les camarades disent : ça y est, ça va mieux, on repart. Comment armer sur cette question ?
2/ Il pourrait y avoir tendance à dire : puisqu'on est aux effectifs de juin 1978, il faut reculer en bon ordre.
Je prends l'exemple du travail étudiant sur la RP : il y a eu bataille politique. Mise en GER et intégration de 200 étudiants en quelques jours. [Kostas profite de la circonstance pour faire briller son uniforme de responsable des étudiants].
Comment, pour toute l'OCI, écrire une déclaration du Congrès qui pose le problème des frontières de l'OCI et l'objectif d'intégrations pour le Rassemblement.
Une Conférence est nécessaire.

Un délégué de Grenoble - *Un certain nombre de camarades ignorent qu'ils sont comptabilisés à l'OCI. Nous sommes 313 et non 387.*

Troll (observatrice de Lyon) : *Il y avait du laxisme à Lyon. Je pense que Berg a fait un choix du genre de ce qu'il dénonce dans le Bulletin intérieur.*

Annick Bony, dirigeante éminente de la région de Dijon, impliquée dans la falsification, n'interviendra pas. Etait-elle d'ailleurs présente au congrès ?

Stéphane Just (en conclusion de la discussion) : *Il faut rectifier certains faits déformés par l'emportement.*

La question n'est pas de savoir si « le BP, le CC savaient »…. Oui, il a été question de tenir, pour 1978, 6000 phalanges payées, mais il ne faut pas tout mélanger. On a fixé un plan de financement. Pareil quand on a discuté du budget de l'organisation pour l'année en cours. Les frontières de l'OCI étaient définies. Si on ne procède pas ainsi, la discussion est faussée. Il y a des responsabilités politiques, des raisons… ; mais pour autant, ce n'est pas une danse du scalp [autour de Berg]. Des erreurs profondes et graves sont à situer, il faut dire qui les a faites, mais pas de pilori, ne pas non plus accepter la discipline des consciences. Les responsables au 1er chef sont TOUS les membres du CC qui ont appliqué cette décision. Le responsable par-dessus tous est Berg. Et alors ? Cela ne remet pas pour autant en cause d'autres choses : Trotsky s'est bien aussi trompé entre 1903 et 1917. Mais il n'a pas déclaré que, puisqu'il s'était trompé, il renonçait à ses responsabilités. Nous en discutons pour redresser avec tout le monde, en bolcheviks.

Cette discussion permet d'établir ce qui était faussé dans l'appréciation de la situation précise de l'OCI : nous sommes 5000. Ce n'est pas un mince problème : c'est l'objectif de l'an dernier à la même époque. Après mars, au CC de septembre 78, on fixait l'objectif à 6500. Cela indique les énormes difficultés de l'OCI et de sa direction à maîtriser ses processus. On mesure le fossé : au point de départ, l'OCI 5000, au point d'arrivée, l'OCI 5000.

Il y a là concentrés, pour toute l'organisation, mais surtout pour sa direction, celle qui sera élue, tous les problèmes. Nous sommes au-delà de ce que nous-mêmes pensions de la non-maîtrise de la méthode que nous avons-nous-mêmes définie.

Le reste est proclamation, auto-satisfaction, affirmations péremptoires.

(…)

On peut aussi établir les principes de base sur lesquels l'OCI peut se construire. Il faut comprendre la question des frontières, des cooptations, des pré-cellules comme très exactement comprendre ce qu'est l'OCI comme parti se construisant, rassemblant cette force militante en voie d'organisation.

(...)

Ce qui affleure dans certaines interventions, c'est la question du « parti de rechange ». Pas question pour nous. Nous sommes l'organisation qui aide la classe ouvrière à s'ouvrir ses propres voies, à la constitution d'une nouvelle direction du prolétariat sur les anciennes bases. Lacaze avait mille fois raison de condamner la théorie du « 3ème parti ouvrier ».

1/ Nous avons eu le choléra. Nous avons commencé à le soigner. Ce n'est pas une victoire, et ce n'est pas encore guéri, c'est pourquoi il faut mener une bataille impitoyable dans toute l'organisation.

2/ L'erreur commise est liée aux problèmes politiques immédiats, à notre incapacité à placer l'OCI sur un véritable plan dans la lutte des classes, à l'incapacité à donner les réponses politiques au mouvement du prolétariat. (...)

Voilà ce qui doit nourrir la construction des plans politiques et d'organisation. Les unités politiques doivent appliquer la ligne de l'organisation dans des conditions concrètes, c'est ce qui est à la base de la mise en application de la méthode

objectifs-résultats. Cette méthode n'est pas rigide, c'est « un guide pour l'action ». Il faut sans arrêt réajuster. (…)
Manifestement, Stéphane Just n'est pas aligné sur Lambert. Encore une fois, il frôle les problèmes qui, s'ils étaient abordés réellement, mettraient en cause des pans entiers de la politique de la direction, y compris dans la façon dont il interprète la « méthode objectifs-résultats ». Comme Lacaze (ce qu'il confirme), il comprend que ce qui est en cause, c'est une véritable dénaturation de l'OCI, et de ses rapports avec la classe ouvrière dans laquelle elle intervient, un glissement qui ferait dévier catastrophiquement la construction d'un parti révolutionnaire en celle d'un « parti de plus » ou « de rechange » à côté des deux grands partis ouvriers : prémonition.

Sa divergence avec Lambert porte également sur le partage des responsabilités ; Quand il dit : « *Les responsables au 1er chef sont TOUS les membres du CC qui ont appliqué cette décision. Le responsable par-dessus tous est Berg* », il accuse Berg d'avoir imposé une « décision » -ce qui paraît tout à fait impossible-, mais il y implique aussi tous les membres du CC qui font partie de la commission province. Il était absolument impossible à Berg de cadenasser une décision de cet ordre au point que rien n'en transpire et que tous les membres du CC sous sa direction s'alignent (d'ailleurs, la région de Nantes, qui jouit depuis toujours d'un statut très privilégié, se targuera de n'avoir pas trempé dans ces méthodes).

Pour éviter que la discussion ne se prolonge dans ce sens après le congrès dans la direction, et suivant une méthode déjà éprouvée avec l'affaire Varga, il faudra à Lambert accuser Berg de prévarication et construire l'amalgame d'après lequel Berg se servait de l'excédent des résultats pour son enrichissement personnel. Cette aberration cependant passera sans discussion ni étonnement dans une organisation sidérée, pétrifiée par les révélations, vraies et fausses, qui lui sont assénées. Berg acceptera l'accusation de prévarication, assumera l'entière responsabilité politique et, définitivement sali aux yeux de l'organisation, sera exclu sur la base de cet amalgame, qui permettait de couper court à toute discussion générale. De la responsabilité des autres membres du comité central, il n'était plus question.

Premiers constats

Quelques remarques rapides :

- L'OCI découvrait dans sa plus haute instance, son congrès presque annuel, et avec la plus grande brutalité, que ses efforts de construction depuis un an, efforts militants considérables, étaient réduits à néant. Elle constatait que les écarts de résultats entre la région parisienne (dirigée par Lacaze) et ceux de la province n'étaient pas dus à de meilleures méthodes de direction, à une meilleure impulsion de l'orientation politique, mais à une sorte de tricherie menée à grande échelle, qui la coupait pratiquement en deux.

- La direction de l'OCI savait ce qui se pratiquait dans un certain nombre d'unités de province depuis des mois. Il était impossible qu'elle l'ignore. Si Berg avait réellement impulsé cette méthode de recrutement (ce qu'il a nié, lorsque j'en ai de nombreuses années plus tard et à plusieurs reprises parlé avec lui), il était inévitable qu'un certain nombre de responsables de province et de militants s'y seraient alors opposé, s'en seraient révolté, et qu'ils en auraient rendu compte à Lambert, qui avait depuis

toujours la haute main sur l'organisation et avait établi avec un grand nombre de militants, surtout des cadres, des liens privilégiés de confiance.

- Il était impossible que, dans des conditions de fonctionnement sain de la direction, ce dysfonctionnement ne soit pas venu en discussion en son sein. Il était également impensable que Charles Berg lui-même, s'il avait imaginé ce « complot » avec ses unités de province, n'ait pas eu immédiatement la certitude qu'il ne pouvait qu'être éventé : l'étanchéité politique ne pouvait être établie à ce point, qui aurait empêché des militants de province d'informer la totalité de BP, Lambert en tête. Et Berg le savait parfaitement. Comment aurait-il pu dans ces conditions, et sachant cela, s'engager dans une telle aventure politique suicidaire ? Je n'ai pas de réponse tranchée à ces questions.

- Il est très vraisemblable, par contre, que Stéphane Just n'ait pas été dans la confidence : le mode de fonctionnement et de direction de Stéphane, ses responsabilités dans le travail international, et un isolement renforcé et voulu par Lambert, une animosité politique grandissante et cachée de Lambert envers lui, tout cela, hormis son secteur de travail et d'intervention, la RATP, et quelques autres, surtout dans les secteurs ouvriers, ne contribuait pas à le lier fortement avec des militants, comme Lambert savait le faire. Il est vraisemblable, sans que j'en sois certain, que Stéphane Just n'a découvert qu'au cours de la discussion dans la commission qu'il dirigeait, le pot-aux-roses. Il est également vraisemblable que Lambert avait décidé de le placer pour cette raison à la tête de cette commission. Car des liens politiques forts rapprochaient depuis quelques années Stéphane Just et Charles Berg (ils avaient notamment rédigé ensemble, et cosigné un ouvrage important et particulièrement utile pour le travail que je mène : *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui.*) Raison de plus. Dans la discussion, Lambert est d'ailleurs resté très discret : il a laissé S. Just assumer l'essentiel de la bataille.

-Connaissant ces faits longtemps -au moins plusieurs mois sinon une année- avant la tenue du congrès, Lambert et ceux qui étaient dans la confidence (ce que révèle Camus avant d'être brutalement réduit au silence) auraient pu et dû -à mon avis- agir autrement dans l'intérêt général de l'organisation : ils auraient dû engager immédiatement le fer dans la plaie pour la cautériser avant qu'elle ne prenne ces proportions spectaculaires et catastrophiques, une véritable discussion politique. Ils auraient pu ainsi éviter d'abord une perte considérable d'énergie pour toute l'organisation. Ils auraient pu redresser la barre dans des conditions saines et utiles. Ils auraient surtout pu éviter le découragement, la perte de repères, l'effondrement de quelques cadres remarquables, surtout en province, qui ne se relevèrent jamais de ce coup. Ils auraient donc pu éviter un affaiblissement important et profond de l'organisation tout entière, qui dépassait amplement les seules pertes numériques déjà importantes. Ils auraient évité à l'organisation de perdre un temps et une substance des plus précieux. Et cela, surtout, alors que toute l'orientation politique de l'organisation expliquait que nous nous préparions à une confrontation majeure entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, en France et dans le monde, qui justifiait l'ardeur et la précipitation avec lesquelles nous devions bâtir un parti révolutionnaire digne de ce nom.

- Enfin, il faut se demander pourquoi des responsables de province aussi expérimentés et parfois brillants avaient pu céder à la pression qui les conduisait à tricher, en contradiction avec tous les principes qu'ils défendaient depuis des années

avec tant de conviction profonde, de fermeté et de constance. Pourquoi aussi des centaines de militants, qui n'étaient pas pour la plupart nés de la dernière pluie, avaient pu accepter de suivre ces consignes, et les appliquer. C'est en fait la première des questions, dans l'ordre politique des choses, à laquelle il faudra s'efforcer de répondre. Pourquoi ces membres du CC se sont-ils tus et n'ont-ils pas endossé leur part de responsabilité ? Il paraît vraisemblable qu'on leur ait fait comprendre que l'intérêt supérieur de l'organisation exigeait qu'un seul paie pour l'ensemble.

Il est impossible en tout cas de trouver ces réponses dans la seule influence que pouvait exercer un homme, en l'occurrence Charles Berg, et ses méthodes de direction par la suite impitoyablement dénoncées et condamnées, après avoir été portées au pinacle, comme on l'a vu au chapitre précédent. Cet *a posteriori* affaiblit déjà la critique. Ce serait aussi témoigner d'un très grand mépris -très injustifié- envers les cadres de province, et dans leur capacité de jugement et de réflexion, dans leur aptitude à résister à des injonctions avec lesquelles ils n'auraient pas été d'accord. S'ils ont accepté d'en venir là, avec toute la dissimulation et le mal-être que cela suppose, en rompant avec des traditions très solidement établies, c'est qu'il faut des causes autrement plus fortes que les pressions supposées exercées par un homme.

Il faut alors les chercher dans les modes de fonctionnement de l'organisation tout entière, et donc dans l'orientation politique qui les sous-tend, puisque les « méthodes » d'une organisation qui, comme l'OCI, se voulait authentiquement révolutionnaire, ne sont que des armes au service d'une conception politique d'ensemble, et d'une analyse globale de la situation politique justifiant ses décisions et son action.

Ce dont Charles Berg a été accusé… fut adopté deux ans plus tard par le Comité central

Je ne veux pas tenter de répondre immédiatement à ces questions, ni donner plus avant mon opinion sur ces faits et ces fortes hypothèses, préférant à présent sauter seulement quelques mois et parler -et surtout laisser parler- de la manière dont fut ensuite envisagé et décidé le recrutement à l'OCI puis au PCI. Le lecteur sera ainsi confronté à des réalités qui lui permettront de commencer à trouver lui-même des réponses à ces problèmes de fond.

Deux ans plus tard, le Comité central du 5 avril 1981 adoptait une résolution sur le recrutement, qui intervenait dans un moment particulier : nous étions presque à la fin de la campagne politique des élections présidentielle et législatives. Je l'ai déjà évoqué. Depuis deux semaines environ, l'OCI avait décidé de mener campagne pour le vote Mitterrand dès le 1er tour. Mais depuis l' « affaire Berg », et en dépit de la « tumeur extirpée », ses difficultés de recrutement s'étaient accentuées. Pourtant, la campagne menée au nom de l'unité ouvrière contre la bourgeoisie sur le terrain électoral, pour battre Giscard, avait rencontré, depuis des mois qu'elle avait été engagée, un succès important.

En janvier 1981, une note signée Lambert aux membres du CC indique le nombre exact de militants recensés : 4 717. Presque 1 200 de moins que ceux annoncés à l'entrée du XXIIème congrès. C'est à dire près de 400 de plus que les 800 « fausses phalanges » comptabilisées en province après la révélation de l' « affaire Berg ». En réalité bien davantage : car entre temps, l'OCI s'est transformée pour quelques mois en OCI-Unifiée du fait de la fusion-absorption réalisée avec quelques centaines de militants 450?- venus de la LCR à la suite d'un efficace travail de fraction mené depuis la fin des années 60 dans la LCR (impulsé par Claude Chisserey, il avait été relayé ensuite, si ma mémoire est bonne, par Charles Berg et supervisé par Lambert).

C'est dans la même note de janvier 1981 que Lambert rappelle l'objectif que le CC s'est fixé pour la fin décembre de la même année : 10 000 militants à l'OCI afin qu'elle puisse être proclamée PCI pour son XXVIème Congrès. Autrement dit, l'organisation est appelée à doubler ses effectifs en tout juste une année.
Quelqu'un pouvait-il encore croire en la possibilité de réaliser un tel objectif en si peu de temps : gagner environ 500 militants par mois... ?

La résolution adoptée le 5 avril 1981 (publiée en annexe) modifie profondément la méthode de recrutement :

> *Ceux qui ont participé aux meetings l'ont fait essentiellement parce que l'OCI, par son activité, les a amenés aux meetings. Dans ces conditions, nous devons nous fixer comme objectif l'intégration* ***dans les cellules*** *comme stagiaires d'une fraction des participants aux meetings, qui doit se chiffrer par centaines et centaines.*

Une critique sévère est faite du système des « pré-cellules » (ou « Comités politiques de l'OCI »), accusées de ne pas remplir leur fonction et de laisser échapper la majorité des contacts qu'il était prévu de gagner à l'OCI :

> *Mais que constatons-nous avec les pré-cellules ? Elles sont généralement constituées de bric et de broc, avec des liaisons rassemblées, sans aucun souci de réaliser l'homogénéité d'intervention. D'où une tendance à l' « idéologisation » qui, doublée par un abaissement du niveau politique évident, aboutit à l'extraordinaire fluidité des pré-cellules où ne sont intégrés à l'OCI qu'une infime fraction des contacts, lesquels suivent une ou deux réunions, mais dans leur majorité disparaissent avant la fin des réunions de pré-cellules.*

La résolution rappelle ensuite « *la courbe de la progression* » de l'OCI afin de déployer un raisonnement :

> *En 1958, nous sommes 52 militants. En 1965, nous sommes 350. En 1969, nous sommes 680. En 1977, nous sommes 2750. En mars 1981, nous sommes 4810.* [soit 93 militants de plus qu'en janvier] *Nous constatons qu'il nous a fallu sept années pour progresser, entre 1968 et 1965, de 298 militants, 4 années de 1965 à 1969 pour progresser de 330 militants, 8 années pour progresser de 1969 à 1977 de 2070 militants, et 4 années de 1977 à mars 1981 pour progresser de 2060 militants.*
>
> *Indépendamment des conséquences de l'affaire Berg qui, bien évidemment, nous a fait régresser principalement dans la conviction politique qu'il était possible de passer de l'organisation au Parti, il faut pousser plus loin l'analyse et constater qu'à chaque étape, nous abordons la période qui va suivre dans la construction du Parti (du groupe à l'organisation) avec un temps de stagnation qui correspond à des difficultés au niveau de la direction, en raison des difficultés qu'elle rencontre pour*

assimiler globalement le moment de la situation politique et les tâches politiques qui en découlent. (...)

Depuis le 25ème congrès, et plus particulièrement depuis le CC de septembre 1980, nous sommes dans cette situation de stagnation qui reflète la difficulté de la direction de l'OCI(U) à conduire l'activité des militants sur la ligne du Parti des 10 000 en raison de ce qu'il nous est difficile d'assimiler comme direction que nous nous préparons comme OCI (qui doit construire le parti des 10 000) au mouvement politique des masses qui agira directement sur le gouvernement pour préparer l'assaut général qui en finira avec le régime de la Vème République, avec toutes ses conséquences révolutionnaires.

A ce stade du raisonnement (dont j'inflige à dessein au lecteur les linéaments afin qu'il comprenne ce que vivaient les membres du CC), je remarque que :

a) L'énumération des progressions dans les effectifs sert à montrer une accélération presque géométrique qui devrait aboutir à ce qui n'est pas écrit : de mars 1981 à décembre 1981, l'OCI devrait progresser de... 5190 militants pour atteindre l'objectif fixé des 10 000 au 26ème congrès (600 par mois...). Il valait sans doute mieux ne pas avoir à écrire ce chiffre vertigineux ;

b) L'affaire Berg est mise littéralement entre parenthèses, les difficultés de progression de l'organisation se passant en dehors de ce que la direction a décidé de considérer comme un épiphénomène (sous-entendu comme tel par le texte et par tout ce que la direction cherchait à expliquer depuis son éclatement. cf. « *Une tumeur extirpée* », article rédigé par Stéphane Just dans *La Vérité*). Les centaines de militants perdus à cette occasion sont de même passés sous silence, puisque l'affaire Berg n'est pas jugée ici dans ses conséquences quantitatives, mais dans son influence qualitative, quasiment psychologique, sur la « conviction politique » de la direction ;

c) La direction (c'est à dire le CC) est accusée de concentrer tous les problèmes et donc la responsabilité de la stagnation des effectifs depuis plusieurs mois, par ses « difficultés d'assimilation de la situation politique et des tâches politiques qui en découlent ». Le Comité central, voilà le coupable ;

d) Il reste donc à trouver comment lever ces « difficultés d'assimilation » et leur point de fixation en ce qui concerne l'organisation, son recrutement. Le CC, suffisamment culpabilisé après ce long développement (il en a une longue habitude, on le verra plus loin), doit être logiquement prêt à entendre et surtout à accepter la solution proposée :

Si donc nous considérons dans sa courbe d'ensemble la marche de l'OCI dans le cadre des problèmes politiques et plus particulièrement celui de la direction, nous devons admettre qu'à un certain stade de notre développement, le poids du conservatisme dans tous les domaines, politique et d'organisation, entrave la progression. Sur le plan de l'organisation, ce conservatisme s'exprime le plus complètement dans les pré-cellules. ***En effet, il n'est écrit nulle part que l'affiliation à 'OCI(U) doit nécessairement passer par les GER ou les pré-cellules. Cela dépend des circonstances politiques****. Jusqu'en 1939, l'affiliation aux organisations trotskystes passait, comme pour tout le mouvement ouvrier, par l'intégration dans les cellules, de stagiaires, qui, après trois mois de stage, étaient ou non intégrés. Pendant la guerre, l'affiliation passait par les GER, forme d'organisation permettant de garantir l'organisation des dangers de l'illégalité. Après la guerre, jusqu'en 1958, nous sommes*

revenus à la forme d'organisation d'avant-guerre. En 1958, dans la situation de dislocation consécutive à la crise pabliste, la nécessité de revenir au GER s'est imposée en défense contre la pression de la défaite de 1958. Depuis des années, cette forme d'organisation ne répond plus à la réalité des tâches incombant à l'OCI.

C'est pourquoi nous avons décidé de constituer les pré-cellules. Il faut constater que, pour les raisons indiquées plus haut, cette forme d'organisation de pré cellules est un obstacle à la progression de l'OCI. ***Il faut en général en revenir à la forme traditionnelle d'affiliation, à savoir l'intégration directement de la cellule comme stagiaire qui, après un temps de stage (trois mois) est intégré comme militant dans la cellule.*** (c'est moi qui souligne)

Un premier pas, d'importance, est franchi ici. Il n'en manque qu'un, qui va l'être dans le paragraphe qui suivra.
Je fais appel à la mémoire immédiate du lecteur (ou, à défaut, à la possibilité qu'il a de revenir quelques pages en arrière) pour comparer cette argumentation avec l'ensemble de la discussion sur les principes qui s'est menée au XXIIème congrès de l'OCI pour contrer le recrutement à la va-vite frauduleusement exercé entre 1978 et 1979 ; en particulier la réponse du rapporteur, S. Just. Il sera sans doute plus difficile au lecteur de distinguer une véritable différence entre ce que met en place la résolution du CC d'avril 1981 et ce qui fut si totalement condamné deux ans auparavant par le congrès de l'OCI tout entier. Berg (ou plutôt ce dont il fut accusé) aura-t-il alors eu simplement raison trop tôt ?

Le XXIIème congrès souverain rappelle :
(...) 2- que les pincipes du bolchévisme ont été remis en cause par un responsable de commission, membre du Bureau politique, qui a donné comme directive de comptabiliser comme militants de l'OCI les travailleurs et jeunes gagnés dans le combat dans les pré-cellules.
*(*Adresse du Comité central *à toutes et à tous les militants de l'OCI, aux militants, aux travailleurs et jeunes – 26 Février 1979)*

Je laisse également le lecteur juge du bien-fondé de certains des arguments « historiques » invoqués pour la circonstance : en 1939, les organisations trotskystes se développaient dans les plus grandes difficultés face à la puissance hostile et destructrice de l'appareil stalinien international. Par la suite, ces développements furent toujours chaotiques et ne concernèrent jamais des organisations se construisant dans un cadre même relativement serein. Enfin, la formule « comme pour tout le mouvement ouvrier », fait apparaître comme « naturelle » une assimilation avec la pratique des appareils contre-révolutionnaires des partis ouvriers traditionnels : de bien étranges exemples à suivre.

Enfin, ces développements permettent de passer totalement sous silence une autre hypothèse aux difficultés de recrutement de l'OCI : l'éventualité d'erreurs dans son analyse politique. Mais je n'aborderai pas ici cette question centrale, qui nécessite une analyse et des développements autrement importants.

Cela ne suffit pas encore. La résolution va plus loin :

L'intégration des stagiaires ne devra être opérée qu'à partir des discussions de cellules où seront clairement discutées la position de l'OCI à l'égard du PS (réformisme), du PCF (stalinisme), à l'égard de la LCR. A la dernière réunion, où sera votée ou non par la cellule l'intégration du stagiaire comme militant, il devrait [sic] *être discuté des statuts de l'OCI. (...)*

Un stagiaire est donc un camarade qui a tous les droits et les devoirs des militants de l'OCI dans la cellule, car il agit dans la lutte des classes sur la ligne de l'OCI(U) et sous son contrôle. Stagiaire, il ne dispose pas du droit de vote (en particulier dans les assemblées électives, pour les congrès,... etc.). Les états de l'organisation distinguent donc stagiaires et titulaires. L'effectif de l'OCI(U) comprend tous les militants qui combattent sur la ligne de l'OCI sous le contrôle de ses organismes. ***L'effectif de ses unités est donc constitué de la somme des titulaires et stagiaires de l'OCI.*** (c'est moi qui souligne)

Telle est la phrase sur laquelle s'achève, comme une conséquence logique de tout ce qui la précède, cette partie de la résolution du CC. Elle établit bel et bien que, du jour au lendemain, on peut être comptabilisé dans les effectifs de l'OCI, en dépit de la précaution de langage qui distingue « stagiaires » et « titulaires » : le compte -à rebours- vers les 10 000 sera fait en ajoutant les stagiaires. Les pratiques révélées par l' « affaire Berg » sont donc totalement sanctifiées, d'autant que la question des cotisations n'est pas abordée dans la résolution.

Le problème est donc aussi de savoir dans quelle mesure cette proposition d'intégrer directement à la vie des cellules les militants convaincus de participer à notre combat était une sorte de cavalerie politique (pour reprendre l'expression employée par Sérac au XXIIème congrès), pour construire à toute allure un « parti des 10 000 », une sorte de course au chiffre, plutôt qu'un réel changement qualitatif rendu possible par la situation et par l'orientation politique, supposée juste, de l'OCI. Il faut rappeler que, si les militants qui alors adhèrent à cette formule peuvent être considérés dans la plupart des cas comme ayant subi l'épreuve du feu du stalinisme par le combat contre la division, en revanche ils ne purent nullement être armés sur la réalité de la social-démocratie et celle des appareils syndicaux liés au « réformisme ». En effet, durant toute la bataille politique qui précéda les élections de mai-juin 1981, à aucun moment l'OCI ne fit la moindre critique envers le programme défendu par Mitterrand et par le PS, réservant tous ses coups à la politique de division du PCF -et, par extension, à la direction de la seule CGT- dans le cadre du combat pour « battre Giscard ».

Et se repose avec insistance cette autre question : comment a-t-il pu se faire que le CC, unanimement, à l'abstention de Stéphane Just près, accepte une argumentation aussi contestable, et adopte une résolution qui représentait un véritable reniement de tout ce que ses membres avaient pu développer, à peine deux ans plus tôt, pensant défendre notre organisation contre des dérives très dangereuses ?

Il devait y avoir bien sûr une part de « lâche soulagement », pour des membres du CC éreintés de pression pour atteindre des résultats impossibles à atteindre, dans la facilité qui leur était ainsi accordée d'accélérer les choses. Mais cela ne suffit en aucun cas. Ces camarades n'étaient pas des boutiquiers avides de résultats, mais des militants sincères, sous pression permanente, angoissés de ne pas les atteindre.

Dans sa brochure de 1984 déjà citée, Stéphane Just, qui fait remonter à 1977 le début de modification –dans le sens de la dégradation- du recrutement, et croit toujours à la responsabilité unique de Charles Berg en 1979, écrit :

En 1980, l'inflation reprend de plus belle. Pour apprécier les chiffres au 1er janvier 1981, il ne faut pas omettre qu'avec la fusion OCI-LCI, ce sont 450 militants qui ont été

intégrés d'un seul coup en octobre 1980 à l'OCI. Jusqu'alors, les membres des GER et, ultérieurement, des pré-cellules, n'étaient pas comptabilisés en tant que militants du PCI. Lorsque les pré-cellules sont supprimées et que le recrutement se fait par l'entrée directe en cellule, tous sont comptabilisés « militants ». En conséquence, les chiffres sont ainsi gonflés de 700 à 800. Berg a été exclus. Ses méthodes de comptabilisation de « militants » au PCI triomphent. Par des jongleries comptables, nombre de « phalanges » sont fictives. Ce qui n'empêche pas une chute du nombre des « inscrits » au PCI : moins 432 entre mai 1983 et janvier 1984, c'est-à-dire en sept mois.

---

19 - 1979 (suite) – Lambert face au Comité Central : La mise au pas de l'organisation

La méthode appelée "objectifs-Résultats" exerça donc des ravages sur l'organisation, et la manière dont elle fut appliquée est la cause première des mensonges de direction qui constituèrent le cœur de l'"Affaire Berg". Elle plaça les directions

régionales dans des situations impossibles d'où il ne parut à certains responsables possible de sortir qu'en trichant consciemment sur les chiffres des résultats de leurs unités. Pourquoi?

En soi, cette méthode n'est en rien condamnable : il est normal et légitime qu'une organisation responsable se fixe des objectifs en fonction de son analyse de la situation et des capacités de ses propres forces à y intervenir et à s'y développer. Il est normal et légitime qu'elle réfléchisse ensuite sur le rapport entre les objectifs fixés et les résultats obtenus. C'est à ce prix qu'elle peut tendre à la maîtrise de sa propre construction.

Mais, en l'occurrence, s'agissait-il vraiment de cette méthode? Lorsque les résultats ne correspondent pas aux objectifs, il est normal de poser trois types de questions :
1/ L'orintation à partir de laquelle ces objectifs ont été fixés est-elle correcte ?
2/ La manière dont la politique a été appliquée a-t-elle été correcte?
3/ Les objectifs n'ont-ils pas été surévalués? Et si oui, pourquoi?

S'agissant de l'OCI dans les deux années au moins précédant l'"affaire Berg", les objectifs ne furent jamais réellement discutés ni mis en cause. L'orientation encore moins. A chaque échéance, ce fut l'incapacité de tout ou partie du CC et des directions intermédiaires qui fut incriminée.

Les objectifs étaient fixés en application de l'analyse générale de la situation, en particulier de l'aspect français de la situation générale. Reconsidérer la validité des objectifs revenait donc à remettre en question tout ou partie de l'orientation générale.

J'ai tenté de montrer amplement quelle marge d'erreur existait entre les conclusions de cette analyse et la réalité, telle que nous pouvons la mesurer avec la distance du temps. Les "Thèses" établies une fois pour toutes en 1972 et 1973 n'ont jamais été rediscutées ni mises en question : c'était la limite infranchissable de la discussion politique dans l'organisation. Dès lors, la prétendue "méthode objectifs-résultats" se ramenait à une caricature, à, si l'on peut dire, une "méthode résultats", une nasse dans laquelle étaient pris les dirigeants de l'organisation sur le terrain.

Bien entendu, après le XXIIème Congrès, cette "méthode" ne pouvait être que renforcée, puisqu'il n'était en aucune façon question de remettre en cause l'orientation générale et que le seul Berg était considéré comme ayant porté sur lui tous les péchés d'Israël. Au contraire, l'élimination de Berg ne pouvait, selon cette logique, que dégager la voie à une meilleure application de la "méthode" et permettre d'obtenir enfin les "résultats" que Berg avait empêché d'obtenir. Mais dans la réalité, ce fut exactement l'inverse : le non-règlement du problème politique à la base de l'affaire ne pouvait qu'en développer les conséquences, sous une forme caché d'autant plus dangereuse.

C'est pourquoi il faut analyser précisément ce qui se passa au niveau de la direction dans les mois qui suivirent le XXIIème Congrès. Fort de sa ''victoire'' magistralement construite, mais véritable défaite pour l'organisation, Lambert ne pouvait qu'accentuer la pression qu'il faisait déjà peser sur le Comité central, en affirmant encore sa mainmise sur l'organisation.

Berg, responsable de tous les maux

Fin octobre ou début novembre 1979, Lambert rédige une note destinée aux seuls membres du BP dans laquelle il développe longuement ses accusations contre Berg, qu'il veut charger du maximum de responsabilités concernant les difficultés de l'organisation.

> *Chacun sait que l'OCI, au cours de l'année 1979, a perdu plusieurs centaines de militants. Depuis le 22ème Congrès, près d'un millier. Cela, compte tenu, après l'"épuration" des effectifs fantômes.*

Le procès-verbal du BP du 30 mars, 7 mois plus tôt, avait établi précisément l'état de l'organisation (réputée forte de 5 800 membres à l'ouverture du XXIIème congrès de février) : 4 470 (dont 2 077 pour la Région parisienne et 2 280 pour la province), avec 647 "pré-cellules" en cours : c'est donc une baisse de plus de 1 300 militants. La chute a donc continué les mois suivants, c'est normal.

> *Fût-ce au prix de grands efforts,* poursuit la note, *il nous faut élucider les causes de cette situation afin d'extirper la racine du mal. Je ne reviens pas sur les problèmes soulevés par l'orientation politique (capitulation devant le stalinisme).*

Cette note sera donc exclusivement consacrée à la responsabilité supposée de Berg, et ce depuis 1968, dans le fonctionnement interne de l'organisation. La responsabilité de Berg serait d'avoir agi durant des années, et à l'insu de tous, en contradiction avec "les principes du bolchévisme" (la référence au bolchévisme revient plus de 20 fois dans le texte).

Lambert accuse Berg d'une véritable "offensive contre les principes du bolchévisme", profitant des erreurs commises par l'organisation pendant la grève générale de 1968.

> "*Je vais montrer comment a* [ont] *été substitué*[s] *aux critères bolchéviques de sélection des cadres, des critères administratifs à partir de 1968."*

Ce sont ces "critères administratifs" qui auraient "a*bouti à un certain assèchement dans la discussion interne à l'OCI*". Et, qui plus est, sans que nul ne s'en rende compte, depuis... 1968. Lorsqu'il s'agit de se débarrasser d'un dirigeant, on remonte donc au plus loin de ses responsabilités. En 1984, Lambert accusera Just d'avoir caché ses positions depuis les 38 années qu'il avait milité à l'ancien PCI puis à l'OCI.

> *... qu'avons-nous vu s'organiser après 1968? Nous avons vu, à partir du "travail province", se constituer les premiers "linéaments" de ce que Berg systématisera dans la commission province, après avoir fait ses premières armes dans l'AJS. Il faut le dire : la constitution après 1968 d'un "appareil" de permanents, à partir du travail "province" et de l'AJS, se développant également dans la région parisienne, n'a pas procédé de l'application des principes du bolchévisme. Il ne s'agit évidemment pas de la lutte pour la constitution d'un appareil de permanents, qui n'est en rien contraire au bolchévisme. Il s'agit de la méthode qui a présidé à la construction de cet "appareil". Comment a-t-on procédé? La constitution de cet "appareil" (les guillemets ont toute leur importance) a procédé d'une conception relevant uniquement du "contrôle", la recherche de "contrôleurs". Voilà ce qui a présidé à la sélection des permanents. (Cela, bien entendu, ne signifie nullement que même dans ce cadre faussé, nous ayons été incapables de construire un véritable cadre de permanents bolchéviques*).

Est-il possible de suivre la logique de ce passage?

1/ Berg n'a pris la responsabilité de la "commission province" que vers 1973, après avoir dirigé avec quelques succès évidents l'AJS depuis sa construction, et contribué ainsi largement au renforcement des rangs de l'OCI dans les premières années 70, de nombreux militants jeunes étant ensuite intégrés à l'OCI.

2/ C'est seulement autorisé par Lambert et par son type de direction que Berg a recruté un certain nombre de permanents. Mais c'est Lambert qui a impulsé la construction d'un appareil de permanents de plus en plus important à mesure que l'OCI se développait; il porte la responsabilité première et essentielle de la nature de cet appareil, dont il choisissait personnellement, en dehors de ceux choisis pas Berg, chaque élément. On remarque d'ailleurs que dans son texte, Lambert glisse de Berg à "on" pour désigner les responsables de cet état de fait.
En fait, faisant mine de décrire l'action de Berg, il décrit la sienne.

Stéphane Just écrit dans sa brochure déjà citée :

> *Matériellement, l'OCI s'est installée confortablement. En soi ce n'est pas, bien sûr, condamnable. Un grand immeuble. Des imprimeries. Des machines. Des bureaux. Un appareil technique considérable, etc., etc. Désormais, l'OCI a pignon sur rue. La plus important, bien qu'inséparablement lié à ce qui précède, a été la constitution d'un mini-appareil mesuré à la grandeur et à la force des grands appareils du mouvement ouvrier, gigantesque par rapport aux forces du PCI. Immédiatement après Mai-Juin 1968, Lambert a sélectionné homme par homme cet appareil, de même qu'il a sélectionné le Comité Central et les organismes dirigeants. Il n'a eu dans ce domaine qu'un seul rival* [Berg] *qui, lui aussi, en utilisant sa position de dirigeant de l'A.J.S., et ensuite de la commission province, sélectionnait ses hommes. Aucun contrôle de la "base", qui ne s'en souciait pas trop d'ailleurs, n'existait et ne pouvait exister. Fort de son autorité, Lambert désignait qui il voulait à la place qu'il voulait. On était loin de l'élection à tous les niveaux des responsables, que Trotsky préconisait. Tout fonctionnait par cooptation. Les élections au CC à la fin du* [des] *congrès dépendaient de qui Lambert voulait ou ne voulait pas avoir au CC. A la vérité, étant donné son "aura", personne n'y voyait rien à redire.*

3/ La fin de la citation du texte de Lambert est d'une grande incohérence : elle est seulement destinée à protéger la plus grande partie du corps des permanents-dirigeants de 1979, et à justifier la perduration de cet état de choses.

4/ Enfin, l'"assèchement" de la discussion, qui est une réalité, procède également du mode de fonctionnement de la direction, dans laquelle Lambert n'a jamais cherché à aider à la formation de véritables dirigeants, les enfermant au contraire rapidement dans le sac de l'appareil permanent. L'organisation était entourée de limites la plupart du temps invisibles, au-delà desquelles la discussion est trahison. Lambert l'exprimera clairement par exemple lors du XXIIIème congrès, en juin 1969. Son rapport introductif ferme d'entrée la bouche à tous ceux qui seraient tentés de revenir sur ce qui s'est passé (c'est moi qui souligne ces notes prises par moi de son rapport oral) :

> *Berg, l'affaire Berg, c'est fini. Des camarades, quelques camarades, ne le pensent pas. Je le dis solennellement :* ***si un membre de l'OCI estime que c'est l'OCI qui a produit Berg, il n'a pas sa place dans l'OCI.*** *(...) L'affaire Berg est née d'une offensive contre le centralisme démocratique -sous la forme des objectifs-résultats faussés- Par conséquent, il ne s'agit pas d'assouplir, mais de renforcer le centralisme démocratique. Il faut distinguer entre l'offensive contre l'OCI et la pression qui s'exerce*

à l'intérieur comme conséquence de cette offensive. La pression mérite une discussion libre. L'offensive, c'est l'exclusion. (...) Mazel dit dans son congrès régional: "C'est sous la pression de Lambert...". Il aurait dû y avoir une résolution dans le congrès régional : si Mazel pense ce qu'il dit, c'est l'exclusion. Simone, qui avait dit la même chose, a depuis retiré. (c'est moi qui souligne)

Lambert pousse ensuite son raisonnement jusqu'à affirmer que l'entreprise de Berg avait peu à peu pris la forme d'un véritable complot... "inconscient":

Nous avons vu (sans le comprendre, et cela est également valable pour nous tous) se constituer une situation où des cadres sélectionnés sur le critère administratif ont construit un véritable écran entre le niveau de l'élaboration et la discussion politique à l'intérieur de la direction, et le niveau de la discussion politique et de l'élaboration dans l'organisation : une véritable entreprise d'étouffement de la libre discussion dans l'organisation, à tous les niveaux, y compris au niveau de la direction, a été la conséquence inconsciente -cela est hors de question [cela doit vouloir dire : il est hors de question de soupçonner une entreprise de sabotage conscient de la discussion] -*de cette conception administrative contraire au bolchévisme. (...) C'est ainsi que Berg, qui s'était déjà fait la main à l'AJS, prenant la responsabilité de la commission province, a systématisé la conception administrative (...) Certes, Berg agissait ainsi pour les besoins pourris qui étaient les siens. Mais il faut le dire : si nous n'avions pas laissé se constituer cette sélection, basée sur cette conception administrative, Berg n'aurait pu subsister bien longtemps. Berg n'a pu agir durant des années uniquement* [que] *parce que comme direction, nous avions laissé se constituer une "théorie" (si je puis dire, complétée par une pratique réelle) administrative, étrangère au bolchevisme. Et comme de telles conceptions administratives étaient étrangères au bolchevisme, Berg, pour ses besoins pourris, a pu véhiculer une politique "bourgeoise" dans nos rangs.*

1/ Lambert se présente ici comme une victime aveugle du système qu'il a lui-même créé. (il le sera effectivement, mais seulement lors du départ de Cambadélis). Il "oublie" de signaler que si de si importantes responsabilités ont été confiées à Berg (qui ne les a pas "prises", comme l'insinue sournoisement le texte), c'est en raison des indéniables succès remportés dans la construction de l'organisation de jeunesse, dont la prise de l'UNEF en 1971 (avec Claude Chisserey) n'est pas le moindre fleuron. De même, il est indéniable que dans le milieu des années 70, les régions de province, comme la région parisienne d'ailleurs, ont connu un développement important, qu'une simple direction "administrative" n'aurait certainement pas permis. L'organisation de jeunesse, comme la commission province, disposaient d'un encadrement politique qui ne peut être traité avec ce mépris. Lambert "oublie" aussi de signaler que c'est lui-même qui a encouragé et développé chez Berg les pratiques qu'il lui reprochera ensuite, Berg tendant à reconstituer à l'image de Lambert le schéma de direction qu'il voyait pratiquer par son "maître". Enfin, il écrit exactement l'inverse de la note de fin 1978, déjà citée, où il vantait le fait que la commission province, en dépit de problèmes politiques non réglés similaires à ceux de la région parisienne, parvenait à remplir tous ses objectifs grâce à des mesures d'organisation exactement adaptées.

2/ La responsabilité à laquelle Lambert s'efforce d'échapper est pourtant encore renforcée par le fait que Berg était membre du Bureau Politique, travaillait avec Lambert, au moins jusqu'en 1976, en étroite collaboration avec lui -comment imaginer que Lambert ait pu se désintéresser de la construction d'un secteur aussi important que la province!-. Lambert disposait par ailleurs d'autres moyens

d'information très précis, comme les rentrées financières (même lorsqu'elles ont été faussées dans certaines région), et les relations personnelles avec un nombre certain de cadres de province. Sans parler de la région nantaise, sa chasse gardée depuis toujours.

3/ Lambert cherche à faire croire que ce qui fait agir Berg, ce sont "l*es besoins pourris qui étaient les siens*", comme si la prévarication dont Berg sera accusé après le XXIIème congrès avait été le moteur de son activité politique. Comme si Berg s'était comporté ainsi aux fins de son enrichissement personnel... Je reviendrai plus loin sur la question financière, que Stéphane Just aborde également dans la brochure déjà citée.

Lambert poursuit et amplifie encore :

> *Certes la politique "bourgeoise" de Berg ne pouvait prendre racine dans nos rangs. Ne pouvant atteindre la politique révolutionnaire de l'OCI, parce que notre politique est basée sur les principes du programme de transition (bolchevisme), utilisant la duplicité, le mensonge, la calomnie, la "répression" contre les militants, élevés à la hauteur d'un art, Berg s'appuyant sur des conceptions administratives, a pu chercher, dresser le barrage bourgeois à la progression du combat pour la construction du parti révolutionnaire (que Berg a pu entraver, mais qu'il ne pouvait empêcher de se poursuivre).*

1/ Lambert utilise à bon compte les catégories -"politique "bourgeoise" d'une part, "principes bolcheviques" de l'autre- comme s'il s'agissait de postulats, de points acquis une fois pour toutes et ne souffrant aucune discussion. C'est chez lui un procédé classique.

2/ Quel membre du Bureau politique pouvait mordre un seul instant à de telles énormités? L'OCI aurait donc durant des années réchauffé dans son sein cette énorme "tumeur" -pour reprendre l'expression de S. Just-, et les victimes de la "duplicité", des "mensonges", des "calomnies", de la "« répression »" berguiens'' réduites au silence dans une organisation de quelques milliers de membres où n'importe quel militant était censé libre d'exprimer ses opinions et de s'adresser à Lambert (comme je l'ai fait moi-même, même moi, en 1980) ?
C'est bien peut-être le plus inquiétant : qu'un tel texte ait pu être adressé à la plus haute instance de direction et qu'il ait pu être accepté comme tel par des responsables aussi chevronnés. Ces accusations énormes ont également un objectif important: couvrir les autres responsables et, surtout, empêcher une réelle discussion. C'est à dire dissimuler, une fois encore, qu'il ne s'agit en rien d'une affaire "Berg" mais de l'affaire de l'organisation tout entière.

3/ Enfin il s'agit pour Lambert de tenter d'isoler totalement la responsabilité de Berg, afin d'échapper à la mise en cause de son rôle éminent dans ce que l'"affaire Berg" révéla comme problèmes d'organisation et de direction, sous lesquels se trouvent de profonds problèmes politiques et d'orientation. Il s'agit de poursuivre, sans régler les problèmes grandissants, la "construction" de l'OCI. Mais celle-ci est déjà durement frappée et affaiblie.

Et, naturellement, un tel texte se conclut par la réaffirmation de la justesse de l'orientation générale, de la "méthode objectifs-résultats" telle qu'elle est pratiquée depuis plusieurs années. Les cadres de l'organisation, à qui il restait encore de la

lucidité sur ces questions, n'ont pu que se sentir totalement piégés dans cette situation écrasante.

La conclusion se charge de les flageller une nouvelle fois :

> *Aller jusqu'au bout de cette discussion, c'est la condition pour qu'enfin soient définies sur la base de la méthode objectifs-résultats (bilan) les tâches à réaliser. Les militants de l'OCI sont disponibles. Ils attendent de la direction qu'elle agisse d'abord en donnant l'exemple, qu'elle ne s'en tienne pas à des "promesses"(qu'elle se délivre à elle-même), mais qu'elle combatte pour obtenir que les choses soient faites, en premier lieu pour elle-même. Sur la base de la discussion qui doit s'engager immédiatement, au BP, au CC, il nous faut immédiatement résoudre les tâches que nous sommes assignées et que nous avancions :*
> *- réaliser la campagne financière*
> *-diffusion de I.O.*
> *-préparer les journées d'études sur le 100ème anniversaire de la naissance de Léon Trotsky (24 et 25 novembre 1979)*
> *-se fixer l'objectif de convoquer dans un délai à fixer un meeting métallos dans la RP (500 participants)*
> *-collectifs femmes et manifestation contre la loi Veil*
> *-adapter dans tous les secteurs ces tâches*
> *-recrutement : décider le retour à des GER sur deux mois* [ce qui sera très vite abandonné, si jamais mis en acte] – *convoquer dans chaque région une journée d'études pour unifier les exposés de GER (100 dans la RP)*
> *-définir provisoirement ce que nous pouvons ou non réaliser dans le travail de reconstruction de la Ivème Internationale (politique et matériel)*
> *- alléger le corps des permanents* [Je ne crois pas que cela ait été fait]
> -p*réparer immédiatement, dans des délais rapides, mais compatibles avec la discussion dans l'organisation, le 24ème congrès de l'OCI.*

Circulez, il n'y a rien à discuter, et au travail !

L'OCI en état de choc au sortir du XXIIème congrès

J'ai déjà mentionné les effectifs donnés lors du Bureau politique du 30 mars 1979. Le procès-verbal contient cet aveu en forme de lapsus :

> *Proposition adoptée : les membres du CC devront envoyer à Lambert une courte lettre donnant les explications politiques permettant d'apprécier pourquoi les objectifs de I.O. n'ont pas été atteints, cela chaque semaine.*

Une indication certaine sur l'état d'esprit. Mais, en allant plus loin : donner au CC des habitudes d'une certaine servilité vis-à-vis du seul Lambert (ce n'est pas au BP que ces notes doivent être adressées, mais au seul Lambert), ce qui revient à tordre le parti tout entier dans un exercice de contrôle, qui correspond à ce que Lambert appellera dans son rapport du XXIIIème congrès, en juin, "le renforcement du centralisme démocratique".

Bureau Politique du 7 avril ("*Tous présents*" dit le PV).

> Dans le rapport introductif (sans auteur nommé) : "*Après apurement du XXIIème congrès, il y a stagnation indéniable. Incapacité à hausser la vente d'I.O. Les proportions sont analogues dans la RP et en province : on est à 2 000 au-dessous de l'objectif. Stagnation dans le recrutement : il y a désarroi au niveau de la direction.*

Mais, plus, il y cette position : on ne peut pas atteindre les objectifs "parce qu'on ne répond pas pratiquement aux problèmes". (...) Nous sommes le 7 avril : il faut ouvrir les pré cellules pour le XXIIIème Congrès, très vite, sinon nous n'atteindrons pas notre objectif."

A quoi Sartana répond : *"Il y a eu 39 pré-cellules ouvertes cette semaine en province. Autant dire rien."*
Et François Forgue : "*Pas de liens nouveaux. Il fait reprendre chaque cellule*".

Lambert conclut : "*La discussion ne débouche pas. (...) L'"activité du parti disparaît, donc ni I.O., ni recrutement. (..) Vendredi prochain* [au prochain BP], *il faudra reprendre la discussion sur la situation et les mesures à prendre pour réaliser ls objectifs à partir de chaque membre du BP.*"
Le BP est donc ouvertement désemparé.

Le PV du B.P. du 20 avril est aussi terne. Il est concentré sur la "méthode objectifs-résultats".
Roland : "*Sur le plan de la Fédérale* [une "Fédérale" est ou était un regroupement de secteurs, elle pouvait dans la région parisienne couvrir un département, en province plusieurs, plusieurs centaines de militants], *4 de moins que pour mars. 2 types de radiations : les jeunes recrutés en novembre-janvier, que nous n'avons pas su intégrer, et d'autres camarades beaucoup plus anciens (...) Sur les jeunes : la réunion du collectif AJS a été quasiment sabotée.(...)*

Sartana : *"C'est plus qu'une stagnation, les positions s'effritent. Si on ne redresse pas, c'est le recul. A un mois du congrès, c'est tout à fait maîtrisable.*" (Un membre du BP ne peut se montrer défaitiste).

Stéphane Just : " *Aujourd'hui le choses me paraissent difficiles. Cela ne se dégage pas des interventions; les secteurs que nous avions décidé de choisir n'ont pas l'air d'avoir avancé. Il y a de grandes difficultés. Une extrême tension pèse sur l'organisation.*"

Lambert propose alors d'accélérer le recrutement : passer d'une "formation" de quatre semaines en pré-cellule à une en trois semaines. Stéphane Just s'y oppose.

Le PV du BP du 11 mai, à un mois du congrès, n'est pas plus rassurant.

Lacaze : " *les précellules se prolongent prodigieusement et les cellules se révèlent incapables d'intégrer. Les précellules ne sont pas tenues de façon suivie et centralisée. Il y a le flou, le brouillard. (...) Il faut tenir les précellules centralement. Tout le secrétariat de la RP est aujourd'hui dans ce travail de remembrement politique dans les précellules : sur les 284, le contrôle central existe sur environ 150."*

Le XXIIIème congrès : Silence dans les rangs

Il se tient trois mois seulement après le XXIIème, en juin 1979. Il commence par un rapport de Lambert, d'une grande violence. En mettant au cœur de son discours le centralisme démocratique, essence même du parti marxiste selon ses termes,

Lambert s'en prend à lui-même sans le dire, à tout le mode de fonctionnement dont il est le cœur, tout en dressant autour de ce qu'il a construit et de ce qu'il s'est refusé à construire, une barrière difficilement franchissable. Car affronter Lambert dans ce cadre, c'était s'exposer immédiatement à l'exclusion, comme cela est explicitement annoncé. Sa méthode est, sous le couvert d'une affirmation « discussion libre, mais dans le cadre », de couper court immédiatement à tout ce qui peut toucher au cœur de sa méthode de direction, au cœur de la crise révélée par la prétendue affaire Berg.

Seuls des membres de la direction, Just en tête, pouvaient conduire cette bataille frontale très difficile, et non égratigner, par la bande, comme le fait Scali (Pierre Broué) dans son texte de bulletin intérieur. Scali sera d'ailleurs violemment tancé par Lambert dans le congrès et reculera aussitôt.
L'OCI avait dépassé le moment où elle pouvait encore choisir entre Lambert et sa propre survie, comme l'occasion en fut donnée en 1976, au moment où s'est constituée la commission financière secrète. Ceux qui auraient pu le faire et ne l'ont pas fait l'ont payé.

En mélangeant les analyses et caractérisations justes sur les faiblesses politiques de certains secteurs avec des accusations qui les condamnent aux ténèbres extérieures, Lambert bloque toute discussion véritable et dresse un mur invisible entre l'affaire dite Berg et lui-même, qui en est à la source.

Il se trouve lui-même dans une situation très contradictoire : celui qui saisit le mieux les dimensions de la situation politique, qui comprend les leviers dont s'est doté l'OCI dans son intervention depuis des années, et celui qui empêche le plein fonctionnement de ces armes au moment même où elles font la preuve de leur efficacité dans la lutte des classes.
Je l'ai noté en détail, comme le précédent, sans pouvoir en garantir les termes exacts .

> *C'est un rapport d'activité de tout le comité central. Tous les problèmes de ces trois derniers mois ne peuvent être posés.*
> *Ce rapport va être axé sur le centralisme démocratique.*
> *Le mot d'ordre de ce congrès doit être : il dépend aussi de l'OCI de faire chuter le gouvernement et le régime, afin que soient satisfaites les revendications essentielles.*
> *Aucun des objectifs fixés au XXIIème congrès n'a été atteint.*
> *Les objectifs pris au XXIIème congrès ne pouvaient pas être clairs. (...)*
> *Les problèmes viennent de ce que la direction n'est pas alignée sur le mot d'ordre cité plus haut. L'OCI plie devant l'appareil stalinien, qui structure la bourgeoisie et ses objectifs.*
> *Ni le recrutement, ni la vente d'I.O., ni les autres résultats significatifs de notre intervention directe dans la lutte des classes ne sont atteints.*
> *La ligne politique n'est appliquée que dans certains secteurs.*
> *L'avant-garde n'entraine pas l'arrière garde : c'est l'inverse. La majorité de l'OCI freine et ramène l'avant-garde en arrière.*
> *Il semble pourtant que nous pouvons enregistrer politiquement un certain décollage au dernier CC.*
> *Le congrès, direction souveraine, doit assimiler la marche à la crise, et la préparer, rétablir le parti dans son intégrité, rétablir ce qui a été mis en cause : le centralisme démocratique.*
> *<u>Le centralisme démocratique</u> : pour nous, c'est l'unité théorie-pratique dans l'organisation. Cette question n'est pas assimilée dans son essence : c'est le mouvement. Mais le mouvement inverse existe : organisation-pratique-théorie. Or,*

c'est cela l'OCI, fondée sur le marxisme, l'essence de la Ivème Internationale, de la lutte pour la victoire du prolétariat mondial.
Nous sommes capables de définir l'objectif de l'OCI face à toutes les forces de classe qui coalisent leurs efforts pour faire reculer la classe ouvrière et son parti. L'offensive est déchainée sur l'OCI, sur son essence : le centralisme démocratique. Pour nous faire chuter, il faut s'attaquer à ces principes.
Cette offensive s'exprime sur nous par une pression croissante. Elle se manifeste dans la discussion du Bulletin intérieur. Il faut en finir avec les notions de morale abstraite. Ne pas confondre l'intérieur de l'OCI, et l'extérieur.
Mais il faut caractériser, sans diplomatie.
Berg, l'affaire Berg, c'est fini. Des camarades, quelques camarades, ne le pensent pas. Je le dis solennellement : si un membre de l'OCI estime que c'est l'OCI qui a produit Berg, il n'a pas sa place dans l'OCI. Car que ferait-il dans une organisation qu'il estime pourrie ? L'affaire Berg est née d'une offensive contre le centralisme démocratique (sous la forme des objectifs-résultats faussés). Par conséquent, il ne s'agit pas d'assouplir, mais de renforcer le centralisme démocratique.
Il faut distinguer entre l'offensive contre l'OCI et la pression qui s'exerce à l'intérieur comme conséquence de cette offensive. La pression mérite une discussion libre. L'offensive, c'est l'exclusion.

Les bons points et les mauvais points sont distribués :

Le texte de Bulletin intérieur de Lacaze, sa conclusion, exprime la méthode de l'OCI.
Mais au niveau de la direction de l'OCI, ceux qui se sont abstenus de prendre part à la discussion portent une lourde responsabilité. (...)
Un deuxième groupe de camarades : Mazel et Simone : ils entament une discussion avec des méthodes désincarnées de la pratique. Nous ne sommes pas pour l'autonomie des méthodes. Le congrès régional n'a pas été jusqu'au bout sur cette question.
Mazel pose une question d'appartenance à l'OCI. Mazel dit : « C'est sous la pression de Lambert ... ». Il aurait dû y avoir une résolution dans le congrès régional : si Mazel pense ce qu'il dit, exclusion. Simone, elle, a retiré.
Scali a dérapé théoriquement dans son texte. Il dit que pour un temps, une bureaucratie peut exister [dans l'OCI], *en abandonnant le terrain du marxisme : les bases sociales de la bureaucratie sont à l'extérieur de l'organisation et non à l'intérieur. Cette erreur de Scali en entraîne une série d'autres.*
Or, si l'OCI n'était pas bâtie sur le roc du marxisme, nous aurions disparu en quelques semaines après l'affaire Berg. Mazel explique que la réalité matérielle a pris naissance avec la naissance du groupe : toute l'essence, tout l'acquis, toute l'histoire de l'OCI sont ici mis en cause, atteints à la racine, au nom de l' « autonomie des méthodes ». La ligne de Mazel, c'est que l'organisation des 5000 a été organisée par celle des 200 (c'est-à-dire moi), et cela a engendré Berg. Nous n'avons pas besoin de génies de village.
J'en reviens à Scali (que je distingue de Mazel) : il fait nombre de confusions : 1/ confusion entre « méthodes » et bureaucratie. (...) Le centralisme démocratique, c'est l'exercice entier de la liberté de pensée, de critique, dans le cadre de l'OCI. Berg a porté un coup, c'est le fossoyeur du centralisme démocratique.

Que disait Mazel ? Son texte courageux et lucide posait des problèmes réels et profonds. Il aborde la caractérisation de certaines méthodes relevées dans des Bulletins intérieurs, méthodes générées par la pression insupportable que la demande de résultats immédiats et continus imposait, et qui lui paraissent étrangères à l'orientation politique de l'OCI.Et il ajoute (les soulignements sont de lui):

Il a fallu, entre autres, qu'une certaine réalité matérielle leur permette de prendre chair, leur permette d'exister ou de se développer. ***Cette réalité matérielle, c'est***

l'organisation de l'organisation*, *CERTAINES de ses règles de vie et de fonctionnement qui ne correspondent plus -sous certains aspects répétons-le- au stade atteint par l'OCI. *Le centralisme démocratique – que personne ne songe à remettre en cause- n'est pas un exemple de règles de vie et d'organisation figé pour l'éternité : il ne peut prendre la même forme pour une organisation de 200 militants et pour une organisation de 5000. Ceci pour n'envisager cette question que sous son aspect interne. Mais c'est là que le bât blesse :* ***nous vivons encore aujourd'hui, dans l'OCI, avec le même cadre, les mêmes règles de fonctionnement qu'il y a dix ans : nous sommes déjà une organisation et nous vivons encore comme un groupe. Avec ce handicap, nous ne prendrons jamais le chemin du parti.*** *(...) Il s'agit aujourd'hui de donner au centralisme démocratique le contenu et les formes qu'exige le stade atteint par l'OCI (sans parler ici de la situation politique générale qui milite dans le même sens.* (c'est moi qui souligne)

Voilà ce qui a paru insupportable à Lambert. Lambert a compris qu'il était directement mis en cause dans la manière de faire fonctionner la direction de l'OCI.

Quant à Scali, encore membre du C.C., je crois encore à cette époque, et de longue date, il dénonce également des méthodes qu'il met en relation avec la manière dont est appliquée la "méthode objectifs-résultats", mais il va plus loin en constatant des dérives importantes dans le fonctionnement général de l'OCI dans un véritable réquisitoire:

Je le redis encore après d'autres : alors que la méthode objectifs-résultats est à la fois un merveilleux moteur et un incomparable moyen de contrôle pour s'inscrire dans la réalité en mouvement, c'est sa caricature -son opposé même- qui fut employée comme une matraque pour empêcher discussion, élaboration, formation et combat. Et celle-là a brisé de futurs cadres avant leur maturation, désespéré bien de bons militants, éparpillé nos efforts, nous a fait tous "courir" et, tout en tuant toute initiative, a dissimulé derrière des chiffres bruts de réelles capitulations politiques. (...)

Je pense qu'il faut apprendre ou réapprendre, pas à pas, -et ce n'est pas trop difficile- à des centaines de militants, que la discipline dans l'action est nécessaire précisément parce que nous sommes des militants à la pensée indépendante librement unis dans une organisation. Que le discipline ne consiste pas à reconnaître qu'ils sont des imbéciles ou des incapables dès lors qu'ils ont ou croient avoir un désaccord avec la "ligne" du CC ou ce qu'ils croient l'être. Leur répéter encore, après Lénine, que celui qui, en politique, croit sur parole -même si c'est <u>nous</u> qu'il croit- est un "imbécile sans espoir". Il faut leur redire que Lénine considérait comme "les meilleurs éléments du communisme" ceux qui étaient "incapable des dire un mot qui soit contraire à leur conscience". Il faut leur rappeler ce qu'écrivait Trotsky, qu'un bolchevik est tout sauf un béni-oui-oui, mais qu'il est avant tout celui qui se bat partout pour ce qu'il croit juste, et <u>avant tout dans son parti.</u> (...)

Je ne suis certainement pas le seul à avoir ressenti au cours des derniers mois de façon presque physique le contraste entre ce pas en avant formidable que constituait La Lettre d'I.O., posant publiquement nos propres problèmes aux travailleurs et à la jeunesse, et les pratiques quotidiennes dans nos provinces, valse des responsables, limogeages inexpliqués, au moins à la base, autocritiques dictées, calomnies orchestrées, informations filtrées; etc. (...) J'ai dit à notre congrès régional qu'il y avait chez nous non seulement deux étages (les cadres et la piétaille), mais aussi des ghettos (...). Il s'agit maintenant de bien veiller sur la démocratie dans notre organisation -cet élément composant du centralisme démocratique sans lequel nous n'arriverons jamais à être bientôt 10 000, mais une secte ou un néant.

J'ajoute que ce sont ces conceptions déformées de la discipline qui non seulement rongeaient de l'intérieur notre politique et la défiguraient [à dessein, Scali parle au passé, pour ne faire que le procès de ce qui se passait avant que n'éclate

l'"affaire Berg"], *mais qui nourrissaient inévitablement l'ampleur des oscillations du sectarisme / opportunisme, un réel dédain vis-à-vis des questions de l'Internationale et aussi, finalement, cette superbe de camarades qui se sont, hélas, souvent rendus odieux dans leur propre milieu par une certaine arrogance et un goût du catéchisme sommaire comme des vérités révélées.*

(...) Oui, les conflits au sein de l'organisation sont des conflits politiques provoqués en dernière analyse par la pression de l'ennemi de classe (et des appareils contre-révolutionnaires) et par la nécessité de combattre cette pression par la lutte politique. C'est vrai, fondamentalement, en dernière analyse. Mais, justement pour cette raison, il est faux d'utiliser "la pression de l'ennemi de classe et des appareils" comme une réponse passe-partout, -un argument "ferme-gueule" – à toute objection ou critique. Pire encore, s'en tenir à cette unique formule, c'est véhiculer soi-même cette pression au lieu de la combattre. C'est user et abuser de l'argument d'autorité -bourgeois par nature dans la société bourgeoise- en esquivant le problème concret soulevé par la critique. C'est rendre impossible toute discussion en culpabilisant celui qui critique ou objecte. C'est une forme de "terrorisme bureaucratique" qu'il faut consciemment et résolument proscrire si nous voulons atteindre notre objectif, celui des 10 000 responsables et majeurs, pensant avec leur propre tête.

De même qu'il existe une forme de centralisme petit-bourgeois introduit en contrebande et bien défini par la résolution du CC -politique de commandement, pas de discussion, étouffement de tout esprit critique, dictature basée sur le silence, dédain de l'état d'esprit et des besoins des militants, violence hostile à la mise à l'ordre du jour des véritables problèmes – qui constitue à l'état chimiquement pur la forme de la pression de la société bourgeoise, et qui est le contraire du centralisme démocratique, de même il est faux que celui qui critique ou émet des réserves sur tel ou tel point -qu'il critique la ligne ou ne la comprenne pas- soit ipso facto sur le chemin qui conduit hors de nos rangs.

Quelques semaines plus tard, dans le PV du BP du 19 juillet, Robin relève une discussion en cellule avec deux lycéens :

Deux jeunes [qui ont participé à un week-end organisé par l'OJR -Organisation révolutionnaire de la jeunesse-] *ont dit :"On ne veut pas des gars du 87. On a l'impression de ne servir à rien. Dans les commissions exécutives, il y a des discours de Ben et de JC* [Benjamin Stora et Jean-Christophe Cambadélis, tous deux membres du CC – Cambadélis du BP- se partageaient alors la direction du travail jeune] *de trois quarts d'heure. On a l'impression d'être en trop .(...)" L'un d'entre eux, évoquant la préparation du week-end à Taverny en commission exécutive, m'a cité une phrase qui l'avait marqué du rapport qui y a été fait :"Il va y avoir ça, et ça, etc..." en la commentant ainsi : "Alors, tout est décidé à l'avance, en dehors de nous". (...) Il faut faire attention à l'aristocratisme et à l'extériorité par rapport aux militants,* ajoute ce permanent en poste depuis le tout début des années 70, au sortir de ses études. *Ce n'est pas un problème de forme. (...) Cela pourrait évidemment se transformer en un élément malsain, lorsque par exemple ils sont amenés à dire : "Dehors les gars du 87".*)

Ces deux textes ne reçurent aucune réponse, en dehors des admonestations et menaces de Lambert, et ne furent repris par personne dans le congrès, alors que les remarques de Scali avaient constitué la vie quotidienne de centaines et de centaines de militants durant des mois. Aucun des deux textes ne va jusqu'à citer nommément celui qui se trouve à la tête de l'ensemble du système. Il paraît bien évident que tout ce que Scali dénonce ne peut avoir été le seul fait de l'action d'un seul dirigeant, Berg, mais de tout un système de direction. Ce silence que Scali dénonce dans le même texte, imposé d'abord par Lambert, et suivi par l'ensemble

du congrès, annonce et prépare au contraire un renforcement des pratiques soi-disant expurgées après l'"affaire Berg", mais simplement sous d'autres formes. Scali lui-même ne sera pas épargné par le mal qu'il décrit dans son texte : c'est lui qui instruira en 1984 le procès de Stéphane Just. Cela ne l'empêchera pas d'être exclus lui-même peu d'années plus tard sous un prétexte fallacieux.

Au lieu d'avoir permis que s'ouvre une réelle discussion, le XXIIIème congrès sera donc l'enterrement de toute discussion sur ce qui constitue le cœur des problèmes de la construction de l'OCI se destinant à devenir un parti. Il sera le congrès "ferme-gueule" dont parle Scali dans son texte. C'est, contradictoirement, la preuve la plus accablante que l'"affaire Berg" était bien en réalité l'affaire de toute l'OCI et du mode de fonctionnement de sa direction. L'objectif du "Parti des 10 000" est maintenu, réaffirmé. Rien n'est modifié. Lambert dans sa conclusion, une fois le parti mis au pas, peut se permettre de dire :
" *L'affaire Berg ne fut qu'un épiphénomène, une verrue, pas même une tumeur.*"
Pourtant, en parfaite contradiction, les "racines du mal", selon sa propre expression, ne seront toujours pas extirpées plusieurs mois plus tard.

Eté 1979 : Lambert « travaille » le Comité central

On peut dire qu'il va s'employer à l'« attendrir », dans le sens où le boucher « attendrit » sa viande. Ce n'est pas le mettre au pas. C'est le préparer à d'autres acceptations, à tout accepter en fait. C'est continuer le travail de destruction d'une direction collective.

Dès les premières semaines qui suivent le congrès, Lambert poursuit et renforce son offensive contre le CC. Il la mène seul, volontairement, ostensiblement même. Toutes ses notes aux membres du CC sont signées de lui seul, comme si le BP n'existait pas. De même, en août, il rédige un "*Projet de résolution, présenté à titre personnel par le camarade Lambert pour une réunion des membres du CC parisien prévenus pour lundi 20 à 14 heures*". Il n'y a donc de ma part aucun acharnement "personnel" sur la personne de Pierre Lambert. C'est lui-même qui se place et est placé solitairement à la tête du parti, sans la moindre contestation désormais.

Dans le **PV de la Commission Ouvrière du 3 juillet** :

> *Les objectifs fixés n'ont pas été atteints. Une situation de l'organisation assez complexe : pourquoi? Absence de continuité politique des membres du CC, qui est à la racine du manque de continuité dans l'application des tâches et l'intervention politique dans la lutte des classes. Le CC reflète ce qui se passe dans la classe. Cela est totalement négatif. (...) Certes, la responsabilité du CC n'évacue pas celle des militants. Mais la défaillance relative du CC interdit de régler au niveau de la base .*

Dans sa **"Note n°3" durant l'été 1979** :

> *Il nous faut considérer, avec toute l'objectivité nécessaire, ce fait : le combat prolongé, difficile, qui se poursuit depuis des mois sinon des années pour le plan politique unique de développement de l'OCI n'atteint pas des résultats significatifs. Bien sûr, nous avons progressé d'une année sur l'autre -rectification faite du bluff*

"bergiste"- moins cependant que ce que nous nous étions fixé. Mais ce sur quoi nous ne progressons pas, c'est sur la maîtrise de la méthode objectifs-résultats, autrement dit la maîtrise du Comité central dans l'accomplissement de ses tâches de direction politique. (...) Autrement dit, l'activité politique de la direction transforme les résultats positifs sur les objectifs politiques fixés, en une série de "beaux coups" ou prétendus tels. Un clou chasse l'autre : aucune continuité politique organisée. (...)

Le BP est dans l'incapacité de discuter valablement parce qu'on [ON : en premier lieu le CC] *ne peut lui donner le tableau de la situation. (...) Les dirigeants ne dirigent pas. (...) Après bien des efforts, ce qui aurait dû être réalisé depuis des mois et des mois (la simple demande formulée à chaque membre du comité central de fournir mensuellement un état motivé sur les radiations) a obtenu un début de réalisation. Un début, puisque c'est seulement 3 membres du CC sur 30 qui ont communiqué un rapport à la réunion du dernier BP.*

Il est parfaitement lucide quant à la faiblesse théorique croissante de l'organisation :

Nous avons constaté, lorsque nous tenons les pré-cellules, la faiblesse politique (je n'ose écrire théorique) de l'encadrement.

La solution proposée ressemble fort à cautère sur jambe de bois :

Il faut donc, à mon avis, décider que sous la direction des membres du CC dirigeant les unités politiques, il sera tenu en septembre une journée d'études des responsables de cellules de l'unité contrôlée, où seront retransmis par les membres du CC les 4 exposés et les enseignements dégagés par l'école des cadres de fin août.

L'importante **Note n°3** donne la mesure de ce que représente le maintien des objectifs, après avoir fait miroiter la possibilité toute virtuelle, toute théorique, d'un renoncement :

Il faut aller plus loin. Ou nous nous sommes trompés lorsque nous avons fixé à l'OCI la tâche politique de construire le Parti des 10 000 (tâche qui implique, répétons-le, que le CC dirige, que chaque membre du CC dirige le Parti des 10 000, en se considérant, d'ores et déjà, dans l'accomplissement des tâches politiques, comme le dirigeant du Parti des 10 000). Nous sommes-nous trompés? A question devra être tranchée au CC de fin août. Sans crainte, sans fard. Si donc nous restons sur la ligne du Parti des 10 000, aucune décision du CC n'ayant modifié la ligne de construction du Parti des 10 000 adoptée par les XXIIème et XXIIIème congrès, cela nous prescrit (tant qu'une décision contraire ne nous a pas amenés à modifier à combattre sur cette ligne [sic]*), nous devons nous fixer des objectifs politiques chiffrés. Sur la ligne des 10 000, comment déterminer les objectifs en partant de la situation présente de l'OCI, estimant néanmoins que les problèmes soulevés par la situation présente de l'OCI seront surmontés dès le mois de septembre (le but de ces notes étant de poser les problèmes et de proposer des solutions). Les objectifs (non tenus) ces derniers mois tournent toujours autour d'un objectif de 400 militants recrutés mensuellement nationalement (200 RP, 200 province). Considérons donc ces objectifs comme trop élevés, fixons-les à 300 par mois nationalement (150 RP, 150 province) pour septembre, octobre, novembre, décembre.*

La syntaxe très confuse du texte n'est pas innocente. Elle est à la mesure de la confusion qu'une telle note doit jeter dans les esprits des membres du CC. C'est effarant : alors qu'ils vivent en pleine crise depuis des mois, qu'ils ont perdu des effectifs considérables, une partie importante de leur encadrement, alors que durant tous ces mois ils n'ont pu, malgré leurs efforts considérables, que constater la

"stagnation en baisse" de leurs effectifs, alors que la crise énorme a été simplement étouffée mais n'en perdure pas moins, alors qu'aucun problème de fond n'est réglé ni même abordé, Lambert leur annonce que tous les problèmes devront -par décret- être réglés début septembre, et que la progression vertigineuse du recrutement devra reprendre. Il est même prêt à marchander -concéder généreusement- une baisse d'objectifs : 1 200 militants regagnés d'ici la fin de l'année, cela implique un redressement impensable à ce rythme, même dans le cas -inenvisageable- où l'organisation ait pu être remise sur ses rails. Bien entendu, ces objectifs ne pourront être atteints, Lambert comme tous les membres du CC le savent, en fin de compte. Mais pour Lambert, c'est disposer en permanence d'un instrument de pression, de chantage, d'aplatissement permanent de *sa* "direction". Quel espace est laissé à la réflexion, à l'élaboration politiques, à l'initiative personnelle, dans ces conditions? On a peine à mesurer l'énormité des tâches imposées à tous les responsables à tous niveaux, le poids écrasant pesant sur les épaules de chaque membre du CC. En 1980, un membre éminent du CC, longtemps membre du BP, Ivan, en deviendra pratiquement fou.

On trouvera annexe la note n°6, qui est un exemple d'un tout autre type : elle montre avec quelle précision et quelle justesse Lambert est capable de travailler, comment son expérience de la lutte des classes, de l'affrontement avec les staliniens, lui donne, sur le terrain direct des entreprises, une maîtrise politique qu'aucun autre camarade, Just compris, ne possédait à ce niveau.

De même dans cette **note intitulée "P*our une discussion politique sans concession*", très probablement datée d'août aussi**, Lambert s'intéresse au travail d'une "fédérale", et dans laquelle il démontre vraiment (à mon avis) comment un responsable de secteur ou de région doit travailler avec les militants dont il est responsable. Texte sérieux et minutieux, du bon travail. Il part d'un constat chiffré fait par un membre du CC responsable d'une fédérale dans la région parisienne.

> Sur un an, « *voici les chiffres concernant le recrutement :*
> *1/ D'une année sur l'autre, la progression est de +9 militants* (mais il ne donne pas le chiffre total)
> *2/ 190 travailleurs et jeunes sont passés dans les précellules dans l'année*
> *3/ Il y a eu 65 intégrations et 56 radiations*
> *4/ 3 instituteurs ont été recrutés, 4 jeunes ont été intégrés et 9 ont été radiés. »*

Lambert ne revient pas sur deux problèmes pourtant bien visibles :
a) la différence considérable entre le passage par les pré-cellules et le recrutement final (125 sur 190 n'ont pas intégré le PCI à la suite de leurs séances de pré cellule, à peu près les deux tiers)
b) Le fait que les départs du PCI sont presque aussi nombreux que les arrivées : pour parvenir à 9 de plus, il a fallu intégrer 65 militants. Les 56 départs ne sont ''compensés'' que numériquement avec solde légèrement positif. Mais les 65 intégrés ne peuvent au départ, en général, posséder l'expérience militante des 56 en allés. Le « turn-over » est considérable (bien qu'on ne sache pas à combien se monte l'unité fédérale, en général le chiffre tourne autour de 300).
Ses remarques -judicieuses- portent sur la connaissance du terrain, condition première pour échapper à l'emprise des appareils (sinon, ce n'est que par eux qu'on apprend à « connaître » le terrain, le terrain des appareils).

Vers la **mi-Août 1979, un "*projet de résolution, présenté à titre personnel par le camarade Lambert*,** *pour une réunion des membres du CC parisien prévenus pour lundi 20 à 14 heures" :*

> *Il y a retard entre d'une part la situation objective, l'engagement militant, et de l'autre la capacité de direction du CC.* ***Ce retard, je le répète, ne nécessite pas de revenir sur l'orientation de la construction de l'OCI des 10 000.*** *(...) Le fait que ne soient pas reconnues les erreurs de type subjectif parce que non intimement qualifiées par la direction est la cause du malaise qui règne au CC -malaise qui risque de se transmettre à toute l'organisation- est la source des difficultés* [sic].

Vers le Parti des 10 000 à marche forcée et au mépris de la réalité

L'interrogation de la note 3 laissant au CC la décision fin août de décider ou non de la poursuite des objectifs vers les 10 000 est balayée : elle était de pure forme.
La "situation objective" -ouverture à très brève échéance d'une crise révolutionnaire en France- reste indiscutable, au sens propre. Seul le CC est responsable du retard.
Le mot erreur revient de manière lancinante dans la note. Par exemple :

> E*n effet*, l*es conséquences des erreurs, si elles ont abouti à une dangereuse stagnation, n'ont pas encore déterminé une situation où nous devrions être amenés à reculer sur l'orientation de l'OCI des 10 000. Apprendre à réaliser les tâches incombant à la construction de l'OCI des 10 000 ne se peut que si nous dégageons de l'expérience de ces derniers mois les erreurs analysées dans les 8 notes.*

La note annonce la décision (dont le CC n'a pas encore discuté) d'un "r*assemblement national couvrant 15 000 participants à Paris le dimanche 1er décembre au plus tard.*" Elle ajoute :"*Il ne saurait être question de préparer un tel rassemblement sans que soit dégagé un recrutement massif significatif.*" Et, tandis qu'est affirmé le fait que "*le rassemblement, c'est le combat dans lequel nous devons construire (je ne dis pas reconstruire) l'AJS-AER-UCL. (...) C'est volontairement que j'écris la participation de 6 000 jeunes au rassemblement comme équivalent à la construction de l'AJS".* Autrement dit, en partant d'une organisation dont il affirme qu'elle n'est pas construite en Août, Lambert fixe l'objectif considérable de 6 000 jeunes rassemblés trois mois plus tard. Lambert va plus loin dans ce qu'il faut bien qualifier de chantage politique. Il martèle plus loin dans le même texte :

> *En dehors de la fixation de l'objectif des 15 000 (...), il ne saurait être question de considérer que nous restons axés sur l'OCI des 10 000. La réalisation d'un tel objectif implique que soit défini un recrutement intensif."* Plus loin *: "Je le dis et je le répète : sans la réalisation d'un tel objectif le 1er décembre, on ne saurait ester orientés sur l'OCI des 10 000.*

Un chantage politique permanent

Le recrutement ne sera pas "significatif" ni "massif" et l'AJS (devenue ensuite Organisation révolutionnaire de la jeunesse) ne sera jamais (re) construite. Au CC de septembre, cette perspective sera abandonnée et remplacée par plusieurs

rassemblements (jeunes, enseignants, métallos..., entre septembre et octobre. Je n'ai pas les chiffres du recrutement des deux derniers trimestres de 1979 (Lambert cite dans sa note le chiffre de "4 *000 à 4 200*"militants en août 1979), mais il suffit de se référer à l'effectif donné par Lambert lui-même en janvier 1981 : 4 771, pour se rendre compte que la stagnation s'est poursuivie et prolongée. (Pour octobre 79, une note au CC de juin 1980 donne les chiffres suivants : 1 884 pour la province, 1 817 pour la région parisienne. Total : 3 701. Entre Février et octobre 1979, même si l'on retire les 800 militants-fantômes révélés en février, la perte est de 1300 militants, plus du quart de l'organisation ; mais en réalité davantage, si l'on tient compte des « sortants » et des « entrants ». En Juillet 1980 : 2 023 pour la province, 2 116 pour la RP : total 4 139. Et entre juin et juillet 1980, une progression de près de 200 militants). Et cela, sans que l'objectif annoncé et répété des 10 000 soit abandonné. Les 10 000 étaient projetés début 79 pour la fin 1979, de même ils seront fixés en janvier 1981 pour décembre de la même année, comme condition à la proclamation du PCI... qui sera proclamé avec moins de 6 000 militants "officiels", stagiaires compris.

En quoi consistait le "chantage"? Il reposait sur le raisonnement suivant :
1/ La crise révolutionnaire va s'ouvrir incessamment en France. Elle sera un tremplin considérable dans la situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire qui existe dans plusieurs pays.
2/ Jusqu'ici, depuis 1968, l'OCI a connu une marge de progression importante, passant d'environ 500 à dix fois plus en dix ans. Elle est parvenue à un seuil critique, où elle peut devenir un parti jouant un rôle objectif dans la lutte des classes (comme pour la reconstruction de la IVème Internationale).
3/ L'issue de la crise révolutionnaire qui va s'ouvrir incessamment nécessite, pour être victorieuse, que soit construit le parti révolutionnaire à son ouverture.
4/ Pour cela, il faut 10 000 militants à l'OCI.
5/ Toutes les conditions sont réunies pour gagner cet objectif, toutes sauf une : l'incapacité de la direction à diriger.

Le chantage s'exerce aussi sur le plan de l'Internationale :

> *Un des points les plus angoissants sur le plan financier consiste dans l'accomplissement des tâches internationales. Si la direction et toutes les commissions se doivent d'établir un plan politique et financier, la commission internationale a dans ce domaine des responsabilités infiniment plus grandes. Le prochain CC ne peut terminer ses travaux sans que soient établis tous les aspects politiques -et financiers- des tâches internationales.*

La note se conclut sur une ultime menace :

> *Il n'est pas besoin de s'expliquer davantage sur le fait que le CC ne saurait adopter les objectifs du rassemblement, du recrutement à 'OCI, à l'AJS, sans par là-même adopter les 15 000 I.O. diffusés en moyenne à partir du 30 septembre.*

Il faut tenter de se figurer ce que pouvait représenter pour les membres du comité central ce chantage politique, cette avalanche de critiques et cette incessante condamnation de leurs "erreurs". Et ce, dans des mois où ils ne pouvaient se relever facilement des coups terribles que représentait l'"affaire Berg" : nombre de membres du comité central avaient été impliqués dans le trucage des chiffres, et, pour ceux qui n'avaient pas craqué, ils avaient été maintenus à leurs responsabilités dans leur très grande majorité. Lambert ne l'ignorait nullement. En bombardant ainsi le CC de

reproches culpabilisateurs et d'objectifs inatteignables -que nul n'osait remettre en cause-, il affolait le CC et surtout affirmait encore sur lui son emprise totale. Abandonner l'objectif des 10 000 aurait été relâcher cette pression permanente sur la direction et sur l'ensemble de l'organisation. Donc il n'en était pas question, quels que soient les piètres résultats obtenus. Mieux valait sans cesse repousser en avant la carotte pour faire avancer l'attelage.

Le "P*lan unique de développement*" adopté au **CC de septembre** donne une nouvelle fois le pronostic considéré comme inéluctable dans les termes les plus nets :

> *Chaque combat particulier constitue ainsi un élément détaché en avant-garde de la vague qui se constitue et va déferler contre le régime. Il s'agit des premiers éléments d'un phénomène de réaction en chaîne qui est engagé pour s'embraser à un moment qu'on ne peut préciser et que les masses détermineront lorsqu'il sera temps. (...) Sans vouloir préciser à l'avance (car c'est impossible, ce serait vain) comment s'opèrera le déferlement, on peut dire que la façon dont les processus se développent dans les conditions actuelles (du fait de ces conditions) verra surgir, selon toute probabilité, exprimant le soulèvement général des masses contre le régime et le gouvernement, la grève générale, pas des grèves mais LA GREVE contre le régime et le gouvernement.*

Fin septembre 1979, note au CC :

> *"Il ne saurait être question de nous masquer le problème concernant les défaillances répétées de la direction sur cette question fondamentale du combat pour la complète indépendance politique de l'OCI par rapport à l'agence bourgeoise que constitue le stalinisme.* ***Cela est devenu la cause unique du non-accomplissement des tâches, dans une situation qui ne saurait être plus favorable pour la construction de l'OCI. En réalité, la direction de l'OCI est tout imprégnée de la pression stalinienne, dans tous les domaines.***
> *J'estime donc que là est le point central à discuter au prochain CC et je propose* [ce "je propose" est de pure convention] *en conséquence l'ordre du jour suivant :*
> *- Samedi 29 septembre 14h30-19h : discussion du texte que je soumets.*
> *- Dimanche 30 septembre 9h : chaque membre du CC rédige dans un cort texte les considérants politiques déterminant les objectifs. Le CC procèdera à la discussion de ces rapports individuels. Ces rapports devront être rédigés par les membres du CC parisien vendredi soir. Les membres provinciaux du CC apporteront à l'ouverture du CC leurs rapports. (...)*

Pour résumer : cette note est un exemple de la manière dont l'OCI est alors dirigée. Lambert, seul, fixe les objectifs et les perspectives. Le CC est confiné au rôle de simple chambre d'enregistrement. Et le BP, pour ce qui concerne les tâches "nationales" au moins, est logé à la même enseigne. L'urgence fabriquée à partir d'une appréciation déformée, amplifiée, de la situation présentée en permanence durant plusieurs années comme étant au bord de l'explosion, permet à Lambert, comme dirigeant unique, d'imposer à l'organisation un centralisme de moins en moins démocratique, qui fait plutôt penser à une situation de communisme de guerre.

Quant à la position réelle de Lambert sur les objectifs chiffrés de l'organisation, il faut sans cesse garder en tête qu'il n'a pas hésité, pour incriminer et liquider Charles Berg, à différer jusqu'au XXIIème Congrès la révélation et l'exploitation d'informations qu'il détenait depuis des mois (avec d'autres dirigeants), à "sacrifier" plusieurs centaines

de militants dont des cadres plus précieux encore. La perte de centaines de militants, outre son affaiblissement certain sur le terrain de la lutte des classes, de l'implantation de l'OCI, avait des répercussions importantes sur ses finances (cotisations et produits de l'activité militante).

Dès septembre 1978 au moins, la "méthode objectifs-résultats" à la manière OCI avait fixé le cadre étroit dans lequel le CC était amené à "décider". En septembre, la commission d'organisation de l'OCI, dirigée par Sorel, trésorier indéboulonnable, indiquait dans une note :

> " (...) *Nous devons envisager les problèmes d'organisation à partir des décisions prises depuis le XXIème congrès, en particulier au CC de septembre, et sur le plan financier, en relation avec le budget adopté. (...) Comme le budget adopté par le CC de janvier,* ***les prévisions actuelles supposent bien sûr que TOUS les objectifs décidés par le CC soient atteints à 100% (recrutement, I.O., etc...)*** *(...)."* (c'est moi qui souligne).

Ce qui n'empêche pas Lambert, dans le "plan unique..." adopté un an plus tard par le CC, de garder plusieurs fers au feu, dans la prévision quasi-certaine que les objectifs de ce plan ne seront pas atteints : il faut maintenir la pression à tout prix sur le CC et l'organisation tout en donnant un peu plus de mou à la corde :

> *Il faut être clair. Rester axés sur le parti des 10 000, c'est fixer une progression, reliée à toutes les articulations de notre politique déterminées précisément avec nos objectifs. Il est impossible d'atteindre le rassemblement des 3000 parents d'élèves, enseignants, en septembre, sans organiser dans le combat politique les instituteurs, les M.A., les professeurs avec qui en réalisant ce type de rassemblement nous commençons à modifier le type de rapports qui existent actuellement entre les instituteurs de l'OCI, les M.A. de l'OCI, les profs de lycée de l'OCI, les universitaires de l'OCI, etc. avec tout le corps des instituteurs, des MA, des profs de lycée, des universitaires etc., et leurs relations avec les grandes relations traditionnelles.*
>
> *Si comme ça nous ne sommes pas capables d'opérer cette progression dans le recrutement de l'OCI, cela ne signifie pas, répétons-le, que rien n'est plus possible dans le combat pour la construction de l'OCI.*
>
> *La ligne politique découlant des perspectives politiques ne sera en rien modifiée si comme ça nous ne sommes pas capables pour le moment d'organiser le rassemblement des 3000 le 23 septembre* [une porte de sortie est ainsi ménagée]. *Certainement pas. Ni la ligne politique, ni nos analyses ne seront modifiées d'un iota, ni la nécessité d'engager le combat politique sur le déclenchement des actions. Mais les articulations devront être modifiées avec les objectifs. Il en est de même pour le rassemblement métallos : 400 à 500 métallos à Thionville le 6 octobre, une AJS de 6 000, implique donc en conséquence que le CC, et chacun de ses membres, se prononcent clairement, politiquement, en ayant élaboré toutes les implications que cela comporte pour les secteurs que chacun dirige. C'est seulement en décidant une progression ou une autre, mais en décidant que le CC et chaque membre du CC ayant élaboré toutes les implications que comporte le choix, se dotera des moyens de diriger d'une main ferme le travail militant de l'OCI.*
>
> *Faire ce choix ne signifie nullement que tous les secteurs d'intervention sont au même niveau. Décider l'objectif des 900* [recrutés d'ici fin octobre] *ne signifie nullement qu'avec la règle et le compas, ou une machine à calculer, nous allons décider pour tous et chacun des secteurs, un même taux de progression. Il faut décider, en ayant la connaissance la plus complète du terrain.*
>
> *(...) Décider de réduire le taux de progression (...) n'implique pas que, quelle que soit la décision que nous allons prendre, nous allons tout modifier de nos objectifs : en aucun cas nous ne reculerons sur la campagne financière, sur la mise en place du réseau de cent contributeurs à 3000F, sur la réalisation des contrats du 15*

septembre, sur les 15 000 I.O. à la fin du mois, sur la Conférence européenne. IL FAUT DECIDER !

Quelle part de « décision » restait encore aux mains du Comité central ?

Annexe : L'exemple de la Corrèze

L' « affaire Berg » eut des prolongements, au moins un dont je peux porter directement témoignage : je suis devenu responsable départemental de l'OCI pour la Corrèze en juillet 1979, j'arrivais de Paris. Le XXIIIème congrès de l'OCI venait d'avoir lieu. Voici la note que j'adresse aux militants de Corrèze, avec double au responsable de région, Ivan, le 11 juillet :

> ***11/07/79*** – Note n°2 – *de Rhum* [moi, P.S.] *à tous les militants de l'unité départementale OCI-Corrèze :*
> *1/ Frontières de l'OCI : Voici le bilan d'une semaine de discussion et de combat politique pour redéfinir les frontières de l'OCI, après le camp (cf. note n°1) :*
>
> - *(…) Les ambigüités sur lesquelles nous vivions* (j'aurais dû écrire : sur lesquelles l'unité départementale vivait] *depuis des mois ont été levées. Mais il ne faut pas masquer l'ampleur des dégâts, conséquence de ces errements politiques :*
> - *Marx, Nina, Sédov, ont été radiés de l'OCI* [difficile de ne pas sourire malgré tout. Mais surtout de se dire qu'une direction un peu lucide n'aurait jamais dû accepter que de jeunes recrutés –pas plus que des plus vieux- prennent des « blases » pareils] *par leurs cellules, en toute connaissance de cause. Les cellules ont voté à l'unanimité les résolutions de radiation. Chaque camarade peut en prendre connaissance.*
> - *La discussion se poursuit cette semaine avec 5 autres camarades : P. et I. de la cellule A. – J. et N. de la cellule R. – B. de la cellule S.*
> - *20 double-phalanges* [cela correspondait aux vacances de juillet et août : chaque camarade partant en vacances devait s'acquitter de ses phalanges avant de partir] *payées. Dont les 3 lycéens qui ont répondu aux trois rendez-vous et au courrier* [deux de ces trois lycéens ne resteront que quelques semaines ou mois supplémentaires].
>
> *DONC UN REDRESSEMENT INDICUTABLE S'EST OPERE, QU'IL FAUT MENER A SON TERME.*
>
> *2/ La question des pré-cellules : (…) Sur les 5 pré-cellules annoncées existantes en juin, aucune n'existe réellement* [il faut lire en fait : personne en pré-cellule] *!*»

Ivan réagit et répond dans une note aux responsables des 5 départements dont il avait la charge, le 17 Août 1979 :

> *1/ Tout d'abord, ce qui s'est passé en Corrèze doit retenir l'attention de tous les responsables d'unité départementale.*
> *Dans ce département, comme partout, après le 22ème Congrès, nous avons examiné cas par cas tous les absents aux AG et radié ceux dont les phalanges étaient comptabilisées sans répondre aux conditions d'appartenance définies dans les*

articles 1 et 2 des statuts et rappelés dans l'article de Stéphane dans La Vérité n°586 (…)

Sur les 25 militants ayant payé leurs phalanges dans ce département, 13 (je cite de mémoire) ont participé au camp régional, 3 affectés à des tâches particulières ne pouvaient être présents [il s'agit de trois camarades qui étaient investis dans le PS]. *Or il s'est avéré que, sur les camarades ayant payé leurs phalanges Juin et n'ayant pas payé leurs double-phalanges Juillet-Août, 7 camarades ne participent pas ou plus à leur réunion de cellule.*

''M. depuis 3 mois, N. depuis 1 mois, B. depuis 3 mois, S. depuis 3mois, A. depuis 3 semaines, P. depuis 2 mois, C. depuis 3 semaines. »

C'est-à-dire que ces militants avaient été comptabilisés dans l'OCI sans répondre aux critères d'appartenance rappelés ci-dessus. Le camarade Rhum précise la situation dans une note dont voici un extrait :

« J'en viens maintenant à ma préoccupation majeure.

A l'issue de camp, lors de la réunion de direction qui s'est tenue avec toi, j'ai voté avec toute la direction les objectifs, notamment et en premier lieu les 25 phalanges pour septembre. J'ai voté cela sur la base d'une discussion et d'informations concernant l'état de l'OCI Corrèze et les pré-cellules. La première semaine de mon activité, j'ai participé à 2 cellules, je me suis rendu à tous les rendez-vous de pré-cellules. Ce que j'ai constaté m'a profondément sidéré :

- *Cellule Iskra* (Annick] : *4 militants – RAS*
- *Cellule Sanary : (6 militants) – Burgos radié*
- *Cellule Rhum (8 militants) : Nini radiée, Marx radié.*[!!]
- *Cellule Jules (4 militants) : les 3 lycéens récupérés.*
- *Cellule Alicante (6 militants) Pépé radié, Nina radiée, Sédov radié.*

Chaque radiation a fait l'objet d'une résolution votée en cellule, dont j'ai le double.

A quoi il faut ajouter : José, malade en juillet, reste un cas ''pendant''. Angèle n'a assisté qu'à une cellule et n'a participé à aucune activité sur son HLM, invoquant la fatigue.

J'ai tenté de joindre l'ensemble des camarades radiés, à qui j'ai écrit ou fait écrire, pour les voir individuellement. Je n'ai vu que l'ex-''Marx''. ''Marx'' m'a dit que, compté comme militant depuis 7 mois, il ne s'était jamais considéré comme étant à l'OCI, la question ne lui ayant jamais été posée. Il a accepté un demi-contrat (60F) et de rediscuter avec moi en septembre en vue d'une pré-cellule. La faiblesse théorique de certains camarades (Angèle, Zouc, Christine, José) est <u>totale</u>. Cela a déjà posé un problème avec Zouc, travailleuse de la COFEM, qui fait totalement confiance aux stals de son usine, et sur laquelle nous n'avons absolument pas pu nous appuyer pour intervenir (d'où un retard pris). Angèle, Zouc et José risquent d'être perdues aux premiers feux de la rentrée….

Les <u>pré-cellules</u> : 5 m'avaient été annoncées comme existantes. Voilà la réalité (Cf. la note 2 jointe)

3 étaient annoncées à Tulle. J'en ai vu deux, sympathisants de l'OCI, avec qui il a été <u>impossible</u> de se réunir pendant tout juillet. La discussion reprend avec moi début septembre. Le 3ème, un travailleur de la MAT, a 2 fois de suite choisi une réunion avec les stals (intersyndicale) alors qu'il se dit non-syndiqué, et se déclare d'accord avec les grèves tournantes, etc.. sur la MAT.

2 à Brive : Un travailleur immigré. Impossible de se réunir avec lui (il était avec un copain en train de manger… 22h30). De plus, il lui serait extrêmement difficile d'intervenir, surtout dans une petite ville. Il est pour cela plus que réticent, y compris par rapport aux trotskystes d'Afrique du Nord.

Un travailleur qui avait fait une séance, et qui a refusé catégoriquement de revenir. Ni avec lui, ni avec les autres, le cadre de la pré-cellule (notamment la question du combat, de <u>leurs</u> tâches) n'avait été abordé.

La première semaine, ''2 pré-cellules'' nouvelles : une mère de huit enfants, gitane de Tujac, et un chauffeur routier ivre, tenant en plus des propos racistes… Ils ne sont pas revenus.

Pourquoi cela ? Les camarades, lors des diffusions, ont tendance à proposer la pré-cellule à tout le monde, sans rien expliquer de la nature et des objectifs de l'OCI et de la IVème Internationale.
Voilà ce qui m'amène à dire : le vote sur les objectifs que j'ai fait début juillet n'a pas été fait en connaissance de cause. Il est donc à reconsidérer. (...)''

Ivan commente : *Bien entendu, cela relève de ma propre responsabilité en tant que membre du C.C. Si je rappelle ce cas par écrit à tous les responsables départementaux, c'est pour qu'ils s'assurent que de tels cas n'existent pas dans leur unité ; un seul exemple dans une unité départementale et toute l'unité est déséquilibrée. Sans prendre les proportions de la Corrèze, où la responsable, gravement malade, a dû se retirer* (ainsi est sur ce point dédouanée Annick-Iskra, qui ne sera pourtant pas épargnée sur le plan de sa gestion financière, pourtant irréprochable, et sera ensuite l'objet d'attaques violentes en même temps que moi, de la part de Neny), *deux cas du même type se sont révélés après vérification dans le camp du 43.*

Plusieurs remarques :

1/ Le (nouveau) responsable de l'UD19 reste très objectif dans ses remarques et se garde bien de lancer des développements et interrogations politiques sur les raisons de cette situation impressionnante, dont il ne mesure alors sans doute pas toutes les implications. Ces implications sont que, plusieurs mois après le XXIIème congrès, le système condamné a perduré dans au moins deux départements (la Corrèze et la Creuse). Le fantôme de Charles Berg, sans doute ?

2/ Le responsable du CC, lui, les mesure certainement. Il commence par reconnaître formellement, d'une simple phrase, sa « responsabilité », mais sans en expliciter en rien les raisons ni les fondements, ce qu'il ne fera pas non plus par la suite. Il ne prolongera jamais la recherche en paternité de cette situation, comme cela aurait dû être fait, même sans parler du moindre procès : qui avait donné pour instruction en Corrèze de mener ce type de « recrutement » ? Ce n'était pas une initiative ''corrézienne'', ce département étant alors privé de responsable. Un silence complice s'est alors établi, dont je fis partie, sur ce qui avait amené l'UD19 à se trouver dans une telle situation. Ivan, pourtant si méticuleux dans son contrôle de tout ce qui était sous sa responsabilité, a laissé cette méthode se pratiquer. Ce non-dit créera un malaise politique grandissant dans les relations entre Ivan et moi, et l'ensemble de la direction de l'Unité départementale.

Ivan était devenu incapable d'assumer ses tâches de manière cohérente, perte considérable pour l'organisation. Mais personne dans la direction ne cherchera à aller au fond des choses, bien que j'aie au bout de plusieurs mois envoyé à Lambert, en désespoir de cause, un dossier complet de la situation, et que le trésorier national en ait été dès le début prévenu.

3/ Le responsable du CC, qui a pourtant abondamment cité le nouveau responsable de l'UD19 de l'OCI, ne mentionne pas un passage pourtant très important : celui où celui-ci indique que, sur les 50 à 80 numéros d'Informations Ouvrières que vendait chaque semaine l'unité (très en dessous des objectifs nationaux), aucun n'était le fruit d'un véritable travail militant régulier sur le lieu de travail : tous étaient vendus en diffusion publique. L'Unité départementale n'avait plus aucune réalité d'intervention (alors qu'elle en avait une auparavant, sans quoi

comment aurait-elle pu recruter la grosse quinzaine de militants réels qu'elle comptait ?).

Ancienne responsable de l'Unité départementale, Iskra se souvient : C'est en Janvier 1979 que, sur un simple coup de téléphone, Luc, alors chargé par Ivan de « suivre » l'unité départementale de la Corrèze (qui ne comportait aucun militant chevronné), lui avait annoncé que l'OCI recrutait avec des phalanges à 10 francs « pour atteindre l'objectif du Parti des 10 000 ». Iskra avait refusé alors avec indignation. Elle sera ensuite accusée de ne pas avoir reversé des cotisations, mais put apporter les preuves précises du contraire. La direction régionale prit acte, mais se garda de donner la moindre explication sur sa grave erreur.
Peu après, Iskra devait renoncer à diriger l'UD 19 pour raisons de santé, et elle ignore ce qui se passa dans cette période de plusieurs mois avant que je n'arrive en Corrèze, en juillet.

---

20 – 1980 : Lumières et ombres sur la marche en avant

L'année 1980 est très contradictoire, contrastée. Malgré l' « affaire Berg » et les pertes très importantes qu'elle a subies, l'OCI commence à remonter la pente de manière apparemment spectaculaire : d'abord la fusion avec la LCI, courant sortant de la LCR après une préparation de longue date, portant un coup sévère au pablisme, va renforcer les rangs de l'OCI Unifiée de plusieurs centaines de militants, qui viendront aussi boucher les trous statistiques. Ensuite, sur le terrain international, la constitution du Comité paritaire avec Moreno et les organisations qu'il influence en Amérique latine, semble renforcer considérablement le combat pour la reconstruction de l'Internationale.

Les XXIVème et XXVème congrès (celui de la proclamation de l'OCI Unifiée) seront vécus dans une sorte d'élan, surtout après la très difficile année 1979. En France, les élections législatives et présidentielle sont en vue, le combat contre la division, pour le front unique, trouve un écho certain.

Mais cette situation apparemment favorable est plus une façade qu'une réalité. L'accord avec Moreno est un accord de « chefs » qui montrera vite sa fragilité, ne durera que quelques mois. Les difficultés du travail jeune, une des pierres angulaires du recrutement, ne sont en rien résolues. Et les objectifs avancés par le XXIVème congrès -10 000 militants un an plus tard-, malgré l'apport des 450 militants de la LCI, ne seront jamais approchés.

C'est aussi –et surtout- en 1980 que la décision est prise de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle qui se prépare en 1981. Pas de candidats non plus aux élections législatives qui suivront, en juin 1981. L'OCI décidait donc de ne pas défendre ouvertement son programme sur le terrain même qu'elle analysait alors elle-même comme pouvant concentrer l'essentiel du combat de classe durant plusieurs mois. Nous en verrons le détail, les expressions et les conséquences dans les chapitres suivants.

Le XXIVème congrès se tient les 23, 24 et 25 mai 1980. La LCI, issue de la LCR, y compose une forte délégation. Le Comité paritaire avec Moreno, et non seulement le CORQI, y est représenté également. Des pas en avant importants semblent donc avoir été franchis nationalement comme internationalement.

Dans son rapport introductif, Lambert « laisse de côté » le travail jeune (*« Il faut immédiatement élaborer les relations politiques avec les* jeunes ») en abordant la question du parti des 10 000 :

> *Il est nécessaire de se prononcer sur le parti des 10 000, non pas sur la perspective elle-même, mais sur la date : les 10 000 devront être atteints pour le prochain congrès ; je ne parle pas de celui de la fusion avec la LCI en septembre prochain, mais de celui qui devra se tenir à la pentecôte 1981.* [en réalité, il se tiendra fin 1981] *Je suis pour : l'ensemble de notre activité le prouve.*

Puis il rappelle l'évolution du nombre des militants :

Janvier 1967 :	439
1968 :	528
1969 :	672
1970 :	856
1971 :	1245
1972 :	1547
1973 :	1807
1974 :	1911
1975 :	2092
1976 :	2344
1977 :	2436
1978 :	3358
1979 :	4429

Janvier 1980 : 3840 (« *apurement politique de la situation provoquée par Berg* » La simple « tumeur extirpée »...)
Mai 1980 : 4036

Ces chiffres sont développés dans le corps de la résolution générale du XXIVème congrès :

Toute la situation objective, tant dans le domaine international qu'en France, est favorable à la construction de l'OCI des 10 000. Pour apprécier la place du facteur subjectif que nous représentons, il est nécessaire de se référer à l'histoire de notre organisation.

En 1936, nous avons abordé la « révolution française qui était commencée » avec deux organisations trotskystes déchirées, sans expérience, sans racines dans la classe, dont les forces ne devaient pas excéder, ensemble, 200 à 300 militants.

En 1944-45, nous avons abordé la crise révolutionnaire avec une organisation plus forte (un millier de militants environ). Mais cette organisation s'est heurtée au mur de ses propres illusions : le PCI n'avait pas compris une des lois fondamentales de toutes les révolutions, à savoir que, dans une première étape, les masses affluent vers les organisations traditionnelles, chargeant les appareils traîtres de leurs illusions.

Nous avons abordé la grève générale de 1953, les grèves générales de 1955-56, avec une organisation ayant subi les plus dures conséquences de la crise de la IVème Internationale.

En 1968, nous avons abordé la grève générale avec 528 militants, en n'ayant pas assimilé pleinement les rapports entre la grève générale et le gouvernement ouvrier et paysan de front unique.

En mai 1980, l'OCI, forte de 4.026 militants, aborde d'ores et déjà la crise politique qui transite vers la crise révolutionnaire dans une tout autre situation, dans un tout autre rapport, jamais connu jusqu'à présent, avec la classe et les organisations. Cela, sans compter les 450-500 militants de la LCI avec qui nous allons fusionner.

Cela est le premier aspect du problème. Le second : les chiffres de progression de l'OCI depuis 1968 sont un des éléments les plus importants pour la compréhension de la nécessité de l'objectif de l'OCI des 10 000 pour juin 1981. Que nous apprennent les chiffres ? En 1968, l'OCI compte 528 militants. Il faudra quatre années pour passer à 1245 militants. Nous poursuivons jusqu'en 1973 une progression de l'ordre de 300 militants chaque année, pour atteindre en janvier 1973 1807 militants. En quatre ans, du 1er janvier 1973 au 1er janvier 1977, nous progressions de 1807 à 2436 militants, soit une progression de 158 militants par an. Du 1er janvier 1977 au 1er janvier 1978, la progression est de 1122 militants (1er janvier 1978 : 3558). Du 1er janvier 1978 au 1er janvier 1979, nous progressons de 969 militants (1er Janvier 1979 : 4427, chiffre apuré après le falsification de Berg). Au 1er janvier 1980, l'effectif est de 3840. Nous sommes 4026 au XXIVème congrès.

Quels enseignements en tirer ? Il y en a deux essentiellement : le premier, de 1973 à 1977, notre progression, ralentie pour atteindre 2344, est essentiellement motivée par les difficultés politiques rencontrées par le passage du groupe à l'organisation. A partir du 1er Janvier 1977, sans pour autant avoir réglé tous les problèmes du passage du groupe à l'organisation (loin de là), l'intervention politique élaborée dans la lutte des classes, en dépit des effets négatifs de la falsification politique de Berg, nous assure une progression importante. Néanmoins, ces effets négatifs, tout au cours de l'année 1979, auront leurs conséquences. La faiblesse du recrutement entre le 1er janvier 1980 –après avoir perdu près de 600 militants dans l'année 1979- et juin 1980, en est une illustration.

Le deuxième enseignement est celui-ci : à partir de janvier 1980, contre les tendances à la stagnation, la continuité des campagnes politiques (première lettre à Mitterrand-Marchais, réunion nationale des comités d'initiative et d'unité, deuxième lettre) commence à opérer un léger redressement. Les meetings de Paris et de province peuvent marquer un tournant, en ce sens que les 15 000 travailleurs et

jeunes regroupés dans ces meetings « populaires » témoignent que les participants à ceux-ci, produits par l'activité militante centralisée, convaincus de la justesse de notre politique axée sur l'unité PS-PCF, attendent que nous soyons capables de les organiser dans l'OCI des 10 000.

On peut prendre la question sous un autre angle : le nombre de militants qui ont été radiés ou ont demandé leur radiation, et qui ont participé ou organisé les meetings, est significatif. Cela témoigne que le dispositif politique interne de l'OCI des 4 000, son fonctionnement, sont inadaptés. Quelle autre conclusion en tirer que celle-ci : sans l'objectif des 10 000, nous ne conserverons pas les 4 000.

Le congrès votera les 10 000 pour l'année suivante (soit 5 500 en 12 mois !), et dès la fin juin –en un mois-, 500 de plus. Objectifs non atteints, même de loin. Fin juin, le recrutement n'est que de 198 -149 pour la région parisienne, 49 pour la province-. Une note tirant le bilan de l'activité jusqu'au mois d'Août affirme pourtant, dans l'élégant style habituel :

Le point de départ de l'appréciation est le suivant : avec l'orientation que nous avons dégagée de la campagne centralisée de Front unique par rapport aux élections, se combinant avec une agitation de plus en plus nette vers la préparation de la grève générale, dans les conditions de la rentrée où les possibilités manifestées dans la préparation du meeting vont être démultipliées, nous avons l'occasion historique dans les huit mois d'ici aux élections (il y en aura de toutes façons même si Giscard est balayé avant, car contre la crise révolutionnaire la bourgeoisie et les appareils cherchent à reconstituer des formes de république parlementaire), de « passer », d'atteindre le parti des 10 000.

Des GER de 4 exposés –une formation en un mois- seront décidés, de même que des « camps de formation » en juin et juillet autour de trois exposés : - La grève générale et la question du pouvoir – Le front unique – Gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat.

La résolution tente d'expliquer également le prolongement de l'« *agonie du bonapartisme gaulliste* » :

Est-ce que le fait que l'agonie dure depuis plus de dix années remet en cause l'analyse des relations entre les classes qui permet de définir comme nous l'avons fait la situation comme celle de la crise politique, transitant à [sic] *la crise révolutionnaire ?*

En réalité, il faut se demander si cette fausse question, cette question oratoire, ne sert pas déjà à masquer le fait que le système établi par la Vème République a déjà commencé, dans de très grandes difficultés, à remplir ses objectifs. Tout procède au départ d'une analyse amplifiée, schématisée, des rapports de force entre les classes en France, de l'activité du prolétariat d'une part et de l'importance de la crise de domination de la bourgeoisie d'autre part, qui procède peut-être d'une comparaison trop étroite avec la préparation d'Octobre 1917 en Russie (rappelons-nous Lambert comparant avec modestie le travail accompli par l'OCI, c'est à dire le sien, avec celui de Lénine entre 1907 et 1912). En 1980, on peut encore penser que l'agonie de la Vème République va enfin se conclure dans le droit fil de l'année suivante, avec les élections législatives et présidentielle, mais ensuite ? Prise en charge par les partis ouvriers bourgeois, PS en tête, la constitution et les institutions de la Vème république ont survécu jusqu'aujourd'hui, non sans avoir exercé une notable partie des ravages pour lesquelles elles avaient été créées.

Le congrès adopte aussi un « appel pour rejoindre l'OCI » qui se conclut dans une tonalité enthousiaste d'avant l'assaut :

Camarades, dans ce pays, dans tous les pays, il y a une force qui se constitue. C'est l'armée de la révolution qui s'avance. C'est l'armée qui triomphera des exploiteurs capitalistes. Parce qu'il ne faut pas qu'une nouvelle fois les masses laborieuses et la jeunesse soient frustrées de leur victoire, nous nous sommes engagés dans ce pays, dans tous les pays, dans la construction du parti révolutionnaire.
Il y aura la IVème Internationale !
Il y aura bientôt un parti révolutionnaire.
Le premier pas vers le parti des 10 000, c'est déjà la fusion OCI-LCI qui sera réalisée en septembre 1980.
Rejoignez l'OCI Unifiée !

Dans le rapport introductif à l'élection du Comité central, Lambert revient sur l'affaire Berg avec la plus évidente volonté de mettre un couvercle définitif sur les problèmes qu'elle a révélés : il faut présenter une maison propre alors que plusieurs centaines de membres de la LCI s'apprêtent à faire leur entrée dans l'OCI (qui s'appellera alors « OCI Unifiée) :

L'affaire Berg est terminée, c'est ce que ce congrès a confirmé. Ce que nos adversaires ne comprennent pas, c'est que dans l'OCI, il n'y a pas de choses derrière les choses. Quand le 23° Congrès a voté que l'affaire Berg était terminée, il ne pouvait pas ne pas tenir compte de ce que cette affaire présentait de politique : une structure de l'organisation utilisée à des fins propres, le verticalisme, affaiblissant aux deux bouts le centralisme démocratique. Berg n'aurait pas pu défendre ses positions politiques sur le « troisième parti ouvrier » sans cela ; le verticalisme, c'est la destruction du centralisme démocratique. (...) Le verticalisme n'existe plus. ***Il n'y a plus de brutalité dans les rapports : les cas de brutalité ont été réglés avec la vigueur la plus totale.*** *Certes il y a des discussions âpres. Mais cela n'a rien à voir : la brutalité est liée à une question politique, celle de l'inassurance* [sic] *politique. Les engueulades ne sont pas de la brutalité. Mais démolir celui qui n'est pas d'accord avec nous, cela doit cesser partout. On ne démolit pas, on ne rabaisse pas. Cela sera imposé par le centralisme démocratique.* » (c'est moi qui souligne).

Il n'est pas utile de commenter.

''Toutes les conditions politiques sont réunies''...

Le projet de résolution générale (je n'ai pas trouvé le définitif, qui ne doit pas contenir pas de modifications majeures) indique clairement :

Le XXIVème Congrès estime que toutes les conditions politiques sont réunies pour prendre la décision responsable de fixer à l'OCI l'objectif de réaliser le « Parti des 10 000 militants », objectif qui devra être atteint au XXVIème congrès qui devra être convoqué en juin 1981 .

Concernant ''*la fusion en cours entre l'OCI et la LCI*'', *Le CC de l'OCI se félicite de cette décision. Pour sa part, il constate que les conditions d'une véritable fusion sont réunies. Cette fusion n'aura pas seulement pour conséquence l'accroissement quantitatif de l'organisation unifiée (ce qui est loin d'être négligeable), mais elle signifiera une modification qualitative dans la voie de la construction du parti révolutionnaire en France.*

Dans la partie consacrée aux « *Considérants relevant du moment présent de la situation internationale justifiant le combat pour l'OCI des 10 000 (…)* », on peut lire :

> « *L'année que nous venons de vivre entre le XXIIIème Congrès extraordinaire (24-27 mai 1979) et le XXIVème Congrès, a été très riche en événements dans le domaine de la situation internationale, dont nous mentionnons quelques-uns : intervention de la bureaucratie russe en Afghanistan, grève générale au Brésil, grève générale en Suède, échec de l'intervention américaine en Iran relié à l'approfondissement de la crise économique et financière qui à tout moment peut aboutit à l'effondrement du système économique et financier de l'impérialisme. (…) Bien que battues en brèche jusque là par les victoires remportées par la révolution (Chine, Cuba, Vietnam, luttes révolutionnaires des peuples coloniaux, actions de classe dans les pays développés où des positions parmi les plus importantes ont été arrachées à la bourgeoisie), le système des relations internationales édifié à Yalta et Postdam s'est maintenu. A présent, ses contradictions arrivent à maturité.*
>
> *Dans cette dernière année, la force inouïe de la révolution iranienne défiant l'impérialisme US s'est révélée comme pouvant déboucher sur une formidable explosion au Proche et Moyen-Orient (combinée avec le combat révolutionnaire du peuple palestinien), en Asie orientale et aux Indes, en URSS même où son impact (républiques soviétiques/musulmanes) est un facteur élevant les aspirations nationales opprimées par la bureaucratie à un niveau supérieur (bien que nous n'ayons pas les moyens de préciser ce niveau).*
>
> **(…)** ***Ainsi, les événements de la dernière année confirment parfaitement l'analyse établie par les éléments de thèses du XVIIème congrès de l'OCI****, caractérisant la période de l'imminence de la révolution, étape de l'ère de l'impérialisme, ère des guerres et des révolutions…(…).* (c'est moi qui souligne)

Une note d'Août caractérise ainsi les difficultés :

> *Les causes de la stagnation, les difficultés à partir en permanence d'un dispositif de construction du parti, résident dans le trade-unionisme****, l'impuissance à poser les problèmes politiques du point de vue même de l'objectif de la révolution prolétarienne*** *(c'est d'ailleurs la discussion sur le « parti du front unique… »)*
>
> *C'est là la racine des différentes manifestations des problèmes politiques : conception gauchiste du Front unique, conception du combat politique pour le Front unique PS-PCF conçu de fait, sinon comme contradictoire avec l'objectif de la révolution prolétarienne, du moins comme n'en procédant pas, aboutissant dès lors à une faiblesse dans le déploiement de ce combat politique et à une politique de pression sur les appareils (pour une première étape qui serait un front populaire conçu comme nécessaire). Ce sont ces problèmes qui amènent à ne pas saisir les processus de la lutte des classes quotidienne comme autant de jalons, de moments dans la marche à l'ouverture de la crise révolutionnaire, et à s'en remettre, dans l'intervention, dans les mains des appareils.*

Mais ces caractérisations sont énoncées par une direction qui se prépare à soutenir inconditionnellement la candidature de Mitterrand, sans dire un seul mot de son programme, et sans avoir présenté elle-même le programme de l'OCI en combattant pour un candidat de l'OCI au premier tour de la présidentielle ; de même qu'aucun candidat de l'OCI ne sera présenté aux élections législatives de juin 1981. Autrement dit, la direction de l'OCI reprochait aux militants précisément ce qu'elle avait commencé à impulser elle-même.

C'est donc en se coupant elle-même des possibilités réelles de sa construction que la direction de l'OCI conclut :

Le point de départ de l'appréciation est le suivant : avec l'orientation que nous avons dégagée de la campagne centralisée de Front unique par rapport aux élections, se combinant avec une agitation de plus en plus nette vers la préparation de la grève générale, dans les conditions de la rentrée où les possibilités manifestées dans la préparation du meeting vont être démultipliées, nous avons l'occasion historique dans les 8 mois d'ici aux élections (il y en aura de toutes façons même si Giscard est balayé avant, car contre la crise révolutionnaire la bourgeoisie et les appareils cherchent à reconstituer des formes de république parlementaire), de « passer », d'atteindre la Parti des 10 000.

La fusion-absorption de la L.C.I. (Ligue Communiste Internationaliste)

Le 19 septembre 1980, une « Note du BP n°1 » tire un premier bilan du congrès de fusion avec la LCI, qui vient de se tenir, dans un style toujours aussi peu limpide :

Cette fusion s'est manifestée par une profonde unité dans la discussion qui interdisait de distinguer de la LCI ou de l'OCI. L'ensemble des délégués se situaient sur le terrain de la construction de l'OCI, sur la ligne du parti des 10 000. De ce point de vue, ce congrès a démontré que si la discussion du 24ème congrès avait permis de cadrer la discussion sur la perspective du parti des 10 000, le 25° congrès a démontré une progression dans la discussion politique. Certes, les problèmes politiques n'ont pas tous été réglés et les difficultés demeurent. Bien que nous ayons progressé, la direction n'est pas encore sur la ligne de départ du parti des 10 000. Mais, répétons-le, la recherche des solutions politiques qui s'est manifestée dans la discussion nous incite à dire que si l'organisation est confrontée au fait que du point de vue de la direction le dispositif n'est pas mis en place, l'organisation elle-même commence à se disposer sur la ligne de départ. Il y a un problème classique, celui que Lénine expose en avril 1917. Les masses sont mille fois plus à gauche que les militants du parti. Les militants du parti sont cent fois plus à gauche que la direction.(...)

La direction de l'OCI Unifiée est-elle donc ce Lénine collectif qui peut se juger elle-même et apprécier ses propres insuffisances ? Le tour de passe-passe montre qui est le véritable rédacteur de cette note. Mais Lambert, confronté à une nouvelle forme de direction, qui a intégré quelques dirigeants de la LCI (dont Christian Nemo, brillant militant qui ne résistera que quelques mois à ce qu'il découvre de l'OCI, avant de quitter définitivement le combat politique), s'oblige à composer. Mais la référence à avril 1917 montre aussi les limites de l'analogie avec la préparation de la révolution russe : la situation française en est, et en restera très éloignée.

La note poursuit un peu plus loin le même refrain seriné de mois en mois depuis deux ans :

Nous n'avons pas réalisé nos objectifs, le nombre de pré-cellules est insuffisant au regard des décisions du congrès qui étaient, rappelons-le, 200 en plus pour Paris, et 200 pour la province. A l'évidence, le nombre de pré-cellules ne peut permettre qu'au 18 octobre nous ayons intégré les 400 en plus. (...)

La pression de la « méthode-résultats », l'obsession des chiffres ressassés à longueur de notes de direction, ne s'en font pas moins sentir avec la même brutalité. Il faut cravacher :

Malgré tout, certaines unités qui enregistrent des pertes plus importantes bien que limitées, par rapport aux années précédentes, qu'elles ne l'avaient prévu, doivent pour appliquer le vote du congrès sur les « 2533 », réviser en hausse pour compenser ces pertes, les objectifs des pré-cellules.

Autrement dit, ce sont les unités qui sont le plus en difficulté qui doivent s'obliger à l'effort le plus grand. La dictature des chiffres ne pouvait apparaître qu'insupportable à de nombreux militants.

Le congrès a démontré que nous pouvons et devons atteindre nos objectifs qui s'inscrivent dans le parti des 10 000. Les résultats atteints avec une politique orientée par la direction sont malgré tout là pour attester que notre ligne politique non seulement correspond aux besoins des masses, mais trouve l'écho pour construire le parti des 10 000.

La non-réalisation partielle de nos objectifs renvoie aux problèmes politiques auxquels nous sommes actuellement confrontés, et qui ont été largement discutés lors du 25° congrès.

L'extrême maladresse du style révèle les circonvolutions que le rédacteur du texte doit effectuer pour maintenir la pression à l'aide de certitudes assénées sans relâche.

La Note du 10 octobre 1980 commence ainsi :

Les résultats que nous avons obtenus cette semaine sont encore marqués par les caractéristiques que nous avons décrites dans les notes précédentes et qui ont motivé la tenue d'un CC pour régler les problèmes. Nous l'avons déjà expliqué, ce sont les hésitations à tous les niveaux, y compris à celui de la direction, sur la ligne du Front unique, ce qui aboutit à lui substituer un combat incertain qui conduit à considérer l'unité des appareils comme équivalent au Front unique, alors que l'unité des appareils, bien entendu un élément constituant du front unique, aboutira au Front populaire.

Or, que fait d'autre la direction de l'OCI en coupant la tête à son expression politique, en supprimant son programme, la défense de son programme, de la bataille politique qu'elle engage ? Elle s'enferme elle-même dans un piège dont on verra qu'elle ne pourra (ou ne voudra) plus sortir, après l'élection de Mitterrand et surtout celle d'une majorité absolue de députés PS et PCF à l'assemblée nationale.

La Note du BP n°12, du 17 décembre 1980, indique les progrès réalisés dans la campagne engagée pour l'unité de candidature PS-PCF (l'appel à voter Mitterrand ne sera lancé que quelques mois plus tard) :

La bataille pour la préparation de la convention nationale d'unité a commencé à se développer. L'engagement de l'organisation est encore très inégal. Il dépend essentiellement de l'engagement de la direction, de la centralisation et du combat politique. Mais ce début d'activité peut nous permettre d'avancer rapidement à condition que toutes les mesures politiques et organisationnelles soient prises. Nous l'avons déjà expliqué : l'OCI aujourd'hui connaît une progression de ses effectifs. Mais le caractère limité de cette progression, en relation avec les développements politiques et notre propre activité, nous avons la possibilité de réaliser nos objectifs. Les premiers résultats en témoignent. L'appel lui-même, contresigné par 36 militants du PCF réalisant l'unité, 36 militants du PS, 36 OCI, pour l'unité PS-PC, pour la convention nationale d'unité, l'exprime. Il n'est point besoin d'y revenir ici. La première semaine de combat politique le démontre : l'écho rencontré par l'appel est très important. Déjà de très nombreux travailleurs ont signé

l'appel pour la convention. Ainsi, dans une ville de province, sur quatre lycées, nous avons obtenu 200 signatures. Dans ce cadre, il est important de noter le très grand nombre de signataires membres du PS... non sans résistances puisqu'au moins dans deux villes, la fédération a riposté et a même convoqué ses militants. Le deuxième élément à souligner, c'est la réaction des militants du PCF. De très nombreux membres du PCF signent l'appel. De partout viennent des informations sur l'engagement militant PC. Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, pour la première fois, nous arrivons à décrocher des signataires membres du PCF. (...) *La pression sur les militants du PCF* [de la part des travailleurs] *est énorme. Elle explique qu'aujourd'hui nous décrochions en masse ces signatures.*

Un coin semble bien commencer d'être enfoncé dans les lignes de défense du PCF. Comment dans ces conditions les militants du PCF pourront-ils recevoir, quelques mois plus tard, l'appel lancé pour le vote Mitterrand inconditionnel dès le 1er tour ? Le tournant ainsi pris par la direction de l'OCI pouvait-il faire autre chose que les désorienter, les livrer à leur propre direction (qui n'aurait aucun mal à les accuser de faire le jeu du PS), bref que de briser l'élan donné dans cette direction très importante à la campagne engagée ?

La question jamais réglée de la jeunesse

Bureau politique du 30 juillet 1980 – Les objectifs fixés pour la fin juin n'ont pas été tenus (198 recrutés au lieu de 500 fixés). Lambert fait le rapport, dans lequel on lit :

> *Dans le bilan, il faut bien sûr apprécier les problèmes mais indiquer que pour la première fois depuis le 22° congrès, on a une progression. (...) Sur la province, il faut distinguer les conséquences des méfaits de Berg. (...) Troisième point à soulever et qui est une indication pour l'avenir : le travail jeune n'a presque pas concouru au recrutement effectué dans cette période en tant qu'OJR (je ne parle pas du travail jeune impulsé par ailleurs).* ***Or pour le parti des 10 000, il faut être net : les deux tiers seront des jeunes. »*** (C'est moi qui souligne).

Stéphane Just y insiste :

Sur la question de la formation, c'est très insuffisant. Il faut que cela soit repris entièrement. Que ce soit pris en main comme une tâche politique par l'ensemble des organismes, sinon cela ne peut pas réussir. Un mot sur les jeunes : Signe très alarmant qu'à partir des campagnes menées, il n'y ait pas un recrutement dans la jeunesse.(...) Les cercles ne peuvent rester coagulés pendant des mois et des mois, sinon nous construirions un petit parti. Si les jeunes qu'on organise, on ne les gagne pas au Parti, on fait un mini-parti, ou on les paume.

Une Circulaire de la « Commission jeune » du 9 juin 1980 tire le bilan suivant **:**

Cinq mois après que l'appel à constituer l'OJR ait été lancé, un mois et une semaine après que l'OJR ait été constituée, on peut tirer un premier bilan :

- *Plus de 2000 cartes ont été placées.*
- *La commission exécutive fonctionne régulièrement.*
- *Un numéro du journal est paru, des centaines de tracts locaux ont été tirés.*
- *La lettre de l'ORJ sort régulièrement.*

Les camarades ont commencé là où ils sont à organiser une activité permanente de cercles, on commence à sortir du coup par coup, notre intervention active dans plus d'une centaine de lycées, LEP, et dans presque toutes les facs, a commencé à renforcer notre dispositif.

Tout semble donc aller mieux. Il n'en est rien, une résolution sur le travail jeune à destination du CC de rentrée fin août ne sonne pas du même enthousiasme :

Le tournant amorcé dans la résolution sur le travail jeune du CC du 5 janvier ne s'est pas matérialisé dans notre activité. Si des avancées ont été faites, l'objectif construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire n'a pas été atteint.
Plus, dans le cadre du combat pour le parti des 10 000 la faiblesse du recrutement étudiants-lycéens-jeunes travailleurs nécessite une critique radicale de notre activité pour faire sauter le verrou interne qui bloque notre développement.

Dans notre travail jeune, deux lignes coexistent toujours, la ligne « état-major » et la ligne de l'ORJ organisation de jeunesse indépendante. Il ne s'agit pas d'une caractérisation technique ou d'une technique de discussion dans la jeunesse. Il s'agit d'une orientation qui tourne le dos à la situation politique, c'est-à-dire l'explosion révolutionnaire, dont la racine est une position d'appareil –hégémonique (dont nous verrons les raisons claires dans le travail étudiant). Cette orientation a des conséquences organisationnelles qui bloquent le développement de notre travail jeune.

Le texte veut donc s'attaquer aussitôt au cœur de la question : les étudiants de l'OCI :

Il ne s'agit pas d'organiser un faisceau de critiques, mais de frapper dans le bois dur.

Tout se concentre dans le refus que les étudiants soient la colonne vertébrale du travail jeune, et par là même dans la projection de l'OJR dans les luttes de la jeunesse, et par voie de conséquence dans le blocage de la construction de l'organisation de jeunesse.

On remarquera que pas un mot n'est dit de la social-démocratie, des étudiants du PS avec qui la direction OCI de l'UNEF a passé un accord quelques mois auparavant. N'aurait-il pas été important d'armer théoriquement sur la question de la social-démocratie des militants qui allaient y être confrontés dans leur activité quotidienne ? Pas un mot apparemment non plus dans tout le texte sur l'UNEF, dont, de plus en plus à l'université, l'activité commande totalement le militantisme des étudiants de l'OCI. En fait donc de « bois dur », le texte semble porter la hache dans

l'aubier, et néglige le cœur du problème : l'UNEF. Dans l'UNEF et par elle, la corruption politique (et ses conséquences matérielles) a commencé sous de multiples formes. En réalité, sans jamais nommer l'UNEF, le texte cherche à s'attaquer à une question majeure : l'UNEF est en réalité, et depuis un certain temps, le poste de commandement de tout le militantisme étudiant, et, par contrecoup, le centre de blocage du travail jeune. De plus en plus, les militants trotskystes étudiants se sentent d'abord militants de l'UNEF.
Le mot tabou UNEF n'est pas prononcé. Le texte procède par périphrase :

> *Ceci se concentre sur l'axe de notre travail étudiant, trade-unioniste, qui donne l'axe au travail jeune. A savoir que nous aurions à gérer un segment de direction. Ceci a été réalisé dans le fait que dans la réunification nous aurions réalisé le front unique.*

S'il est vraiment question de front unique, si c'est un « fait », pourquoi employer ce conditionnel ? La critique est plus que prudente dans la forme, mais bien plus aiguisée sur le fond. (Le texte est sans doute écrit par Cristobal, étudiant chilien qui ne maîtrise pas encore parfaitement la langue française).

> *Il y a plusieurs aspects dans ces questions :*
> *A – C'est une orientation hégémonique.*
> *B- C'est une orientation qui nous place sur le terrain des relations d'appareil à appareil, segment de direction que nous partagerions avec l'appareil stalinien* [ici, référence, toujours implicite, à l'UNEF-Renouveau dirigée par l'appareil stalinien].
> *C-* ***C'est la ligne des nouvelles avant-gardes, dans le sens que tout part et tout doit revenir à ce segment de direction, et que, dirigeant prétendument les étudiants, nous dirigerions un segment de direction de la classe ouvrière.*** [souligné par moi]
> *D – Cette orientation nous interdit, tant sur le plan politique que syndical, de combattre correctement pour le front unique, donc, dans la situation actuelle, cette orientation ne peut être que le flanc-garde d'une politique d'appareil de l'appareil stalinien, et ainsi brise toute initiative indépendante de la jeunesse, des étudiants, intégré au mouvement de la classe ouvrière, dont le mouvement va vers l'explosion.*

Plus loin, le texte rappelle :

> *La caractérisation des problèmes politiques dans le travail jeune, effectuée plus haut, doit nous amener à une rupture radicale.*

Mais le reste des propositions d'activité militante et d'orientation ne contient rien concernant les modifications « radicales » qui devraient logiquement découler de cette « caractérisation », et d'abord de la manière de considérer l'UNEF et de la diriger. Rien de « radical » ne s'ensuivra : l'UNEF engagée, et engage avec elle la direction étudiante, Cambadélis-Kostas en tête. Cristobal n'y pourra rien : c'est Lambert qui a impulsé l'activité de l'UNEF et encouragé Cambadélis à s'engager dans la voie du dialogue avec l'appareil du PS pour une « réunification » et, naturellement, de FO.

Le texte se termine par une critique du fonctionnement de l'organisation de jeunesse, en s'appuyant sur des citations de Trotsky. Mais on sait depuis longtemps maintenant que les citations, en tant qu'arguments d'autorité, n'ont que peu de pouvoir de persuasion sur ceux à qui elles s'adressent :

> *<u>Le fonctionnement interne</u> : Il n'y a pas d'organisation de jeunesse, des cercles qui fonctionnent sans la plus grande démocratie à l'intérieur de l'organisation de*

jeunesse. (...) Trotsky revenait encore sur la question des relations entre la jeunesse et le parti, sur le rôle des dirigeants jeunes du parti dans les termes suivants : '' Le danger ne réside pas dans le fait que la jeunesse souhaite être un deuxième parti, mais plutôt dans le fait que le premier parti domine trop directement et fermement au travers de moyens organisationnels. Les cadres du parti dans la jeunesse, naturellement, élèvent beaucoup le niveau de la discussion dans les congrès et dans le Comité national, mais cette élévation est une expression de l'aspect négatif de la situation. Comment peut-on organiser la jeunesse sans une certaine quantité de confusions, d'erreurs et de luttes internes qui ne soient pas ''infiltrées'' par les vieux mais qui, au contraire, surgissent de leur propre développement naturel ? Il me semble que dans l'organisation de jeunesse les membres expérimentés du parti pensent, parlent et décident au nom de la jeunesse, et que cela doit être une des raisons qui nous a amenés à perdre des gens l'année dernière. La jeunesse n'a pas le droit [n'a pas à être] *d'être trop savante ou trop mûre, ou, pour être plus précis, elle a seulement le droit d'être jeune. Cet aspect de la question est beaucoup plus important que celui des couleurs, rituels, etc. le pire qui puisse nous arriver, ce serait d'établir une division du travail à l'intérieur de l'organisation de jeunesse : que la base jeune joue avec les couleurs et des trompettes et que les cadres sélectionnés s'occupent de la politique'' (10-12-1938)* .

C'est le seul texte sur la question de l'ORJ où j'aie pu retrouver une critique de ce genre sur le travail étudiant. La résolution « jeune » du XXIVème congrès est sur ce point muette, comme le texte que Cristobal écrit en Août pour le CC, alors que depuis quelques mois lui revient la charge de s'occuper du travail jeune.

L'ORJ ne percera jamais, le recrutement dans la jeunesse restera désormais très restreint, et la direction de l'OCI continuera à mener en sous-main des manœuvres en utilisant la position de l'UNEF, devenue le véritable axe de direction de l'ensemble du travail jeune. Et pourtant, formellement, l'organisation est pleinement d'accord avec ce que Trotsky disait de ce problème :

... un parti révolutionnaire doit nécessairement avec des racines dans la jeunesse. On peut même dire que le caractère révolutionnaire d'un parti peut être jugé en premier lieu par sa capacité à gagner à son drapeau la jeunesse de la classe ouvrière. » (18-6-1938)

Et Cristobal conclut :

En effet, nous avons considéré que, par rapport au parti des 10 000, s'imposait comme une nécessité absolue celle de garantir les conditions d'un recrutement massif dans la jeunesse, celle de construire une véritable organisation de jeunesse.

La « nécessité absolue » ne pourra rien contre la voie dans laquelle, depuis des années, sont entraînés les étudiants trotskystes : leur véritable direction a été transférée au siège de l'UNEF.

Annexe - 1980 : La question des cotisations

Le 13 Août, Sorel publie une note interne à la direction, **une étude sur l'état des cotisations**. Il s'agit de réfléchir à une baisse des cotisations, dont la lourdeur constitue un obstacle au recrutement. Sorel ne fonde son étude que sur 2 889 réponses, alors qu'il y a environ 4 000 « phalanges ». Il avertit donc que son étude n'est ni exhaustive, ni exempte d'une marge d'erreur. Il procède en effet par péréquation.

« *En résumé* » :
845 militants ont un barème inférieur à 100F soit en péréquant 1 170 sur 4 000
393 (544) à 200F, 572 (792) à 300F, 394 (545) à 400F, 382 (529) à 500F, 166 (230) à 600F, 63 (87) à 700F, 41 (57) à 800F, 19 (26) à 900F, 7 (10) à 1000F et 7 (10) supérieur à 1000F.

Soit environ 715 000F mensuels (en comptant les 20 francs de sur-phalanges demandés aux militants depuis plusieurs mois, sans doute pour compenser les pertes).

Le rapport constate qu'environ les deux tiers des militants ne paient pas leurs cotisations à hauteur du barême. La quart des militants en rabattent d'environ 50F, le sixième de plus de 100F, et 5% baissent de plus de 200F. C'est considérable, et le simple fait que cet état de choses se soit installé certainement depuis longtemps prouve que la direction de l'organisation a conscience de l'énormité de la pression financière qu'elle fait peser sur les militants. La perte globale mensuelle est estimée à 170 000F. Le nouveau barème proposé représenterait une perte réelle de 170 000F par rapport à ce qui rentre réellement. Les nouveaux barèmes, s'ils représentent une baise de cotisations significative pour les plus bas revenus, marquent au contraire une hausse pour les plus élevés.

> *L'application du nouveau barème obligerait cependant 1200 militants à payer plus qu'avant. Même avec ce barème tenant compte comme précédemment des enfants, près de 900 militants devraient payer plus. (...)* » ce qui, en chiffres réels, aboutit à :
> Barème actuel : 94 millions (anciens) – Paiement actuel : 77 – Barème 2 : 63 – En réalité : 50.
> « *Donc c'est 27 millions qu'il faut récupérer, soit 3400 militants recrutés si on applique le barème2 avec enfants, et 3000 si on applique le barême 2 sans tenir compte des enfants.*

En conclusion, Sorel indique :

> *Les propositions tiennent compte de deux impératifs :*
> *Baisser notoirement le barème, surtout pour les salaires pour lesquels l'ancien était le plus dur, c'est-à-dire de 2000 à 4000F.*
> *Maintenir les mêmes ressources pour l'organisation qu'avec le barème actuel.*
> *Sur ce point, il faut insister sur le budget «draconien » de 1980 et toutes les difficultés que rencontre son application.*
> *(...) Du point de vue des entrées, ce barème nécessite, pour atteindre le niveau actuel, une organisation de 7 000 militants.*
> *Si on considère qu'au congrès de fusion il y aura 4 500 militants et que la progression mensuelle pour atteindre les 10 000 au 26ème congrès doit être en moyenne de près*

de 700 camarades, l'effectif de 7 000 devrait être atteint en janvier. D'où la proposition d'application de ce nouveau barème pour le 1/1/80.

Sorel aborde enfin le délicat problème politique des cotisations en-dessous du barème, qui représentent les deux tiers de l'organisation :

> *L'énorme différence entre les paiements actuels et le barème doit être posée dans toutes les cellules, ne serait-ce que pour que la présentation du nouveau barème soit abordée politiquement (...). Nous serons par ailleurs amenés à demander un effort particulier aux « anciens » lorsqu'il s'agira d'en finir définitivement* [sic] *avec le paiement du local central fin 1981.*

Les questions financières dans l'OCI ont toujours constitué un mystère relatif. C'est à la fois normal et anormal, anormal car par ce biais peuvent passer un certain nombre d'erreurs et d'errements politiques.
Les militants qui se sont saignés chaque mois durant des années et des années, par exemple, pouvaient voir à partir des dernières années 70 certains dirigeants « trotskystes » de l'UNEF améliorer considérablement leur représentation vestimentaire et s'éloigner des conditions de vie de la majorité de l'organisation. Jamais pourtant ces questions ne furent ouvertement abordées, et la direction de l'OCI ne se préoccupa pas de ces vétilles, à une exception près : lorsqu'il s'agit de lyncher Charles Berg.

La commission financière qui fut constituée vers 1977 pour tenter de contrôler le train de vie de Lambert en relation avec les finances de l'organisation disparut, ou plutôt sombra au bout de quelques mois sans avoir en rien rempli sa mission.

Par ce biais entre aussi la question des permanents et de leur rémunération (retraite comprise). L'égalité ne régnait pas, à l'insu de ceux à qui ce régime ne profitait pas : il y avait des statuts différents.

Ces questions ne sont pas sans importance, loin de là, mais ce n'est pas par elles qu'il est possible d'essayer de comprendre ce qui mena l'OCI à sa perte, en premier lieu parce que ce n'étaient déjà que des conséquences de fautes politiques, et non des causes.

En Mai 1983, le plus fort chiffre de recrutement jamais atteint –à ma connaissance -, s'élèvera officiellement à 6 332 (stagiaires compris).

Troisième Partie

Le Basculement

21 - L'OCI, l'UNEF-ID et 1981… et après

Pour aborder l'année 1981, cruciale pour comprendre de quoi l'OCI-PCI est morte, je choisis l'activité de l'OCI en milieu étudiant. Elle est la plus illustrative, la plus chimiquement pure, celle qui permet de comprendre le reste de la manière la moins réfutable possible. Je reviendrai ensuite assez précisément sur la politique suivie par l'OCI pendant la durée de la campagne de l'élection présidentielle, à partir de 1980, puis sur celle qui a suivi la mise en place des gouvernements Mitterrand-Mauroy avec une majorité absolue de députés PS-PCF à l'assemblée nationale.

Pourquoi ce choix ? Parce que c'est le seul secteur où l'OCI dirige un syndicat national. Il est impossible que les positions prises alors par ce syndicat échappent à la politique générale de l'organisation qui le dirige. Lambert suit de très près l'activité de Cambadélis, qui représente une pièce très importante sur son échiquier de manœuvres avec les appareils. Il travaille en étroite collaboration avec lui. Si la politique suivie par L'UNEF avait posé problème dans l'organisation, à commencer par sa direction, le désaccord aurait légitimement suscité un débat important. Or il n'en a rien été, et les positions de l'UNEF-ID à partir de l'élection de Mitterrand et de la mise en place de son premier gouvernement n'ont jamais donné lieu à la moindre opposition dans le sein de la direction de l'organisation. Le secteur de la lutte des classes où l'OCI possède une position de pointe, le étudiants, est aussi celui où l'appui concret au gouvernement de font populaire est le plus net, le plus constant, le plus difficile à dissimuler.

Ces positions ont le mérite de la clarté, ce qui ne peut être le cas dans les autres secteurs de l'intervention. Dès la formation du premier gouvernement Mitterrand-Mauroy-Savary (ministre de l'éducation nationale), le soutien de l'UNEF-ID a été franc, sans équivoque. Ne disposant pas des archives de l'UNEF-ID, je me suis contenté de la manière dont *Informations Ouvrières* en a retranscrit le parcours. Cette limitation n'est pas une gêne, bien au contraire, puisque c'est précisément ce qui ici m'intéresse : comment l'organisation suit et ressent l'activité du syndicat qu'elle dirige, comment sa direction choisit ce qui doit en être publié. De cette manière, nous sommes sûrs que la direction de l'OCI ne pouvait pas dire : nous ne savions pas, Cambadelis et ses camarades nous avaient caché leurs positions.

L'UNEF après mai-juin 1981 : approbation et concertation

L'attitude de l'UNEF-ID face aux gouvernements issus de l'élection de Mitterrand et d'une majorité PS-PCF à l'assemblée est donc particulièrement instructive. Depuis quelques années, toute la politique de l'OCI en milieu étudiant, et, par contrecoup, dans la jeunesse, passe par l'UNEF. Comme toutes les positions avancées dans la lutte des classes, comme toutes les zones de contact direct avec la classe antagonique, l'UNEF représente à la fois une force pour l'organisation tout entière, et un danger. La réunification de l'UNEF, en 1980, a fait rentrer dans l'UNEF des militants du PS, comme on l'a vu, et leur a octroyé un certain nombre de positions, correspond aussi avec un développement de la puissance du syndicat. Celle-ci se manifeste notamment dans ses positions dans les structures qui régissent la vie étudiante, comme leur mutuelle de santé, la MNEF, et aussi d'autres organismes tels que l'OTU (office du tourisme universitaire) que dirigent des militants de l'OCI, et qui représentent également une certaine puissance financière. De ce fait, ces organismes sont autant de possibilités de corruption, individuelle et à un autre niveau. Ce sont les années où certains dirigeants « trotskystes » de l'UNEF troquent le vieux blouson de cuir pour le manteau en poil de chameau et le costume trois-pièces. Lambert, par le biais de Cambadélis, qui devient membre du secrétariat du Bureau politique, contrôle assez étroitement ce secteur, parce qu'il est une zone de frictions, de manœuvres (pas condamnables en soi), particulièrement fertile et utile.
On peut donc considérer que les décisions d'orientation prises pour l'UNEF sont largement de sa main, et qu'en tout cas rien d'important de ce qui est UNEF n'échappe à sa connaissance, surtout lorsqu'*Informations Ouvrières* le publie.

***Dès IO* N°1002** (du 30 mai au 6 juin 1981), le ton, l'orientation, sont donnés :

p.8, article sur la Conférence de presse de l'UNEF-ID :

> Cambadélis déclare : « *Le mouvement unitaire qui s'est exprimé aux élections doit se traduire aujourd'hui dans les organisations étudiantes. Il est grand temps de dépasser les querelles du passé, et de renforcer l'unité des organisations syndicales. (...) Aujourd'hui, alors que nous allons aborder la période des inscriptions, nous demandons* ***la mise en place de conseils consultatifs dans les universités*** *pour étudier la situation et résoudre les problèmes les plus urgents****. En ce sens, nous nous félicitons***

des prises de position des responsables du nouveau gouvernement sur la concertation. Pour notre part, je le répète, nous allons œuvrer au développement d'un syndicalisme indépendant, démocratique et de concertation. » (C'est moi qui souligne)

1/ Le mot « concertation » revient deux fois. Les « querelles du passé » oubliées en chemin font présager des futurs apaisés.
2/ Un satisfecit est déjà accordé au gouvernement « sur la concertation ». On verra que ce satisfecit s'étendra à de plus larges domaines.
3/ De même que la demande de mise en place de *''conseils consultatifs dans les universités''*. De la consultation à la participation, il n'y a qu'un pas : cette demande prépare l'entrée de l'UNEF, peu de mois plus tard, dans les véritables conseils d'université. L'UNEF-id va-t-elle se transformer en UNEF-id…C ? Car il me paraît évident que proposer des « *conseils consultatifs dans les universités* » sans même exiger qu'ils remplacent et éliminent les conseils d'université de la loi Faure est une manœuvre d'approche.
4/ Le fait que cette annonce soit publiée dans *Informations Ouvrières* montre bien l'importance que la direction de l'OCI veut lui accorder.

***I.O.* n°1008** (semaine du11 au 18 Juillet)

Titre page 5 : « *Les recteurs jouent contre le changement* ». Le mot changement appartient au vocabulaire employé par Mitterrand et le PS durant leurs campagnes électorales.
Le ministre de l'éducation nationale, le gouvernement, que jouent-t-ils ?

> Page 5 aussi : « *L'UNEF indépendante et démocratique reçue à l'Elysée, à Matignon, au Ministère de l'Education nationale » :*
> « *(…) Le président de l'UNEF a attiré l'attention du gouvernement sur les difficultés d'inscription en première année de faculté (…) le gouvernement a donné l'assurance que tous les bacheliers seraient inscrits dans les facultés.* »

Le ton est à une rencontre entre alliés. Ce ne sont plus des revendications, on « attire l'attention », et on est entendu.
Les propos de J.C.Cambadélis cités dans l'article confirment :

> « (…) *Progression qualitative* [du syndicalisme étudiant] *ensuite par* ***l'esprit nouveau de concertation*** *qui souffle à l'Université. En 48 heures, l'UNE-Id. a été reçue à l'Elysée, à Matignon, au ministère de l'EN, et nous ne retournerons pas devant les étudiants les mains vides ; il a été répondu à certaines de nos questions. Voilà ce qui a constitué pour nous un tournant dans le syndicalisme étudiant : afflux d'adhérents, réunification, concertation ! (…) Voilà pourquoi l'UNEF-id. a décidé de rompre toute tentation d'un état d'esprit minoritaire (…). Nous pensons que la situation est favorable à une nouvelle politique universitaire, incluant les réformes qui s'imposent pour que soit réellement respecté le droit aux études. (…) Nous serons des interlocuteurs attentifs, défenseurs de la qualité et du caractère national des diplômes.* »

C'est donc un dialogue constructif avec le gouvernement qu'annonce la direction de l'UNEF-ID. les mots « concertation », « interlocuteurs », « réforme », « nouvelle politique universitaire » sonnent le frais ; tandis que l'étrange expression « état d'esprit minoritaire » semble chasser bien loin une époque révolue où l'UNEF s'opposait nettement aux politiques des gouvernements bourgeois.

***I0* n°1013** (semaine du 29 août au 5 septembre)

Page.5 : Communiqué de l'UNEF id. *« à propos de la carte universitaire »*
Le communiqué « *constate* » qu'un certain nombre des cycles, DEA, DESS, supprimés par la ministre précédente, Saunier-Seïté, sous Giscard ont été rétablis par le ministre Savary, et « *renversent la tendance à l'expulsion des étudiants* ». Mais la majorité de ces cycles demeure supprimée : l'UNEF-ID déclare se heurter à présent à la résistance de « *nombreux conseils d'université, élus dans les conditions que l'on connaît* ».
Il y a déjà là une première indication : en écrivant « *élus dans les conditions que l'on connaît* », il est possible de lire que si les conseils d'université avaient été élus dans d'autres conditions –par exemple avec une participation plus large des étudiants- leurs décisions seraient plus légitimes, et différemment orientées.

> Le communiqué poursuit : « *Pour l'UNEF,* ***cette politique des conseils d'université est contradictoire tant aux aspirations des étudiants qu'à l'esprit des mesures mises en place par le ministère****. (…) Elle proteste contre l'absence de concertation avec les représentants des étudiants au niveau de chaque université. L'UNEF s'inquiète de la situation créée par les conseils d'université issus de la loi Sauvage. Il en va du droit aux études. Il en va de l'avenir des étudiants.* »

Voilà donc la direction de l'UNEF-id interprète de l' « *esprit des mesures mises en place par le ministère* ». L'UNEF-ID opère donc une nette distinction entre « *l'esprit des mesures mises en place par le ministère* », qui correspond (l'esprit) et correspondent (les mesures) aux « *aspirations des étudiants* » et « *la situation créée par les conseils d'université issus de la loi Sauvage* ». Pourquoi seulement la loi Sauvage (récente) et pas la loi Faure, véritable créatrice de ces conseils ? En tout cas, voilà, selon la direction de l'UNEF-id, et donc celle de l'OCI, le gouvernement dans le camp des étudiants, à quoi s'opposeraient les conseils d'université.

***IO* °1015** (semaine du 7 au 13 septembre)

P.4, « *Conférence de presse de l'UNEF id.* ».
Cambadélis, notant que, au lieu des 15 000 dossiers d'étudiants étrangers seulement retenus en 1980, cette année, 17 000 ont été retenus (donc certainement pas tous, ce qu'il se garde de relever), s'en félicite : « *Ces chiffrent marquent (…) un ''renversement de tendance''.* » Ce terme a déjà été utilisé : décidément, ce gouvernement renverse nombre de tendances.

En revanche, aucun commentaire explicite en ce qui concerne le décret Imbert, qui fait passer l'inscription des étudiants étrangers en universités des mains des rectorats à ceux de chaque université. L'UNEF-id ne s'y est semble-t-il pas opposée (en tout cas elle n'en fait pas mention), mais rechigne un peu : « *A ce propos, le président de l'UNEF devait signaler* [au ministère] *qu'un ''nouveau barrage'' à l'inscription en faculté de tous les étudiants qui le désirent était constitué par les universités.* » « Signaler » ! L'UNEF joue les informateurs auprès du ministre.

Un gouvernement *''décidé à inverser la tendance''* (Cambadélis, président de l'UNEF et membre du Bureau politique de l'OCI)

Mais de plus grandes manœuvres sont en cours, discrètement :

> « *Enfin, répondant à une question d'un journaliste du Monde qui l'interrogeait sur la position de l'UNEF à l'égard de la décision gouvernementale, rendue publique la veille, d'abroger la loi du 20 juillet 1980 sur la composition des conseils d'université (loi ''Sauvage''), le président de l'UNEF devait déclarer : ''Le gouvernement abroge les amendements ''Sauvage'' de Mme Saunier-Seïté. L'UNEF-id. constate que l'on revient donc à la situation antérieure de 1976.* ***L'abrogation des mesures les plus néfastes de Mme Saunier-Seïté manifeste la volonté du gouvernement d'inverser la tendance*** [encore…] ***à l'université****. M. Savary s'est fait l'écho de cette préoccupation en se déclarant ''favorable à une grande réforme de l'enseignement supérieur qui ne peut être faite à la va-vite''. L'UNEF-id. estime que la loi d'orientation de M.Edgar Faure, dont le contenu a été exprimé par les ministres Guichard, Fontanet, Soisson et Saunier-Seïté, ne correspond ni aux aspirations des étudiants, ni à la bonne marche des universités, ni à la volonté de changement exprimée le 10 mai 1981. L'UNEF-id se déclare favorable à toute initiative allant dans le sens des aspirations des étudiants* ***et tient à poursuivre la discussion avec le ministre de tutelle et le gouvernement.*** »

Ainsi, au lieu d'exiger du ministre **l'abrogation pure et simple de la loi Faure de 1969 (**combat sur lequel l'UNEF fut conquise par l'OCI), Cambadélis, dument mandaté par le BP de l'OCI dont il est membre, applaudit l'''inversion de tendance'' et annonce des négociations en cours, sans condamner ni avoir combattu le décret Imbert, premier pas vers l'autonomie des universités, (tout en relevant ses conséquences graves pour l'inscription des étudiants étrangers dans les universités de leur choix)…

***IO* n° 1018** (semaine du 19 au 26 septembre 1981) :

L'activité de l'UNEF est fixée plein cap sur la « concertation » avec le ministre gouvernement et son ministre Savary, qui avance dans le bon sens, si on en croit les deux articles (cités en annexe 3 et 4) . La loi Faure et la participation vacilleraient sur leurs bases :

> *Dans sa séance du mercredi 16 septembre, l'Assemblée nationale a discuté de l'enseignement supérieur. Il s'agissait d'abroger la loi Sauvage, une e ces lois de réaction qui jalonnèrent les derniers moments du règne de Giscard et, ici, de Mme Saunier-Seïté. Le journal* Le Monde *constate : ''Au-delà du symbole, c'est une première étape vers une remise en question de la loi d'orientation de 1968.'' Le ministre Alain Savary a effectivement présenté l'abrogation de la loi Sauvage comme une première condition pour aller plus loin : vers une réforme de l'enseignement supérieur, modifiant la loi d'orientation du 12 novembre 1968.* [d' «abrogation », on lit bien qu'il n'est pas question.]
>
> (…) « *Il importe de souligner que, durant ces treize années, et notamment depuis la scission perpétrée par le PCF dans l'UNEF en 1971, le syndicat indépendant des étudiants, aujourd'hui UNEF-id, fut constamment sanctionné, dans son activité syndicale régulière, pour son refus de la « cogestion ». Refusant de se porter candidats à la sélection de leurs propres camarades* [c'est ainsi que l'article définit encore à ce moment-là la participation], *les militants et associations de l'UNEF réalisèrent en 1980 une importante réunification de leurs forces, jusque-là dispersées, sur un terrain d'indépendance syndicale : ce fait en lui-même attestait de l'isolement du « dernier carré » des partisans de la « participation ».* [il faut bien retenir ce passage, puisque quelques mois plus tard, le « dernier carré » verra enfler ses rangs d'un nouveau carré

formé précisément par l'UNEF-id.] *depuis la chute de Giscard et de Saunier-Seïté, et alors même que ces défaites équivalaient pour la masse des étudiants à celle de cette institution honnie qu'est la loi d'orientation, l'incertitude demeurait. Début septembre encore, Alain Savary déclarait au* Monde de l'Education :''*Les termes mêmes de la loi d'orientation de 1968 me paraissent toujours d'actualité''. Puis, une évolution s'est fait jour.* ***Les déclarations du 16 septembre sont sans équivoque*** ». [c'est moi qui souligne].

En effet, Jean-Christophe Cambadélis « *ne peut que se féliciter* » dès le lendemain 17 septembre : après avoir « *réaffirmé le refus unanime* » de la loi d'orientation par le syndicat, il annonce que « *le collectif national de l'UNEF (...) se déclare favorable à une réforme de l'enseignement supérieur et des Œuvres universitaires (...),* ***nouvelle réforme qui permette à toutes les parties prenantes d'être représentées, comme cela est le cas dans les Œuvres universitaires.*** [le tour de passe-passe est bien négocié. La « participation » est remplacée dans le vocabulaire par la « représentation », d'autant plus que l'UNEF-id n'attendra pas le mirage de la nouvelle réforme pour s'engager, quelques semaines plus tard, dans la véritable « participation » en présentant pour la première fois des listes aux élections de la loi Faure]. *En tant que président de l'UNEF (...), j'estime que les déclarations de M. Savary à l'Assemblée nationale (...) sont la claire réponse aux attentes de l'UNEF indépendante et démocratique.*

La « claire réponse » donnée par le ministre Savary à « l'attente de l'UNEF » n'est pourtant pas si claire, même aux yeux des lecteurs d'*Informations Ouvrières* : là où Cambadélis veut lire « abrogation de la loi Faure », Savary, après avoir défendu celle-ci, par le simplement de « *modification* ». Cambadélis gauchit les intentions gouvernementales avec solennité. La loi Savary rectifiant la loi Faure deux ans plus tard constituera en fait une aggravation de celle-ci (ce que l'UNEF reconnaîtra alors,... sans pour autant se retirer des conseils d'université où elle est rentrée depuis la fin 1981). Le plus significatif est que, prenant pour argent comptant les annonces ministérielles, la direction de l'UNEF va, je le répète, sans attendre même la « modification » de la loi, s'engager massivement dans la participation. La « concertation » fonctionne à plein régime.

***IO* n°1020** – (semaine du 3 au 10 octobre 1981)

Numéro très important, capital même pour l'activité en milieu étudiant. Le journal leur consacre sa page 8 entière :
« *L'UNEF indépendante et démocratique, après son collectif national : ''En terminer avec la loi Faure !''* »
Que fait l'UNEF-id pour « en terminer avec la loi Faure » ? Aux élections prochaines des conseils d'université, elle « *décide de se présenter, de soutenir les candidats qui veulent en finir avec la loi d'orientation...*»
« *Le collectif national de l'UNEF décide, à l'unanimité, de présenter des candidats pour en finir avec la loi Faure, pour la satisfaction des revendications* ». Il ne manque que : pour la victoire de la révolution socialiste.
Quelle est le cheminement de cette argumentation qui aboutit, sous prétexte de combattre une loi en voie de « *liquidation* » sous le haut patronage du ministre Savary, à présenter, pour la première fois depuis 13 ans, à l'encontre de tout ce sur quoi les trotskystes avaient conquis l'UNEF en 1971, des candidats aux conseils de participation des universités ? Jamais la collusion entre l'UNEF-id et le gouvernement n'a été aussi visible. La porte est ouverte sur la route qui conduira, quatre ans plus

tard, plusieurs centaines d'étudiants « trotskystes » à rejoindre le PS sous la houlette de Cambadélis et de l'ensemble de la direction étudiante de l'époque.

Bien entendu, il faut commencer par faire croire que le gouvernement, par son ministre de l'éducation nationale Savary, a engagé un processus de liquidation de la loi Faure.

> « *Le 26 septembre, en présence de délégués représentant toutes les facultés et UER de France, s'est tenu le collectif national extraordinaire de l'UNEF-id. A son ordre du jour, un seul point : la position de l'UNEF-id. face aux élections de participation qui se tiendront ce trimestre. (...)* Informations ouvrières *rend compte cette semaine des travaux de ce collectif national, et reviendra, la semaine prochaine, sur les questions que soulève la situation nouvelle créée à l'Université. Il s'agissait pour le syndicat étudiant de discuter et de prendre position après le vote du 16 septembre 1981 à l'Assemblée nationale, proclamant l'échec de la loi d'orientation (...). C'est ce qu'a fait le collectif national en adoptant à l'unanimité, à la fin de ses travaux, la résolution suivante :''...Le collectif national de l'UNEF décide, à l'unanimité, de présenter des candidats pour en finir avec la loi Faure, pour la satisfaction des revendications....''* »

Dans le rapport de Cambadélis, après avoir rappelé le combat dans puis de l'UNEF contre la loi Faure, il est précisé :

> « *En 1969, 52% des étudiants participaient aux élections-participation. En 1980, ils sont moins de 10% à le faire.* »

A quelles propositions gouvernementales l'UNEF id se réfère-t-elle pour prendre une décision aussi spectaculaire, en contradiction et en opposition avec tout son passé ? *I.O.* cite Savary, sans un mot de critique, manifestant ainsi son plein appui. Le numéro précédent d'*IO* en avait déjà donné une idée. Celui-ci va plus loin encore :

> *D'entrée de jeu, M.Savary, ministre de l'Education nationale, déclare :* ''Mais cette abrogation *(celle de la loi Sauvage)* n'est pas destinée à rétablir le statu quo ante. Dès maintenant, nous allons entreprendre la réforme globale du statut des établissements d'enseignement supérieur. J'organiserai une large concertation et le gouvernement vous soumettra en projet de loi à l'automne 1982. Au demeurant, l'enseignement et la société ayant changé depuis 1968, le gouvernement devra vous proposer des modifier la loi d'orientation de 1968. Dans le souci d'une meilleure insertion des universités dans la société, il faudra s'interroger sur la représentation dans les conseils, de l'Etat et des autres collectivités publiques, la région, le département ou la commune, à côté des élus des personnels ou des usagers ».
>
> *L'assemblée nationale devait, sur ces entrefaites, adopter l'article suivant (article 6ter, nouvel article 47 de la ''Loi Faure'' :*
>
> *Le Gouvernement déposera avant le 1er octobre 1982 sur le bureau des assemblées un rapport sur la situation des enseignements supérieurs à la suite de la loi n°68-978 du 12 novembre et de ses modifications successives. Ce rapport devra faire état notamment des principales orientations définies préalablement par le gouvernement pour la mise en œuvre d'une nouvelle politique universitaire*.''
>
> *Le bilan désastreux de treize années de la loi Faure est là. Etudiants et enseignants ne le connaissent que trop. La liquidation de cette survivance réactionnaire est le premier point d'ordre du jour de la rentrée universitaire d'un million d'étudiants à l'automne 1981.*

Chèque en blanc au gouvernement – L'UNEF bascule dans la participation

« *Une meilleure insertion des universités dans la société* », « *s'interroger sur la représentation, dans les conseils, de l'Etat et des autres collectivités publiques, la région, le département ou la commune, à côté des élus des personnels et des usagers* », « *la mise en place d'une nouvelle politique universitaire* », voilà, selon *l.O.* lui-même, le chèque en blanc que signent l'UNEF, et donc l'OCI à sa tête. Rien dans la déclaration du collectif national de l'UNEF ne donne –et pour cause- la moindre garantie sur le contenu des réformes que va proposer Savary. « *Le bilan désastreux* » est sous la seule plume de Cambadélis : Savary ne condamne en rien la loi Faure, il la juge simplement obsolète –« *l'enseignement et la société ayant changé depuis 1968* »-, ce qui, du point de vue des intérêts capitalistes, est exact : il est grand temps d'aller plus loin. Ainsi, c'est en voulant faire prendre des vessies pour des lanternes - une révision future pour une abrogation certaine-, que la direction OCI de l'UNEF engage le syndicat dans un reniement total de ce sur quoi il a été conquis et est parvenu à se maintenir durant une décennie. L'impatience de la direction OCI de l'UNEF-id est telle qu'elle n'attend pas les « modifications » effectives du ministre pour s'engager à corps perdu dans la participation. Il y a une raison à cela : elle sait fort bien que ces « modifications » ne peuvent aller dans le sens d'une abrogation.

Cambadélis rajoute : « *Oui, il nous faut peser concrètement contre ceux qui veulent rester dans le dernier carré de la loi d'orientation. Nous présenterons plus de 7000 candidats dans toute la France. Seule l'UNEF id. n'a pas participé à l'élaboration des projets Guichard, Fontanet, à l'expulsion des étudiants étrangers. Nous sommes sans tache. Aujourd'hui nous pouvons dire ce qui est et en terminer avec la loi Faure, peser dans le bon sens. Voilà pourquoi l'UNEF doit se présenter.* »
Les taches arrivent donc. L'UNEF se propose d'être des projets Savary.
Les tendances de l'UNEF id autres que celle animée par l'OCI, dévoilent des coins de la vérité :

> * Le représentant de la TLEAS (LCR) : « *Aujourd'hui, nous faisons un constat réel et objectif : nous ne sommes pas d'accord sur le fait que Savary ait répondu positivement. La loi Faure n'a pas été abrogée. Mais une nouvelle situation s'est créée à l'université. Cela étant dit, M. Savary ne répond pas à notre attente, particulièrement sur la cogestion (...). Un mot encore :* ***notre orientation nouvelle doit nous permettre de poser plus concrètement la question de l'unité avec l'UNEF-Renouveau, car la participation nous divisait. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.*** » (c'est moi qui souligne)
> * Un représentant de la tendance « Plus » estime que « *la majorité de l'UNEF a changé de position sur la participation. C'est positif.* » (en annexe, article d'l.O. « Extrait de la déclaration solennelle du collectif national de l'UNEF).

La capitulation est totale. Et, dans l'OCI, dans sa direction, aucune voix ne s'est élevée pour la nommer, la condamner, et la combattre.

***l.O.* n°1021** - (semaine du 11 au 18 octobre) :

Page 8, « *Interview de Marc, responsable national de la FER – La Fédération des Etudiants Révolutionnaires dans le combat contre la loi Faure.*»

« ***Question : Dans cette situation, quel axe la FER donne-t-elle à son combat politique à l'université ?***
Réponse : Pour nous, militants révolutionnaires, la question essentielle est celle du combat pratique pour en finir avec la loi d'orientation, pour son abrogation et pour la dissolution des conseils de gestion. Pendant treize ans cette loi a ordonné l'élaboration puis l'application de tout un arsenal de plans, décrets et réformes réactionnaires dont les derniers en date ont nom « décret Imbert », et auxquels la Vème République n'a cessé d'assigner un unique objectif : expulser les étudiants par dizaines de milliers, les vouer au chômage et à la déqualification. Et c'est toujours au service du même objectif que s'effectue aujourd'hui la véritable mobilisation concertée des recteurs de l'ancien régime en défense de cette loi d'orientation. A cette mobilisation du ban et de l'arrière-ban des forces réactionnaires liguées pour défendre la loi d'orientation, il s'agit d'opposer la mobilisation de dizaines de milliers d'étudiants pour en finir avec toutes les réformes réactionnaires de la Vème République visant au démantèlement de l'université. C'est là pour nous l'expression à l'université du combat que nous menons comme révolutionnaires pour la destruction des institutions de la Vème République. ***Et c'est parce que nous impulsons dès à présent la mobilisation des étudiants pour en terminer avec la loi Faure et ses conseils, c'est parce que pour nous l'enjeu est là, que nous appuierons, si telle est la position que développe l'UNEF indépendante et démocratique, tout pas en avant vers l'abrogation de la loi Faure****.* » (C'est moi qui souligne)

Simple habillage « politique » de la politique de l'UNEF-id. La FER : une organisation supplétive de l'UNEF, et la fraction trotskyste, en premier lieu.

***IO n°*1025** - (semaine du 7 au 14 novembre)

Page 5, communiqué commun de la FEN et de l'UNEF-ID – Extrait :

L'UNEF indépendante et démocratique et la FEN ont abordé la situation à l'université et se sont félicitées :
1/ de l'abrogation de la loi Sauvage qui est intervenue définitivement le 2 octobre ;
2/ de la décision du gouvernement de présenter en novembre 1982 un rapport pour une nouvelle politique universitaire.
L'UNEF indépendante et démocratique et la FEN estiment qu'il est nécessaire d'aller vers une refonte globale de la loi d'orientation pour répondre aux aspirations et revendications des enseignants, des personnels et des étudiants.
A la veille de l'ouverture de la discussion qui devrait préparer cette réforme de la loi d'orientation et la réflexion d'ensemble qui devrait être conduite pour le devenir des enseignements supérieurs, la FEN et l'UNEF indépendante et démocratique constatent leurs convergences de vue sur l'application du principe de gestion tripartite et réaffirment à ce propos leur conception commune de la défense de leurs mandants, gage de l'indépendance syndicale et garantie contre toute confusion entre le mandat syndical et la cogestion.

Le communiqué est publié en caractères gras, signe de l'importance que le journal veut lui donner.
Si on lit attentivement, on constate qu'il existe deux langages dans ce pourtant court texte :
Un langage ronflant qui parle d' « abrogation de la loi Sauvage », effectivement survenue le 2 octobre. Langage aussi ronflant pour condamner « toute confusion entre mandat syndical et cogestion »
Un langage plus discret mais très présent, qui parle de « réforme de la loi d'orientation » (et non d'abrogation) et… de gestion tripartite de l'université.

IO N°1029 – (semaine du 12 au 19 décembre)

> Page 8 : « *Mercredi 25 novembre : un meeting de l'UNEF ID : ''Qu'est ce qui a changé à l'université ? Qu'est-ce qui n'a pas changé ? Qu'est ce qui doit changer ?'' – Mercredi 25 novembre, devant près de 800 étudiants parisiens, se tenait à la Faculté de la Sorbonne le meeting qui clôturait la campagne engagée dans toute la France par l'UNEF ID pour expliquer le sens de sa participation aux élections universitaires.* »

Extraits du discours de Cambadelis :

> « *Il semble que le gouvernement se soit décidé à répondre à l'annonce coup sur coup d'une réforme des enseignements supérieurs et des œuvres universitaires. (...) C'est un premier pas. Voilà ce qui a changé à l'université. C'est important, fondamental, mais l'essentiel reste encore à faire. Chacun le sait.* »
> « *Alors, comment faire entrer le changement à l'université ? D'abord et avant tout en multipliant l'activité syndicale dans tous les domaines, puis en présentant des étudiants dans toutes les UER de France, pour la satisfaction des revendications, pour en terminer avec la loi Edgar Faure et imposer une réforme nouvelle de l'université.* »

Raisonnement stupéfiant, contradictoire : pour combattre la loi Faure, il faut se présenter aux élections de la loi Faure. Parler d'une « réforme nouvelle », sans rien indiquer sur ce que l'on exige, tout en se préparant à une gestion tripartite de l'université... qui ne soit pas la cogestion imposée par la loi Faure. Mais qu'importe : c'est le prix à payer pour la « réunification de l'UNEF », qui signifie en réalité le passage de l'UNEF sous la coupe de la politique du PS.
Et rien ne bouge dans les rangs de l'OCI, dont Jean-Christophe Cambadélis est devenu l'un des principaux dirigeants.

***I.O.* N°1040** – (Semaine du 13 au 20 février 1982) (voir en Annexe)

Page 8, une « *Déclaration du PCI pour une conférence nationale universitaire* », tandis que l'UNEF, muette dans ce numéro d'*I.O.,* poursuit sa « politique de concertation » et se félicite de ses succès remportés aux élections aux conseils d'université, la loi Faure n'étant toujours pas abrogée :

On y lit d'abord que

- « *Le cadre des élections universitaires restait celui de la loi d'orientation* ». Cela remet-il en question la politique participationniste de l'UNEF-id. ? Nullement. Cela explique simplement que « *cela ne permettait pas une modification radicale de la participation universitaire (bien qu'elle soit passée cette année de 9 à 21%)* ». Pour un peu le PCI s'excuserait auprès du ministère des résultats loin de ceux escomptés.

- La partie intitulée « *Vers quoi se dirige-t-on ?* » énumère le travail entièrement réactionnaire entamé par les différents rapports, commissions et colloque impulsés par le ministère. Ceux-ci, ô surprise, reprennent *« trait pour trait les propositions élaborées sous Giscard ».* Où est la place de la « concertation » de l'UNEF-id là-dedans ? Où est sa dénonciation ? Pas une ligne dans cette déclaration.

- Enfin arrive l'aveu : « *Qu'est ce qui a changé ? Les déclarations d'intention... mais l'orientation est encore et toujours la même. Il faut le dire clairement, les*

projets soumis aujourd'hui sont un recul, ***parce qu'au point de départ <u>on</u> se refuse à abroger la loi Faure.*** » (Je souligne).

Une certaine amertume de feint étonnement se fait jour : se serait-on laissé flouer ? La direction OCI de l'UNEF-id fait mine d'être surprise du fait qu'elle a affaire à un gouvernement bourgeois dont le rôle n'est certainement pas de satisfaire les revendications ; d'autant qu'à l'université, ceux qui étaient censés représenter l'opposition la mieux structurée, la plus capable de mobiliser les étudiants, se sont transformés en participationnistes abreuvant depuis mai les étudiants de propos rassurants sur les intentions du ministre. Le « on » sera souvent repris dans les éditoriaux pour camoufler les responsabilités gouvernementales avec une certaine familiarité.

Quant à la prétendue « Conférence nationale universitaire », son nom ronflant dissimule mal une réunion bâclée préparée à la hâte, un habillage rapide seulement destiné à donner le change, à faire croire que le PCI dispose encore à l'université d'une existence indépendante de l'UNEF.

Une orientation suicidaire

Depuis le début, depuis mai 1981, la direction de l'OCI/PCI a fait s'engager la direction de l'UNEF dans une orientation suicidaire, liant son sort à celui du ministre et donc du gouvernement tout entier par le biais de la « concertation » affirmée et réaffirmée, et faisant croire que le « changement » était en marche. Ce qui se passe avec l'UNEF n'est que la partie la plus voyante, la démonstration la plus manifeste, de la politique générale d'adaptation au Front populaire et de capitulation devant lui.
L'UNEF ne va plus se dégager de ce piège dans lequel ses dirigeants l'ont fait tomber consciemment (et où certains d'entre eux trouveront également un certain confort matériel).
Elle est un cadre particulièrement propice à cette orientation : avec la fraction trotskyste se trouve la fraction mitterrandiste, aggravée encore de la rocardienne : flanquée de ces deux « alliés », l'OCI jouait le rôle du pot de terre contre le pot de fer. Comment croire que c'est son orientation, celle produite par 1971, qui va pouvoir se poursuivre ? La politique de l'UNEF est devenue celle de la fraction « démocratiquement » majoritaire de sa direction : le PS. « Indépendante » ? l'UNEF ne l'est plus de la politique gouvernementale. « Démocratique » : on l'a vu.
La marche à l'entrée dans le PS est bien entamée.

Et l'UNEF revêt une importance décisive : elle était pour Lambert un levier, le seul de ce niveau dans toute l'OCI, un instrument de manœuvre pour ses rapports avec les appareils. Il n'avait jusqu'à l'arrivée de Cambadélis presque pas servi à cela –à ma connaissance, sinon dans les relations avec les directions de la FEN et de FO – jusqu'à la « réunification » de 1980. Elle permet de comprendre l'ensemble de l'orientation, mieux dissimulée ailleurs, qui fut alors celle impulsée dans la totalité de l'organisation. Le « levier », lorsqu'il veut soulever un poids trop lourd, soulève celui qui l'actionne, ou se brise.

Mais l'UNEF c'est aussi autre chose : en faisant dépendre toute l'intervention militante de l'OCI étudiante de l'UNEF, en l'y subordonnant, c'est l'ensemble du ''travail jeune'' qui a été atteint mortellement. Comment la fraction trotskyste

étudiante aurait-elle pu développer en même temps une orientation combattant la politique de front populaire des gouvernements Mauroy ? Comment était-il possible dans ces conditions de recruter à l'OCI-PCI de véritables militants révolutionnaires à l'université, et, par là, dans les autres secteurs de la jeunesse ? Et, comme l'affirmait Lambert lui-même, sans recrutement massif dans la jeunesse, pas de PCI possible, pas de parti des 10 000.

On peut dire pour faire court : dans cette circonstance, l'UNEF, ce fut l'OCI tout entière.
C'est cette politique qui est responsable de ce que disent dans leurs témoignages les anciens dirigeants étudiants que j'ai pu rencontrer ou questionner : le véritable centre du travail étudiant trotskyste, et, de là, de l'ensemble du travail jeune, ce n'était pas l'OCI, c'était le siège de l'UNEF.

Il faut aller à présent plus loin : comment l'OCI aurait-elle pu, dans le reste de son intervention, promouvoir une politique radicalement différente de celle du soutien au gouvernement de front populaire qu'elle impulsait à l'université ? Voici, par exemple, comment Cambadélis, en mars 1982, dans une Annexe Travail étudiant à la résolution jeune du CC des 27 et 28 mars 1982, se débarrasse de la question « politique » de la fraction étudiante :

> La question « *Quelle est la politique du PCI à l'université ?* » est traitée avec une grande désinvolture : quelques citations (non renseignées sur leur texte d'origine) et hop : « *C'est sur cette ligne que les cellules étudiantes du PCI avanceront par rapport à la déclaration du PCI et la vente d'Informations Ouvrières* ».
> Et cela débouchera sur « *intégrer à partir de là le rassemblement de l'UNEF ID* ».
> La désinvolture se déploie sans vergogne :
> « *Il va de soi* (sic] *que cadrés ainsi, nous menons une campagne de recrutement, nous savons quoi dire à ceux qui s'engagent dans la préparation de l'Assemblée nationale des élus* » (des « élus » aux conseils de gestion, cela va de soi).

« Il va de soi » d'autant plus stupéfiant que les objectifs de recrutement dans la jeunesse, et dans la jeunesse étudiante notamment, sont en berne.
S'agissant d'un autre secteur, ou de quelqu'un d'autre que Cambadélis, Lambert aurait bondi et tonné. Je ne vois aucun autre membre du CC capable d'écrire sur le recrutement : « Il va de soi ».
Et la direction tout entière qui laisse passer ça comme une lettre à la poste.

La caricature se poursuit, se répète, véhiculée par l'ensemble de la direction. Par exemple, cette note de la « Commission des commissions » du 1er Octobre 1982 :

> *Travail étudiant : Réorienter notre travail étudiant, c'est rompre avec la conception du travail politique du PCI procédant de l'UNEF indépendante et démocratique et de sa tactique syndicale, c'est orienter sur la mobilisation des étudiants à l'initiative du PCI pour s'adresser aux députés du PS et PCF. (cf. le tract en annexe) Objectif pour le 15 octobre : 4 000 signatures Paris – 6 000 signatures province.*

En deux coups de cuillère à pot, la question de la « réorientation » du travail étudiant est réglée.

Changement de ton

Sans que rien soit fondamentalement changé de l'orientation du travail étudiant, sans que soit mis fin à la participation aux conseils d'université, mais dans l'alignement de ce qui est décidé à l'échelle de tout le PCI, une offensive de grande ampleur sera consuite en 1983 contre le seul minsitre Savary, accusé seul de tous les maux, une sorte de grand Satan disposant de pouvoirs néfastes et quasi-surnaturels. L'essentiel est que le gouvernement soit ainsi épargné, puisque seul Savary est rendu responsable de la politique gouvernementale à l'école.
A la conférence des cadres des 21 au 23 mai 1983, un projet de résolution est présenté sur l'UNEF-I.D. (c'est moi qui souligne):

> ***Constamment, notre orientation a opéré une ligne de rupture avec la bourgeoisie et le front populaire***. [le texte ne précise pas à quand remonte cette ''constance'']
> *Partant de l'appréciation que* ***c'est Savary qui est reponsable de l'offensive de la droite et de la construction de l'extrême droite,*** *nous avons, en dégageant la question de la lutte contre la sélection, permis aux masses étudiantes qui considèrent le PS et le PCF comme leurs partis d'engager leur propre mouvement indépendant contre la bourgeoisie.*

Le texte cite ensuite la résolution du XXVIIème congrès du PCI, tenu quelques mois plus tôt :

> ''Cette position a été arrachée par le combat pour préserver cette organisation syndicale comme organisation indépendante face aux attaques des staliniens qui combattaient pour sa destruction en l'intégrant aux structures de la réforme Faure, etc. le développement et le renforcement de cette organisation, notamment à partir du congrès de réunification syndicale, a été concrétisé par les récents résultats des élections aux CROUS et universitaires [avec discrétion, le texte glisse sur l'intégration « aux structures de la réforme Faure »], ce qui a permis d'une part de contenir la politique bourgeoise de font populaire dont les staliniens et les cédétistes sont l'épine dorsale. D'autre part, **les relations UNEF-ID/ étudiants/ mouvement ouvrier à un autre niveau se sont renforcées,** ce qui pose de nombreux problèmes qui emandent toute l'attention des unités de direction.''
> *(...) L'enjeu pour Savary, les staliniens, les groupes de droite et d'extrême droite, devient donc la destruction de cette indépendance syndicale et de ce syndicat.*
> *(...) Il faut radicalement modifier notre intervention à l'université, sous peine de perdre notre acquis positif, ORIENTATION CARACTERISE PAR LE FAIT QUE LE PCI N'EST QUE L'ANNEXE DE L'UNEF-ID, se cantonnant à expliquer ce que fait l'UNEF-ID. LA CONSTRUCTION DU PCI DOIT MAINTENANT ETRE MISE AU CENTRE DE NOTRE ACTIVITE.*

Ainsi, l'UNEF-ID est présentée comme un puissant levier permettant aux masses étudiantes d'affronter la bourgeoisie... et Savary, en contournant soigneusement le gouvernement ; son rôle de lien avec les appareils du mouvement ouvier est également souligné, tandis qu'elle est définie comme l'ennemi irréductible du même Savary attaché à sa perte. Et, une fois de plus, refrain purement formel depuis des années, le PCI est invité à se construire en priorité. Rien n'a fondamentalement changé depuis mai-juin 1981.

Annexe 1 : Lettre de l'étudiante Yvette Q.

Cette lettre, datée du 8 avril 1984, figure dans les archives de Stéphane Just. Il est donc probable qu'il en est le destinataire, juste avant le congrès qui l'exclura du PCI.

> *Concerne : Contribution dans le Bl*
>
> *Camarade,*
> *J'ai bien reçu ta lettre du 31/03, après ma réunion de cellule où j'ai annoncé ma décision de quitter le PCI.*
> *J'ai en effet dit mon intention de modifier la forme de mon texte sur une courte partie controversée. De quoi s'agit-il?*
> *Sur la campagne financière pour les élections européennes, la section étudiante a demandé aux militants de se faire octroyer l'aide personnelle auprès de l'Assistance sociale dont ils dépendent. Cette somme sera versée au PCI pour la campagne européenne.*
> *Je suis contre cette méthode ; je m'en suis expliquée dans mon texte ainsi qu'auprès du camarade Camus de la Commission de contrôle.*
> *Si j'étais prête à modifier la forme de mes propos concernant cette méthode, par contre je ne suis pas prête à en modifier le fond, à savoir qu'il s'agit bien d'une aide personnelle et non d'un prêt comme on a voulu me le faire dire.*

C'est au bout de deux heures de discussion avec le camarade Camus que je me suis rendue compte qu'au lieu de changer la forme, il était question de changer le fond et de vider mon intervention de son sens.
Je n'ai pas été insensible à l'argument disant qu'un texte, relatant ces méthodes et tombant hors du Parti, aurait été dangereux pour le Parti.
Ce qui confirme le fait que cette méthode est politiquement fausse et dangereuse pour la construction du Parti, et donc justifie mon intervention.

Lorsqu'une méthode est politiquement fausse et dangereuse pour le parti, le seul moyen d'y remédier est de l'interdire dans les rangs du Parti. Auquel cas, j'accepte même le fait que ce point de mon texte ne soit pas publié au Bulletin Intérieur.

Remarques :

La contribution de cette étudiante mentionnée dans sa lettre n'a, bien entendu, pas été publiée dans le BI.
Le terme « section étudiante » ne permet pas de connaître l'ampleur du procédé en cause : il peut s'agir d'un Secteur (regroupant plusieurs dizaines de militants).
J'ignore si cette « méthode » de contribution aux campagnes financières de l'organisation est une exception ou si elle a été pratiquée à plus grande échelle, et de manière répétée.Mais elle est confirmée par le texte de contribution publié en Annexe 2.
Ce qui donne à ce texte valeur « nationale » est la manière dont, selon Yvette Q., a procédé le responsable de la commission de contrôle du PCI.
Il ne semble pas que le responsable de la Commission de contrôle ait indiqué à la militante Yvette Q. que le Parti allait mettre fin à ces pratiques.
J'ignore aussi quelles suites ont été données concernant les responsables étudiants qui l'ont initiée.

Annexe 2 : Extraits de la *Contribution au B.I.pour la discussion préparatoire au XXVIII° Congrès,* signée Casal (11 mars 1984). Contribution manuscrite (archives Stéphane Just), j'ignore si elle a été publiée.

Je suis militante du PCI depuis un an et demi dans le secteur étudiant (Jussieu Paris VII). Trop jeune militante pour élaborer un texte théorique du niveau de ceux déjà présentés, je voudrai apporter une contribution quant au fonctionnement PCI dans le secteur étudiant. (...)
Le Parti des 10 000 : Je pense que les militants du PCI sont convaincus de la nécessité de construire le parti révolutionnaire. A propos du nombre de militants (5 900), le problème de Stéphane Just sur la comptabilisation des militants exprime clairement les questions que je me pose depuis plusieurs mois.
1/ Un camarade de ma cellule est comptabilisé au PCI, bien que depuis plus de huit mois il n'assiste à aucune réunion de cellule. Question posée à un responsable : »Pourquoi n'avons-nous pas d'informations plus précises concernant ce camarade ? Pourquoi ce militant n'est-il pas radié ? » Réponse : « J'ai d'autres chats à fouetter et puis c'est au responsable de la fédérale étudiante de s'en occuper. Ce camarade paye quand même ses phalanges. »
Est-ce une condition suffisante pour être militant du PCI ?
2/ Méthode de recrutement : J'avais proposé à l'automne dernier de réunir tous les 15 jours plusieurs de mes contacts étudiants salariés en accord avec notre politique ainsi que notre programme. Ces contacts ne pouvaient matériellement se réunir une fois par semaine par manque de temps (40 heures de travail, plus les cours du soir, plus travail personnel à fournir pour l'année universitaire).

Néanmoins, ils téaient prêts à payer une cotisation régulière au PCI et à participer à certaines tâches politiques.
Réponse d'un camarade de ma cellule : « On ne va pas commencer à faire de l'ouvriérisme, il faut recruter au PCI. »
Recruter, je suis d'accord, mais faut-il garder un militant fantôme ou bien regrouper des militants autour du PCI ? (...)
La Campagne financière :
600 millions, somme importante nécessitant d'ouvrir tous azimuts pour réaliser cet objectif.
Propositions de la cellule : que chaque militant étudiant récolte 1800 F. Ce qui représente le total du soutien à la campagne pour les élections européennes et à la campagne pour le Congrès de l'UNEF-ID.
Curieux mélange entre syndicat et le PCI !!
Comment sera réparti cet argent entre ces deux campagnes ?
Le Bouquet !! : Il est demandé aux militants étudiants non salariés de se faire octroyer à titre personnel une aide auprès de l'assitance sociale dont ils dépendent. Czette somme sera reversée au PCI pour la campagne des élections européennes.
Un comble !!
Poussant l'absurde à l'excès, j'ai proposé pour la bonne cause, la prostitution ou la quête dans ls églises, à coup sûr plus rémunératrices et reproductibles à souhait. (...)
Il y a des limites raisonnables à ne pas dépasser.
Trêve de plaisanterie. Lors de la dernière réunion campgane financière, il est apparu que 50% des étudiants étudiants ne rapportent pas d'argent, la vente d'I.O. n'est assurée que par un certain nombre.
Les 50% non actifs sont-ils de mauvais militants ? Ou bien, découragés par le fait de faire tout et n'importe quoi, finissent-ils par être désemparés ?

---

22 - 1981 : Le grand tournant

C'est en 1981 que l'OCI a tourné.

Les deux années précédentes, on peut considérer qu'elles étaient une préparation à ce tournant, consciente sans doute du seul point de vue de Lambert, d'où Stéphane Just était certainement exclus, mais sans doute pas Cambadélis. Préparation, car il fallait, pour faire accepter ce revirement complet qui tournait le dos à une politique révolutionnaire, que ce qui servait officiellement de direction à l'OCI, son comité central, soit totalement aplati, ou presque : seuls deux de ses

membres, Stéphane Just et benjamin Stora, voteront contre la décision d'appeler à voter Mitterrand dès le 1er tour, c'est-à-dire de faire ouvertement campagne pour le candidat du PS.

Peut-être alors un ou de très rares autres membres de cette direction ont-ils compris –et accepté- où Lambert avait décidé d'en venir.

S'il ne fallait garder qu'une citation pour donner une idée de l'ensemble, je crois que le titre la « Une » du Numéro 1004 d'Informations Ouvrières, en juin 1981, ferait l'affaire. Ce numéro était placé entre les deux tours des élections législatives. Mitterrand était élu depuis quelques semaines. Et I.O. a titré alors : « ***14 Juin : Nouvelle défaite de tous les partis bourgeois -***

21 Juin : MAJORITE PS/PCF A L'ASSEMBLEE Pour donner à Mitterrand les moyens de gouverner contre les capitalistes et les banquiers ». (Rappelons que Hollande lui-même, dans sa campagne électorale de 2012, avait dit que l'ennemi c'étaient les puissances de la finance).

« *Combattre les illusions sur le terrain des illusions* », ce n'est pas faire siennes les illusions et surtout les colporter, les diffuser, les nourrir. Ce titre venait en quelque sorte conclure une bataille politique qui, à partir d'avril, avait été sciemment déviée vers l'appel à voter Mitterrand, sans la moindre critique émise sur son programme et ses intentions manifestes. Si l'appareil stalinien avait eu pour objectif de maintenir Giscard à tout prix pour sauver l'Etat bourgeois, la V° république et ses institutions, de leur côté Mitterrand et le PS estimaient, comme parti électoraliste parfaitement adapté aux rouages de la V° république, que le seul moyen de sauver tout cela était de le faire de l'intérieur, en assumant le pouvoir. Cela ne les plaçait évidemment pas à égalité dans leur combat pour maintenir et soutenir l'État bourgeois et la 5° République. Mitterrand et le PS avaient-ils une appréciation plus juste de la situation politique que l'appareil stalinien ? Avaient-ils mesuré la force alors acquise par la classe ouvrière, entraînant avec elle une large majorité de la petite-bourgeoisie et la jeunesse pour en finir avec Giscard et tout gouvernement bourgeois apparaissant ouvertement comme tel? Pas nécessairement : parti électoraliste, le PS voulait réellement gagner les élections pour des raisons qui étaient donc les siennes, incluant la défense de l'État bourgeois et des intérêts généraux de la bourgeoisie. Mais d'autre part, la division constituait aussi une nécessité impérieuse pour tenter d'endiguer le flot montant, et l'appareil stalinien était tout désigné pour en prendre la responsabilité principale, le « sale boulot ».

L'appareil stalinien, certes, mais l'appareil social-démocrate ?

L'appareil stalinien représentait donc incontestablement le premier et par conséquent le principal obstacle qu'il fallait d'abord affronter pour s'en prendre ensuite au second. Mais cela ne signifiait pas que, combattant le premier, ce qui constituait la phase la plus évidente, la plus aisée, il ne fallait pas en même temps oublier le second et préparer la classe ouvrière à le combattre.

Les 17 et 18 mai, se tenait un comité central, qui, dans sa résolution, affirmait :

> *Les 26 avril, la classe ouvrière française et la jeunesse ont infligé, nous l'avons écrit, une défaite historique au PCF. Le 10 mai, les travailleurs ont prolongé et élargi cette défaite. En quoi consiste cette défaite historique ?*

Pour la première fois depuis que le stalinisme a pris le contrôle du prolétariat français, la classe ouvrière, entraînant des fractions décisives de la petite bourgeoisie, a imposé, en se mobilisant les 26 avril et 10 mai, en centralisant son action, le front unique au PCF... jusqu'à « gagner » en chassant Giscard. Ainsi, la classe ouvrière a réalisé, par sa mobilisation et sa centralisation comme classe, le front unique contre la direction stalinienne jusqu'à poser directement les problèmes du pouvoir.

Une question n'est ici pas abordée et ne le sera jamais durant cette période : celle de la social-démocratie, et celle des appareils bureaucratiques des syndicats ouvriers. A juste titre, l'appareil stalinien est caractérisé alors comme le principal obstacle aux masses, à la réalisation du front unique, l'allié principal de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière. Mais il est loin d'être le seul. Au contraire, dialectiquement même, sa défaite sur le terrain national des élections, comme son affaiblissement sur le plan international, confèrent obligatoirement des responsabilités plus importantes aux autres appareils contre-révolutionnaires, au premier rang desquels la social-démocratie.

Nous avons donc, sans le dire, durant tous ces mois de campagne politique à propos des élections, considéré le PS et Mitterrand comme des sortes d' « alliés » du front unique ouvrier. Mais cet appareil n'a pas eu à accomplir le moindre « effort » pour atteindre à cette situation : il n'a en aucun cas agi sous la pression des masses, il n'a suivi aucun cours « gauche ». Il est resté strictement campé sur ses bases politiques de défense des institutions de la 5° république, et sur un programme (les « 110 propositions » de Mitterrand sur lequel nous n'avons jamais rien exprimé).

De même pour les appareils syndicaux, à la place qui est la leur, à part la CGT, dont la direction était à l'époque la courroie de transmission quasi-directe du stalinisme dans le mouvement syndical. Quant à l'appareil de FO, sa « neutralité » de toujours, c'est-à-dire son refus de prendre position dans des élections « politiques », constituaient en fait un soutien déguisé au RPR puis aux différentes formes bourgeoises du pouvoir en place. La direction de FO n'a jamais fait l'objet de la moindre critique de notre part : c'était terrain miné, chasse gardée. L'appareil de FO a donc également, depuis sa position, apporté sa part à la politique de division.

Un Front unique ouvrier... sans tête

Ainsi, la « victoire de front unique ouvrier » remportée avec les élections de mai-juin 1981 n'est-elle que partielle. Et la manière dont la classe ouvrière a « posé le problème du pouvoir » est singulièrement tronquée : elle a consisté à le remettre sans discussion entre les mains de Mitterrand.

Pire encore : si elle est consciemment et objectivement remportée sur l'ennemi principal du Front unique ouvrier, de la classe ouvrière dans ses propres rangs, cette victoire n'est en rien une victoire sur les autres appareils, sauf à considérer (ce qui est juste) que l'affaiblissement du stalinisme et la victoire sur le terrain électoral constituent une forme de défaite pour l'ensemble des appareils (même, très contradictoirement, pour Mitterrand et la direction du PS).

Mais cette avancée n'a jamais été investie par l'OCI, jamais utilisée. Au contraire. Sans même parler de la direction de FO ni de l'appareil du PS, fraction Mitterrand, la

direction de la FEN et celle du SNI (et même celle de la FCPE) ont pendant quelques mois fait l'objet d'attentions assez fraternelles en utilisant le combat « laïc ». Mais en aucun cas la classe ouvrière, les enseignants, la jeunesse, n'ont pu être mobilisés par nous (donc par personne) pour combattre ces appareils sur le terrain du front unique ouvrier à partir des éléments généraux de la situation. Cette étrange conception du front unique ouvrier aura dans les mois et les années suivantes des conséquences catastrophiques. Le front unique ouvrier n'a de sens que si ses animateurs principaux, les révolutionnaires, tout en respectant le cadre de ce qui fait l'unité, défendent leur programme et leur orientation. Sinon, il n'y a qu' « unité » conjoncturelle et de façade, derrière laquelle se dissimule leur capitulation.

D'autre part, le titre cité de ce n° 1004 *d'Informations Ouvrières* prenait parti pour la primauté d'un président de la République sur l'Assemblée nationale, c'est-à-dire pour le fondement même de la constitution de la V° république. Il donnait également ouvertement à croire que Mitterrand entamerait un combat «contre les capitalistes et les banquiers», manière radicale de tourner le dos à la méthode du front unique ouvrier. Car, ce faisant, il inféodait la classe ouvrière, le prolétariat, la jeunesse, sous la bannière de Mitterrand et de sa cour : la majorité PS-PCF à venir. Bref, ce titre à lui seul faisait entrer de plain-pied l'OCI dans le camp du Front populaire. Je le répète, au lieu de « combattre les illusions sur le terrain des illusions », l'OCI les nourrissait. Comment en était-on arrivé là ?

Et personne d'entre nous, moi le premier, n'a rien vu, n'a rien lu. Pour des militants qui combattaient depuis des années pour la destruction de la Vème République et de ses institutions, placer d'entrée de jeu la future majorité PS/PCF sous la dépendance du président de la république… reconnaître que c'était à Mitterrand de gouverner et pas à la majorité PS/PCF…. Sans parler des illusions développées par ce seul titre sur Mitterrand, envers lequel durant toute la campagne, sous prétexte d'unité, je le répète, pas un seul mot de critique, de mise en garde n'avait été prononcé. Une situation politique à plusieurs égards similaire s'était pourtant déjà produite en 1974. Mitterrand était alors le seul candidat de la coalition qui s'était constituée sous l'appellation « Union de la Gauche », appuyée sur un « Programme commun » : cette coalition comportait, outre le PS et le PCF, le parti radical de gauche (dirigé par Fabre), petit parti ouvertement bourgeois placé là par les deux autres seulement en garantie et garde-fou de la nature bourgeoise de leur programme. En 1974, l'OCI avait publié une petite brochure intitulée « *Pourquoi l'OCI appelle à voter Mitterrand* », dont je rappellerai par la suite un certain nombre de passages : les critiques étaient alors nombreuses, éclairantes, sans ambigüité. En 1981, rien de semblable.

Une organisation désorientée

Pour en arriver à ce degré de myopie politique, il fallait que l'OCI ait été, dans les mois et quelques années précédentes, passablement désorientée, décervelée, à commencer par son bureau politique et son comité central. C'est pourquoi il me paraît important d'essayer de suivre pas à pas, à travers la lecture d'I.O. pendant plusieurs semaines, la manière dont l'OCI a été conduite à tourner radicalement, pour se retrouver dans le camp du front populaire –édulcoré- qui fut alors mis en place. Ce sera laborieux, cela pourra paraître fastidieux, mais il vaut mieux s'assurer

que ce ne sont pas des glissements de plume ici et là, mais bien plutôt une ferme conduite permanente. Il sera alors, je l'espère, possible de comprendre comment l'OCI a renoncé à se construire, à recruter réellement, à franchir les étapes qui auraient pu la mener, sinon dans des délais aussi brefs, à un parti de 10 000 militants, du moins à effectuer un saut quantitatif et qualitatif. A l'instar de ce que fit l'UNEF-id, l'OCI, durant tous ces mois précédant l'élection, ces mois si favorables à sa propre construction –sa direction l'a répété à l'envi- s'est transformée en une organisation de supplétifs de l'élection de Mitterrand, en mettant dans sa poche son programme et son combat. Son recrutement d'ailleurs ne profita que très peu de cette campagne politique : certes *Informations Ouvrières* n°1001 du 23 au 30 mai peut écrire : « « *Le Comité central de l'OCI Unifiée (...) a constaté que la campagne financière a atteint son objectif : plus de 180 millions* [en anciens francs] *ont été souscrits, plus de 20 000 Informations Ouvrières sont diffusés chaque semaine. (...) Avec le combat politique pour la construction du Parti des 10 000, 606 stagiaires ayant été intégrés à l'OCI Unifiée, l'effectif militant a progressé de 4875 (en avril) à 5481 (cotisations versées pour le mois de mai)* (...) », en réalité les 600 nouveaux militants ne sont qu'un effet d'annonce dû au fait qu'entre-temps l'OCI a décidé de comptabiliser directement ses *stagiaires* dans ses effectifs. Autrement dit, il suffisait de se déclarer d'accord pour entamer une formation pour être du nombre des trotskystes. La prétendue « méthode Berg » s'était étendue à l'ensemble de l'organisation, avec la bénédiction de sa direction.

Sens du vote Mitterrand dès le 1er tour

Quelques camarades, dont Stéphane Just et Benjamin Stora au comité central, avaient marqué leur désaccord sur l'appel à voter Mitterrand. Mais rien ne montre qu'ils ont mesuré l'ampleur de l'enjeu politique en cause avec cet appel à voter ; sans quoi, Stéphane Just en tête, ils auraient entamé un combat réel dans l'organisation contre l'orientation catastrophique de la direction conduite par Lambert. Pourtant, même dans le cours des années suivantes, lorsque le prétexte des «illusions» sera totalement retombé et que le soutien au gouvernement de front populaire se fera sans fard ou presque, jamais aucune bataille ne sera menée dans l'organisation. Les désaccords de Stéphane Just seront contenus dans le seul comité central. Stéphane Just et les autres militants en désaccord avec cette politique ou tel ou tel de ses aspects, seront ignominieusement exclus en 1984, dans le XXVIIIème congrès et après, sans avoir jamais tenté de mener ce combat, sauf, à la desesperado, uniquement dans la préparation de ce congrès : trois longues années s'étaient alors écoulées, il était alors bien tard… .

Au-delà, une autre question se pose : l'OCI, pour jeter toutes ses forces, inconditionnellement, dans cette bataille d'unité PS-PCF pour chasser Giscard, se fondait sur une analyse qui liait indissolublement le sort de la V° république à la défaite électorale de la bourgeoisie, et en faisait un prélude immédiat à l'ouverture d'une crise révolutionnaire. Cette crise aurait de plus été ouverte dans des conditions particulièrement favorables : dans son environnement international d'abord ; dans l'émergence en France d'une organisation révolutionnaire en vue de former un parti authentique, avec tout le poids que cela représente dans une bataille de cet ordre. C'est au nom de cette urgence absolue, de cette imminence

véritable, qu'elle a commencé à se transformer, qu'elle a renoncé à présenter son propre candidat à la présidentielle, ses propres candidats aux législatives, qu'elle a été jusqu'à réduire son programme au combat pour l'unité PS-PCF.

Le gouvernement de front populaire issu des urnes de mai et juin 1981 n'avait pourtant que des rapports assez distants avec la puissance sociale qui avait conduit celui de 1936, et moins encore avec ce qui avait porté Allende au pouvoir au Chili en 1971. Certes il y eut des explosions et des conflits sociaux d'importance, mais, à part la grève des étudiants de 1986, ils furent contenus par les appareils politiques et syndicaux, ne virent pas des pans significatifs de la classe ouvrière ni à l'intérieur de ses organisations traditionnelles, ni à l'extérieur, se dégager de l'influence prépondérante des appareils pour chercher une issue organisationnelle plus « à gauche », et ne conduisirent pas à la grève générale tant espérée par l'OCI-PCI. Et c'est sans difficulté majeure à l'époque, à part la grève des étudiants de 1986, que Mitterrand, ses gouvernements, aidés par le PS, le PCF, les appareils syndicaux, ont su préserver la Vème république et faire avancer considérablement les attaques anti-ouvrières des gouvernements précédents. Mitterrand a su passer le relai à Chirac, au RPR, remettre les clés de la maison à ses propriétaires légitimes, sans qu'une crise majeure éclate, quand bien même la grève générale étudiante de 1986 aurait pu en déclencher une. Mais les étudiants étaient sans direction révolutionnaire, comme cela aurait pu être le cas, et la jonction avec la classe ouvrière a été évitée par le recul du gouvernement et du ministre Devaquet.

L'écart d'appréciation que nous avons déjà pu mesurer dans les Thèses du XVIIème Congrès, prolongées par le rapport du XVIIIème, est devenu erreur. C'est sur cette erreur, mais non à cause d'elle, qu'a pu se construire le tournant mortel de 1981.

Que reste-t-il de 1981 en 2016 ?

Si l'on compare la situation de la classe ouvrière en France aujourd'hui, en 2016, à celle de 1981, on ne peut que constater une détérioration importante sur tous les plans, quantitatif comme qualitatif. Elle inclut la situation des organisations ouvrières : celle des partis ouvriers, où le PCF a perdu l'essentiel de sa puissance après avoir cessé d'être un parti stalinien, faute de munitions, où le PS ne cesse de faire des efforts vers sa destruction comme parti encore rattaché à la classe ouvrière (Valls parle même de changer le nom du parti, de fonder en fait un nouveau parti qui réalise ce que Mitterrand avait tenté et raté en 1971). Il n'y a eu aucun « regroupement sur de nouveaux axes » profitant de ces transformations.

Quant aux appareils syndicaux, ils ont également progressé dans la voie de leur intégration à l'Etat, bien qu'il reste du chemin à parcourir, comme en témoigne leur résistance comme appareils au projet de loi de destruction du Code du travail : il en va de leur existence même comme appareils.

Ces deux points nécessiteraient une étude bien plus longue, de même que ceux concernant les organisations politiques de la bourgeoisie. En tout cas, malgré sa crise de plus en plus ouverte qui accompagne le déclin sans rémission du capitalisme français dans le sein même de la crise générale de l'impérialisme, et si l'on s'en tient aux critères définis dans le texte, oui, il y a eu un incontestable et profond recul de la classe ouvrière, des pertes de substance très significatives qui ont

modifié, dans le sens d'une diminution, l'importance politique générale de la classe ouvrière française, et, de manière plus globale, l'importance de la situation française dans le concert mondial. Le « tournant politique » effectué en France en 1981, dont parle le texte ronéotypé intitulé « Projet de résolution politique » notamment, n'a pas connu les répercussions attendues sur le plan international, pas davantage –et au même titre- que la crise révolutionnaire « inéluctable » n'a pas été ouverte pour autant en France : d'une manière générale, la classe ouvrière n'a pas réussi à transformer sa victoire électorale en débordements victorieux sur le terrain de la lutte des classes ; au contraire, les gouvernements Mitterrand successifs lui ont porté des coups sévères dont la reprise en main des affaires par la bourgeoisie a très largement profité pour les prolonger et les amplifier encore.

Les « désillusions » de la classe ouvrière vis-à-vis des gouvernements de type front populaire ne se sont pas opérées dans le sens d'une radicalisation, d'une « recomposition » allant dans le sens d'un renforcement, mais au contraire d'une désaffection envers ses organisations traditionnelles sans « réaffection » vers d'autres organisations authentiquement ouvrières –on se demanderait bien lesquelles-, tandis que de larges pans de la petite bourgeoisie –pour ne pas parler de la jeunesse !- perdaient la confiance qu'ils avaient acquise dans les capacités de la classe ouvrière à affronter victorieusement la bourgeoisie. Une partie du prolétariat, étouffée par le chômage et l'absence de perspectives, parfois lumpénisée, éreintée par les reculs et les pertes de conquêtes, démoralisée, tend à se tourner vers le front National, de même qu'une fraction de plus en plus importante de la petite bourgeoisie et de la jeunesse : ce ne sont plus des phénomènes marginaux. Mais le grand capital financier français a-t-il intérêt à la victoire du Front National ? Je ne le pense pas, tant qu'il parvient encore à lier son sort à l' « Europe » capitaliste, c'est-à-dire tant que l'éclatement du marché mondial n'a pas opéré de « progrès » significatifs, qualitatifs. Ceux-ci, cependant, pourraient survenir brutalement et rapidement.

Mais, en dépit du tournant réactionnaire qui suivit et suit toujours –à quelques contrecoups sévères près comme celui de l'automne 1995-, la bourgeoisie française n'a pas eu besoin d'avoir recours jusqu'ici aux méthodes que la bourgeoisie chilienne employa à partir de 1973, par exemple. La réaction est à la mesure de l'action, le reflux du flux qui l'a précédé. Ce n'est donc pas seulement la faiblesse constitutive de cette bourgeoisie –versaillaise dans l'âme- qui la retient encore d'affronter plus brutalement les masses, bien qu'elle garde naturellement ce fer au feu.

***Combattre pour le Socialisme* n°spécial du 24/12/1990** aborde la caractérisation de l'orientation de l'OCI-PCI en 1981 et dans les années suivantes :

> *En un premier temps, aux élections présidentielles de 1981, ils ont appelé à voter dès le 1er tour pour Mitterrand, "tactique" que, par principe, Trotsky condamnait :*
>
> "L'idée de proposer aux élections présidentielles un candidat du font unique ouvrier est une idée radicalement erronée. On ne peut proposer un candidat que sur la base d'un programme défini. Le parti n'a pas le droit de se refuser, au cours des élections, à la mobilisation de ses adhérents et au dénombrement de ses forces". *(Et maintenant? La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*".)

C'était faire siennes, de fait, les "110 propositions" qui servaient de programme à Mitterrand. Jusqu'au moins en 1983, ils ont apporté un "soutien critique" au gouvernement que Mitterrand a constitué, notamment au gouvernement "d'Union de la Gauche". La fameuse formule " Le gouvernement à la croisée des chemins" *exprime ce que fut cette politique. (...) A partir de 1986, ils ont pratiqué une politique de style ultra-gauche, que synthétise bien leur refus d'appeler à voter au second tour des élections pour le candidat PS ou PCF arrivé en tête, ou pour les candidats des partis ouvriers bourgeois au 1er tour. Il s'est agi d'une adaptation toujours plus étroite à la politique de l'appareil F.O.*

Comment s'est négocié le tournant

L'affaire s'est négociée en plusieurs temps :

- Il y eut, en même temps, dès le printemps 1980 la décision de ne pas présenter de candidat ni de programme pour les élections (présidentielle comme législatives) de 1981 et le lancement d'un combat politique, une campagne d'agitation importante, pour que le PS et le PCF ne présentent qu'un seul candidat à la présidentielle, pour battre Giscard.
- Il y eut, fin mars 1981, une inflexion apportée à cette campagne, lorsque l'OCI décida d'appeler à voter Mitterrand dès le 1er tour. Pendant ces deux premières phases, pas un seul mot de critique visant le programme et les véritables objectifs de Mitterrand et de la direction du PS, pas un développement sur le programme révolutionnaire de l'OCI.
- Il y eut, dans le même temps, une campagne de recrutement et de développement de l'organisation, axée sur le mot d'ordre du parti des 10 000 et de la proclamation du PCI.
- Il y eut enfin, dès le résultat des élections connu, une campagne de soutien à Mitterrand et à ses gouvernements (telle qu'elle se manifeste crûment avec l'UNEF-id), dissimulée sous des analyses internes solides décrivant la nature bourgeoise de ces gouvernements et présentant la politique de l'OCI-PCI comme un « combat contre les illusions sur le terrain des illusions ».

Comment cela s'est-il manifesté dans *Informations Ouvrières ?* J'ai suivi numéro par numéro, sur plusieurs mois, cette évolution. J'en donne ici les principales étapes. Je verrai par la suite comment cela a été traduit dans la littérature interne de l'OCI, ce que je serais tenté d'appeler l'habillage théorique et idéologique.

Le parcours d' *Informations Ouvrières*

***I.O.* n°972** (semaine du 1er au 8/11/1980)

Editorial : « *Où va le Parti socialiste ?* »

(...) *Si l'on se place du point de vue de la révolution prolétarienne, Rocard et Mitterrand, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, pour reprendre la formule consacrée* [l'expression avait été « consacrée » depuis que Duclos l'a utilisée en 1969 pour Pompidou et Poher]. *Mais une telle caractérisation vaut tout autant pour Marchais et*

les dirigeants du PCF que… pour Gilles Martinet, eux tous qui, depuis belle lurette, ont abandonné toute perspective révolutionnaire. Bien entendu il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de tout autre chose. Il s'agit, du point de vue de la démocratie, de la place occupée dans la lutte politique d'un côté par Mitterrand, de l'autre par Rocard, Marchais et Gilles Martinet.

Paragraphe qui peut se lire de la façon suivante : l'éditorialiste d'*I.O.* choisit, non pas « le point de vue de la révolution prolétarienne », mais celui de la « démocratie ». Il annonce d'une certaine façon dans quel cadre il va désormais s'efforcer de situer le combat de l'OCI pour la présidentielle, les législatives qui suivent, et … la suite. Le mot démocratie a perdu les guillemets qui l'habillaient encore dans le rapport politique du XXIVème congrès de juin 1980. Ce qui signifie qu'il est à présent, déjà, totalement pris en compte dans la politique de l'OCI.

(…) *La forme politique au sein de laquelle les antagonismes de classe se développent détermine les modalités de la lutte des classes.* ***La forme politique du régime de la Vème République*** *vise à interdire aux masses laborieuses de faire valoir leurs intérêts, en les excluant des décisions prises dans le cadre d'institutions où le pouvoir –le centre des décisions- est directement concentré entre les mains du président de la République.*

Phrases très éclairantes, malgré leur style contourné :

1/ Ce n'est donc pas la bourgeoisie en tant que classe dominante qui cherche en permanence à interdire aux masses, non pas « de faire valoir leurs intérêts en les excluant des décisions prises… etc… », mais les libertés fondamentales qui permettent aux masses, plus précisément au prolétariat et à la classe ouvrière en son sein de combattre pour le pouvoir, c'est seulement «la forme politique». La « démocratie », en creux dans ces formulations, serait donc le terrain loyal sur lequel les masses laborieuses pourraient –à la loyale- « faire valoir leurs intérêts ». Quel peut être ce point de vue ? « Exclure les masses des décisions prises » est une formule que les réformistes ne renieraient pas, ni même les staliniens dans certaines circonstances. Elle peut signifier une forme de partage du pouvoir.

2/ Lorsque Mitterrand sera élu président de la République, en quoi cette donne serait-elle changée ?

L'éditorial confirme en suivant :

Le Parti socialiste est un parti ouvrier parlementaire. Il ne peut subsister comme parti que dans le cadre de la démocratie parlementaire.

Mais que fait-il depuis 1971, date de sa création, le Parti socialiste fondé par Mitterrand, sinon bien davantage, que « subsister » ? La Vème République, avec sa constitution, ses institutions, et surtout son « mode de fonctionnement », représente-t-elle à ce point l'accomplissement du bonapartisme que la représentation parlementaire y soit parfaitement muselée etc. ? La suite leur prouva que non, si ce qui avait précédé n'avait pas suffi à le leur démontrer. La justification de la « ligne de la démocratie » commence à prendre son essor, qui deviendra plein essor à partir de 1984.

Et l'éditorialiste enfonce le clou :

(…) *La crise de la Vème République arrive à son terme. Le PS est à la croisée des chemins.*

A qui s'adresse l'éditorial ? A la classe ouvrière ? Aux « masses » ? Ou, bien plutôt, aux dirigeants du PS, et particulièrement à ceux qui ne sont pas encore convaincus qu'il faut avoir Mitterrand comme candidat et virer Rocard de la candidature ? Stéphane Just relèvera et dénoncera, deux ou trois ans plus tard un «Gouvernement à la croisée des chemins», encore plus explicite, plus tranché.

> (...) Et c'est ainsi que nous en revenons à la signification de la candidature Rocard qui, s'affirmant candidat des institutions réactionnaires de la Vème République, apparaît pour ce qu'elle est, une candidature de division, dont le but est de laisser en place Giscard... sur l'objectif de permettre à ce dernier de réaliser l' « ouverture à gauche » qui pourrait être consacrée par... la participation de Rocard au gouvernement Giscard !

Ce qui est dit sur Rocard est certes exact. Mais cela présente, en creux, Mitterrand comme un homme qui ne s'affirmerait pas, lui, comme « candidat des institutions réactionnaires de la Vème République», ce qui, la suite l'a montré amplement, est totalement faux. L'éditorialiste a simplement déplacé le clivage, et couvre indirectement Mitterrand du blanc manteau de la virginité «démocratique».

***I.0.* n°983** (semaine du 17 au 24 Janvier 1981)

En page 12 : « Constituer le parti des 10 000 » (titre occupant toute la largeur de la page).

> (...) *Là encore, jamais, aux yeux de tant d'ouvriers, des secteurs qui se sont reconnus traditionnellement (depuis 1936) dans la politique du PCF, les choses n'ont eu cette transparence. Il n'y a pour se convaincre de cette situation qu'à considérer l'impact qu'a eu, partout où elle a été menée, dans tous les secteurs de la classe ouvrière, la campagne commencée depuis des mois par l'OCI sur les mots d'ordre : il faut chasser Giscard tout de suite ! Unité PCF-PS tout de suite !*
> *Un meeting de 10 000 travailleurs à Paris le 21 mai dernier, des dizaines de meetings dans les principales villes de province au même moment, 102 000 signatures en septembre et octobre sur une lettre ouverte à Georges Marchais et François Mitterrand... Et aujourd'hui, avoir permis que 36 militants du PCF, 36 du PS et 36 de l'OCI unifiée, suivis par 71 nouveaux militants du PCF, 71 du PS et 71 de l'OCI unifiée, appellent ensemble à une Convention nationale d'unité, publiquement, nationalement, indique ce qu'a permis de réaliser la bataille acharnée de l'OCI sur ces mots d'ordre qui expriment les besoins des masses aujourd'hui.*

L'article fait ressortir l'impact, la puissance jamais atteinte encore, et l'efficacité de la bataille menée par l'OCI unifiée pour l'unité PCF-PS (ou PS-PCF selon les écritures). Il poursuit donc sur l'importance pour les travailleurs de l'existence d'un parti tel que l'OCI :

> *C'est un fait : l'OCI Unifiée n'est pas le parti dirigeant de la classe ouvrière. Il manque un parti révolutionnaire dirigeant. Mais, pour être en mesure de le construire, il faut qu'existe un véritable parti, capable d'être, au moment où tout va basculer, un facteur agissant en mesure d'exercer une influence grandissante sur les événements.(...) En un mot, l'OCI unifiée doit se disposer pour répondre à ce besoin.*

Mais l'article entretient une ambiguïté, ou plutôt semble bien garder deux fers au feu : le premier : la révolution socialiste, le second : la démocratie. Voici comment il passe de l'un à l'autre :

Chasser Giscard, c'est le premier acte à réaliser dans cette bataille pour en finir avec l'exploitation capitaliste. C'est la question de l'heure. Giscard est totalement isolé, l'immense majorité de la population se dresse contre lui. L'OCI unifiée se prononce inconditionnellement pour le respect de la démocratie.

1/ A ce stade de la bataille, le choix du candidat Mitterrand au 1er tour n'a pas été fait. Mitterrand et Marchais, instamment invités à « *se rencontrer* » pour se mettre d'accord (sur une candidature unique ? sur un désistement réciproque au second tour ?), sont mis à peu près sur un pied d'égalité, même si l'insistance est sans cesse portée, à juste titre, sur la responsabilité première du PCF dans la division. Pied d'égalité renforcé par l'appel de plusieurs dizaines –dizaines rigoureusement égales- de militants PCF, PS et OCI unifiée pour les Assises du 28 janvier. Ce pied d'égalité disparaîtra forcément lorsque l'OCI unifiée appellera au vote Mitterrand au 1er tour.

2/ La formule « *L'OCI unifiée se prononce inconditionnellement pour le respect de la démocratie* » est un corps étranger au langage marxiste, qui passera inaperçu.

3/ La construction du PCI est liée à celle de l'Internationale en fin d'article, on retrouve le langage révolutionnaire, c'est dans l'ordre des choses.
Mais la cuillerée de goudron est dans le baril de miel.

***I.O.* N° 984** (semaine du 24 au 31 janvier 1981)

Editorial : « *Notre position* » :

Dans ce journal, nous montrons que l'élection partielle de l'Eure établit d'une façon éclatante qu'en dépit de la division, la progression en pourcentage, de 1978 à 1981, du candidat commun du PCF et du PS, nommément le candidat du PCF pour lequel le candidat du PS s'est désisté, confirme que Giscard devrait être battu. Cela, en dépit de la campagne forcenée de division martelée par les dirigeants du PCF. Ce scrutin, qui succède aux élections partielles du mois de novembre, démontre combien l'unité PS-PCF est majoritaire dans le pays.
(…) *Nous savons que le combat pour l'unité PS-PCF met en mouvement les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse pour en finir avec Giscard. Nous savons, nous, OCI unifiée, que le front unique, qui prend aujourd'hui la forme de l'unité PS-PCF tout de suite, pour chasser Giscard tout de suite, sera réalisé et imposé par les masses laborieuses et la jeunesse*. (c'est moi qui souligne)

L'article laisse donc encore penser que l'égalité de choix entre Marchais et Mitterrand est maintenue, justifiée –dans l'élection partielle de l'Eure- par le fait que le désistement est possible dans les deux sens. Un peu plus loin, c'est confirmé : « *Il y* ***aura*** *deux candidats, Marchais et Mitterrand… qu'ils se rencontrent immédiatement !* » (c'est moi qui souligne)

Une fausse ouverture vers la L.C.R.

***I.O.* n°990** (semaine du 7 au 14 mars, à deux mois du premier tour de l'élection)

> Editorial sans titre : (...) *Le PS et Mitterrand déclarent qu'il faut chasser Giscard du pouvoir. Le PCF et Marchais déclarent qu'il faut chasser Giscard du pouvoir. Il faut mettre les actes en accord avec les paroles. Il ne faut pas que la division obscurcisse les esprits, obnubile les consciences. On ment quand on parle de chasser Giscard du pouvoir et lorsqu'en même temps on concentre ses coups contre Mitterrand et le PS. (...) L'OCI unifiée maintient qu'une candidature unique du PS et du PCF aurait établi les meilleures conditions pour battre Giscard, y compris à l'élection présidentielle. L'OCI unifiée tient compte du fait qu'il y a maintenant deux candidatures. C'est pourquoi l'OCI unifiée dit, comme elle l'a dit en 1978 : engagement immédiat de désistement inconditionnel !* (...)

A cette date donc, l'OCI unifiée continue de mettre à égalité les deux candidatures. Elle est en cohérence, du moins sur ce point, avec ce que l'OCI a toujours fait. Le tournant pro-Mitterrand n'a pas encore été pris. C'est ce qui permet d'associer à cette bataille de front unique un nombre de plus en plus grand de sympathisants et de militants du PCF.

Mais le plus important dans ce numéro est constitué par les pages centrales, titrées : «La LCR répond à la proposition de l'OCI unifiée de mener une campagne commune – Une fin de non-recevoir». (Voir en Annexe)

C'est l'OCI Unifiée qui a pris l'initiative de s'adresser à la LCR.
Cette initiative a pour raison d'être non pas la recherche d'un accord réel, mais la volonté de la part de la direction de l'OCI unifiée de poursuivre son offensive, qui vient de donner des résultats si éclatants avec le passage dans ses rangs de plusieurs centaines de militants de la LCR. L'OCI unifiée s'appuie sur un premier appel qu'elle avait déjà lancé en juin 1980 à la LCR pour une « *campagne commune pour l'élection présidentielle* ». Refus alors de la LCR. Mais rien n'empêchait alors l'OCI de se lancer dans sa propre campagne avec son propre candidat.

Deux « projets de protocole d'accord » sont, comme il est normal, proposés autour de la candidature Krivine présentée par la LCR (en annexe). A leur lecture, on constate beaucoup plus de points de convergence que d'opposition.
Il paraît évident que, au moins pour la direction de l'OCI unifiée, jamais ce texte n'a été rédigé en vue d'obtenir l'accord de la LCR. La direction de la LCR a pu ainsi jouer sur du velours pour constater l'impossibilité d'un accord.

Cela peut indiquer autre chose de beaucoup plus important : que la direction de l'OCI unifiée, presque à son corps défendant, indique le sens qu'aurait pu et dû prendre la présentation d'un candidat à elle dans cette élection présidentielle. Elle se dénonce elle-même en quelque sorte dans son « projet protocole d'accord » :

> *La LCR a décidé de présenter la candidature du camarade Krivine. L'OCI unifiée décide de soutenir cette candidature. Pour les deux organisations se réclamant de la IVème Internationale, l'OCI unifiée et la LCR* [le texte n'a pas la correction de placer en tête l'organisation qui présente son candidat] , *la signification de la candidature du camarade Krivine est celle-ci* :
> *a) La candidature Krivine est celle de la reconstruction de l'unité de la IVème Internationale sur la base du Programme de transition, programme de fondation de la IVème Internationale.*

b) La candidature Krivine n'est pas une candidature électoraliste. Les deux organisations se réclamant de la IVème Internationale décident, en présentant Krivine, d'utiliser la campagne électorale comme un levier pour appeler à la mobilisation unitaire des masses pour l'unité PS-PCF sans conditions pour chasser Giscard.

Le texte semble donc bien indiquer ce qu'aurait pu -et dû- être une véritable bataille pour construire le parti révolutionnaire. Dans ce cas, il aurait été également plus facile à l'OCI unifiée de s'adresser en position de force à la LCR, au lieu de donner l'impression qu'elle cherche à raccrocher –très tardivement- son wagon au train déjà en marche depuis longtemps de la candidature Krivine. En ne présentant pas de candidat, l'OCI unifiée se prive du contenu du point a) de son projet de protocole d'accord : le combat pour le programme et donc pour sa propre construction.

Le plus étonnant peut-être me semble qu'il n'est pas dit que cette campagne électorale a pour but de construire le parti révolutionnaire en lui permettant de présenter et de défendre son programme. La direction de l'OCI Unifiée fait comme si elle « sacrifiait » sa propre construction au profit du seul «combat pour l'unité pour chasser Giscard», au moment même où elle lance publiquement la campagne pour la construction du « Parti des 10 000 ». Elle entre en contradiction avec ce qu'elle affirme depuis des années : l'OCI n'est responsable que de sa propre construction, c'est en se construisant qu'elle apporte d'abord une aide à la lutte de la classe ouvrière.

Le « protocole d'accord » de la LCR reprend mot à mot un nombre significatif des paragraphes rédigés par l'OCI. Un lecteur extérieur –et même intérieur- n'y voit pas de divergences fondamentales.
Un des écarts principaux porte sur la responsabilité de la division, que la LCR attribue autant au PS qu'au PCF, tout en pointant du doigt la responsabilité spécifique de l'appareil stalinien dans sa campagne d'attaques systématiques contre Mitterrand (le point 5). Tandis que la direction du PCI évacue totalement (et ce, durant toute la campagne), le rôle joué par la politique menée par la direction du PS. Ce silence aura plus tard ses conséquences.
Un autre écart important est que la LCR revendique la responsabilité de la campagne de Krivine, tout en accordant à l'OCI une large possibilité d'exprimer ses positions (point 10).
Car il ne paraît pas extravagant qu'une organisation revendique la responsabilité de l'initiative qu'elle a prise en présentant la candidature de son représentant, d'autant que cela demande un grand effort militant, auquel l'OCI n'avait en aucune manière participé.

En tout cas, le texte est rédigé de telle façon que rien dans son contenu ne paraisse incompatible avec la possibilité de trouver un accord. Formellement, il apparaît comme une série de concessions faites à la politique menée par l'OCI unifiée (il faut ici rappeler encore que le changement de sigle de l'OCI en « unifiée » provient du passage très récent de plusieurs centaines de militants de la LCR dans l'autre «camp»).

Il importe peu de penser que si la direction de la LCR présente ainsi sa position politique, qui ne cadre pas avec sa pratique et ce qu'elle exprime le reste du temps, elle le fait parce qu'elle sait fort bien qu'il n'en résultera rien, et que le fait de

présenter des positions si compatibles avec celles du PCI se révèlera au final tout à son avantage, et rendra d'autant plus difficile à avaler la position de refus de l'OCI (lire les extraits de sa lettre à l'OCI unifiée et en annexe). Peu importe : il était alors tout à fait possible, sans se déjuger, à la direction de l'OCI d'accepter l'accord, qui impliquait un retournement quasi-copernicien de sa stratégie de toujours : la destruction de la LCR et du Secrétariat Unifié.

> (...) *Tout d'abord, nous apprécions positivement cette démarche et nous nous réjouissons de la prise de position contenue dans votre lettre :''La LCR a décidé de présenter la candidature du camarade Krivine. L'OCI (u) décide de soutenir cette candidature''. Ce soutien crée une situation nouvelle dans la mesure où, comme vous le savez, nous avons critiqué très fermement votre campagne en faveur d'un candidat unique du PCF et du PS dès le premier tour de l'élection présidentielle, campagne qui ne pouvait être interprétée que comme un appel déguisé à voter pour le candidat du PS, François Mitterrand. Nous accueillons d'autant plus favorablement vos propositions qu'elles indiquent que vous considérez que les bases politiques existent désormais, selon vous, pour que l'OCI(u) appelle à voter au premier tour pour le seul candidat trotskyste qui se présente sur une plate-forme d'unité des organisations ouvrières contre Giscard* [la formulation permet à la LCR de mentionner implicitement Arlette Laguiller comme autre « candidat trotskyste » au compte de Lutte Ouvrière] *et en particulier pour le désistement inconditionnel de Marchais et de Mitterrand, ainsi que pour la formation d'un gouvernement du PCF et du PS sans aucun représentant de la bourgeoisie.*
> *Ainsi nous enregistrons le fait que l'OCI(u) se déclare désormais en accord avec des positions quelle condamnait auparavant –et contre toute logique- comme électoralistes. (...)*
> *Nous sommes prêts à discuter des modalités d'organisation qui permettraient cet « engagement commun » dans la campagne et qui réserveraient à l'OCI(u) la possibilité, dans le cadre même de la campagne officielle (à la télévision etc.) d'exprimer de façon autonome les motifs de son appui au candidat, ainsi que ses positions politique propres.*
> *Nous sommes convaincus qu'un tel accord contribuerait certainement à stimuler la mobilisation politique des travailleurs et à accroître l'audience du programme de la IVème Internationale parmi les militants ouvriers en lutte contre la politique de division du PS et du PCF.*

Ce disant, la LCR, tout en montrant implicitement ce qu'aurait dû être une candidature présentée par l'OCI unifiée, remercie à sa façon l'OCI unifiée du boulevard qu'elle lui offre sur le terrain électoral, de défendre un programme et une politique qui pour le moins adoptent un certain nombre des positions traditionnelles du trotskysme.

Mais voici en tout cas ce que, dans le même double page d'*I.O.*, la direction de l'OCI unifiée qualifie de « *fin de non-recevoir* » de la part de la LCR. Avec la plus criante mauvaise foi, elle écrit :

> *La LCR, dans une lettre au BP de l'OCI unifiée et dans un projet de protocole d'accord, fit connaître son refus d'une campagne commune. (...) La LCR propose, ni plus ni moins, à l'OCI unifiée de s'aligner sur la politique de la LCR. (...) Sombrant une fois de plus dans la tentation ''hégémoniste'' qui leur a pourtant déjà causé tant de torts, les dirigeants de la LCR procèdent une nouvelle fois par ultimatum : ''Soutenez-nous, appliquez notre orientation, et vous aurez le droit de parler dans nos meetings.'' L'OCI ne peut que regretter cette fin de non-recevoir, dont il faut rechercher les causes.*

Bien entendu, la LCR étant la LCR, il est ensuite aisé, à l'aide de citations, de prouver le double langage de sa direction. Est également rappelée la première proposition de « campagne commune pour les élections présidentielles » faite à l'adresse du 4ème congrès de la LCR en juin de la même année ; la LCR avait alors répondu que « *les conditions d'une candidature commune ne sont actuellement pas réunies.* » Il faut remarquer qu'en mars 1981 non plus il ne s'agit d'une «candidature commune» puisque c'est celle de Krivine. Le double langage n'est pas dans le seul camp de la LCR.

Pour résumer :
1/ La direction de l'OCI unifiée présente comme une fin de non-recevoir la réponse de la LCR. S'il y avait eu fin de non-recevoir, la direction de la LCR n'aurait pas proposé son propre « protocole d'accord », qui ressemble davantage à une série d'amendements au texte initial de l'OCI unifiée qu'à un texte totalement opposé.

2/ La direction de la LCR ne refuse pas à l'OCI unifiée de garder son expression indépendante. Mais elle entend aussi garder la sienne, ce qui est la moindre des choses. La direction de l'OCI u. proposait un véritable cadenassage de l'expression de Krivine, faisant de Krivine en quelque sorte de porte-parole de la politique de l'OCI u. La « tentation hégémoniste » est plutôt dans ce camp que dans celui que prétend dénoncer la direction de l'OCI-u. En proposant ce texte et ce protocole d'accord à la direction de la LCR, alors que durant des mois les militants de la LCR avaient fait littéralement tout le travail, comment pouvait-elle espérer apparaître aux yeux de ces militants, surtout après la défaite politique qu'elle venait d'infliger à leur organisation ?

3/ Le reste du texte d'*I.O.* met essentiellement en opposition le contenu du protocole d'accord rédigé par la LCR avec ses pratiques, et l'expression de sa politique pabliste largement déployée par Krivine dans sa campagne. Au lieu de se féliciter que son initiative montre à quel point elle peut mettre concrètement en contradiction le cours politique de la LCR (ce qui est la base même de la tactique du front unique), la direction de l'OCI-u. choisit l'inverse : ce sont des menteurs. Au lieu de montrer qu'une campagne où auraient participé, à des responsabilités nécessairement différentes, les deux organisations, était aussi un intéressant champ ouvert de débats permanents et dans l'action commune entre militants de la LCR et militant de l'OCI-u., débats où, forte de ses convictions, de son armement politique et théorique, de la précision de son analyse et de la formation de ses militants, etc. , l'OCI-u. pouvait espérer accomplir de nouveaux pas en avant dans sa « discussion » avec la LCR et ses militants, au lieu de tout cela, elle choisit délibérément (et par avance) de tourner le dos à cette opportunité exceptionnelle.

4/ Quant aux propres manœuvres de la direction de la LCR, indiquées dans la partie intitulée « *Le sens d'une manœuvre* », le texte qui prétend les dénoncer montre au contraire la véritable évolution que la direction de la LCR a subie plutôt que voulue depuis Juin 1980. Si la direction de l'OCI-u. avait appliqué à ce qu'elle dit la tactique de Front unique, elle aurait dû au contraire se féliciter de cette évolution en y voyant des pas en avant dans le sens de la politique qu'elle préconise.

Il faut rappeler enfin qu'indépendamment du soutien de la candidature Mitterrand, l'O.C.I. (avec la L.C.I. pas encore « unifiée ») avait déjà dès avant juin 1980 décidé de ne pas présenter de candidat l'année suivante, même décision qu'en 1974,

justifiée par les obstacles mis en travers de la route d'une candidature (les 500 signatures de maires). C'est ce que souligne la direction de la LCR dans sa lettre du 10 mars, fort perspicace en ce domaine : « (...) *nous avons critiqué très fermement votre campagne en faveur d'un candidat unique du PCF et du PS dès le 1er tour de l'élection présidentielle, campagne qui ne pouvait être interprétée que comme un appel déguisé à voter pour le candidat du PS, François Mitterrand.* » La direction de la LCR a beau jeu également de souligner que l'initiative de l'OCI-u. est fort tardive (à seulement un mois et demi du 1er tour) et que tout est déjà enclenché. La direction de l'OCI-u. a tout fait pour que l'accord ne puisse se faire. La lettre du BP de la LCR est donc pleine de modération et place la LCR en position de force. Mais la direction de l'OCI-u. n'en a cure, son objectif n'étant pas de trouver le moindre accord.

Si l'OCI u. avait eu réellement en tête une candidature trotskyste, elle aurait cherché à présenter son propre candidat, sans avoir recours à la LCR pour lui tirer les marrons du feu. La cohérence de sa démarche est démentie de quelque côté qu'on l'aborde, sauf à la prendre pour une pure et simple manœuvre.

Le tournant : l'appel à voter Mitterrand au 1er tour

***IO* n° 992** (semaine du 21 au 28 mars) : PCF et CGT

C'est le tournant de l'appel à voter Mitterrand dès le 1er tour. L'éditorial procède d'habile manière : il en confie la charge à un militant du PCF « *qui vient d'être exclu du PCF auquel il appartenait depuis 27 ans* » :
« *Depuis des mois, j'ai la certitude absolue que la campagne du candidat communiste a pour objectif (au-delà de la volonté légitime d'affirmer son propre programme) d'empêcher par tous les moyens l'élection d'un candidat de gauche, fût-ce au prix de la réélection de M. Giscard d'Estaing. Dans la situation de crise matérielle et morale, durable et profonde, qui affecte la société française dans son ensemble, je vois dans cette attitude davantage qu'une faute... Car elle contribue à repousser la perspective d'un renouveau et d'un changement, à ruiner l'immense aspiration unitaire qui existe dans le pays, à démobiliser les travailleurs, à démoraliser la jeunesse.*
Il m'est donc impossible d'apporter ma caution personnelle à cette campagne en signant un appel à voter Georges Marchais ».
L'intention est claire. Mais ce choix est-il totalement judicieux ? Il indique au contraire une réalité négative : En donnant la parole à quelqu'un qui vient de se faire exclure, justement pour défendre au sein du PCF cette position (du moins le suppose-t-on à la lecture de l'article, mais la raison de l'exclusion n'est pas donnée), on indique que l'on demande en fait aux électeurs du PCF, et d'abord à leurs militants, de renoncer au 1er tour à défendre légitimement leurs couleurs traditionnelles, d'abandonner leur parti. L'appel à candidature Mitterrand dès le 1er tour n'est-il pas dès lors en soi déjà un acte de débauchage, de division, plutôt que de rassemblement de front unique ?

La contradiction est d'ailleurs soulignée en page 4 et 5 dans un article consacré au combat dans la CGT (« *Aucun prétexte ne doit être mis en avant pour refuser de*

mettre tout le poids et l'influence de la CGT pour appeler à battre Giscard ») : *I.O.* rappelle le texte d'un appel de militants CGT qui se conclut ainsi
« (…) *c'est pourquoi les soussignés appellent les instances dirigeantes de la CGT qui mènent campagne pour appeler de fait au vote Marchais, à se prononcer :*
- pour l'unité sans conditions ;
- pour le désistement inconditionnel et second tour.
Pour plus de précision, nous disons :
Etant donné que les instances se prononcent de fait pour le vote Marchais au premier tour, elles doivent se prononcer tout de suite, immédiatement, pour appeler à voter Mitterrand au second tour. »
L'étonnant est que cet appel présente la victoire de Mitterrand sur Marchais comme certaine. Il aurait au moins fallu écrire : que les instances de la CGT… se prononcent… pour appeler le cas échéant au vote Mitterrand au second tour. La peau de l'ours…
Parallèlement, une telle demande a-t-elle été formulée envers les PS au cas où le candidat du PCF virerait en tête au 1er tour ? Non.

Museler son programme pour « *battre Giscard* » ?

***Informations Ouvrières* n°993** - (semaine du 28 mars au 4 avril)

Cette fois le pas est franchi (c'est le dernier, d'autres l'avaient été avant : la décision de ne pas présenter de candidat de l'OCI, et celle –liée à la première et prétendant la justifier- d'appeler au vote pour un candidat unique PS-PCF dès le 1er tour). *I.O.* titre en caractères énormes : « *Battre Giscard* » puis en plus petit : « *Pour contrer la division, votez pour le candidat le mieux placé pour battre Giscard. Votez Mitterrand* ». Tout est dit. Les militants et électeurs du PCF en sont pour leurs frais, à commencer par ceux qui s'étaient ralliés à la campagne d' «unité ». L'OCI choisit un camp qui ne peut être celui du front unique, qui lui tourne même le dos, et, du même coup, à sa propre construction comme parti révolutionnaire. Elle se fait agent électoral inconditionnel de Mitterrand.

L'Editorial donne « *Notre position* » :

> *Giscard battu, la minorité des capitalistes qu'il représente perd au contraire une position décisive dans le combat qu'elle a engagé pour sacrifier les intérêts de l'immense majorité. Giscard chassé, c'est l'ouverture que les masses laborieuses se donnent à elles-mêmes pour se doter des moyens de la mobilisation qui leur permettra de prendre en main la solution des questions urgentes qui assaillent le pays. Car la défaite de Giscard remettra en question toute l'offensive organisée par son gouvernement sur tous les terrains.*

Je suis d'accord avec tout cela, à ceci près que manque à cette bataille la dimension de la guerre : La défaite de Giscard est une chose, la construction du parti permettant à la classe ouvrière de s'emparer de cette défaite pour aller jusqu'au bout en est une autre. En s'attachant au char de Mitterrand, qui va devenir le char de l'Etat, l'OCI perd son indépendance de parti, et du même coup sacrifie son caractère révolutionnaire, sa raison d'exister. Et de ce fait, elle condamne aussi les masses laborieuses à ne pouvoir tirer parti jusqu'au bout de leur victoire, et à

l'offensive ennemie de se réorganiser sous d'autres formes, sous le gouvernement bourgeois que Mitterrand ne manquera pas de constituer, en « bafouant » une majorité PS-PCF (à l'Assemblée, mais d'abord et avant tout dans le pays) qui ne demande pas mieux alors que d'être « bafouée ».

> (…) *Telle est la situation. Et la vérité oblige à dire que Giscard, et avec lui le régime de la Vème République, ne peuvent compter que sur quelques dizaines de milliers de cadres du PCF qui, sans se soucier des intérêts des travailleurs et de la jeunesse, opèrent avec Marchais pour laisser passer Giscard, en tentant d'assurer la défaite de Mitterrand*.

Est-ce ici vraiment une position de Front unique ? En réalité, c'est tout l'électorat du PCF qui est ici rejeté dans les ténèbres extérieures, et, au contraire, tout l'appareil du PS –et pas son électorat- qui est propulsé aux nues, d'où est absente toute critique : la Vème République fera mieux que survivre sous le régime de Mitterrand, et rien par avance n'en a été dit, puisque l'OCI a renoncé à donner son programme et à combattre pour le défendre dans la campagne électorale.

> (…) *L'agonie du régime est un fait depuis des années. Cette agonie se prolonge uniquement par la division. Dès lors, la position des révolutionnaires coule de source. Ils doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher cette agonie de se terminer dans des maux encore et toujours plus lourds qui aggraveraient les conditions de vie et de travail des masses. Ils doivent tout faire pour assurer aux masses laborieuses et à la jeunesse les meilleures conditions pour prendre en mains leur propre destinée, et donc tout faire pour infliger la défaite à Giscard, pour en finir définitivement avec les institutions réactionnaires de la Vème République. La seule façon d'y arriver n'est pas dans une politique de soumission et d'esquive, mais dans une politique offensive contre l'arme ultime de Giscard, la politique de division du PCF et de son candidat Marchais*.

L'outrecuidance domine. Le paragraphe est fait pour présenter comme certaines, d'une logique implacable, les positions et le choix de l'OCI-u. Mais la première d'entre elles est un postulat, sur lequel repose depuis 1968 l'analyse de l'OCI, et que rien jamais n'est venu ni ne viendra démontrer ni confirmer : en 2015, nous sommes toujours sous le régime de la Vème République. Une fois de plus, la direction de l'OCI -Lambert à la direction de la direction de l'OCI-, manie le raisonnement comme une machine irréversible. Il ne procède même plus par questions, même plus par questions oratoires. L'OCI, en segmentant, en isolant l'élection présidentielle de toute autre considération, notamment des propres intentions déclarées de la direction du PS, à laquelle elle se lie, pour laquelle elle se coupe de son programme, accomplit le premier pas dans le sens opposé à celui qu'elle annonce à son de trompe : la préservation de la Vème République et de ses institutions.

Et lorsque l'éditorialiste Lambert (à n'en pas douter) parle d'une « *politique de soumission et d'esquive* » qu'il oppose à « *la politique offensive contre l'arme ultime de Giscard* », c'est-à-dire « *la politique de division du PCF et de son candidat Marchais* », à qui ses critiques non précisées s'adressent-elles ? A la direction de la LCR certainement. Mais au-delà, à tout ce qui pourrait, dans l'OCI u. elle-même, être tenté de penser que cette « politique offensive » ressemble à tout sauf à une politique de front unique, et que, même si elle ne présentait pas de candidat (ce qui est déjà lourd à avaler), l'OCI-u. aurait pu et dû combattre simplement pour un engagement de désistement réciproque au second tour, dans la tradition

électorale toujours jusque-là respectée du « au premier tour on se compte ». Cela qui lui laissait les mains et la parole d'autant plus libres pour avancer ses propres positions programmatiques.

L'astuce consiste à utiliser les capacités de l'OCI d'affronter l'appareil stalinien, et ses traditions bien ancrées dans ce domaine (utile et sain), pour les détourner de leur fonction et transformer soudain ce qui apparaissait sous les dehors vertueux d'un combat de front unique en appui électoral pour Mitterrand. Et qui plus est, pour le président de la Vème république Mitterrand.

L'offensive contre la candidature Krivine se poursuit en p.4. Il est vrai que la LCR fournit des armes de choix par ses positions ultimatistes principalement envers le PS et ses rodomontades. Mais aurait-elle disposé de ces libertés si l'OCI avait été en campagne, même sous la forme « protocolaire » d'une campagne pour Krivine ? La critique aurait été d'autant plus efficace que cette fois elle aurait été interne, liée à un « frapper ensemble ». L'OCI porte sa propre part de responsabilité dans la dérive de la politique de la direction de la LCR.
Là où la critique de la LCR porte et fait mal, c'est lorsqu'elle dit que le choix de l'OCI d'appeler à voter Mitterrand dès le 1er tour est la « *conclusion de sa trajectoire opportuniste* » (...) « *Cette position tourne le dos au combat pour le front unique des partis ouvriers pour la défaite de Giscard.* »

En page 5, il faut aussi contrer l'offensive déclenchée par l'appareil stalinien, à qui l'OCI a donné des armes contre elle-même d'abord, mais surtout contre ceux qui, dans le PCF et autour du PCF, avaient été sensibles aux mots d'ordre d'unité, jusque-là audibles et crédibles, sur lesquels l'OCI u. combattait. Ainsi, contradictoirement mais certainement, c'est en appelant à voter Mitterrand dès le 1er tour que la direction de l'OCI(U) rend un signalé service à la direction du PCF contre ceux de ses membres que la campagne de l'OCI(U) avait commencé à ébranler. Page 6, citation d'un discours d'un jeune dirigeant stalinien d'alors, Paul Zarka, qui s'engouffre dans le trou béant laissé par l'OCI :

> *Ne vous dites pas : après tout, avec Mitterrand, cela ne peut pas être pire qu'avec Giscard. Rien n'est plus faux. Les patrons, les banquiers préparent le pire dans l'ombre. Grâce à son label de gauche, Mitterrand vous ferait passer les pilules que Giscard, impopulaire, n'arrive plus à vous faire avaler.*

Les quatre ministres staliniens du premier gouvernement Mitterrand s'emploieront en effet, à apporter leur pierre à ce passage de pilules.

***I.O.* n°994** (semaine du 4 au 11 avril 1981)

Titre de Une : « *12 000 à Paris : tout faire pour battre Giscard !* » (Dans un texte de préparation du 26ème congrès, le chiffre sera ramené à 9000).
Dans l'éditorial de la page 2, une formulation ambigüe :

> *Giscard battu, c'est la voie ouverte au combat uni pour les travailleurs, c'est la division battue par les travailleurs eux-mêmes, c'est la voie ouverte pour démanteler l'édifice des réformes, des lois et des décrets réactionnaires qui pèsent sur les travailleurs et la jeunesse. Giscard battu, c'est une évidence,*

une question se pose alors à tous, dans tout le pays : qui doit gouverner pour s'attaquer aux problèmes de l'heure ?

Le reste de l'éditorial ne répond pas clairement à cette question, parce que, il faut le répéter, pas un mot de critique jamais durant toute cette campagne ne sera tourné contre ce que Mitterrand et le PS se préparent à faire en cas de victoire électorale. Il est difficile de penser qu'il n'y a pas de volonté à laisser cette question sans réponse claire : le travailleur qui lit de bonne foi ce texte répond à la question : qui doit gouverner ? Mitterrand, parbleu ! Et la suite ne le contredira pas. Mais qui, dans ce texte, instille sans avoir l'air d'y toucher des illusions sur les vertus d'un gouvernement décidé par Mitterrand ? Seule un programme révolutionnaire défendu par l'OCI pouvait permettre de déployer notre politique et de préciser ce que nous entendions par ce « Qui doit gouverner ? ». De cela, pas un mot.

Deux titres d'*I.O.* déjà suffisent à donner une tout autre réponse :
La première page déjà citée du n° d'IO 1004 : « *14 Juin : Nouvelle défaite de tous les partis bourgeois*
21 Juin : MAJORITE PS/PCF A L'ASSEMBLEE pour donner à Mitterrand les moyens de gouverner contre les capitalistes et les banquiers ».
Elle est précédée du titre de la Une du n°1000 : *« Prolongeons la victoire du 10 mai : Majorité PS-PCF à l'Assemblée !* »

« Prolongeons... » L'essentiel, pour nous, pourfendeurs de la Vème république et de son régime présidentiel si anti-démocratique, était donc dans « la victoire du 10 mai », celle de Mitterrand. La majorité PS-PCF est minorée, subordonnée. Et la subordination de la majorité PS-PCF au président de la république est clairement exprimée : le patron, ce doit bien être Mitterrand. L' « effondrement des institutions » est-il à l'ordre du jour ? Si l'OCI-u avait présenté un candidat et un programme, aurait-on fait courir un risque au résultat électoral ? L'inversion des facteurs, de la part d'un dirigeant aussi conscient, qui fait passer avant la majorité PS-PCF le pouvoir bonapartiste d'un président de la Vème république, n'est pas due au hasard, ni à une erreur de jugement. Il a profité de l'ivresse de cette première victoire, y compris dans nos rangs, pour avancer sa position.

D'ailleurs le soir du 10 mai 1981, alors que par centaines nos militants allaient manifester à la Bastille avec les dizaines de milliers d'électeurs enthousiastes, Lambert disait à ses proches (je reproduis ces propos de mémoire) : « Maintenant, il va falloir déverser des tonnes de glace sur nos militants ». Mais qui avait allumé l'incendie des illusions ?

« *Votez Mitterrand* »

***I.O.* n° 995** (semaine du 11 au 18 avril)
Le 1er tour des élections est le 26.
En gros caractères : « *Dès le 1er tour* »... en plus petit « *Il faut battre la division* ». Puis :
« *Votez pour le candidat le mieux placé pour battre Giscard. VOTEZ MITTERRAND* »

L'accent est donc mis sur une chose, qui n'est pas « battre Giscard », mais « battre la division ». Pour le lecteur, de la même manière que, selon le PCF, l'ennemi principal n'est pas Giscard mais Mitterrand, pour l'OCI, l'ennemi principal dans cette première

page n'est pas non plus Giscard : c'est le PCF et Marchais candidat. La division a remplacé le front unique.

***I.O.* n°996** (semaine du 18 au 27 avril)

Titre : « *26 avril : votez Mitterrand* »

> 1ère page (en gros) *(...) L'enjeu des élections ne fait pas de doute : ce sera Giscard d'Estaing ou Mitterrand* (...) *Sans prendre pour autant la responsabilité de la politique du PS, l'OCI unifiée appelle à voter François Mitterrand dès le 1er tour* .

C'est une des rares fois, sinon la seule jusqu'ici (il faudrait relire encore), qu'est utilisée la formule ''*Sans prendre pour autant la responsabilité de la politique du PS*'', soit le plus petit démarquage possible, sans qu'il soit jamais expliqué POURQUOI l'OCI(u) ne « prend pas la responsabilité de la politique du PS ». Simple cache-sexe placé en vitesse.

***I.O.* n°997** (semaine du 27 avril au 2 mai)

Titre : « *Les résultats du 27 avril sont là : Giscard doit être chassé ! Le PCF doit appeler sans condition à voter pour Mitterrand !* ».
Rappel : Mitterrand a recueilli 26,01% des suffrages exprimés, Marchais seulement 15,35% (Giscard, 28,03% - *I.O.* néglige de citer le score du candidat Krivine).

> En trois ans, depuis les législatives de 1978, « *l'écart entre les deux partis est passé de 2% à près de 11%. (...) Les travailleurs ont placé le PS en tête des partis ouvriers dans tous les départements, à l'exception de quatre.* » Mitterrand « *recueille le plus important pourcentage de voix qu'il ait jamais connu dans toute son histoire, le PCF lui, réalise le score le plus bas qu'il ait enregistré depuis 45 ans. (...) et ce considérable déplacement des voix du PCF vers le PS est encore plus net dans les régions ouvrières qui constituaient jusque-là pour le PCF d'inexpugnables bastions électoraux. (...) L'attachement électoral au PCF, en relation avec les liens établis par ses militants, a toujours été source de grande stabilité.* » Andrieu, dans son édito de l'Humanité, parle de « *la volonté, ou plutôt l'illusion de voter dès le premier tour pour le candidat de gauche qui leur était désigné par le pouvoir comme le seul capable d'accéder au second tour.* »

Le PCF atermoie pour le désistement au second tour.
Cet énorme écart de voix entre Marchais et Mitterrand a une autre signification : même si l'OCI n'avait pas fait la campagne politique qu'elle a faite, le résultat électoral n'aurait pas été modifié... Elle a donc consacré ses forces à accompagner un mouvement de masse, sans tenir sa place d'organisation révolutionnaire.

En éliminant de la bataille électorale absolument tout élément de critique envers le PS et son candidat, que seule aurait permis une campagne sur un programme, le programme révolutionnaire, en s'en prenant au seul Marchais fauteur (principal) de division, l'OCI laisse contradictoirement aux staliniens le champ libre pour exprimer des critiques formellement justes (celle de Zarka déjà citée), en leur opposant le seul argument massue : chasser Giscard. L'OCI a délibérément laissé de côté : chasser la Vème république et chasser le capitalisme ; ainsi que, sous une forme adaptée :

combattre tous les appareils contre-révolutionnaires, qui constitue un point majeur de la stratégie du front unique ouvrier. Les pages qui rendent compte des résultats (2 à 5) ne citent aucune déclaration de dirigeants du PS, ni de Mitterrand, alors qu'elles citent abondamment les partisans de Giscard et le PCF. C'est une constante dans ces numéros d'IO : le PS est la grande muette. Le programme exposé par Mitterrand a été totalement occulté. Informations « ouvrières » p.5, cite l'intervention de Lambert au local de l'OCI le soir des résultats :

> « *Un mouvement profond est en cours dans la classe ouvrière. Depuis plus d'un demi-siècle, les appareils, et plus particulièrement l'appareil contre-révolutionnaire du stalinisme, étouffent le mouvement ouvrier. Trotsky nous a enseigné la responsabilité écrasante du stalinisme dans les défaites du prolétariat. Les résultats d'aujourd'hui témoignent que la classe ouvrière commence à s'émanciper de ce carcan. Le prolétariat international, le prolétariat français viennent de remporter une victoire contre un des plus puissants partis staliniens du monde. La politique de division du PCF a subi une défaite dans une situation où la classe ouvrière, elle, ne sera pas défaite. Au contraire, elle avance.* »

> Lambert encore : « *l'OCI unifiée a fait ce qu'elle devait faire. Elle a appelé à voter F. Mitterrand dès le 1er tour pour infliger une défaite à la division. Nous avons exprimé consciemment le mouvement de la classe ouvrière à une échelle de masse, à l'échelle de millions d'hommes. Nous allons mobiliser, nous lier à ce courant de millions d'hommes dans la classe ouvrière qui veut l'unité. Bien sûr, au sein de celle-ci, il existe des illusions. Révolutionnaires, nous savons que la défaite de Giscard sera une première étape. Et nous savons que, dans un premier temps, la classe ouvrière passe par les grandes organisations. (...) Il nous faut maintenant concrétiser cette victoire. Il nous faut ouvrir avec audace les portes du parti. Le pari des 10 000 militants.(...) Le parti des 10 000 militants est là, à portée de notre main. Oui camarades, plus que jamais, l'heure est à la IVème Internationale* ».

On remarque :
1/ Lambert utilise et détourne la formule « Le marxisme est l'expression consciente d'un processus inconscient ». En appelant à voter Mitterrand dès le premier tour sans esquisser la moindre expression indépendante sur les positions propres au parti révolutionnaire, son programme, incluant la critique du programme et de l'action des partis ouvriers-bourgeois, PS compris, l'OCI n'a fait que suivre, chevaucher, un mouvement qui aurait de toute façon eu lieu sans elle : le pourcentage d'électeurs de Mitterrand que représente en réalité son activité propre n'a certainement pas fait basculer la victoire vers Mitterrand et le PS. La direction de l'OCI a ainsi, d'une certaine façon, plongé le parti dans l'inconscience.

Si la « rupture avec la bourgeoisie », dans ce moment de l'élection, était une exigence parfaitement clairement formulée quant au PCF –mettre fin à la division-, en revanche absolument rien n'était exigé du PS et de Mitterrand, sinon d'être eux-mêmes et de jouer leur rôle de parti électoraliste revendiquant à ce titre le pouvoir en tant que gestionnaires des intérêts bourgeois. Aucune exigence durant tout ce temps envers le PS. Toutes les illusions pouvaient donc couver au chaud de ce silence.

2/ Pourquoi ? Rien dans ce que dit Lambert ne peut fondamentalement déplaire aux bureaucrates autres qu'aux staliniens. Au contraire : l'OCI leur a rendu, à sa modeste place, un signalé service, aux avant-postes de leur opposition farouche de toujours contre les « cocos ». Au moins pour eux est-elle bonne à ça.

3/ Sur les « illusions » annoncées par Lambert. A quel moment de la campagne menée par l'OCI a-t-il été explicitement dit que chasser Giscard constituait « une première étape », et à quel moment a-t-elle exposé le contenu de l'étape ou des étapes suivantes pour commencer à armer politiquement une avant-garde en construction ? Cela nécessitait là encore d'expliquer en quoi consistait la politique de Mitterrand et du PS, ce qui jamais ne fut fait. On en revient toujours là.

Les 2 pages centrales, sous le bandeau répété (battre Giscard), contiennent deux grands articles.
Le 1er : « *Chasser Giscard, c'est ouvrir la voie à la classe ouvrière…* »

> « *Ce mouvement des plus larges masses exige la victoire sur Giscard. Et cette victoire, possible aujourd'hui, dans ces élections, c'est un coup majeur porté au dispositif central de la classe capitaliste contre la classe ouvrière*. [depuis quelques semaines, les mots ''institutions de la Vème République'' ont disparu. Ils sont ici remplacés par une périphrase, acceptable par les dirigeants du PS. Car pour qui connaît l'usage précis du vocabulaire politique dans l'OCI, ce remplacement a une signification. Même remarque dans ce qui va suivre] *Après le grand coup de boutoir de la grève générale de 1968, l'éviction du fondateur du régime en 1969, la majorité PS-PCF en voix, dans le pays, réalisée dès 1977, la situation commande que soit porté un coup au cœur même du régime, au niveau où tout se décide. Giscard, la présidence, dans ce régime, c'est la clé de voûte. Qu'elle saute et la voie est ouverte à la classe ouvrière, pour faire valoir ses propres exigences politiques, face au capital, face à l'Etat bourgeois.(…) Mais qu'est-il donc, ce mouvement dirigé contre Giscard, qu'est-il donc sinon celui des exploités contre les exploiteurs, contre le capital, qu'est-il donc sinon le mouvement propre de la révolution.* »

Cette envolée masque un fait capital : la chute de Giscard n'ouvre pas seule en grand les portes vers la révolution. Il y aura derrière cette porte enfoncée d'autres obstacles que ceux dressés devant par le parti stalinien. Ceux qui sont désignés par le vote ouvrier comme leurs représentants et leurs chefs deviennent à leur tour l'obstacle majeur, en lieu et place du stalinisme battu mais pas mort, et qui servira encore en s'adaptant comme à son habitude pour mieux trahir : en revendiquant ensuite sa part du travail au gouvernement de front populaire. Il n'empêche qu'à partir de 1981, l'ennemi principal dans les rangs ouvriers, c'est le PS et son chef président. Et de cela, ici, pas un mot. Est-ce trop tôt ? Est-ce que l'OCI craint que cette critique fasse fuir une masse d'électeurs ? Est-ce diviseur ? La confusion est bien entretenue, le flou, le silence. « La situation commande » dit le texte. Mais qui commande à la situation ? La place de l'OCI, son rôle, ici, ne sont pas définis, la responsabilité semble bien tout entière portée sur la classe ouvrière, comme une entité indéfinie qui n'aurait pas besoin d'avant-garde.

Dans le second article, qui prolonge le premier (titré « … *pour s'attaquer aux grandes questions* » et sous-titré : « *Pure hypocrisie que les conditions de programme ! Il faut battre la division* »), apparaît ce qu'on pourrait appeler l'esquisse d'un programme ouvrier : ce qu'il faut changer dans l'enseignement, dans la santé sont les deux exemples choisis. : « *Giscard chassé (…) qui peut l'inverser* [le mouvement de destruction de l'école publique], *organiser l'enseignement selon les besoins des masses laborieuses, sinon les masses laborieuses elles-mêmes, dans l'unité et la démocratie ?* »

De nouveau revient le mot magique de démocratie au détour de la phrase. Mais l'article ne dit pas à quelles forces désormais la classe ouvrière devra avoir affaire pour «inverser le mouvement».

Dernière page : une déclaration du BP de l'OCI (unifiée).
Extraits :

- « *Le vote Mitterrand, c'est le vote pour l'unité, pour submerger la division par les moyens que se donnent les travailleurs eux-mêmes d'en finir avec la division*. »

Si ce vote avait été celui du second tour, ç'aurait pu être le cas.

- « *A présent, les choses sont claires. Les résultats du premier tour le démontrent. Le combat d'unité a jeté ses bases dans le pays. Désormais les travailleurs comprennent, et comprendront demain encore plus, que vouloir, c'est pouvoir*. »

La préconisation de cette méthode Coué à coup de formules générales et sans signification n'empêchera pas la formation d'un gouvernement de font populaire immédiatement après le 10 mai (dont l'OCI-u. ne dira rien, et dont elle ne donnera même pas la liste). Il y a plusieurs manières de distiller des illusions, y compris à ses propres militants : on pourrait croire en lisant ce texte, que l'OCI a joué un rôle majeur dans les résultats électoraux.

- « *L'OCI (unifiée) préconise l'entière liberté politique au sein du mouvement ouvrier, car combattre la liberté, c'est contribuer à défaire la division. Car, sans unité, qui implique la liberté et la démocratie, il est impossible d'arracher les améliorations réelles pour les travailleurs et les jeunes, et il serait impossible d'en finir avec le pouvoir du capital* ».

Réapparition du mot « démocratie » après une entourloupe : on parle d'abord de l' « entière liberté politique au sein du mouvement ouvrier », périphrase désignant la démocratie *ouvrière*, et on glisse ensuite vers la démocratie tout court, la démocratie bourgeoise, dans laquelle a sa place le gouvernement de front populaire qui se prépare.

La ''démocratie'' met le nez à la fenêtre

La « question de la démocratie » était restée jusque là assez discrète. Mais à partir de mai 1981, elle va se déployer jusqu'à devenir le véritable drapeau dans lequel va s'étouffer la politique de l'organisation.

***I.O.* n°998**, (semaine du 2 au 11 mai)

Page 2, la fin du court éditorial « *Une seule chose compte* » (le vote Mitterrand), introduit à nouveau le mot « démocratie » :
« *Groupons-nous, organisons-nous : pas une voix se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie ne doit manquer, le 10 mai, sur le nom de Mitterrand !* »

L'appel au vote dépasse donc le vote de classe, il englobe aussi les « démocrates ».

***I.O.* N°999** , (semaine du 11 au 16 mai)

« *Giscard battu – L'unité a vaincu – Tous les partis bourgeois battus* » titre la Une.
Il n'est pas question de la majorité PS-PCF, ni de l'exigence d'un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois, mais de Mitterrand exerçant « *les responsabilités du pouvoir* » (éditorial).

Tandis que se prépare la mise en place d'un gouvernement de front populaire (ce que l'OCI sait parfaitement mais dont elle ne dit mot), on lit dans l'éditorial:

> *Aujourd'hui comme hier, comme elle l'a fait en appelant au vote sans conditions pour F. Mitterrand dès le 1er tour, l'OCI unifiée ne pose aucune condition à l'unité contre le capital. Et c'est pourquoi à notre avis l'attitude de tous les partis et organisations se réclamant du mouvement ouvrier et populaire devrait être : liberté vraiment entière de discussion des points de vue des uns et des autres, sans anathèmes, calomnies ni violences, afin de régler selon les principes de la démocratie toutes les questions relevant des difficiles problèmes que la classe ouvrière et la jeunesse vont avoir à affronter.*

Glissement de langage… C'est peut-être la seule, ou la première fois que dans IO, dans le langage de l'OCI, apparait l'étrange expression « mouvement ouvrier et populaire ». Mais elle fait écho au glissement renouvelé de la démocratie ouvrière en démocratie de la même phrase. Le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste appartient-il aux « anathèmes » récusés dans le texte ?
Au contraire, il est remplacé par cette formule extraordinaire :

> *Pour contrer le sabotage exercé par les banquiers et les capitalistes (…) avant même que Mitterrand n'exerce les responsabilités du pouvoir, la mise en œuvre de mesures résolues ne saurait tarder.*

Ambigüité de l'expression finale, qui exprime la confiance dans ce que se prépare à faire Mitterrand.
« *Ne saurait tarder* » ! Au lieu d'écrire tout simplement : ''s'impose'', le rédacteur, en employant cette formule à double sens, semble vouloir dire : faites confiance à Mitterrand, vous allez voir ce que vous allez voir, comment il va régler leur compte aux banquiers et aux capitalistes.

Page 12, un article « *La Vème République après le 10 mai* » aborde plus nettement la question de la «démocratie».

> (…) *Sous la Vème République, tous les conflits particuliers ou généraux sont tranchés au plus haut niveau du pouvoir d'Etat, sans tolérer la moindre confrontation démocratique. L'élection de Mitterrand présenté par le PS signifie que les conflits doivent être placés sur le terrain du parlementarisme. Voilà pourquoi cette élection exige en premier lieu la dissolution de l'Assemblée nationale.*

Le flou dans l'expression permet la confusion des lectures :

1/ De quels « conflits » s'agit-il ? Les plus importants sont les « conflits » entre les classes, mais ils sont ici tous confondus en une ténébreuse et profonde unité.

2/ Le « voilà pourquoi » fait découler de la nécessité de « placer » les « conflits » « sur le terrain du parlementarisme » l'exigence de la dissolution de l'Assemblée. A

qui ces paroles s'adressent-elles ? En quoi concernent-elles la classe ouvrière ? (Et, par la suite, c'est-à-dire sous les gouvernements Mitterrand, en quoi « les conflits » ont-ils été « placés sur le terrain du parlementarisme » ? On rejoint la formulation employée quelques mois plus tôt (*I.O.* n°972) sur le fait que « *la forme politique du régime de la Vème République vise à interdire aux masses laborieuses de faire valoir leurs intérêts, en les excluant des décisions prises dans le cadre d'institutions où le pouvoir –le centre des décisions- est directement concentré entre les mains du président de la république* ». Le retour à un régime parlementaire fait-il partie du programme de l'OCI ?

Mais, ayant avancé dans cette pente, l'auteur de l'article répond en présentant aussitôt son garde-fou idéologique :

Notre point de vue n'est pas celui de la démocratie parlementaire. Nous savons que la société capitaliste s'est accommodée, au gré des nécessités historiques, de tous les régimes politiques. Avec Marx, nous ne pensons pas que la société puisse être débarrassée de ces fléaux que sont les crises, le chômage de masse, la paupérisation de millions d'hommes, les guerres, sans que la démocratie ouvrière, le pouvoir politique des producteurs, organisés en conseils, n'impose les droits du plus grand nombre à la minorité capitaliste.
Mais répétons-le : il n'est nul besoin d'être marxiste pour constater que la Vème République dresse contre la démocratie, depuis 23 ans, des institutions fondées sur les pouvoirs arbitraires de l'exécutif.

On pourrait appeler cela un raisonnement à deux étages. Au premier, la démocratie ouvrière, les conseils, la dictature du prolétariat. Au rez-de-chaussée, la démocratie, le parlementarisme, le « libre débat » sur les « conflits ». A qui cet article s'adresse-t-il ? Qui cherche-t-il à convaincre, et de quoi ? Il ne s'adresse pas à la classe ouvrière (au premier étage). A qui alors, sinon à l'appareil du PS en premier lieu ?

> (...) *jusqu'à la dernière heure, dans un forcing réactionnaire, les Beullac et les Barrot ont bourré les tiroirs des préfets et recteurs de décrets et circulaires de combat, qui sont autant d'armes contre les revendications, contre la démocratie*.

Manifestement, l'article cherche des « alliés » à la classe ouvrière pour le combat contre les institutions de la Vème République. Voyons, dit l'article, il n'y a pas que la classe ouvrière qui a à y gagner si nous mettons fin aux institutions réactionnaires de la Vème République. Il peut y avoir une alliance entre « les revendications » (la classe ouvrière) et « la démocratie » (pas la classe ouvrière...) contre la Vème République. Mais qui d'autre alors ? Quelles forces constituées ? Quelles couches sociales organisées ?

Le dernier paragraphe revient à la charge en rajoutant de la confusion :

> *Giscard est tombé. Comment imaginer que, contre toute démocratie, ses œuvres et l'œuvre des siens lui survivent politiquement ? Giscard est tombé. C'est la logique même du mouvement qui l'a chassé de tendre à régénérer la société par la démocratie des producteurs, libérant la société des fers du capital.*

Les deux étages se confondent une fois de plus, de la manière la plus délibérée, la plus calculée. La confusion est subtilement entretenue. La dernière partie soulignée pourrait être signée par un réformiste bon teint. Tant que la classe ouvrière ne fait que « tendre à » (ce qu'elle fait en permanence d'une certaine façon), la vie bourgeoise peut continuer. 35 ans plus tard, la « logique même » n'a toujours pas

libéré « la société des fers du capital ». Mitterrand, les appareils syndicaux, les partis ouvriers bourgeois, ont pu, en effet, « imaginer » la manière de les maintenir.

Primauté donnée au Président sur l'Assemblée nationale

***I.O.* N°1000** – (Semaine du 16 au 23 mai)

Le titre de Une clame : « *Prolongeons la victoire du 10 mai – Majorité PS-PCF à l'Assemblée !* »
Il faut y revenir. Pour l'OCI, la présidence de la République sous la Vème République est un des caractères les plus anti-démocratiques de ses institutions. Or c'est au moins la seconde fois que, par ce « *prolongeons* » au lieu d'un « concrétisons » par exemple, l'OCI affirme, revendique la soumission de la future majorité PS-PCF au président de la république. Le « prolongeons » marque que l'essentiel est atteint et qu'il faut à présent simplement le compléter pour « donner à Mitterrand les moyens de gouverner ». Une candidature de l'OCI au 1er tout, exposant son programme, critiquant donc nécessairement les programmes et surtout les intentions des partis ouvriers bourgeois, n'aurait pas permis cet écart de vocabulaire.

> *Le deuxième acte doit être de prolonger la victoire du 10 mai par une majorité PS-PCF lors des élections pour le renouvellement de l'Assemblée nationale, afin d'éliminer la contradiction que constitueraient la victoire de Mitterrand et le maintien d'une Assemblée nationale dominée par la minorité UDF-RPR*.

L'éditorial enfonce le clou. Le but affirmé, fixé au gain de cette majorité de députés PS-PCF n'est pas qu'ils gouvernent, non : il est simplement « d'éliminer la contradiction » qui empêcherait Mitterrand de gouverner à sa guise. Depuis quand d'ailleurs les textes de l'OCI ne rappellent-ils plus que Mitterrand était le candidat du PS et son ancien et tout récent premier secrétaire ?
Alors que l'OCI sait parfaitement bien que Mitterrand est en train de constituer un gouvernement de Font populaire et en constituera un second semblable au premier en cas –fort probable- de majorité PS-PCF, l'éditorial n'en continue pas moins, comme si de rien n'était :

> *Sans aucun doute, le Comité central de l'OCI unifiée décidera de tout mettre en œuvre pour infliger une nouvelle défaite aux partis du régime, à tous les partis bourgeois, pour que soit constitué un gouvernement de la majorité répondant aux aspirations du peuple travailleur*.

Trois changements de vocabulaire presque anodins en apparence :
« *Partis du régime* » remplace « partis bourgeois » - « *Gouvernement de la majorité* » se substitue à «gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes». Or le terme « la majorité » contient déjà une ambiguïté dans laquelle d'autres que les partis ouvriers peuvent se glisser, comme le petit parti bourgeois des Radicaux de gauche. - Et « *peuple travailleur* » évince « classe ouvrière » ou même « prolétariat ». Cela permettra ensuite à l'OCI de dire que le « peuple travailleur » considère le gouvernement Mauroy-Fiterman-Crépeau comme « le sien ».

Ces trois changements présentent tous la même caractéristique : ils effacent les termes de classe, de lutte des classes. Le langage du « trotskyste » se fait courtisan : il ne faut pas choquer celui qui désormais « exerce les responsabilités du pouvoir » et dont les « mesures résolues » « ne sauraient tarder ».

Enfin, l'éditorial énumère quelques-unes des mesures que devrait prendre très rapidement un tel gouvernement :

> *Nationaliser toutes les banques, les offices des agents de change et toutes les officines financières qui réalisent ces filouteries qui sont autant de complots contre l'économie du pays, n'est-ce pas là l'exigence de l'heure ? Soustraire l'économie du pays à la domination des capitalistes et des banques, telle est l'unique issue pour combattre l'inflation et ses conséquences, le chômage, la hausse des prix. C'est ainsi que pour l'OCI Unifiée, les contours du futur gouvernement devraient être déterminés par la solution de ces questions vitales pour l'avenir du pays .*

C'est la première fois dans la campagne politique des élections que l'OCI énonce, même brièvement, des exigences programmatiques.
Quant aux « contours du futur gouvernement », encore une périphrase qui permet d'éviter le mot d'ordre qui aurait dû être central : gouvernement PS-PCF sans ministre représentant des partis bourgeois. Les exigences ont été remplacées par des conseils. Le révolutionnaire fait son entrée en cour.

Encore une occurrence du mot « démocratie », dans la citation qui a dû être choisie pour cette seule raison, extraite du dernier numéro de La Vérité de 1958 éditée sous forme d'hebdomadaire imprimé (supplément spécial *I.0.* N°1000, p.I):

> *Plus que jamais, la classe ouvrière, à qui la bourgeoisie a infligé une défaite sévère, ne pourra résister à l'offensive patronale contre son niveau de vie et ses libertés que par la réalisation du front unique ouvrier, sans lequel nulle résistance efficace ne peut être organisée. Il n'y a de démocratie que dans le cadre des organisations et des tendances réalisant l'unité d'action sur une commune stratégie et des mots d'ordre défensifs élaborés en commun.*

Dans ce passage, la démocratie dont il est question semble ne pouvoir être que la démocratie ouvrière, ... mais aucune précision n'est donnée sur la nature des « organisations et des tendances réalisant l'unité d'action... etc. ». Durant des années et des années, à juste titre, les militants trotskystes ont été formés, aguerris, à un langage précis, à un vocabulaire sans ambiguïté, surtout lorsqu'il s'agit des rapports entre les classes. Ce flou aurait pu en alerter plus d'un. Mais, en 1981, les militants grisés, affaiblis et trompés en sont-ils à cela près ?

p.5, colonne titrée « *Il faut se regrouper* » :

> *Dans quelques semaines, les syndicats vont commencer les négociations avec le nouveau gouvernement. Dans l'ensemble du mouvement ouvrier, l'heure et à établir sérieusement, dans le calme et la démocratie ouvrière, l'état exact de la situation, les besoins des masses laborieuses.*

La manière de s'exprimer laisse entendre que les travailleurs n'ont pas besoin de se presser, c'est-à-dire de se mobiliser, qu'ils ont maintenant affaire à une situation, à un gouvernement, qui vont agir dans le bon sens, dans le sens de la satisfaction de

leurs revendications, et que les « syndicats » (les appareils syndicaux en l'occurrence) vont se faire leurs porte-paroles fidèles. Patience, dit l'OCI aux travailleurs.

> p.12 : *Et maintenant ?* : *L'ordre des problèmes à régler ne proviendra pas de constructions doctrinaires. La vie elle-même impose des urgences. Il y a tous les licenciements en cours. Comment les travailleurs ne verraient-ils pas la possibilité de prendre appui sur la majorité nette du 10 mai, rassemblée contre l'organisateur central des licenciements ? Comment la revendication de suspension des procédures en cours, garanties par les préfets de Giscard, encore en poste, ne surgirait-elle pas ?*

Ici encore, pas de mots d'ordre, mais des conseils. Au lieu de dire par exemple : les préfets nommés sous Giscard, chargés d'appliquer sa politique, sont encore là : dehors ces préfets giscardiens ! Annulation des plans de licenciements ! Suspension de toutes les procédures encours ! Au lieu de cela, la casquette à la main, on demande humblement qu'il soit tenu compte de ce qui va « surgir » des travailleurs.

***I.O.* n°1001** – (semaine du 23 au 30 mai)

La Une : « *Et maintenant, défaire tous les partis bourgeois – Majorité PS-PCF à l'assemblée !* »
Bien.
Page 3 : Résolution du CC de l'OCI Unifiée, section française de la IVème Internationale (Comité International)

> *La Vème République et ses institutions réactionnaires ne sont pas abolies. Tous les postes de commande de l'Etat restent encore aux mains des partisans de Giscard et de Chirac, qui continuent à diriger toute la machine de l'Etat, dans une situation où les monopoles capitalistes, les grandes banques ont déjà commencé à désorganiser l'économie du pays. La nécessité s'impose donc de prendre dans les délais les plus rapides les premières mesures, et toutes ces mesures ne sauraient être prises par un gouvernement où participeraient des ministres représentants de la bourgeoisie et des partis bourgeois.*
> *Un gouvernement des partis ouvriers un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois s'imposera comme une nécessité pour résister à la bourgeoisie qui, comme classe, a parfaitement saisi la signification de cette première défaite que les masses laborieuses lui ont infligée le 10 Mai. (…)*
> *Les premières mesures anti-capitalistes qui s'imposent sont :*
> *- L'abrogation de toutes les mesures réactionnaires prises par Giscard et la Vème République.(…)*
> *Soustraire l'économie du pays à la domination des capitalistes et des banquiers exige :*
> *- La nationalisation de toutes les banques, des offices d'agents de change et des monopoles capitalistes qui, pour nous OCI, devrait être effectuée sans indemnité ni rachat [l'OCI, ici, semble ne vouloir fâcher personne : elle donne son point de vue sur cette question, c'est tout. Sinon, elle aurait dit : La nationalisation sans indemnité ni rachat…]*
> *- La levée du secret bancaire, pour qu'aux yeux de tous soient dévoilées les filouteries qui sont autant de complots contre l'économie du pays.*
> *Plus que jamais, pour la défense de leurs conditions de vie et de travail, pour la satisfaction des revendications, les travailleurs et les jeunes ont besoin de syndicats indépendants de tout Etat, gouvernement, et du patronat.*

Rien à redire non plus, ...à ceci près : Le premier gouvernement Mauroy-Fiterman-Crépeau (radical de gauche) etc. a été nommé le 21 mai, soit deux jours avant la sortie de ce numéro. Même s'il en ignore peut-être exactement la composition (délais d'impression ?), l'OCI connaît parfaitement bien la nature de ce gouvernement (on lira dans le n° suivant la façon surprenante dont il le présente). Le futur « s'imposera » est très allusif et vague. Et comment s' « imposera »-t-il donc ?

Un gouvernement d'une nature non précisée

***I.O.* n°1002** – (semaine du 30 mai au 6 juin)

Titre : « *Majorité PS-PCF à l'Assemblée !* »
L'éditorial, intitulé « *Le fond des choses* » attaque directement :

> *Le fond des choses, c'est que les masses laborieuses voient dans le gouvernement Mitterrand-Mauroy le gouvernement qui va répondre positivement à leurs revendications et aspirations. Dans le même temps, travailleurs et jeunes savent que le gouvernement Mitterrand-Mauroy, qu'ils estiment leur gouvernement, ne peut faire tout, tout de suite, d'un coup* .

En deux phrases, tout est dit, même ce qui est tu – la composition du gouvernement, qu'on cherche en vain dans le journal- :

Si l'OCI(u) ne peut caractériser davantage ce gouvernement de front populaire, c'est pour ne pas heurter de front des masses laborieuses : elles voient en lui « le gouvernement qui va répondre positivement à leurs revendications et aspirations. » l'OCI va-t-elle leur expliquer en quoi elles s'illusionnent gravement, mortellement ? Pas du tout, au contraire : ce gouvernement « *ne peut faire tout, tout de suite, d'un coup* » On lui trouve des excuses, on appelle à la patience ouvrière.

Mais l'OCI(u) donne en page 4 la preuve de la bonne volonté de ce «gouvernement Mitterrand-Mauroy» (en réalité Mitterrand-Mauroy, Fiterman, Crépeau et quelques autres de même farine que Crépeau) (Michel Jobert – Mouvement des Démocrates – Maurice Faure, François Abadie, Michel Crépeau, radicaux de gauche):
« *Suspension des expulsions d'immigrés – Un important premier pas* » encourage l'article en félicitant le ministre de l'Intérieur Gaston Deferre. S'il y a « premier pas », c'est qu'on peut en attendre d'autres, tous les autres, de la part de ce gouvernement. Il est sur la bonne voie. Mais patience, travailleurs, il ne peut pas tout, tout de suite.

L'OCI(u) est donc engagée tout de suite, nettement, explicitement, sans attendre, dans la continuité de l'orientation qu'elle a déployée durant les mois précédents, depuis qu'elle a décidé de ne pas présenter de candidat et de programme, dans le soutien « critique » au gouvernement de collaboration de classe. La « critique » vient en page 5 sous la simple forme d'un article intitulé : «*Radicaux et gaullistes ''de gauche'' définissent leurs objectifs* », que l'article nomme « candidats au pouvoir ». A aucun moment dans l'article n'est signalée la participation de certains d'entre eux au gouvernement.

Les *Notes* préparatoires à la conférence des cadres de l'OCI du 6 juin indiquent pendant ce temps : « *Mais les masses n'ont pas une claire conscience de ce que*

leur victoire, qui est la victoire de Mitterrand, a mis en place un gouvernement bourgeois, et que la majorité PS-PCF laissera en place un gouvernement bourgeois. »
Et ce n'est pas l'OCI qui aidera les masses à acquérir cette « claire conscience ».

***I.O.* n° 1003** – (6 au 13 Juin)

Dès le titre : « Se donner les moyens de gouverner », on est au cœur du problème.

> (…) *Nous sommes à une semaine du premier tour des élections législatives : la question essentielle de l'heure, c'est d'infliger une deuxième défaite aux capitalistes et aux bourgeois afin de donner à Mitterrand les moyens de gouverner contre le CNPF. C'est là le point capital, chacun le sait. Tout le monde le comprend : on ne s'en tirera pas sans que soient prises des mesures réellement anti-capitalistes. Mitterrand a derrière lui la majorité, une majorité stable qui sait ce qu'elle veut et surtout sait ce qu'elle ne veut pas. Ce que ne veut pas la majorité, ce sont les licenciements, les fermetures d'entreprise, les restructurations, le sacrifice des conditions de vie et d'études pour le maintien des profits capitalistes.*

Il paraît clair que l'OCI se place tout entière dans le sillage de Mitterrand, « *derrière lui* ». Les «chacun le sait» et «tout le monde le comprend» servent à faire passer le gouvernement en place, dont pas un mot encore ici n'est dit, gouvernement qui, assurément, «ne veut pas» «ce que veut la majorité», mais ce que veut le CNPF.

La fin de l'éditorial justifie un nouveau renoncement d'importance, au nom de l' « unité »:

> *Ne rien faire pour entraver cette majorité PS-PCF : voilà pourquoi l'OCI Unifiée a décidé de ne pas présenter de candidats aux prochaines élections.*

Ainsi, le programme révolutionnaire exposé au grand jour pourrait porter tort à l' «unité», à la «majorité PS-PCF» ! C'est la première fois, aussi clairement, qu'est exprimé le renoncement au rôle même, à la place du parti révolutionnaire.

''Donner à Mitterrand les moyens de gouverner…''

***I.O.* n°1004** – (Semaine du 15 au 22 juin)

Titre de Une : « *14 Juin : nouvelle défaite de tous les partis bourgeois – 21 Juin : Majorité PS/PCF à l'Assemblée pour donner à Mitterrand les moyens de gouverner contre les capitalistes et les banquiers* ».

Editorial sans ambigüité :

> (…) – *Mitterrand s'appuie sur la majorité démocratiquement issue du suffrage universel. (…) ce que cherchent les capitalistes et les banquiers est clair : ils veulent que Mitterrand s'incline. C'est ainsi que les capitalistes et les banquiers ont opéré avec le gouvernement Blum en 1936. C'est ainsi que, plus près de nous, ils ont opéré au Chili, avec le gouvernement Allende en 1973. (…)*

L'OCI unifiée a combattu avec ténacité pour que les masses laborieuses et la jeunesse donnent le pouvoir à Mitterrand. Il s'agit à présent de gouverner réellement en s'appuyant sur la majorité qui a investi Mitterrand. Il s'agit d'entreprendre sans tarder la liquidation des institutions anti-démocratiques au moyen desquelles Giscard a gouverné. Ce ne sont pas là de simples questions juridiques : l'essence des institutions de la Vème République, taillées sur mesure pour la défense des intérêts du grand capital, consiste à donner la garantie aux capitalistes, aux banquiers et aux hauts-fonctionnaires, pour gouverner à leur guise. L'ordre constitutionnel de la Vème République, c'est le désordre, le sabotage de l'économie, le chômage, sciemment organisés par les capitalistes, les banquiers, les hauts-fonctionnaires.

L'OCI unifiée n'a pas « combattu avec ténacité » et avant tout pour une majorité PS-PCF, mais pour donner le pouvoir présidentiel à Mitterrand.
L'OCI unifiée, qui prétend combattre pour « la liquidation des institutions de la Vème République » s'adresse donc à celui qui représente précisément le sommet de ces institutions pour liquider ces mêmes institutions, c'est-à-dire pour se destituer lui-même. Seule l'OCI en campagne sur son programme aurait pu et dû le faire. Et comment attendre d'un tel président-Bonaparte qu'il porte lui-même la hache dans les institutions, alors qu'il s'en est, y compris dans sa campagne électorale, déclaré un fervent défenseur ?

Page 2, article « *1000 militants de plus le 24 juin dans les cellules de l'OCI unifiée !* ».

Il s'agit sans aucun doute de la principale décision prise par la conférence des cadres de l'OCI unifiée qui s'est réunie à Paris les 6, 7 et 8 juin derniers. Il s'agit d'une décision qui, à elle seule, résume l'appréciation que l'CI unifiée porte sur le tournant de toute la situation politique qu'a entraîné la victoire remportée les 26 avril et 10 mai sur Giscard.
Mettre les bouchées doubles pour faire du parti des 10 000 militants trotskystes, qui est aujourd'hui à portée de la main, une réalité : mettre les bouchées doubles pour être en mesure de faire agir cette force à l'échelle nationale dans la lutte des classes dans les prochains mois : cela constitue pour l'OCI la tâche la plus urgente de l'heure.

La direction de l'OCI l'a pourtant assez répété : la période la plus favorable pour gagner des militants au trotskysme est celle située avant les élections, avant que les illusions ne déferlent un temps sur le prolétariat. Ce moment favorable est à présent dépassé.

Pour l'OCI unifiée, la période ouverte par la victoire du 10 mai appelle la construction au plus vite d'un véritable parti révolutionnaire implanté dans les usines, les localités de ce pays, qui puisse, par son activité, aider les masses à déjouer l'offensive que le capital va inéluctablement déchaîner contre elles. (...) L'OCI unifiée définit aujourd'hui comme ligne : aider Mitterrand, sans condition, à gouverner contre le CNPF, contre les capitalistes, contre les banques, contre les hommes du capital qui sont restés aux commandes aux différents niveaux de l'appareil d'Etat et qui s'emploient (...) ***à tenter de saper ce sentiment de confiance qui existe au sein des masses pour ce gouvernement,*** *de façon à chercher à l'isoler, pour le disloquer, le briser, cherchant dans le même temps à faire reculer les masses sur les revendications.*
» (c'est moi qui souligne)

Dans le même temps, des *Notes* destinées à la conférence des cadres de l'OCI (u) du 6 juin, tenaient un langage opposé:

Combattant inconditionnellement pour la majorité de députés PS-PCF, l'OCI appelle à la constitution de comités pour une majorité PS-PCF contre le CNPF et sa politique de sabotage. De tels comités ne sauraient être constitués comme des comités pour ''aider Mitterrand''. Non seulement une telle politique serait contraire aux principes, mais totalement inefficace : car, pour les travailleurs, la meilleure façon d'aider Mitterrand n'est-elle pas d'adhérer au PS ?

I.O. N°1005 (semaine du 22 au 27 juin)

Titre et éditorial en Une : « *Majorité absolue PS/PCF : Une Claire volonté – Notre position* »

Contre la hausse des prix organisée par les capitalistes et les banquiers, il doit, premièrement, être décidé une véritable augmentation des salaires, traitements et retraites en rapport avec le coût de la vie. Deuxièmement, doivent être décidés le contrôle et la surveillance des prix. ***Les travailleurs savent que tout n'est pas possible tout de suite*** [bis] *. (…) C'est seulement par des mesures hardies que pourront être tranchées toutes les grandes questions qui se posent au pays, autrement que dans l'intérêt des capitalistes et des banquiers.*

L'OCI se transforme en donneur de conseils au gouvernement. Puis les intonations deviennent d'une grandiloquence troisième république qui frise le ridicule :

L'OCI unifiée, au moment où s'ouvre un nouveau chapitre de notre histoire, s'adresse aux travailleurs et aux jeunes : Unissons-nous, serrons nos rangs, organisons-nous contre les capitalistes et les banquiers, pour que le pays se mette en marche d'un pas ferme et régulier vers un avenir meilleur, pour une société libérée de l'exploitation et de l'oppression !

A l'interne, un tout autre ton

Les *Lettres d'Informations ouvrières* des 29 juillet et 5 août 1981 présentent le rapport politique « discuté et approuvé » par le Bureau politique. Elles sont rédigées par Stéphane Just (c'est la Lettre d'I.O du 12/08 qui le précise). Leur tonalité est nettement différente.

Ce rapport est très clair dans sa caractérisation du gouvernement Mauroy I et II (p.1). En page 3, il précise même : « *La bourgeoisie ne peut avoir à l'étape actuelle d'autre gouvernement.* » C'est la formulation la plus juste, la moins ambigüe :

Répétons que ce gouvernement résultant de la défaite de la bourgeoisie, de la victoire des masses qui remet en cause, au travers de la Vème république, la société et l'Etat bourgeois, ne peut être un gouvernement représentatif de la bourgeoisie comme classe, il ne peut être le gouvernement que la bourgeoisie reconnaît comme son gouvernement . Mais en même temps, étant donné les relations politiques entre les classes qui se sont constituées le 10 mai et les 14 et 21 juin, la bourgeoisie ne peut avoir à l'étape actuelle d'autre gouvernement. Il lui faut donc exercer une pression maximum sur lui en utilisant tous les moyens dont elle dispose (moyens économiques et financiers, sa presse, les cadres de l'appareil d'Etat) pour que ce gouvernement la serve néanmoins étroitement, se couche littéralement, exécute servilement ses exigences, et qu'en particulier il se charge de faire refluer les masses, qu'il reprenne et poursuive les attaques économiques contre les masses, que le gouvernement Giscard-Barre avait engagées, qu'il ne porte pas atteinte à l'appareil d'Etat modelé par la Vème République à son personnel dirigeant, à ses structures. (…) La

bourgeoisie peut atteindre ses objectifs parce que le gouvernement Mitterrand-Mauroy est un gouvernement de type front populaire, un gouvernement de collaboration de classe, un gouvernement bourgeois.

Le texte met avec insistance des points sur les I, et sa critique voilée de l'expression publique de l'OCI se poursuit avec la même prudence de formulation :
On dirait que son rapport, tout en évitant une critique ouverte qui engagerait un débat sinon un combat politique, vise à placer des garde-fous à l'orientation générale du parti de manière à éviter tout ce qui en réalité est déjà en train de se produire : Il n'explique pas pour autant le « *A juste titre nous avons été extrêmement réservés et prudents dans notre analyse de ce gouvernement.* » Mais il n'en indique pas moins qu' « *il faut aller plus loin* » :

> *Mais aujourd'hui, en utilisant cette même méthode, il nous faut aller plus loin.* ***A juste titre, nous avons été extrêmement réservés et prudents dans notre analyse de ce gouvernement, de sa politique, des mesures qu'il a déjà prises.*** [Je souligne ; c'est pour le moins, à mon avis, une concession excessive à la réalité du soutien public apporté aux premières mesures des gouvernements Mitterrand-Mauroy] *C'est de façon indirecte que nous avons parlé de la politique salariale. Elle s'est limitée jusqu'alors à augmenter misérablement le SMIC de 5% (…).* ***Nous n'avons pas analysé le collectif budgétaire, pas plus d'ailleurs que les propositions de loi concernant la Cour de sûreté de l'Etat****,* ***le projet de loi sur l'amnistie, le projet de suppression de la loi Peyrefitte, le premier projet de loi sur la décentralisation, etc. Mais surtout, nous n'avons pas analysé autrement que par une considération générale juste, mais insuffisante, la nature de ce gouvernement, sa composition, ni la déclaration d'investiture du gouvernement Mitterrand-Mauroy, ni la politique internationale que pratiquent Mitterrand-Mauroy. Il n'y avait pas de hâte à le faire. Il est cependant évident qu'il est indispensable de le faire et de s'exprimer sur ces sujets****. Sans quoi notre armement politique serait insuffisant. Il en résulterait confusion et désarmement qui faciliteraient aussi bien le développement de positions opportunistes (pro font-populaire, front populaire de combat) que sectaires (ne situant pas notre politique, notre agitation par rapport au combat contre le, capital, la bourgeoisie, et, à partir de là, notre position par rapport à ce gouvernement et à sa politique).*

La critique est immédiatement amendée d'un « mais il n'y avait pas de hâte à le faire ». Cependant, Stéphane Just décrit très exactement ce qui est en train de se produire dans *I.O.* (« sans quoi… ») et qu'il semble ne pas avoir vu, ou faire comme s'il ne l'avait pas vu. Il ne dit mot sur l'orientation ouvertement pro-gouvernementale défendue par l'UNEF et, via l'UNEF, par toute la fraction étudiante du parti.

Cette critique voilée, qui semble renvoyer dos à dos opportunisme et sectarisme, n'aura aucun impact dans l'organisation.

Ainsi l'OCI se transforme en véritable conseillère du gouvernement de front populaire, rôle qui, dans les semaines et mois suivants, ne fera que se renforcer. Mais il faut revenir auparavant à la comparaison de ce qu'elle fit en deux circonstances à plusieurs égards comparables : l'élection présidentielle de 1974 et celle de 1981.

---

23 – l'OCI de 1974, celle de 1981

En 1974, L'OCI aussi avait soutenu la candidature Mitterrand dès le 1er tour de la présidentielle, dans des conditions différentes : Mitterrand était alors le seul candidat dès le 1er tour, mais de l'Union de la Gauche intégrant le petit parti bourgeois des Radicaux de gauche
.
Néanmoins, il y a d'importants points de ressemblance, c'est pourquoi il est intéressant de comparer les deux attitudes si différentes de l'OCI de 1974 et de celle de 1981.

1/ Mitterrand était donc alors le candidat unique des partis ouvriers PS et PCF. Il était soutenu aussi par Fabre, des Radicaux « de gauche », dans le cadre de l' « Union de la Gauche » qui existait alors. Il n'y avait alors pas nécessité d'un combat pour un engagement de désistement réciproque au second tour, *a fortiori* pour une candidature unique au premier.
2/ Mitterrand était candidat avec le titre de « 1er secrétaire du parti socialiste ».
3/ L'OCI a publié notamment à l'époque une brochure, ***Pourquoi l'OCI appelle à voter Mitterrand***, dont aucun équivalent n'existe en 1981.

> *Nous disons : Mitterrand, appuyé par le PCF, est le candidat de l'Union de la Gauche, du Programme commun, des cinq mesures ''urgentes'' proposées au régime par les partis de l'Union de la gauche.* ***Nous n'avons aucune raison de soutenir le Programme Commun ou d'affaiblir notre critique de l'Union de la gauche****. Mais nous avons encore moins de raison d'aider Chaban, Giscard ou Messmer****... Car si nous accusons le PCF et le PS de faire alliance avec le parti bourgeois des radicaux de gauche, il s'ensuit que, à plus forte raison, nous appelons les masses laborieuses à chasser l'UDR, parti bourgeois, du pouvoir.*** **(...)** *Nous appelons à voter pour Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste.* (éditorial cité en début de brochure, du n° 652 d'*Informations ouvrières*).

En 1981, l'alliance avec les Radicaux de gauche (qui ont appelé à voter Mitterrand au second tour) n'est apparue qu'après les élections par leur entrée sans les gouvernements Mauroy. L' « Union de la gauche » a été réalisée après les élections. Mais, dans les premières semaines, rien n'en a été dit par l'OCI.

Les choses étaient dites, et n'étaient en rien contradictoires avec les « illusions des masses » dans lesquelles l'OCI s'est enfermée en 1981 pour trouver les raisons « d'affaiblir » ou même de faire taire tout à fait sa critique du candidat Mitterrand et de ses 110 propositions (dont jamais rien ne sera dit non plus).

> *Nous prenons toujours position en partant du point de vue de la lutte de classes réelle : aucune illusion n'est permise. Les dirigeants du PCF, les dirigeants du PS, Mitterrand, se réclament de la politique du Programme Commun. Mais, dans la situation actuelle, l'élection de Mitterrand est une étape sur la voie de la lutte nécessaire contre le capitalisme et l'Etat bourgeois. Il faut reconnaître ce fait : la victoire de Mitterrand ouvre la période de liquidation du gaullisme, et des institutions*

que le gaullisme a imposées à l'Etat bourgeois (que le premier secrétaire du Parti Socialiste, et avec lui G. Marchais, le veuille ou non). Reconnaître ce fait signifie clairement que le mouvement des masses ne se confond pas avec l'Union de la gauche et le Programme Commun qui veulent le confisquer. C'est reconnaître que la France aborde une période de crise révolutionnaire dans laquelle la victoire de Mitterrand constituerait une étape, certes, mais en aucune façon un résultat définitif. (ibid.)

En 1974, avons-nous eu tort de présenter ainsi notre soutien à cette candidature, sans rien masquer de notre position ? Avons-nous d'abord eu tort de ne pas tenter de présenter de candidat défendant notre programme au premier tour?
En 1981, aucun référence ni citation n'a été faite de la manière dont nous nous étions exprimés en 1974. Il n'y avait en 1974 aucun risque que ce soutien soit confondu avec une allégeance quelconque :

Nous ne demandons pas (ce qui serait tomber dans l'illusion) que Mitterrand, appuyé par l'Union de la Gauche, proclame a priori la république des conseils ouvriers. Ce sont les masses laborieuses qui devront s'en convaincre par leur propre et douloureuse expérience.

Nous savons que la victoire de Mitterrand ouvre deux séries de résultats, qui doivent nécessairement diverger. D'un côté, c'est la classe ouvrière, entraînant dans son sillage une fraction de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, qui peut amener la victoire de Mitterrand. De l'autre, Mitterrand, président, s'efforcera de canaliser le mouvement des masses. La victoire de Mitterrand n'est pas celle de la révolution, mais la révolution n'est possible que par l'activité des masses dans une situation où s'affirme la crise politique de la domination de classe de la bourgeoisie.

Pour nous, l'activité des masses est le moteur de l'histoire. C'est ainsi que nous ne confondons pas le point de départ de la lutte et du mouvement révolutionnaire qui s'amorce, avec son point d'arrivée. La république ouvrière ne pourra être que le résultat d'un mouvement qui, au cours d'une crise révolutionnaire, poussera à prendre les décisions. La république ouvrière ne peut être décrétée. Elle va de pair avec le mouvement à accomplir. La lutte pour la victoire de Mitterrand, sa victoire, concentrent la lutte de classe ou niveau du pouvoir. Avec la défaite de Chaban, Giscard, Messmer, etc., la liquidation du système bonapartiste dont la chute est inscrite etc, sans conteste possible, la condition première pour avancer dans la voie pour la lutte pour un nouveau gouvernement, un véritable « gouvernement populaire » qui ne pourra résoudre les problèmes sociaux qu'en s'attaquant à la domination du capital, au système de la propriété privée des moyens de production et à l'Etat bourgeois.

Certaines formulations me paraissent imprécises (aujourd'hui). Par contre, l'alternative énoncée des deux voies ouvertes par la victoire éventuelle de Mitterrand a le mérite d'exister : il n'en sera rien en 1981, où, dans notre expression publique (*Informations Ouvrières*), nous ferons croire pendant des mois qu'une perspective radieuse était largement, sinon inéluctablement, ouverte. En 1974, on annonce aux masses que le chemin ne sera certainement pas bordé de roses, sinon celles du PS. De même le terme « un véritable gouvernement populaire » manque de précision, parce que le terme cherche à concentrer plusieurs étapes vers un authentique gouvernement ouvrier : le gouvernement des partis ouvriers seuls, d'une part, le gouvernement ouvrier s'engageant réellement dans la voie de la satisfaction des revendications et aspirations, d'autre part.

Répétons-le : il ne s'agit pas de céder aux illusions. Il s'agit de bien comprendre l'évolution des événements. Les travailleurs ont pour première tâche, dans l'immédiat,

d'accomplir les pas pratiquement possibles : arracher ls revendications et voter pour Mitterrand, deux aspects d'une même politique qui, avec la liquidation du système politique de la bourgeoisie, ouvre la perspective de la lutte pour substituer au gouvernement actuel en décomposition le gouvernement des partis ouvriers s'engageant à satisfaire les aspirations des masses laborieuses.

Ici non plus, pas d'ambiguïté : le cadre gouvernemental est bien défini, ce qui ne sera pas le cas ni avant ni pendant, ni dans les semaines et les premiers mois –décisifs- qui ont suivi les élections de mai et juin 1981.

Extraits de la *résolution politique* de l'OCI du 7 avril 1974 (qui constitue le reste de la brochure) :

Notre intervention est ordonnée par la lutte pour le Front unique des organisations ouvrières dans la perspective du gouvernement ouvrier et paysan. Notre tâche centrale, c'est la construction du parti révolutionnaire dans ses différentes déterminations. Et cela, avant, pendant, après les élections. Nous partons donc de la certitude que les masses, dans le cadre des élections présidentielles, selon les conditions spécifiques de ces élections et sur le terrain électoral, s'efforceront de poursuivre et de renforcer le mouvement politique qu'elles ont engagé.

Une affirmation programmatique disparue en 1981

Allez chercher l'équivalent en 1981 dans notre expression publique, vous ne trouverez rien.
Le texte poursuit, après avoir expliqué la différence fondamentale avec l'élection de 1965, où pourtant Mitterrand était déjà « candidat unique » soutenu par le PS et le PCF dès le 1er tour –mais un Mitterrand dirigeant d'une organisation bourgeoise alors, la « Convention des Institutions républicaines », et avoir exposé l'erreur que l'OCI avait alors commise : (« *Nous ne pouvions appeler à voter Mitterrand. Il nous fallait au contraire mener campagne avant les élections pour que le PS et le PCF s'entendent et désignent en commun un candidat, soit du PS, soit du PCF, soit des confédérations. Nous avons fait l'erreur de ne pas mener cette campagne politique, considérant que dès septembre les choses étaient acquises, alors que les élections avaient lieu en novembre. Ce fut un grave manque de notre politique. Nous ne pouvions pourtant pas appeler à voter Mitterrand. Appeler à voter Mitterrand revenait à participer à l'expulsion de la classe ouvrière de la scène politique entièrement occupée par les organisations et les hommes politiques bourgeois* »), le texte aborde l'élection de 1969, où la division entre le PS et le PCF fut responsable de ce qu'il n'y ait eu aucun candidat ouvrier au second tour (il ne restait que Pompidou et Poher).

En 1969, les élections présidentielles se situaient après la défaite de de Gaulle au référendum. Sous une forme déterminée, l'unité s'était réalisée entre les organisations ouvrières pour dire NON au corporatisme, NON à de Gaulle. L'O.C.I. avait joué un rôle important dans la réalisation de cette unité des confédérations et partis ouvriers. Au congrès confédéral F.O., nous avions combattu avec succès pour que le congrès appelle à voter Non. La prise de position de F.O. ne laissait pas d'échappatoire aux dirigeants de la CGT, de la FEN, et des partis ouvriers (la C.F.D.T., le P.S.U., la Ligue, L.O., décidaient le « boycott » du referendum). Dès l'annonce de la démission de de Gaulle, le P.C.F. présentait son candidat Duclos et le P.S. le sien, Defferre. Ils brisaient l'unité. (…) Ils firent qu'au second tour tout au moins, il n'y avait pas de candidat des partis ouvriers. Une fois de plus, la classe ouvrière était chassée de la scène politique. (…) Nous avons alors correctement mené jusqu'au bout campagne pour un

candidat unique du P.S. et du P.C.F. dès le premier tour. Ensuite, nous ne nous sommes pas prononcés plus pour Duclos que pour Defferre (...).

Mais la manière dont est présentée pour 1974 la candidature de Mitterrand, alors que les enjeux politiques sont à bien des égards similaires à ceux de 1981, est très différente de celle de 1981 : aucun flou, aucun silence sur la réalité de qui est Mitterrand ni sur ses intentions et le cadre politique dans lequel il entend situer sa campagne et son élection. Bien entendu, en 1981, régnait la division dont le PCF assumait l'essentiel de la responsabilité : mais rien n'empêchait de caractériser de la même manière le candidat Mitterrand. A l'inverse, l'OCI a appelé à voter pour lui dès le premier tour sans émettre à son encontre le moindre mot de critique. Revenons à 1974 :

En 1974, tout est différent. D'un côté, la majorité éclate et présente plusieurs candidats (...). De l'autre, Mitterrand. Mais cette fois, Mitterrand est premier secrétaire du Parti Socialiste, il est soutenu par le P.C.F. et les radicaux de gauche. Sous quelle étiquette fera-t-il campagne ? En tant que candidat de l' « Union de la gauche », ou, ainsi que le représentant de la démocratie en général, sans limite à droite. Nous n'en savons encore rien. Mais il est vraisemblable qu'il fera une campagne très ouverte à droite, se présentant comme le fidèle gardien de la légalité et des institutions de la V° république. Alors, quelle doit être notre ligne politique, pour qui devons-nous appeler à voter, quelle campagne politique devons-nous mener ? Disons-le tout de suite, l'OCI appelle à voter Mitterrand.

Un premier point doit être éclairci : Mitterrand 74 n'est pas égal à Mitterrand 65. Mitterrand est devenu premier secrétaire du Parti Socialiste, parti ouvrier, plus exactement (tout comme le PCF), parti ouvrier bourgeois, c'est-à-dire parti ouvrier lié à la bourgeoisie. Mitterrand n'a sans doute pas changé d' « âme », son passé demeure, son avenir, ou tout au moins ses aspirations restent d'être un homme d'Etat du capital, un défenseur de la société de l'ordre, de l'Etat bourgeois. Il est entré au PS en tant qu'homme politique bourgeois, le PS lui-même est hétérogène jusqu'à comprendre une tendance néo-corporatiste, le CERES. Pour Mitterrand, le PS est un instrument indispensable pour qu'il puisse satisfaire ses ambitions politiques. Mais le PS reste un parti ouvrier et les travailleurs le reconnaissent comme tel. (...)

Cependant, Mitterrand sera candidat de l' « Union de la Gauche ». Il sera soutenu par les radicaux de gauche ou peut-être pire, se prononcera-t-il pour de simples options afin d'obtenir des soutiens plus à droite encore ? N'est-ce-pas une raison suffisante pour ne pas appeler à voter pour lui ? Cet argument est également sans valeur. Les candidats du PS et du PCF, au cours des élections législatives ou autres, sont aussi des candidats de l' « Union de la Gauche », ou d'autres combinaisons ; très souvent, ils bénéficient aussi du soutien des radicaux et autres. En général, ils sont prêts, si les circonstances l'exigent ou le permettent, à entrer dans un ministère assistés des représentants des partis bourgeois, leur « Union de la Gauche » est sans limite à droite.

Mais que va signifier pour la classe ouvrière la candidature de François Mitterrand, premier secrétaire du PS soutenu par le PCF ? Bien que les radicaux de gauche appellent à voter pour lui, malgré l'étiquette « Union de la Gauche », aux yeux de la classe ouvrière et des masses, il sera le candidat des organisations ouvrières unies contre les candidats bourgeois. Les masses verront en cette candidature une réalisation du front unique ouvrier qui ouvre une perspective politique. (...) Les travailleurs, les masses veulent un candidat des partis de la classe ouvrière.

Il faut revenir à la question du « Programme commun de gouvernement ». Son contenu est bourgeois. Indépendamment de son contenu formel incohérent, il prépare le recours à un éventuel gouvernement de front populaire pour faire face à une crise de régime qui déboucherait sur une crise révolutionnaire. Peut-on voter sur le candidat présenté sur la ligne du Programme commun ? (...) Appeler à voter pour

le candidat d'un parti ouvrier, ce n'est pas cautionner sa politique ni la politique de son parti. (...) La campagne électorale, voter, est un acte politique important, ce n'est qu'un aspect de notre politique. Avoir cette position, c'est partager les illusions électoralistes et parlementaires.

1974 – L'OCI s'adresse à la classe ouvrière

L'OCI cherche alors à engager une véritable discussion, un véritable débat, avec les masses –en tout cas c'est à elle qu'elle s'adresse-, qui permet également d'éclairer ses propres militants dans le combat quotidien de propagande et d'agitation. D'autre part, contrairement encore à 1981, elle met à sa place la question électorale dans son rapport général avec la lutte de classe (« *ce n'est qu'un aspect de notre action politique* ») : l'OCI ne s'engloutit pas tout entière dans cette campagne, elle ne risque pas de s'y noyer corps et âme. Rien n'est caché, contrairement à 1981 où il existe un langage pour les militants, considérés comme « capables » de réfléchir au caractère de l'élection et au contenu du gouvernement d'union de la gauche, et un autre langage pour les masses, dans *Informations Ouvrières* et nos tracts, pas encore arrivées au degré de conscience suffisant pour entendre le langage critique des révolutionnaires vis-à-vis de Mitterrand, de ses propositions programmatiques, et de son gouvernement.

Nous sommes inconditionnellement pour un Président de la République dirigeant d'un parti ouvrier, non en raison de sa politique, mais en raison des possibilités que cela peut ouvrir pour la classe ouvrière ; de la même manière que nous sommes pour lutter pour un gouvernement PS/PCF sans ministre capitaliste, inconditionnellement. Parce que, en soi, c'est une défaite de la bourgeoisie. C'est-à-dire que nous ne faisons pas, pour voter pour le candidat Mitterrand, de condition de programme, pas plus que nous n'en faisons pour lutter pour un gouvernement PS/PCF sans ministre capitaliste. (...) ***La victoire de Mitterrand mettrait à l'ordre du jour la question du gouvernement PS/PCF sans ministre capitaliste, ainsi qu'une question qui se pose immédiatement. Elle donnerait à l'exigence de rompre avec la bourgeoisie d'une brûlante actualité et situerait d'emblée la bataille politique sur ce thème capital.***

Au cours de cette campagne électorale, nous n'en développerons pas moins, tout au contraire, notre politique et notre programme. Que doit faire, que peut faire, le président de la République Mitterrand s'il est élu ? Immédiatement donner le pouvoir à un gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste, qui s'appuierait sur les masses. Nous disons : le Programme commun va à l'encontre. Que doit faire un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes ? Nous développons le programme du gouvernement ouvrier et paysan, nous ne garantissons pas que le gouvernement PS/PCF soit un gouvernement ouvrier et paysan pas plus que nous ne nous portons garants de la politique de Mitterrand. C'est la méthode pour dégager les aspirations des masses de la gangue des illusions, en les formulant au contact de la réalité politique concrète. » (c'est moi qui souligne).

En 1974, c'est immédiatement qu'est posée, en cas de victoire électorale, la question du gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste, au lieu du silence et des ambigüités sur cette question qui seront contenues dans les *I.O.* à partir du 10 mai et jusqu'en juin 1981, et même après, lorsqu'avec une très grande « timidité » sera abordé par la bande le problème des ministres Jobert et Crépeau. On voit bien que « *la méthode pour dégager les aspirations des masses de la gangue des illusions* » est diamétralement opposée à celle appliquée en 1981 : ici, on n'a pas peur de dire la vérité. Il est dit sans ambigüité dans ce qui suit que le recours à Mitterrand est une

des dernières cartes de la bourgeoisie, une carte dangereuse à jouer, non du point de vue de ce qu'il est ni de ce qu'il défend, mais du point de vue du chamboulement des rapports entre les classes qu'entraînerait sa victoire, *indépendamment de lui.* Quant au programme, pas un mot en 1981.

Le texte de 1974 définit ensuite clairement le sens de la candidature Mitterrand :

> *La signification cadrée par l'analyse politique de la candidature Mitterrand doit être dégagée. C'est une des cartes ultimes de la bourgeoisie démunie de solution politique face à la crise du régime, confrontée à la crise de tous les rapports bourgeois et au mouvement amorcé par les masses. La bourgeoisie n'est pas unie. Mais elle espère vraisemblablement ne pas avoir à recourir à Mitterrand. La victoire de Mitterrand créerait une situation politique chaotique, qui aggraverait la crise des rapports sociaux bourgeois. Elle serait un élément extraordinaire de mobilisation des masses. Le cadre vermoulu de la Vème se disloquerait sans qu'une forme politique stable puisse être dégagée à brève échéance. Il est important de le redire : le bonapartisme est un régime de crise, mais les solutions de type Front populaire sont des solutions de crise parvenues à leur ^point d'explosion, lorsque les masses veulent l'unité des organisations ouvrières et s'engagent dans l'action pour un gouvernement à elles. Le Front populaire, c'est la réponse traîtresse, pour défendre la société et l'Etat bourgeois, à cette volonté unitaire des masses. Seule l'OCI (et Mitterrand lui-même, par ambition personnelle) est actuellement pour la victoire de Mitterrand, qui lui ouvrirait cette voie. La bourgeoisie et les appareils font et feront tout pour éviter d'en venir là.*

Aucune ambigüité ici non plus vis-à-vis des gouvernements de type front populaire (en 1981, les termes « front populaire » ne franchira pas les lignes de *I.O.* avant de longues semaines, et encore avec une rareté qui permet seule à un lecteur très attentif de les repérer). Ainsi, la candidature de Mitterrand est présentée dans toute sa signification contradictoire.

Bien entendu, il n'a pas été besoin en 1974 de mener une bataille du même type que celle de 1980-81 contre la division impulsée principalement par l'appareil stalinien. C'est une différence très importante. C'est d'ailleurs au nom de cette campagne qu'a été opéré le tour de passe-passe qui a consisté à partir de la mi-mars à appeler directement au vote Mitterrand dès le premier tour, donc CONTRE le candidat du PCF, cela sans formuler envers Mitterrand et son programme la moindre critique, la moindre remarque, sans même en rien citer, pas une ligne ! Une bataille de front unique a donc tourné dès la mi-mars en bataille de division *aux côtés* de Mitterrand, sans rien dire qui ait permis de nous démarquer du caractère bourgeois de sa campagne, de ses propositions, de ses intentions. Nous nous sommes livrés pieds et poings liés. En 1974, pas un instant nous n'avons dérogé à l'axe de la bataille pour le front unique ouvrier, tout en conservant notre caractère, notre spécificité d'organisation révolutionnaire aux objectifs antagoniques à ceux des appareils.

Cette position nous mettait infiniment plus à l'aise face aux candidatures de division de la LCR et de LO, alors qu'en 1981, ce n'est que par une manœuvre de bas étage, de raccroc, que nous sommes arrivés à exprimer –et de manière très erronée et désavantageuse- nos divergences avec Krivine et la LCR. On peut toutefois en profiter pour remarquer qu'en 1974 l'OCI était sans ambigüité sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante, ce qui ne sera plus le cas après 1984.

Contre Krivine et Arlette Laguiller - Nous combattrons, par contre, les candidatures Krivine et Arlette Laguiller. Ce sont des candidatures sans principes, contre le Front unique ouvrier. Ni les uns ni les autres ne développent de perspective gouvernementale. Rouge *et Krivine mettent en avant un mot d'ordre confusionniste et réactionnaire : une constituante reposant sur on ne sait quels conseils ouvriers. Ce mot d'ordre fait penser irrésistiblement à la politique des dirigeants sociaux-démocrates en 1918-1919, qui étaient pour une assemblée nationale constituante à laquelle devaient être subordonnés les conseils ouvriers qui s'étaient constitués.*

Il est difficile de penser, en comparant les deux attitudes politiques de l'OCI à sept ans de distance, et alors que la situation générale est, sur certains points importants, restée fondamentalement semblable, qu'il s'agissait de la même organisation.

Annexe - 1981 : Ce qu'en écrivait Stéphane Just dans sa brochure de 1984 « *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI* »

Quelques mois seulement après son exclusion, Stéphane Just revient sur une analyse qu'il n'avait qu'entamée dans son texte de bulletin intérieur pour le XXVIIIème congrès (printemps 1984), qui l'expulsa des rangs du PCI. Je suis persuadé que, s'il était dès le début des années 80 parvenu à faire cette analyse, Stéphane Just aurait engagé dans l'OCI un combat ouvert pour le redressement d'une orientation profondément erronée. Il ne se serait certainement pas contenté de simples abstentions sur des résolutions au comité central. Tout ce qui est formulé ici correspond très précisément à ce que la lecture des textes et numéros d'*Informations Ouvrières* de l'époque révèle.

Relation gouvernement PS-PCF, Programme, Gouvernement ouvrier-paysan

Il n'est pas vrai que le mot d'ordre d'un Gouvernement PS-PCF soit séparable de la question du Programme. Que nous ne conditionnions pas la lutte pour un gouvernement PS-PCF à ce que les dirigeants du PS et du PCF adoptent le programme du Gouvernement ouvrier-paysan est une chose. Mais c'est une obligation politique de développer le programme dont nous disons : c'est ce programme qu'un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant d'organisations ou de partis bourgeois devrait appliquer pour répondre aux besoins et aspirations du prolétariat : le programme dont l'application en ferait un Gouvernement ouvrier-paysan.

*Trotsky, en quelques lignes montre comment aborder et répondre dialectiquement à la relation gouvernement PS-PCF et à l'affirmation du PS et du PCF qu'ils sont pour la démocratie et pour constituer une majorité parlementaire :''*Vous êtes pour obtenir une majorité parlementaire… Nous vous aiderons à l'obtenir… Mais justement, pour mobiliser les masses, il faut un mot d'ordre, celui du gouvernement ouvrier. » *C'est-à-dire un gouvernement appliquant un programme anti-capitaliste, démantelant la société, l'état bourgeois. Volilà la relation Gouvernement PS-PCF – Gouvernement ouvrier et paysan – Programme.*

Nous voyons par là-même que :

- *Ne pas poser la question du gouvernement PS-PCF avant et pendant mai-juin 1968, c'était assurément du « trade-unionisme », de l'opportunisme.*
- *Ne pas se battre sur la question de la nature du programme du gouvernement, comme cela a été le cas au cours des années qui ont précédé et qui ont suivi Mai-Juin 1981, c'était également de l'opportunisme. Une sorte de « real-politique ». A quoi est relié la non-participation aux élections de 1978 au nom du « Front Unique » (sic), le mot d'ordre d'un candidat unique du PS et du PCF aux élections présidentielles de 1981, et l'appel à voter dès le 1er tour pour François Mitterrand en 1981.*

Les mots d'ordre « battre Giscard », « pour un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois » se transforment en leur contraire, en un alignement par omission, en l'occurrence sur la politique du PS.

Une déviation d'un seul degré dans le lancement d'une fusée aboutit à un échec total. (...) Il en a été de même en ce qui concerne la « légère » déviation par rapport à la ligne du gouvernement ouvrier et paysan. La force d'attraction (ou de pression si on veut) du gouvernement de l'Union de la gauce a entraîné de l'opportunisme au révisionnisme.

- *Pas de mise en cause du Gouvernement de l'union de la gauche.*
- *Pas de programme d'action.*
- *Politique de pression sur le Gouvernement de la gauche, résultant d'une fausse interprétation de la fameuse formule du Programme de transition :''*On ne peut exclure que les organisations petites-bourgeoises (...) soient contraintes d'aller plus loin qu'elles ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.'' *Ainsi, le ''Gouvernement à la croisée des chemins'', les ''réformes nécessaires'', ''le programme et la ligne de la démocratie'', le ''Parti des travailleurs''.*

A la méthode dialectique de L.Trotsky a été substituée une méthode purement formelle brisant l'unité du processus. D'un côté, lutte pour un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois. de l'autre le programme de Gouvernement ouvrier et paysan et le Gouvernement ouvrier et paysan.

*C'était d'une évidente clarté lorsque Lambert déclarait :''*on ne peut exiger du PS et du PCF qu'ils appliquent notre programme.'' *Eh bien si. Nous ne faisons jamais rien d'autre, lorsque nous nous adressons au PS et au PCF, que d'exiger qu'ils appliquent ''notre programme''. Le Front unique, c'est notre programme et pas le leur. Dans l'agitation nous mettons au centre tel ou tel aspect du programme, mais qui à ce moment concentre le programme et ouvre sur le développement de tout le programme.*

A propos du candidat unique aux élections présidentielles dès le 1er tour :

Pour ma part, je crois qu'il est nécessaire de réexaminer les campagnes politiques que l'OCI a menées pour un candidat unique aux élections présidentielles des partis ouvriers dès le premeire tour, position qui a conduit à appeler à voter en 1981, dès le 1er tour, pour Mitterrand, cela au nom du feront unique ouvrier pour « battre Giscard ».

Ce n'est pas la première fois que ce genre de problème est posé devant les travailleurs en général et les militants communistes en particulier. Par certains côtés, la constitution de la Vème République ressemble à celle que l'Assemblée nationale constituante allemande de 1919 avait élaborée et votée : constitution dite de Weimar.

En Allemagne aussi, le président de la république était élu au suffrage universel, l'élection était aussi à deux tours. En Allemagne aussi, le président de la République désignait le chef du gouvernement. En Allemagne aussi il disposait du pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale.

(...) Personne ne contestera que Trotsky combattait ardemment pour la réalisation du front unique entre la social-démocratie, le parti communiste allemand et ls syndicats, contre le nazisme.

En avril 1932, il y eut des élections présidentielles. Hitler posa sa candidature. Une partie de la bourgeoisie opposa à sa candidature celle de Hindenbourg, qui avait déjà été président de la république en 1925. Des groupes que Trotsky caractérisait comme centristes proposèrent que la social-démocratie et le parti communiste allemand réalisent le front unique dès le premier tour de ces élections en présentant un candidat unique. Voici en quels termes Trotsky parla de cette proposition :

''L'idée de faire proposer le candidat à la présidence par le font unique ouvrier est une idée radicalement erronée. On peut proposer un candidat seulement sur la base d'un programme défini. Le parti (le P.C.A.) n'a pas le droit de se refuser, au cours de l'élection, à la mobilisation de ses adhérents et au dénombrement de ses propres forces. La candidature du parti, opposée à toutes les autres candidatures, ne saurait en aucun cas empêcher l'accord avec les autres organisations pour les buts immédiats de la lutte. Les communistes, qu'ils fassent partie ou non du parti officiel, soutiendront de toutes leurs forces la candidature de Thaelmann [chef du PCA]. Il ne s'agit pas de Thaelmann mais du drapeau du communisme. Nous le défendons contre tous les autres partis. En détruisant les préventions inoculées par la bureaucratie stalinienne dans les rangs communistes, l'opposition de gauche fraie le chemin vers leurs conscience'' (*Ecrits 1928-1940, Tome III, La Tragédie allemande : Et maintenant ? p.174)*

Hindenburg (pour lequel la Social-démocratie s'était désistée) était élu au 2ème tour. Il nomma Hitler chancelier quelques mois plus tard.

Il ne s'agit pas de calquer ce qui présente d'importantes différences. L'« opposition de gauche » combattait pour le redressement du PCA et de l'Internationale communiste. Elle ne les considérait pas encore comme ''étant passé définitivement du côté de la défense de l'ordre bourgeois''. Le PCF est maintenant en France, en tant que parti stalinien, subordonné au Kremlin, le meilleur défenseur de l'ordre bourgeois. Le PS est également un parti qui défend, par tous les moyens dont il dispose, l'ordre bourgeois. Dans ces conditions, il nous est indifférent qu'ils défendent ''leur programme'', que chacun de ces partis brandisse ou non son drapeau.

Pourtant cette citation invite à la réflexion. Aux élections, y compris aux élections présidentielles, même lorsque les circonstances sont dramatiques, comme en 1932 en Allemagne, les organisations qui se réclament du communisme, aujourd'hui de la IVème Internationale et de son programme, doivent, selon Trotsky, en principe, présenter leur ou leurs candidats pour qu'il défende leur programme, leur politique, portent leur drapeau pour mobiliser leurs adhérents, dénombrer leurs forces. Qu'elles ne le fassent pas ne se justifie qu'au cas où elles n'ont pas les moyens matériels et politiques de le faire, surtout lorsque les élections se déroulent en deux trous ainsi que c'est le cas en France. En conséquence, on ne peut refuser le droit aux autres organisations et partis qui se réclament de la classe ouvrière, de défendre ''leurs'' programmes, leurs politiques, leurs drapeaux, de mobiliser leurs militants, de dénombrer leurs propres forces.

En 1974, le PS et le PCF présentaient un candidat commun dès le 1er tour des élections présidentielles : François Mitterrand, devenu 1er secrétaire du PS. La LCR et LO présentaient aussi des candidats. Loin de développer un programme ouvrier centré sur l'objectif du gouvernement ouvrier, sur l'axe du front unique ouvrier, ils se prononçaient pour une « Assemblée constituante », pour l'« unité des révolutionnaires », y compris avec Piaget, le dirigeant de la section CFDT de chez Lip, PSU, clérical, corporatiste, et qui venait de conduire les travailleurs de cette entreprise à la défaite au nom de l'« autogestion ». Dans ces conditions, nous ne pouvions appeler à voter pour l'un ou l'autre de ces candidats. Si nous n'avions pas les moyens politiques et matériels, il ne restait qu'une solution : appeler à voter dès le premier tour pour Mitterrand. [Stéphane ne mentionne pas la brochure explicative que l'OCI publia alors : « Pourquoi l'OCI appelle à voter Mitterrand », dont j'ai déjà parlé].

En 1980-81, il était juste de combattre ''pour que Giscard soit battu''.

Mais l'était-il d'exiger du PS et du PCF qu'ils présentent un candidat unique au premier tour ? Rien n'est moins certain.

En principe, au cas où nous en aurions eu les moyens politiques et matériels, nous aurions dû présenter un candidat au 1er tour sur un programme d'action traduisant en termes actuels le programme de transition, sur notre ligne politique. Notre ligne politique devait, bien entendu, inclure l'engagement réciproque des

grands partis ouvriers à se désister inconditionnellement au 2ème tour pour le candidat du parti ouvrier ayant obtenu le plus de voix au 1er tour. Voilà ce qu'aurait dû signifier « pour battre Giscard ». Y compris la difficulté apparente résultant de ce que seuls peuvent se maintenir au 2ème tour les deux candidats ayant obtenu le plus de voix, n'existait pas. Les résultats des élections précédentes démontraient que ce serait Giscard et Mitterrand qui resteraient en ligne au 2ème tour.

Si nous n'avions pas les moyens matériels et politiques de présenter un candidat, il nous fallait néanmoins défendre notre programme, notre politique dans son ensemble en utilisant les moyens dont nous disposions, et reconnaître, en conséquence, aux autres le droit de défendre leur programme, leur politique, avec les moyens dont ils disposent. En demandant au PS et au PCF de se mettre d'accord pour un seul candidat dès le 1er tour (en fait, et personne ne s'y trompait, ce candidat unique devait être Mitterrand), plus encore en appelant à voter dès le 1er tour pour Mitterrand, nous avons écrasé les questions : « Pourquoi ? Pour quel programme, pour quelle politique faut-il ''battre Giscard'' ? Nous n'ajoutions rien à la possibilité de le défaire. Bien au contraire, les masses voulaient battre Giscard parce qu'elles voyaient en lui l'homme du capital, afin de porter au pouvoir un gouvernement à elles qui satisfasse leurs besoins et leurs aspirations. Formuler quel gouvernement, quel programme, quelle politique devaient être mis en place et développés, c'était aider à la mobilisation des masses pour battre Giscard. En procédant ainsi que nous l'avons fait, nous couvrions la politique que Mitterrand entendait appliquer, nous contribuions à dégager la voie à un gouvernement de l' « union de la gauche », c'est-à-dire à la contre-mesure prise, dès le lendemain des élections, pour frustrer les masses de la victoire qu'elles remportaient en chassant Giscard et nombre de députés du RPR et de l'UDF, en élisant Mitterrand et une écrasante majorité de députés PS et PCF à l'Assemblée nationale.

Mais en réalité il s'agissait déjà d'un renoncement politique. La résolution citée plus haut, « justifiant » l'absence de candidats OCI au 1er tour au nom de l'exigence de tout mettre en œuvre pour qu'il y ait une majorité PS-PCF en voix et en élus aux élections à l'Assemblée nationale de 1978 éclaire la décision d'appeler à voter dès le 1er tour pour Mitterrand aux élections présidentielles de 1981.

La direction du PCI prétend que les résultats électoraux ont vérifié la justesse de sa politique. Notamment le fait que, dès le 1er tour, près du quart des électeurs votant traditionnellement pour le PCF ont voté pour Mitterrand. A cette perte massive de voix du PCF, il y a diverses raisons politiques : la Pologne et la politique de division de la direction du PCF qu'une grande partie de ses électeurs traditionnels a interprétée, à juste titre, comme une tentative d'éviter que Giscard soit défait. Mais mener campagne pour que Marchais s'engage <u>avant le 1er tour</u> à se désister pour Mitterrand si celui-ci arrivait avant lui au 1er tour (et c'était certain), correspondait aussi bien à ce que voulaient deux qui, électeurs traditionnels du PCF, ont voté Mitterrand dès le 1er tour, qu'à ceux qui au 1er tour ont voté pour Marchais. Les militants et électeurs du PS eux-mêmes n'en demandaient pas plus au PCF.

Dans la déclaration en date du 20 mars 1981 du CC de l'OCI, qui appelle à voter dès le 1er tour pour Mitterrand, il est affirmé : « L'OCI unifiée est partisan de la révolution mondiale et des méthodes révolutionnaires. l'OCI combat comme section de la IVème Internationale (Comité International) pour aider à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Pour l'OCI unifiée, c'est par les moyens révolutionnaires de la lutte des classes que l'humanité en finira avec l'oppression et l'exploitation capitalistes. »

*Ces formules ultra-générales servent de feuille de vigne ''révolutionnaire'' à une politique opportuniste. L'OCI a raison de dire « il faut battre Giscard ». Elle a raison de dire : ''*La défaite de Giscard ouvrira aux masses laborieuses et à la jeunesse les voies de la mobilisation qui leur permettra de prendre en mains elles-mêmes la

solution des questions qui assaillent le pays : la défaite de Giscard remettra en question toute l'offensive sur tous les terrains organisée par son Gouvernement. » *A quelques autres conditions cependant… Aux conditions que ne s'applique pas la politique que Mitterrand définit, la politique de l'''Union de la gauche''. De cela la déclaration ne dit rien. La vague formule* ''sans prendre pour autant la responsabilité de la politique du PS'' *est une nouvelle feuille de vigne. Elle évite de caractériser cette politique. L'OCI ne développe pas de programme, pas de politique propres, n'ouvre aucune perspective y compris en ce qui concerne la question du gouvernement. La politique de division du PCF était évidente. Il était parfaitement correct et il était nécessaire de le dire. Ce n'est pas pour autant qu'il fallait faire silence sur celle de Mitterrand.*

(…) Ne pas procéder ainsi, c'était cautionner Mitterrand. En réalité, il y a derrière l'appel à voter Mitterrand au 1er tour une conception opportuniste du Front unique ouvrier. Le front unique ne consiste pas à tout confondre : les programmes, les orientations, les drapeaux. Les élections à deux tours ont l'avantage de se prêter admirablement à la tactique du front unique. (…)

Non sans oscillations, la logique de la politique d'appel à voter dès le 1er tour s'est développée : refus d'élaborer un programme d'action anti-capitaliste, refus de mettre en cause le ''gouvernement de l'Union de la gauche'', suppliques adressées au gouvernement, bavardages sur ''l'Assemblée nationale doit voter telle loi, telle autre loi, etc.'', jusqu'à l'adoption de la ''ligne de la démocratie'' et des ''réformes nécessaires'' qui s'oppose à celle :''On ne peut rien résoudre si on craint d'aller au socialisme.''

---

24 - L'après mai-juin 1981
L'O.C.I. en conseiller spécial de Mitterrand

Avec une grande constance, les éditoriaux et articles leaders des numéros d'*Informations Ouvrières* vont développer semaine après semaine leurs conseils aux dirigeants du P.S., au gouvernement et à Mitterrand. En voici des exemples, qui me paraissent nécessaires pour bien attester la continuité sans faille de cette politique de soutien :

***I.O.* n°1007 (semaine 4 au 11 juillet 1981)**

Titre de Une : « *Licenciements, hausse des prix : la mise en œuvre par les capitalistes d'un véritable plan de déstabilisation* ».

Tout se passe comme si, depuis la mise en place du premier gouvernement de front populaire dirigé par Mitterrand-Mauroy, l'OCI considérait ce gouvernement a priori comme dans le camp des travailleurs, et devant faire face aux attaques des capitalistes, des hauts-fonctionnaires confiés à sa garde par le biais des institutions et de l'appareil d'Etat. Pas un instant n'est abordée la question sous l'angle historique où les marxistes (c'est-à-dire les trotskystes) prennent la question des fronts populaires :

> p.2 : *Le 10 mai, le formidable mouvement des masses a imposé une première défaite aux capitalistes et aux banquiers. Mais si le pouvoir total qu'ils exerçaient, d'une certaine façon leur a échappé, ils continuent à disposer sans frein de ce qu'ils appellent « le pouvoir économique ». Ils continuent à disposer du pouvoir de licencier, de provoquer la faillite de sous-traitants, de provoquer dépôts de bilan et hausses des prix…*

Termes galants : « *d'une certaine façon* ». Voilà où se niche la critique impitoyable du gouvernement de front populaire. Mais aussi le fait que les institutions de la Vème république, qui devaient s'effondrer comme château de cartes en Espagne, continuent de tourner comme si de rien n'était.

> *Pour les capitalistes, tout doit être fait –en frappant à coups redoublés les masses-, pour* ***chercher à enfoncer un coin entre elles et le gouvernement****. Tout doit être fait pour faire perdre à ce gouvernement le soutien de ceux qui l'ont porté au pouvoir, de façon à préparer sa liquidation.*

1/ Ce serait bien plutôt aux marxistes de chercher constamment à « enfoncer un coin » entre les masses et leurs illusions sur le gouvernement bourgeois de front populaire. Les « coups redoublés », les hausses de prix des tarifs des transports etc., sont décidés directement par lui, aux côtés des capitalistes et des banquiers.

2/ Surtout, par glissement sémantique, c'est maintenant le gouvernement de font populaire qui a été « porté au pouvoir » par les masses. C'est bien « leur » gouvernement. La conclusion est nette : il faut le défendre.

> *En même temps, dans cette situation, aucune illusion n'est possible : toute concession faite par le pouvoir à cette politique de pression ne pourra que constituer un nouveau point d'appui permettant encore de resserrer l'étau qui cherche à étrangler ce gouvernement et à faire refluer les travailleurs loin en arrière.*

Ici, le ton se fait grondeur, on secoue l'index : l'OCI tance le gouvernement, toujours dans la ligne du conseilleur « gauche », « de combat ». Mais cela signifie : ce gouvernement, s'il le veut, a les capacités d'affronter le patronat et les banquiers, il ne tient qu'à lui. Sa *nature* totalement réactionnaire n'est pas en cause. S'il fallait confirmer, enfoncer le clou avec la même formule :

> *(…) Malgré et contre les menaces des capitalistes, le 21 juin, les masses populaires ont donné une majorité absolue écrasante au PS et au PCF* ***pour doter Mitterrand des moyens de gouverner contre ces mêmes capitalistes.*** »

Qui, à ce stade, développe le plus d'illusions ? Les masses ou l'OCI ?

Un préjugé favorable

***I.O.* n°1008 (semaine du 11 au 18 Juillet)**

Titre de Une : « *Immédiatement après l'exposé du programme de gouvernement, les patrons annoncent comment ils vont combattre* »
Pour bien préciser le préjugé favorable que l'OCI donne au « programme du gouvernement », l'éditorial commence ainsi :

> *Au lendemain du discours-programme prononcé par P. Mauroy au nom du gouvernement devant l'Assemblée nationale, tout ce que la banque et le capital comptent de représentants a manifesté sa stupéfaction.*

Le lecteur ne peut se dire d'entrée que : C'est donc un programme qui va dans le bon sens, dans le sens des masses et de la satisfaction des revendications. Mauroy et son gouvernement, avec nous !

> « (...) *Et tous de se déchaîner sur ce qui constitue pour le capital aujourd'hui l'essentiel : les nationalisations.* »

La conclusion est une invite faite… au gouvernement :

> *Pour déjouer ces plans, faire échec au sabotage économique sous toutes les formes, des capitalistes, briser leur offensive, il est une force, un point d'appui : le regroupement des travailleurs, réalisant le front unique ouvrier dans les entreprises, comme commencent à le faire dans l'Est ces travailleurs qui s'organisent pour la nationalisation du groupe Willot.(…)*

1/ Le front unique ouvrier partout donc, sauf au gouvernement, et silence sur la majorité PS-PCF à l'assemblée nationale.
2/ Les travailleurs commencent à tirer dans le même sens que le gouvernement dont l'essentiel du programme porterait sur les nationalisations. Ils commencent à l'aider.

Pour trouver une critique, non du gouvernement, mais de sa composante MRG, il faut lire la colonne en page 3 intitulée « *Cherchez l'auteur* », citant des propos d'un responsable des radicaux de gauche, et concluant avec discrétion :

> *Les partis ouvriers PS et PCF ont la majorité absolue pour gouverner* [en bas de page, ce n'est plus de Mitterrand qu'il s'agit]. *A lire ces lignes, on voit bien qu'à leurs côtés, c'est le parti bourgeois réactionnaire des radicaux « de gauche » qui est… de trop.*

Mais qu'on ne s'attende pas pour autant à trouver en gros caractères des mots d'ordre du genre : Hors du gouvernement, les ministres bourgeois ! Ce serait sans doute l'affaiblir dans son offensive nationalisatrice contre les capitalistes et les banquiers… ou risquer de se couper des masses et surtout de leurs illusions.

***I.O.* n°1009 (semaine du 18 au 25 juillet)**

p.4 (entière) : « *La grève de l'aéroport de Paris : les hauts fonctionnaires giscardiens ont dû céder.* »
Il ne s'agit donc pas du gouvernement de front populaire tentant de reprendre à son compte le ''plan de réorganisation'' d'Aéroport de Paris mis en place par ses prédécesseurs et devant aboutir à 2500 suppressions de postes. Non, il s'agit des

‘’hauts-fonctionnaires’’, ce gouvernement fantôme. La manière dont est introduite la question de la responsabilité ministérielle est un modèle de délicatesse :

> *Les travailleurs se sont heurtés au mur des hauts-fonctionnaires giscardiens, décidés à relayer à l'aéroport de Paris la politique générale des capitalistes dirigée contre les travailleurs et visant à placer le nouveau gouvernement devant le fait accompli de cette politique* [sic]. *Ayant épuisé toutes possibilités de négociations, ils se sont mis en grève dans l'unité contre leur patron : les hauts fonctionnaires de la direction. Ils ont suscité une prise de position du ministère de tutelle sur la légitimité de leur revendication. Ils ont su créer ainsi les meilleures conditions pour faire céder la direction giscardienne, et commencé à déjouer ses plans.*

Combien de fois le rédacteur de ces lignes a-t-il dû reprendre sa copie pour parvenir à ciseler cette opération chirurgicale de haute précision : séparer les hauts-fonctionnaires, promus patrons indépendants, et de plus restés « giscardiens » sous le pouvoir de Mitterrand, de leur ministère de tutelle ? Les « nationalisations » promues au rang de mesures positives (et jamais réalisées par ailleurs) permettent donc de ces « patronats » de fonctionnaires... et de fonctionnaires du gouvernement précédent.

***I.O.* n°1011 (semaine du 1er au 8 août)**

> Editorial : « *Deux institutions de la Vème République ont été mises en cause cette semaine : La Cour de sûreté de l'Etat et le Service d'Action civique. La première a été supprimée par une loi. Le second a été désigné par un massacre.* »

Passons sur la seconde, qui n'est pas exactement une « institution ». Quant à la première, l'éditorial cherche à faire accroire que le démantèlement institutionnel est commencé. Charité bien ordonnée commençant par soi-même, Mitterrand aurait dû dans ce cas s'attaquer au principe même de sa présidence. Le nom de Mitterrand va progressivement et rapidement être effacé des articles d'*I.O.*

La conclusion de l'éditorial complète :

> *Comment les aspirations démocratiques qui, les 10 mai et 21 juin, ont submergé les défenseurs de la Vème république, de ses institutions, de son personnel politique si particulier, pourraient-elles s'accommoder de la perpétuation de l'Etat UDR-UDF ? Comment seraient-elles compatibles avec la survivance d'un régime qu'un auteur – François Mitterrand- cloua sous ce titre : ‘’le coup d'Etat permanent’’ ?*

Question oratoire, dont les années suivantes vont se charger de la réponse. L'émersion des défenseurs de la Vème République aura bien lieu, et l'accommodement se fera sans peine. Parmi les « défenseurs de la Vème République », l'éditorial oublie simplement ceux qui pour l'heure sont aux premières lignes de sa défense : Mitterrand et son gouvernement.

***I.O.* n°1013 (semaine du 15 au 22 août)**

La défiguration, le masquage de la réalité des gouvernements de front populaire amènent l'OCI à réécrire l'histoire et à présenter le gouvernement Blum de 1936

avec le flou nécessaire pour qu'une ressemblance suffisante soit établie avec le gouvernement Mauroy :

> *En 1936,* ***le puissant mouvement de masse qui s'est exprimé aussi bien dans les élections de mai qu'au cours de la grève générale de juin a porté au pouvoir le gouvernement Blum****. Les masses tenaient le capitalisme pour responsable de la crise et de leurs misérables conditions économiques et sociales. Loin de s'incliner, les capitalistes n'ont eu de cesse que de faire refluer le mouvement des masses et finalement de balayer le gouvernement Blum.* [la confusion est totale entre le mouvement des masses et le gouvernement qui leur fait face].
>
> *Conjuguant à la crise financière le sabotage, ils ont contraint Blum à procéder à une dévaluation massive le 1er octobre 1936 ? Une fantastique campagne de presse s'est alors déchaînée contre son gouvernement, désigné comme ''responsable'' de la ''ruine du franc'', de l'''inflation'', de la hausse des prix et de toutes les plies économiques du régime. Les capitalistes préparaient ''la revanche'' sur les masses.*
>
> *L'histoire ne doit pas se répéter. Prendre les mesures les plus radicales contre la fuite des capitaux, la hausse des prix, les agissements des banquiers et agents des capitalistes qui occupent les postes dirigeants dans tout l'appareil bancaire et financier, est indispensable.* ***Le gouvernement Mitterrand-Mauroy pourrait****, pour accomplir cette tâche, disposer d'une force immense, celle qui l'a porté au pouvoir, celle des travailleurs, et plus directement encore celle des travailleurs des banques et des administrations financières, immédiatement disponibles. »* (c'est moi qui souligne).

A qui ces sages conseils s'adressent-ils ? Au gouvernement Mitterrand-Mauroy, au PS, aux appareils, à qui l'OCI recommande de tirer les leçons de l'histoire afin de ne pas rééditer les ''erreurs'' de leurs prédécesseurs. Ils n'écouteront pas. Dommage, vraiment…

Le gouvernement n'écoute pas les conseils, *I.O.* fronce les sourcils

I.O. N° 1014 (semaine du 22 au 29 août)

Les conseils au gouvernement continuent, et le ton monte légèrement parce qu'il faut bien constater que le gouvernement n'écoute pas, bien qu'il fasse preuve d'une incontestable bonne volonté. C'est pourquoi le ton est encore modéré dans l'éditorial :

> *(…) Il est clair que pour leurs objectifs, dans cette situation, capitalistes et banquiers continuent de plus belle à organiser la flambée des prix.* ***Ils ont fait en sorte que les mesures prises par le gouvernement pour les bas salaires soient déjà complètement englouties par la hausse****. Ils ont poursuivi « dégraissages » et licenciements massifs.*

On continue d'opposer soigneusement les bonnes intentions du gouvernement de front populaire aux mauvaises réalisations des capitalistes et banquiers. Le gouvernement ne comprend pas, et l'OCI s'efforce de lui expliquer qu'il va se faire avoir s'il ne fait pas preuve de davantage de fermeté, s'il ne s'appuie pas davantage sur les masses laborieuses qui l'auraient porté aux commandes :

> *Jacques Delors, ministre de l'Economie* [pas un seul mot de commentaire n'a encore expliqué QUI est Jacques Delors] *vient d'adresser, selon ses propres termes, un ''avertissement'' aux organisateurs des hausses :''Il faut revenir à des hausses de prix*

de l'ordre de 7 à 8%, leur a-t-il dit. Lorsqu'on commencera à décélérer, cela criera dans tous les sens... je serai sans faiblesse, tout y passera : recommandations, taxations et autres si nécessaire... Nous surveillerons les prix et, au besoin, nous recourrons à des interventions et à des taxations pour faire cesser les abus... '' Pourquoi parler d'abus ? La hausse des prix n'est-elle pas un phénomène généralisé ? Sérieusement, [ici, les sourcils de l'OCI de froncent et le ton monte d'un cran] *faut-il attendre de telles remontrances des résultats effectifs ? L'expérience ne répond-elle pas d'elle-même ? Pourquoi attendre et ne pas prendre immédiatement les mesures vigoureuses qu'exige la situation ? Pourquoi ne pas organiser le blocage des prix tout de suite afin de garantir le pouvoir d'achat des masses ? Dire, comme nous le faisons, que les patrons ne seront sensibles à aucune de ces recommandations procèderait d'une exagération ?*

Certes, l'éditorial, le ton radouci, reconnaît la bonne volonté gouvernementale :

Alerté par la situation de l'emploi, le dernier Conseil des ministres vient de prendre des <u>décisions ayant pour objectif</u> de freiner le développement du chômage. (je souligne).

Hélas, de la part des capitalistes et des banquiers,

la réponse ne s'est pas fait attendre (...) S'adressant au gouvernement, ils lui disent : effacez le très lourd handicap de la méfiance des classes exploiteuses. Et pour cela, renoncez à prendre les mesures que les travailleurs attendent de vous et pour lesquelles ils ont chassé Giscard.

C'est Mitterrand que les capitalistes attaquent

Page 5, fait inhabituel à l'époque**, Pierre Lambert publie sous sa signature un article interne-externe : « *Quelques réflexions avant le XXVIème Congrès de l'OCI unifiée* ».** Il faut se rappeler que c'est lors de ce congrès que l'objectif des 10 000 militants devait être atteint.

Après avoir rappelé l'organisation de la discussion préparatoire à un congrès (« *Conformément à la tradition démocratique de l'OCI unifiée...* ») il aborde la situation française :

L'OCI unifiée, qui entend ne jamais séparer ''ses intérêts'' politiques de ceux du mouvement ouvrier dans son ensemble, n'a évidemment rien à cacher aux travailleurs et à la jeunesse ni sur ses objectifs et ses buts, ni sur la méthode qui préside à l'élaboration de ses lignes d'intervention politique.

Noter le détournement de la célèbre formule du *Manifeste du parti communiste* : « *Les communistes n'ont pas d'intérêts différents de ceux de l'ensemble de la classe ouvrière* » (cité de mémoire). On voit par quoi est remplacée la classe ouvrière. Le « mouvement ouvrier » est une autre catégorie : ce sont les travailleurs organisés, les « militants », les « cadres » et seulement eux, et ce sont y compris les appareils traîtres qui en font partie. L'ambigüité est une manière de penser et de faire.

Puis : *C'est un fait : les leviers de commande de l'Etat restent aux mains des représentants du capital, tandis que sous la haute direction du CNPF, devenu le véritable état-major politique de la bourgeoisie, est organisée la plus intense*

> *spéculation, qui, avec la fuite des capitaux se conjuguant à la crise économique, crée* ***le terrain des regroupements politiques organisés par les capitalistes et les bourgeois contre Mitterrand.*** (je souligne)

Ce n'est pas un glissement de plume. C'est Mitterrand qui est attaqué, pas la classe ouvrière, pas la majorité PS-PCF, c'est donc Mitterrand qu'il faut défendre.

> *…les capitalistes et les banques sont conscients de ce que les masses laborieuses exigeront des mesures remédiant réellement à une situation qui se détériore chaque jour davantage, de ce que* ***les masses laborieuses et la jeunesse attendent du gouvernement des actes audacieux contre les banquiers et les capitalistes.****—Et c'est là que se pose la question centrale qui va dominer toute la marche des événements qui s'annoncent. Pourra-t-on contrer les manœuvres des capitalistes et des banquiers qui, répétons-le, contrôlent tous les leviers de commande de l'Etat* [cela dédouane d'autant la responsabilité du gouvernement], *sans prendre les mesures nécessaires pour déjouer toutes les tentatives de la réaction, pour mettre à l'abri de toutes les attaques de la réaction la souveraineté du peuple telle qu'elle s'est exprimée les 10 mai, 14 et 21 juin ? L'histoire enseigne que les situations d' ''état de grâce'' ne durent jamais bien longtemps.*

Remarques :

1/Le « on » de pourra-t-*on*, qui est-ce ? C'est le gouvernement de front populaire, et Mitterrand. La dernière phrase montre à qui en réalité ce discours s'adresse : au pouvoir politique, aux appareils, en aucun cas aux masses.

2/ Nous sommes fin août, et depuis la fin juin, pas une seule fois *I.O.* n'a fait référence à la majorité PS-PCF et à la nécessité que ce soit elle qui gouverne. *I.O.* – l'OCI- se range de plain-pied dans la ligne des institutions : président de la république et son gouvernement. Elle tourne le dos à toutes les leçons de l'histoire, à *Où va la France* et à tous les enseignements du marxisme accumulés avec les précédents fronts populaires.

Un peu plus loin, Lambert enfonce le clou avec ce tour de passe-passe :

> *A cette étape,* ***les classes exploitées donnent toute leur confiance au gouvernement qu'elles ont investi*** *à la suite de la défaite qu'elles ont infligée aux classes dominantes.*

Non : Les masses ont investi une majorité PS-PCF, c'est Mitterrand qui a investi le gouvernement. Lambert le fait entrer en fraude dans le camp ouvrier et lui donne sa légitimité.

Lambert se fait une fois de plus conseilleur du président :

> *Une telle situation, grosse des plus grands conflits révolutionnaires, ne peut être maîtrisée par des compromis qui n'ont que l'apparence de la sagesse, par des accords simulés, alors que les opinions, les intérêts et les buts ne peuvent conduire qu'à des affrontements.*

Nous ne sommes pas loin du discours général de la direction de Force Ouvrière.

« *Jamais et dans aucun pays, l'Etat bourgeois n'a pu fonctionner contre la bourgeoisie* ». Le conseilleur dit au président –qui ne veut rien changer- : vous aurez beau faire, vous ne changerez rien.

Rocard comme paravent de Mitterrand

Mais comme il ne faut pas compromettre Mitterrand, devenu personnage sacré, Lambert fait donner Rocard à sa place :

> *Pour le présent, Rocard cherche à faire admettre que Mitterrand étant parvenu au pouvoir par les moyens légaux, la France pourrait parvenir à passer par une ''pratique constitutionnelle démocratique'' de l'ancien régime à un nouveau régime.*

Et que dit et que fait de différent Mitterrand ?

La suite est tout aussi extraordinaire (je souligne):

> ***En quelque sorte, Rocard signifie que, ministre de Mitterrand, il est avant tout et surtout ministre de la Vème République,*** *cela pour tenter de faire du mouvement des masses qui a chassé Giscard un simple épisode, n'aboutissant qu'à une banale réforme.*

Mitterrand ne serait-il pas « surtout » président de la Vème République ? Et qu'est-il arrivé d'autre que ce que Rocard appelle « une banale réforme » ?
Mais Lambert essaye à tout prix de sortir Mitterrand du bourbier avec un raisonnement dont la logique défie toute logique :

> *Mitterrand a-t-il été élu président dans le cadre des institutions anti-démocratiques et antipopulaires de la Vème République ? Ou bien a-t-il été élu, dans ce cadre, parce que les masses laborieuses et la jeunesse ont voulu, en chassant Giscard,* ***soulever la question*** *de nouvelles institutions conformes à leurs aspirations ?*

Si Lambert écrivait pour la classe ouvrière, il ne châtierait pas et ne châtrerait ainsi pas son langage. Les masses, poliment, ne « soulèveraient » pas « la question » des nouvelles institutions comme on lève le doigt avant d'avoir la permission, mais il serait question de leur volonté d'en finir avec les anciennes, de *se soulever* elles-mêmes.
Le XXVIème congrès de l'OCI se prépare sous d'étranges auspices.

Le ''On'' de majesté

I.O. n° 1015 –(semaine du 29 août au 5 sept 1981)

Dans l'Editorial, sans doute encore de Lambert :

> *Peut-**on**, dans ces conditions où les licenciements organisés par les capitalistes et les banquiers s'accélèrent, où la hausse des prix, que les agents du patronat qualifient de hausse d'anticipation, a d'ores et déjà ruiné –et au-delà- les augmentations de salaires décidées en juillet, peut-**on** dans ces conditions considérer que les lourdes et réelles difficultés seraient dues simplement à ''des erreurs de la gestion passée'' ?*
> *Ne devrait-**on** pas clairement indiquer aux masses laborieuses et à la jeunesse, qui ont investi Mitterrand et la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, qu'il ne s'agit pas d'''erreurs de gestion'', mais de mesures prises consciemment par les capitalistes et les banquiers dont Giscard était le représentant ? De même que, répétons-le, les*

mêmes capitalistes et banquiers poursuivent, dans une autre situation politique, une politique d'agression délibérée contre les masses laborieuses et la jeunesse.
***Personne n'a le droit de s'y tromper**. (…) Dans ces dernières années, **au sein du PS, il a été discuté à maintes reprises de la stratégie dite de ''rupture avec le capitalisme''**. Aujourd'hui, la majorité PS-PCF (et **plus particulièrement le PS**) est maîtresse de la situation. **Si elle le veut,** elle peut le devenir effectivement, en répondant positivement aux légitimes demandes des travailleurs et des jeunes.* (c'est moi qui souligne)

On dirait d'un sujet s'adressant à son roi (quelques remontrances cependant, qui ne vont cesser maintenant de monter). Le « ON » remplace « le gouvernement, et Mitterrand », mais il prend aussi un peu le sens de « nous » (dans les écoles primaires d'antan, on chantait : « On est un con qui ne dit pas son nom »). L'OCI ne s'est-elle pas mise, depuis des mois, à partager le sort de cet équipage en montant sur le bateau Front-Populaire (où elle occupe un poste de combat) ? Le discours s'adresse explicitement au gouvernement, au PS, à Mitterrand, qu'il s'agit de convaincre qu'ils font fausse route. **Il ne s'adresse pas aux masses**, il ne cherche pas un instant à les mobiliser CONTRE le gouvernement de Front populaire allié-serviteur des capitalistes et des banquiers. La majorité PS-PCF ne veut pas du pouvoir, ne l'exerce pas, laisse en place institutions (dont fait partie le pouvoir monarchique du président de la Vème République) et un gouvernement de front populaire qui lui retire tout pouvoir et lui intime ce qu'elle doit faire sur son seul terrain législatif, dans le cadre, la tradition et la continuité des institutions -bien portantes- de la Vème République.

***I.O.* n°1016 – (semaine du 5 au 12 septembre)**

p.3 : article « *Les patrons et les nationalisations* ».

Le conseil des ministres du 2 septembre a adopté le calendrier suivant concernant les nationalisations :
-9 septembre : mise au point des projets de loi au conseil des ministres.
-11 septembre : les projets de loi sont soumis au Conseil d'Etat pour avis.
-23 septembre : adoption définitive des textes par le Conseil des ministres
-Mi-octobre : discussions et vote au Parlement.
Le passage préalable au Conseil d'Etat, le recours, après le vote du Parlement, au jugement du Conseil constitutionnel revêtent une très grande signification, que le Figaro et 3 septembre souligne en ces termes : ''Après l'avis du Conseil d'Etat, le travail législatif, le gouvernement et lui-même [?] *auront un juge : le Conseil constitutionnel''.*

Bref, l'article laisse comprendre que les institutions de la Vème République sont incompatibles avec les nationalisations (une surprise…) et que c'est une honte, bien entendu. Pas un mot ni un mot d'ordre contre la constitution de la Vème République.

p.3 aussi, 1er article depuis juin sur un ministre non PS ni PCF, un ministre bourgeois du gouvernement Mauroy : Jobert, ministre du commerce extérieur. L'attaque est feutrée.

L'article rappelle que Jobert, entre la présidentielle et les législatives, « *appelait de ses vœux une majorité de députés qui ne se réduise pas aux seuls partis ouvriers, PS et PCF, mais soit vertébrée par un fort ''contre-gauche'' recueillant deux millions de voix. Ce qui supposait que les débris du ''gaullisme de gauche'' et les vestiges des*

> *''radicaux de gauche'', partis bourgeois, parviennent à retrouver un crédit aux élections législatives.* ***On sait ce qu'il en advint****.* »

Cette dernière phrase en clin d'œil pour initiés permet d'éviter de dire nettement la nature du gouvernement en place.

La conclusion de l'article :

> *Comme on le voit, le ministre gaulliste* [non : mitterrandiste] *gagne à parler. Sa pensée et sa politique se font ainsi mieux connaître. Qu'elles soient fidèles à celles qui l'animaient en 1973, donc à celles de Pompidou, ''c'est son affaire''. Mais c'est bien pourquoi elles sont totalement contradictoires avec le verdict populaire qui a voulu jeter par-dessus bord 2 » ans de cette continuité-là…*

L'article s'arrête là. Pas un mot d'ordre du genre : « Jobert, dehors du gouvernement ! Gouvernement PS-PSG sans ministre capitaliste à la Jobert ! … » Rien.

I.O. **n°1017 - (semaine du 12 au 19 septembre)**

Editorial : « Nationalisations : voir clair dans les questions posées ».

> (…) *Nul doute, en effet, que banquiers et capitalistes s'efforceront de saboter la politique gouvernementale, comme ils n'ont cessé de jouer la carte de la spéculation et du sabotage économique depuis le 10 mai.* (…) *Les capitalistes et les banquiers spéculent avec frénésie : la presse elle-même signale des transferts massifs de fonds, notamment vers la Suisse. Ce fait démontre que, s'****il faut*** *libérer l'économie des puissances financières,* ***il faut*** *clairement engager la rupture avec le capitalisme. Il pour ce faire,* ***il faut*** *décider le blocage immédiat des prix, instituer le contrôle des changes pour interdire la fuite des capitaux et diriger le crédit. Pour diriger le crédit,* ***il est indispensable*** *de nationaliser les banques, toutes les banques, les institutions financières et les assurances, sans quoi le crédit restera au service des capitalistes.* (…) *Telles sont, à notre avis, quelques-unes des questions que soulèvent les décisions gouvernementales. En un mot : à la mobilisation politique engagée par le CNPF,* ***il faut*** *opposer la mobilisation des travailleurs, laquelle pourrait prendre la forme de la convocation d'un congrès des employés de la banque, des instituts financiers et des assurances. Car qui mieux que les travailleurs saurait répondre à la politique de sabotage des capitalistes et des banquiers ?* (c'est moi qui souligne)

Le ton monte et devient injonctif. Les « il faut » se multiplient. Les conseils au gouvernement de front populaire se font pressants. Mais l'orientation est la même. *Qui mieux que les travailleurs pourrait*… ? L'OCI a déjà répondu : le gouvernement bourgeois de front populaire, s'il le veut bien, peut et doit en prendre la tête.

(Depuis plusieurs semaines, dans *I.O.*, il n'est plus question de l'objectif des 10 000). L'objectif n'est même pas rappelé dans l'article consacré p.5 aux Meetings de l'OCI.u. dans toute la France. Il est seulement parlé de la constitution-proclamation du PCI.

P.12, second article d'une page sur le Chili de 1970 à 1973. Pas une seule fois n'est indiquée la véritable nature bourgeoise du gouvernement Allende. Une phrase à retenir : « *Car il n'est pas possible de défendre le gouvernement en faisant des*

concessions à ceux qui ont pour objectif avoué de l'abattre. » (cf. p.124) Une fois de plus, la leçon est donnée aux dirigeants du PS, Mitterrand en tête : ne faites pas comme au Chili !

***I.O.* N° 1019 – (Semaine du 26 septembre au 3 octobre)**

L'éditorial, une nouvelle fois, s'adresse à Mitterrand.
Page 3 : « *Nationalisations : le Conseil d'Etat fait prévaloir les exigences des capitalistes* ».
I.O. commente sobrement : « *Répondant positivement à plusieurs de ses observations, le gouvernement a fait savoir, le 23 septembre, les modifications qu'il consent à apporter à son projet initial.* » et pose la question (au gouvernement) : « *L'objectif est-il atteint* ? ». Sans même rappeler le mot d'ordre : nationalisations sans indemnités ni rachat, il note entre autres que le ministre Bérégovoy reconnaît que le coût supplémentaire des indemnisations est évalué à 10 à 15%, auxquelles par ailleurs échappent les filiales industrielles de Paribas et de Suez. La conclusion de l'article montre à quel point *I.O.* est attaché au gouvernement : ce sont les capitalistes qui veulent le chasser :

> *Oui, chasser le gouvernement, ''fût-ce de force''. Là est la seule limite que capitalistes et banquiers accepteront de fixer à leurs exigences.*

Réapparition du mot démocratie dans l'article dans la même page :

> *Nationalisations, Vème République et démocratie.* (...) *messieurs les capitalistes indiquent eux-mêmes aux travailleurs, et à quiconque défend la démocratie, une conclusion : les institutions nées du coup de force de 1958 sont incompatibles avec la volonté populaire exprimée en 1981.*

Par contre, la « démocratie » est tout à fait compatible avec l'indemnisation des capitalistes « spoliés » par les nationalisations.

P.3, une « Déclaration du Bureau Politique de l'OCI » pose, **pour la première fois depuis l'élection de Mitterrand et de la majorité PS-PCF,** la question en termes des mots d'ordre :

> *Non à la politique d'austérité ! Non à la politique des revenus et au blocage des salaires ! Non à l'aggravation des charges et impôts qui retombent sur les épaules des masses laborieuses ! Pas un seul licenciement ! Embauche immédiate ! Hausse générale des salaires et rapport avec la hausse des prix ! Le dilemme est là, clairement posé : Collaboration de classes avec le capital ou lutte de classes contre le capital. C'est ainsi que la question est posée face aux graves problèmes économiques et financiers. Seules des mesures anticapitalistes peuvent sauver les masses laborieuses et la jeunesse.*

La seule référence qui est faite à la majorité PS-PCF et au gouvernement qui devrait en être issu est au début de la déclaration, et n'apparaît jamais comme une exigence :

> *Nous, militants de l'OCI unifiée, qui avons inconditionnellement combattu contre la division, pour l'unité, pour la majorité PS-PCF et pour un gouvernement d'unité du PS et du PCF sans représentants des formations et partis bourgeois, disons que c'est là*

> *une erreur très grave, désastreuse, que de prendre des mesures qui s'inscrivent toutes dans la mise en place d'un plan d'austérité.*

Mais à qui le BP de l'OCI le « dit »-il ? A la majorité PS-PCF ? Au gouvernement d'unité du PS et du PCF sans représentants etc. ? Non : il s'adresse au gouvernement de Front populaire dont il ne remet en aucun cas en cause la légitimité, mais l'appelle à choisir « l'autre voie », « *celle de briser la résistance des hauts fonctionnaires... »,* celle de « *prélever sur les profits et privilèges des capitalistes et des banquiers »,* celle de « *la mobilisation dans l'unité des travailleurs et des jeunes contre les capitalistes et les banquiers* », voie que, par définition et nature, un tel gouvernement ne peut ni ne veut suivre.

Et l'OCI fait mine de s'indigner de ce que les développements de la situation se fassent dans l'exacte logique et enchaînement de ce que Mitterrand avait annoncé et décidé avec le gouvernement qu'il a constitué contre les masses laborieuses.

''*Le gouvernement a tous les moyens d'intervenir...*''

IO. N°1022 – du 17 au 24 octobre

p.6, dans un article intitulé « *l'autre voie »,*

> il est question du *plan de production qui permette de donner du travail à tous. Pour cela, il faut mobiliser tous les moyens financiers, sans exception, dans les mains de l'Etat. Est-il « réaliste », efficace, de nationaliser en laissant aux banquiers une grande partie de leurs banques, pour reconstituer leur puissance anti-ouvrière ? De grands travaux publics sont nécessaires...* » etc., etc.

Mais, « *pour mettre un terme à l'anarchie capitaliste* », qui l'OCI voit-elle, désigne-t-elle, défend-elle ?

> ***Un tel plan nécessite l'intervention du gouvernement dans tous les domaines de la vie économique. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman a tous les moyens d'intervenir contre les capitalistes et les banquiers. Il peut et doit s'appuyer sur l'immense force du peuple travailleur qui a chassé Giscard*** .

Ainsi l'OCI tourne-t-elle le dos à toute l'histoire et à tous les enseignements des fronts populaires. Au lieu de dire : ce gouvernement est absolument incapable de mettre en œuvre ce plan parce que ce n'est pas un gouvernement constitué des seuls représentants du PS et du PCF, à qui les travailleurs pourraient imposer leur volonté, l'article fait croire que c'est bien à un gouvernement de ce type que les travailleurs ont déjà affaire. Le mensonge est flagrant, conscient, une fois de plus. Intutile de poursuivre.

---

25 - Décembre 1981 :
La fausse proclamation du Parti Communiste Internationaliste

Le XXVIème congrès de l'OCI (unifiée) s'est tenu fin décembre 1981, alors que le gouvernement de font populaire édulcoré est en place depuis six mois, et se révèle de plus en plus dans sa véritable nature : un gouvernement d'affrontement contre la classe ouvrière et ses conquêtes. Dans *I.O.*, les conseils de la direction de l'OCI ont commencé à tourner aux remontrances d'espoirs déçus, de plus en plus véhémentes et accusatrices.

Depuis des mois, la direction a décidé d'en faire un congrès de proclamation du P.C.I.. Elle a pour cela fixé des objectifs. Ceux-ci seront loin d'être tenus, en dépit de l'apport artificiel des « stagiaires » désormais comptabilisés dans les effectifs. Dans sa préparation, la direction a dû tenir en langage interne un discours beaucoup plus « à gauche » que celui qu'elle émet en externe. Quelques militants s'en sont émus dans le bulletin intérieur, et ont contesté l'orientation. Il ne leur sera pas répondu, ils sont trop isolés pour représenter un danger immédiat.

Mais, dans le même temps, l'offensive soudaine menée par Moreno et Politica Obrera d'Argentine, accusant brutalement l'OCI d'avoir basculé dans le camp du front populaire, et se préparant à rompre le « Comité Paritaire » après seulement quelques mois d'existence, apporte une confusion nouvelle dans le débat : car si l'accusation caractérise un fait qui me semble indubitable (aujourd'hui), ses arguments sont par contre particulièrement faciles à déjouer par la direction de l'OCI. Ils ne touchent pas au cœur de la question, et se rapprochent beaucoup de ce qu'auraient pu écrire les pablistes. Au lieu de nourrir la réflexion critique, ils repoussent les militants dans la défense de leur organisation et de ses positions.

Le P.C.I. sera donc proclamé dans des conditions très difficiles d'affaiblissement brutal du regroupement des forces à l'échelle internationale ; et ce, d'autant que les premières semaines de son existence formelle, au lieu de donner une impulsion militante, verront un affaissement des résultats chiffrés sur le terrain. Enfin, quand bien même ses objectifs numériques auraient été atteints, une organisation de 10 000 membres ne pouvait pas constituer réellement un Parti : elle aurait reposé sur une tête d'épingle, la direction monolithique de Lambert. La question de sa direction serait restée un obstacle majeur.

Note signée Lambert (5 janvier 1981)

Lambert souligne d'abord que le prochain CC, qui se tient du 9 au 11 janvier, « *aura une importance exceptionnelle* ».
Il rappelle la réunion des « membres du CC chargés d'une région de province », occasion de mesurer l'importance des permanents dans le CC (j'y reviendrai) :
Rolland (permanent), Sartana (permanent), Ulysse (permanent), Sorel (permanent), Cristobal (permanent), Ben (permanent), François (permanent), Clément (non permanent), Isaac (non permanent), Raffi (permanent), Lacaze (permanent), Sérac (permanent), Seldjouk (permanent), Duval (non permanent), Dan (permanent), Laval (non permanent), Jean-Christophe (non permanent mais c'est tout comme), Just (non permanent) et Lambert (quasi permanent), soit 12 permanents -14 en comptant Lambert et Cambadélis- sur 19.

Nous aurons à examiner à 6 mois du 26ème congrès [en réalité celui-ci sera repoussé en décembre, il reste presque un an], *la marche de l'organisation vers le Parti des 10 000, et si, en dépit des résultats, nous devons maintenir le cap sur cet objectif. (...) Maintenir ou non l'objectif implique que chaque membre du CC et le CC comme un tout fournissent des réponses aux questions suivantes :*

- *Le moment historique que traverse la France, avant que ne s'engagent les 4 mois les plus intenses de lutte politique qui précèdent l'échéance présidentielle, est-il ou non favorable à l'accomplissement de l'objectif des 10 000 ?*
- *La ligne d'intervention politique définie par la direction correspond-elle ou non à ce moment historique et aux conditions ou non favorables à l'accomplissement de l'objectif des 10 000 ?*
- *Si on répond oui à ces deux questions, il est nécessaire que soit abandonnée la méthode qui consiste à répéter en général les analyses et les textes, ce qui aboutit à vider de leur contenu concret l'analyse du moment, la ligne politique et les mots d'ordre. Cela implique que chaque membre du CC, et le CC comme un tout, indique comment les objectifs généraux, politique et d'organisation, s'appliquent aux conditions concrètes des unités et commissions dirigées par chaque membre du CC et par le CC globalement.*
- *Pouvons-nous considérer que l'état actuel de l'OCI (recrutement, diffusion de* I.O.*, campagne financière), peut être formulé ainsi : ''Sous la direction du CC et malgré les difficultés, l'OCI a accompli l'étape préparatoire à l'accomplissement sur 6 mois de l'objectif des 10 000 » ?*
- *En quoi consiste cette étape ? Depuis 2 mois, à une situation de stagnation en baisse a succédé une situation de stagnation (il faut être réaliste) en hausse. Devons-nous considérer cette « stagnation » en hausse comme signifiant que nous ne pouvons, dans les conditions actuelles de l' « outil » (OCI+CC), passer de l'organisation au parti ?*

Si oui, cela implique que nous allons aborder la phase finale de la décomposition du régime dans des relations politiques où nous aurons à construire le « Parti révolutionnaire dirigeant » sans parti. Bien que les forces de l'OCI soient non comparables avec celles dont le trotskysme disposait en 1936, en 1944, en 1953, en 1968, cela signifierait néanmoins que nous serions dans des relations de même nature, tant avec la classe qu'avec les appareils. Si la « première étape » de la crise révolutionnaire verra les masses affluer vers les grandes organisations traditionnelles, le fait d'aborder cette crise avec un parti de 10 000 ou bien avec une organisation, n'aura évidemment pas les mêmes conséquences.

Cette première partie de la note de Lambert se suffit pratiquement, son contenu est déjà fort riche.

1/ Les questions posées par Lambert au CC sont purement oratoires, c'est-à-dire qu'il connaît la réponse (positive) que le CC y fera. Elles sont donc simplement destinées à cadenasser la discussion au lieu de l'ouvrir. Or la réponse à ces questions aurait dû ouvrir à une discussion des plus âpres, et sur l'analyse de la situation générale en France, et sur l'orientation suivie, l'abandon du programme politique pour une tactique de Front unique au rabais. Les résultats stagnants, malgré l'engagement militant extrême, en sont la sanction.

2/ L'OCI compte alors 4 717 militants (Lambert donne le chiffre dans sa résolution proposée au CC). Le 26ème congrès étant primitivement fixé à juin, Lambert propose donc au CC de plus que doubler le nombre de ces militants en moins de six mois : il confond « parti » et « parti des 10 000 », objectif manifestement démesuré : jamais l'OCI n'a recruté 850 militants par mois !

Or, un an plus tard, et malgré la comptabilité faussée des effectifs, l'OCI n'aura même pas atteint les 6 000 militants. Le PCI n'en sera pas moins proclamé.

3/ La situation politique et l'orientation politique suivie par l'organisation (nous sommes encore dans la phase « unitaire » de la recherche d'une candidature unique entre PS et PCF) ne risquent pas de rencontrer d'opposition au CC : dans la suite de son texte, Lambert écrit en effet : « *les analyses, les mots d'ordre de l'OCI sont dans l'ensemble entièrement confirmés par la marche de la* situation » ; il répond d'avance à ses deux premières questions), la discussion se concentrera donc sur les « engagements » des membres du CC, individuellement comme collectivement.

4/ C'est, comme de coutume, le CC qui est rendu responsable des difficultés rencontrées, puisqu'il n'aurait comme « méthode » que la répétition « en général » des « analyses et des textes », bref un CC de perroquets, d'exécutants sans initiative.

5/ Lambert se livre donc à une sorte de chantage dont il est coutumier avec le CC, pour tenter de construire la rampe de lancement de son « parti des 10 000 ».

6/ Au comité central, seul Stéphane Just s'opposera au moins sur un point à cette perspective (je ne sais rien de ses interventions), en proposant une résolution qui fixe à 6 500 à 7 000 l'effectif à atteindre pour le congrès, en commentant ainsi sa proposition :

> *C'est un objectif qui peut être transmis vers l'ensemble de l'organisation de telle sorte que l'OCI soit capable d'influencer le combat de classe et aussi d'ouvrir pratiquement à la lutte de classe du prolétariat et des masses exploitées sur l'objectif immédiat : la chute du gouvernement Giscard.*

Sa résolution sera bien entendu repoussée.

Pour achever de cadenasser la discussion, Lambert a recours à un autre et coutumier chantage :

> *On commettrait une erreur en oubliant la capacité de trahison de l'appareil stalinien, mais il serait encore plus erroné d'oublier les conséquences, dans les relations entre les masses et l'appareil stalinien, de la politique forcenée de soutien au régime.* ***Oublier ce fait capital de la politique actuelle signifierait apporter un soutien (inconscient) aux plans contre-révolutionnaires non seulement en France, mais dans le monde, de la bureaucratie stalinienne.*** (c'est moi qui souligne).

A quoi sert cette dernière menace, dont la méthode est éprouvée : qui n'est pas d'accord fait le jeu (inconscient certes) de l'ennemi ? à concentrer le tir sur le seul PCF, en le détournant totalement du PS et de Mitterrand, dont les plans contre-révolutionnaires, s'ils ont une étendue moins internationale que ceux de l'appareil stalinien, n'en sont pas moins d'une efficacité redoutable. Lambert attend donc de ce CC, dont il a souligné la grande importance, un virage radical dans son mode de fonctionnement, qui aboutisse immédiatement à transformer l'OCI en machine à recruter massivement. Peut-il y croire lui-même une seule seconde ? L'objectif n'est pas dans la réalisation effective des 10 000. Il est dans ce que je suis bien obligé d'appeler un véritable asservissement de ce qui aurait dû être la direction de l'OCI, un décervelage qui lui fasse tout accepter.

L'accélération artificielle du recrutement

La résolution du Comité central du 5 avril 1981 (en annexe), dont j'ai déjà parlé à propos de l' « affaire Berg » porte essentiellement sur un point : le mode d'affiliation et de recrutement à l'OCI, qui doit être modifié en fonction de la situation et de la « nécessité » de construire au plus vite le parti des 10 000. C'est la généralisation de ce que l'OCI avait condamné sous le nom d' « affaire Berg » deux ans auparavant.

> *Pourquoi faut-il modifier la forme d'affiliation à l'OCI, sans se dissimuler le danger, contre lequel nous devons lutter, d'un abaissement du niveau politique ?*

Le système actuel des pré-cellules, dit le texte, est d'une « *extraordinaire fluidité* » :

> *Ne sont intégrés à l'OCI qu'une infime fraction des contacts, lesquels suivent une ou deux réunions, mais dans leur majorité disparaissent avant la fin des réunions des pré-cellules.*

L'''affaire Berg'' ? Elle *«nous a fait régresser principalement dans la conviction qu'il était possible de passer de l'organisation au parti.* »
L'explication de la stagnation des effectifs qui dure depuis le 25° congrès tient dans les méandres suivants :

> elle « *reflète la difficulté de la direction de l'OCI(u) à conduire l'activité des militants sur la ligne du Parti des 10 000 en raison de ce qu'il nous est difficile d'assimiler comme direction que nous nous préparons comme OCI (qui doit construire le Parti des 10 000) au mouvement politique des masses qui agira directement sur le gouvernement pour préparer l'assaut général qui en finira avec le régime de la Vème République, avec toutes ses conséquences révolutionnaires.* » Sic.

Ergo, « *le conservatisme* » de la direction « *s'exprime le plus complètement dans les pré-cellules* ». Puis vient un remarquable historique des méthodes de recrutement dans la IVème Internationale :

> *Jusqu'en 1939, l'affiliation aux organisations trotskystes passait, comme pour tout le mouvement ouvrier* [cette onction de « tout le mouvement ouvrier », exemple à suivre, est déjà remarquable], *par l'intégration dans les cellules, de stagiaires qui, après trois mois de stage, étaient ou non intégrés. Pendant la guerre, l'affiliation passait par les GER, forme d'organisation permettant de garantir l'organisation des dangers de l'illégalité. Après la guerre, jusqu'en 1958, nous sommes revenus à la forme d'organisation d'avant-guerre. En 1958, dans la situation de dislocation consécutive à la crise pabliste, la nécessité de revenir au GER s'est imposée en défense contre la pression de la défaite de 1958* [ici , la justification est également remarquable]. ***Depuis des années, cette forme d'organisation ne répond plus à la réalité des tâches incombant à l'OCI***. (C'est moi qui souligne.)

La conclusion attendue arrive enfin :

> *Il faut donc en général revenir à la forme traditionnelle d'affiliation, à savoir l'intégration directement dans la cellule comme stagiaire, qui, après un temps de stage (3 mois), est intégré comme militant dans la cellule.*

Le risque de « baisse du niveau politique de la cellule » ? « *Ce tournant doit être appuyé par le plus grand effort pour élever le niveau politique de la* discussion ». Il sera donc procédé à l'envoi, « 2 ou 3 jours avant la cellule », d'une *Lettre d'Informations Ouvrières* « *qui tend à unifier pour toute l'OCI l'ordre du jour* ».

> Bien entendu, affirme le texte, *l'intégration des stagiaires ne devra être opérée qu'à partir des discussions de cellule où seront clairement discutées la position de l'OCI(u) à l'égard du PS (réformiste), du PCF (stalinien), à l'égard de la LCR. A la dernière réunion où sera votée ou non par la cellule l'intégration du stagiaire comme militant, il devra être discuté des statuts de l'OCI* .

Une remarque : dans ces mois de campagne précédant les élections, si toute l'orientation de l'OCI est tournée contre le PCF, pour le vote Mitterrand dès le 1er tour, comment les stagiaires pourraient-ils être armés de quelque façon que ce soit contre le réformisme, qui comprend aussi bien le PS que les appareils syndicaux qui lui sont reliés ?

Enfin arrive ce pour quoi le texte est tout entier construit :

> *Qu'est-ce qu'un stagiaire ? Aujourd'hui, sur la base de la discussion de cette brochure (discours de Lambert), qui définit clairement notre politique pour la période actuelle, et sur la base de l'engagement à œuvrer ensemble à la constitution de comités à l'initiative de l'OCI (...), nous proposons aux travailleurs qui étaient au meeting avec nous, et aussi à nombre d'entre ceux qui au dernier moment ont hésité à venir, d'entrer comme stagiaires dans une cellule (...).*
>
> *Un stagiaire est donc un camarade qui a tous les droits et les devoirs des militants de l'OCI dans la cellule* [ce n'est pas exact : les cotisations des stagiaires seront nettement inférieures à celles des autres militants], *car il agit dans la lutte des classes sur la ligne de l'OCI(u) et sous son contrôle. Stagiaire, il ne dispose pas du droit de vote (en particulier dans les assemblées électives pour les congrès, etc.). Les états de l'organisation distinguent donc titulaires et stagiaires. L'effectif de l'OCI(u) comprend tous les militants qui combattent sur la ligne de l'OCI sous contrôle de ses organismes.* ***L'effectif des unités est donc constitué de la somme des titulaires et stagiaires de l'OCI.***

A l'abstention de Stéphane Just près, tout le CC a voté cette résolution, contraire à toutes nos traditions. Il est probable que les membres du CC, et surtout les responsables d'unités, ont dû ressentir un soulagement, une sorte d'allègement des formidables et constantes pressions qui pesaient sur eux en matière de recrutement. Il est probable que ce sentiment de soulagement ne devait pas être très éloigné de ce qui fit agir les responsables des unités de province qui avaient en quelque sorte devancé cette résolution dans les années 1978-1979…

Une petite entreprise qui ne tourne pas très bien

Justement, où en est l'organisation en matière de recrutement quelques mois plus tard, en août 1981 ? Le 26° congrès, prévu initialement en juin, devait, rappelons-le, avoir atteint les 10 000 (résolution de Janvier), soit un recrutement de près de 900 militants par mois. Le Congrès est finalement reporté à la fin décembre. Une note

d'Août 1981, du responsable à l'organisation, Sorel, donne une image assez pessimiste de la situation de l'organisation :

> *Après une situation de fait de stagnation depuis le début de l'année, il y a un début de progression importante (...) car elle concerne précisément la première phase de réalisation des objectifs du congrès pour le Parti des 10 000. Il y a une situation très différente sur la province (+49) et sur la région parisienne (+ 145, + 4 sûrs du spectacle, chez Martin). Quelles premières réflexions en dégager ? Sur la région parisienne, même si l'objectif fixé (200) n'est pas atteint, le résultat globalement (ce qui n'annule pas l'analyse diversifiée nécessaire) est positif (...). Mais les résultats de province ne sont pas du tout du même ordre. Il faut s'y arrêter car on ne saurait atteindre le parti des 10 000 militants hors d'une marche d'ensemble de toutes les unités.*
>
> *Si, réglant l'affaire Berg, nous avons rompu avec le verticalisme que signifiait l'ancienne commission province, les résultats à l'état brut font apparaître déjà un premier aspect : nous n'avons pas dégagé comme parti un nouveau dispositif de direction adéquat.*

Résumons :
Les objectifs fixés par le CC de janvier, présenté comme d'« une importance exceptionnelle », n'ont absolument pas été atteints. Le congrès a été repoussé, on est passé d'un recrutement prévu de près de 900 par mois (Paris et province) à un autre plus de deux fois inférieur. Pourtant, tout continue comme si de rien n'était, l'analyse de la situation ni l'orientation politique ne sauraient être remises en cause, tout est affaire de « dispositif de direction ». On a de plus en plus le sentiment d'avoir affaire à une véritable logique d'entreprise, où les membres du CC responsables d'unités seraient réduits à l'état de cadres supérieurs chargés d'obtenir du chiffre. La seule différence est que leur manque de résultats ne les fait pas licencier, l'entreprise réajuste seulement ses objectifs. Passé le 26° congrès et la proclamation du PCI, la mention « parti des 10 000) disparaîtra progressivement du discours de la direction. Il sera temps de faire place à autre chose, un parti sans programme, et sans objectif révolutionnaire : le MPPT.

Le Comité central qui se tient des 22 au 24 août 1981 correspond au *I.O.* n°1014

Il adopte une « *résolution sur la construction du ''parti des 10 000''* » qui annonce les chiffres. Alors qu'en mars, publiquement (dans IO) était annoncé l'objectif de 10 000 militants pour le XXVIème congrès (qui doit se tenir à la fin 1981), à partir des 5 000 militants reconnus à cette date, le CC vote :

> *Concrètement, il s'agit de savoir (et nous devons le savoir dans ce comité central qui se réunit les 22, 23 et 24 Août) si nous pouvons, sur la base d'une avancée significative vers les 10 000 (c'est-à-dire pour donner un ordre de grandeur le passage d'une OCI unifiée actuellement forte de 5690 militants (titulaires plus stagiaires) à 8000 à la fin de l'année) , décider dans cette session du comité central d'orienter publiquement toute l'activité de l'OCI unifiée sur l'objectif de proclamer au XXVIème congrès le Parti communiste internationaliste reconstitué, fondée sur une appréciation correcte de la situation politique, a nourri les éléments politiques qui ont conduit à défaire Giscard.*

De cette formulation très ampoulée, sinueuse et solennelle, ressort d'abord que le PCI n'a gagné durant toute cette campagne que quelques centaines de militants, qui auraient dû se chiffrer en quelques milliers prévus, et compte-tenu des facilités ouvertes depuis la décision d'ouvrir l'OCI à tous ceux qui le veulent bien. Et, de

10 000, l'objectif est rabaissé à 8 000 pour le XXVIème congrès. Or c'était, et de loin la période la plus favorable pour recruter. Les élections passées, la victoire remportée, aux propres dires de la direction de l'OCI, les illusions allaient l'emporter.

> (…) ***Notre responsabilité devant la révolution prolétarienne qui monte ne saurait souffrir la moindre incertitude, la plus minime oscillation*** »

Cela affirmé précisément au moment où Lambert écrit dans *I.O.* :

> *C'est un fait : les leviers de commande de l'Etat restent aux mains des représentants du capital, tandis que sous la haute direction du CNPF, devenu le véritable état-major politique de la bourgeoisie, est organisée la plus intense spéculation, qui, avec la fuite des capitaux se conjuguant à la crise économique, crée* ***le terrain des regroupements politiques organisés par les capitalistes et les bourgeois contre Mitterrand.***
> (…) *les capitalistes et les banques sont conscients de ce que les masses laborieuses exigeront des mesures remédiant réellement à une situation qui se détériore chaque jour davantage, de ce que* ***les masses laborieuses et la jeunesse attendent du gouvernement des actes audacieux contre les banquiers et les capitalistes.*** [ici, la distance est encore maintenue : ce sont « les masses laborieuses et la jeunesse » qui « attendent du gouvernement des actes audacieux » etc., et pas l'OCI] *Et c'est là que se pose la question centrale qui va dominer toute la marche des événements qui s'annoncent. Pourra-t-on contrer les manœuvres des capitalistes et des banquiers qui, répétons-le, contrôlent tous les leviers de commande de l'Etat, sans prendre les mesures nécessaires pour déjouer toutes les tentatives de la réaction, pour mettre à l'abri de toutes les attaques de la réaction la souveraineté du peuple telle qu'elle s'est exprimée les 10 mai, 14 et 21 juin ? L'histoire enseigne que les situations d' ''état de grâce'' ne durent jamais bien longtemps.* (C'est moi qui souligne)

A qui donc s'adressent ces dernières phrases commençant par « pourra-t-on contrer… » ? Qui est ce « on » ? certainement pas « les masses laborieuses et la jeunesse » ! De même l'expression « souveraineté du peuple », substituée aux « masses laborieuses » et à « la jeunesse » n'appartient pas à notre vocabulaire. Prenez garde, disent ces phrases au gouvernement, au PS, à Mitterrand, vous risquez de prendre un mauvais chemin et de vous en mordre les doigts ! « *La moindre incertitude, la plus minime oscillation* », vraiment ?

Suite de la résolution du C.C. :

> (…) *Abstraction faite de la question de savoir si les événements révolutionnaires décisifs qui s'annoncent arriveront plus ou moins vite, l'OCI unifiée, sur l'orientation que nous adoptons, trouvera la possibilité de construire le parti des 10 000 dans les délais les plus brefs.*
> *Nous devons considérer que la plus grande faiblesse de la direction, imprimée par le Comité central de l'OCI unifiée, réside dans* ***l'extraordinaire difficulté que nous rencontrons à rattacher notre intervention politique à la marche de la révolution prolétarienne****. C'est précisément là qu'est la racine de nos oscillations, qui, en nous entraînant à* ***une politique d'adaptation au ''front populaire de combat'', coupe radicalement la possibilité de recruter pour le parti des 10 000****.* ***C'est un fait, l'OCI unifiée est dirigée d'une façon opportuniste*** *sur une ligne formellement juste, cela, parce que dans les faits, le comité central ne s'axe qu''''intellectuellement'' sur la crise révolutionnaire, donc sur la révolution prolétarienne qui ne peut être victorieuse sans parti.* (C'est moi qui souligne)

La main droite ne voit pas, plutôt ne veut pas voir ce que fait la main gauche. Il faut que Lambert, qui selon toute vraisemblance est l'auteur de ce texte adopté par le

CC, ait une grande confiance dans sa capacité à manipuler le CC pour oser écrire ce coupe-feu tout en écrivant de l'autre main son article dans *IO*, suite sans rupture des éditoriaux qu'il a semés, et de l'orientation qu'il a impulsée semaine après semaine. Et cette confiance repose sur l'expérience, sur un travail de plusieurs années.

En même temps que depuis des mois il impulse précisément la politique qu'il dénonce, Lambert détourne l'attention -sans difficulté il est vrai- de la véritable expression du « front populaire de combat'' et de l'opportunisme en en reportant la responsabilité sur la vision purement « intellectuelle » du CC. Un pied sur l'accélérateur, l'autre sur le frein, en priant le CC de regarder ailleurs.
Comment ces camarades, ces dirigeants, qui n'avançaient guère que le Lénine ou le Trotsky à la main ou à la mémoire, ne pouvaient-ils pas ne pas se rendre compte, plus ou moins pour certains, de ce qui était en train de se passer ? Il se peut que, le mesurant, ils aient pu en douter, tant l'affaire était grosse, ou, comme je le pense de Stéphane Just, hésiter, tergiverser devant l'immensité de la tâche à entreprendre, à quoi ils devaient se sentir si mal préparés et si peu disposés.

Dès la page 2 du « **projet de rapport politique préparatoire au XXVIème Congrès** », dont je pense que seul Lambert pouvait être le rédacteur au moins principal, dès la page 2 donc, on lit :

> *Ce qui nécessite l'absolue nécessité* [sic, c'est bien du Lambert] *d'éviter le double écueil de l'opportunisme et du sectarisme dogmatique.* ***L'opportunisme serait d'oublier que le gouvernement Mitterrand-Mauroy est un gouvernement bourgeois de collaboration de classes de type front populaire****. Le sectarisme dogmatique serait de ne pas comprendre que le gouvernement Mitterrand-Mauroy est issu d'une défaite que la classe ouvrière a infligée à la bourgeoisie, gouvernement bourgeois de collaboration de classes de type font populaire que la bourgeoisie ne saurait reconnaître comme son gouvernement mais que les masses laborieuses considèreront durant tout un temps –sur un délai que nous ne saurions, pour le moment, apprécier- comme LEUR gouvernement. Partir aujourd'hui, dans ce moment, fin juillet 1981- de la dénonciation frontale du contenu bourgeois du gouvernement Mitterrand-Mauroy serait abandonner le combat contre les illusions sur le terrain des illusions.*

… après avoir, en page 1, écrit sans trembler :

> ***Bien que l'on puisse affirmer sans la moindre exagération que notre ligne et nos analyses politiques, dans ces dernières années, ont été vérifiées par les faits, particulièrement dans la dernière période (septembre 1980-avril/mai 1981)****, nous n'avons pas franchi la difficulté principale qui consiste au passage de l'organisation au parti. C'est là le problème essentiel qui, nous préoccupant le plus, doit être au centre du congrès.* (c'est moi qui souligne)

J'interromps la citation : L'habileté –l'erreur, comme on choisira- est de prendre pour une particularité de CE gouvernement-là ce qui est en fait **la règle générale de tout gouvernement de type front populaire : tout gouvernement de ce type ne peut être que le résultat d'une défaite infligée par la classe à la bourgeoisie,** sinon, comment se retrouverait-il aux affaires, comment la bourgeoisie pourrait-elle accepter de confier les clés de la maison aux loufiats? L'habileté consiste à dire aux militants : patience, pour le moment, nous ne pouvons dire ce qui est (car pas une seule ligne écrite pour l'extérieur ne caractérise depuis des mois ce gouvernement pour ce qu'il est, ne dit donc la simple *vérité*, et ne revendique le pouvoir pour la majorité PS-PCF

à l'assemblée nationale), mais ça viendra, quand les masses, sans notre aide, auront compris. Quand elles auront « compris », ce sera trop tard. C'est ce qui s'appelle donner le change.

D'autre part, comment prétendre, à l'inverse de tout ce que nous avions affirmé auparavant, à savoir que le moment favorable pour recruter n'était certainement pas celui où les illusions dans les appareils seraient les plus fortes, que c'est justement ces mois si difficiles car remplis d'illusions, de juin à décembre, qui permettront de recruter rapidement plusieurs milliers de militants? Alors que, lors du XXIIème congrès de 1979, Lambert disait dans son rapport : « *Aujourd'hui : 5 896. Un bond très important, mais nous ne sommes pas encore sur la ligne de départ pour un parti de 10 000.* », le même chiffre de militants annoncés en août 1981, en plein dans les moments où les illusions des masses sont encore les plus fortes, et alors que, dans la période jugée favorable, les effectifs ont peu progressé (mais se sont qualitativement affaiblis), comment oser affirmer que le moment du « grand bond en avant » est arrivé et qu'il faut passer à 8 000 (même en en ayant rabattu de 2 000) pour la fin de l'année !

La fonction essentielle de ce texte semble bien être de rassurer les militants inquiets de ce qui leur paraît une politique trop complaisante vis-à-vis du gouvernement de front populaire. En leur faisant voir la batterie théorique complète, en état de marche, dont dispose l'OCI, et en expliquant que s'en servir trop tôt serait en faire un usage qui en inverserait les effets, Lambert paraît avoir voulu alors faire patienter ses militants qui voulaient en découdre avec la politique de plus en plus ouvertement réactionnaire du gouvernement Mitterrand, soutenue par l'aplatissement de sa majorité PS-PCF et l'accord des directions syndicales. Avançons à pas de loup, dit Lambert aux militants, car *les masses ne sont pas prêtes pour entendre la vérité de ce que nous savons et ne leur disons pas encore.* En fait, tout se passe comme s'il suffisait de dire : je sais ce que je fais, pour penser en annihiler les effets et la réalité. Ceux qui ne comprennent pas cette attitude ne comprennent pas « *des choses toutes simples, encore faut-il les assimiler* ». Impatience et erreurs de jeunesse. « *Lorsque les révolutionnaires s'alignent sur une politique de pression, ils ne font pas autre chose que s'aligner sur les appareils.* » Et c'est précisément ce que démontre la politique suivie, par exemple, par la direction de l'UNEF, sous la férule éclairée de Lambert :

> *Ce serait par là-même considérer que la classe -qui a infligé une cuisante défaite à la bourgeoisie, répétons-le- aurait dégagé par elle-même le contenu bourgeois du gouvernement Mitterrand-Mauroy (si c'était le cas, à quoi servirait le parti révolutionnaire ?). Ce serait aborder la classe et la lutte des classes avec des lunettes de doctrinaire prêchant la bonne parole. Ce serait, en un mot, ne rien comprendre aux relations entre classe et parti. Nous reviendrons plus avant dans ce projet de rapport sur ce problème capital – qui, parce qu'il commande toute notre activité de construction du parti révolutionnaire, doit être analysé d'un point de vue marxiste. Non comme c'est trop souvent le cas d'un point de vue subjectiviste-idéaliste.*
>
> *Les masses laborieuses, pour réaliser leur politique de « pression », n'ont d'autre moyen que leur propre activité, c'est la lutte de classe qui réalise « leur » pression et cela en opposition pratique à la politique de collaboration de classe des organisations dominées par les appareils.*
>
> *A l'inverse, lorsque les militants révolutionnaires s'alignent sur une politique de pression, ils ne font pas autre chose que de s'aligner sur les appareils. (…)*
>
> *Ne pas partir de la lutte des masses, de leur expérience, de leur état d'esprit, formuler en doctrinaires –opportunistes (les deux, comme nous le verrons, s'allient*

''harmonieusement'')- les mots d'ordre, aboutit, en voulant ''forcer'' artificiellement les rythmes (de la prise de conscience que les masses acquièrent de leur propre expérience aidées par nous), à opposer le parti à la lutte des masses, à tenter de substituer (en vain d'ailleurs) l'activité du parti à l'activité des masses.

Ces choses-là sont simples, encore faut-il les assimiler. Poursuivons. La classe qui cherche à faire pression sur ses organisations, avant de s'engager dans une lutte de classe directe contre la bourgeoisie, accumule de par sa propre expérience la nécessité du combat contre la bourgeoisie, lequel l'amène à affronter les appareils et à se dresser contre ses organisations traditionnelles. Le militant qui s'aligne sur une politique de pression ne peut que s'aligner sur une politique de pression sur les appareils [sic] *et par là-même, au lieu d'aider les masses à se dresser contre leurs propres organisations dominées par les appareils, est amené à aider les appareils contre la lutte de classe. Là est la racine de la déviation « front populaire de combat » sur laquelle nous reviendrons.*

(...) Pour la classe, la défaite de Giscard est une défaite des capitalistes, des bourgeois. Mitterrand et les partis ouvriers, le PS principalement, sont dès lors ''investis'' par les masses au travers de la défaite qu'elles ont infligée à la bourgeoisie. C'est ainsi que sur une conscience de classe forgée par l'activité des masses (car dans les élections les masses expriment sous une certaine forme leur activité), se forgent des illusions à partir desquelles nous devons, en relation avec l'expérience que les masses ont accumulée sur le contenu bourgeois du gouvernement, préparer l'étape qui vient, celle des plus grands affrontements de classe, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie au niveau même des solutions politiques qui se situent au niveau du pouvoir, dans des conditions que nous analyserons dans une autre section de ce rapport.

Dans une note au CC du 23 novembre 1981, Lambert en avait déjà énormément rabattu :

Après avoir noté une légère progression dans les deux mois septembre et octobre (+ 320, mais dont 280 pour la seule région parisienne !), Lambert repose la question de l' ''*organisation dans l'OCI de centaines et milliers de travailleurs et jeunes qui participent directement aux initiatives de l'OCI(u) d'intervention directe dans la lutte des classes. Pour répondre positivement à cette question, qui conditionne la reproclamation du PCI reconstitué au XXVI° congrès, il faut opérer pour le mois de décembre une nouvelle avancée significative dans le recrutement à l'OCI(u), des forces que nous organisons dans notre intervention dans la lutte des classes.*

Du Parti des 10 000, il n'est plus question pour le congrès. Aucun bilan réel n'a été tiré de l'échec patent des objectifs fixés. Aucune réelle remise en cause de la proclamation du PCI en fonction de la faiblesse de la progression. Et pas un mot sur le « turn-over » important des militants entrant et sortant.

« *Le front populaire fera-t-il place au fascisme ou à la révolution victorieuse : tel est l'enjeu de la lutte. Toutes les forces politiques reliées, directement ou indirectement, aux appareils, chercheront, comme elles l'ont toujours cherché, à nous faire lâcher pied dans le combat pour la construction du parti révolutionnaire indispensable à la victoire. Les difficultés ont surgi, d'autres difficultés surgiront, difficultés que nous avons toujours surmontées.* (...) ***Pouvons-nous*** **anticiper** ***le parti révolutionnaire en proclamant au XXVIème congrès le PCI reconstitué ?*** » (c'est moi qui souligne)

Ainsi se conclut la note. Trente-six années plus tard, la réponse à la première question n'est toujours pas donnée, de même que se prolonge interminablement l' « agonie » de la Vème République. La seconde phrase met sur le compte des forces toutes regroupées contre l'OCI la cause principale de ses difficultés à se construire. C'est

un truisme, qui évacue les causes internes fondamentales de ces difficultés. Enfin la dernière question sonne en forme d'aveu avec le mot « anticipation » : le PCI sera proclamé par « anticipation », comme une cavalerie, une traite prise sur l'avenir : c'est un véritable bluff. L'échec de la campagne qui devait y conduire est patent, les directions, les militants de l'OCI s'y sont épuisés, en perdant en chemin leur vitale capacité de réflexion et de critique.

Deux appréciations de Stéphane Just

Dans son intervention, Stéphane Just, au 27° congrès du PCI de fin décembre 1982, manifestera les inquiétudes devant les difficultés rencontrées par le jeune parti :

> *Où en est le PCI? Les chiffres témoignent d'une progression considérable au cours de ces derniers mois. Environ 200 en octobre, 300 en novembre, 500 en décembre (chiffres de la direction). Pourtant, les objectifs n'ont pas été atteints. Ils étaient de 7 000. Il faudra voir dans les mois qui viennent comment et dans quelles conditions ils seront intégrés définitivement au PCI. Il faut savoir précisément ce que cela représente : phalanges, positions dans la classe ouvrière, etc. Une chose est sûre : il s'agit d'un développement inégal. Dans certains secteurs, dont le mien , nous n'avons pas progressé. Il faut aborder franchement cette question si on veut construire un parti. Je pense que l'application de notre politique a été correcte dans nore secteur. (...) Enfin, il y a aussi des aspects inquiétants : les résultats connus de la campagne financière; l'objectif premier était de 250 millions. Celui qui a été atteint, c'est 170 millions. (...) C'est inquiétant, d'autant plus qu'il doit y avoir des secteurs comme le mien où on a réalisé à 100% (...) C'est la première fois que cela arrive dans une campagne financière. Il en va de même de la vente de* I.O. *Je n'en connais pas les chiffres, mais nous sommes loin des 4 de moyenne par militant. Bien que dans certains secteurs comme le mien, la vente oscille entre 4 et 5 de moyenne. Il y aurait également à dire sur le niveau général théorique et politiquedu parti, qui est extrêmement faible. Il faut discuter et apporter réponse à tout cela, sans quoi nous construirions un édifice ressemblant à un château de sable. (...)*

Ce que Stéphane Just relève, sans en tirer explicitement les conclusions, c'est une étrange contradiction : un parti qui recrute -certes inégalement-, mais dont les secteurs les plus "en retard" sur le recrutement, comme celui de la RATP, sont ceux qui obtiendraient proportionnellement les meilleurs résultats. Autrement dit : le recrutement est d'une grande fragilité, et ne contribue pas à renforcer le parti.

Stéphane Just s'abstiendra sur la résolution générale du congrès.

Projetons-nous encore plus loin, deux années plus tard, fin 1984. Le PCI prépare alors son XXIX° congrès. *Combattre pour le Socialisme* dans le numéro spécial qu'il lui consacre :

> *Où en est-on du "PCI des 10 000"? La résolution générale déclarait :* "Huit semaines pour franchir une étape décisive". *Huit mois plus tard, le chiffre des adhérents au PCI officiellement donné est de "6 000 environ". C'est à dire qu'en prenant ce chiffres comme exact, le PCI en serait au même point qu'au mois d'avril. Or, quiconque veut regarder les choses en face ne peut se faire d'illusions : c'est un trucage. Il y a perte, et perte importante de militants; le plus souvent, il manque aux réunions de cellule un à deux tiers des inscrits. Les "fantômes" se comptent par centaines. Le militantisme, mise à part une couche d'activistes, est de plus en plus faible, sinon inexistant.* I.O. *Est de moins en moins vendu de façon militante. Quant au niveau théorique et politique général, mieux vaut ne pas en parler.*

Le Parti Communiste Internationaliste proclamé malgré tout

Mais revenons au XXVIème congrès. Le PCI y est donc proclamé, contre vents et marées de la réalité. Dans le *Projet de résolution de la Commission d'organisation* du 26° congrès (à défaut du texte définitif), un important paragraphe est consacré à « *la direction qu'il faut se donner* » : (c'est moi qui souligne)

> *Etablissons où nous en sommes du point de vue de la direction. La direction qui a permis le passage du groupe à l'organisation n'a pas cessé de s'exercer de façon ferme.* ***Les textes fondamentaux de l'organisation, textes de congrès, textes et résolutions du comité central, sont là pour l'indiquer : ils ont passé l'épreuve des faits de façon rarement égalée dans l'histoire du mouvement ouvrier****. Mais si la direction du groupe a pu assurer (non sans difficultés) le passage à la direction de l'organisation, une chose est certaine :* ***le système d'ensemble de direction que nous avons constitué afin d'assurer la direction de l'organisation se renforçant de plusieurs milliers de militants a été le frein essentiel à notre développement récent.*** *Ce système a été caractérisé* ***depuis 1978*** *comme un système de relais « structuré » pour assurer la transmission de l'impulsion donnée du centre vers les cellules de l'organisation. Mais ce système de relais administratifs a stérilisé vers le bas l'initiative politique, qui ne peut être que le produit d'une élaboration propre, et étouffé vers le haut y tout échange entre les membres du comité central (responsables juxtaposés de filières verticales), asséchant en permanence le cœur du dispositif de direction. Disparition de la responsabilité personnelle au niveau de la direction, disparition de la responsabilité à tous les niveaux, substitution d'un système d'assistance stérilisant, étouffant toute possibilité d'échange véritable. Transformation de toutes les directives politiques en recettes, affaiblissement de la politique révolutionnaire de haut en bas de l'organisation. Telles sont les conséquences schématiquement exposées de ce système, qui devient l'arbre de transmission essentiel, dans la vie de l'organisation, de la pression de la politique des appareils contre-révolutionnaires sur l'organisation.*

Passage très riche à plus d'un titre :
Dans ce procès implacable du système de direction qu'il a lui-même construit, Lambert (ce n'est que lui qui a pu en être le rédacteur) commence par se construire une statue de commandeur, indestructible, et se tresser une couronne de lauriers peu commune, avant de s'en prendre à sa création et à ses créatures, dont il a pris soin de se séparer. De plus, cet auto-satisfecit recèle un autre avantage : celui d'éloigner par avance une discussion sur les « textes fondamentaux » et leurs conséquences. Mais dans les critiques fondamentales qu'il adresse, c'est son propre travail qu'il désigne. 1978 est l'année de la mise en place de la « méthode objectifs-résultats », qui ne pouvait que générer les « directions-relais » qu'il caractérise avec un souverain mépris.* Le « cœur du dispositif de direction », c'est lui. Et la première critique qu'il devrait s'adresser à lui-même, c'est de n'avoir pas construit de direction à ses côtés, et même d'avoir contribué à éliminer, directement ou indirectement, ceux qui auraient pu en faire partie.

> *Diriger un parti de 1 000 cellules (qui doivent se multiplier très vite), lancer ces cellules dans la bataille, exige qu'une page soit tournée. Le système des directions-relais doit être liquidé et remplacé par une véritable direction collective, élaborant collectivement, donc personnellement, la ligne d'intervention du parti. On ne peut pas faire l'économie de cette bataille politique centrale, au moment où nous proclamons le PCI.* ***Cette bataille déjà engagée à plusieurs reprises, n'a pas porté ses fruits ;*** *elle n'a pas été engagée à ce stade avec suffisamment de vigueur et d'esprit de suite.*

La « bataille engagée à plusieurs reprises » a des noms : elle s'appelle Stéphane Just, Claude Chisserey, Charles Berg, Nemo, quelques très rares autres. Quant à la nouvelle direction, elle comprendra deux personnages de choix : Jean-Christophe Cambadélis et Luis Favre. Il leur faudra très peu d'années pour prouver à Lambert la vanité de sa « bataille politique centrale ».

Avec tout le mépris dont il est capable, Lambert fustige le « verticalisme » qui aurait remplacé celui que Berg a été accusé d'avoir mis en place… Etrange raisonnement, nécessaire pour démontrer l'indémontrable : le « verticalisme » ne provient pas de Berg, c'est un mode de fonctionnement construit par Lambert lui-même, la preuve, c'est qu'il survit à Berg, la « tumeur extirpée ». Puis il caractérise le mode de fonctionnement du comité central, qu'il a créé avec sa majorité de permanents à vie pour la plupart (seuls Sérac, Ben et Rolland parviendront à s'en extraire sans dommages, mais sans briguer non plus de responsabilités de direction) :

> *Il faut commencer par le comité central. Caricaturons. Briser au plus vite la situation qui étouffe toute discussion réelle. Le comité central tend, dans la situation analysée plus haut, à être une espèce de conseil d'administration mensuel de chefs de service organisés verticalement. Obligatoirement, la loi du silence y règne, et les problèmes politiques vivants qui apparaissent quand même fatalement n'apparaissent que sous forme accidentelle (…)*
> *Voilà ce qui doit présider à la désignation du comité central du PCI. Et pour mener cette bataille, il faut se défier de tout conservatisme cristallisé autour de situations acquises dans le comité central.*

Menace voilée sans signification réelle : les permanents qui composent la majorité du comité central sont en réalité « indéboulonnables », à moins qu'ils ne se « déboulonnent » eux-mêmes. Mais jamais la discussion dans un congrès, -et moins encore dans celui-ci- ne portera sur le corps des permanents, ce que Stéphane Just qualifie de « mini-appareil » dans son texte déjà cité :

> *Le plus important, bien qu'inséparablement lié à ce qui précède, a été la constitution d'un mini-appareil mesuré à la grandeur et à la force des grands appareils du mouvement ouvrier, gigantesque par rapport aux forces du PCI* [Stéphane Just l'évaluait à une centaine, permanents « techniques » comme permanents « politiques »]. *Immédiatement après mai-juin 1968, Lambert a sélectionné homme par homme cet appareil, de même qu'il a sélectionné le CC et les organismes dirigeants. Il n'a eu dans ce domaine qu'une seul rival qui, lui aussi, en utilisant sa position de dirigeant de l'AJS et ensuite de la commission province, sélectionnait ses hommes. Aucun contrôle de la « base », qui ne s'en souciait pas trop d'ailleurs, n'existait et ne pouvait exister. Fort de son autorité, Lambert désignait qui il voulait à la place qu'il voulait. On était loin de l'élection à tous les niveaux des responsables, que Trotsky préconisait. Tout fonctionnait par cooptation. Les élections au CC à la fin du congrès dépendaient de ceux que Lambert voulait ou ne voulait pas avoir au CC. A la vérité, étant donné son « aura », personne n'y voyait à redire. Aucun contrôle sur les ressources et les dépenses de l'organisation n'existait. Les rapports financiers faits au BP étaient de simples additions et soustractions de postes très généraux concernant de grandes masses, sans documents comptables, sans rubriques éclatées. Lambert, quel que soit le responsable en titre, disposait. Pas de commission de contrôle financier. Rien. Sous le prétexte que cela ressortissait du secret et ne devait pas devenir public.*

La résolution poursuit son offensive :

La situation politique dans laquelle nous entrons exige de dire clairement que le type de vie politique que nous connaissons, si nous ne régions pas le problème, deviendrait dans des délais brefs un facteur de paralysie totale pour les cellules.

Il faut être clair : du fait des problèmes politiques soulevés dans le texte, ***la direction qui s'opère dans l'organisation à partir du comité central*** *tend à stériliser toute la vie de tous les organismes de l'OCI unifiée.*

Cette question est déjà venue à l'ordre du jour de façon aiguë, lorsqu'a commencé à être soulevée la question des ''directions-relais''. ***L'éclatement de l'affaire Berg a fait reculer le règlement de cette question****. Les conditions ont changé pour nous aujourd'hui, mais le problème demeure. Le moment est venu d'engager de façon ordonnée, en même temps que la bataille politique pour* ***homogénéiser la direction****, l'offensive sur ce plan dans l'organisation.*

Le verticalisme sciemment organisé par Berg pour ses objectifs frauduleux a disparu en même temps que Berg a été expulsé*. Mais le verticalisme comme expression de la faiblesse de l'organisation à un moment donné de son développement (totalement étranger à quelque dessein frauduleux que ce soit), lui, a continué à exister, sinon prospérer.*' (c'est moi qui souligne)

Lambert doit affronter une série de contradictions, tant dans son raisonnement que dans une analyse plus profonde.

1/ La « direction collective » « exigée » par la situation de Parti où l'OCI cherche à se placer, a d'entrée de jeu un sérieux plomb dans l'aile : les cadres principaux qui auraient pu s'élever à cette collégialité directionnelle ont, à part Just, disparu… Les cadres anciens, comme Gérard Bloch et François de Massot, sont totalement enkystés dans l'asservissement à Lambert. Lacaze est un permanent, de même les Rolland, Sérac (qui en sortiront mais pas pour briguer des responsabilités politiques supérieures, mais au contraire pour tendre à s'en éloigner). Sans compter les cadres étudiants écœurés comme Benjamin Stora, ou politiquement corrompus comme Cambadélis…
Lambert a engagé depuis 1979 une véritable bataille contre la direction, pour la mettre au pas ; sa propre lucidité lui fait reconnaître implicitement que c'est l'inverse de ce qui serait absolument nécessaire à l'organisation voulant se proclamer parti.

2/ Lambert est obligé de reconnaître que l' ''affaire Berg'' n'a rien réglé, en particulier dans ce qui a constitué le fondement politique de l'accusation contre Berg : le « verticalisme ». Or le « verticalisme » n'a pas disparu, bien au contraire. Il faut donc lui trouver d'autres coupables, à défaut du véritable responsable, après avoir établi qu'un « verticalisme » peut en cacher un autre.

3/ « Homogénéiser la direction » en même temps qu'on en réclame davantage d'initiatives personnelles, et alors qu'elle a déjà les doigts sur la couture du pantalon, paraît bien représenter une contradiction insurmontable. L'''homogénéisation'' se justifie par l'existence de ''*véritables divergences à la racine de l'incertitude*''. ''*Mais ces divergences sont dans ce système cachées parce que niées comme postulat au fonctionnement du comité central. C'est un cercle vicieux.*''

D'où la décision :

Il faut commencer par le comité central. Caricaturons. Briser au plus vite la situation qui étouffe toute discussion réelle. Le comité central tend, dans la situation analysée plus haut, à être une espèce de conseil d'administration mensuel de chefs de service organisés verticalement. Obligatoirement, la loi du silence y règne, et les problèmes

politiques vivants qui apparaissent quand même fatalement n'apparaissent que sous une forme accidentelle, dramatique.
Comment modifier ? Chercher à casser en introduisant de nouveaux membres dans le comité central, qui ne soient pas ce même rapport de chefs de service, et dont l'objectif doit être de ne pas les transformer en chefs de service. Il n'y a pas de règle qui oblige tout membre du comité central à devenir permanent et à contrôler 400 militants. On peut sélectionner des camarades pour d'autres qualités que celles qui nous ont en général servi à sélectionner, c'est-à-dire la ''capacité '' (dans le système actuel) à diriger 300 militants. La proposition d'ouvrir le CC à 9 suppléants doit nous permettre de chercher avec des critères plus larges que ceux que nous avons employés jusqu'à maintenant.

Lambert discute d'abord avec lui-même. C'est lui-même qui a sélectionné la direction dont il parle. Les membres du comité central ne sont pas ''devenus permanents'' par génération spontanée, mais sur sa décision et ses incitations. C'est lui qui a construit ce système dans lequel il dit l'organisation enfermée. La solution qu'il préconise n'empêchera pas les permanents de demeurer majoritaires au sein du CC. Elle ne permettra pas davantage d'ouvrir la véritable discussion, qu'il a verrouillée dès l'entrée.

C'est avec un grand mépris envers ses créatures que Lambert poursuit ''sa'' résolution d'organisation :

Ces décisions n'ont été que très partiellement appliquées. (...) Pas un membre du comité central n'est assez aveugle pour penser... (...) *Personne n'ignore que ce substitutisme dans l'organisation n'est qu'une forme ultime de la direction-relai, personne ne peut ignorer que cette attitude dans l'organisation ne fait que renforcer la tendance à l'extériorité des militants de l'OCI à l'égard des masses, qu'elle est en réalité le produit d'un manque de confiance d'abord dans les capacités révolutionnaires de la classe, et, de là, dans les capacités révolutionnaires des militants qui s'organisent dans le parti.*

Lambert poursuit ici le procès de ce qu'il a créé : le corps des permanents politiques, retirés de la vie sociale avant même d'y être entrés pour un grand nombre. En les flagellant ainsi, il ne fait que renforcer le caractère de servilité politique qu'il a généré, à l'inverse exact de ce qu'il prétend nécessaire. Il y va ensuite d'une menace, qui ne sera d'ailleurs pas suivie d'effet.

Pour mener cette bataille, il faut se défier de tout conservatisme cristallisé autour de situation acquises dans le comité central.

La « situation acquise » des permanents demeurera, pour l'essentiel, acquise.
Après quoi Lambert peut faire adopter que « *contrairement à ce qui est souvent admis, le bureau politique n'a pas le pouvoir de réussir, par l'organisation de son travail, à surmonter les difficultés de direction qui relèvent des faiblesses du comité central. Le bureau politique est une délégation de pouvoir du comité central.* »
On ne peut que relever l'étrange paradoxe : lorsqu'un membre du comité central accède au bureau politique, tous ses défauts, ses manques, ses divergences tues, disparaissent, et la *''délégation de pouvoir du CC''* est exempte des reproches exclusivement réservés à ce dont elle est l'émanation. En réalité, c'est que Lambert ne parle que de lui-même, résumant à lui seul, tel Dieu sa sainte-trinité, les composantes qui l'environnent.

Enfin, la résolution-Lambert reconnaît implicitement les graves défauts de la « méthode objectifs-résultats », sans pour autant la remettre en cause :

> *La méthode objectif/résultat a été, dans le cadre des directions-relais, totalement vidée de son sens politique* [il aura fallu trois ans pour s'en rendre compte…]. *Cette méthode demeure pour nous la base d'une discussion politique véritable à tous les niveaux du parti, et, en premier lieu, à partir de la direction. Au niveau de la cellule, de la même façon que le PV ou la résolution de la cellule a pris un caractère formel, le contrôle opéré en début de cellule a pris lui aussi un caractère formel.*

La critique –exacte- formulée sur le fonctionnement des cellules, de plus en plus pauvres de discussions politiques, est totalement liée à la « méthode objectif/résultat ». Il fallait avant tout « faire du chiffre ».

Pour tenter de briser cet encroûtement, l'organisation a progressivement changé la composition des secteurs… sauf dans le secteur étudiant, totalement sous l'emprise du syndicalisme le plus pathogène :

> *C'est ainsi que progressivement, d'abord dans la région parisienne, nous sommes passés de secteurs professionnels aux secteurs géographiques regroupant des cellules de différentes entreprises, écoles, quartiers, etc., dans un même secteur.* ***Seul à ce jour demeure dans la région parisienne comme secteur ''professionnel'' le secteur étudiant, pour des raisons de centralisation liées à l'activité de l'UNEF****.* (C'est moi qui souligne)

Reconnaissance implicite du poids que fait peser sur toute l'activité de la jeunesse de l'organisation le syndicat étudiant, qui, en réalité, est la base de la direction de tout ce secteur. La présence de Cambadélis au bureau politique, et même à son secrétariat renforce et renforcera cette pression jusqu'à l'explosion de 1986.

Enfin la résolution aborde la question de la baisse du barème des cotisations. Elle le justifie par le fait que recruter des milliers de nouveaux militants, ''*dans les couches les plus exploitées, dans une situation économique qui ira de plus en plus en se dégradant, nécessite la baisse sensible de ce barème*''. Néanmoins, ''*les besoins du PCI et l'impérieuse nécessité de maintenir l'équilibre budgétaire, garantie de l'indépendance de l'organisation*'' vont amener une décision qui scinde l'organisation en deux : les anciens et les nouveaux militants : ''*C'est pourquoi il est indispensable de mener bataille politique auprès de tous nos militants pour qu'ils maintiennent leurs phalanges actuelles sans toute la mesure de leurs possibilités.*''

Aucun véritable changement en vue

Mais un rapport préparatoire à cette décision, rédigé par le responsable à l'organisation Sorel faisait déjà état du fait qu'un très grand nombre de militants ne payaient déjà qu'incomplètement leurs cotisations. Même révisé, ce barème demeurait très élevé. Un exemple :
Pour un revenu égal à 4 600F : 220F – Pour un revenu égal à 5 000F : 300F – Pour un revenu égal à 6000F : 600F. Tout revenu supérieur devait s'acquitter de 10% en cotisation.

Comment, dans ces conditions, et dans les conditions politiques dans lesquelles le 26° congrès avait été organisé, pouvait-il être possible d'espérer un quelconque changement réel et radical dans la direction de l'organisation ? Seuls des cadres politiques venus de la LCI (par la LCR) en 1980, deux dirigeants allaient résister au niveau de la direction et s'installer dans la vie du local du 87 rue du Faubourg Saint-Denis pour de très nombreuses années : Seldjouk et Ulysse. Mais dans quelles conditions, et pour quelle orientation? On les retrouve aujourd'hui, face à face, l'un co-dirigeant le POI, l'autre le POID.

26 - 1982 – Les débuts laborieux du P.C.I.

1982 s'ouvre donc avec le PCI ayant formellement remplacé l'OCI. Les premiers chiffres de résultats pour ce mois sont consignés dans les archives de Stéphane Just :

Au XXVIème congrès, 5764 militants étaient recensés (phalanges perçues), soit 137 seulement de plus par rapport à août et encore plus seulement 44 de plus qu'en juin 1981 (5720).

En Janvier 1982 : 38 cotisations de moins : 5726. Il faut aussi confronter ces chiffres aux objectifs pris au XXVIème congrès, en tenant compte de l' « effet PCI » sensé provoquer un afflux de militants : l'objectif pris au congrès était de 6490. C'est donc une différence de 700 militants qu'il faut noter en regard de l'objectif, et, surtout, un effet nul.

La stagnation se poursuit depuis un an et demi de marche forcée à l' ''explosion révolutionnaire'' tant annoncée. Qui plus est, le recrutement de décembre, qui devait être décisif –ou décisoire- pour la proclamation ou non du PCI, a été pour le moins assez faible et limité : pas de quoi fouetter un nouveau parti.

La place démeusurée des permanents

Dans les attributions des responsabilités des membres du Comité central, on note :

Arié (Dan) : permanent - Secrétariat **régional** (11 départements)– Membre du Bureau politique
Danos : non permanent (province)
Ulysse : permanent – 3 départements - Commission Est – Commission Jeunes – Membre du Bureau politique
Cristobal : permanent – Secrétariat régional (5 départements) – Commission Internationale
Clément : non permanent
Isaac – non permanent
Raffi : permanent – Commission Internationale – Immigrés – Intérimaires - Commission ouvrière
Sérac : (encore) permanent – Secrétariat régional – Informations ouvrières
Raphaël : permanent ?, mais de l'UNEF ou du PCI ? – Fraction étudiante
Truffaut : (encore) permanent 3 départements – Commission Internationale – SNESup – Parents d'élèves
Josette : permanente – Secrétaire de Lambert – Secrétariat régional (8 départements)
Pedro : permanent – 4 départements
Krieg : permanent FO – 3 départements (dont la Loire-Atlantique)
Langlade : permanent ?- 1 département de la région parisienne – Fonction publique
Seldjouk : permanent – 1 département de la région parisienne – Informations Ouvrières – Membre du Bureau politique

Robin : permanent – Paris – Commission CGT – Commission ouvrière
Rolland : permanent – Secrétariat régional (4 départements) – Commission ouvrière – Fraction enseignante
Baptiste : non permanent – Commission ouvrière
Sartana : permanent – 3 départements – Comités – PCF – Commission ouvrière
François Forgue : permanent – 4 départements – Commission internationale
Sorel : permanent – Secrétariat d'organisation – Membre du Bureau politique
Kostas : permanent UNEF – Fraction étudiante – Membre du Bureau politique
Felipe (permanent) – Commission internationale – Membre du Bureau politique
Lacaze (permanent) – Secrétariat régional Région parisienne – 1 département région parisienne – Commission ouvrière – Membre du bureau politique
Saïgon (permanent) – Fraction enseignante – Commission ouvrière
Ibsen : permanent UNEF – Fraction étudiante
Rémy : je ne sais pas – Commission immigrés
Noilly : non permanent – Commission ouvrière – Métallos – Commission CGT
Françoise : permanente ? Comité de Liaison – Commission Est
Lambert
Stéphane (qui, à cette date, n'a plus de responsabilités, en dehors de son secteur RATP.)
Pour ces deux derniers noms, il est simplement indiqué : Bureau politique. Lambert est permanent FO à la sécurité sociale.

Les trois membres de la Commission de contrôle, Cintra, Camus et Pelo, ne sont pas permanents.

A part 3 départements (ceux dirigés par Danos et Noilly, la totalité du territoire est couverte par des permanents. Lambert dirige le secteur Sécu (formellement sous la direction de Crin, non permanent), Stéphane Just dirige la RATP. Les permanents sont largement majoritaires dans le Comité central. A l'exception de Stéphane Just, qui le refusera toujours, tous les membres du Bureau politique sont permanents. A partir de 1983, la totalité des départements seront sous le contrôle de sept permanents du BP ou du CC (Josette, Dan, Ulysse, Rolland, Pedro, Raffi, Sartana), Seldjouk étant responsable des unités de la RP et Lacaze des unités de province.

Pour donner un exemple personnel d'où s'étendait le ''pouvoir'' des permanents : De 1983 à 1986, lorsque j'ai tenu une fonction de permanent, deux « rayons » m'ont été confiés : le transport routier et les postiers du PLM. Je n'avais aucune compétence particulière pour « diriger » ces deux secteurs d'activité, où je ne pouvais apparaître, aux yeux des militants, tous travailleurs de leur secteur, que comme un bureaucrate parachuté par la direction. Au PLM existait un militant très capable, certainement plus que moi, très connu dans sa profession. Son défaut était de se plier difficilement.

Une « *stagnation en baisse* »

Le 12 février, un peu plus d'un mois après le congrès, une note du Bureau politique – donc de Lambert- au C.C., indique :

> *Un constat, des moyens pour y remédier*
> *Il est à peu près clair que, globalement, ce mois de février connaîtra la stagnation (en baisse peut-être) que nous avons connue en janvier. Et pourtant, il y a eu le Rassemblement ! Et pourtant il y a la vague de grèves que nous analysons dans I.O. et qui est la matière de l'édito.*

Bien entendu, la « stagnation en baisse » provient uniquement de l'incompréhension des membres du CC. L'orientation définie reste, elle, comme toujours confirmée par les faits.

Le Projet de rapport sur *Informations Ouvrières* du 15 février 1982 donne d'intéressantes informations sur la santé de l'organisation depuis Mai-juin 1981.
Il va dans le même sens que la note précédente :

> *Jamais, depuis un an, les chiffres de la diffusion d'*Informations Ouvrières *ne sont descendus aussi bas. Ainsi, par exemple, si l'on considère la moyenne sur neuf numéros, on constate qu'elle se situe :*
>
> - *A 18 800 exemplaires réglés du n° 996 au n° 1004 (mi-avril – mi-juin), non compris les abonnements réguliers.*
> - *A 14 200 exemplaires réglés du n° 1022 au n° 1030 (mi-octobre – mi-décembre), non compris les abonnements réguliers, soit une diminution de 25%* [pour les deux mois préparant le XXVIème congrès, donc].
>
> *On en arrive à cette situation paradoxale que la diffusion d'*Informations Ouvrières*, de la mi-octobre à la mi-décembre, est inférieure à la diffusion d'été : 15 000 de moyenne pour les dix numéros correspondant aux abonnements d'été (abonnements d'été + diffusion militante, compte non tenu des abonnements réguliers en cours).*
>
> *Pour une organisation révolutionnaire vivante, il est inconcevable de vendre moins de journaux durant une période où près de 6 000 militants sont « sur le terrain », dans une situation marquée par des développements importants de la lutte des classes (grève Renault, nationalisations, maturation de la situation en Pologne), et des avancées sérieuses sur la voie de la construction du parti, (meeting du 23 octobre à Paris, 120 meetings dans toute la France) que durant une période de vacances marquée par l'absence d'une majorité de militants, par un ralentissement de la lutte des classes, où les ventes sont principalement le produit de la « capitalisation » de notre activité antérieure (abonnements d'été), sans apport direct, pour l'essentiel, avec les développements politiques en juillet-août.*
>
> ***La première conclusion qu'il faut en tirer, c'est l'absence d'efforts concertés de la direction, depuis la rentrée, sur les ventes d'*Informations Ouvrières. *C'est l'absence de maîtrise de la diffusion d'*Informations Ouvrières *par le comité central dans son ensemble, par chacun de ses membres dans les unités dont il est responsable.***
>
> *Mais cette explication ne suffit pas. 18 800 I.O. de moyenne d'avril à juin, et seulement 14 200 d'octobre à décembre, c'est une politique de diffusion d'une <u>organisation</u>, rythmée par des initiatives centrales permettant de concentrer sur un mot d'ordre, un axe, toute la politique de l'OCI. Une politique de diffusion ne peut procéder que par à-coups.*
>
> *Précisément, le passage de l'organisation au parti impose de dépasser cette situation. Un parti doit pouvoir disposer d'une surface de diffusion de son organe central régulière, produit des liens organisés entre lui et des milliers de travailleurs, liens qui procèdent eux-mêmes de la continuité de la politique du PCI sous des formes et dans des conditions diversifiées, et dépendant moins, par conséquent, des échéances centrales de notre activité. (...) C'est pourquoi le comité central doit décider d'engager immédiatement une campagne pour atteindre les 20 000 exemplaires réglés.*

Les « explications » apportées par la note n'expliquent rien : par contre, le constat montre, et démontre même, que le PCI n'existe pas. Le moins qu'on puisse dire est que sa proclamation n'a pas donné lieu à un mouvement d'enthousiasme, ni interne, ni externe. 25% de baisse des ventes en période « pleine » par rapport à la période creuse des vacances, et qui plus est en pleine mobilisation pour le XXVIème congrès préparant la proclamation du PCI : on comprend que ce rapport ne soit

rédigé qu'après le congrès ; avant, il aurait fait tache. Naturellement, l'orientation n'est en aucun cas -et jamais- remise en question. « *Le passage de l'organisation au parti impose de dépasser cette situation* ». Le problème n'est-il pas pris à l'envers ? Le volontarisme poussé à l'extrême a atteint ses limites, et sur le recrutement, et sur la vente du journal. La raison invoquée –« *l'absence de maîtrise* » par le CC dans son ensemble, mis en cause comme toujours, ne veut ici strictement rien dire quand on sait avec quel soin les malheureux membres du CC suivaient l'évolution des ventes du journal dans leurs unités. Une telle note non seulement n'apporte aucune aide à la direction, mais, en la fouettant une fois de plus, lui impose un rythme artificiel sans que soient abordées les véritables questions, dont celle, centrale, du soutien au gouvernement de font populaire édulcoré.

Parmi elles, également, le fait que, de plus en plus, le PCI n'est plus un parti de militants : l'introduction des « stagiaires » en a fait, et de plus en plus, une organisation à deux niveaux : les militants et les adhérents. La suite de la note, sans le dire, le montre :

> *Dans une unité de la région parisienne, les effectifs ont crû de 30% d'octobre à janvier. Durant la même période, la vente d'*I.O. *a stagné (+3%). Ce qui signifie qu'en réalité, les quelques 60 stagiaires intégrés durant cette période ont, pour beaucoup, été mal assimilés au parti.*
>
> *Ainsi s'introduit, dans les faits, la distinction entre deux catégories de militants : les « vieux » qui vendent* I.O., *les stagiaires qui ne le vendent pas, ou peu. Mais celui qui ne vend pas* I.O. *n'arrive pas à prendre réellement sa place de militant : en ne combattant pas pour faire vendre* I.O. *à tous les militants (stagiaires compris), on crée les conditions de l'expulsion politique des stagiaires, de leur inassimilation au PCI.*

Le raisonnement, dans sa grossièreté, peut être complètement retourné et renvoyé à son auteur, qui accuse le comité central d'être responsable des conséquences de ce que lui-même a créé. Si le comité central avait encore contenu des cadres capables de réfléchir et de discuter réellement, ceux-ci auraient pu expliquer –avec l'énergie qui convient- que ce constat était précisément la preuve de la faillite de l' « expérience » des stagiaires et du bluff politique que leur intégration sans formation représentait : la preuve de l'inexistence du PCI. Ils auraient pu aussi faire état de l'importance des départs (silencieux) de militants plus expérimentés. Ils auraient pu s'opposer à ce sur quoi la fin du rapport les « invite » à se prononcer :

> *Le Comité central doit donc voter :*
>
> - *Sur le dispositif proposé* [sic] *dans ce rapport.*
> - *Sur l'objectif des 20 000 pour le 31 mars*
> - *Sur la répartition de cet objectif par membre du Comité central.*
>
> *Chaque membre du Comité central est personnellement responsable de la réalisation de cet objectif.* (…)

<u>Remarque</u> : Systématiquement au fil des années, les notes du BP relatant des positions de membres du CC ne désignent jamais nommément l'auteur de telle ou telle phrase ou instruction considérée comme erronée : il n'y a presque jamais de véritable discussion divulguée. L'implication « personnelle » de chaque membre du CC revendiquée ici comme d'autres fois, ne remet jamais en question cet anonymat. De cette façon, les militants ne savent jamais qui est qui, une véritable discussion politique responsable ne peut pas s'instaurer : c'est une manière d'effacer le CC tout entier derrière le seul auteur des notes politiques : Lambert. Les membres du Comité central en sont souvent réduits à se considérer inconsciemment comme

des « élèves » plus ou moins bons dans l'application d'une politique magistrale absolument indiscutable ; des élèves, qui plus est, invités à se disputer le partage d'un objectif global. Ils sont, ainsi, infantilisés, dessaisis de toute véritable responsabilité politique.

Quelques chiffres représentant les résultats globaux des ventes (hors abonnements) depuis avril 1981 montrent également l'énorme creux de la vente militante étalé sur douze semaines –trois mois- du n° 1006 (27 juin au 4 juillet) au n° 1017 (12 au 19 septembre) donc largement plus que les vacances scolaires. A partir du numéro 1032, la baisse est considérable. Ce sont les numéros qui couvrent les semaines du 19 décembre au 16 janvier, donc bien plus que les vacances de noël, d'autant que le PCI vient alors d'être proclamé et devrait donner une impulsion nouvelle aux militants et surtout à ceux à qui ils s'adressent.
« *L'absence d'efforts concertés de la direction* » ne peut suffire à expliquer une telle chute.

N°990 (mars 1981) : 13 714
N°996 (18 au 27 avril, 1er tour de l'élection) : 17 082
N°997 : 19421
N°1000 : 24 103 (le record de vente)
N°1001 : 17 637
N°1005 : 14 461
N°1016 (4 au 11 septembre) : 2 289
N°1017 : 11 013
N°1020 : 15 363 (la plus forte vente jusqu'au XXVI° congrès proclamant le PCI)
N°1032 : 11 928
N°1034 : 11 479
N°1035 : 10 120

Stalinisme ou social-démocratie : d'où vient la pression principale ?

Le ***projet de résolution sur la mise sur pied du PCI*** **soumis au CC des 20 et 21 février** (je n'en ai pas retrouvé le texte adopté), permet de soulever deux questions :

> 1/ *En France, le courant général indique que le mouvement ouvrier tend fortement à se dégager de la tutelle des appareils et plus particulièrement de l'appareil stalinien qui le domine et l'entrave depuis un demi-siècle. Le PCI attire à lui des travailleurs et jeunes dégagés des actions politiques que nous engageons dans le mouvement des masses. Mais en même temps, malgré que notre politique, nos mots d'ordre, nos initiatives trouvent le plus large écho dans les masses, le fait que la classe ouvrière continue malgré tout à subir le poids du stalinisme corrompu exerce une formidable pression sur l'organisation, principalement sur la direction.*

De manière très nette, l'auteur du texte –à n'en pas douter Lambert (le style ne trompe pas)- n'insiste pratiquement que sur la seule pression de l'appareil stalinien, dans le moment même où c'est celle des appareils dominés ou contrôlés par la social-démocratie qui prennent le relais. Si pression il y a sur l'organisation, elle provient d'abord du côté du PS. Il suffit, une fois de plus, de prendre pour exemple l'UNEF, où le rapport de forces depuis la réunification donne au PS un poids bien plus

important sur la direction et l'orientation. Mais Lambert détourne littéralement l'attention de la direction de l'organisation sur le seul parti stalinien.

2/ En critiquant une confusion qu'il attribue au CC, déjà accusé de subir la pression stalinienne, Lambert écrit :

> *Il y a là, en dernière analyse, abandon des résolutions et rapports du Congrès, qui ne fixent pas comme but au PCI de ''mobiliser les masses'', mais établissent que les conditions se réunissent, après la victoire politique du 10 mai (que nous avons aidé à remporter) pour que les masses, par leur propre mouvement –que nous devons aider- réalisent l'effondrement révolutionnaire de la Vème République.*
>
> *A quoi aboutissent de telles erreurs théoriques ? A nier dans les faits – inconsciemment bien entendu, peu importe- la capacité des masses à réaliser elles-mêmes la révolution. A partir de cette erreur théorique, on est amené, répétons-le, à se mystifier soi-même, donc à mystifier les militants.*

Mais où est l'erreur de départ ? En décidant consciemment d'abandonner aux orties son programme révolutionnaire dès le départ de la bataille sur le terrain électoral, dès le milieu de 1980, l'OCI expliquait que tout devait être fait pour faire triompher le front unique ouvrier, dont l'expression la plus immédiate et la plus simple se résumait dans le « chasser Giscard ». En écrivant « que nous avons aidé à remporter » « la victoire politique du 10 mai », Lambert reconnaît que l'OCI a opté pour cette orientation pour aider Mitterrand à gagner. L'OCI avait, dans cette campagne politique, cessé de n'être « comptable que de sa propre construction », sans quoi elle n'aurait surtout pas renoncé à son bien le plus précieux, son programme. N'est-ce pas là d'abord qu'il faut chercher les raisons de sa grande difficulté à recruter, à se construire ?

Enfin, le caractère le plus manifeste des erreurs de pronostic politique –conséquence d'une erreur d'analyse de d'orientation de départ- se manifeste dans les affirmations réitérées de l'explosion prochaine et certaine d'un « affrontement de classe majeur au niveau de l'Etat ». La loi de décentralisation préparée par Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, est d'abord présentée positivement, comme une sorte de machine à disloquer « tout l'édifice des institutions de la Vème république ». On sait ce qu'il en adviendra.

> *Dans les conditions du bonapartisme, qui donne leur forme aux institutions de l'Etat bourgeois, en l'absence de tout contrepoids parlementaire,* ***la loi de décentralisation ne peut qu'introduire un élément supplémentaire et très important de dislocation dans tout l'édifice des institutions de la Vème république. Les institutions bonapartistes ne sont pas réformables ? L'Etat bourgeois modelé sur elles ne l'est pas non plus. La loi se décentralisation sera inévitablement un facteur d'immense désordre.*** *Son seul contenu véritable, c'est la tentative d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales et de démanteler le statut général des fonctionnaires.* [il faut mentionner que, dans les premiers temps de sa présentation, *Informations Ouvrières* y avait vu tout autre chose, et y avait vu des facteurs positifs, qu'elle retira ensuite]. *La tentative du gouvernement de front populaire de faire aboutir les réformes de la Vème république (...) conduit inéluctablement à diriger l'attention des masses sur les institutions de l'Etat (...). La tentative d'entreprendre, avec la loi Defferre, le démantèlement du statut général de la fonction publique, prépare inévitablement, quel que soient le cours et les rythmes des événements, un affrontement de classe majeur au niveau de l'Etat, perçu par 2,5 millions de fonctionnaires comme « instrument d'exploitation directe ». 2,5 millions de fonctionnaires vont s'engager dans un mouvement qui, quels qu'en soient les rythmes et les formes, débouchera sur*

un grandiose affrontement de classe au niveau de l'Etat, en relation avec tout le mouvement politique de la lutte de classe de ce pays. Dans l'immédiat, le « dispositif » salarial proposé par Delors et Le Pors aux fédérations de fonctionnaires (version aggravée de la politique des revenus, que Barre n'a jamais essayé d'appliquer aussi brutalement), va accélérer les rythmes de l'affrontement dans la fonction publique. La volonté d'appliquer l'austérité et le « politique des revenus » à 2,5 millions de fonctionnaires, va déboucher sur une crise profonde.

Trente-quatre ans plus tard, et alors que, pour la première fois depuis 2010 le point d'indice des fonctionnaires est rehaussé –si l'on peut dire- de … 0,6%, on attend encore le « grandiose affrontement », que les appareils syndicaux ont su étouffer au fil des années et des atteintes au statut et aux salaires des fonctionnaires.

C'est pourquoi un autre « projet de résolution », celui-là adressé au CC du 10 mars, tombe totalement à plat lorsqu'il affirme avec toute la solennité nécessaire pour mystifier les militants :

Une des tâches majeures, celle que nous prescrit la proclamation du PCI, consiste à tenir systématiquement compte de ce que, pour la première fois dans l'histoire de la IVème Internationale, un parti fort de près de 6 000 militants se prépare au tournant historique fondamental que la prochaine crise révolutionnaire va créer, préparée par la victoire politique des 10 mai, 14 et 21 juin. Bien entendu, aucun militant du PCI n'oubliera à quel point nous sommes redevables au combat intransigeant mené depuis des dizaines d'années pour, sur la base de la fidélité au Programme de Transition, reconstruire la IVème Internationale.

Voici les chiffres des effectifs entre juin 1981 et juin 1982 (note manuscrite de Stéphane Just) :
Juin 1981 - RP : 2798 Province : 2922 Total : 5720
Juin 1982 - RP : 2949 (+151 en un an) Province : 2780 (- 142 en un an) Total : 5729 (+ 9 en un an)

Bien entendu, la « progression » de… 9 militants en une année, et une année d'efforts de recrutement particulièrement intenses, ne rend pas compte du différentiel entre départs et entrées. Le recrutement a dû être bien plus important, mais il parvient tout juste à compenser des départs sans doute très nombreux, qui ne sont presque jamais indiqués dans les bilans chiffrés. Après avoir gagné 1 000 militants entre janvier 1981 et juin de la même année, avec le recours aux « stagiaires », le PCI proclamé cesse de grandir. Il ne le fera jamais par la suite, bien au contraire.

Le refrain du « parti des 10 000 »

La résolution d'organisation du CC des 27 et 28 Août 1982 insiste à nouveau sur l'objectif du parti des 10 000 : « *Asseoir d'ici mars 1983 les bases d'un parti de 10 000 militants* ». Les objectifs qu'elle rappelle sont, une nouvelle fois, sans commune mesure avec ce qui a été jusqu'ici réalisé, tant en recrutement qu'en vente du journal : 6000 le 15 octobre – 6500 le 15 novembre – 7000 au congrès (fin décembre) – 8500 le 15 mars (date des élections municipales où le PCI présente des listes dans

des dizaines de villes et communes), et 20 000 *Informations Ouvrières* vendus par semaine. Qui peut, dans le parti, y croire encore ? Enfin, le dispositif de direction est encore resserré autour du Bureau politique, c'est-à-dire de Lambert.

1/ Une nouvelle fois, la direction du PCI essaye un saut qualitatif/ quantitatif dans les effectifs : passer en six mois de mois de 6000 militants à 8500 pour mars 1983. Cet objectif ne sera pas atteint, loin de là. Le chiffre de 6000 ne sera jamais dépassé.

2/ Il en va de même pour la vente d'*Informations Ouvrières.*

3/ « *Bannir toute imprécision* », « *scrupuleuse appréciation* », … Le discours cherche à faire croire que le dispositif politico-organisationnel est fixé selon des critères scientifiques, et que par conséquent sa non-réalisation ne peut être que le fait d'erreurs d'exécution. Il s'agit ici d'une règle générale qui ne sera jamais remise en cause durant tout le temps où j'ai milité à l'OCI-PCI.

4/ Le « *resserrement du travail d'élaboration de la direction sous le contrôle du BP* » va exactement à l'inverse de ce qui était revendiqué comme absolument nécessaire un an plus tôt dans la discussion sur la construction du PCI : La fin des « directions-relais.

Lambert resserre encore son emprise sur l'organisation. S'agit-il réellement pour lui d'obtenir réellement les résultats, les objectifs fixés ? Ou tout d'abord de s'assurer la mainmise sur une organisation dont il se prépare à parachever le tournant ? Je penche nettement pour la seconde hypothèse. Mais il y faut toujours un habillage politico-scientifique pour faire passer le plat au CC et à l'organisation tout entière.

Dès le mois suivant, la preuve est apportée de l'inanité des objectifs fixés en août. Fin septembre, note de Lambert. Le mépris affiché envers le comité central ne connaît plus qu'une seule limite : les erreurs qu'il commet sont « inconscientes » :

> *Il faut établir un bilan.*
> *Un mois après le CC d'août, le 15 septembre, nous avons perdu 650 cotisations par rapport à juin. Certes, l'écart a été réduit le 20 septembre à moins 286, (…). Il s'agit de savoir si le CC décide de maintenir les objectifs adoptés en août.*
> *Deux numéros d'I.O. après la fin des abonnements, la vente se fixe aux alentours de 10 500 numéros. Rien ne sert de biaiser, c'est l'état général de la façon dont est dirigé le parti.*
> *Il n'y a qu'une façon de comprendre la crise qui traverse aujourd'hui la direction. L'énorme pression du front populaire, véhiculée par les appareils bureaucratiques, décuplée par l'approche de la crise révolutionnaire, s'exerce aujourd'hui sur la direction du PCI.*
> *Le résultat de cette pression se manifeste dans le fait que chacun des membres du CC se trouve désemparé pour réaliser l'objectif de construire un parti avant l'ouverture de la crise révolutionnaire. Ce désarroi concentré tout entier dans l'attitude collective qui consiste à refuser le cadre du CC comme cellule collective de direction de tout le parti, donc de discussion véritable.*
> *Comment expliquer autrement l'aveuglement qui a frappé chacun des membres du CC qui ont participé à la réunion de la commission vendredi 17, persuadés d'atteindre « quant à eux » quasiment l'objectif, et brusquement confrontés à l'hémorragie des 650 ?*
> *Ce refus d'assumer sa responsabilité, de diriger son activité à partir de la cellule de direction du parti qu'est le CC, qui implique la discussion de la position de chacun sur la totalité de la politique du parti, ce refus est une position politique délibérée visant à camoufler le renoncement de fait à l'objectif fixé au CC du 23 août, et donc l'adaptation politique au front populaire qui découle de l'abandon de cet objectif.*

Il y a camouflage. Personne n'accepte, y compris pour soi, bien entendu inconsciemment, de tirer les conséquences politiques de l'abandon de l'objectif des 7000 à Noël et des 8500 en mars, qui concentre la capitulation devant le front populaire. Il s'ensuit étouffement de la discussion, mystification, incohérence apparente, bureaucratisme, paralysie pour le parti.

Que peut répondre à cette volée de bois vert un membre du comité central ? Il est enfermé dans la nasse depuis des années, il a pris l'habitude de ces fustigations, il ne lui reste plus qu'à se fouetter lui-même, et les militants dont il a la charge après lui. Que peut croire Lambert lui-même à ce qu'il écrit et répète depuis plusieurs années ? Il est vrai qu'il peut parler savamment de la « pression du front populaire ».

Accuser le Comité central de ce qu'on a soi-même fait naître…

La **résolution d'organisation adoptée par le CC des 19-20 mars 1983** est un modèle : Lambert –manifestement son rédacteur- y fustige l'expression dans le CC des pressions du front populaire.

(…) Toutes les difficultés de centralisation politique, d'organisation du PCI, résident en ce qu'il y a contradiction entre la ligne politique définie par toutes les instances centrales du parti, congrès et CC, ligne politique tendue vers un but : aider les masses à réaliser la crise révolutionnaire en construisant le parti ouvrier révolutionnaire indispensable à la victoire, et l'adaptation ''pratique'' au front populaire, qui pavenrait la voie à la défaite.

(…) ce qui doit susciter en nous une discussion sans concession, ce n'est pas de constater simplement ce qui est –la stagnation-, mais le fait que cela ne devrait pas être ; ce qui doit susciter la discussion, c'est de reconnaître que la stagnation a des racines politiques et d'organisation (…).

*Le fait que la stagnation du parti ne soit ni arbitraire ni contingente, qu'il nous en faille nettement rechercher les racines politiques, est précisément démontré par le projet de résolution préparé pour les conférences enseignantes. Il est écrit :''*La situation est catastrophique parce que l'école laïque continue d'être attaquée, parce que les objectifs de réparer les dégâts commis ces 23 dernières années de régime réactionnaire contre la démocratie, ont été abandonnés.''

Nous avons là les racines profondes de la contradiction entre la ligne politique correctement définie dans ces derbières années, vérifiée par les résultats politiques sérieux obtenus dans la campgane électorale, et l'adaptation politique pratique à l'Union de la gauche.

En effet, si ''ont été abandonnés les objectifs de réparer les dégâts commis ces 23 dernières années'', c'est donc que depuis mai-juin 1981 le front populaire aurait commené à les réparer ! Nous sommes au cœur d'une politique de pression sur le front populaire, se substituant à une politique indépendante de classe. (…)

Un membre du Comité central qui aurait eu la curiosité de reprendre les numéros d'*Informations Ouvrières* des premiers mois après mai-juin 1981 aurait pu constater – et tenter de faire constater- que la résolution décrit là exactement l'orientation politique que Lambert a impulsée avec détermination et continuité. Mais, comme dans la fable *Les animaux malades de la peste*, il faut trouver un âne-émissaire qui portera seul les fautes commises par l'ensemble. On remarquera que, pour d'autres

objectifs, c'est la même méthode qui sera adoptée peu après envers le ministre de l'Education nationale, Savary, accusé de porter toutes les tares du gouvernement, gouvernement pour le coup épargné…

Naissance du mythe de l'abstention ouvrière positive

C'est aussi en 1982 et 1983 qu'ont lieu les premières élections partielles, qui toutes montrent un accroissement important de l'abstention ouvrière. Ici va commencer un discours –qui se poursuit encore aujourd'hui, trente-quatre ans plus tard- qui assimile l'abstention à une volonté collective, presque concertée, une action positive, proche parente du boycott, et non à un désarroi et à l'expression d'une impuissance dans une situation où on ne se considère plus comme représenté lors d'une échéance électorale. Cette analyse aurait pu être en partie justifiée si, à l'abstention ouvrière avait correspondu, sur le terrain de la lutte des classes, une mobilisation cherchant à échapper à l'emprise des appareils traîtres, partis comme directions syndicales. Rien de tout cela ne vient étayer une interprétation qui reste purement arbitraire, mais bien utile pour conforter le reste. Et dans ce cas, cette mobilisation aurait trouvé une forme organisée, qui aurait pu abourit à une représentation sur le terrain électoral. Il est vrai qu'il n'est pas difficile de parler en prétendant qu'on exprime ce que taisent ceux qui ont été réduits au silence. La résolution politique du XXVIIème congrès, de décembre 1982, analyse ainsi les résultats des élections partielles qui ont suivi 1981 :

> *(…) le résultat des élections partielles, qui ne donnent pas un déplacement notable des voix sur les partis UDF et RPR, tandis qu'une fraction importante des travailleurs se réfugient dans l'abstention, signifie qu'ils refusent de cautionner les résultats de la politique de front populaire. Si ces résultats entraînent une démoralisation des militants du PS et du PCF, encadrés par la politique du front populaire, ce serait une erreur d'en déduire une démoralisation de la classe ouvrière.* ***Bien au contraire*** [c'est moi qui souligne], ***nous devons considérer ces ''abstentionisme'' comme une manifestation des travailleurs exprimant leur volonté d'échapper au contrôle des appareils,*** *de la même façon qu'une couche significative (5 à 6%), refusant de cautionner la politique stalinienne de soutien à Giscard, a imposé la victoire de Mitterrand.* ***Fraction des abstentionnistes qui, aujourd'hui, en refusant de voter pour le front populaire (…) présente dans les conditions politique actuelles la même importance que les 5 à 6% qui, le 26 avril 1981, en refusant de suivre le PCF (couche que nous avons contribué à constituer) ont assuré la défaite de Giscard. A condition bien entendu que le PCI lui ouvre une voie positive.***

L'appropriation de cette « fraction des abstentionnistes » va donc jusqu'à suggérer que le PCI les a suscités, ou a aidé à les susciter, de la même façon que la politique de l'OCI avant les élections de 1981 avait, dans un premier temps (avant que l'OCI n'appelle ouvertement à voter pour Mitterrand au 1er tour), aidé une fraction de l'électorat PCF à se séparer de son emprise idéologique. C'est également confondre dans une ténébreuse unité le mouvement réel, positif, des anciens électeurs PCF votant contre la division ouvrière principalement entretenue par le PCF en 1981, et l'inertie, tout aussi réelle, des abstentionistes de 1982 et 1983.

Mais l'utilisation ''positive'' de l'abstention a également une autre fonction, tout aussi importante : elle permet de contester la légitimité des élections et de leur résultat sur le plan de la ''démocratie''. Il est évident pour la direction du PCI et ses successeurs que, si l'on ajoute les abstentionnistes aux électeurs qui ont voté pour les

candidats du camp ouvrier, cela forme une très confortable majorité. Mais si tel n'était pas le cas, il y a bien longtemps que, sur le terrain de ladite ''démocratie'', le pouvoir serait légitimement entre les mains des partis bourgeois, et que tout l'édifice idéologique bancal construit par la direction du PCI depuis plus de trente ans s'écroulerait d'un coup. Il s'agit donc d'une ''démocratie'' virtuelle, indépendante des urnes, une ''démocratie'' pudiquement voilée que seuls ces dirigeants sont aptes à reconnaître. C'est bien pratique, pourvu qu'on trouve des militants à qui le faire accroire.

Continuité du PCI jusqu'en 1983

La perspective d'une construction rapide d'un PCI de 10 000 militants est maintenue par la direction durant toute l'année 1983. Elle sera effacée brusquement, sans explication véritable, au début de 1984. A partir de cette date, les 10 000 continueront d'exister, mais se sépareront de la notion de parti révolutionnaire. Ils deviendront les 10 000 d'un parti simplement « ouvrier ». Voici par exemple comment Lambert abordait encore la question dans un texte préparatoire au comité central de la fin août, où perce la volonté de combattre un risque de démoralisation devant la relative faiblesse des résultats, et surtout l'écart entre les objectifs pris et les résultats réels :

> ***Est-ce que les conditions objectives du moment permettent de construire le parti des 10 000 dans un délai rapide ?***
> *(...) La participation de 20 000 travailleurs et jeunes à la manifestation du 4 décembre* [1982 – Dans la marge, S.Just écrit : ''11 000, et (illisible) au BP 13 000''], *la participation de 3000 travailleurs non membres du parti sur les listes ouvrières d'unité* [aux élections municipales de mars 1983] *n'indiquent-elles pas que nous avons réussi, sur le plan de la formulation, dans la méthode d'exposition, à exprimer la ligne de principe qui est la nôtre à l'égard du front populaire sans heureter la crainte qu'ont les masses de pouvoir ''faire le jeu de la droite''. (...) N'avons-nous pas réussi à les rassembler en masse, à partir de là ?*
> *(...) ne l'oublions pas, même s'il s'agit d'un recrutement très insuffisant au rzgard de ce que nous pouvions réaliser, nous avons néanmoins opéré un début de ''recrutement de masse'' dans la préparation de la manifestation du 4 décembre. Ce que nous n'avons pas reproduit dans les élections municipales, puisqu'il y a eu à ce moment-là tendance au fléchissement des effectifs.*

La manifestation a pu faire croire à des milliers de travailleurs que le PCI engageait le fer contre le gouvernement de front populaire, mais le terrain électoral, moins de deux ans après mai-juin 1981, comment pouvait-il apparaître à ces milliers de travailleurs comme favorable à une véritable mobilisation ? Quant au programme électoral du PCI aux élections municipales, « pour le respect du mandat confié à la majorité de députés PS et PCF », il ne pouvait apparaître que comme un soutien déguisé, certes critique, mais en rien comme une rupture.

> *(...) Après le congrès* [de décembre 1982], *une partie de ceux que nous avons recrutés nous ont quittés. Ils ne se sont pas éloignés, pour la plupart, mais ils nous ont quittés. Ils n'ont pas trouvé leur place dans le parti.* [Bien entendu, jamais ne saurait être remise en cause l'orientation générale du PCI]/
> *(...) A ce moment-là,(...) nous avons reflué en désordre. (...) Nous avons brutalement interrompu le début de travail qui s'était opéré au dernier trimestre 1982 et nous avons reflué.*

Qui est responsable de ce reflux ? Mais le Comité central bien sûr :

> *Confronté de façon concentrée au lendemain du congrès à la question du congrès, à la question de l'organisation de ces centaines de nouveaux militants dans le parti, qui exigeait de surmonter collectivement au travers de l'ouverture d'une intense discussion les hésitations et les faiblesses, les habitudes de la direction sur cette question fondamentale du parti, le comité central a reflué.*
> *Conséquence : le comité central a abordé la campagne des municipales en « admettant » qu'on ne pouvait organiser cette couche trop fluide qui acceptait de travailler avec nous. Quelle qu'ait été la justesse du thème, des mots d'ordre de la campgane que nous avons menée, qui s'inscrivait dans le développement de la campagne précédente, l'absence de volonté organisée de batailler, centralisée dans la construction, ne pouvait que mettre les cellules en position d'agir pour faire pression sur le front populaire pour éviter l'échec de la gauche aux municipales. Ce qui a créé cette situation de tension, de crise, de dislocation dans le parti, que nous avons connue.*

A ce Comité central aux ordres, à ce comité central majoritairement constitué de permanents domestiqués et soumis, Lambert une nouvelle fois cherche à faire croire que ce sont des divergences cachées, non exprimées, qui sont l'obstacle majeur au déblocage de la situation :

> *Cette situation, marquée par un véritable refus d'exposer ses propres vues politiques au comité central, aboutit à plusieurs conséquences. En faisant disparaître artificiellement toute expression de divergences, de désaccords entre les membres du CC, une telle pratique fait aussi disparaître toute notion d'accord véritable. Elle tue le CC comme cellule centrale du parti. La pratique de la démocratie dans une organisation centralisée démocratiquement n'est pas un accessoire décoratif. (...) ce refus de la discussion étouffe le CC, fait perdre toute autonomie politique aux membres du CC, toute souplesse et initiative dans la direction exercée par chaque membre du CC.*
> *(...) Comment ne pas voir que ces dernières années, notre parti souffre précisément de ce que les militants –de base- disons locaux, sont absorbés par une pratique du CC qui, les confinant dans l'accomplissement de tâches non reliées entre elles, non centralisées, ''borne'' leur activité politque, assèche la vie des cellules. Chaque militant, sous l'impulsion du CC et de chacun de ses membres, s'efforçant non de discuter de la ligne politique –ce qui est indispensable- mais de son application sans discussion. C'est cela qui, d'une façon générale, rend instable le recrutement et l'agitation locale, sydicale et d'entreprise, explique la fluidité.*

Ce dernier paragraphe est une condamnation implicite mais lucide des ravages exercés par la prétendue ''méthode objectifs-résultats'' combinée avec l'orientation de soutien à Mitterrand et à son gouvernement. Quelques mois plus tard, tout cela était jeté aux oubliettes.

Naufrage des forces du PCI investies dans le PS

Une question n'a jamais été discutée, un autre bilan n'a jamais été tiré dans l'OCI-PCI, celui de la fraction d'une centaine de militants investie dans le Parti Socialiste. Ce travail patient et minutieux, mené depuis de nombreuses années, était parvenu à placer à des postes importants certains de nos militants, pas seulement Lionel

Jospin. Je n'en possède pas, bien sûr le détail, et il était normal que cette activité demeure dans l'organisation un domaine réservé d'une partie de la direction, bien qu'il ne soit pas douteux que la direction du PS en ait eu une connaissance relativement approfondie. Ces positions dans le PS devaient ou pouvaient, au moment opportun, constituer un levier qui aurait permis d'ouvrir dans le PS une crise, détachant un pan plus ou moins important de ses militants et les orientant vers le PCI. Bref, elles devaient ou pouvaient nourrir ce que, depuis 1965, l'organisation analysait comme « la restructuration de la classe ouvrière sur un nouvel axe ».

1983, plus encore que 1982, paraît bien avoir constitué le moment où une telle opération aurait pu se produire avec le maximum de chances de succès.
La résolution de la conférence des cadres de mai 1983 indique en effet :

> *Toutes ces contradictions de toute la société française s'expriment à l'intérieur du PS, devenu le pivot du maintien des institutions bonapartistes en décomposition, institutions qui décomposent également tout à la fois le gouvernement et le PS lui-même. Ces contradictions de toute sorte, qui introduisent les plus puissants facteurs de déstabilisation de l'Etat bourgeois, contraignent la bourgeoisie à différer son offensive contre le gouvernement, et toutes les tendances contradictoires à l'intérieur du PS à différer des conflits qui ne peuvent aboutir à terme qu'à l'éclatement du PS.*

L'acceptation par la direction de l'OCI de la proposition faite par Mitterrand à Jospin de devenir le n°1 du Parti Socialiste avait été un premier signe du renoncement à cette stratégie de rupture : il est bien plus difficile, voire impossible, à un premier secrétaire du parti au pouvoir de se dégager des responsabilités assumées quotidiennement de la politique du gouvernement de front populaire. Il faut supposer que, lorsque Mitterrand fit cette proposition à Jospin, il savait déjà à quoi s'en tenir sur son appartenance à l'OCI. C'était une manière de le museler, que la direction du PCI –Lambert- ne pouvait pas ne pas avoir également analysée, et qu'elle accepta pourtant. En 1986, lorsqu'il rejoindra le PS avec militants étudiants, Cambadélis ne fera qu'appliquer pour son propre compte cette politique, à laquelle il avait si activement participé de l'intérieur du PCI.

L'orientation politique générale de l'OCI juste avant et après mai-juin 1981 fit le reste. Aucune décision de rupture, ni en 1982, ni en 1983, ni par la suite, ne fut prise. Si, au lieu d'isoler le seul Savary comme coupable de toute la politique d'alliance avec la bourgeoisie, jusqu'à l'extrême-droite comme elle le fit à partir de la rentrée sclaire 1983, la direction du PCI avait mis en cause l'ensemble de la politique gouvernementale, alors pleinement engagée dans les attaques de plus en plus frontales contre la classe ouvrière, le moment n'était-il pas opportun pour engager ces forces dans une opération de rupture ouverte avec cette politique anti-ouvrière ?

Et même lorsque, en 1984, un courant, « Socialisme maintenu », sorti du PS, contribua à constituer le MPPT, il ne contenait certainement pas dans ses rangs l'essentiel des forces militantes que l'OCI-PCI y avait investi : un gâchis secret, invisible aux yeux des militants, mais considérable. Littéralement, ces militants, ce long et patient travail, furent perdus corps et âme.

---

27 - 1982 - LA QUESTION DE LA LAÏCITE, UN CHEVAL DE TROIE DANS LE PCI A PEINE PROCLAME

AMENDEMENTS HEBERT PERE ET FILS

Au Comité central du nouveau PCI, les 23 et 24 janvier 1982, soit à peine un mois après sa proclamation, le ''camarade Ernest'' propose un amendement au projet de résolution, dans lequel on lit :

> *La proclamation du Parti ne doit pas être ressentie comme un simple changement de titre, mais comme la nécessité et la volonté de s'intégrer dans le processus révolutionnaire déjà commencé.*
> *(...) Les bureaucraties sont, comme nous, parfaitement conscientes du processus qui s'engage et vont être amenées tout naturellement à tenter d'agir ouvertement en contre-révolutionnaires. Telle est notamment la signification d'une circulaire du CNAL, qui, avant le 9 janvier, affirmait qu'on "ne devait pas croiser le fer avec les tenants de la réaction cléricale".*
> ***Par un premier acte de Parti en décidant la manifestation du 31 janvier, nous avons pu, le 9 janvier, au cours d'un combat mené au compte de la construction du Parti, obtenir le ralliement des membres du Comité national pour l'Appel aux laïques, et contraindre les appareils à un recul décisif.***
> *Nous devons avoir clairement conscience que ce succès n'est pas dû à notre aptitude à manœuvrer, mais essentiellement au fait que la classe ouvrière est invaincue, et que l'existence d'un parti ouvrier décidé à mener le combat pèsera d'un poids décisif dans l'évolution du processus révolutionnaire.* (C'est moi qui souligne)

Et au Comité central suivant, le 22 février, c'est le camarade Krieg qui prend en quelque sorte le relais avec un autre amendement à une autre résolution :

> *Le rassemblement du 31 janvier a été un succès, pas seulement par le nombre de militants rassemblés, mais surtout par le caractère de premier pas vers le Front Unique.*
> *(...)* ***La question laïque est une des questions qui, aujourd'hui, concentre le problème de la rupture avec la bourgeoisie****.*
> *L'importance de cette question, son caractère centralisateur et la continuité de notre activité politique supposent la poursuite de l'intervention que seul le PCI peut impulser.*
> *(...) toutes les unités du parti doivent avoir ce point à leur ordre du jour, et élaborer un plan de travail qui, en fonction de chaque situation, permet la poursuite du combat pour le Front Unique ouvrier. Ces initiatives doivent être multiples et diversifiées : délégations aux municipalités, aux députés PCF et PS, appels d'enseignants, de parents, etc..., là où cela est possible, Conférence Départementale de défense de l'école publique.*
> *(...) Précisons encore qu'il ne s'agit pas d'un combat d'enseignants,* ***il s'agit d'une bataille politique pour l'ensemble du Parti, et implique l'activité de tous les militants****."*
> (C'est moi qui souligne).

Le thème central de ces deux amendements est donc l'engagement d'un combat de tout le PCI sur le terrain de la laïcité.

- "Ernest", bien qu'il soit au comité central et y présente un amendement dans lequel il parle de « la proclamation du parti », n'est pas un militant du PCI : c'est Alexandre Hébert, secrétaire de l'Union départementale FO de Loire-Atlantique. Il participe au BP (rappel) depuis 1967. J'ignore depuis quand et sous quelle forme il a été introduit au CC, à la « cellule centrale » du PCI : il n'a pas été élu par un congrès. C'est donc un manquement à la "démocratie" dans le parti, un désaveu de fait de l'importance des congrès, en principe instances suprêmes de l'organisation. Et c'est la première fois que je retrouve dans les archives une intervention d'"Ernest".

- "Krieg" est bien membre élu, lui, du comité central. C'est aussi le fils d'Alexandre Hébert, qui prendra quelques années plus tard longuement la suite de son père à la

direction de l'UD-FO 44, jusqu'à sa retraite. (Il y occupe aujourd'hui un poste confortable de permanent à vie, tout en étant membre de la direction du POI, en toute indépendance réciproque des partis et des syndicats).

C'est immédiatement au sortir du XXVIème congrès que le thème de la laïcité va prendre dans l'activité du PCI, et pour presque deux années, une importance considérable, occupant fréquemment la ''Une'' et les pages centrales du journal.

L 'Appel aux laïques de janvier 1982

***I.O.* n° 1035,** (semaine du 9 au 16 janvier 1982) lance la campagne par une double page centrale. Mais la mention de l' « appel solennel au rassemblement du 31 janvier » par « *les membres du comité national de l'appel aux laïques* » ne sera mentionné et publié que dans le numéro suivant. Cet « Appel »", adopté le 9 janvier, n'émane pas du PCI. Un « Comité national pour l'Appel aux laïques s'est constitué ». Il est constitué de 16 membres, dont 5 du PCI (Pierre Lambert, François Chaintron, Paul Duthel, Jean-Pierre Barrois et Pierre Bossut, bien que seul Pierre Lambert signe comme PCI : Chaintron et Barrois se déguisent en « libre-penseurs », Pierre Bossut se réduit à « ancien secrétaire du C.D.A.L., et Paul Duthel à « ancien responsable syndical »). Parmi les autres, Marc Blondel, alors secrétaire général de la confédération Force Ouvrière, Alexandre Hébert, Roger Labrusse, de la Libre-Pensée, et des enseignants de Loire-Atlantique (Bernard Bolzer, Jacqueline et Gérard Saliou) qui joueront un rôle dirigeant lorsque, quelques mois plus tard, le PCI fera quitter la FEN à nombre de ses enseignants pour constituer l'essentiel des forces de la fédération de l'enseignement que FO veut implanter.

Cet appel, lancé déjà fin 1980, parle de l' « *œuvre scolaire de la République* », des « *organisations ouvrières et forces démocratiques* », de « *la tradition républicaine* », de l' « *équilibre démocratique* » que représenterait l' « *unité du service public* », du « *danger de remise en cause de l'unicité de l'enseignement public et laïque* » ; il s'inquiète de « *la menace directe contre la démocratie* » que représentent les « *actions engagées* », inspirées par « *l'esprit de revanche réactionnaire et clérical* ». Il appelle à l' « *inéluctable combat pour la défense des libertés démocratiques* », et pour cela se prononce

> *- Pour l'abrogation immédiates des lois anti-laïques, notamment les lois Debré et Guermeur*
> - *Pour l'abrogation du statut particulier de l'Alsace-Moselle*
> - *Pour l'obtention immédiate de moyens assurant à l'enseignement public et laïque les conditions d'un fonctionnement décent : ''Fonds publics exclusivement à l'école publique !''*
> - *Contre toute tentative d'instaurer une nationalisation « dualiste »*
> - *Contre l'introduction de groupes de pression anti-laïques à l'intérieur de l'école, tendant à instituer un pluralisme d'intervention morale et idéologique dans l'école*
> - *Contre la subordination de l'école aux besoins du patronat.*

En résumé, c'est un texte qui dépasse le cadre des revendications proprement ouvrières, et ses initiateurs d'ailleurs ne s'en réclament pas tous. A côté de militants du PCI, de bureaucrates de Force Ouvrière et d'« anarcho-syndicalistes », on trouve des « libre-penseurs » fort liés à la franc-maçonnerie (ce qui peut être aussi le cas des

autres), une institution totalement étrangère au mouvement ouvrier. *I.O.* les qualifie de « *personnalités du mouvement ouvrier et démocratique* ».

Bien entendu, c'est le PCI qui se charge de l'essentiel de la mobilisation et du remplissage du rassemblement du 31 janvier : dès la semaine précédant cette publication, *I.O.* fait état d'un « appel » lancé par « cinquante-six institutrices et instituteurs » « pour l'abrogation immédiate des lois anti-laïques ». Lui aussi s'adresse « *à toutes les institutrices, à tous les instituteurs, aux enseignants, aux parents d'élèves, à toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie (...) contre la réaction, pour la défense de la démocratie, pour le respect du mandat confié par le peuple, pour les revendications* » pour qu'ils se rassemblent. On le voit, la « démocratie » est déjà à l'honneur. Le journal et les suivants (4 pages dans *I.O.* n°1037) rendent largement compte de la mobilisation sous les titres : « *La réalisation de l'unité a commencé* » et « *Un écho immédiat et massif* ».

… En continuité avec l'anarcho-syndicalisme

Ce n'est pas le premier « appel aux laïques ». Le numéro 35 de janvier-février 1980 d'une feuille intitulée *L'Anarcho-syndicaliste* en a publié un premier, dont les préoccupations et les revendications sont de même farine. « les laïques soussignés » y appelaient déjà à dénoncer « *le forfait qui se prépare contre l'école* », à « *se mobiliser ceux qui, après avoir combattu les lois scélérates en faveur de l'école confessionnelle, n'acceptent pas aujourd'hui, sous un fallacieux prétexte de démocratisation de gestion, que l'existence même de l'école laïque soit remise en cause.* » Ils s'indignaient aussi « *des graves atteintes portées à cette* ***laïcité de l'Etat*** [c'est moi qui souligne : de la part de gens se réclamant de l'anarchisme, cette défense de l'Etat laïque peut surprendre] *depuis trente ans par les votes des lois Marie-Barangé –Debré et Guermeur, qui octroient le versement des fonds publics aux écoles privées* ».

Déjà début 1980 certains des signataires de 1982 étaient présents : Marc Blondel, Alexandre Hébert, Bernard Bolzer, Marie-Thérèse Boyadjis, Gérard et Jacqueline Saliou, … mais aussi d'autres responsables confédéraux et fédéraux de Force Ouvrière –Claude Jenet, André Giauque, François Grandazzi, Claude Pitous… mais encore des militants connus de l'OCI, comme Paul Duthel et Yvon Rocton. S'associaient également à l'appel la Section de Mantes-la-Jolie de la Libre Pensée, le syndicat du bâtiment T.P. Force Ouvrière de Lyon, et l'Union Départementale des syndicats F.O. du Rhône.

Défense de l'Etat bourgeois laïque et promotion de F.O. … au détriment de la F.E.N.

Dans son intervention au rassemblement du 31 janvier à la Porte de Pantin, Pierre Lambert déclarait :

> *(...) en décidant fermement d'en finir avec les empiètements de l'Eglise, en abrogeant les lois anti-laïques, en décidant de fournir ainsi les moyens budgétaires à l'école publique, vous affirmerez le respect scrupuleux du principe démocratique de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.*

Quant à Alexandre Hébert, il faisait sans fard le panégyrique de la confédération Force Ouvrière, et surtout montrait le sens profond, réel, donné à cette mobilisation dont le PCI était l'instrument principal :

> *Mais, camarades, pourquoi ne pas vous le dire, je suis fier d'appartenir à une organisation syndicale (pourtant vilipendée) qui non seulement proclame sa volonté de* défendre *les avantages acquis, mais réclame dans son dernier comité confédéral national* ''l'attribution à l'éducation nationale des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, refuse tout système qui reviendrait à remettre l'enseignement public sous la coupe de féodalités locales et de groupes de pression idéologiques ou économiques, proclame son opposition résolue à l'école autogérée et co-gérée qui remettrait en cause l'unicité de l'enseignement public.'' *C'est vous dire, camarades, que ma qualité de militant responsable de la CGT Force Ouvrière ne me gêne pas pour être parmi vous aujourd'hui, de même qu'elle ne gêne pas mon camarade Marc Blondel, secrétaire confédéral.*

L'autre versant de cette mobilisation est qu'elle permettait de faire ressortir l'absence de la direction de la F.E.N., déjà accusée de collusion avec la CFDT, collusion préparant une fusion. Elle préfigurait en quelque sorte, et préparait, la sortie massive de la FEN, à partir de l'année suivante, de la majorité des enseignants trotskystes, au profit de la construction d'une fédération F.O. de l'enseignement jusque-là inexistante. Cette sortie de ceux qui constituaient, depuis 1948, la clé de voûte de l'unité de la F.E.N., allait immanquablement précipiter son éclatement. Coup double.

Pourquoi la direction de l'OCI (Lambert) a-t-elle choisi la question de la laïcité?

- La laïcité, pour aussi respectable et exigible qu'elle soit, que soit son exigence en général, n'est pas une revendication proprement ouvrière. C'est une revendication liée aux libertés démocratiques. A ce titre, il est parfaitement légitime qu'elle soit défendue par la classe ouvrière. Le mot d'ordre ''Fonds publics à l'école publique'' est une exigence qui correspond à une situation donnée (les lois Debré, Guermeur, etc.). Il ne représente pas l'expression d'un programme révolutionnaire, parce qu'il reconnaît implicitement que le capital et l'église peuvent occuper une part de l'instruction de la jeunesse. Cette revendication peut donc être prise en charge par des couches plus larges que le prolétariat, jusqu'à une partie de la bourgeoisie, comme cela fut le cas pour la loi de 1905 notamment. Et la défense de la loi de 1905 est du même programme revendicatif. Il en va évidemment de même, sinon plus encore, pour la revendication de la laïcité de l'Etat : c'est l'acceptation implicite d'un Etat bourgeois, à la condition qu'il soit laïque.

- La laïcité ramène aux premiers âges de la république française, république bourgeoise d'une bourgeoisie progressiste encore. L'œuvre d'un Condorcet, par exemple, pour respectable qu'elle soit, concerne la société tout entière, et non des intérêts et des revendications qui ne peuvent être directement pris en charge que par la classe ouvrière.

- Donc la question de la laïcité, en l'absence de toute affirmation du programme révolutionnaire, permettait aussi, pour parler vite, de passer de la Révolution russe à

la Révolution française, et, surtout, de la démocratie ouvrière à la démocratie bourgeoise (du temps où celle-ci avait encore sens et réalité, ce qui n'est plus le cas depuis bientôt un siècle).

Il faut aller plus loin : il ne s'agit même pas de la laïcité en général. Une organisation comme la *Libre Pensée* se fixe comme adversaire principal, et quasi-unique, les églises, et singulièrement la catholique. Elle combat avec constance pour la séparation complète, achevée, de l'Eglise et de l'Etat (elle mène en ce moment un combat héroïque pour obtenir des municipalités des salles de recueillement pour les enterrements laïcs). L'Etat n'en reste pas moins bourgeois dans la revendication de la *Libre Pensée.* On retrouvera d'ailleurs cette préoccupation expressément formulée dans la campagne nationale de grande ampleur lancée à l'initiative du PCI (ou plutôt d'un « Comité » de sages dont faisait partie Pierre Lambert), en 1982 et 1983, voire au-delà, sur la question de la laïcité : un grand rassemblement fut organisé en mai 1983 sur le mot d'ordre (qui barrait une double page d'*Informations Ouvrières*) : « ***Pour la laïcité de l'école et de l'Etat ».*** Il n'est pas surprenant que, depuis le début des années quatre-vingts, l'OCI-PCI ait investi nombre de ses militants dans cette honorable association (c'est d'ailleurs l'un d'entre eux, membre du POI, qui en est actuellement secrétaire général). Là, les militants se réclamant du trotskysme peuvent rencontrer en toute fraternité des membres de la Franc-Maçonnerie, et ceux que, dans ses discours, Jacques Duclos en roulant ses « R » appelait « les démocrates sincères » et « les républicains de progrès ». Cela ne signifie en rien qu'il ne fallait pas mobiliser pour et participer à ce rassemblement. Mais cela ne pouvait se faire qu'en avançant, indépendamment des autres composantes de ces rassemblement, ses propres positions programmatiques. C'était également la possibilité, la seule dans ce combat, de gagner de nouveaux militants sur une base claire, et non pas sur la confusion des positions communes.

On n'en règle pas la question pour autant, la question de la propriété privée des moyens de production et d'échange. On remarquera que le mot d'ordre "Une seule école, l'école publique", que les militants trotskystes utilisaient plus volontiers au début des années soixante-dix, ne le règle pas non plus. Il présente cependant sur l'autre une différence qualitative de grande importance : il affronte directement le droit du capital, et des églises de s'emparer de l'instruction des enfants et de la jeunesse et d'en tirer profit(s). Il ne s'agit donc pas seulement de la manière dont l'Etat bourgeois répartit ses subventions et ses budgets, comme c'est le cas avec le premier mot d'ordre.

En n'introduisant pas le débat sur ces questions, en en restant strictement au seul premier mot d'ordre "laïc", l'OCI-PCI n'accomplissait donc pas sa tâche d'organisation révolutionnaire : elle mettait dans sa poche le programme révolutionnaire, et ne présentait la question que sous ses aspects acceptables par une fraction de la bourgeoisie et... des appareils ouvriers contre-révolutionnaires. Elle passait sur d'autres positions, celles de l'anarcho-syndicalisme par exemple, et, plus amplement, celles de la bureaucratie Force Ouvrière.

Dès le début de 1982 donc, après l'avoir laissé près d'en an en relative dormance, Lambert, sous la pression directe d'Alexandre Hébert et des bureaucrates syndicaux de FO, lançait son organisation dans une vaste compagne ''laïque''. Cette campagne, qui prenait des allures de réalisation partielle du front unique ouvrier, allait en réalité lui permettre d'opérer la jonction, avec des fractions des

bureaucraties syndicales, mais aussi avec des courants étrangers au mouvement ouvrier, appartenant notamment à la Franc-maçonnerie, ainsi qu'à des organisations comme la *Libre Pensée*. Ce n'était que le premier pas vers une unité, une ''union'' plus contraignante.

Celle-ci allait se consacrer, cristallisée en organisation, réalisée à partir de 1984 avec le Mouvement pour un Parti des Travailleurs (MPPT) : on allait retrouver dans sa direction de nombreux membres de l'''Appel aux laïques », et parmi ses membres éminents et actifs au moins deux anciens secrétaires confédéraux Force Ouvrière, Roger Sandri et Claude Jenet, bien sûr en toute ''indépendance réciproque des partis et des syndicats'' (*). Quant aux membres enseignants de ce même ''Appel'', qu'ils soient ou non trotskystes, ils n'allaient pas tarder non plus à jeter les bases de la fédération FO de l'enseignement, dont le SNLC (Syndicat National des Lycées et Collèges), puisées à même les fondations sapées de la F.E.N. ...

Pour éviter ce basculement, c'est-à-dire pour que ce combat soit un combat de front unique ouvrier, il aurait fallu, il aurait « suffi » que le PCI développe le programme révolutionnaire qui était toujours censé être le sien, qu'il affirme ses positions sur la question de l'école comme sur les autres : la réalisation des revendications laïques ne peut voir le jour que sous la condition de l'expropriation du capitalisme, qui, pour la question de l'école, passe par le mot d'ordre transitoire de : Une seule école, l'école publique. Mais le PCI a, comme pour les élections de 1981, gardé son programme dans sa poche, pour se rallier finalement aux positions des autres, la défense d'un l'Etat laïque, certes, mais bourgeois, « purifié » de ses salissures religieuses. L'heure n'était déjà plus à sa construction, même formelle. C'est l'UNEF-id, sa méthode, en plus grand.

(*) (L'''indépendance'' de ce qui restait du PCI était par ailleurs si poreuse qu'on peut trouver, dans un numéro de *La Vérité*, *revue théorique du Parti communiste Internationaliste*, -le n° 600 nouvelle série, de juin 1987- un article de Roger Sandri, secrétaire confédéral FO à la retraite, portant sur l'histoire du mouvement ouvrier français, et donnant de cette histoire des notions totalement étrangères au marxisme, mais totalement conformes aux opinions confédérales. Naturellement, cet article est publié sans une remarque, sans une critique)

Laïcité et « *reconstruction du mouvement ouvrier* »

Le 29 janvier 1984 sera constituée solennellement, au terme d'une Convention nationale, la Fédération des cercles de Défense Laïque (F.C.D.L.) – 200 cercles de défense laïque répartis sur 53 départements. Son président est Alexandre Hébert. Il déclare dans *Informations Ouvrières* :

> *Je pense que ce que nous faisons s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus large : la reconstruction du mouvement ouvrier. A ce titre, cette convention –ce n'est pas exagéré de le dire- s'inscrit dans une démarche historique. Ce n'est pas une création artificielle. Il faut, pour le comprendre, reprendre l'origine du cadre qui aboutit aujourd'hui à la constitution de la F.C.D.L. Nous avons constitué le Comité pour l'Appel aux laïques en 1979 : c'est une évolution « quasi-naturelle », la preuve qu'il existe un courant historique qui nous fait aboutir à cette convention, bien qu'il ait fallu, comme en toutes choses, que des militants prennent la responsabilité de l'organiser.*

Tout y est, avec ce qui va suivre : la FCDL, plus précisément Hébert, sont les fées marraines qui se pencheront sur le berceau du MPPT. Et la « reconstrtction du mouvement ouvrier » a un autre volet, celui de la destruction de la FEN, qu'Hébert accuse de collusion totale avec le chanoine Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique :

> *Aujourd'hui, je considère qu'elles* [les organisations qui avaient constitué le CNAL, -Comité National d'Acion Laïque-] *ont changé de nature, que Bouchareissas* [secrétaire général de la FEN] *et Guiberteau sont deux compères ; qu'ils poursuivent la même orientation avec un vocabulaire à peine différent.*
> *Par conséquent, je suis bien obligé de prendre acte qu'il y a un changement de nature, que le CNAL n'a plus de laïque que le nom, et, comme je suis un militant responsable, j'essaie de reconstruire une organisation véritablement laïque. C'est le sens de la FCDL. C'est pourquoi tous ceux qui participent à cette convention sont des reconstructeurs du mouvement laïque, des reconstructeurs du mouvement ouvrier tout entier. De ce point de vue, on ne peut que se féliciter de l'élargissement des courants de pensée, des opinions qui sont représentées par rapport à ce qu'était le Comité pour l'Appel aux laïques.*

On ne saurait être plus clair en aussi peu de mots. Le véritable « père » du MPPT, n'est-ce pas Alexandre Hébert plutôt que Pierre Lambert ?

---

28 – Laïcité (suite) et contribution à la destruction de la F.E.N.

L'offensive de la direction du PCI contre la FEN, au profit de FO, s'est déployée au cours de l'année 1983. Elle a commencé par la dénonciation et la condamnation de l'ensemble de la politique de l'OCI dans l'enseignement depuis des décennies. Cette politique, exprimée par l'existence de la tendance syndicale Ecole Emancipée pour le Font Unique Ouvrier (EEFUO) avait cependant permis que se construise le plus important secteur d'intervention et d'implantation de l'OCI au

cours de ces années, comprenant la prise d'un certain nombre de positions syndicales. Un bouleversement profond, qui va être impulsé en quelques paragraphes, liquidant ainsi des décennies d'acquis et de méthode d'implantation dans un secteur décisif de la construction du PCI.
Ainsi **la résolution de la conférence des cadres des 22 au 24 mai 1983** affirme-t-elle :

> *Il nous faut en finir avec le lourd héritage du ''syndicalisme révolutionnaire'' qui, en confondant syndicats et syndicalisme, nous conduit à remettre en cause la construction du parti révolutionnaire, et qui imprime à toute notre activité politique dans les syndicats le contenu d' « opposition » et d' « opposants ».*
> ***Il nous faut abandonner dans les faits la tactique erronée du syndicalisme, à savoir la construction de tendances syndicales découlant de ce lourd héritage.***
> *Nous devons conduire notre travail dans les syndicats sur le ligne de construction de blocs sur la base du combat pour l'indépendance du syndicat, contre la transformation du syndicat en rouage de l'exploitation capitaliste, que prétend imposer aujourd'hui le gouvernement de l'Union de la gauche.* (c'est moi qui souligne).

Pour en arriver à cette conclusion, cette résolution (dont je n'ai retrouvé que le projet), commence par expliquer :

> *Au cours de ces dernières années, marquées par l'offensive générale de la bourgeoisie, le mouvement syndical s'est sensiblement affaibli : stagnation et baisse des effectifs sont la règle générale, ce recul s'explique à la fois par les vastes offensives de la bourgeoisie, renforcées et centralisées depuis deux ans par le gouvernement de l'Union de la gauche, et par l'impuissance des syndicats à résister sérieusement à l'attaque capitaliste et à défendre les intérêts les plus élémentaires des masses ouvrières.*

Est-on dans le même pays, dans la même situation que celle décrite semaine après semaine dans *Informations Ouvrières,* est-on ici à la veille de l'explosion révolutionnaire ? Tout porte à croire que c'est l'inverse : la bourgeoisie est à l'offensive et les organisations de base de défense de la classe ouvrière, les syndicats tous sans exception, sont en stagnation ou en recul. La nature du gouvernement est ici sans ambiguïté. Il faudra s'en souvenir quand, en août, comme on le lira plus loin, la direction accablera et condamnera la seule FEN pour la perte de dizaines de milliers d'adhérents.

Et les syndicats, -on ne distingue pas ici leurs directions- sont simplement taxés « *d'impuissance à résister sérieusement* ». Impuissance ? Un peu plus loin, le texte reconnaît que cette « impuissance » est « *conférée par leurs directions* ». Un peu plus loin encore, on concède que « ***les*** *directions transforment* ***des*** *syndicats en rouages de la politique gouvernementale* ». La réalité est que toutes les directions syndicales sans exception sont attachées à la défense de l'ordre bourgeois, qu'elles assument chacune à sa façon, que les appareils syndicaux, que l'OCI a toujours, avec Trotsky, caractérisé de *traîtres* à la classe ouvrière, sont dressés vent debout contre la classe ouvrière, et plus que jamais depuis 1981, chacun tenant une place particulière provenue de sa propre histoire. La transformation, le passage du ***les*** général en ***des*** particulier permet implicitement de distinguer Force Ouvrière du reste et de préparer l'offensive massive contre la FEN et le SNI.

La réalité est qu'en se refusant à caractériser ainsi les directions syndicales et leur politique, la direction du PCI défend et cautionne les directions syndicales qu'elle a sélectionnées -pour des raisons différentes-, celle de la CGT, mais surtout celle de

Force Ouvrière. En effet, pour reprendre la première citation, « opposition » et « opposants » ont disparu, avec toute critique. « Collaborateurs », « alliés », « exécutants » les a remplacés. Avec cette dernière direction, elle entretient des relations assez cordiales depuis 1969, le premier vote pour le rapport moral de la direction, qui n'aura jamais de terme ensuite. Comme on l'a lu plus haut, Force Ouvrière apportera une aide précieuse, mais pas désintéressée, à l'UNEF dans ses années difficiles. Son aide sera également très importante dans l'activité déployée par l'OCI-PCI à propos de la Pologne et de la défense des militants -comme Edmund Baluka- durement réprimés par la bureaucratie stalinienne. Enfin (de ce que je connais) la conception de la laïcité que prend à son compte la direction du PCI est en tous points compatible avec celle que peut revendiquer la direction de FO. Les points de jonction ne manquent pas.

Une désertion utile aux plans gouvernementaux contre l'enseignement

La « défense du syndicalisme enseignant » est la périphrase choisie par la direction du PCI pour signifier l'aide à la destruction de la FEN, dont le PCI va retirer plusieurs centaines de ses militants chevronnés, parmi lesquels un grand nombre de cadres organisateurs du syndicat depuis de longues années. Ce retrait va se faire au profit de la construction d'une fédération FO de l'enseignement, secteur où FO ne possédait aucune force. Le prétexte en sera simple : la FEN se préparerait à rejoindre la CFDT, elle en a épousé l'orientation.

Il est vrai que les positions de la FEN et du SNI, en soutien inconditionnel au gouvernement, sont sans fard. Elles sont précisément à la hauteur de ce que l'importance de ces syndicats exige de leur direction, comme soutien aux plans de la bourgeoisie. Mais on peut dire que, précisément, à cause même de l'engagement de ces directions aux côtés du gouvernement, leurs positions permettaient, à l'intérieur des syndicats, une offensive politique qui pouvait rencontrer l'accord, mobiliser, un grand nombre d'enseignants. Lors de la trahison de la grève générale de mai-juin 1968, la direction de l'OCI n'avait pas hésité à faire occuper le siège du SNI par plusieurs centaine d'instituteurs.
Au contraire, en désertant largement le SNI puis la FEN dans son ensemble, le PCI privait des milliers de syndiqués, désireux de/ou prêts à/ combattre la politique de leur direction, d'un appui fondamental.

Dans les textes de Bulletin intérieur du XXVIIIème congrès, en 1984, des militants du PCI (cités plus loin) développeront leur opposition à cette décision destructrice. Privée de sa clef de voûte, du courant politique qui avait empêché la scission de la FEN au moment de la séparation de FO et de la CGT, qui avait imposé le maintien d'une fédération unique déclarant combattre pour la réunification syndicale générale dans une seule confédération, la FEN allait exploser quelques années plus tard, en 1992, mais entretemps son affaiblissement interne croissant allait empêcher la masse des personnels d'enseignement de l'utiliser comme barrage aux attaques gouvernementales.
Cette explosion en préparation allait donc permettre le passage de la réforme Jospin en 1989, première victoire d'ampleur de la réaction contre l'école publique, ouverture d'une brèche par où allaient s'engouffrer les « réformes » destructrice des

décennies suivantes. Nous en sommes, en 1983, aux débuts de l'offensive de la direction du PCI.

> *La campagne que nous avons menée pour la défense du syndicalisme enseignant va maintenant s'amplifier. (...)*
>
> *Le Congrès* [du SNI] *de Bordeaux a fourni les pièces : des milliers de syndiqués ont quitté le SNI ; des milliers de syndiqués ont voté contre l'orientation de Guy Georges, des milliers n'ont pas pris part aux votes, et malgré cela les responsables du SNI ont amplifié leur bataille pro-CFDT-Savary (...).*
>
> *Nous avons conduit notre campagne pour ouvrir une voie aux instituteurs, nous avons affirmé par notre action qu'on ne capitulerait pas devant les oukases de la direction du SNI. Nous avons mené la bataille jusqu'au bout du congrès. Nous poursuivons en convoquant la conférence de défense du syndicalisme enseignant, en préparant le passage sur 30 départements de camarades à la CGT-FO, en engageant un processus pour la construction d'un syndicat FO d'instituteurs.*
>
> *Dans la IVème République, l'appareil de la FEN était un appareil gouvernemental, mais le syndicat restait indépendant. Ainsi la Vème République a engagé une bataille pour l'intégration des syndicats, mais elle n'a pu aller jusqu'au bout. La Vème république leur a porté des coups, mais n'a pas modifié l'essentiel des rapports Etat-SNI. Mais l'autonomie s'est retournée en sens inverse. L'autonomie du SNI et de la FEN est totalement reliée à sa capacité d'être dans l'appareil ministériel. Aucune mesure prise par un quelconque gouvernement de la Vème République ne peut se passer sans le SNI. Aujourd'hui, Mitterrand se dresse en Bonaparte et dans le cadre des institutions de la Vème République, il combat pour intégrer l'appareil de la FEN pour la destruction de l'instruction publique. L'appareil de la FEN et du SNI a estimé devoir jouer le rôle de courroie de transmission directe, mais dans une situation où elle ne le peut pas. Car c'est la CFDT qui est l'organisation adaptée à cette fonction. (...)* (**''Résolution Conférence de défense du syndicalisme enseignant''** - le rédacteur en est sans doute Rolland, responsable du travail enseignant -26 août 1983)

On remarque :

Ce serait donc au moment où le gouvernement engage une offensive majeure pour l'intégration de l'appareil du syndicat à l'Etat (sans aucun élément matériel supplémentaire à l'habituelle corruption des directions syndicales), et alors que, malgré ses pertes, il reste des centaines de milliers d'enseignants –la grande majorité- syndiqués à la FEN et au SNI, qu'il faudrait déserter. Que faire des « milliers de syndiqués qui ont voté contre l'orientation de Guy Georges... etc. » ? Au lieu de continuer à combattre la direction du SNI au nom de la défense du syndicat qui regroupe la grande majorité des instituteurs, et donc dans une situation politique générale analysée comme favorable pour mener ce combat, on abandonne le SNI à sa direction, on ''capitule devant ses oukases'' !...

Or il suffit de remonter quelques semaines en arrière, à la fin mai de la même année, pour lire (dans la résolution politique adoptée par la conférence des cadres des 21 au 23 mai) :

> *Dans le mouvement syndical, la politique de soumission au front populaire de la direction stalinienne entraîne les premiers éléments d'une crise visible dans les organisations de la CGT ou dans le SNES. La politique de soumission au gouvernement de la direction UID des syndicats de la FEN entraîne des oppositions visibles entre la direction UID et toute une série de syndicats, ainsi qu'à l'intérieur de ces syndicats et*

au sein du SNI même, dont la direction est le principal bastion de la politique Savary-Legrand-Prost dans l'enseignement.

Quelques semaines plus tard, il n'y a plus rien à faire ou presque dans la FEN et le SNI : tout est bon à jeter. Les « oppositions visibles » ont sans doute disparu, qui indiquaient qu'un vigoureux combat dans le syndicat pouvait aider, nourrir, voire fédérer.

On remarque aussi une autre contradiction, secondaire : alors qu'il est dit d'abord que le gouvernement ne peut rien entreprendre contre l'école publique sans le soutien des dirigeants du SNI, on lit ensuite que c'est la CFDT qui a pris les commandes de cet attelage contre-révolutionnaire, entraînant donc dans son sillage la direction du SNI, qu'elle se préparerait à absorber. La suite le confirme :

(…) Les décisions du congrès du SNI sont des décisions CFDT. Est-ce que le SNI est devenu une organisation semblable au SGEN ? Pour l'instant, non, bien que toute l'orientation de sa direction l'amène à la fusion avec le SGEN et à sa disparition comme SNI-PEGC. Nous avons d'ailleurs vu, lorsque la délégation a été reçue au congrès du SNI, que la direction réformiste était éperdue. D'un côté Pique et Simbron, de l'autre Bouchareissas ; ce dernier mène la même orientation que les autres, et le fera pour être secrétaire général, mais en même temps il sait ce que veut dire pour le SNI et pour lui-même dans le SNI la bataille que nous conduisons et le processus pour le passage contrôlé à FO.

C'est assez cynique : le responsable du travail enseignant au CC, Rolland, explique lui-même le désarroi de la direction du SNI face à une délégation organisée à l'initiative du courant construit autour des militants du PCI, indique lui-même ce que pourrait apporter la poursuite de ce combat, et en même temps annonce « le passage contrôlé à FO ». Il affirme que le SNI (tout entier, pas seulement sa direction cette fois) va ''devenir semblable au SGEN'', mais ne l'est pas encore : n'est-ce pas une raison de plus, une raison majeure même, pour y combattre ?

Les premiers éléments de la manifestation d'une crise se sont révélés dans la préparation du congrès ; cette crise va se développer comme une crise majeure ; par notre bataille nous allons faire mâturer cette crise pour la défense du syndicat.

…En en retirant nos militants ? Quitte-t-on un syndicat, et un syndicat aussi majoritaire que le SNI, partie constitutive du corps même des instituteurs depuis des décennies, au moment où s'ouvre une ''crise majeure'' ? Les contradictions, les incohérences de raisonnement, éclatent dans ce texte : il faut tuer le SNI ou tout faire pour qu'il meure. N'est-ce pas, pour le PCI, la meilleure façon d'aider le gouvernement à mener ses attaques contre l'école publique… et d'aider la direction du SNI à régner sans partage dans son organisation ?

Le SNI n'est pas encore le SGEN, mais toute l'orientation de la direction l'amène à la fusion avec le SGEN, à combattre donc contre l'instruction publique, à détruire le syndicat réformiste qu'est le SNI-PEGC. C'est ce qu'explique aussi le combat effréné de la direction UID du syndicat contre la centrale réformiste qu'est la CGT-FO, pour qu'il s'aligne.

Comme rarement peut-être la formule tant employée alors dans l'organisation –qui veut noyer son chien l'accuse de la rage- a été aussi topique. Même lorsque la FEN, le SNI seront livrés aux directions UID et U&A, après le départ des militants encore

trotskystes, il n'y aura pas fusion avec la CFDT. Le SNI sera cassé en deux, pour la plus grande satisfaction du gouvernement et de la bourgeoisie, et le PCI aura été le premier artificier de son explosion. Quant au « combat effréné » de la direction du SNI contre FO… comment un appareil ne combattrait-il pas la menace qu'un autre s'implante en concurrent ?

> *Le cours liquidateur de la direction UID va renforcer le départ des syndiqués du SNI. Il y a un vide, les instituteurs n'adhèrent pas au SGEN. Ce vide est un élément de la spontanéité, très important pour notre bataille à la rentrée.*

Pronostic qui sonne comme un espoir : il faut anticiper la désertion supposée des instituteurs, l'aider même, en quittant parmi les premiers le syndicat. Quant au « vide », il n'existe pas, le SNI reste malgré les défections annoncées une organisation de masse. Et ce ne sera jamais le SNUDI-FO qui comblera ce vide annoncé, il restera un syndicat très minoritaire. Et la « spontanéité » qui se nourrirait ou se dégagerait de ce vide, on l'attend encore.

> *Nous avons mené toute notre activité en relation avec FO comme structure d'accueil, nous avons mené la campagne jusqu'au bout dans les congrès, en laissant tout ouvert. Maintenant nous organisons le passage contrôlé sur 30 départements pour engager un processus (une partie importante de notre fraction restant dans le SNI pour y poursuivre la bataille) dont il faut mesurer l'ampleur, comme un élément du combat pour la fusion CFDT-FEN-FO, comme une voie pour faire basculer le SNI dans FO, car nous sommes pour le maintien su syndicalisme enseignant.*

Dans ce schéma d'un simplisme primaire, on voit deux camps se disputer la dépouille (future) du SNI, le bon et le mauvais. Pour la direction du PCI, il ne s'agit en rien de défendre le SNI, le syndicat de masse des instituteurs, il s'agit de le détruire au profit de FO. Toute la rouerie grossière du procédé éclate encore dans la dernière phrase. On sait ce qu'il en est advenu.

Si l'on résume : en toute ''indépendance réciproque des partis et des syndicats'', la direction du PCI a décidé de faire passer l'essentiel de ses militants enseignants à FO. Et ce n'est pas simplement –si l'on peut dire, le passage à une structure déjà existante : il s'agit de *construire* FO dans l'enseignement. Pour ce faire, il lui faut jeter aux chiens non seulement les directions de la FEN et du SNI, (et, dans le SNES, celle d'U&A dominé par le PCF), mais le syndicat tout entier. – en affirmant que les départs de milliers d'instituteurs sont une hémorragie mortelle (ce qui est loin d'être alors le cas) ; - en condamnant (ce qui sera fait dans d'autres textes) des décennies de combat syndical sous la bannière de la tendance Ecole Emancipée (EE) puis Ecole Emancipée-Front Unique Ouvrier (EEFUO) au prétexte qu'elle n'était qu'une opposition à sa majesté. Cette dernière condamnation du principe même du droit de tendance dans un syndicat est proche de la *révision* d'une position politique fondamentale. Elle s'explique par le fait que dans FO, pas de tendance : ''sa majesté'' n'aura plus d'opposition d'aucune sorte. – En sous-entendant que, en suivant la ''stratégie de la Ligue Ouvrière révolutionnaire'', dans ces années que la direction du PCI affirme comme étant « au bord de l'explosion révolutionnaire », la « recomposition de la classe ouvrière sur un nouvel axe » passe, dans le secteur de l'enseignement, par… FO.

« Indépendance réciproque… » ? Dans le projet de résolution de la conférence des cadres de mai 1983, déjà cité, on lit :

Il nous faut couper court à la tendance qui se dessine de faire passer systématiquement nos militants travaillant dans la CGT à Force Ouvrière. Etant donné que l'appareil stalinien continue, même affaibli, à dominer la classe ouvrière, et qu'opérant un tournant prévisible à 100% (sur la même ligne de sauvetage de la bourgeoisie) dans la crise révolutionnaire, il sera le principal facteur contre-révolutionnaire ; étant donné que les ferments de crise s'affirment visiblement dans les syndicats CGT, y compris parmi les militants du PCF, il nous faut coûte que coûte y militer

De plus, en s'engageant systématiquement sur la voie de transférer systématiquement les trotskystes militant à la CGT à Force Ouvrière, nous renforcerions la tendance à opérer cette fusion entre « parti et syndicats » que nous devons combattre avec la plus grande énergie. [c'est moi qui souligne]

De quoi être surpris. Ce qui est vrai pour la CGT ne l'est donc pas pour la FEN. Ce qui est vrai pour la bureaucratie stalinienne, qui "sera le principal facteur contre-révolutionnaire", ne l'est pas pour la bureaucratie réformiste du PS, qui **est** depuis 1981 "le principal facteur contre-révolutionnaire". Et le passage massif à Force Ouvrière des trotskystes de l'enseignement, qui n'est pourtant pas sans conséquences graves pour la FEN tout entière, ne pose à la direction du PCI aucun problème de "fusion entre parti et syndicats". N'est-ce pas parce que cette fusion, sous une certaine forme, est déjà largement entamée ?

Dans le PCI, une petite minorité de militants s'opposeront à cette orientation et refuseront de passer à FO (ce ne sera pas mon cas : militant dans le SNETAA, syndicat FEN de l'enseignement technique, je passerai à FO –seul de mon établissement où le SNETAA et le SNETP-CGT exerçaient une même et puissante influence-).

Les ravages furent considérables et parfois immédiats : une militante du PCI avait construit le syndicat FEN de la médecine scolaire, qui regroupait déjà en 1983, au bout de très peu d'années, sans traditions, largement plus d'une centaine d'adhérents. Son passage à FO abandonnera ce syndicat, dont elle était la responsable nationale, à la bureaucratie de la FEN. Quant à elle, elle n'entraînera avec elle que cinq ou six médecins scolaires. Un gâchis.

Des militants critiquent les décisions de la direction

En 1984, quelques mois après la mise en place des mesures modifiant radicalement la place des militants du PCI dans leur combat dans l'enseignement, plusieurs militants reviendront dans le bulletin intérieur de préparation au XXVIIIème congrès, sur la question de la désertion de la FEN et du Passage à Force Ouvrière :

Titane s'attaque au passage à FO de très nombreux militants enseignants désertant la F.E.N. :

On lit dans la Lettre d'Informations Ouvrières n°73 (p.3) : „La question n'est pas de savoir si la FEN, ses syndicats, doivent passer à FO ou à la CGT. La question est de savoir si, l'autonomie ayant épuisé toutes ses potentialités, le problème de l'intégration dans le syndicalisme confédéré est à l'ordre du jour." *Ces propos*

éclairent de façon décisive à mes yeux l'orientation du parti dans l'enseignement, dirigée tout entière contre la FEN, quelles qu'en soient les conséquences pour les enseignants, pour notre combat, pour nous-mêmes comme militants du PCI.

Titane souligne un peu plus loin que pour la première fois, le PCI semble soutenir ouvertement une grève de 24 heures appelée par des appareils syndicaux. Par la suite, et jusqu'aujourd'hui, ce soutien deviendra presque systématique.
Elle critique ensuite les arguments justifiant le passage à FO. Elle souligne la confusion extrême des conditions de ce passage, et l'absence de toute résolution écrite sur cette question pour le XXVIIIème congrès : une décision aussi importante, remettant en cause des décennies d'intervention, méritait au moins une discussion et une décision de congrès.
Dans sa conclusion elle souligne ce qui lui apparaît nettement comme l'alignement de la direction du PCI sur les positions de la bureaucratie Force Ouvrière (citant ici la „résolution syndicale de la commission ouvrière") :

> *„… on est en droit de se demander pourquoi tout cela, et, selon une formule que nous utilisons volontiers : pour qui roule le PCI?. La réponse est donnée par le XXVIIIème Congrès :"*Notre politique doit viser en toutes circonstances au regroupement le plus large sur l'axe de l'indépendance syndicale **et à soutenir le cours actuel de la confédération** [Force Ouvrière] *(souligné par moi)* contre les comités locaux pour l'emploi, pour la défense de la laïcité, contre le plan Savary, pour l'indépendance vis-à-vis du CNAL *etc."* [Le texte vaut d'être cité plus longuement : „Sur cette orientation, nous ne devons pas hésiter à prendre des responsabilités syndicales, en prenant toute notre place de militants syndicaux. (…) C'est dans ce cadre qu'il nous faut dès aujourd'hui et systématiquement travailler à aider à la constitution et au développement le plus large des unions locales."]
>
> „*Comment ne pas mettre en relation,* poursuit Titane, *cette „issue démocratique" selon FO, la „ligne de la démocratie" et notre alignement politique sur le cours actuel de la confédération sur les critiques qu'elle a développées depuis toujours contre l'"autonomie de la FEN", „coupée du mouvement ouvrier", sur les termes mêmes qu'elle emploie habituellement à cet égard (le „syndicalisme confédéré"); (…)?"*
> *Il n'est pas étonnant que cela nous amène à déserter le combat dans une organisation syndicale de masse pour des postes dans un „syndicat confédéré" minoritaire.* [on pourrait souligner également l'isolement soudain d'un grand nombre de militants enseignants, dans leurs propres établissements, se heurtant naturellement à l'incompréhension de la majorité de leurs collègues]. *Il n'est pas étonnant que cela nous amène à quitter le terrain du front unique (même si c'est au nom du front unique) et conduit les militants trotskystes aux compromis sans principe et à l'impasse. Il est temps de tirer le bilan."*

De la réponse dédaigneuse, pleine de morgue, de Michel Sérac qui, dans le BI, suit immédiatement le texte de Titane, je garde seulement les premières lignes, parce que les années et les décennies suivantes, jusqu'à la crise ouverte dans le CCI depuis juillet 2015, les éclairent singulièrement :

> *Je me permets d'inviter particulièrement les camarades enseignants, et les camarades du parti occupant des positions syndicales, à étudier le texte de la camarade Titane.*
> *Nous aurons à approfondir, lors de notre congrès, la question des relations parti-syndicat, dont le règlement positif règlera nombre d'entraves à un recrutement de masse au PCI (notamment… de militants syndicaux). Or le texte de la camarade Titane me semble illustratif de l'aboutissement d'une politique de „syndicaliste*

d'opinion trotskyste", selon laquelle la politique de parti se réduit progressivement à l'appendice de gauche d'un appareil syndical (en l'occurrence la FEN) pour confiner à sa dissolution dans cet appareil."

Paroles prophétiques, mais... à l'envers! Le „recrutement de masse" promis par Sérac se fera, mais en sens inverse, c'est à dire
a) que nombre de cadres enseignants du PCI se retrouveront promus à des postes de responsables syndicaux au détriment de la construction de leur propre parti.
b) que la „réduction" de la politique de parti à „l'appendice de gauche d'un appareil syndical" (en l'occurrence, celui de FO), finit par „confiner à sa dissolution dans cet appareil". L'orientation définie de plus en plus précisément par la direction du CCI –et qui semble bien être la cause principale de la scission de 2015- vise à la disparition pure et simple de l'organisation politique dans le syndicat, c'est à dire en réalité dans son appareil : plus rien de sérieux ne s'opposera à la politique contre-révolutionnaire des appareils.
La fin du texte de Sérac, après de multiples attaques contre les „justiens" accusés de toutes les collusions avec l'appareil de la FEN, et d'une grande violence, invite Titane à quitter le PCI, précisant une fois de plus les limites plus qu'étroites de ce que la direction entend par « liberté de discussion » :

Selon la réponse à ce qui précède, il faut donc être ici ou ailleurs, avec ou contre le PCI. Mais certainement pas dedans et contre.

Kazan aborde également la même question, sous d'autres angles :
Il montre d'abord la confusion dans laquelle s'est effectuée cette profonde transformation :

(...) Cinq mois durant lesquels les rapports oraux dans les structures du parti ont véhiculé différentes interprétations fournies par les cadres à partir d'un même rapport au comité central : simple tactique concernant quelques militants, stratégie du PCI modifiée du fait de l''intégration'' de la FEN ou du fait qu'elle ''est de plus en plus désertée par les masses'', ou encore ne concernant que les instituteurs, le SNES restant quant à lui un syndicat indépendant (...). Etonnant ! De quel signe plus avons-nous crédité pendant des mois la direction stalinienne du SNES par rapport à celle du SNI, alors que la grève du 9 mai se situait déjà, comme celle du 31 janvier, dans le cadre de l'exigence de moyens pour concrétiser les ''bonnes intentions'' de Savary et du gouvernement ?
Connaissant l'importance que revêt pour la lutte des classes en France et pour nous, la place de la FEN comme organisation constituée contre l'éclatement de la CGT, ''pour une CGT unique et démocratique'', on peut s'étonner de la façon dont a été menée (ou n'a pas été menée) la discussion.

Kazan s'en prend ensuite à l'idée selon laquelle Force Ouvrière serait un syndicat « indépendant » de la politique gouvernementale :

*Le camarade Saïgon, qui n'évoque pas le cas de la CGT, établit une opposition entre la FEN et FO, qui ''*ne peut subsister que contradictoirement aux tendances inhérentes au *bonapartisme''. Il est clair que la place de FO vis-à-vis du gouvernement de front populaire n'est pas identique à celle de la FEN, et que sa position sur ''la liberté de négociation'' en particulier peut, à tel ou tel moment, servir de point d'appui à la politique du PCI. Peut-on en conclure que les dirigeants de FO ne se placent pas eux aussi dans le cadre de la subordination au front populaire ? la lutte menée par l'appareil FO pour défendre son existence propre l'amène-t-elle mécaniquement, ou par notre intervention, à combattre le front populaire, c'est-à-dire à cesser d'être un*

appareil traître défendant lui aussi les plans et les objectifs de la bourgeoisie ? Telle est la question fondamentale pour juger du bien-fondé de notre départ de la FEN pour FO. Une question que ne soulève pas le camarade Saïgon, mais à laquelle les dirigeants de FO répondent pour leur part de façon très claire. Dans FO-Hebdo *du 9 novembre 1983 (2 jours avant la conférence enseignante tenue au siège de FO), on pouvait lire, concernant l'entrevue Bergeron-Mitterrand du 8 novembre :*

« Le secrétaire général de FO a redit au président de la République l'inquiétude qu'il éprouve face au dépérissement de la négociation collective. Si la confédération est parfaitement consciente –et depuis longtemps- de la gravité de la crise économique et **des conséquences qui fatalement en résultent** (*souligné par moi*), elle demeure persuadée que le gouvernement –celui de maintenant comme ceux d'avant- doit veiller à ne pas franchir certaines limites en prenant les mesures qui provoqueraient la mise en cause de l'équilibre social. Or justement, le tassement du pouvoir d'achat et la dégradation de l'emploi deviennent tels que le mécontentement peut provoquer des réactions **qui mettront en cause y compris les objectifs de la politique du gouvernement** (*souligné par moi*). FO ne conteste pas le souci du rétablissement des ''équilibres fondamentaux'', mais elle sait que chaque fois qu'on a perdu le sens de la mesure, on s'est trouvé contraint de revenir en arrière dans des conditions difficiles qu'on aurait pu éviter ».

C'est parce qu'il appartient lui aussi au font populaire que l'appareil dirigeant FO doit également tenter de faire passer les plans de licenciements (comme à Talbot où Bergeron déclarait que les licenciements sont nécessaires, tandis que la section FO appelait pour sa part à la manifestation des députés RPR de Poissy). Krasucki [qui était alors le secrétaire général de la CGT] *dans sa dénonciation des ''provocateurs'' (les grévistes) et Bergeron ont uni leurs forces pour dire : il ne faut pas toucher à l'ordre bourgeois.*

Le sabotage délibéré de toute l'intervention dans l'enseignement, secteur central de l'activité du PCI, accompagne une campagne qui va grossir durant des mois, sous le mot d'ordre : ''*Il faut chasser Savary, homme de droite, du gouvernement !*''
Et c'est, bien entendu, Michel Sérac à nouveau qui se chargera d'expédier le texte de Kazan.

L'offensive contre le ministre Savary : La victime expiatoire

La rentrée scolaire 1983 donne l'occasion à la direction du PCI de lancer une offensive verbalement violente contre le ministre de l'Education nationale, Savary, et lui seul.

Cette offensive, qui va isoler, dans la conscience militante, le ministre Savary du reste du gouvernement, (comme « homme de droite »), remplit plusieurs fonctions. Elle permet d'utiliser la colère très légitime de milliers d'enseignants en la canalisant : s'attaquer au seul Savary, c'est protéger le gouvernement dans son ensemble et sa politique de plus en plus ouvertement pro-capitaliste, comme si la politique suivie par Savary était indépendante de celle de l'ensemble du gouvernement, et de Mitterrand. Occuper le secteur de l'école publique permet également de relier la bataille engagée sur le font de la laïcité au plan de sortie de la FEN pour FO pour des centaines de militants du PCI. La direction joue sur tous les tableaux.

Le signal de départ est véritablement donné avec une « *déclaration des délégués parisiens réunis à l'initiative de l'OCI contre la rentrée scolaire catastrophique* » dont

le plan est adopté par le Comité central du 30 août. Il est tout entier placé sous le signe de la ''démocratie''. Le texte passe habilement de la classe ouvrière aux « citoyens » et n'en sort plus :

> *(...) Estimant que le respect de la démocratie exige que ceux qui sont investis par la confiance des travailleurs respectent le droit des citoyens et fassent en sorte qu'un ministre ne puisse jamais violer ses engagements ;*
> *Considérant que la majorité de députés PS-PCF a été investie pour faire respecter la volonté générale qui, en ce qui concerne l'enseignement, exige que soit fait droit aux demandes des syndicats enseignants, des parents d'élèves, des jeunes ;* [étonnante formulation qui rend légitime la position des directions syndicales]
> *Estimant que M. Savary, tout occupé à faire droit aux exigences des ennemis de l'école publique, viole la souveraineté populaire ;*
> *Considérant que, par milliers, nous avons pris l'engagement de ''prendre toutes les dispositions pour protéger le droit démocratique à l'instruction et à l'étude pour 10 millions de jeunes'' ;*
> *(...) Nous, réunis le 30 août, constatant, répétons-le, que M. Savary a refusé d'entendre la voix de la démocratie (...) par le fait de M. Savary, enseignants, travailleurs, jeunes, parents d'élèves sont placés devant l'absolue nécessité de faire prévaloir la souveraineté populaire telle qu'elle s'est exprimée en mai-juin 1981.*
> *(...) Estimant que le ministre Savary a oublié les devoirs de sa charge, nous appelons travailleurs, jeunes, enseignants et toutes leurs organisations, dans l'unité, à organiser une manifestation mercredi 14 septembre...*

La campagne organisée contre Savary, l'Eglise, pour la démocratie bourgeoise, pour le retour à la Troisième République

La « démocratie » en action

Les élections municipales de mars 1983 infligent une défaite aux partis de l'Union de la gauche, le PS et le PCF. Le PCI y a présenté des candidats sur 191 « listes ouvrières d'unité » qu'il soutient. *Informations Ouvrières* affirme que là où les candidats du PS et du PCF se sont engagés, à l'issue d'une campagne menée par le PCI, à « respecter le mandat » de 1981, ils ont obtenu des scores supérieurs, et ont été réélus. Parmi les quelques dizaines d'élus qu'obtiendront les listes soutenues par l'OCI, il y a Joëlle Bony, à Vénissieux. C'est de l'activité de cette militante -contrôlée par le Comité central comme celle de tous les élus- que partira l'"affaire Mélusine" qui servira de prétexte à l'exclusion de Stéphane Just un an plus tard.

Le numéro d'*I.O.* (1097) qui rend compte des résultats électoraux est explicite dans son éditorial :

> *Les députés PS-PCF sont-ils disposés à adopter cette position dépendante et soumise devant les institutions réactionnaires comme ils l'ont fait jusqu'à présent, comme Jacques Chirac les a encore invités à le faire encore avant même le second tour ? Sont-ils disposés à se compromettre davantage et à poursuivre une politique d'entente avec les capitalistes ?*
> *Ou bien sont-ils disposés à prendre réellement en mains, dans le respect des principes de la démocratie parlementaire dont ils se réclament, l'initiative de voter des lois sociales sérieuses répondant aux revendications et aspirations des masses laborieuses et de la jeunesse ?*

> ***Pour notre part, nous n'avons, depuis 1981, cessé de mettre en garde contre les conséquences d'une situation où, d'un côté il y avait, il y a, une majorité de députés PS-PCF à l'Assemblée nationale, et de l'autre l'impossibilité par les groupes parlementaires de ces partis, d'exercer le pouvoir souverain.*** (c'est moi qui souligne)

A qui s'adresse cette « mise en garde » ? Certainement pas à la classe ouvrière et aux masses laborieuses. Mais aux appareils ouvriers, à Mitterrand, comme constamment depuis 1981. La "démocratie", la majorité PS-PCF, durement mises à mal lors de ces élections, comme davantage encore en 1986 lorsque Chirac deviendra 1er Ministre de Mitterrand, n'empêcheront pas le PCI -qui deviendra son fantôme CCI- de continuer à se revendiquer de la "démocratie" en déniant aux résultats électoraux le droit d'en faire partie.

> *Il faut l'admettre,* poursuit l'éditorial, *le pays depuis 1981 a vécu sur une équivoque que les élections de 1983 dissipent. Nous entrons dans une situation où cette équivoque sera tranchée sous une forme ou sous une autre, par et dans la lutte des classes.* ***Mais si réellement on veut restaurer la démocratie****, il faut dès lors décréter les institutions anti-démocratiques comme telles, et reconnaître la nécessité qui s'impose depuis 1981 d'instaurer une réelle démocratie.* (c'est moi qui souligne)

Ici c'est clair : la "restauration" de la "démocratie" signifie bien que celle-ci a bien été "instaurée" auparavant (celle qui a permis les lois Jules Ferry, et la loi de 1905 par exemple). C'est bien la démocratie bourgeoise à laquelle se réfère sans cesse et que revendique à présent ouvertement la direction du PCI. Quant au "on" qu'emploie le texte, on a déjà vu ce qu'il recouvrait : les dirigeants du PS et du PCF, et Mitterrand au premier chef. C'est pourquoi l'éditorial conclut :

> *Quant à nous, militants du PCI, nous poursuivrons inlassablement, comme nous l'avons fait avant les élections, pour aider les travailleurs à réaliser eux-mêmes l'unité.* ***Car la solution positive, démocratique et ouvrière****, est entre les mains des travailleurs et des organisations.* (c'est moi qui souligne)

L' « unité » est ramenée à une entité abstraite, déconnectée de perspectives révolutionnaires, de la nécessité de la prise du pouvoir. Elle est transformée, apaisée si l'on peut dire, apprivoisée, ou émasculée en « solution positive, démocratique et ouvrière », dans laquelle il n'est pas question de submerger les appareils contre-révolutionnaires par le Front unique ouvrier, mais de marcher avec eux main dans la main, une fois que ceux-ci auront enfin compris la réelle valeur d'un retour à la "démocratie".

Dans ce même numéro encore, la jonction est explicitement établie entre "démocratie" et "laïcité", dont les intérêts sont, naturellement, confiés à la garde de la classe ouvrière :

> *Comme tous les régimes fondés sur le plébiscite et l'arbitraire, hostiles au* ***principe républicain de la souveraineté du peuple,*** *la Vème République n'eut rien de plus pressé, immédiatement, que d'adopter des lois anti-laïques. C'est parce que démocratie et laïcité de l'école vont de pair que, toujours côte à côte, l'Église et les régimes bonapartistes les ont combattues ensemble.*

Pour opérer la "jonction" avec la classe ouvrière, il n'est rien de plus commode que d'affirmer que l'école publique est précisément celle de la classe ouvrière. Ce qui est fait :

Les élèves de l'école laïque d'aujourd'hui sont les travailleurs, la classe ouvrière de demain. Qui ne le voit ?

On croirait presque que les lois de Jules Ferry sont des lois ouvrières.

Le numéro suivant (1098) multiplie dans son éditorial les conseils au PS et au PCF, qui doivent se racheter en tenant compte de l'"avertissement" que la classe ouvrière, bonne fille, vient de leur donner :

(...) Cette session parlementaire ne doit-elle pas être l'occasion pour les députés du PS et du PCF de s'engager avec détermination sur une ligne de rupture de l'entente nouée avec les capitalistes, pour gouverner dans le sens de la satisfaction des revendications et aspirations les plus urgentes ?

Evoquant ensuite les grèves et manifestations en cours -étudiants en médecine, mineurs de Carmaux- l'éditorial conclut :

A ne pas s'engager dans la bonne voie, les dirigeants du PS et du PCF ne prendraient-ils pas le risque de voir se multiplier pareilles explosions. Et maintenant ? Sans tarder, l'« avertissement ouvrier et populaire doit être entendu.

On pourrait penser que la direction du PCI veut éviter aux dirigeants du PS et du PCF les « explosions sociales » : on croirait lire un discours de Bergeron. Cette menace brandie de "l'explosion sociale" se retrouvera dans d'autres éditoriaux.

Les pages centrales du même numéro sont à nouveau consacrées à l'école et à la préparation du rassemblement laïque national prévu le 8 mai. L'article leader de ces pages, intitulé *L'école laïque et la démocratie,* marque encore une avancée :

A notre connaissance, il y eut en 1789-1793 en France une Révolution jacobine instaurant le République, brisant la monarchie de droit divin*, jetant les bases, par le magnifique rapport de Condorcet, d'une instruction publique ouverte à toutes les sciences et fermée à tous les dogmes. Un rapport républicain dont les lois laïques de 1882 sont les héritières. (...)*
*On le voit, le plan Savary qui, de l'avis même de ses bénéficiaires cléricaux, "*remonte la pente des traditions républicaines", *ne peut que déchaîner les plus violents conflits au détriment de la démocratie.L'intérêt de celle-ci comme l'avenir de l'école laïque ne commandent-ils pas au contraire* ***le retour scrupuleux à la séparation de l'Eglise et de l'école, de l'Eglise et de l'Etat ?*** *C'est ce qu'affirmeront solennellement les participants du rassemblement des laïques le 8 mai prochain.*(c'est moi qui souligne)

Voilà les militants du PCI placés à présent au cœur de la défense de la révolution bourgeoise, et des lois de l'Etat bourgeois de la IIIème République. Le capitalisme a disparu des discours, de même que... la classe ouvrière Tout tend à se passer à présent, sur ce terrain, entre d'une part les laïques et les démocrates (voire les républicains), de l'autre les cléricaux et le seul ministre Savary soigneusement séparé du reste du gouvernement et de Mitterrand -dont il est pourant un proche-. Dans un communiqué de l'Appel aux laïques du 4 mai 1983, on lit :

Le Comité pour l'Appel aux laïques appelle les laïques et les démocrates à se mobiliser contre le projet Savary et les dispositions du rapport Legrand. Il décide d'organiser des réunions en province afin d'informer les militants laïques (...).

Nous sommes donc entre gens de bonne compagnie, mieux encore que l'Appel des 121 de Nantes qui ne contenait que des « militants ouvriers », le « mouvement ouvrier » digne de ce nom, pour ces gens-là, n'étant constitué que de militants de carrière, pas d'ouvriers de simple conscription. Ici, même les « militants ouvriers » ont disparu : place aux « laïques ».

Liens puissants entre le PCI et l'appareil contre-révolutionnaire Force Ouvrière

La Résolution adoptée par le XXVIIème congrès (1982) établit la ligne de conduite de l'organisation envers la confédération Force Ouvrière de manière assez claire :

> *La place et le combat des militants du PCI dans la CGT-FO doivent être précisés de la façon suivante :*
>
> - *Dans tous le congrès, à tous les niveaux, défense inconditionnelle de l'indépendance de la CGT-FO par rapport à l'offensive néo-corporatiste du gouvernement de front populaire, marquée par la remise en cause des acquis (organisations et avantages, statut de la fonction publique, loi du 11 février 1950, laïcité, etc…)*
> [C'est l'un des très rares textes internes ou externes dans lequel le PCI use de l'expression ''néo-corporatiste''. Cette expression fait partie du vocabulaire communément employé par Alexandre Hébert. Il n'est donc pas impensable qu'il soit pour quelque chose dans la rédaction de cette résolution]
> - *Sur cette ligne, où le combat pour l'indépendance syndicale est garanti par le combat politique, indépendant du PCI, ne pas hésiter à prendre des responsabilités syndicales.*
> [Le texte dit « prendre » et non pas « gagner » ou « conquérir ». Il n'est pas impossible de penser que nombre de ces « responsabilités syndicales » seront accordées, octroyées directement par l'appareil, et non pas conquises par un combat d'orientation auprès des syndiqués. Il ne faut pas oublier que dans FO, le droit de tendance est interdit, que l'OCI ne l'a jamais revendiqué, et qu'aujourd'hui, depuis plus de trente ans, ce qui a remplacé l'OCI combat dans tous les syndicats contre le droit de tendance là où il subsiste encore].
> - *Et bien entendu, ne pas faire supporter au syndicat la place et le rôle du parti, qu'il ne peut supporter, et ce qui aboutit à liquider le syndicat et le parti. Accomplir avec tout le soin nécessaire toutes les tâches syndicales, en associant tous les syndiqués à la gestion du syndicat.*
> [Traduit, cela signifie : alignement complet, inconditionnel, des militants du PCI dans FO sur l'orientation de la direction. Aucun combat politique. Servir l'appareil sans restriction.]
> - *En un mot, gérer syndicalement, c'est-à-dire en compréhension politique de la place de la CGT-FO.*
> [C'est-à-dire transformer les militants révolutionnaires investis dans le travail syndical en bureaucrates alignés sur la direction confédérale. C'est bien le développement actuel, ouvert, dans lequel sont installés et que prônent quasi-ouvertement les tenants du CCI et du POI. Une des causes de la scission de la TCI paraît bien être la résistance –limitée, sans que soit en rien remise en cause l'orientation générale- à un engloutissement total de

l'organisation dans l'appareil syndical : la préservation d'un cadre politique relativement indépendant de l'appareil confédéral].

Annexe 1 - Un exemple de l' ''indépendance réciproque des partis et des syndicats'' vue par la direction du PCI

Le 28 septembre 1982 une note est adressée ''aux membres du comité central''. Son titre : ''*Résolution sur le travail du P.C.I. en direction des chômeurs*''. L'auteur en est probablement le responsable nommé de l'opération pour le Comité central, Pedro.

Extraits (c'est moi qui souligne):

> *(…) la constitution par FO d'un comité syndical FO chômeurs doit être comprise dans toute son importance.*
> *FO est la première et seule centrale ouvrière à proposer, renouant en cela avec les traditions du mouvement ouvrier, d'intégrer de plein droit les travailleurs au chômage au sein du syndicat, au même titre que tout travailleur, pour organiser en son sein la défense individuelle et collective des droits des chômeurs. (…)*
> ***Saisir l'importance d'une telle décision de FO implique donc pour nous l'investissement du PCI pour la construction effective et large de ces comités syndicaux par la SYNDICALISATION EN MASSE dans ces comités.*** *Les évidentes possibilités de construction du PCI par le recrutement dans ce domaine supposent de notre part le respect total de l'indépendance syndicale de FO. Les militants du PCI construisant ces comités seront donc les garants de cette indépendance.*
> *(…)*
> *En conséquence, mise en place du plan suivant :*
>> *Investissement de camarades du PCI, au premier chef bien sûr les camarades au chômage dans un plan de SYNDICALISATION MASSIVE, aux pointages des ANPE et sur les marchés. (…) Ce qui signifie un minimum de 18 points sur la Région Parisienne. Les membres du CC veilleront à désigner un camarade responsable*

pour chacun de ces points. (…) Les 18 camarades représenteront la direction de cette campagne, impulsée par les structures du PCI.
L'axe central, au travers de la campagne de syndicalisation pendant un mois est constitué par la tenue d'un RASSEMBLEMENT-MEETING à la Bourse du Travail sous la présidence de A. Bergeron.

(…)
Ce travail se fera en jonction avec les UL-FO là où elles existent. Dans ce cas, les réunions des comités auront lieu dans les locaux mêmes de ces UL.
Précisons : dans les UL que nous dirigeons, nous devons prendre immédiatement l'initiative de l'impulsion de ce travail, même si nous n'avons pas de camarades chômeurs pour commencer.
(…)
Annexe : Tenue du stand FO chômeurs à la fête de FO : PEDRO [le membre du CC du PCI en charge de ce travail] *ainsi que 5 camarades.*
(…)
Annexe technique à la note aux membres du Comité Central :
Comment procéder pour la constitution des comités syndicaux FO-Chômeurs ?
(…)
A partir des 20 points choisis dans la RP : dans chacun de ces points, on désigne le ou les camarades du PCI chômeurs qui sont investis. Ceux-ci se rendent à l'UL de la localité pour demander le matériel. Le camarade se présente en expliquant qu'il est chômeur et qu'il a entendu parler (dans la presse, par exemple : dans Libération, *il y avait récemment un article). Il déclare vouloir se syndiquer et être prêt à prendre ce travail en charge.*
(…)
A remarquer que :

- *Dans ces permanences, il y aura toujours des camarades du PCI.*
- *Les 20 comités que nous avons décidé d'impulser, donc les objectifs de syndicalisation…, seront contrôlés par nous dans les réunions de fraction régulières. (…)* ***Dans le respect de l'indépendance syndicale, c'est le PCI qui impulsera ce travail.***
  En conséquence, pour tout problème qui pourrait apparaître dans l'obtention du matériel, dans les relations avec les responsables d'UL, les camarades du PCI S'ADRESSERONT A PEDRO.
  Une fois en possession du matériel :
  - *La cellule détermine un objectif de syndiqués.*
  - *(…)*
  - *Attention : dans les UL que nous ne contrôlons pas, il est évident que le tract doit être soumis au responsable de l'UL avant parution, pour son accord. Il n'y aura pas de problème, mais on ne peut passer par-dessus l'UL…*
  - *Dans les UL contrôlées par nous, notre camarade doit prendre l'initiative d'un tel tract.*
  - ***Partout ailleurs, utilisation du matériel central ou sortie d'un tract particulier qui sortira sur les machines de l'URP-FO et sera contrôlé par nous (PEDRO) et soumis à l'URP****.*

On remarque :

Il paraît clair que cet investissement des militants du PCI au service de FO est le résultat d'un accord entre les directions de FO et du PCI, c'est-à-dire Bergeron et Lambert.
Si ''l'indépendance du syndicat'' est strictement respectée, en va-t-il de même pour celle du PCI ?

Les seuls objectifs de recrutement dont parle la note sont syndicaux, y compris dans les cellules investies dans ce travail. Le recrutement au PCI, après avoir été mentionné une fois pour la forme, est totalement passé sous silence. Et pour cause : on voit mal, dans cette mise à disposition de la force militante du PCI à l'appareil de FO, ''*dans le respect de l'indépendance syndicale*'', où le PCI ''*impulsera le travail*'', comment les militants du PCI pourraient intervenir sur leur politique, leur programme et présenter leur organisation.

Ce n'est qu'un exemple, particulièrement illustratif des relations entretenues par la direction du PCI et celle de FO, soumettant le PCI à l'appareil confédéral. Bien entendu, cette expérience fera long feu. Je n'ai trouvé aucun bilan de cette activité, et des gains en recrutement qu'elle aurait fait gagner au PCI.

Ce que par contre j'ai trouvé, parue un mois avant la ''*Résolution sur le travail du P.C.I. en direction des chômeurs*'', c'est un « **projet travail jeune** » pour le Comité central des 20, 21 et 22 août de la même année, soit un mois plus tôt :

> *En application du complément « jeune » au plan d'ordre, les dispositions suivantes seront mises en place :*
> *Rédaction du projet d'appel pour la* ''marche des jeunes contre le chômage, pour l'éducation, pour la défense de la jeunesse*'' par Pedro le 27 août.*
> *Dès le 1er septembre s'engage la bataille de signatures pour l'adoption de l'appel par les jeunes chômeurs. (...) Sur la base d cet appel, les premiers regroupements locaux prenant des initiatives sur la ligne du front unique peuvent être lancés dès la première semaine de septembre.*
> *(...) Sur cette base, constitution de comités locaux de déense de la jeunesse, répondant à l'appel du Comité national, prenant des initiatives locales en direction des élus, partis, organiosations de jeunesse (JC), syndicats.*
> *(...) En s'engageant ainsi dès le premier jour dans la bataille contre la rentrée Savary, nous constituons le terrain pour relier le combat des lycées sur l'axe de la « Marche contre le chômage... », nous en faisons même un levier irremplaçable.*

Le responsable jeune pour le CC, Pedro, est le même que celui qui, un mois plus tard, est nommé responsable du travail avec FO sur les comités de chômeurs. La question se pose-t-elle ? Est-ce une coïncidence ? Fo a-t-elle suivi l'initiative du PCI ou est-ce l'inverse, le PCI a-t-il préparé le terrain pour FO ?

Annexe 2 - Un autre gage de rapprochement...

***I.O.* n°1108**, semaine du 6 au 13 mai 1983, publie un petit article (mais en caractères gras), sans aucun doute rédigé par Lambert, au titre sans ambiguïté : *Pourquoi le PCI lance-t-il un appel à participer à la manifestation du 18 mai convoquée par l'Union régionale parisienne de la CGT-Force Ouvrière ?*

> *Cela fait bientôt deux mois que sont connues les dispositions anti-ouvrières du plan Delors, et leurs effets commencent déjà à se faire durement sentir dans les foyers populaires.*
> *Face à une attaque s'une telle ampleur, n'aurait-il pas été du devoir de toute organisation syndicale digne de ce nom d'appeler à manifester contre ce plan ?*

C'est là la réflexion à laquelle aboutissent quotidiennement des travailleurs de toute tendance, de toutes appartenances syndicales.
L'Union parisienne de la CGT-FO a pris une telle initiative. Le 18 mai, elle invite les travailleurs à manifester jusqu'au ministère de M.Delors, afin de ''dire non à l'austérité''.
En apportant tout son appui à cet appel, le PCI, respectueux de l'indépendance syndicale, ne fait que constater qu'une telle manifestation constitue un point d'appui pour la mobilisation de la classe ouvrière contre le plan d'austérité Delors.
La même méthode aurait d'ailleurs prévalu dans l'hypothèse d'un appel semblable d'une autre centrale, ouvrière : la CGT par exemple. Les faits établissent qu'à ce jour, telle n'est pas la situation.
La même méthode avait d'ailleurs prévalu lorsque le PCI avait appelé à voter Mitterrand dès le 1er tour de l'élection présidentielle, afin de tout faire pour battre Giscard, et cela sans prendre le moins du monde en charge le programme de Mitterrand.
Ou lorsque, un mois plus tard, nous avions appelé à voter en faveur d'une majorité de députés PS et PCF à l'Assemblée, en juin 1981. (...)

Il n'est pas nécessaire de commenter : l'article relie lui-même les éléments. Le 1er mai, comme il l'avais déjà fait souvent, le PCI manifestait avec Force Ouvrière au mur de Fédérés. Sur une pleine page de *I.O. N° 1105* est reproduit le discours de "*Roger Sandri, secrétaire confédéral, membre du bureau confédéral de la CGT-Force Ouvrière*". L'un des sous-titre du journal est "*Démocratie représentative et laïque*"...

Je ne sais que peu de choses sur la réalité des liens qui existaient alors -et se sont sans aucun doute renforcés depuis- entre la partie dirigeante de la bureaucratie Force Ouvrière et direction du PCI. C'est normal, nous entrons là dans ce qui relève du complot. Je sais pour l'y avoir vu que Claude Jenet fréquentait le bureau de Pierre Lambert. J'ignore la réalité des liens qui rattachaient Alexandre Hébert à la direction confédérale, de même que ses liens avec la franc-maçonnerie notamment. L' « anarcho-syndicalisme » qu'il affichait ressemble à une étiquette qui permettait plus commodément de tiser des relations solides entre la bureaucratie régnante dans FO et la direction de l'OCI-PCI. N'oublions pas les propos de Denis Sieffert parlant de la bonne connaissance des affaires internes de l'OCI que possédaient les dirigeants de FO qu'il était amené à fréquenter.

Et c'est encore bien peu de choses au regard de ce que j'ai pu entendre dire sans diposer des preuves qui permettraient de l'exposer...
(lire en annexe : *Informations ouvrières* mêlant dans la même page communiqué de FO et texte du PCI à propos de la caisse de retraite sécurité sociale de Paris 1986)

Quatrième Partie

Vers la Liquidation

29 - Comment est né le MPPT
ou
Comment est mort le PCI

De la naissance du Mouvement pour un parti des travailleurs, pareillement, je ne sais que ce que les notes internes et *Informations Ouvrières* en révèlent. C'est sûrement peu de choses, au regard des discussions qui ont dû se mener durant un temps assez long entre, pour simplifier, pour ne parler que de ce qui paraît certain, Pierre Lambert et Alexandre Hébert, mais aussi Roger Sandri et Claude Jenet. La première impulsion –inspiration ?- fut en effet donnée par Nantes. En décembre 1983 *Informations Ouvrières* publiait (dans son numéro 1008) un « appel des 121 », sans précision de noms, « 121 militants ouvriers du département » (en annexe).

Presque au même moment, le 2 décembre, se tenait un grand meeting du PCI à Paris (sous le chapiteau Balard), dont les deux mots d'ordre principaux liés étaient « Pour le front commun et le parti ouvrier ».

Simultanément, on notait deux substitutions d'importance : au front unique ouvrier succédait le « front commun », au parti ouvrier révolutionnaire, le « parti ouvrier ». Le processus était lancé. Au Comité central suivant, les 9 et 10 décembre, Pierre Lambert proposait un Projet sur le même thème. On en lira quelques extraits ci-dessous. Un lundi matin du début 1984, au comité de rédaction d'*Informations ouvrières*, Pierre Lambert faisait modifier le projet de journal en imposant dans les deux pages centrales le compte-rendu d'une réunion publique tenue le week-end précédent à Nantes, qui lançait explicitement le projet d'un mouvement pour un parti des travailleurs.

Le point de départ du MPPT : début décembre 1983

- On peut donc dire que l'idée du MPPT, puis du PT etc. est née à Nantes, et n'est pas née de l'intérieur du PCI. On lira ensuite, dans un article de Bulletin intérieur pour le XXVIII° congrès (mars 1984), un article rédigé par un militant de Saint-Nazaire, David, ouvertement et délibérément tourné contre le PCI, exprimant et développant l'esprit qui a présidé à la naissance du MPPT et à la mort du PCI.
-

J'ignore s'il a été facile pour Lambert de renoncer à son entreprise menée depuis 1978 au moins –la construction d'un « parti des 10 000 ». Je suis porté à penser que le MPPT lui fut plus ou moins imposé. Mais j'effleure là un des mystères insondables qui

recouvrent une grande partie de l'activité contrôlable et incontrôlée de Pierre Lambert.

Le « projet » présenté au Comité central du 9 et 10 décembre 1983 est d'une grande importance (je ne crois ait été porté à la connaissance de Stéphane Just. Il faut se rappeler que depuis plusieurs mois l'organisation fonctionnait avec deux Comités centraux, l'un, clandestin, dissimulé à l'organisation tout entière, véritable clique de grande taille donc, sans Just, l'autre avec. Stéphane Just annotait parfois abondamment les textes qu'il lisait. L'exemplaire que j'ai pu consulter, dans les archives du CERMTRI, n'a pas d'équivalent dans celles de Just) : il s'agit de présenter un argumentaire cohérent qui fasse accepter –non par le CC déjà presque tout entier acquis, mais par l'ensemble des militants à travers le CC- l'abandon de la perspective du parti *révolutionnaire* des 10 000, remplacé dans un premier temps par le Parti ouvrier des 10 000, et, avant tout, l'abandon à court terme du PCI, pour le ''MPPT''.
C'est pourquoi Lambert attaque dès le premier paragraphe :

> *Le succès que constituent les 100 meetings et réunions politiques et le meeting central à Paris fournit des bases pour régler les problèmes de construction du Parti, sans que ces problèmes soient pour autant réglés* [cette première phrase peut laisser croire qu'il s'agit toujours de construire le PCI]. *Peu à peu, à partir de la réalisation des meetings et des réunions publiques, et de la préparation du meeting central de Paris,* ***le caractère et le contenu que doit prendre notre combat pour aider les masses à réaliser le Front commun, et pour la construction d'un parti ouvrier, se sont progressivement éclaircis.*** (c'est moi qui souligne).

Tout s'éclaire en effet. Les deux formules conjointes « front commun » et « parti ouvrier » apparaissent. Le Front unique ouvrier est le combat pour l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations dans la perspective de la prise du pouvoir politique, de la révolution prolétarienne. Le Front commun est donc quelque chose de différent, où la caractéristique « ouvrier » est effacée. Mais le terme n'est pas explicité. En tout cas, ce n'est pas le Front unique ouvrier. Et ce n'est pas non plus un glissement de plume : le terme sera répété plusieurs fois dans le texte. Quant au « parti ouvrier », il n'est plus révolutionnaire. Il y a donc un dénominateur commun entre ces deux substitutions, ces deux effacements : c'est la disparition de la perspective politique, programmatique, de la prise du pouvoir.

> *En fixant l'objectif du Parti des 10 000, nous nous sommes engagés, avec des insuffisances politiques et d'organisation, sur la voie qui conduit à la construction du Parti ouvrier : c'est ce qui explique les difficultés politiques qui entraînent le pique nous connaissons.*

Il est impossible ici de ne pas penser à un escamotage pur et simple. Le Parti des 10 000 projeté par l'OCI puis le PCI était en réalité un PCI de 10 000 militants (dans une note d'avant le PCI, Lambert écrit même « une OCI des 10 000 »). L'objectif en avait même été préalablement fixé pour le XXVI° congrés de décembre 1981, avant d'être repoussé au fil des trimestres et des résolutions. Il n'a jamais été auparavant question d'un « parti ouvrier » d'où soit évaporé le terme « révolutionnaire ».

Le texte rappelle ensuite les chiffres des effectifs après l' « affaire Berg » de 1979 : 3840 en janvier 1980, 6 332 en mai 1983 –avec le nouveau système qui consiste à comptabiliser les stagiaires. ''*C'est le chiffre le plus élevé,* écrit Lambert, *en fait nous tournons depuis autour de 6 000* ».

(…) Ces quelques chiffres permettent d'éclairer le problème qui nous est posé. A chaque étape de la construction du PCI, les difficultés politiques et d'organisation de la période passée se dressent comme autant d'obstacles. (…) En fait, le problème du Parti des 10 000 se ramène à la question de savoir si les conditions politiques – internationales (dans lesquelles il faudrait intégrer les questions soulevées par le combat pour la reconstruction de la IVème Internationale) et nationales- permettent ou non de construire un Parti ; ou bien si notre vocation de trotskystes devrait être, restant confinés au groupe (qui a constitué une étape), de nous transformer en groupe de propagande abstraite, sans influence sur les événements politiques.

Le tour de passe-passe se poursuit avec le même culot, alimenté par la certitude anticipée que le Comité central avalera cette soupe sans murmurer. Le chantage est présenté de la manière suivante : ou bien nous nous dirigeons vers un Parti agissant dans la lutte des classes, un Parti ouvrier de 10 000, ou bien nous restons un groupe de propagande « abstrait », « trotskyste », confiné aux marges du mouvement ouvrier. En quelques lignes, le texte élimine des années d'élaboration, de discussions, de construction même. Tout est jeté par-dessus bord, et en premier lieu, la proclamation du PCI lui-même que le texte semble avoir totalement oubliée…. Les 6 000 militants, revendiqués pourtant, ne sont plus qu'un "groupe" propagandiste.

Ce n'est pas sans rappeler la légèreté extrême avec laquelle, dans l'enseignement, a été prononcée la condamnation de décennies d'intervention dans le domaine syndical, celle de la tendance Ecole émancipée pour le FUO, et… celle de la FEN et du SNI… Il s'agit bien d'une révision entamée sur l'ensemble du front en cette année décisive, 1983.

Le paragraphe suivant contredit immédiatement ce qui vient d'être énoncé, sur la « propagande abstraite » des trotskystes, mais peu importe :

La tâche majeure du PCI consiste à tenir compte de l'expérience du combat politique de cette dernière année (depuis les 4 et 5 décembre 1982, manifestation nationale à Paris et conférence), car dans cette dernière année, se sont amorcés tout à la fois un grand tournant dans la classe ouvrière et ***une série d'interventions politiques du PCI, de grande portée.*** [c'est moi qui souligne]
(…) *La crise politique générale mûrit. Le système du Front populaire essaie de sauver les institutions bonapartistes. Cet essai se soldera par un échec. D'où l'extrême importance de poursuivre avec continuité une propagande et une agitation soutenue sur la question de la démocratie, qui soulève pratiquement la question du pouvoir (majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale qui donne toute la dimension politique au combat politique pour aider la classe à réaliser le Front Commun.*

Une nouvelle fois, la ''démocratie'' –du moins celle que la direction du PCI est la seule à envisager comme telle- est substituée au programme révolutionnaire : c'est elle qui est porteuse de la question du pouvoir pour la classe ouvrière.

Un peu plus loin, Lambert énumère les points que le PCI peut déjà mettre à son actif, ''*bases politiques et d'organisation qui doivent permettre d'avancer vers des solutions*'' :

Mentionnons quelles sont ces bases :

- *Les analyses politiques*
- *La constitution des premiers éléments organisés d'une intervention politique nationale dans la métallurgie*

- *La constitution du réseau de délégués de service dans la Sécurité Sociale, comme organe politique de combat à l'initiative du PCI, pour aider les travailleurs à réaliser le Front Commun, dans le respect des prérogatives et de l'indépendance des syndicats.*
- *Le combat laïque.*
- *L'initiative de Nantes sur la base de l'appel des 121 militants.*
- *Les 100 meetings et réunions publiques, dont le Meeting central à Paris.*

D'autres initiatives devraient être mentionnées, ainsi que des faiblesses à surmonter.
**Positive l'intervention de l'OCI, organisée, centralisée et continue, pour la défense de la révolution polonaise et ses conséquences tant en France qu'en Pologne*
**Positive l'initiative de la conférence pour la défense de la révolution nicaraguayenne, et ses importantes possibilités, tant à l'échelle internationale, européenne, qu'en France*
**Faiblesses : insuffisante centralisation politique dans le travail immigré (qui peut être aisément surmontée), dans le travail enseignant (où l'amorce d'un redressement s'opère), et surtout dans le travail jeune.*

Reconnaissons que pour un « groupe trotskyste de propagande abstraite », et indépendamment de ce qu'on peut penser de la valeur de certains points énumérés, ce n'est déjà pas si mal.
Mais notons aussi que le texte mélange habilement des éléments réellement positifs à d'autres, nettement plus contestables. Et qu'il mentionne –in cauda venenum- les difficultés persistantes dans le travail jeune, alors que Lambert lui-même avait écrit que le Parti des 10 000 ne pourrait être constitué qu'avec « *deux tiers de jeunes* ». Quant au secteur de l'enseignement, l' « amorce de redressement » annoncée n'est autre que la destruction de toute l'intervention depuis plus de vingt ans.

Puis le texte établit un parallèle entre l'appel des 121 de Nantes et les meetings du PCI.

L'appel des 121 de Nantes

Avant de poursuivre, quelques précisions sur cet « *appel des 121 militants aux travailleurs du département*». D'entrée, on remarque qu'il s'agit de « militants », sans précision d'appartenance. Le PCI n'est donc pas mentionné, ni les autres éventuelles organisations auxquelles, nécessairement appartiennent ces signataires, puisque ce sont tous des « militants ».

> *Nombreux sont les militants ouvriers*, écrivent-ils, *qui, aujourd'hui, s'interrogent sur les moyens à mettre en œuvre pour arrêter ou tenter d'arrêter un processus désastreux* (suit l'énumération des attaques jugées les plus graves. L'appel se conclut ainsi :] *Pour toutes ces raisons, et en dehors de toute préoccupation partisane, les soussignés appellent les militants, travailleurs et démocrates à se réunir autour des lieux de travail, dans les localités, et décider des formes de leur participation à la conférence départementale qui se déroulera le 1er décembre.*

L'article d'un « correspondant » qui accompagne l'appel précise que ces 121 ''*représentent des sensibilités syndicales et politiques différentes (PS, PCI, anarcho-syndicalistes, CGT, CFT-FO, FEN)*''. Quant à la conférence, son objectif « *est d'ouvrir la discussion dans le mouvement ouvrier sur la politique du gouvernement de front populaire et sur comment défendre les intérêts de la classe ouvrière. Cet accord entre militants ouvriers n'est pas un simple accord d'appareils, mais il s'inscrit dans une bataille militante pour construire l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations ».*

Etonnant : seuls des ''militants'' ont pu signer, le vulgum pecus des travailleurs du rang n'a pas été sollicité. Mais ces ''militants'' ne représentent pas leurs organisations pour autant. Pourquoi ce tri ? Il semble mettre à égalité tous ces ''militants'', aristocratiquement distingués de la masse, et on comprend ici la différence entre front unique ouvrier et le Front commun dont ils sont en quelque sorte l'avant-garde : pas d'expression d'un programme révolutionnaire, « construire l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations » ne dit pas dans quel objectif sinon celui de la « défense des intérêts de la classe ouvrière ». C'est un cadre, sinon syndical, du moins syndicaliste. Il exclut la revendication principale, celle de la nécessité de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Mais c'est aussi un cadre qui déborde la classe ouvrière, puisqu'il est fait également appel aux ''démocrates''. Nous voilà dans le même cas de figure que celui de l'''Appel aux laïques'', ce n'est pas étonnant, c'est même très cohérent.

En mettant sur le même plan les meetings rassemblés par le PCI et l'appel des 121 de Nantes, Lambert ramène la politique du PCI à un niveau qui exclut le programme qu'il est censé défendre et sur lequel il devrait se construire. Il n'est pas douteux que l'appel de Nantes ait été au moins inspiré par Alexandre Hébert (y compris dans ses formulations, comme le « régime concordataire détruisant la laïcité de l'Etat et de l'Ecole », ou comme la « démocratie politique »). Voilà établie la base de ce que sera le MPPT.

Dans le cas de la candidature Mitterrand, comme dans celui de la laïcité, comme encore celui du "Parti des travailleurs", la direction du PCI choisit le plus petit dénominateur commun, mais en abandonnant totalement son programme et, dans le troisième cas, les bases mêmes de la construction *physique* de son organisation. Chacun de ces trois cas représente donc un pas en avant vers la destruction du PCI, et avec lui l'abandon du combat pour la reconstruction de la IV° Internationale.

Le PCI appelé à construire… "un Parti des travailleurs" – Un parti appelle à en construire un autre

Le texte poursuit plus loin :

> *Le PCI de 5 700 militants, constitué en cellules, sections, comités d'arrondissements, comités de villes, unités départementales, doit créer, comme points d'appui pour le développement le plus large possible, avec le plus de ramifications possibles, le réseau organisé de pénétration dans les entreprises, les facultés, les écoles, les lycées, les quartiers et communes.*
> *La politique du PCI, ses mots d'ordre, rencontrent un large écho. Le temps est venu de rassembler les forces pour une initiative centralisée et nationale, qui pourrait prendre le contenu organisé d'un mouvement qui pourrait être intitulé : ''Pour le Front Commun, Pour un Parti Ouvrier, un Parti des Travailleurs'', dont les portes seraient grandes ouvertes à tous ceux qui désirent y travailler, qui désirent aider à organiser les travailleurs et les jeunes, les aider à la lutte contre le capital et la politique capitaliste du Front Populaire. (…)*

L'absence de véritable programme (de prise du pouvoir) est revendiquée :

L'objectif de ce mouvement que nous devons initier en constituant des "sections" "Pour le front commun, pour un Parti Ouvrier, Parti des Travailleurs', doit répondre à cette volonté de cette large avant-garde de s'organiser pour aider à la mobilisation des masses. ***Ces "sections" n'auront pas d'autre programme que cette forme d'organisation pour aider les masses, dans le processus même de leur mobilisation, sur la perspective des grands combats de classe qui mûrissent.*** *La forme des "sections* (etc.)*" délimite très exactement leurs tâches et leur place. Leurs tâches : aider politiquement la lutte des classes contre les capitalistes dictant la politique anti-ouvrière au gouvernement de Front populaire : surmonter, sur la ligne de la démocratie :"que la majorité PS-PCF gouverne contre les capitalistes, pour la défense des ouvriers, des travailleurs, des jeunes."* (c'est moi qui souligne)

En donnant ce contenu politique aux tâches, la place de ces "sections" ne saurait entrer en concurrence avec les syndicats. Il s'agit d'une politique de Parti, non d'une politique de "syndicats révolutionnaires".

Mais qu'est-ce qu'une "politique de Parti" sans un programme qui intègre la perspective de la prise du pouvoir, et donc, dans ce cas précis, qui exprime une perspective révolutionnaire ? C'est la définition même d'un Parti ouvrier qui est niée. Le texte a beau rajouter du "politique" à toutes ses phrases, un "Parti" qui ne se fixe d'autres objectifs que défensifs a beaucoup plus de choses à voir avec un syndicat qu'avec ce qu'il prétend être. La dérive actuelle, ouvertement et délibérément pro-appareils syndicaux, d'une partie de l'ex-PCI -ce qui reste du "courant communiste internationaliste" en est une preuve vivante. C'est pourquoi dans le MPPT et par la suite, très vite, d'anciens responsables confédéraux Force Ouvrière, sans parler d'Alexandre Hébert, se sentiront comme chez eux sans avoir rien à renier de leurs positions antérieures.

Et la place du trotskysme dans tout ça ? Le texte rappelle qu'il existe des jours fériés et des dimanches pour l'y installer :

Ce qui doit être clair, c'est la place du programme de la IV° Internationale, car il s'agit de la mise en œuvre en résultat de notre action politique, laquelle permet de clarifier l'objectif du Parti des 10 000 dont le combat politique que nous engageons précisera les formes.

Et c'est TOUT. Par-delà les linéaments syntaxiques ondulants de cette phrase volontairement torturée (pour la rendre incompréhensible ?), un militant particulièrement exercé peut lire que le programme de la IV° Internationale contiendrait précisément la construction d'un Parti qui ne soit pas le sien. La "clarté » clarifiante ne peut aller jusqu'à éclairer les "formes" que prendra le Parti à construire, qui ne sera en tous pas certainement pas celui de la IV° Internationale. C'est clair, c'est tout ce qu'il y a de clair, et c'est la seule affirmation qui soit claire.

Pour éclairer encore, voici comment le texte prévoit le lancement d'une "section" de ce futur "Parti" :

Cette Assemblée de section, réunie dans la salle de l'arrondissement, n'est pas une réunion publique. Elle se tiendra avec un ordre du jour précis :

-Rapport de 20 minutes, partant des préoccupations concrètes (chômage, retraites, expulsions, pouvoir d'achat, enseignement, les initiatives prises, etc...) définissant l'objectif d'aider la mobilisation par les masses elles-mêmes pour le Front commun des travailleurs et des organisations. Rapport qui débouchera sur la proposition de constituer à tous la "section" d'arrondissement pour le Mouvement, qui se réunira une fois par mois. Rapport de 20 minutes qui ouvre une discussion. Discussion qui sera suivie

par une réponse, où le militant du PCI proposera à "celles et ceux qui en sont d'accord" l'affiliation aux cellules du PCI qui se réunissent une fois par semaine. Réponse par un exposé court et simple de ce que sont le PCI et la IVème Internationale. Assemblée qui durera une heure, une heure et demie maximum et se terminera par la discussion du prochain ordre du jour de l'Assemblée de la "section" qui sera convoquée à une date précise fin janvier. Assemblée qui pourra élire un bureau, adopter une résolution. Et, semaine après semaine, chaque militant du PCI devra aller discuter, avec le matériel, avec les adhérents de la "section".

Pas de formalisme, mais de la méthode, de la continuité. Un plan précis objectifs-résultats : recrutement, calendrier, contrats, I.O.

Refermons le livre d'images. Qu'en retenons-nous ? Que cette "section", mensuellement réunie, discutera sur un rapport de 20 minutes (20 minutes de rapport politique par mois...) des problèmes concrets strictement liés à la situation en France. Que seul le PCI, comme organisation, aura la possibilité de s'y exprimer et d'y recruter ouvertement (un Parti qui recrute dans un Parti ami), en proposant "mieux", c'est à dire une réunion hebdomadaire, pour les plus assidus. Et que les militants du PCI iront chaque semaine en visite chez les uns et les autres pour la traite (vente du journal, campagnes financières, etc.). Il fallait un Comité central singulièrement lobotomisé pour avaler pareilles sornettes.

Cela n'empêche pas le texte de marteler :

Nous ne devons pas oublier, pas un instant, que nous devons nous éduquer, éduquer tous les militants, dans l'accomplissement du travail politique parmi les masses, sur la perspective de la Révolution qui mûrit.

Tout est maintenant en place pour la liquidation du PCI, section française combattant pour la reconstruction de la IVème Internationale. Il ne reste plus qu'à se débarrasser de ceux qui, dans le PCI, s'opposeraient à cette liquidation. Il ne reste plus qu'à exclure Stéphane Just. On trouvera bien un prétexte.

Pour être certain d'en trouver un, on le fabriquera de toutes pièces.

Annexe - 1984 - Stéphane Just à propos de la démocratie

(Extrait de la brochure déjà citée)

DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES ACQUISES – LUTTE POUR EN CONQUERIR DE NOUVELLES-
ET « LIGNE DE LA DEMOCRATIE »

J'ai relu les programmes que l'OCI a mis en avant pour les élections à l'Assemblée nationale en 1967 et 1973. Dans aucun de ces textes, il n'est question de lutte pour la « démocratie » et encore moins de la « ligne de la démocratie ». J'ai relu le Manifeste de l'O.C.I. *qui date de novembre 1967, les textes publiés avant, pendant, après la grève générale de 1968. Il n'y est pas plus question de la « lutte pour la démocratie » et encore bien moins de la « ligne de la démocratie ». Par contre, il y est question de la défense des libertés démocratiques. Dans le*

''programme d'action de la classe ouvrière –pour le socialisme- pour le gouvernement ouvrier'', publié au début de l'année 1973, on lit :

« Le Programme du gouvernement ouvrier
La classe ouvrière, la jeunesse, les masses laborieuses, ont combattu et combattront pour défendre et étendre les libertés démocratiques.
Elles n'acceptent pas :

- La constitution gaulliste
- La concentration du pouvoir entre les mains du Président de la république

Elles ne s'accommodent pas :

- De la frauduleuse loi électorale et, tant que subsiste le parlement, elles exigent que les députés soient élus à la proportionnelle.

Elles exigent :

- L'abrogation de toutes les lois, décrets, dispositions anti-démocratiques prises avant et après la proclamation de la Vème République.

Ces quelques revendications démocratiques nécessitent la mobilisation, l'organisation, l'action des masses. Les cadres et les institutions de la Vème République devront être brisés pour que les revendications soient satisfaites.
Les masses ne peuvent tolérer :

- La destruction progressive de cette liberté élémentaire qu'est le droit à l'enseignement.
- Que des centaines de milliards soient dispensés par l'Etat aux écoles libres, c'est-à-dire à l'Eglise, pour l'essentiel, et au patronat ;
- Que soit remise en cause la laïcité de l'enseignement, et les curés et les patrons réintroduits à l'intérieur de l'école publique ;
- Que, par ce biais, la séparation de l'Eglise et de l'Etat soit battue en brèche.

Là ne se limitent pas les libertés démocratiques que le prolétariat, la jeunesse et les masses exigent :

- Dissolution des milices patronales, chez Renault, Simca, Citroën, ailleurs. ''L'ordre de l'usine'' doit être assuré par les travailleurs eux-mêmes.
- Plus de préfets, dissolution des polices d'Etat, des CRS, des corps de gendarmerie, dissolution des organismes de défense en surface.
- Auto-administration des communes, élections à toutes les fonctions d'autorité, milices populaires pour assurer les fonctions de police, élection des juges et des magistrats ;
- Droits syndicaux, politiques, d'organisation à l'armée ;
- Délégués de soldats élus démocratiquement par les soldats, droit des soldats appliqués sous le contrôle des syndicats, abrogation de la loi sur le service national ;
- Six mois de service qui permettent à la jeunesse travailleuse et des écoles d'apprendre à manier les armes ;
- Vers la suppression de l'armée permanente, vers les milices.
-

[On mesure déjà à ces seuls mots d'ordre concernant les libertés démocratiques la distance qui sépare la situation actuelle de celle qui existait alors. Ils supposent une situation où la tendance générale est en faveur du prolétariat, et pas à la contre-révolution.]

Ces revendications démocratiques sont contradictoires avec le maintien de l' « Etat millénaire », de ses organismes, ses institutions politiques, ses corps constitués.

Elles ne peuvent être obtenues, imposées, qu'en faisant éclater cet Etat, et par un gouvernement qui ferait appel aux masses, qui s'appuierait sur les masses, qui les appellerait à former leurs propres organismes politiques, à les fédérer à tous les niveaux, de la localité jusqu'au niveau national.

Rien ne sera solidement et durablement acquis aussi longtemps que le capital contrôlera l'économie et le pouvoir politique ».

Que disait le rapport préparatoire au XXIVème congrès sur la « démocratie » ?
Dans le rapport préparatoire au XXIVème congrès (23 et 24 mai 1980), il est fait référence à la « démocratie », aux rapports entre « bonapartisme » et « démocratie bourgeoise » et à la tactique que l'OCI soit suivre, en ces termes :
« Ne pas comprendre la nature du bonapartisme et la nature de la démocratie parlementaire, l'une et l'autre de nature bourgeoise, serait abandonner les principes, nous désarmer, et glisser sur le terrain du front populaire. Mais ne pas comprendre que bonapartisme et démocratie parlementaire sont des formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre serait abandonner en sectaire dogmatique le terrain du marxisme, et par là même l'intervention politique à partir des données fondamentales de la politique révolutionnaire. La démocratie parlementaire, comme le bonapartisme, sont des produits du développement historique qui ne peuvent être éliminés que par la révolution prolétarienne. Sans qu'il nous soit permis d'oublier son contenu de classe (bourgeois), sans donc la prendre en charge, nous devons opposer la « démocratie » aux institutions bonapartistes, cela afin d'utiliser la « démocratie » contre la forme concrète que prend dans les conditions présentes la forme de domination de classe de la bourgeoisie, à savoir la forme bonapartiste. C'est ainsi que la « démocratie » dont se servent les appareils bourgeois contre les masses laborieuses doit être utilisée (et l'est) par les masses laborieuses pour des objectifs tout différents. Parce que nous comprenons la nature bourgeoise du bonapartisme et de la démocratie parlementaire, en même temps que nous comprenons que ce sont deux formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre, nous sommes à même de définir la situation réelle du point de vue des relations entre les classes et du point de vue de classe. Par là, nous nous rendons capables d'agir sur les événements.

Comprenant que la démocratie parlementaire ne pourra s'établir que dans l'effondrement du régime de la Vème république, que cet effondrement verra –dans la mesure où les institutions de la Vème République ont fusionné partiellement avec l'Etat bourgeois- pour le moins la « déstabilisation » de l'Etat bourgeois, nous agissons ainsi sur la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire, pour aider notre classe à promouvoir ses propres éléments de pouvoir dans la crise d'effondrement. Sans aucunement prendre en charge, cela va de soi, répétons-le, la démocratie parlementaire, mais en utilisant la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire, en partant de la nécessité de « combattre les illusions sur le terrain des illusions », nous voyons ce qui va arriver inéluctablement : une situation où démocratie parlementaire et formes plus ou moins développées du pouvoir ouvrier (conseils, comités) se côtoieront, comme la prochaine étape politique du combat pour la révolution prolétarienne qui doit renverser tout régime bourgeois, qui doit renverser le système de la propriété privée de moyens de production.

De là découle que, plus le moment du dénouement de la crise politique en crise révolutionnaire approche, plus le levier de la « démocratie », utilisé comme nous venons de l'exposer, devient décisif, mais plus l'OCI doit conserver strictement son caractère de classe, et ne pas laisser les revendications de classe se noyer dans la « démocratie » en général. Et c'est là que se noue le problème de la grève générale, ses rapports avec la démocratie et avec le mot d'ordre du Gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentant de la bourgeoisie. »

''Bonapartisme'' , ''démocratie'' , ''démocratie parlementaire'' -

Le texte est loin d'être clair. Le bonapartisme et le « parlementarisme » s'opposent-ils de façon absolue ? [s'ils s'opposaient de façon aussi absolue, comment le PS, ex-SFIO, parti ouvrier parlementariste par excellence, aurait-il pu survivre dans le régime bonapartiste de la Vème République ?] *La « démocratie » (la ''démocratie'' est dans ce texte entendue comme ''la démocratie bourgeoise'')*

s'identifie-t-elle purement et simplement à la ''démocratie parlementaire'' opposée au ''bonapartisme'' ? En réalité, le texte procède par abstraction et absolu. En ce qui concerne Cuba, Lambert s'est longtemps, au nom de la dialectique, réfugié dans le vide d'un Etat qui n'aurait été ni ouvrier ni bourgeois. Ici il recourt à la pure logique formelle et à des catégories vidées de leur contenu historique concret. Dès lors, elles deviennent aussi des abstractions vides. Bien sûr, Lambert admet qu'il s'agit de deux formes de l'Etat bourgeois, il s'agit de la ''démocratie parlementaire'' ; l'autre, on ne sait pas trop à quoi [il correspond ?], *sinon que c'est le ''bonapartisme''.*

Il est vrai qu'en ''principe'', dans la forme de domination de classe bourgeoise bonapartiste, le parlement ne joue qu'un rôle secondaire. Un homme providentiel (en général) incarne l'''Etat'', c'est-à-dire l'appareil d'Etat et le ''peuple''. Il concentre entre ses mains le pouvoir. Le gouvernement procède de lui. ''En principe'', dans la forme dans le forme de domination de classe de la bourgeoisie dite ''démocratie parlementaire'', l'appareil d'Etat, le gouvernement, dépendent du Parlement. Mais tout cela n'est que relatif et exige d'être concrétisé. Le ''bonapartisme'' peut s'accommoder d'un parlementarisme plus ou moins développé et surtout de libertés plus ou moins étendues. Inversement, dans la ''démocratie parlementaire'', l'indépendance de l'appareil d'Etat et du gouvernement peut être considérable et les libertés relativement limitées. Lambert désincarne le ''bonapartisme'', la ''démocratie bourgeoise'', la ''démocratie parlementaire''.

La Vème République et les ''bases'' de la démocratie prolétarienne -

Le bonapartisme de la Vème République a bien le trait marquant du bonapartisme : la prééminence de l'appareil d'Etat, du président de la République dont émane le gouvernement, le rôle secondaire du Parlement. Mais, si on se réfère à ce que Trotsky explique des rapports du prolétariat et de la ''démocratie bourgeoise'', la Vème République apparaît aux travailleurs comme tout aussi ''démocratique'' et même plus que bien des ''démocraties parlementaires''. Une fois de plus, il faut citer le passage bien connu de la brochure de Trotsky, Et Maintenant ? :

« Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. le prolétariat peut arriver au pouvoir, non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en même temps par la théorie et l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail de la IIIème Internationale à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif ».

La tâche ''historique'' du bonapartisme de la Vème république consistait à détruire ces ''bases'', ces ''foyers de la démocratie prolétarienne''. Le prolétariat, par ses luttes de classe, a fait échouer cette tentative. C'est pourquoi il a pu, y compris dans les cadres institutionnels de la Vème République, défaire en Mai-Juin 1981, en utilisant le suffrage universel, Giscard, le RPR, l'UDF. Le suffrage universel est un attribut de la ''démocratie bourgeoise'' tant que les autres libertés fondamentales (droit de presse, de réunion, d'association, etc.) subsistent. Autrement, il devient un instrument que le bonapartisme utilise ou même dont les dictatures ouvertes se servent comme couverture. Il y a en effet contradiction entre le ''bonapartisme'' et la ''démocratie parlementaire''. Mais on ne peut identifier Vème République et dictature ouverte, pas plus que l'on ne peut mettre un signe égal entre ''démocratie bourgeoise'' et ''démocratie parlementaire''.

[Plus de trente années plus tard, en est-il de même ?

Les ''foyers de la démocratie prolétarienne'' en France sont-ils encore intacts ?
Les partis ouvriers traditionnels sont-ils toujours ce qu'ils étaient au début des années 80 ?
D'autres partis ouvriers ont-ils surgi sur les ruines des premiers, la classe ouvrière a-t-elle fait mouvement pour se « réorganiser sur de nouveaux axes » ?
Les syndicats ont-ils toujours la même implantation dans la classe ouvrière, ont-ils ou non poursuivi leur marche vers l'intégration à l'Etat ?
Bien entendu, ces questions valent également hors de France. Mais, pour ce qui concerne la France, force est de constater que, d'une part la Vème République, avec sa constitution, ses institutions, est toujours debout ; et que, d'autre part, les ''tâches'' pour lesquelles elle avait été rendue nécessaire pour la bourgeoisie sont au moins déjà, certes dans un certain désordre et avec un retard certain au regard des impératifs de la concurrence inter-impérialiste, pour une part accomplies. Il n'y a que les aveugles volontaires qui dirigent le CCI comme la TCI pour continuer à affirmer que les choses demeurent en l'état, que la classe ouvrière est intacte, que l'abstention ouvrière est une immense armée attendant son heure, que le Front national n'est qu'un épiphénomène sans réel intérêt, etc.]

''Se servir du levier de la démocratie''

C'est de l'utilisation des libertés démocratiques existantes, dont le suffrage universel, qu'il s'agissait lorsque nous revendiquions la ''dissolution de l'Assemblée nationale''. Pour ma part, en tout cas, c'est ainsi que je comprenais ''se servir du levier de la démocratie''. Mais il faut rappeler en quels termes nous le faisions alors [en 1974]. *Nous nous adressions à la direction du PS et du PCF en disant :*

> « Vous vous réclamez de la démocratie parlementaire, du suffrage universel...
> ... La démocratie parlementaire et le suffrage universel vous accordent le droit d'engager une grande campagne nationale, mobilisant les travailleurs et la jeunesse pour la dissolution de l'Assemblée nationale...
> ... La démocratie parlementaire et le suffrage universel disent : le gouvernement Giscard-Chirac, pas plus que l'Assemblée nationale, n'ont aucune légitimité pour gouverner le pays...
> ... [ils] vous accordent le droit de mener une grande campagne nationale mobilisant les travailleurs et les jeunes pour la disparition du gouvernement, pour substituer à ce gouvernement capitaliste menant le pays à la catastrophe, bafouant la démocratie, votre gouvernement, celui du Parti socialiste et du Parti communiste français, sans ministre bourgeois. »

(Ce texte est écrit par Lambert).

Un puissant argument supplémentaire pour que le PS et le PCF réalisent le front unique –

Quel langage ! : « elles vous accordent le droit » ! Au lieu d'écrire : « Vous vous réclamez de la ''démocratie parlementaire'', du suffrage universel, alors les principes dont vous vous réclamez exigent... » Mais passons. L'important n'est pas là.

Assurément, qu'il y ait une majorité électorale PS-PCF est d'une grande importance politique. Cela signifie un rapport de forces politique potentiellement écrasant en faveur de la classe ouvrière et des masses exploitées. Notre tactique doit en tenir le plus grand compte. Cependant, la nécessité du Front unique du PS et du PCF en vue de renverser, dans le cas qui nous intéresse, le gouvernement Giscard-Chirac et de porter au pouvoir un gouvernement de ces partis sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois,, et la possibilité de le réaliser, ne dépend pas en fait qu'ils disposent ou non d'une majorité

électorale potentielle, ou de l'obtention d'une telle majorité. Que le PS et le PCF disposent d'une telle majorité donne une force supplémentaire considérable à la lutte pour qu'ils réalisent l'unité en vue d'atteindre les objectifs précités au nom même des ''principes'' qu'ils affichent. C'est une circonstance éminemment favorable pour mener l'agitation pour le Front unique ouvrier, pour organiser une force politique combattante pour ce Font unique, pour contribuer à ce que les masses s'ouvrent leur propre voie, qu'elles exigent le front unique et engagent le combat politique.
Pourtant, il s'agit d'un argument supplémentaire et conjoncturel en fonction d'une situation conjoncturelle.

De l'utilisation tactique à la ''ligne de la démocratie''

La preuve. En mai-juin 1981, il y a eu une majorité en voix pour élire François Mitterrand à la présidence de la république et une écrasante majorité de députés du PS et du PCF à l'assemblée nationale. Il était correct de lancer le mot d'ordre, du moins à partir d'un certain moment : ''Que l'Assemblée nationale décrète qu'elle est souveraine, que le gouvernement émane d'elle, qu'il réponde devant elle.'' Ce mot d'ordre faisait ressortir la contradiction entre le ''bonapartisme'' et la ''démocratie parlementaire''. Encore que, pour étayer cette revendication, se référer à la majorité électorale était déjà douteux. Mitterrand est aussi l'élu du suffrage universel. Mais bientôt, la référence à la ''démocratie'', au suffrage universel, se retourne en son contraire. Par suite de la politique de Mitterrand, du gouvernement de l'union de la gauche Mauroy-Fiterman-Crépeau couvert par la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, le PS et le PCF sont devenus, du point de vue du suffrage universel, minoritaires. La ''démocratie'', la ''démocratie parlementaire'' exigeraient la dissolution de l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF et la démission de Mitterrand.

[Le POI et le POID ont depuis longtemps résolu à leur manière cette question : il leur suffit de contester la légitimité ''démocratique'' de ces élections, auxquelles ils ne se présentent pas et pour lesquelles ils n'appellent pas à voter, à l'instar de la position réactionnaire de la direction confédérale Force Ouvrière depuis toujours. Il leur suffit de faire appel à l'abstention massive, et, au lieu de l'expliquer par le désarroi de millions de prolétaires et de petits-bourgeois, de lui donner un ''contenu de classe'', comme si les abstentionnistes pouvaient constituer un rassemblement conscient de leur force muette, immobile, ... et impuissante. Ce tour de passe-passe dure depuis que l'OCI-PCI, puis le PT ont subi des revers électoraux cinglants, alors que dès 1983 le PCI se lançait avec enthousiasme dans la présentation de candidats].

Les formulations de Lambert dans son rapport au XXIVème congrès du PCI étaient équivoques. Elles insistaient lourdement sur la contradiction réelle entre ''bonapartisme'' et ''démocratie parlementaire'' et affirmaient : « Nous agissons ainsi sur la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire » *sans pour autant conclure nettement. Force est de constater aujourd'hui que c'était une transition vers la ''ligne de la démocratie''. Ce qui était une utilisation tactique d'une situation conjoncturelle hautement favorable (...) s'est transformé en ligne politique fondamentale, la ''ligne de la démocratie''. Dans son rapport préparatoire au XXVIIIème congrès du PCI* [1984], *Lacaze dit ouvertement qu'il s'agit de combattre pour la renaissance de la ''démocratie parlementaire''.* (...)

''Que la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale décide que l'Assemblée nationale est souveraine'' et le Front Unique

Si ce n'était pas clair hier, cela l'est aujourd'hui. Ce n'est pas au nom de la ''démocratie'', mais du front unique ouvrier qu'il faut s'adresser à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale la revendication : décidez que l'Assemblée nationale est souveraine, que le gouvernement émane d'elle et répond devant elle.

A coup sûr, une telle décision briserait le Vème République, ses institutions. Rétablirait-elle la ''démocratie parlementaire'' ? Pas nécessairement. Une telle décision exprimerait ou créerait une situation révolutionnaire. L'Assemblée nationale serait objectivement en mesure de s'engager sur la voie d'un Gouvernement ouvrier et paysan, de proclamer la république ouvrière et socialiste [je trouve maladroite cette phrase : il ne s'agit plus de l'Assemblée en tant que telle, mais de ses composantes PS et PCF. Il me semble évident que l'Assemblée elle-même n'existerait alors plus en tant que telle]. *(...) Nous, nous aurions à combattre pour son démantèlement en mettant en avant, notamment, mais pas seulement, un ensemble de revendications démocratiques, parties composantes d'un programme d'action, dont celui de 1973 énonce les principales.*

Dans le **Supplément à *CPS* n°50** du 15 décembre 1993, il est également question de la ,'ligne de la démocratie''. Dans la partie consacrée au troisième rapport soumis à la 'Conférence des sections de la Ivème Internationale", il écrit (c'est moi qui souligne) :

> *Dans la deuxième section, il est écrit que les partis du la IIième Internationale, les partis staliniens, les pablistes, etc. Ne seraient pas, ou plus, pour la suppression de la propriété privée des moyens de production; qu'ils défendent le régime capitaliste et même la forme, en place, dans chaque pays, de la domination politique de la bourgeoisie (*La Vérité, *nouvelle série N°7, p27...). Incontestablement, ce sont des découvertes qui enrichissent la science.*
> ***Malheureusement, il faut signaler un manque : il n'y est pas question du rôle que jouent les appareils syndicaux dans la défense du régime capitaliste en crise, dans la défense de la propriété privée des moyens de production, dans la défense des systèmes politiques en place de domination de la bourgeoisie. Honni serait qui mal y penserait et dirait que c'est une manifestation de la subordination du mini-appareil de l'ex-PCI au grand appareil de Force Ouvrière.***
>
> *Pour tenter de justifier la "ligne de la démocratie",(...) ils font appel à Trotsky, en mutilant ses écrits et en les falsifiant :*
>
> "Pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, les foyers de <u>*démocratie prolétarienne*</u> [souligné par CPS] : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives."
>
> *A ce point, les susdits auteurs coupent ce que dit Trotsky en 1932. Il faut réparer cette regrettable panne de stylo, d'autant que la référence qu'ils fournissent est très vague. Voici la suite :*
>
> "Le prolétariat peut arriver au pouvoir, non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire : ceci est démontré aussi bien par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est à la création de telles bases que s'est réduit le travail de la IIème Internationale, à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressiste."
> (*Et maintenant? La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne,* dans le recueil *Comment vaincre le fascisme*)
>
> *L'auteur ou les auteurs du rapport, non seulement falsifient, mais ils prennent leurs lecteurs pour des ignorants et des imbéciles. Trotsky distingue avec soin et insistance démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne. Il appelle à défendre les conquêtes faites par la classe ouvrière dans le cadre, mais en luttant conte, la*

démocratie bourgeoise. Il ne parle pas de "la démocratie" sans la caractériser socialement.
Traitant de la démocratie bourgeoise, Trotsky précise en 1938 :

"Pour ce qui est du capitalisme avancé, il a non seulement dépassé depuis longtemps les anciennes formes de propriété, mais aussi la démocratie bourgeoise. C'est en cela précisément que consiste la crise fondamentale de la civilisation contemporaine. La démocratie impérialiste pourrit et se désagrège. **Le programme de la "*défense de la démocratie*" pour les pays avancés est un programme de réaction**. **La seule tâche progressiste est ici la préparation de la révolution socialiste internationale."** (Souligné par moi. "*Œuvres*" 1933-1934, tome 19, ILT, p.67)

*Il est absolument contradictoire d'affirmer que "*les forces productives ont cessé de croître*" et en même temps de se situer sur "l*a ligne de la démocratie*". Quant à la formule "dont le peuple déterminera la forme et le contenu", c'est une des jongleries dont Lambert a l'habitude. Trotsky ne parle pas de "*peuple*", mais de classes. Il dit mot à mot : "*Le prolétariat peut arriver au pouvoir, non dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire". *C'est le prolétariat et non "le peuple" qui, en prenant le pouvoir, déterminera "la forme et le contenu" de la "démocratie", et ce seront la "démocratie prolétarienne", la dictature du prolétariat. Une organisation authentiquement trotskyste a le devoir de le dire et de combattre ouvertement pour.*

Dans ***CPS* n° Spécial** du 24/12/1990, Stéphane Just traite de l'"internationalisation" de la "ligne de la démocratie" :

La "ligne de la démocratie" (...) a été le pont politique entre la direction du PCI et l'appareil de FO dont le caractère conre-révolutionnaire n'est plus à démontrer. C'est de cet accouplement politique qu'est né l'aréopage qui dirige le MPPT, et le MPPT lui-même. Selon les mêmes "principes", la direction de la IVème Internationale-CIR a projeté une politique internationale de rassemblement d'éléments politiques les plus hétérogènes au cours de conférences internationales, de prétendue lutte contre la "dette" et les "plans de la CEE", dont les plus marquantes ont été celles de Caracas, de Lima et de Berlin. La conférence de Caracas a été totalement alignée, par sa composition et les textes qui en sont issus, sur les organisations castristes, staliniennes et petites-bourgeoises et sur l'orientation des castristes. La plupart des organisations présentes à Caracas n'ont même pas jugé bon de participer à la conférence de Lima. Le "Tribunal de la dette" n'a été qu'une comédie grossière et ridicule, déconsidérante. (...)".

---

30 - 1984 – Orwell avait raison

Une place importante doit être consacrée à cette année, qui vit, de manière intimement liée, la naissance du MPPT et l'exclusion de Stéphane Just.

1984 est en effet une année décisive : Au XXVIIIème Congrès (date), Just est éliminé sur la base d'un procès politique truqué à peu près en même temps que le MPPT est proclamé. Les deux événements ne peuvent être dissociés : il fallait écarter l'obstacle Just pour lâcher le PCI sur la pente. Le XXVIIIème congrès est préparé par la direction (Lambert, Cambadélis, Seldkouk, Lacaze, Felipe...) comme un piège. L'enjeu dépasse et inclut Stéphane Just, comme la centaine d'autres militants qui seront exclus à sa suite. La direction a décidé d'en finir avec le trotskysme.

Car il serait faux de croire que Just est éliminé seul : avec lui, profitant de l'effet de souffle, Lambert et ceux qu'il a désormais attachés à son char -les Seldjouk, Felipe, Cambadelis, Sacco, Lacaze, Ulysse, Dan et cie...- éliminent tout ce que le PCI-OCI compte encore d'esprits rebelles : tous ceux qui, d'accord ou pas avec Just, refusent de passer sous les fourches caudines de la condamnation de Mélusine. Plusieurs centaines, semble-t-il.

Pourquoi Lambert et les siens ont-ils décidé l'élimination de Stéphane Just ?

Si Just est éliminé, ce n'est pas tant pour son pouvoir de nuisance direct envers la politique de Lambert : depuis 1981 au moins, il a avalé nombre de couleuvres, et s'est contenté d'abstentions sur des textes auxquels il était opposé, ne s'exprimant que dans le cadre du la direction, prouvant par là qu'il n'était pas encore résolu à combattre, ou hésitait pour le moins sur la méthode à adopter, différait, attendait. Mais le processus de décomposition de l'OCI atteint un seuil qualitatif avec son auto-dissolution dans un MPPT créé de toutes pièces. Stéphane Just ne peut plus se contenter d'abstentions, il est obligé d'engager la bataille. Et Lambert a compris que Stéphane ne pouvait pas en rester là. De plus, son attente l'a affaibli.

Que représentait Just dans l'organisation ? Pour les plus anciens des militants, certainement encore beaucoup. Il écrit dans sa brochure de 1984 déjà citée :

> *(...) dès 1973, Lambert a commencé à prendre ses précautions* [1973 est aussi l'année de l'affaire Varga]. *Elimination de la direction de la commission internationale en raison des liens et relations qu'elle permettait de nouer.*
> *En 1976 comme en 1979, il tremblait de peur* [il est fait ici allusion aux deux commissions financières. Toutes deux se sont arrêtées sans statuer sur le sort de Lambert et de son train de vie sans rapport avec ses revenus]. *Il a d'autant plus pris le contrôle étroit de l'appareil et il l'a renforcé après l'affaire Berg. A partir de là, un long travail de taupe pour m'écarter de toute direction réelle, d'autant que je n'étais pas d'accord avec de nombreuses prises de position. Le tout s'est accentué à partir de 1980-81. Pendant des années, une campagne souterraine a été menée contre moi. Fin 1981, un « secrétariat » a été élu par personne et s'est mis à fonctionner* [Just parle ici du secrétariat, d'abord secret, du Bureau politique. Membre du BP, il ne fit jamais partie de ce secrétariat]. *Il a décidé de l'essentiel. Le BP était en fait court-circuité. Il n'a été légalisé qu'après le 27° Congrès. Mais la rupture de "IV° Internationale Comté International" a contraint Lambert, qui avait besoin de moi, à ralentir son offensive.*
> *J'étais éliminé du comité de rédaction d'I.O.. Ces deux dernières années, je n'avais pratiquement plus de responsabilités. Le problème était alors de savoir quand et*

comment engager la bataille. J'avoue d'ailleurs que je ne pensais pas que Lambert précipiterait le mouvement de mon élimination et non plus seulement de la direction du PCI, mais du PCI lui-même.

Et puis, indépendamment même de lui -dont la plupart des militants ignorent tout des positions jusqu'à ce qu'il les expose dans le Bulletin intérieur préparatoire au XXVIIIème congrès-, d'autres militants commencent à renâcler sérieusement, comme certaines contributions aux Bulletins intérieurs l'ont montré. La jonction ne s'est pas faite dans la majorité des cas, ou très tardivement, quelques jours avant le congrès, grâce à son important texte dans le Bulletin intérieur. Si Lambert et les siens avaient laissé se mener la discussion dans des conditions saines, Just aurait pu aller vers la constitution d'un courant, d'une tendance, et le conflit aurait été alors largement ouvert.

Bref, Lambert et ceux qu'il entraîne avec lui d'une part, le secteur étudiant d'autre part devenu largement autonome mais poursuivant jusqu'au bout la logique où la politique de Lambert l'a placé, accélèrent leur course à l'opportunisme et au révisionnisme pour l'un, à l'abandon pur et simple du parti vers le PS pour les autres. Il faut en finir avec ceux qui, dans le parti, représentent encore un courant résolument trotskyste.

A l'un comme aux autres, il faut à présent franchir un seuil décisif, rompre avec toute trace véritable du passé révolutionnaire encore récent. C'est pourquoi il ne leur est pas envisageable d'accepter qu'une véritable discussion politique se mène dans l'organisation. Ce n'est, depuis des années, plus dans les traditions de l'organisation, dans la manière de gouverner de Lambert : lorsqu'une opposition véritable se présente, il l'évite en inventant un faux procès qui élimine le ou les opposants. Raison de plus à présent, où le Rubicon doit être définitivement franchi.

Enfin, au bout de trois ans de pouvoir de Mitterrand et d'une majorité PS-PCF totalement aux ordres, sans qu'aucun mouvement de grande ampleur ait vu le jour dans la classe ouvrière, sans que rien manifeste de manière concrète des tentatives massives de "réorganisation de la classe ouvrière sur de nouveaux axes", sans que l'OCI faussement proclamée PCI se soit développée numériquement, ni renforcée *politiquement*, il devient difficile de continuer à affirmer la marche inéluctable à l'explosion révolutionnaire, à la mort de la Vème République, dans une organisation où persisteraient même des lueurs de pensée personnelle, de réflexion politique profonde. Tout risque d'opposition doit décidément être définitivement écarté.

1/ Les critiques de Stéphane Just

Ce n'est qu'en 1984 que, pour les militants, Stéphane expose longuement ses positions et ses oppositions dans son texte de Bulletin intérieur de préparation au XXVIIIème Congrès .

> "*J'ai d'importants désaccords avec l'orientation que suit actuellement notre parti ainsi qu'avec la politique actuelle de construction du PCI* [dès la première phrase, Stéphane pointe les deux domaines qui lui coûteront sa liquidation. Mais il ne dit pas précisément à quand remontent ses désaccords. Le dira-t-il ensuite?]

A de multiples reprises, je me suis abstenu au comité central sur de nombreuses résolutions et j'ai plus ou moins développé mes positions sur l'orientation qui, je le pense, devrait être celle du parti.

Mais Stéphane n'a "p*lus ou moins développé ses positions*" que pour les seuls membres du CC et sans doute de son "rayon" RATP. Les militants n'en ont rien su. Or, ces désaccords remontent au moins à avril 1981, quand Stéphane vota contre le soutien à la candidature Mitterrand. Trois ans, c'est très long surtout dans cette situation politique assez effervescente. Lambert, lui, a perdu moins de temps, qui, dès la première année, a isolé Stéphane, y compris dans le CC, en instaurant un double CC clandestin.

On me pose la question : mais pourquoi l'abstention et ne pas opposer texte à texte? Je voulais marquer ainsi que si importants que soient mes désaccords, je ne crois pas que ce soit, du moins à l'étape actuelle, la bonne méthode. Même si cela paraît extrêmement difficile, il faut essayer de convaincre l'ensemble de l'organisation, y compris la direction actuelle, de la justesse de mes positions; à moins que la position des uns et des autres évolue et se rapproche; à moins que je sois moi-même convaincu que j'ai partiellement ou totalement tort.

Stéphane reconnaît la grande importance de ses désaccords, et le fait qu'il ne voulait en faire jusqu'ici qu'une discussion de direction. Il semble avoir voulu croire, en dépit de tous les signes avant-coureurs et même déjà coureurs de la mise au placard qu'il subit depuis quelques années, que cette discussion pouvait se cantonner à la seule direction, c'est à dire en réalité à Lambert.

Il est possible que les raisons en soient plus complexes : il lui était peut-être très difficile de se dégager des liens politiques qui l'attachaient à Lambert depuis tant d'années, tandis que Lambert avait déjà pris depuis longtemps la mesure -et les mesures- pour s'en défaire. Lorsqu'il en avait eu l'occasion, en 1976, Stéphane s'était refusé à ouvrir une crise dans l'organisation, dont le centre aurait été la „destitution“ de Lambert. Il mettait alors en balance les raisons qui auraient justifié l’expulsion de Lambert de ses fonctions dirigeantes, et l’apport capital que représentaient sa capacité de fin analyste de la situation concrète comme d’organisateur hors pair, sans compter son aura dans le parti.

C'est donc en dernier et tardif recours, que Stéphane se lance seul dans la bataille, une fois que son isolement politique a été bien creusé. Et il le fait à l'aide d'un très long texte, de lecture difficile, qui exige des militants une attention et un intérêt contraires à tout ce à quoi ils ont été habitués -notamment envers Stéphane- depuis des années. Le décervelage général de l'organisation a déjà fait des ravages. De plus, comment espérer passer par-dessus la tête du CC alors qu'on a renoncé depuis longtemps à le convaincre dans ses réunions fermées? De tous les points de vue, l'entreprise affirmée par Stéphane paraît bien vouée à l'échec. Enfin, sa longue pratique de la manière dont la direction de l'OCI -dont lui-même- en use avec les opposants aurait dû l'avertir des risques qu'il courait, c'est à dire de l'impossibilité d'ouvrir une "libre discussion" honnête dans l'organisation. Mais il n'avait plus le choix.

Je pense que le parti dans son ensemble surmontera les difficultés actuelles, qui sont incontestables, dans sa construction, ou bien ce sera l'impasse et ses conséquences. Je n'oppose donc pas un autre texte à ceux votés par la quasi-totalité du comité central, mais une contribution à la discussion.

Stéphane marque nettement le caractère ambigu de sa démarche : ses profonds désaccords devraient le mener, et l'avoir amené depuis quelques années, à penser à constituer une tendance. Mais, à l'inverse, il empêche le regroupement autour de ses positions, et se place lui-même en opposition à sa majesté Lambert, tout en reconnaissant son profond isolement dans le CC, qui ne peut qu'être le reflet, même déformé, de son isolement dans le parti. Et n'ayant jamais rien exprimé publiquement jusque-là de ses désaccords, il est contraint de tout rassembler dans un unique texte, ce qui le rend difficilement lisible.

Mais il frappe au bon endroit :

> *Je m'efforce de situer comment se pose actuellement la question du gouvernement et comment nous devons y répondre ainsi que comment se pose la question du front unique et comment nous devons y répondre en opposition à l'Union de la gauche" et à sa politique.*

Il précise un peu plus loin sa critique : selon lui, il y aurait eu deux lignes *successives.* La première, correcte, exprimée en septembre 1981, affirmait :"*On ne peut aller de l'avant si on a peur d'aller au socialisme.*" Tandis que la seconde, apparue ensuite, le 2 décembre 1983 en mot d'ordre central des 100 meetings du PCI, prétend :"*Continuer ainsi nous conduirait tous à la ruine. Front commun pour faire aboutir les réformes indispensables*."

La divergence que j'ai avec Stéphane est que ces deux lignes ont constamment cohabité dès le départ de l'aventure Mitterrand, et que c'est la seconde qui a dans la réalité constamment été imposée, tandis que la première était réservée aux dimanches et jours fériés. Et elle est reliée au vote Mitterrand dès le 1er tour en 1981.

> *Le deuxième mot d'ordre paraît insolite : "*Continuer ainsi nous conduirait tous à la ruine". *A qui s'adresse cette exhortation? Sommes-nous sur le même bateau que le gouvernement d'"union de la gauche"?*

„Ambigu“ me paraît plus approprié qu'“insolite“. Et ce que Stéphane ne dit pas, n'a pas dit immédiatement ni pendant des mois, c'est que **tous** les éditoriaux d'Informations Ouvrières depuis mai-juin 1981 sont sur le ton de l'exhortation au gouvernement et au PS.

Stéphane voit bien dans cette position et l'expression de son contraire la vieille discussion entre "programme minimum" et "programme maximum". Il verra aussi paraître cette même discussion entre MPPT et PCI.

Car dans le même temps, il pointe la menace de construction d'un "parti ouvrier, parti des travailleurs" que le CC des 9 et 10 décembre 1983 a annoncée dans une résolution.

> *Si les mots ont un sens, cela signifie la constitution d'un pré-parti pour un parti ouvrier, lequel ne serait pas le PCI. (...) Ainsi, il s'agirait d'orienter l'intervention du PCI sur la "ligne de la démocratie".*

Stéphane distingue précisément, avec raison, longuement, entre "revendications démocratiques" et "ligne de la démocratie".

Cependant, au milieu de développements emplis de citations et de références historiques explicitant pourquoi le mot d'ordre de"démocratie" est parfaitement impropre à la situation française, on lit (p.15) :

> *A juste titre, au nom de la "démocratie", nous avons mené des campagnes avant 1981 pour la dissolution de l'Assemblée nationale. Toutes les élections partielles montraient que la majorité d'alors UDF-RPR était minoritaire dans le pays. Au moins depuis les élections municipales de mars 1983, il est évident que c'est au tour de la majorité PS-PCF à l'assemblée nationale d'être minoritaire dans le pays. L'appel à la "démocratie" en général pourrait bien devenir un boomerang.*

Raisonnement difficile, qui commence par justifier qu'en France dans des circonstances exceptionnelles (pour parodier une citation bien connue) on peut se servir du mot d'ordre et même du concept de démocratie en général. En réalité, Stéphane Just ne découvre-t-il pas ici la fausseté de cet usage fait depuis avant 1981 par l'OCI, auquel il avait donné son accord? Mais que vaut une règle qui ne joue que quand on a l'avantage? Il me paraît aujourd'hui évident que l'inversion faite en 1981 – l'élection de Mitterrand étant placée par la direction de l'OCI au-dessus de l'élection d'une majorité PS-PCF à l'Assemblé nationale- était une erreur politique de fond, qui trouve sa source dans cette utilisation du mot d'ordre de la "démocratie" lorsque cela "nous" était "favorable". Autrement dit, Lambert avait, comme bien souvent, plusieurs coups d'avance dans le jeu politique et la prévision manœuvrière. Son attaque sur la "démocratie" vient de loin, et Stéphane Just semble bien n'y avoir vu pendant des années que du feu. Il compensera par la suite largement en développant une argumentation des plus solides contre „la ligne de la démocratie“.

Il cite (p.16) un discours de Seldjouk de novembre 1982 :

> *"(...) Camarades, ce que nous réclamons, c'est le respect d'un principe dont se revendiquent, du moins en paroles, la quasi-totalité des partis et hommes politiques de ce pays : nous demandons le respect de la démocratie. La démocratie, c'est la domination de la majorité. Or, rarement la volonté de la majorité s'était exprimée, les 10 mai, 14 et 21 juin 1981, avec autant de force dans l'histoire de notre pays. (...) La démocratie impose le respect du mandat. La démocratie exige que l'Assemblée se déclare souveraine et prenne en mains tous les pouvoirs afin de résoudre les graves problèmes auxquels sont confrontés ceux qui ont mandaté cette majorité, c'est à dire la classe ouvrière et l'ensemble des couches laborieuses de ce pays."*

Mais son commentaire sur ce texte n'est-il pas lui-même ambigu? (C'est en tout cas l'une des critiques que lui adresse un "varguiste" conséquent, Daniel Assouline, dans sa brochure *Eléments de bilan – Pour un congrès trotskyste*). Stéphane Just poursuit :

> *Nous venons de le voir, identifier la "démocratie" à une majorité électorale et au respect de cette majorité électorale n'est pas sans danger. C'est vrai, la quasi-totalité des partis et des hommes politiques (des partis et hommes politiques ouvriers et bourgeois, de "droite" comme de "gauche") identifient démocratie et majorité sortie des urnes. Et pas seulement eux : la plus grande partie des masses populaires également. Il y a dans ce que dit Seldjouk l'idée juste suivante : en élisant une majorité de députés PS-PCF, la majorité réelle de la population, celle des exploités, est parvenue à s'exprimer. Pour une fois, majorité réelle et majorité sortant des urnes, majorité parlementaire, ont coïncidé. En conséquence : que la majorité de députés du PS et du PCF décrète : "L'Assemblée nationale est souveraine et elle prend tous les pouvoirs."*

S'exprimer ainsi, c'est se placer sur le terrain de la lutte des classes et non se référer à une majorité électorale plus ou moins épisodique.

A tout le moins, il exprime le point d'où se séparent deux politiques radicalement divergentes puis opposées, après être restées longtemps collées l'un à l'autre par l'ambiguïté même de la situation créée par les résultats électoraux... et par ce qu'il a lui-même tu trop longtemps. Il démontre et démonte ensuite le piège et l'impasse dans lesquels conduit une telle orientation, celle du "respect du mandat" et de la "démocratie".

S'il s'agit du respect de leur engagement et seulement de cela, alors le PCF et le PS, Mitterrand, se sont engagés à ... respecter la Vème République, sa constitution, ses institutions, ils ne se sont pas engagés à l'acte révolutionnaire qui serait de décider que l'Assemblée nationale "se déclare souveraine" et prenne en mains tous les pouvoirs. Ils comprennent la "démocratie" dans le cadre de la Vème république et de ses institutions. A cet égard, ils sont fidèles à leurs "engagements", comme à beaucoup d'autres points de vue qu'expriment les 110 propositions que François Mitterrand a formulées au cours de la campagne des élections présidentielles.

Mais Stéphane n'aurait-il pas dû, ici, revenir sur le vote Mitterrand au 1er tour et sur l'absence totale de critique du programme du candidat Mitterrand (qui était, du coup, celui de tout le PS)? Il ne le fait pas, et se coupe ainsi d'une continuité que lui-même n'a pas assumée dans ses positions pourtant affirmées... dans le sein du seul Comité central. Ce rappel aurait pourtant été précieux -plus encore que les utiles citations de Lénine et de Trotsky- pour tous les militants qui ont alors tiqué sans pour autant trouver l'argumentation à mettre en avant pour l'opposer à cette décision dramatique.

Il se serait évité la critique indirecte qu'il s'adresse à lui-même un peu plus loin :
Il faut s'attendre à la réplique : "Il nous faut intervenir dans la lutte des classes, et c'est là de l'idéologie, de la propagande." ... et au fastidieux exposé d'arguments nécessaires pour démonter cette critique, qui n'intéresse finalement que son rédacteur.
Il faut attendre plusieurs pages pour en arriver (p.20) à ce qui démontre dans les faits la vanité et la fausseté du mot d'ordre de "démocratie" :

Les coups que subissent les masses populaires, la classe ouvrière, les poussent à transférer la victoire politique de mai-juin 1981 sur le terrain de la lutte des classes ouverte, en utilisant leurs propres moyens et méthodes de classe. Pourtant, voilà maintenant plus de deux ans et demi que cette victoire a été remportée. Les conditions d'existence des masses s'aggravent, les réformes réactionnaires s'accumulent et se développent. Les acquis sont remis en question. Le chômage est devenu un chômage de masse, il ne peut que s'aggraver. Il n'y a pas eu, jusqu'alors, d'engagement massif de la classe ouvrière sur son terrain, en utilisant ses méthodes de classe. A plusieurs reprises, nous avons estimé que la voie s'ouvrait à de puissants mouvements mobilisant d'importants secteurs de la classe ouvrière en avant-garde d'un mouvement général.

Suivent l'énumération de ces mouvements et les citations d'*Informations Ouvrières* s'y rapportant, les appels à la grève, les invocations à la grève générale. Pour constater :

Jusqu'ici, ni dans l'enseignement, ni dans les PTT, ni à la Sécurité sociale [il cite d'abord les secteurs où le PCI possède des positions] *ni dans la sidérurgie, ni en d'autres corporations, il n'y a eu de mouvements débouchant sur la grève générale.*

(...) Mais, après deux ans et demi de gouvernement de front populaire, alors que les travailleurs sont les victimes des plus brutales agressions contre leur pouvoir d'achat, leurs conditions d'existence et de travail, leurs acquis sociaux, alors qu'il y a plus de deux millions de chômeurs, il n'y a pas encore eu de déferlement. Et même par rapport à ces agressions, les mouvements sont relativement peu nombreux. Ce n'est pas sérieux de mettre sur le compte de la "capitulation" des dirigeants et de militants du PCI le fait qu'il n'y ait pas eu, par exemple dans l'enseignement, les PTT, la Sécurité sociale, éventuellement en d'autres corporations, de puissants mouvements s'orientant vers la grève générale.

Stéphane pointe ici une question majeure, en relation avec les pronostics politiques maintes fois énoncés par l'OCI (dont lui-même) au cours des mois et des années précédentes. Il aurait pu et dû ajouter à ce constat celui-ci : la Vème République est toujours debout. Quelle réponse y apporte-t-il?

Les erreurs que nous pouvons commettre nous empêchent d'aider la classe ouvrière à dégager les obstacles qui se dressent sur sa voie alors que cela est possible. [Il ne va pas jusqu'à écrire ce que je pense, savoir, que la politique de l'OCI fait elle-même désormais partie des obstacles en question] (...) *Le fond de l'affaire est que nos analyses et nos réponses politiques sont insuffisantes pour rendre compte de ce qui se passe dans la classe ouvrière et y intervenir avec le maximum d'efficacité."*

Stéphane hésite cependant à s'engager plus avant dans une critique autrement radicale, dont il possède pourtant nombre d'éléments. Est-ce par souci "pédagogique"? Ou est-ce surtout par le manque de recul dont il souffre lui-même pour remettre en question tout ou partie des analyses générales qui ont sous-tendu et sous-tendent encore les pronostics politiques largement erronés qui sont faits depuis des années, et dont il partage la paternité?
La preuve : en dépit des attaques réussies de la bourgeoisie à travers le gouvernement Mitterrand-Mauroy, de l'austérité imposée, des dizaines de milliers de licenciements annoncés et déjà opérés dans les secteurs majeurs de la classe ouvrière, comme la sidérurgie et l'automobile, ..., il écrit :

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses laborieuses n'ont subi aucune défaite; les résulats électoraux ne traduisent pas un affaiblissement politique du prolétariat mais recouvrent au contraire un processus de maturation politique.

Ce sont les mêmes affirmations qui sont servies encore aujourd'hui par la direction faillie du CCI ou de la TCI, alors même que Stéphane Just les avait abandonnées pour aborder l'analyse de la Nouvelle perspective historique caractérisée par la chute de l'URSS notamment. . De défaite à proprement parler, pas encore, mais un affaiblissement, c'est certain : le "processus de maturation politique" annoncé par Stéphane ne contient rien qui transforme les relations à l'intérieur de la classe ouvrière dans le sens de son émancipation par rapport aux appareils.

Question : les limites du mot d'ordre "que la majorité PS-PCF à l'AN gouverne" ne sont-elles pas marquées par le caractère erroné de la campagne que nous avons menée pour une "loi interdisant les licenciements" ? Le caractère évanescent, totalement irréaliste d'une telle loi (qui ne dit rien de l'expropriation du capital ni rien du capital financier auquel est soumis le capital industriel) ne montre-t-il pas l'inadéquation de ce mot d'ordre, et, par-delà le mot d'ordre, de l'ensemble de la formulation de cette orientation? L'assemblée nationale, organe législatif, transformée en gouvernement? Et les directions du PS et du PCF?

Les critiques concrètes, saisissables par les militants, tardent énormément à venir dans le texte de Stéphane; et quand elles viennent, leur formulation me paraît bien imprécise :

> p.22 : "*Pendant des mois, nous n'avons pas été nets sur le fait que Fabius était responsable des licendiements dans les entreprises nationalisées, que Mexandeau était responsable du plan Daucet dans les PTT, nous avons laissé croire que Bérégovoy était en contradiction avec Van der Meulen quant à l'application de l'avenant sur les retraites à la sécurité sociale. (...) D'autres fois, nous disions bien que c'était le ministre assurant telle ou telle fonction, qui portait la responsabilité des attaques contre la classe ouvrière ou de l'application de telle ou telle réforme réactionnaire. Nous avons par exemple concentré nos feux sur Savary, ministre de l'Education nationale. (...) Mais est-il juste de publier des diziaines de milliers de tracts qui appellent à la manifestation du 14 septembre, sur lesquels on lit en gras :"Il faut chasser Savary, homme de droite du gouvernement!"?*

N'avoir pas "été nets" sur la qualification de ce que faisait le gouvernement? *Informations Ouvrières* a été nette : soutien au gouvernement, soutien critique, soutien conseilleur, mais soutien sur toute la ligne. En atténuant son attaque, et en la menant alors que ce qu'il attaque est conduit depuis deux ans et demi par la direction de l'OCI-PCI, Stéphane affaiblit considérablement la portée de sa critique.

Et ce n'est que page 23 (dans le BI, le texte de Stéphane Just commence page 12, donc 10 pages très serrées après le début du texte) que Stéphane en vient enfin à une formulation plus compréhensible par tous les militants :

> *Notre ambiguïté est totale par rapport à ce gouvernement. La formule qui témoigne le mieux de cette ambiguïté est celle du titre de I.O. n°1046 daté du 27 mars 1982 :"*Le gouvernement est à la croisée des chemins. Quelle direction empruntera-t-il?*" Pour quiconque comprend le français, cela veut dire que ce gouvernement, le gouvernement de front populaire, le gouvernement de l'union de la gauche, que nous avons à juste titre caractérisé comme un gouvernement bourgeois, peut tout aussi bien défendre les intérêts du capital que les intérêts du prolétariat et des masses populaires.*
> *(...) Derrière ces formulations, il y a l'illusion que ce gouvernement aurait une double nature qui résulterait de ce que la plupart de ses ministres sont membres du PS et du PCF. (...) Derrière la formulation "Le gouvernement à la croisée des chemins" se dessine une politique de pression sur le gouvernement de l'union de la gauche.*

Mais Stéphane Just connaît trop bien Lambert et la direction de l'OCI, depuis trop longtemps, pour penser réellement qu'il y a "illusions" sur une prétendue double nature de ce gouvernement. Seulement, il ne sait comment, ou il n'ose pas attaquer la question par la face nord, la plus abrupte, mais la seule efficace : dire ce qui est. C'est délibérément que Lambert a engagé l'OCI-PCI sur cette voie, et sans illusions. Les conclusions à en tirer sont alors pour lui probablement trop terribles. Le XXVIIIème congrès se chargera, en l'excluant sur une grossière provocation, de lui indiquer les conclusions auxquelles il aurait sans doute mieux fait d'arriver tout seul, et bien plus tôt.

Par contre, Stéphane a parfaitement raison de souligner les différences essentielles qui existent dans les relations que les masses tissaient en 1936 et en 1981 envers les gouvernements de front populaire :

Mai –Juin 1981 et les mois suivants ont été très différents de ce que furent les premiers mois du front populaire en 1936. Les masses n'ont pas ressenti pour L'union de la gauche l'enthousiasme qu'elles ont ressenti pour le front populaire. Elles ont eu la volonté acharnée de chasser Giscard, le RPR et l'UDF, du pouvoir, mais une volonté froide. Elles ont élu Mitterrand à la présidence de la République et une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, mais il n'y a eu ni déferlement sous la forme d'une grève générale, ni d'importantes revendications arrachées et légalisées par le nouveau gouvernement, par la nouvelle majorité. Il n'y a pas eu une masse d'adhésions au PS, un gonflement considérable de ses effectifs. Pas plus qu'il n'y a eu de ruée vers le PCF, la CGT et les syndicats en général. C'est tout le contraire en ce qui concerne le PCF. Ce n'est pas sans signification politique. (...)

Etant donné les rapports existants entre les classes, c'est le meilleur gouvernement dont la bourgeoisie puisse disposer. Si elle fait pression sur lui, elle n'entend pas, pour le moment, le déstabiliser comme elle a déstabilisé le gouvernement de front populaire en 1936 en France et encore moins organiser un putsch militaire comme en Espagne en Juillet 1936 ou au Chli en Septembre 1973. Cela, les masses le ressentent pleinement et personne ne s'y trompe.

A quoi il faut ajouter une différence ayant son importance par rapport à 1936 : en 1936, sauf les fonctionnaires, dès que la classe ouvrière se mettait en mouvement, ses gros bataillons se heurtaient directement au patronat. Aujourd'hui, les nationalisations dans l'industrie, l'énergie, les transports, les banques du système de crédit, font que la partie peut-être déterminante de la classe ouvrière, dès qu'elle revendique et se met en mouvement, se heurte à l'Etat-patron, c'est à dire concrètement au gouvernement.

A partir de quoi Stéphane s'efforce de démontrer que la position sur la question gouvernementale ne peut être celle d'un soutien même indirect, mais „*expliquer qu'il existe une issue gouvernementale différente*“ etc. sans pour autant lancer le mot d'ordre d'à bas le gouvernement.
Mais sa critique n'est pas suffisamment directe : il est trop tard et le parti est enfoncé depuis maintenant deux ans et demi dans cette orientation pourrie, sans que Stéphane Just –ni aucun dirigeant- n'ait jusqu'alors ouvert la bouche devant les militants.

La seconde partie du texte de Just est consacrée à la question de la construction du parti, du PCI comme „parti des 10 000“ militants. Il dresse un constat qu'il veut sans concession (p.28) :

Où en sommes-nous aujourd'hui? Nous sommes 5 900 inscrits au PCI, qui payons des cotisations plus ou moins importantes [ici chaque mot est pesé : „Inscrits au PCI“ n'est pas „militants“, et le montant des cotisations montre que la rigueur n'est plus de mise dans ce domaine non plus : la nature du „PCI“ est déjà contestée, mais c'est à mots couverts]. *Si l'on veut faire la comparaison avec, par exemple, janvier 1981, il ne faut pas oublier que n'étaient pas alors comptabilisés comme membres de l'OCI les 800 à 900 participants aux GER, lesquels maintenant sont les stagiaires directement incorporés aux cellules. Les chiffres qui nous sont donnés intègrent désormais les stagiaires.* [encore une attaque à demi-mots : c'est au printemps 1981 que fut décidé par le CC, dont Stéphane Just, que les „stagiaires“ seraient inclus dans les effectifs. Stéphane omet de signaler que l'“affaire Berg“ était née de ce débordement seulement prématuré. Tout le parti a adopté officiellement les „méthodes“ prêtées au seul Berg]. *Est-ce que ceux qui sont donnés pour janvier 1981 intègrent les participants aux GER? Cela n'est pas dit.* [mais si, Stéphane, et tu le sais parfaitement : ils n'étaient pas comptabilisés.] *Dans le cas où cela ne serait pas, il faudrait ajouter aux 4 760 membres de l'OCI en 1981 les 800 à 900 participants aux GER. Ce qui ferait environ 5 500. Ou, inversement, retrancher des 5 900 inscrits au PCI*

en décembre 1983 ceux qui sont stagiaires. On aurait une image plus exacte. [toutes ces lignes gaspillées pour une démonstration laborieuse autant qu'inutile. Il était plus rapide et efficace de dire que la décision du printemps 1981 avait modifié et falsifié les comptes des effectifs.]
Il faut de même rappeler qu'au Comité central de septembre 1977, les objectifs qui étaient fixés étaient : 5 000 membres à l'OCI (plus la participants aux GER), 1 000 responsables de cellule, 15 000 I.O. vendus.
Nous n'avons pas encore, six ans et demi plus tard, atteint ces objectifs. [Stéphane omet aussi de rappeler que c'était pourtant la condition fixée pour la proclamation du PCI. Il ne remet nullement en cause la vérité de cette proclamation falsifiée].
Naturellement, on ne peut omettre le terrible choc pour l'organisation que fut la révélation des agissements de Berg, le trucage des effectifs pour atteindre à tout prix les objectifs fixés, de son utilisation à des fins personnelles des fonds du parti. C'est même à partir de là que j'ai mesuré que la construction du parti ne pouvait être planifiée et réalisée comme avec un ordinateur [encore une fois, Stéphane arrête sa critique à mi- pente et à demi-mot : après avoir pris pour argent comptant la fable de „l'affaire Berg", à laquelle il s'est, avec une certaine naïveté, totalement prêté, il reconnaît, à posteriori et sans mettre de mots sur les faits, toute la fausseté de la „méthode objectifs-résultats". C'est la première fois, cinq ans plus tard, qu'il en parle, alors que c'est lui que Lambert a chargé d'instruire le procès public et écrit de Berg et de ses prétendues méthodes, et d'en écrire les attendus du jugement]. *Nous avons alors reculé considérablement. Néanmoins, nous étions alors 3 840, plus peut-être les GER. Donc, en ce qui concerne les effectifs, nous sommes parvenus à l'objectif fixé par le Comité central en septembre 1977. Il faut dire en outre qu'inscrits ne veut pas dire militants. Combien parmi ces inscrits n'assistent même pas régulièrement à leurs réunions de cellule? Ce qui n'était pas accepté il y a quelques années.* [au lieu d'une critique offensive sur la fausseté, le bluff, que représente en 1983 le PCI, Stéphane semble défendre nostalgiquement et amèrement un passé révolu : comment les militants pourraient-ils s'emparer d'une attaque aussi tronquée?] *Le PCI est une organisation dont nombre sortent avec la même rapidité qu'ils sont entrés. Le nombre d'I.O. vendus est loin d'atteindre les 15 000, objectif fixé en 1977. Où en sommes-nous du nombre des contrats financiers? (...) Où est la formation des militants? Quelle est la vie politique des cellules? Comment se fait-il qu'il n'ait pas été possible de construire une organisation de jeunesse révolutionnaire, indépendante, et ouvertement trotskyste, alors que nous savons tous que ,''*la IVème Internationale porte une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces, dans son avenir. Seuls l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès dans la lutte; seuls ces succès peuvent faire revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. [il cite ici Trotsky](...)*".*

Enfin, rédigé au début de 1984, ce texte ne peut ignorer l'impulsion donnée vers la construction de prétendues „sections pour un Parti des travailleurs". Mais une fois encore, la critique, au lieu d'une franche polémique, est biaisée, limitée, et préfère suggérer plutôt que nommer. Est-ce de la tactique? De la „pédagogie" révolutionnaire? En ce cas elle me paraît très maladroite : les militants ne pouvaient pas s'emparer d'un tel texte et de tels arguments pour en faire une arme de défense de leur organisation, un instrument de regroupement, face à l'offensive opportuniste déjà très engagée qu'elle subissait depuis trois ans au moins :

P.14, dernière de ce texte *: Certes, on ne peut écarter qu'un mouvement national issu d'une ''initiative nationale centralisée" soit nécessaire comme transition vers le parti de la IVème Internationale. Encore faudrait-il être plus précis sur les tendances plus ou moins affirmées ou en voie de cristallisation en rupture avec les partis ouvriers traditionnels, les couches ou la couche de jeunes, de travailleurs, de militants*

susceptibles de répondre à une telle initiative et qui ne pourraient être gagnés directement au PCI. Une telle initiative se justifierait, dit-on, parce que le saut serait trop grand entre leur état politique supposé et le programme de la IVème Internationale.

A supposer que cela soit, il est évident qu'un mouvement national à vocation de parti, d'un parti ouvrier qui ne serait pas d'emblée le PCI, exige un programme, exige des moyens d'expression, exige une direction. Le pire serait de structurer des „sections" préfigurant des organisations de base d'un semblable mouvement en voulant les soumettre au contrôle administratif du PCI et aux limites politiques fixées arbitrairement, a priori par le PCI.

En fait de démocratie ouvrière, ce serait exactement le contraire. S'il s'agit de forces réelles, elles ne l'accepteraient pas plus qu'elles ne pourraient accepter de s'exprimer sous le contrôle du PCI dans Informations Ouvrières. *Finalement, nous ne regrouperions personne.*

Est-ce là une prise de position nette contre la marche au „parti des travailleurs" en France, alors que le PCI vient juste d'être proclamé? Et alors que Stéphane Just sait parfaitement quelles prétendues „composantes" Lambert se prépare à placer dans ce processus : celles totalement artificielles, issues du PS et du PCF, regroupant presque uniquement des militants du PCI engagés dans un travail d'entrisme (et qui ne recruteront jamais personne), et celle, bien réelle, de cadres FO dont la fonction est précisément d'empêcher la construction d'un réel parti révolutionnaire. Mais une fois de plus, son attaque est voilée, sa critique indirecte, entravée, insaisissable : inutilisable. Elle ne peut convaincre.

2/ Trop à dire en trop peu de temps

Si l'on résume les manques -pour moi faiblesses- de ce texte :
Il n'aborde pas de front la question centrale : le soutien critique de l'OCI-PCI au(x) gouvernement(s) Mitterrand-Mauroy-Fiterman etc. depuis le début.
Il ne le relie pas au vote Mitterrand au 1er tour.
Il ne dit pas un mot de la question „jeunes" et moins encore du secteur étudiant et de l'UNEF.
Il ne dénonce pas explicitement la prétendue „méthode objectifs-résultats" et de ses conséquences catastrophiques dès la prétendue „affaire Berg".
Il ne dit pas un mot du passage de la fraction enseignante, pour l'essentiel, à FO.
Il ne dit pas un mot sur lui-même et sa mise au placard politique depuis plusieurs années.
Il n'engage pas de polémique explicite contre le rapport Kostas sur lequel il vient de s'abstenir, qui annonce notamment la création du Mouvement pour un Parti des travailleurs.
Il n'appelle pas à un regroupement derrière ses positions.

En réalité, Stéphane Just commence bien trop tard à prendre la mesure de ce qui se joue. La masse de ce qui est à dire, de ce qui a été retenu durant des années de silence envers l'organisation, est trop importante pour qu'il ait pu tout aborder en un seul texte. Il a tergiversé depuis 1979. Depuis la prétendue „affaire Berg", il semble bien désemparé par le cours pris par l'organisation de la tête de laquelle il a été écarté dans tous les domaines. Il n'est plus qu'une sorte de „butte-témoin" de l'ancienne orientation de l'OCI. On lira même en 1984 un Lacaze dire de lui qu'il est en opposition avec la ligne générale depuis... 15 ans. Il sera facilement emporté par

le flot montant de la destruction de l'OCI-PCI. 36 militants seulement le suivront dans un premier temps. C'est très peu, mais c'est essentiel. Le texte est daté du 17 janvier 1984.

La réalité aussi, c'est que Stéphane Just a toujours agi seul, et n'a jamais cherché à rassembler autour de lui. Il a toujours mené un intense travail théorique et d'élaboration politique générale, laissant à Lambert les tâches d'organisation et de ce qu'on appellerait aujourd'hui la communication. Même durant les trois années où il s'est trouvé en divergence puis en opposition avec l'orientation impulsée par Lambert et adoptée par l'organisation tout entière, Just est resté solitaire, se contentant de militer dans l'unité qu'il dirigeait très scrupuleusement, le secteur RATP. A l'ouverture du congrès qui s'achèvera par son exclusion, et malgré son long texte de bulletin intérieur, il est toujours assez isolé, bien que son texte ait inspiré d'autres contributions et commencé à regrouper autour de lui. Quant à Mélusine, militant lyonnais qui servira involontairement à la provocation ourdie par Lambert contre lui, Stéphane ne l'avait jamais vu auparavant, ne lui a jamais parlé. La première fois qu'il en parlera, il écrira „elle", pensant qu'un tel „blase" était celui d'une militante. On ne l'en accusera pas moins de complot et de collusion, d'esprit de clique, à la stalinienne.

3/ L'annonce de l'offensive anti-Just

Kostas à l'attaque, sur consignes de Lambert

Quelques jours plus tôt, le 2 janvier 1984, Jean-Christophe Cambadélis-Kostas avait publié dans le même Bulletin Intérieur un **„rapport sur le Parti des 10 000"** (adopté par le CC à l'unanimité moins une abstention, celle de Stéphane Just), texte d'une grande faiblesse politique dont le but essentiel est de présenter, masquée sous la réaffirmation de l'élan pour construire le PCI de 10 000 militants, l'orientation vers le MPPT. La „ligne de la démocratie" y est longuement justifiée.

Un autre but du rapport est d'indiquer nettement les modifications en cours dans la direction du „parti" : il faut en finir avec le „vieux noyau" dont le cœur est évidemment Stéphane. Stéphane est, en effet, le seul de l'"ancienne" génération à présenter à la ligne de Lambert une résistance, si tronquée et limitée soit-elle encore. Lambert sait très bien de quelles ressources politiques considérables, de quel armement théorique, dispose Stéphane. Sa survie dans l'organisation, même marginalisée, est un danger permanent, un caillou d'importance dans la chaussure pour la marche à l'opportunisme et à la révision du programme.

Après un chapitre intitulé „*Rompre avec l'esprit de secte*" et un autre consacré à la „ligne de la démocratie", le chapitre VIII de Kostas s'intitule : *Le 28ème congrès : un tournant* :

> *Faire le compte-rendu de l'activité du comité central depuis le dernier congrès, c'est faire en réalité le compte-rendu de toute l'activité du parti, avec toutes ses difficultés dans le combat pour le parti des 10 000. Tout le monde sera d'accord pour dire que cette tâche qui m'incombe a une signification particulière, comme le fait que la proposition de faire présenter au XVIIIème Congrès les trois rapports par le camarade Lacaze, le camarade Luis Favre et moi-même a une signification particulière, et j'ose dire une importance particulière.*

Arrêtons-nous rapidement sur cette première question, car il s'agit de la question-clé des générations, qui se confond avec celle d'une méthode correcte de construction d'une direction.

Le camarade Lacaze a adhéré [non : a été coopté] *en 1967, le camarade Luis Favre rejoint le PCI en 1972, ayant adhéré à une organisation trotskyte en 1969; le camarade Kostas en 1971.*

C'est à ma connaissance, la première fois que les rapports sont présentés par des camarades de cette génération.

Le trotskysme, tel qu'il a pris forme en France, a été conservé par un ***vieux noyau*** *qui le préserve par et dans une volonté systématique d'intervention politique directe dans la lutte des classes et le mouvement ouvrier, principalement le mouvement syndical, et par la volonté systématique de poursuivre de manière organisée, quelles que soient les difficultés, le combat pour la reconstruction de la IVème Internationale. C'est directement sous la direction de ce vieux noyau qu'a été reconstruite l'organisation à partir de 1958, au fil des années. A partir de 1970, la direction actuelle se sélectionne. Néanmoins, dans toutes les questions plus ou moins importantes, tous les nouveaux dirigeants et tous les membres de l'organisation acceptaient alors presque sans discussion la direction du* ***vieux noyau****.*

La crise de 1979, qui révèle bien des côtés négatifs, héritage de cette situation, permit néanmoins à l'actuelle direction de se dégager comme direction. Cette direction a été renforcée et élargie, comme l'organisation elle-même, par la fusion principielle avec la LCI. ***Une des tâches majeures du XXVIIIème congrès nous semble devoir être d'achever ce processus, pour constituer une direction dont la tâche ne sera pas simplement de se laisser diriger par le vieux noyau, mais de prendre en mains avec le vieux noyau la solution des questions essentielles de la politique.***" (C'est moi qui souligne)

C'est l'annonce de l'offensive anti-Just, ou, même, de son estocade. Bien entendu, on le verra ensuite dans l'élimination systématique des militants qui refusent de condamner Just et de se lier au complot infect qui l'a fait exclure (l'"affaire Mélusine"), cette offensive prendra après le congrès toutes les allures d'une véritable épuration. Mais cette épuration touchera des dizaines de militants isolés chacun dans son opinion, à la très petite exception près du secteur RATP, qu'a construit et que dirige Stéphane, dont une très faible partie parviendra à se regrouper autour de son analyse.
Un hommage implicite est tout de même rendu à Stéphane Just, qui fut l'un des principaux artisans du combat pour la reconstruction de l'Internationale, sur le plan théorique comme sur le terrain organisationnel dans les années 70.

Cambadélis attaque avec un argument qui peut passer pour sain : le renouvellement de la vieille direction par la jeune garde issue de la grève générale française d'une part, et de la situation internationale enclenchée à la même époque (Luis Favre) d'autre part. Cela rappelle les incitations désordonnées de Chisserey envers les jeunes cadres étudiants, que mentionne Benjamin Stora.

Cependant, les limites sont vite trouvées :

1/ Lambert est épargné d'avance (du moins le croit-il) et ne fait pas partie du „vieux noyau" en cause. Il n'est pas soupçonnable non plus du moindre „esprit de secte". Dans ce débat d'avant-congrès, Lambert se gardera d'intervenir : place au ,''jeune noyau'' pour s'occuper du cas Stéphane Just.

2/ La présentation de la crise de 79 („affaire Berg“ non nommée) comme un „héritage de la situation antérieure“, contredit tout le discours officiel précédent : Berg n'était alors qu'une simple „tumeur“ bénigne (surtout pas cancéreuse!) qu'il avait suffi d'“extirper“ pour que le cours de l'OCI reprenne.

D'autre part, dans la „crise de 79“ ont été emportés les deux plus importants dirigeants constructeurs du travail jeune des années 60 et 70, Claude Chisserey (suicide) et Charles Berg (exclusion).

Elle a donné lieu, à l'inverse de l'éclosion d'une nouvelle direction, à un resserrement extraordinaire du pouvoir autour du seul Lambert.

3/ C'est pourquoi l'annonce que la jeune direction qui monte n'acceptera plus „sans discussion la direction du vieux noyau“, mais partagera les rênes avec ledit „vieux noyau“ réduit à Lambert (et, à un moindre titre, à François de Massot pour l'Internationale), n'est qu'un leurre. Lacaze et Felipe sont permanents, et Cambadélis est lui aussi permanent, mais d'un autre type : il dirige l'UNEF depuis 6 ans, il a construit son propre appareil, sa propre direction, et, s'il discute à présent d'égal à égal avec Lambert, ce n'est pas tant en camarade de la même direction, mais de plus en plus d'organisation à organisation. Sans que Lambert, semble-t-il, ait su ou pu en prendre toute la mesure.

Le texte aurait dû sonner pour Just comme un véritable coup de semonce, l'annonce de sa disparition. Sa réaction a loin d'avoir été à la hauteur de cette menace assez directe proférée sur un ton presque triomphant.

Au cours du congrès, Stéphane Just interviendra encore sur la question des „sections pour un parti des travailleurs“. Pourtant, bien qu'il y soit manifestement opposé, il ne le formulera pas franchement, mais cherchera certainement à développer une argumentation qui fasse réfléchir et fléchir tout ou partie des délégués. C'est beaucoup trop tard.

Il me semble que le cœur de l'argumentation aurait pu être : comment prétendre à une quelconque logique politique lorsqu'on proclame en 1981 le Parti Communiste Internationaliste, pour à peine trois ans plus tard sous-entendre qu'il ne peut faire directement l'affaire? Comment prétendre construire et développer le PCI à l'intérieur du cadre d'un autre parti, parti sans programme ni donc frontières? Comment les militants du PCI pourraient-ils construire deux partis à la fois, alors que, nécessairement, on leur fera d'abord privilégier le recrutement au MPPT? Proclamer le MPPT, c'est reconnaître implicitement l'échec du PCI, c'est en nier et en renier la proclamation et la construction. D'ailleurs, les chiffres de progression du recrutement et de la vente de notre presse inclineraient à penser dans ce sens. Le faire si près de la proclamation du PCI, sans et vraiment le justifier, n'est-ce pas reconnaître tout aussi implicitement que cette proclamation n'en fut pas une?

Lambert a bien osé prétendre au cours du congrès que les „sections pour un parti des travailleurs“ n'annonçaient pas qu'on s'engageait vers la proclamation dudit parti : cette argutie grossière (mais nous en étions au point ou les arguments les plus grossiers, du moment qu'ils étaient estampillés Lambert, passaient comme des lettres à la poste) cherchait à faire passer ces „sections“ comme des formes développées de ce qui avait toujours été engagé même du temps de l'OCI, ces regroupements de type centriste suscités par l'OCI et évoluant vers elle, comme les Comités d'Alliance Ouvrière et leurs différents avatars au fil des ans. Très vite après le

XXVIIIème congrès, une fois éliminés les opposants ou ceux qui risquaient de le devenir, allait apparaître le vrai visage de ces „sections“. Quelques mois plus tard avait lieu le premier congrès du „MPPT“.

4/ la meute se déchaîne : levée de boucliers et tir de barrage contre Stéphane Just

Kostas allume la mèche

Ce premier texte fait ‘‘*suite au comité central de janvier*“, au cours duquel son projet de rapport a été adopté avec la seule abstention de Just. Sa contribution n'attaque pas sur le fond, mais d'abord sur la forme, (au moment où il écrit son texte, le texte de Stéphane n'a pas encore été publié, il n'a été qu'annoncé). Avant même que le texte de Stéphane soit publié, il s'agit donc de placer un premier contre-feu pour en atténuer l'éventuelle portée. Les militants sont ‘‘prévenus‘‘ :

> *D'abord, les camarades seront peut-être surpris de la décision du comité central de laisser le camarade Stéphane Just intervenir „hors-normes“ dans le bulletin intérieur, et s'étonneront que la constance de ce dernier dans l'abstention soit restée sans prise de position de la part du comité central.*
> *Avançons pour commencer qu'il n'est pas du ressort du CC d'obliger un camarade à s'exprimer s'il a décidé de se taire.*
> *Ensuite le PCI a toujours préféré ce qui groupe et soude l'organisation plutôt que de tenter à chaque instant d'aiguiser les divergences.*
> *Enfin, le PCI n'a pas l'habitude, lorsqu'il y a un désaccord et qu'il a été ou semble avoir été surmonté, de marquer les camarades du sceau de l'“infamie“.*

Kostas joue sur du velours, et joue aussi les grands seigneurs. L'organisation a pris depuis longtemps l'habitude de réserver à Stéphane Just, mais bien plus encore à Lambert, une liberté d'expression dont Lambert le premier a toujours eu l'habitude d'user et d'abuser notamment dans les congrès, où il intervenait à sa guise.

Ensuite, il faudrait retourner la question : un membre de la direction, et aussi éminent que Just, qui s'abstient depuis au moins deux ans au CC (après avoir voté contre le vote pour le candidat Mitterrand au 1er tour de 1981), cela ne peut que peser lourdement sur la direction. Cambadélis utilise largement, avec toute l'hypocrisie qui convient, le porte-à-faux dans lequel Just s'est lui-même placé.

Enfin, pour ce qui est du‘‘sceau de l'infamie‘‘, la direction du PCI a, tout au contraire, une large et longue pratique, depuis Varga jusqu'à Berg. Au XXVIIIème congrès, ce sera au tour de Just.

Un peu plus loin, il précise son attaque :

> *Il y a un premier problème que tous les militants se sont déjà posé : pourquoi cet abstentionnisme? Le camarade S. Just nous affirmait : ‘‘J'ai des divergences bien connues‘‘. Pour ma part, je suis dubitatif, car on ne peut pas dire que le camarade nous ait submergés de prises de position depuis près de trois ans. Nous avons eu pourtant 22 CC et plus de 90 BP (interrogations, réflexions peut-être, mais pas de propositions contradictoires).*
> *Pour ce qui concerne le CC, je ne vois que deux désaccords exprimés publiquement et par vote. Celui de mars 81 sur l'appel au vote Mitterrand (vote contre, justifié par une intervention), et sur le parti des 10 000.*

On peut relever, dans le texte méprisant de Kostas, des hommages involontaires à la clairvoyance de Stéphane Just :

„*Pour Just* [le prénom est tombé], *il y a des „problèmes objectifs à la construction du parti“, nous dit-il au CC : et la „méthode objectifs-résultats est fausse“ ajoute-t-il. (…)* Pour lui, *„il n'est pas possible, voire impossible, d'avancer dans des délais brefs sur le parti des 10 000, et il faut le dire : il ne croit même pas à la possibilité de maintenir le parti tournant autour de 6 000, car celui-ci ne peut subsister qu'en progressant.“*

Venant d'un dirigeant qui a déjà en tête le passage au PS, qui promeut la construction d'un „parti des travailleurs“ à l'image de celui du Brésil, signifiant de fait la mise au placard du prétendu PCI, qui songe à entrer au PS avec ses militants étudiants, et qui est déjà largement engagé dans des négociations avec la direction mitterrandiste du PS et celle de FO, et dans le soutien syndical au gouvernement de front populaire par le biais notamment de la participation, ces attaques prennent (ou perdent) toute leur valeur et leur saveur. Il peut donc écrire sans honte et avec la morgue d'un nouveau riche :

Mais dans la situation présente, je n'ai, pour ma part, alors que les conditions pour avancer sont réunies, aucune vocation groupusculaire.

Militant occupant des responsabilités dans le mouvement étudiant, on me pardonnera, sans pouvoir citer l'ensemble de nos interventions, d'ajouter le travail de construction du parti dans les facultés, en relation avec le renforcement du syndicat étudiant dans le cadre du respect de son indépendance.

Kostas a l'outrecuidance tranquille : il se sait protégé, et même mandaté par Lambert pour engager ce sale travail. D'autres le poursuivront.

Un texte signé M.Lacaze et D.Viviers (Seldjouk-Gluckstein) suit au Bulletin intérieur la parution de celui de Stéphane Just.
En fait, presque mot pour mot, c'est la reprise d'un texte clandestin que Gluckstein a déjà diffusé sous le manteau, au mépris des principes les plus élémentaires de la vie démocratique à l'intérieur du parti (voir plus loin).
C'est du marquage à la culotte (comme un chien qui mord marque à la culotte). Les citations de Lénine et Trotsky employées par Stéphane y sont retournées comme des gants, toute la „démonstration“ sert à tourner en dérision ses arguments. Ils le font d'autant plus aisément que les critiques de Stéphane sont nouvelles pour les militants, qu'elles sont exprimées d'un seul bloc après trois ans pendant lesquels la direction du PCI a pu installer sa politique sans opposition interne, et qu'elles ne connaissent aucun secteur d'application, aucune proposition contradictoire, que pourrait receler par exemple un appel à tendance. Et, depuis des mois, dans le milieu des permanents et sans doute au-delà, les insinuations sur les dérives supposées de Stéphane Just n'ont pas manqué. Il ne leur est pas davantage difficile d'utiliser les faiblesses du texte qu'ils combattent.

Répétons-le : Just, ici, titube. Car de quoi relève l'acte de se ''déclarer souveraine'' pour l'Assemblée nationale, sinon de l'application stricte des règles de la démocratie? Et un tel acte aurait une portée révolutionnaire? Il faut en conclure que le combat pour la démocratie est un levier pour le combat révolutionnaire des masses. Le tournis que ne peut [sic] *qu'inspirer semblables incohérences n'épargne sûrement pas le camarade Stéphane Just lui-même.*

L'image que leur texte cherche à donner de Stéphane est celle d'un dirigeant sans doute fatigué, usé, doutant profondément de la capacité révolutionnaire des masses :

> *Le scepticisme du camarade Just sur la capacité révolutionnaire des masses, doublé d'un grand désintérêt pour le mouvement de la classe ouvrière, tel qu'il se réalise sous nos yeux, limite le rôle qu'il attribue au PCI à un rôle propagandiste et de conseilleur „extérieur". Non seulement cette position n'exige pas que soient tendues toutes les forces vers la construction d'un parti de 10 000, mais elle ne nécessite même pas l'existence d'un parti de 6 000.*

Une concession est faite à la manière d'une aumône, mais sert en réalité à dévier la portée d'un certain nombre de critiques :

> *Il peut y avoir dans le texte du camarade Just telle ou telle remarque, telle ou telle critique qui met le doigt sur de réelles difficultés du parti* [surtout ne pas les préciser ni les citer!]. *Mais la logique du texte, sa seule politique, son axe, n'est pas d'aider à mieux orienter le parti sur une ligne de construction, c'est à dire sur la ligne des 10 000. Il s'agit d'un véritable appel à renoncer aux tâches de construction du parti, un appel au repli vers un petit groupe de propagande, intégrant une nécessaire élimination des éléments les plus récemment intégrés au parti* [la phrase fait ici référence à la question que Just pose sur l'intégration directe des stagiaires au nombre des militants du PCI]. *Dans une telle situation, un tel repli est impossible : il équivaudrait à détruire le PCI tel qu'il est. C'est pourquoi la position du camarade Just doit être combattue avec la plus grande énergie dans le parti.*

Mais cet effort pour montrer à quel pour Just est devenu une sorte de *has-been* politique ne cachera pas longtemps la crainte que ses „remarques" ou ses „critiques" ne convainquent des militants capables de réflexion : c'est un danger réel, que le XXVIIIème Congrès réglera, non par la discussion véritable, mais par l'élimination sur la base du montage d'une provocation dont un militant, Mélusine, sera l'instrument involontaire. La fin du texte incitera à ne pas accorder trop d'importnace au contenu de ce texte et à ne pas se laisser entraîner à une discussion inutile…

Luis Favre (Felipe), quant à lui, successeur de Just à la tête du travail international, se chargera de l'attaque sur ce terrain dans un autre texte de BI.
Dans une polémique où il associe les positions de Just à celles de Charden, militant qui rejoindra ensuite le Comité, Felipe cherche à opposer l'"ancien" Just à celui qu'il caricature en „Super-Just" pour singer le „super-impérialisme" US que Charden et Just, selon lui, mettraient en exergue.

Un acte de clique jamais qualifié

Il faut réserver un sort tout particulier à **un texte clandestin**, non signé, que j'ai moi-même reçu des mains de Gluckstein au local du PCI, comme certainement un grand nombre sinon la totalité des permanents, et à n'en pas douter un certain nombre d'autres militants triés sur le volet. Une chose est certaine : Stéphane Just n'en a pas été destinataire.

Gluckstein en est l'auteur. Ce long texte de 23 pages dactylographiées se termine par „amicalement", mais n'est prudemment pas signé. Pourrait-il ou aurait-on voulu le faire passer, en cas de besoin, pour une correspondance personnelle? Il suffit d'en citer le premier paragraphe :

Mon cher camarade,
Je viens de prendre connaissance du texte de Stéphane Just. Dans son contenu comme dans sa méthode, je ne te cache pas qu'il m'a considérablement surpris. N'étant pas sûr de pouvoir te voir pour pouvoir en discuter de vive voix avec toi dans les prochains jours, et ayant quelque loisir devant moi, je te fais parvenir ces quelques réflexions jetées hâtivement sur le papier. Tu comprendras le caractère évidemment privé de ce courrier, qui ne préjuge pas de la contribution que je pourrais être amené à fournir par écrit pour le bulletin intérieur.

Ayant donc enfilé ce préservatif de la plus belle eau jésuitique, Gluckstein peut entamer son long texte composé de „quelques réflexions jetées hâtivement sur le papier", en profitant de ses loisirs qui, comme membre du bureau politique, de son secrétariat, et permanent au local central, ne pouvaient qu'être fort nombreux. Où s'arrête le caractère privé d'un courrier? A quel nombre de destinataires? A quel travail de secrétaire? A quel tirage sur ronéo?

Ce texte est, tout entier, une charge contre Just. Son objectif sera dévoilé à la fin : il ne faut pas que le texte de Just soit l'objet d'une discussion. Toujours le même procédé.

Si Stéphane Just ou tout autre militant non membre de la direction secrète constituée à l'insu de/ et contre Stéphane Just avait été l'auteur d'une telle initiative, cet acte seul suffisait à sa condamnation et à son exclusion du parti : acte fractionniste secret, acte de cliquard, comment le caractériser autrement? C'en est la définition même.

Les vertueux défenseurs de la „libre discussion", les pourfendeurs de complots inexistants, les gardiens marmoréens des principes bolcheviques qu'étaient les Lambert, Lacaze, Seldjouk et autres Robin, ont trempé comme un seul homme dans la complicité de ce forfait. Et, avec eux, tous ceux qui ont, comme moi, reçu ce texte, l'ont accepté, lu, n'en ont rien dit : tous complices.

Par son acte cliquard, non seulement Gluckstein se dénonçait lui-même, mais il compromettait l'ensemble des militants permanents du PCI, et certainement d'autres cadres. C'est déjà assez indiquer dans quel état de décomposition politique se trouvaient les cadres du parti.

Imaginons le militant qui, délégué au XXVIIIème congrès, aurait fait l'intervention suivante :

„Camarades, j'ai entre les mains un texte anonyme de 23 pages, que m'a remis en mains propres le camarade Seldjouk à telle date dans telles circonstances. Ce texte, présenté comme un courrier de caractère privé, est tapé à la machine et ronéotypé, il a donc connu une diffusion qui dépasse en quantité comme en qualité la dénomination que lui donne son auteur. Il n'a aucun caractère privé, contrairement à ce qu'annonce son auteur, qui a par ailleurs omis d'y apposer sa signature. Il est d'autant moins privé qu'il est, à quelques détails près, intégralement repris pour la contribution au Bulletin intérieur signée Viviers et Lacaze. Il est tout entier rédigé comme une réfutation des opinions du camarade Stéphane Just, qui n'en a sans -aucun- doute pas eu connaissance.

Je demande au congrès comment il qualifie ce texte, cet acte, et le militant qui l'a commis. Je le lui demande d'autant plus qu'un grand nombre des délégués du congrès, j'en ignore la proportion, et la quasi-totalité de la direction sortante, en ont eu très vraisemblablement connaissance et en ont été destinataires comme moi, qui n'ai aucune raison de penser avoir des relations privilégiées avec le camarade Gluckstein. Ils n'en ont jusqu'ici, comme moi-même, rien dit. Je demande donc à ces militants comment ils se qualifient eux-mêmes pour avoir accepté un tel texte dans de telles conditions, et n'en avoir rien dit au parti.

Je rapproche ce fait d'un autre de même nature : depuis deux ans environ, il y a dans cette organisation deux comités centraux, ce qu'ignorent la plupart des militants : l'un qui se réunit avec Stéphane Just, un autre qui se réunit sans Stéphane et à son insu, juste avant l'officiel. Ce second comité central est composé des membres du premier, à l'exception de Stéphane Just. La totalité des membres du comité central participe donc de ce qu'il

faut bien appeler un complot contre Stéphane Just, depuis deux ans. Mais c'est en réalité un complot contre l'organisation toute entière, puisque ce n'est pas le comité central que nous avons élu. Une direction presque entière qui se comporte comme une clique, pour combattre et rejeter un seul de ses membres, comment la qualifier ?

Comment le congrès qualifie-t-il ce fait, son ou ses inspirateurs, et ses complices, tous membres de notre direction sortante? Pour ma part, je ne vois pas comment éviter de qualifier cette activité secrète – dissimulée à Stéphane Just comme au reste de l'organisation-, de contraire à tous nos principes de libre-discussion et de démocratie interne. … " Etc.

La question est : à partir de quel moment cette intervention aurait-elle été brutalement interrompue par un point (poing?) d'ordre, à l'instar de l'interruption de l'intervention de Camus au XXIIème congrès de février 1979, lorsque celui-ci s'est écrié que „tout le monde" était au courant des falsifications de chiffres que la direction sortante du congrès faisait mine de découvrir? Car laisser se dérouler dans son entier une intervention de ce type, c'était accepter de voir brisé le cadre même du congrès, en modifiant très profondément les conditions de son déroulement. C'était remettre en cause la totalité de la direction sortante, la disqualifier, bref ouvrir une crise considérable dont le PCI aurait eu les plus grandes peines du monde à se remettre.

Mais Gluckstein-Viviers, avec sa prudence et son flair politique, a estimé, certainement avec l'assentiment au moins implicite de Lambert et d'autres, qu'il pouvait prendre ce risque : l'état de la direction du parti lui donnait en des assurances très fermes.

Pour aussi apparemment rares qu'aient été ces faits, l'existence d'un seul d'entre eux suffit à disqualifier totalement une direction. Mais elle suffit aussi à donner une estimation –fort basse- de l'état d'esprit de l'organisation au moment où ils se produisent. Une organisation révolutionnaire (et pas même révolutionnaire) saine aurait rejeté avec dégoût, immédiatement, la complicité qui était proposée à ce que l'on peut considérer comme „les meilleurs" de ses militants.

Pourtant, dès les premiers paragraphes, Gluckstein-Viviers pointe la faiblesse majeure des critiques de Stéphane Just : son isolement et le caractère inachevé de son attaque :

> *J. considère comme le plus probable que l'orientation actuelle mène le parti à un désastre. Mais il ne propose aucune orientation alternative. La raison en est évidente : il n'existe aucune orientation d'un parti trotskyste alternative à celle développée par le CC depuis trois ans.*

On remarquera que, comme toujours, l'affirmation est catégorique et exclut d'emblée toute possibilité de discussion. Le parti ne saurait se tromper. Aucune question n'est permise. Voilà une conception de la pensée révolutionnaire à laquelle les militants de l'OCI-PCI s'étaient malheureusement habitués depuis de longues années.

Un peu plus loin:

> *Pour ma part, je me suis posé la question : que cherche Stéphane Just en accumulant citations coupées de leur contexte, incohérences, contre-vérités et procès d'intention? Quel est le but réel d'un texte au demeurant très faible, sans la moindre proposition sérieuse? S'agit-il simplement d'une construction intellectuelle? Je ne le crois pas.*

> *Il s'agit d'un véritable appel à renoncer aux tâches de construction du parti, un appel au repli vers un petit groupe de propagande, incluant une nécessaire élimination des éléments les plus récemment intégrés au parti* [le terme „élimination", conservé dans le texte de B.I. signé de Lacaze et Viviers, n'est pas choisi au hasard. Il a une connotation particulière dans l'esprit de militants rompus au combat contre le stalinisme]. *Dans une telle situation, un tel repli est impossible : il équivaudrait à détruire le PCI tel qu'il est.*

J'ignore l'évolution du nombre des militants du PCI, qui deviendra ensuite simple Courant (CCI) dans le Parti des Travailleurs, mais elle n'a pu aller qu'en déclinant avec les années, à mesure que les tâches propres des militants trotskystes ou se réclamant encore du trotskysme se réduisaient en peau de chagrin, de même que le cadre de leurs réunions et de leurs interventions spécifiques.

Le « danger » : se « laisser entraîner » à discuter les positions de Just

La conclusion de ce texte indique une partie majeure de son objectif :

> *MAIS ATTENTION… Un danger existe cependant. Celui de se laisser entraîner sur le terrain de J. Le type de discussion qu'il engage, comme la forme choisie, vise à faire fuir les militants, à les démoraliser.*
> *Ne tombons pas dans ce piège. Faisons de ce congrès un congrès de discussion des problèmes de construction du parti des 10 000 en y intégrant, à la place –modeste- qui lui revient, et sous une forme appropriée, la meilleure me semblant être l'épreuve des faits, la réponse à J. (…) La difficulté n'est pas de battre J. sur le plan politique. Elle est de le battre sans que la bataille politique nécessaire n'expulse du parti des centaines de militants désorientés. Car si cela était, J. politiquement battu, serait dans les faits victorieux. Et le vaincu serait le parti.*

Autrement dit, comme l'écrira plus tard Jeannine S., „*Il ne faut pas qu'il y ait de bataille politique dont les militants pourraient se saisir. Donc, dès la sortie de la contribution de Stéphane Just, datée du 17 janvier 1984 dans le BI n°2, la manœuvre pour l'exclure se met en place concrètement.*" On verra plus loin, avec l'"affaire Mélusine", ce qu'il en est.

Décidément, cette „correspondance privée" ressemble furieusement à un texte d'armement et de consignes politiques destinées à une large fraction, et d'abord à l'appareil du parti. Et ce seront en fait plusieurs centaines de militants qui seront expulsés par la direction après le congrès, non pas tant parce qu'ils auront été „*désorientés*" par la discussion que Just aura cherché à impulser, mais parce qu'ils auront cherché à réfléchir par eux-mêmes sur la politique de leur organisation, et pas forcément en relation avec le texte de Stéphane Just.

Des militants critiquent la direction

Just n'est donc pas politiquement isolé, s'il l'est organisationnellement. De nombreux militants, à Paris comme en province, cherchent à poursuivre ou à ouvrir la discussion sur l'orientation : Etienne Laurent, Picaret, Dinski, Christian, Thomas, Balloche, Yann, Virgile, Charden, Léa, Vilar, Héliot, Kosma, Elizabeth, Baudelaire, Jemmapes... Un certain nombre chercheront à prendre contact avec Just, bien tardivement.

Quelques exemples:

- „**Baudelaire**“, militant alors depuis 8 ans, traite de quatre questions :
- Les manquements du centralisme démocratique.
- Le manque d'éclaircissements sur les questions de direction dans le rapport de Kostas.
- L'incohérence qu'il trouve à la présentation d'une liste aux élections européennes alors même que le PCI en avait précédemment violemment critiqué le principe même.
- La faible progression des effectifs (300 en trois ans) sans explication de la direction.

Je n'ai pas trouvé de réponse de la direction à ces questions dans les B.I..

- **Etienne Laurent** :
  „*La manière dont la discussion a été ouverte par la direction n'est pas faite pour la faciliter. Elle est fondée sur le postulat que "la ligne est juste" („notre intervention a été vérifiée par les faits") (...). Ce postulat autorise la direction à présenter un rapport sur la construction du parti en l'abstrayant de la situation politique française et internationale, au sujet desquels des rapports seront publiés un à deux mois plus tard. (...) Reconnaître qu'il est quand même* peu probable *que la ligne puisse être juste de A à Z,* en bloc, *et que les congrès ont précisément* pour fonction de la discuter, *ne serait-ce ce pas se comporter réellement „en parti" ainsi que nous en avons l'ambition? Au regard des difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs et l'écart généralement très important qui a séparé les résultats des objectifs depuis le dernier congrès, et même depuis le comité central de fin août 1983, loin d'être „superflue", la discussion quant à la justesse de la ligne paraît indispensable.(...)"*

La seconde partie de son texte s'attaque au resurgissement de „la question de la démocratie".
La troisième partie prend la défense du mot d'ordre de „souveraineté totale de la majorité PS-PCF à l'Assemblée *nationale*" comme „mot d'ordre de front unique de classe au niveau le plus élevé." Laurent s'appuie alors sur l'argumentation développée dans le texte de Stéphane Just, et justifie après lui la nécessité d'un programme d'action pour la classe ouvrière.

Lombard, une militante de la région de Lyon, critique notamment les positions du PCI à propos des gouvernements Mitterrand –un risque d'adaptation au front populaire, des „oscillations", des confusions-, pose à son tour –après Just en particulier- le problème d'un „programme d'action" nécessaire au PCI

Mélusine écrit dans son article de BI, où il crique également l'absence d'un programme d'action :"*Depuis mai 1981, nous avons les plus grandes difficultés à formuler de façon précise la question du pouvoir.*"
L'essentiel de son texte est consacré à la critique de l'intervention d'une militante conseillère municipale à Vénissieux (municipalité PCF), qui n'a rien d'une attaque *ad hominem* : ces interventions sont soigneusement élaborées et contrôlées par la direction du PCI. „*Vérifions*, écrit Mélusine, *si nous mettons bien au centre de notre politique la question de l'Etat et du gouvernement.*" Il pose la question „*Majorité PS-PCF ou bloc de front populaire*" en mettant sur le compte de ce glissement les importantes pertes en voix qu'a subi, en même temps que les listes PCF et PS de la municipalité, la liste présentée par le PCI aux récentes élections municipales. „*Par nos votes et nos déclarations, nous paraissons solidaires de cette politique.*"

La direction répond par une provocation

C'est un texte qui peut apparaître insupportable à la direction parce qu'il aborde la question du soutien au front populaire de manière très concrète. Il ne sera pas discuté. Mais il est choisi pour la provocation qui servira à éliminer Just. Ce qui sera „discuté", c'est-à-dire utilisé, c'est la manière dont Mélusine a cité les propos de Joëlle Bony : il aurait tordu volontairement la réalité en modifiant une ponctuation. (Lire en annexe 1/ Le texte de Bulletin intérieur de Mélusine 2/ De très larges extraits du rapport de la commission dirigée par Pierre Broué, un modèle du genre) Méthode classique pour empêcher l'émergence d'une vraie question. Comme pour l'affaire Berg, la direction attendra sciemment le congrès pour y servir le cas Mélusine.

C'est vers la fin de la discussion préparatoire que Lambert écrit dans le bulletin intérieur; la fresque étant réalisée pour l'essentiel, il vient, en maître, peindre l'oeil. Etienne Laurent y est balayé, en utilisant... Stéphane Just lui-même :

> *„Admirons le procédé assez coutumier chez Etienne Laurent* [accusé par Lambert de faire une fausse citation]. *Si je ne m'abuse, ce procédé a été précisément, en d'autres temps, stigmatisé par le camarade Just lors d'un congrès, qui s'opposait à la réélection du camarade Etienne Laurent au comité central dont il était sortant. J'étais d'ailleurs parfaitement d'accord avec le camarade Just lors de ce XXIIIème congrès."*

Quant à Stéphane Just, il y est traité, rabaissé, avec condescendance : oui, ses divergences ont toujours été réglées par les faits, et en lui donnant tort; par exemple, 1981 :

> *Oui , j'ai dit au comité central que la divergence avec S.Just sur le vote Mitterrand au 1er tour était une divergence tactique. Le camarade S.Just ayant surmonté son erreur, la méthode qui a toujours été la nôtre impliquait qu'il eût été faux de faire reproche à un camarade de son erreur, ou même de la faire connaître. Non pour cacher quoi que ce soit au parti, mais afin d'assurer, par la discussion, le maximum de cohésion dans le travail de direction. C'est dans le même esprit que le comité central a désigné le camarade S.Just de rapporter au nom de la commission chargée de rédiger la déclaration au comité central de septembre 1981.*

Picaret est fustigé d'importance, mais... implicitement loué pour sa clairvoyance :

> *„(...) je m'élève avec la plus grande fermeté contre cette affirmation suggérée sous forme de question dans le texte du camarade Picaret qui écrit, polémiquant avec les camarades Viviers et Lacaze :* „Après cela, il est bien évident (*admirons le ''bien évident'' NDLR)* qu'il n'y a plus qu'à proscrire le texte de Stéphane Just, et, pourquoi pas, son auteur? ''. *Suggérer que les camarades Viviers et Lacaze veulent „proscrire", c'est à dire éliminer, Stéphane Just, est une infamie."*

Car pour éliminer Stéphane Just, Lambert aura bien mieux à proposer au congrès que la "proscription" de Lacaze et Viviers : la provocation utilisant le militant Mélusine.

Enfin aucune difficulté pour se dissimuler benoîtement dans l'ombre de la jeune génération montante, ce qui permet de mettre d'autant plus facilement à l'écart l'empêcheur de tourner en rond :

„Bien entendu, personne ne contestera que je fais partie de ce vieux noyau de militants qui a assumé la continuité du trotskysme et de la IVème Internationale. Ce n'est pourtant pas un motif suffisant pour que je n'accepte pas que les générations plus jeunes aient le droit de passer au crible de la critique les positions que je peux être amené à défendre dans le parti. Ce n'est pas un crime de lèse-majesté que de contester tel ou tel point de vue développé par un camarade, fût-il du vieux noyau. (...) En réalité, il s'agit là de la sélection d'une direction. (...) Des pas importants ont été effectués dans cette voie, et pour ma part je ne m'estime pas contesté en raison du fait que depuis un an et demi la direction du parti est assumée par un secrétariat d'organisation, un secrétariat des fédérations, ou un comité de rédaction dans lesquels je ne figure pas."

Ce que Lambert bien entendu ne dit pas, c'est que Stéphane Just a été écarté, lui, au fil des années, depuis 1973, de ses responsabilités, d'abord internationales, puis au BP, non par sa propre décision, mais par celle de Lambert.
Ce qu'il omet aussi de dire, c'est qu'il intervient encore où il veut, de la manière qu'il veut : c'est lui qui, un lundi matin de 1984, fait modifier l'ensemble de l'économie du journal en conférence de rédaction, pour installer dans les deux pages centrales le compte-rendu de l'assemblée nantaise qui servira de rampe de lancement aux „sections pour un parti des travailleurs".
Ce qu'il évite d'aborder enfin, c'est la manière dont s'est opérée la „sélection de la direction" : par ses seuls soins, décisions et exclusions.
Lambert a toutes les raisons de ne pas „s'estimer contesté".

L'affaire Mélusine : une machination pour éliminer Just, mais aussi tous les militants opposants

Mélusine était militant à Lyon. Il était cadre de son organisation. Il est responsable sur Vénissieux avant de se faire démettre de cette responsabilité : dès 1983, une première „affaire" le fait s'adresser à la commission de contrôle : il vient d'être privé de ses responsabilités pour „trahison", pas moins, par Arié, responsable de la région pour le comité central. Ce qui est en cause, c'est une erreur politique sur un „compte-rendu de délégation au rectorat", texte de portée mineure, erreur qu'il reconnaît d'ailleurs. Mais Dan la qualifie, outre de „capitulation devant les appareils" (ce qui peut arriver), surtout de „trahison des enseignants et des parents", ce qui vaudrait au bas mot radiation. Le mot trahison signifie un acte conscient autant qu'infâme, ce que souligne Mélusine dans sa lettre à la commission de contrôle :

„Je ne suis pas d'accord avec le mot „trahison", dans le mouvement ouvrier, cela a un sens très précis. Une trahison, c'est se vendre à l'ennemi de classe. Nous l'utilisons pour qualifier la politique des appareils réformistes et staliniens. Dans notre propre histoire, nous ne l'avons utilisé que dans des circonstances exceptionnelles; un militant qui trahit ne peut rester membre du PCI. Le parti doit immédiatement l'exclure."

L'affaire est évoquée au Comité central des 9 et 10 décembre 1983. Just note pour lui-même durant cette réunion :

Lambert demande un magnétophone.
S.Just : Le texte [à propos de cette affaire] *est donné au début du CC. Or, nous dit Lambert, c'est capital. Fait exceptionnel, les interventions sont enregistrées. Et nous devons décider en quelques heures.*

Il est possible que dès ce moment, Lambert ait déjà décidé d'utiliser Mélusine (à son insu) pour calomnier Just. Dans les semaines qui suivent, Just est l'objet d'attentions particulières, qui rappellent des méthodes totalement étrangères au mouvement ouvrier : son bureau au local du 87Fbg St-Denis, fermé à clé est visité, des notes sont photocopiées (Lambert les brandira au congrès), de l'argent lui est dérobé... Quand il sera exclu, les archives qu'il conservait dans son bureau lui seront dérobées également.

Stéphane Just ne connaît pas Mélusine, il n'en sera pas moins accusé de collusion et de complot par la suite : dans la marge de l'appel de ce dernier à la commission de contrôle, publié par celle-ci pour le CC en décembre 1983, on lit en face du paragraphe cité, de la main de Stéphane : "*Elle a raison*". Stéphane Just pensait que Mélusine était une femme. Ce n'est qu'en mars 1984 que Mélusine, Lombard sa compagne, et un autre militant de la région de Lyon, Virgile, prennent contact avec Just. Il faut noter que, en principe, rien n'interdisait à Just d'avoir des contacts avec Mélusine comme avec n'importe quel autre militant. Le cloisonnement digne de la clandestinité n'existait pas dans l'organisation.

C'est à Pierre Broué—Lambert sait utiliser les inimitiés personnelles- qu'il revient du diriger la commission spéciale du congrès sur le cas Mélusine, puis d'établir le texte qui demandera l'exclusion de Mélusine, accusé cette fois d'avoir falsifié des propos tenus par une autre militante, Joëlle Bony, conseillère municipale dans la municipalité PCF de Vénissieux („*...c'est pourquoi je souhaite que personne ici ni dans le parti ne suive l'élément étranger et ennemi dans nos rangs que nous appelions Mélusine"*).
Lambert a pris comme une habitude de faire donner comme procureurs de ses procès truqués des militants connus pour leur intégrité : Just contre Varga puis Berg, Broué contre Just...

Quelques années plus tard, Pierre Broué à son tour sera victime d'une exclusion sur des motifs aussi méprisables que ceux qu'il a lui-même rédigés contre Mélusine. Dans sa déclaration devant le Commission de contrôle statuant sur son exclusion, il dira :

> *En revanche, quand Lambert, et non moi, comme le CC l'a affirmé à tort, a présenté le court texte disant que ceux qui ne reconnaîtraient pas les qualifications retenues contre Mélusine se mettraient en dehors du parti, façon anti-statutaire d'exclure sans le dire, j'ai eu le sentiment d'avoir été roulé et d'avoir contribué à rouler le parti. J'ai pourtant, sous la pression du congrès et en suiviste, voté ce texte avec lequel je n'étais pas d'accord et qui a servi à exclure Just, avec qui j'étais en désaccord mais avec qui j'aurais souhaité que la discussion sérieuse -avant et après le congrès- puisse se poursuivre.*

Stéphane Just, dans une note manuscrite personnelle -qui a dû servir à son intervention dans le congrès sur cette question-, écrit :

> „*La camarade* [Joëlle Bony] *a-t-elle voté pour le maire PCF? C'est un fait. C'est de là que part Mélusine. Il explique que cette position est fausse. On peut penser le contraire. Mais c'est un débat politique. La camarade s'est-elle abstenue sur le vote du budget? Oui ou non? (...) Mélusine explique que cette position est fausse. On peut penser le contraire. Mais c'est un débat politique.*"
> Stéphane conclut : „*Ce que je reprocherais à Mélusine, ce n'est pas d'avoir fait des citations confuses, mais d'en avoir fait. Il n'en avait pas besoin.*

C'est un procès politique. Mélusine n'aurait pas le droit de développer les opinions politiques qu'il a développées. C'est pouquoi je dis : Mélusine n'est pas condamnable. On peut être en désaccord avec ce qu'il a expliqué, il ne peut être condamné pour ce qu'il a expliqué. Et bien plus, l'exclure, ce serait une injustice politique et un fâcheux précédent dans le PCI."

Le piège fonctionne donc. Il ne suffit bien entendu pas à Lambert de faire condamner et exclure Mélusine : tous les militants doivent passer sous les fourches caudines de l'acceptation de cette exclusion, tous doivent individuellement condamner Mélusine. Dans le congrès, seuls Just et un autre militant, Lang, votent contre.

Lambert construit donc un véritable filtre à opposants, qui présente pour lui un double avantage : il évite toute discussion politique sur le fond, et il permet d'exclure les militants infectés par des idées critiques sur la direction, et parfois soulevés de dégoût par les méthodes employées pour cette exclusion d'un militant parfaitement honnête. Le premier des exclus sera donc Stéphane Just, avec Lang, un militant qui a peu auparavant eu des responsabilités dans la fraction jeune.

Ce piège fut-il fortuit, une simple aubaine pour Lambert? Non, il est construit de toutes pièces, comme le démontre en détail le texte de Mazel. C'est pourquoi, lorsque se tient le congrès régional de Lyon, qui doit élire les délégués de la région au XXVIIIème congrès, Arié, le même membre du comité central qui a destitué Mélusine de sa responsabilité quelques mois plus tôt, et alors qu'il a pleine connaissance de son texte de bulletin intérieur où figurent les citations qui feront condamner Mélusine comme ennemi de l'organisation, Arié donc (Dan), soutient la candidature de Mélusine comme délégué au congrès!

Cette surprenante position ne peut s'expliquer que pour les besoins de l'exécution de Just : la présence de Mélusine est nécessaire au congrès pour y faire éclater le „scandale". Il faut se rappeler l'"affaire Berg" : Lambert, comme un bon nombre de membres de la direction, si l'on en croit Camus et la logique, étaient au courant depuis des mois des falsifications, mais il a délibérément choisi l'attendre la congrès pour faire exploser sa bombe politique et conduire à l'exclusion de Berg. Quelle circonstance plus propice pour régler ses affaires? Les conséquences se ressemblent au moins sur trois points : un affaiblissement considérable de l'organisation ; le départ, volontaire ou forcé, de nombreux militants : et le renforcement de la mise au pas de l'organisation, trois conditions nécessaires pour réaliser le „passage" au MPPT.

Le 23 avril suivant, se tient une session extraordinaire du Conseil général de la IV° Internationale-CIR ; son seul point à l'ordre du jour : l'exclusion de Just, en son absence évidemment :

Le Conseil Général considère que le camarade Just, en se solidarisant avec ce provocateur, s'est placé en dehors de rangs de la IV° Internationale (CIR)

Tous les votes sont pour, hormis une abstention. Je ne sais pas si l'abstinent fut exclus.
Dans la lettre qu'il adresse au Bureau politique et aux militants du PCI le 14 mai 1984, Just écrit :

Le procès Mélusine, sa méthode, la purge politique qui s'en suit sont inacceptables. La méthode qui consiste à tenter de déshonorer politiquement des camarades pour les

expulser est inacceptable. Malgré toutes les exhortations, même pour rester au PCI, je ne pouvais voter l'exclusion de Mélusine. J'ai été jusqu'à la limite du possible en déclarant que je serais discipliné à la décision du congrès, que j'irais jusqu'à n'avoir aucun contact avec Mélusine si son exclusion était votée. Non, l'ultimatum était : il faut voter l'exclusion de Mélusine. Comme je l'ai déjà dit au début de cette lettre, on exigeait de moi que je fasse partie du peloton d'exécution et que je tire le coup de grâce dans la nuque. Il n'en était pas question. C'était accepter les procédés florentins de Lambert et coopérer à la condamnation du PCI en tant que parti révolutionnaire. Si pénible que cela me fut d'être exclu du PCI, encore une fois je ne pouvais pas payer ce prix pour y rester.

En effet. "*Coopérer à la condamnation du PCI en tant que parti révolutionnaire*", Lambert savait pertinemment que Just ne s'y plierait pas. C'est pourquoi il avait construit des conditions dont il savait qu'elles seraient inacceptables à Just. Si Just était resté dans le PCI, au prix de ce renoncement, il n'aurait pu y survivre longtemps : la « condamnation du PCI en tant que parti révolutionnaire » était déjà prononcée depuis quelque temps.

Pour autant, Just n'a pas considéré que le PCI était alors mort en tant que parti révolutionnaire. Il poursuit :

Mais je comprends les camarades qui acceptent de voter cette résolution pour rester dans le PCI. Je le comprends d'autant plus que je crois que le PCI reste l'organisation à partir de laquelle peut et doit être construit le parti de la Ivème Internationale en France, que le PCI peut et doit jouer un rôle majeur dans la reconstruction de la IV° Internationale. Mais il faut combattre pour la réintégration des exclus. Avec son hypocrisie coutumière, Lambert prétend qu'ils se sont mis en dehors du parti en ne votant pas la résolution condamnant Mélusine. Tout le monde comprend qu'il s'agit d'un trucage.

Annexe - Lettre de Pierre A. (ex-Mazel) du 12 novembre 1984

Je publie l'intégralité de cette longue lettre. Elle n'est jamais parvenue aux militants du PCI, à quelques exceptions près, puisque L'ex-camarade Mazel était déjà radié lorsqu'il l'a écrite. La clarté de son exposé, la rigueur et la précision de son argumentation et des faits qu'il rapporte sont tout à fait remarquables, et très rares à ce moment de l'histoire du PCI. Il démonte avec minutie le mécanisme de la provocation. Son texte donne une vue d'ensemble des faits et analyse la situation interne du PCI avec une grande lucidité. Il me paraît donc apporter un élairage très utile à ce chapitre qui traite de moments décisifs dans la chute du PCI.

Chers camarades,

Le 2 octobre 1984, j'ai été radié du PCI, parti auquel j'appartenais depuis plus de 16 ans. Il s'agit pour moi, bien sûr, d'un événement important et, d'un certain point de vue, douloureux : il n'est pas toujours facile de se voir rejeté – au mépris des statuts – hors d'un parti que l'on a contribué –au moins autant que ceux qui ont voté ma radiation- à construire et à défendre.

Mais si mon seul cas personnel était en cause, je me serais sans doute dispensé d'écrire cette lettre. C'est parce que des faits graves et inacceptables pour tout militant honnête se sont déroulés et se déroulent encore dans le PCI que je me suis décidé, après mûre réflexion, à m'adresser à tous ceux que les hasards de la vie militante m'ont fait connaître dans le PCI et dans le parti des travailleurs en construction.

En rédigeant cette lettre, en la faisant parvenir le plus largement possible (à mon échelle ! quelques dizaines de militants tout au plus !) je sais à quelles critiques je m'expose : elles sont invariablement les mêmes : je donnerais des armes à l'adversaire de classe et à tous ceux, nombreux, qui ne veulent pas que du bien au PCI, je minerais le parti en introduisant le doute dans la conscience des militants, etc. etc… . je rejette évidemment ces ''arguments'' dont la seule logique est l'acceptation et le silence : s'il y a réellement des pratiques scandaleuses dans le PCI, si le mensonge, la dissimulation et la calomnie sont employés, si les statuts sont malmenés ou carrément violés, il est du devoir de tout militant sérieux de le dire et de le faire savoir. C'est ce que j'AI ESSAYE DE FAIRE… ET C'EST-CE QUE JE N'AI PU FAIRE ***DANS*** LE PCI.

Ma radiation, le 2 octobre, de la cellule d'Epinay/seine, a pour corollaire naturel, si l'on peut dire, la non-parution dans le bulletin intérieur (le BI) d'un texte de discussion que j'avais rédigé et qui dénonçait précisément l'usage de telles méthodes à l'occasion de ce qu'il est convenu d'appeler l'« affaire Mélusine ». N'ayant pu m'exprimer dans le PCI, par le biais naturel d'un B.I., je m'adresse à vous par l'intermédiaire de cette lettre. Je rapporterai ici des faits incontestables et pour tout dire jamais contestés par la direction. S'il s'avérait que sur quelque point je me sois trompé –en toute bonne foi, je vous l'assure- j'enverrais rectification à tous les destinataires.

1/ J'ai été radié du PCI pour avoir refusé d'avaliser une décision du 28ème congrès (réuni fin avril 1984) caractérisant un militant –Mélusine- de falsificateur (il avait publié dans le B.I. n°8 une contribution contenant des citations partielles des interventions d'une camarade du PCI, Joëlle Bony, conseillère municipale à Vénissieux. Selon le congrès, il y aurait eu falsification des propos de cette camarade, d'où la caractérisation de Mélusine comme falsificateur).
En conséquence, ce militant a été exclu et qualifié quelques jours plus tard de « provocateur de type stalinien ».
Tel est le point de départ de cette ténébreuse affaire.
Dès la parution du rapport du congrès dans un BI spécial (rapport de la ''Commission Broué'', du nom de celui qui dirigea le groupe de militants chargé ''d'enquêter'' sur le cas Mélusine-) j'ai émis les plus grandes réserves sur cette accusation de falsification.
J'ai lu et relu l'ensemble des textes mis à la disposition des adhérents du PCI ; j'ai discuté avec de nombreux camarades et confronté avec eux mes doutes et mon argumentation. L'ensemble des éléments et informations qui j'ai pu ainsi réunir m'a totalement convaincu qu'il s'agissait là d'une condamnation totalement infondée et qui devait, en conséquence, être rapportée.
Quel sont les éléments qui m'ont amené à adopter ce point de vue ? C'est ce que je voudrais développer maintenant.

- Mélusine a fait parvenir son texte directement au local du PCI le 10 mars 84. Durant **19** jours (jusqu'au 29 mars au soir) la direction du PCI –pourtant informée du caractère partiel et à ses yeux falsifié des citations retenues- n'a jamais cherché à le joindre, ne serait-ce que pour lui suggérer de le modifier en citant plus complètement J.Bony.
  Il n'y aurait pas eu, alors, d'affaire Mélusine !
  Il est totalement incompréhensible que la direction du PCI ait choisi de se taire au lieu d'informer le principal intéressé que son texte prêtait le flanc à l'accusation de falsification.
  On aurait voulu le laisser plonger et s'enferrer que l'on ne s'y serait pas pris autrement.
- Mélusine est qualifié pour la 1ère fois de falsificateur le 29 mars au soir, lors de son assemblée générale de section préparatoire au congrès, tout en fin de

réunion. Devant la gravité de cette accusation –infâmante-, il rédige une « mise au point » (c'est le titre de sa réponse) avec demande expresse de parution dans le BI. On y trouvait en particulier les citations complètes dont l'absence dans la 1ère contribution avait servi de ''base'' à l'accusation de falsification. Dès lors, Mélusine ne pouvait plus être accusé de falsifier les propos de J.Bony. « L'affaire Mélusine », encore naissante, aurait pu et dû s'arrêter à cet instant. Mais voilà ! cette ''mise au point'', qui aurait tout arrangé, ne sera jamais publiée ! Comme c'est curieux !

- La direction du PCI a une ''explication'' pour justifier cette non-parution : le texte de Mélusine est parvenu hors-délais au siège du PCI. C'est tout à fait exact, mais cet argument ne vaut néanmoins pas un clou. Voici ce que j'écrivais à ce sujet dans le texte non publié : « Il n'a vraiment pas de chance, ce camarade Mélusine ! Non seulement la direction ne cherche pas à le joindre et le laisse croupir dans sa fange, non seulement il se fait traiter de falsificateur (il n'était pas encore, à ce moment, un provocateur), mais en plus –poisse supplémentaire- il n'a plus le droit de répondre aux graves accusations lancées contre lui : TROP TARD !!
  Effectivement, la lecture du BI n°1 p.3 permet de prendre connaissance d'un calendrier d'édition des différents BI ; citons ce texte :
  « *Les articles et textes publiés doivent parvenir à M.Lacaze 87 rue du Fbg St. Denis 75010 Paris le samedi de la semaine qui précède les dates prévues pour l'édition du bulletin* »
  Les dates en question sont les suivantes : BIN°1 : 23/1 – BIN°2 : 6/2 – BI N°3 : 20/2 – BI n°4 : 20/2 – BI n°4 : 5/3 – BI n°5 : 19/3 – BI n°6 : 2/4
  C'est, rappelons, le jeudi 29 mars, tard en fin de soirée, que Mélusine est qualifié de falsificateur : Il aurait donc dû rédiger sa « mise au point » dans la nuit du jeudi au vendredi et la porter de Lyon à Paris directement pour être sûr qu'elle parvienne au siège du PCI le samedi matin 31 mars, date fatidique ! (voir note).
  On voudra bien supposer avec moi que le militant Mélusine est également un homme qui dort, qui travaille la journée (celle du vendredi par exemple) et qu'il a sans doute une vie personnelle et (ou) familiale : même rédigé le vendredi soir 30 mars et c'(est déjà demander beaucoup !) au soir, le texte en question serait, de toute façon, arrivé à destination hors-délais !

  La vérité toute crue est donc la suivante : après 19 longs jours de silence concernant le texte « falsifié », Mélusine se voit accusé de falsification… au moment où il lui sera impossible de répondre ! de plus en plus bizarre, non ? Allons plus loin et posons-nous la question du sérieux de l' ''argument'' avancé. Il suffira de remarquer que le calendrier fixé et cité plus haut N'A EN RIEN ETE RESPECTE PAR LA DIRECTION pour mesurer la valeur d'une telle explication (c'est pourtant la seule qui soit avancée pour justifier le refus de publication de la ''mise au point'' dans un BI) :
  - Il n'y a pas eu 6 BI mais 12 !
  - Les BI sont, pour la plupart, arrivés dans les cellules après les dates fixées, les derniers parvenant même pendant… ou après le congrès (le 20 avril, au lieu du… 2 avril !)

  Il n'y a là nul reproche important ; mais force est de constater que le calendrier initialement prévu a volé en éclats (de par l'abondance des contributions, sans doute) : Se référer à lui pour refuser la publication d'un texte relève dans ces circonstances de la mauvaise foi la plus noire !
  SI LA DIRECTION ELLE-MEME N A PU RESPECTER (pour des raisons tout à fait honorables et explicables) SON PROPRE CALENDRIER, QU ELLE NE DEMANDE PAS AUX MILITANTS D'Y ETRE SOUMIS AVEC EN PLUS UNE INFLEXIBILITE DIGNE D'UNE MEILLEURE CAUSE.

Plus encore : était-il vraiment impossible de publier dans un BI la contribution de Mélusine, datée du 4 avril, parvenue à Paris le 7 avril,... le congrès commençant à Paris le 20 avril... lorsque l'on sait que plusieurs BI sont parvenus après le congrès (le 25 avril !).
Je dis que matériellement c'était possible.
Je dis que se retrancher derrière une date limite qui n'a pas été respectée par la direction elle-même, n'est pas sérieux, ni correct.
Je dis que même hors-délais, et compte-tenu de l'importance prévisible de cette affaire, il fallait publier la mise au point de Mélusine.

Notre parti avait tout à gagner à cette publication. Si la direction du PCI n'avait pas voulu d' « affaire Mélusine », elle aurait publié cette contribution et n'y aurait effectivement pas eu d'''affaire Mélusine''. A contrario...

En fonction de ces faits, je n'ai pu aboutir qu'à une seule conclusion cohérente : la direction du parti a voulu délibérément qu'il y ait une « affaire Mélusine ». Elle a utilisé pour cela un prétexte (celui des citations incomplètes – voir plus loin) pour l'exclure sans essayer à aucun moment d'arranger une ''affaire'' qui n'en était pas une !

- Mais il est vrai que les citations de Mélusine étaient partielles, tronquées diraient certains : il avait choisi indiscutablement celles qui l'intéressaient et illustraient son analyse politique (qui –rappelons-le- est basée sur des faits et pas seulement sur des extraits de citations). En ce sens, il est alors tout à fait possible de trouver d'autres citations de la conseillère municipale modifiant sensiblement le sens des seules citations retenues par Mélusine. N'est-ce pas là la preuve d'une falsification ?
A cette question centrale, il faut répondre très clairement NON.
D'abord Mélusine n'a jamais caché que ses citations n'étaient que des extraits ; il n'a jamais (relisez le texte) voulu faire croire qu'elles ''résumaient'' la pensée de Joëlle Bony (contrairement à ce qu'écrit à ce sujet le rapporteur du congrès chargé de cette affaire, P.Broué. Elles illustraient simplement une analyse politique, analyse appuyée sur des faits que personne ne conteste (on peut bien sûr –et c'est mon cas- contester l'analyse politique qu'en fait Mélusine)- lorsque les citations étaient partielles, Mélusine les a très correctement terminées par des points de suspension, indiquant par là-même leur caractère inachevé. Chaque militant pourra ainsi vérifier que Mélusine écrit, citant J.Bony :
« Je m'intègre au travail de ce conseil municipal composé en majorité de conseillers municipaux du PS et du PCF... » (3 points de suspension, c'est moi qui commente) [BI,°8, p.29]
Ce que Broué traduit ainsi :
« Je m'intègre au travail de ce conseil municipal composé en majorité de conseillers municipaux du PS et du PCF » (aucune ponctuation !) [rapport Broué, p.21]
Soucieux d'étayer sa démonstration, P.Broué en est réduit à employer les méthodes mêmes qu'il reproche à Mélusine. N'est-ce pas risible ?

Par ailleurs, ce qui est reproché à Mélusine (faire des citations partielles en ignorant délibérément d'autres passages, de sens différent) et qui a tant indigné la commission Broué et le congrès est une pratique courante dans le PCI et même au-delà ! Avant Mélusine et encore après son exclusion du PCI, nombreux sont les rédacteurs d'*Informations Ouvrières* , de la *Tribune Internationale*, des tracts nationaux ou locaux... à avoir usé exactement de la même méthode, véritables faussaires qui s'ignorent... si l'on suit, bien sûr, les conclusions de P.Broué et du congrès.

Il faut en finir avec une accusation aussi ridicule : Allons donc !
Mélusine n'a fait qu'adopter une pratique qui est monnaie courante dans le PCI et ailleurs… mais lui seul a trinqué, nouvelle preuve, s'il en était besoin, du caractère entièrement artificiel de l'opération montée contre lui.

Le responsable de ma cellule, Tony –qui a voté des deux mains ma radiation et approuvé chaleureusement celle de Mélusine- reconnaît que cette même méthode est effectivement employée par le PCI, mais précise-t-il –car il y a un mais- mais seulement pour la polémique avec des militants ou organisations ***extérieures*** au PCI !! A cette condition, il n'y a pas falsification. Mais les mêmes propos, internes au PCI, et hop !, il y a falsification !
A quelles misérables contorsions intellectuelles sont forcés de se livrer ceux qui veulent à tout prix justifier l'injustifiable.
Mais l'aveu est de taille ; outre feu Robert qui devra revoir sa définition défaillante de la falsification (P.Broué, pour établir la falsification, s'est appuyé sur la définition qu'en donne le « Robert »), il place chaque militant devant la question suivante, restée sans réponse : où et quand, nous tous, Mélusine compris, avons-nous été mis en garde contre le danger d'une utilisation ***interne*** d'une méthode couramment utilisée à/vers l'extérieur du PCI ? Et si Mélusine, comme les autres d'ailleurs, n'a pas été prévenu, comment aurait-il pu le savoir ?

Pour parler clair, il faut dire que Mélusine a été exclu pour ne pas avoir découvert tout seul (puisque personne ne le lui a dit) que faire des citations partielles dans le PCI , et quand on s'appelle Mélusine, c'est de la falsification ; les mêmes citations, faites à l'intérieur ou à l'extérieur du PCI par un quelconque militant relèvent de la vérité. (Personne ne croira évidemment au seul usage externe de ces citations partielles. Elles sont employées allègrement dans le PCI sans que la moindre vague purificatrice ne se lève. Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut rien entendre.).
Nous nageons ici en plein irrationnel et il a bien fallu, arrivé à ce point, que je me pose la question : mais qu'a-t-il donc, ce Mélusine, ce pelé, ce galeux, pour être l'objet d'un traitement si particulier et si personnel ? Mais, auparavant, terminons-en avec l'affaire Mélusine elle-même.

- Dernier argument, dernière ligne d'accusation dans ce dossier sans épaisseur : Mélusine a refusé de revenir sur ses erreurs : au contraire, il a persisté et signé. Relisons la commission Broué : « *C'est la dignité d'un militant de savoir dire simplement ''j'ai eu tort''… ''vous ne m'avez pas compris…'' , ''je me suis mal exprimé'' ». Non, Mélusine ne dira pas cela : Il a maintenu sa position à lui, sa conception à lui qui est celle même des avocats staliniens… et c'est pourquoi la commission demande au congrès d'exclure Mélusine.* » (extraits du rapport de la commission Broué, commission du congrès chargée d'''instruire'' l'affaire Mélusine).

  On sait déjà que cette affirmation est fausse puisque Mélusine a dans sa ''mise au point'', fait étalage des citations dont l'absence était contestée. Il est vrai qu'il maintenait son analyse politique, mais c'est un droit que nul ne peut lui contester.
  Mais la question soulevée par cette partie du rapport Broué est la suivante : qu'a-t-on demandé réellement à Mélusine ?
  Lui a-t-on demandé de ''reconnaître ses torts'', d'''avouer'' qu'il s'était mal exprimé… (version Broué)
  Ou lui a-t-on demandé de reconnaitre qu'il avait falsifié le propos de J.Bony (version Mélusine).
  Ce qui n'est pas, on le reconnaîtra, la même chose.

Il m'est ici impossible de trancher. Mais il apparaît déjà évident que les demandes faites par la commission Broué à Mélusine n'ont pas la transparence souhaitable dans une telle affaire.
L'idéal serait de disposer de l'enregistrement des débats de la commission Broué. Mais ont-ils été enregistrés ? Ce serait souhaitable. En juin dernier, lorsque je l'ai rencontré, le camarade Lambert l'ignorait. Au cas où il en serait bien ainsi (rappelons que les débats du congrès ont été intégralement enregistrés), je demande, une nouvelle fois, la publication intégrale des débats de la commission Broué.
De cette manière, les militants du PCI –et même au-delà- pourraient enfin disposer d'une argumentation contradictoire : n'est-il pas extraordinaire en effet que l'ensemble du dossier de cette affaire (qui nous a déjà coûté des dizaines de militants...) ne soit connu des militants du PCI que par la seule version officielle, celle de la direction ? Pourquoi cacher au parti la ''mise au point'' de Mélusine, ses déclarations dans le cadre de la commission Broué, les interventions de Lang... (Lang, délégué au congrès, membre de la commission Broué, a refusé d'en avaliser les conclusions. Exclu !)
Visiblement, ce n'était pas là l'objectif de la direction... dommage...

Cet ensemble de faits, les incohérences et les obscurités mêmes, les questions restées sans réponse, tout cela m'a conduit à rejeter l'accusation de falsification.
En toute conscience, je ne pouvais voter dans ma cellule du 2/10/84 la résolution présentée par un permanent (''descendu'' pour la circonstance) caractérisant Mélusine de falsificateur. Je me serais discrédité.
J'ai donc mis mes actes en rapport avec mes idées. J'ai voté contre cette motion. En conséquence de quoi j'ai été, de facto, radié du PCI (voir plus loin).

- Il faut ajouter que quelques jours plus tard, après le congrès, Mélusine sera qualifié de ''provocateur de type stalinien'' et même, (oralement) de ''provocateur'' (tout court, si l'on peut dire). Terrible accusation qui aurait dû être fondée et solidement étayée avant que d'être avancée !
Je pose la question à tous mes camarades du PCI, même s'ils pensent que Mélusine est un falsificateur : a-t-il été prouvé que Mélusine est bien un ''provocateur de type stalinien'' ?
Chacun pourra parcourir, comme je l'ai fait moi-même avec le plus grand soin, l'ensemble des textes publiés : RIEN, je dis bien RIEN, dans ces documents ne vient étayer cette affirmation : pas le moindre début d'un commencement de preuve !
Voilà un camarade, militant du PCI depuis plusieurs années, assumant l'importante responsabilité d'un secteur, responsable syndical confirmé, bref un militant ouvrier –et reconnu comme tel- qui, du jour au lendemain se voit coller au front une étiquette infâmante (provocateur) qui le place, de fait, hors des rangs du mouvement ouvrier, et cela, gratuitement, sans la moindre preuve !
N'est-ce pas tout simplement scandaleux et indigne de notre organisation ?
Mais, objectera-t-on, pas de fausse naïveté ! Il est établi que c'est un falsificateur : ce ne peut donc être qu'un provocateur !
Pour impressionnant qu'il soit, cet argument ne vaut rien. D'abord, parce qu'il n'est nullement prouvé que Mélusine est bien un falsificateur (j'ai essayé ci-dessus, de démontrer le contraire !) et ensuite parce qu'une telle affirmation ne repose que sur un tour de passe-passe constitué d'une série d'équations du type :
  - Utilisation de citations partielles (à l'intérieur du PCI et par Mélusine) = falsification.

- Falsification = falsificateur
- Falsificateur = provocateur

En poursuivant avec cette même logique infernale, vide de faits mais riche de mots, on peut aussi bien écrire :

- Provocateur = agent stipendié du KGB (et rétribué par ce dernier !)

Etc…

Il pourrait ainsi être démontré, par la seule énumération d'équations de ce type, que Mélusine, citant 2 extraits d'intervention de J.Bony, ne peut être qu'un agent direct du KGB, émargeant au consulat d'URSS à Lyon, CQFD !
Qui peut prendre cause pour de telles méthodes dont nous, trotskystes, avons pourtant souffert plus que tout autre courant du mouvement ouvrier ?
On pouvait croire notre organisation immunisée à jamais contre l'usage du mensonge et de la calomnie. L'affaire Mélusine aura au moins le mérite de montrer qu'il n'en est rien. ; elle rappellera à tous les militants qu'ils sont toujours là, ces vieux démons, amenés par le stalinisme et déposés ça et là, même au cœur des organisations les meilleures.

Pour être tout à fait complet, il faut ajouter que les responsables du PCI rencontrés m'ont précisé que les ''preuves'' s'accumulaient montrant que Mélusine est très probablement un ''agent de la LCR'' (entretien avec Lambert, fin juin ; confirmé par Levin, permanent, présent à la dernière cellule du mois de juin). Ces ''révélations'' étonnantes –et purement orales- se voulaient des réponses à mon incrédulité concernant le tableau d'un Mélusine en agent provocateur de type stalinien.

Je ferai plusieurs remarques :
-Pourquoi cette information n'a-t-elle pas été donnée par écrit (lettre d'I.O., BI…) aux militants ?
-Quelles sont les preuves qui s' « accumulent » ? Qu'établissent-elles exactement ? depuis quand en disposons-nous ? Pourquoi ne pas les communiquer ? Autant de questions sans réponse, ce qui enlève aux dites ''preuves'' toute validité, à moins de croire la direction sur parole.
-Remarquons également le terme de probablement et souvenons-nous que Mélusine n'est pas ''probablement'' une falsificateur-provocateur, mais certainement l'un et l'autre, ce qui n'est pas exactement la même chose. Constatons que le glissement s'est vite opéré de la probabilité à la certitude, sans que nous, militants soyons informés des faits et événements qui ont amené cette mutation.
-Enfin, il faudra bien que la direction choisisse entre les 2 interprétations, totalement contradictoires, qu'elle avance :
* ou bien Mélusine est un agent (=militant) de la LCR, et il appartient alors, comme cette organisation et ses militants, au mouvement ouvrier.
* ou bien il est un provocateur-de-type-stalinien et, rejoignant alors la cohorte des agents staliniens infiltrés dans la IVème Internationale dès sa fondation, il se place de facto hors des rangs ouvriers, et il faut le clouer au banc d'infamie.

Ainsi donc, rien ne venant étayer l'accusation lancée gratuitement contre lui, et n'ayant pas l'habitude de salir un camarade, je récuse là encore la calomnie et demande en conséquence le retrait immédiat de cette caractérisation.

Voilà ce qu'il en est de l' « affaire Mélusine ». Je puis assurer les camarades que j'ai passé au crible tous les textes publiés, que j'ai confronté mes arguments à ceux de nombreux militants. Je suis arrivé à la conclusion qu'il fallait refuser la double calomnie de falsificateur et de provocateur ; qu'en

conséquence, le camarade Mélusine devait être réintégré immédiatement dans tous ses droits de militant du PCI.

Je ne demandais pas, et ne demande pas plus aujourd'hui, à être cru sur parole. Pour tout dire, je souhaiterais ardemment que des informations nouvelles, des faits indiscutables viennent me convaincre de mon « erreur » actuelle. Mais hélas nous n'en sommes pas là.
Pour l'heure, il reste que la direction et le congrès du PCI se sont lourdement trompés et ont, de fait, Sali un militant. J'ai voulu le dire, pour défendre cette organisation –la mienne- convaincu que barre la route à l'emploi de sales méthodes ne pouvait être que bénéfique pour la construction du PCI.
Mais ce droit élémentaire pour tout militant –celui de pouvoir défendre ses positions dans le PCI- ce droit a été bafoué ; malgré mon accord sur le programme de la IVème Internationale, malgré mon accord général avec l'orientation du PCI, malgré mon activité militante au compte du parti des 10 000, on a exigé de moi, comme condition pour rester militant de cette organisation, de renier mes convictions concernant… Mélusine.
Il y a là quelque chose de grotesque et de totalement disproportionné !

2/ Mais l'affaire Mélusine ne s'arrête pas là. L'exclusion du principal intéressé n'était en fait que le prélude à une plus vaste épuration qui n'est pas achevée encore aujourd'hui. Regardons de plus près les suites de cette affaire : elles sont tout aussi instructives.

- Le congrès du PCI, en plus de la résolution excluant Mélusine, a approuvé (2 contre seulement !) une motion « mettant hors du parti » (=excluant) tous ceux qui refuseraient de caractériser Mélusine de falsificateur. Incroyable ! cette motion est une pure infamie et j'ai honte –oui j'ai honte- pour ceux qui ont voté un tel texte et pour ceux qui l'appliquent aujourd'hui.

Car enfin, où et quand a-t-on vu qu'une motion de congrès devait obligatoirement être approuvée par les militants, sous peine d'exclusion qui plus est ?!
Il faut redire ici que toutes les décisions prises dans un congrès –***toutes, sans exception- sont discutables par les militants dans le cadre du PCI***.
L'appartenance au PCI, depuis ce 28ème congrès, n'est plus réglée par les seuls statuts du PCI, statuts qui précisaient :
« *Le PCI est une association volontaire de militants ouvriers rassemblés sur la base du programme de transition de la IVème Internationale. Est membre du PCI celui qui participe régulièrement à un organisme de base (cellule) de l'organisation, qui défend dans son activité publique le programme du PCI et la ligne définie par son congrès ou qui accomplit les tâches qui lui sont dévolues par l'organisation, qui assure une activité régulière et disciplinée pour la construction de PCI et paie les cotisations quei lui sont fixées.* »
(Chapitre I et II des statuts).

Il faut ajouter désormais à ces lignes celle-ci :
« Est militant du PCI celui qui acceptera de caractériser mélusine de falsificateur ».

De fait, par la bande, le 28ème congrès a modifié les statuts du PCI. Et encore ! les militants de cette organisation ont le droit de proposer (via les cellules et le BI) des modifications aux statuts ; mais il leur est formellement interdit, en vertu d'une loi nulle part écrite- de penser que Mélusine puisse être un militant honnête.

Il faut être nombreux –à l'intérieur et à l'extérieur du PCI (les exclus et les radiés !)- à exiger l'abandon pur et simple de la résolution scélérate.

b)Très vite, la motion spéciale du congrès s'est révélée être une fantastique machine (machination) pour exclure des dizaines de militants. L'usage qui en a été fait est des plus intéressants à étudier.
Cette motion très spéciale n'a été présentée et soumise au vote que dans certaines cellules (donc tous les militants n'ont pas eu à se prononcer sur l'affaire Mélusine) ; 2 types de cellules ont ainsi « bénéficié » de l'attention de la direction :

- Certaines cellules (disons du 1er type) avaient comme adhérents des militants particulièrement dangereux DONT LA LISTE AVAIT SOIGNEUSEMENT ETE DRESSEE DES AVANT LE CONGRES : ils présentaient la double caractéristique d'être en désaccord avec certaines orientations du PCI et de se rencontrer entre eux. Cette dernière activité, tout particulièrement, est insupportable aux yeux de la direction qui veut y voir la tentative de constituer une clique, formellement condamnée par les statuts (chapitre VIII, 2°) : « *Le PCI condamne formellement les cliques.* »

Que penser de ces faits ?
* Il faut savoir d'abord que la direction n'a pas été très regardante sur les moyens employés pour dresser la liste noire :
- Interrogatoires discrets des militants
- Filatures (mais oui, filatures !)
- Photographies clandestines des rencontres entre ces camarades pour établir la preuve de leurs liens (c'est ainsi que la liaison entre Mélusine et S.Just –un des dirigeants du PCI, principal animateur de la ''clique''-) a pu être établie –entre autres éléments- grâce au cliché pris par Levin (le permanent déjà cité) à la sortie d'un restaurant où le « falsificateur » et l' « animateur de clique » dînaient ensemble (dixit Levin lui-même).
- Visite nocturne du bureau de S.Just dans le local du PCI pour photocopier certains de ses documents personnels (un vrai petit ''Watergate'' selon S.Just lui-même.

Ces informations m'ont été données oralement par des dirigeants et militants du PCI, sauf la dernière, émanant du groupe constitué par S. Just, mais jamais démenties.
Remarquons tout de même qu'au moment où ces camarades étaient ainsi filés, photographiés, et leur bureau crocheté, **ils étaient membres du PCI**.
A-t-on le droit d'employer de telles méthodes –dignes d'un mauvais roman noir- entre militants, entre camarades de la même organisation ?
Elles sont à faire vomir n'importe quel militant honnête et soucieux de préserver sans tache le drapeau de son organisation. Il s'en est trouvé pourtant pour les excuser ou les justifier au nom de la défense d'un PCI menacé par les cliquards. Je dis à ces camarades qu'il faut penser à l'inverse : la menace la plus sérieuse pour le PCI ne venait nullement des militants qui se retrouvaient en dehors de leurs cellules, mais de l'emploi de pareilles méthodes où le pire le dispute à l'absurde, où l'étouffement de la liberté de discussion voisine avec la crainte quasi-maladive de voir se constituer une tendance dans le PCI. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette accusation de clique. Bornons-nous, pour l'instant, à constater l'emploi délibéré de curieux procédés et de sales méthodes à l'encontre de certains camarades...

- Enfin, on l'a vu, ''justifié'' par l'ampleur du crime qui se préparait ; pensez donc ! : des militants, en désaccord avec l'orientation de la direction du PCI, se rencontraient (ouvertement d'ailleurs, selon le permanent-

photographe Levin) et discutaient entre eux. Horreur ! horreur ! horreur ! le spectre hideux de la clique faisait son apparition dans le PCI. Il fallait frapper vite et fort. La liste des cliquards étant bien vite établie (voir plus haut), la nature exacte de leur forfait déterminée (tentative de constituer un regroupement sans principe, une clique quoi) il ne restait plus qu'à les exclure ; ce qui fut fait. Et c'est ainsi que Stéphane Just, Omar, E. Laurent, Kazan, Charden, etc. et des dizaines d'autres militants, furent jetés hors du parti... pour refus de caractériser Mélusine comme falsificateur.

Comprenne qui pourra ! Le fait est que tous ces militants ont été exclus pour un tout autre motif que celui qui leur était en fait reproché !
Pourquoi ne pas dire la vérité ? Pourquoi avancer à visage masqué ? S'ils avaient réellement constitué une clique, pourquoi ne pas les exclure pour cette raison ?
Est-il normal, dans une organisation saine, honnête, de mettre à la porte des militants pour un tout autre motif que celui qui aurait dû, en fait, ''fonder'' la sanction ?

- Mais, au fait, constituaient-ils vraiment une clique, ces militants ? le Petit Robert, cher à Pierre Broué, nous indique qu'une clique est « *une coterie, un groupe de personnes peu estimables –voir bande, cabale ; en politique, terme d'injure pour désigner un groupe d'intérêt.* »

- Peut-on sérieusement faire entrer les militants ouvriers cités plus haut dans une quelconque partie de cette définition ? Evidemment non !
- N'est-il pas normal que des militants inquiets de l'orientation de leur organisation se rencontrent, échangent leurs points de vue, discutent de propositions ? Est-ce un crime ? Est-ce un droit si exorbitant ? Celui-ci ne serait-il accordé qu'à ceux qui sont en accord avec l'orientation de la direction ?
- Aurait-il été sérieux de leur part, de proclamer une tendance, de suite, sans discussion préalable, sans hésitation même ?
- N'ont-ils pas rendu publiques (dans le PCI) leurs critiques, leurs remarques et déjà des éléments de propositions dans les différents numéros du BI ?

Il faut en finir une bonne fois pour toutes avec cette pernicieuse accusation de clique, si peu fondée, rappelons-le, qu'elle ne constitue jamais le chef d'accusation contre les exclus.

Les militants du PCI sont majeurs et sérieux. Rien ne permet de mettre en doute leur attachement à cette organisation et à son développement. Chacun doit avoir le droit de critiquer l'orientation proposée, de confronter ses idées avec celles des autres militants ; bref, de se réunir au grand jour avec qui bon lui semble (entre militants du PCI). Tout cela (c'est si peu !) sans courir le risque de sanction !

*Dans les cellules du 2ème type se trouvaient des militants sans lien aucun avec S. Just, Mélusine et leurs amis. Ils avaient en commun la caractéristique de mettre en doute (plus ou moins fortement) les conclusions de la commission Broué. Ils ne se rencontraient pas en dehors de leur cellule ; ils n'avaient pas de désaccords incompatibles avec l'appartenance au PCI ; nombre d'entre eux étaient même en total accord avec toute l'orientation nationale et internationale du PCI. Ils ne fumaient pas, ils ne buvaient pas, ils étaient propres, corrects et irréprochables. Aucun lien, si ténu soit-il, ne les unissait à la sombre clique justo-mélusinienne. Non, rien qui puisse ternir leur qualité de militants du PCI.
Mais voilà, ils ont refusé de reconnaître la vérité révélée, de se coucher devant une décision de congrès, de béer devant les conclusions de la commission Broué.

Bref, ils ne pensaient pas que l'affaire Mélusine présentait toute la limpidité nécessaire. Au mieux, ils exprimaient des doutes, soulevaient des questions. Au pire, ils refusaient purement et simplement les conclusions de la commission Broué.

*Talmi SIMEHA, dans une belle lettre toute imprégnée d'honnêteté, a dit son indignation et démonté l''argumentation'' avancée contre Mélusine.
*Sylvie Paquier protestera véhémentement, par lettre, contre les motifs et la procédure qui ont présidé à sa radiation.

Je souhaiterais que nombreux soient les lecteurs (trices) de cette lettre à refuser ces exclusions, aussi bien celles des soi-disant ''cliquards'' que les autres. Ni les uns ni les autres, pour les mêmes raisons fondamentales, ne sont justifiées. Répétons encore une fois que les décisions d'un congrès ne peuvent en aucun cas constituer la bible obligée du militant. Toute résolution peut être discutée. Celle concernant l'affaire Mélusine plus que toute autre : le trouble qu'elle a jeté dans le PCI, les dizaines de militants chassés justifieraient amplement un véritable débat, précis et argumenté, répondant réellement aux questions posées.
Chacun constatera, hélas, qu'il n'en a pas été ainsi. Informations tronquées, silences révélateurs et mensonges sont les maîtres-mots d'une ''argumentation'' dénuée de toute cohérence interne. Elle peut, pour un temps, se substituer à une authentique discussion. Elle ne pourra l'étouffer longtemps. Cette lettre se veut une contribution au rétablissement dans le PCI de cette vérité dont on sait qu'elle seule est révolutionnaire, de cette vérité sans laquelle rien de durable ne sera construit.

3/ Je voudrais, pour terminer cette longue lettre, apporter d'autres informations liées à l'affaire Mélusine-Just, et répondre à quelque arguments parfois avancés.

- Des menaces physiques très précises ont été formulées contre certains militants chassés du PCI par des responsables de cette organisation (responsables de secteur par exemple).

C'est le cas de F.Meyssonnier, qui s'est vu interdire les réunions de sa section (au Mée, près de Melun) : « Si tu essaies d'y aller, l'herbe te brûlera sous les pieds ».
En toute indépendance PCI-Section pour un Parti des travailleurs !
Le permanent-photographe, interrogé à ce sujet, a répondu qu'il s'agissait là d'une ''bavure'' et que le responsable incriminé était un ''imbécile''.
* Hélas, une nouvelle ''bavure'' est venue s'ajouter à la précédente (et d'autres encore ont suivi) : Talmi Simeha lui aussi a été victime de menaces physiques ouvertes lors de la réunion de la section du 19° arrondissement du PT (dont Nicole Bernard, une des responsables de Paris du PCI, prétendait lui interdire l'entrée !)
* Lang, un des deux délégués au congrès à avoir refusé de calomnier Mélusine, a affirmé, sans être démenti, qu'il s'était vu menacé par Lionel (un des permanents du PCI) dans la cour du local.
Cela commence à faire beaucoup de « bavures ».

- L'interdiction faite aux militants exclus du PCI de participer aux réunions du PT soulève des problèmes de même nature :

Ce dernier n'est pas la propriété privée du PCI ; certes, il a pris une part essentielle –la première- à sa constitution et c'est tout à son honneur. Mais il ne peut prétendre –en aucun cas- à décider qui doit être adhérent des sections. Il n'est investi, lui ou ses militants, d'aucun droit de veto particulier.

Il faut donc intervenir pour que cette règle minimum de vie démocratique soit absolument respectée par le Parti ds Travailleurs.
La section d'Epinay pour un parti des travailleurs a d'ailleurs fermement protesté et envoyé le texte suivant au Comité national provisoire (le 16 novembre 1984) :
« *les militants de la section d'Epinay pour un PT ont été informés, lors de leur réunion du 16 novembre, qu'un de leurs anciens camarades –militant de la première heure pour construire et développer le PT- s'est vu interdire le droit de participer aux réunions de la section de sa localité par un responsable du PCI. Il s'agit de François Meyssonnier, actuellement au Mée, près de Melun.*
Par ailleurs, des menaces physiques ont été proférées à l'encontre de ce camarade au cas où il passerait outre.
Les militants d'Epinay sont indignés de ces faits. Le PT en construction appartient à tous ceux qui veulent le construire. Personne ne dispose d'un quelconque droit de veto.
Ils condamnent fermement l'usage des menaces physiques comme contraires aux principes mêmes qui fondent leur activité : respect de la liberté de discussion, démocratie ouvrière, bannissement des méthodes qui ont tellement empoisonné le mouvement ouvrier.
Ils assurent ce camarade de leur solidarité et exigent que le responsable de tels actes soit rappelé à l'ordre. »

(Unanimité moins une abstention)

A ce jour, aucune réponse ne nous est parvenue…
A Epinay, les mêmes phénomènes commencent à apparaître, sous d'autres formes : Pour la 1ère fois, c'est un militant du PCI, seul, qui a décidé la date de la réunion (le 16 novembre). Des convocations ont été remises ou envoyées à différents camarades habitant la ville… mais surtout pas à moi-même. Que l'on me comprenne bien : je ne demande aucun traitement de faveur. Mais il me semblait naturel que ceux qui avaient jusqu'à ce jour animé la section d'Epinay (et j'étais de ceux-là) se rencontrent et se concertent pour déterminer ensemble un jour de réunion, pour élaborer un ordre du jour, pour joindre les différents adhérents. Un apprenti-bureaucrate du PCI d'Epinay, sur ou sur ordre, (il se met facilement au garde-à-vous), en a décidé autrement. Il y a là une manipulation ouverte de la section d'Epinay par ce militant du PCI.
Faut-il en conclure que, radié du PCI, resté au SNES (cet argument m'a été avancé par ce grouillot pour ''justifier'' ma non-convocation ! La plupart des militants du PCI, dans le second degré, ont rejoint FO), je suis interdit de séjour dans le Parti des travailleurs ?
Ces pratiques, proprement incroyables, nuisent grandement au PT lui-même. Il faut tous ensemble les bannir de nos réunions, de notre parti en construction.

- 8 militants de l'Essonne ont, après le congrès du PCI, tenté de constituer une tendance. Ils en avaient évidemment totalement le droit, le PCI, et ce n'est pas là un des plus minces acquis du mouvement trotskyste – reconnaissant formellement le droit de tendance Ils ont rédigé un texte définissant leur orientation. Bref, ils ont répondu à toutes les conditions que met la direction du PCI dans son interprétation très personnelle de l'exercice de ce droit.

En fait, tous ces militants sans exception, les uns après les autres, vont être exclus du PCI sous les motifs les plus divers et avec un acharnement incroyable .
Ci-joint leur texte, plus éloquent que tout commentaire .
Il n'y a toujours pas de tendance au PCI !!
Et chacun pourra remarquer qu'il n'y a pas eu un seul mot de cette affaire dans les documents du PCI disponibles pour les militants. Une nouvelle fois, en

toute clarté, les statuts du PCI ont été violés et piétinés. Ce n'est pas la dernière !

- Dès leur exclusion, radiation, ou ''mise hors du parti'', plusieurs militants ont écrit à la commission de contrôle pour exiger leur réintégration. Le §10 des statuts du PCI, intitulé « commission de contrôle », prévoit en effet, au 4ème alinéa :

''*Tout membre de l'organisation peut s'adresser à la commission de contrôle, soit pour lui demander d'intervenir dans un cas de non application des principes du centralisme démocratique par un militant ou un organisme, soit pour faire appel d'une sanction''*.
Et, au 7ème alinéa :
''*La commission de contrôle soumet ses conclusions au comité central''*.

Fort bien.
Mais Francis Meysonnier qui, par lettre recommandée de juin 84, a saisi ladite commission… attend toujours la réponse.
AUCUNE REPONSE DEPUIS… SIX MOIS !
Talim Siméa et Pierre Authier sont dans la même situation (depuis deux mois sans réponse !)
A quoi bon rédiger ses statuts si les instances dirigeantes du PCI (et la commission de contrôle est une de ces instances) ne les respectent pas !

L'ensemble des faits rapportés ici me paraît suffisant pour indigner et alerter les militants du PCI et ceux qui, avec lui, sont engagés dans la construction de Parti des travailleurs.
Récapitulons brièvement les pratiques de la direction du PCI révélées par l'affaire Mélusine et ses suites :

-calomnies (Mélusine ''provocateur'' – sans la moindre preuve)
-construction artificielle d'une ''affaire'' sur des bases inconsistantes (la soi-disant falsification de Mélusine) aux fins d'épurer le PCI d'une opposition qui se formait et allait sans doute constituer une tendance.
-Viols des statuts du PCI (militants mis ''hors du parti'', situation inconnue des statuts et employée pour la première fois, rappelons-le, par le PCF) ; refus d'accepter la tendance constituée par les 8 militants de l'Essonne et exclusion de ces camarades ; absence de réponse de la commission de contrôle aux demandes de réintégration déposées par plusieurs exclus-radiés…
-Sous-information ou non-information des militants du PCI (rien sur la ''mise au pont'' de Mélusine -sans une allusion- ; rien sur la visite nocturne du bureau de Stéphane Just ; rien sur les « preuves » de la liaison Mélusine-LCR… etc…
-Mensonges ou déformations des faits : (le choix est ici encore plus important et nous nous bornerons à citer les premières phrases de la *Lettre d'Informations Ouvrières* intitulée ''Itinéraire'' (lettre du 9 juin 1984) qui constituent un des fleurons du genre :
« *Dans le PCI, pour ses militants, beaucoup de choses peuvent maintenant s'éclairer sur l'itinéraire rapide de Just* <u>*depuis sa décision de quitter le PCI pour se solidariser avec Mélusine.*</u> »
Mensonge ! Just n'a pas <u>choisi</u> de quitter le PCI : <u>c'est le congrès du PCI qui l'a mis ''hors du parti''</u> pour refus de voter la résolution condamnant mélusine. Ce n'est pas tout à fait la même chose !
Aux uns comme aux autres, la direction ne fit pas de cadeaux. Avec des formes et des vitesses différentes, ces camarades se verront présenter la résolution infâme du congrès. Le refus de voter entraînant de facto la radiation, la mise hors du parti ou l'exclusion –au choix… du permanent ou du responsable ''descendu'' ce soir-là spécialement dans la cellule infectée.

C'est ainsi que sur la ville d'Epinay, 6 des militants ou anciens militants (sur la douzaine que comptait la cellule en mars 1983) ont été mis à la porte du parti dans la dernière période. (sans compter ceux qui ont quitté, sous différents motifs, le PCI) : Il n'y a plus de cellule du PCI aujourd'hui à Epinay.
* François Meyssonnier et Elisabeth Blotas, en cellule près de Melun depuis un an : exclus en juin dernier !
* Talmi Simeha et Agnès Denis, actuellement à Paris, ont d'abord, et en toute conne foi, accepté les conclusions de la commission Broué- Alerté par F. Meysonnier, ils reprennent l'étude des documents fournis et remettent en cause leur première conclusion : à la porte ! (notons, concernant ces 2 camarades, qu'ils ignorent toujours leur statut exact : exclus ? mis hors du parti ?...)
* Sylvie Paquier, actuellement à deuil-Montagny, RADIEE... EN SON ABSENCE !!! (parmi les motifs écrits de sa radiation... le fait que j'ai moi-même été radié : P.A. est radié ; S. Paquier a des liens personnels avec P.A. ; donc elle doit être infectée ; donc il faut la radier, telle est la simple logique qui a présidé à son éviction de la cellule dirigée par un nommé Farnetti Richard.

Tous ces militants ont refusé les sanctions qui les frappaient.
* F. Meysonnier a écrit dès juin 84 une lettre à tous ses camarades de Melun, dénonçant son exclusion et les calomnies répandues sur lui (il sera accusé –de bouche à oreille- de saboter l'activité de la section pour un Parti des travailleurs du Mée, près de Melun... lui qui avait recruté 50% de ses adhérents !)

* Menaces physiques contre certains militants exclus.
* Manipulation du Parti des travailleurs (le PCI veut choisir ses adhérents et en éliminer les têtes mal pensantes).

Cet ensemble de faits est d'une gravité exceptionnelle.
Et c'est sans doute par une manifestation d'humour noir (et involontaire ?) que la *Lettre d'Informations ouvrières* du 20 septembre expliquait, citant le comité de ville de Paris :
« *Il est impossible de penser librement, c'est-à-dire d'être occupé à accomplir des tâches politiques, quand s'exerce le poids de l'effroi, de la crainte de déroger à l'autorité supérieure qui s'est arrogée le pouvoir –dogmatique- de dire ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas. Au lieu de réfléchir par soi-même, on ne s'occupe plus que d'exprimer les positions conformes à celles que présente le dogmatisme, lequel commande : ''Prenez garde de penser par vous-même. Il faut que vous parliez comme moi.''* »
Et Lambert, commentant ces remarquables phrases, ajoute alors :
« *Notre intervention politique ne se déroulera avec succès que si, avant toute chose, nous pratiquons réellement la démocratie, la libre discussion dont personne ne saurait être expulsé.* »

L'encre de ces lignes séchait au moment même où dans le PCI toute libre discussion politique concernant l'affaire Mélusine était totalement interdite !
Au moment même où des dizaines de militants du PCI étaient pourchassés et exclus parce qu'ils ''avaient réfléchi par eux-mêmes'', parce qu'ils n'ont pas eu la crainte de ''déroger à l'autorité supérieure'' (le congrès et la direction) ;
Au moment même où cette autorité supérieure ''s'est arrogé le pouvoir –dogmatique- de dire ce qui est ''vrai''' (Mélusine est un falsificateur), et ce qui ne l'est pas''.

Bel exemple de cynisme, chimiquement pur !

Il n'y a pas de raison particulière de se taire. Bien au contraire. Conserver un pieux silence et accepter –quelles qu'en soient les bonnes raisons- c'est rendre le plus mauvais service au PCI et à la construction du parti révolutionnaire qui fait encore si cruellement défaut.
Cette lettre se veut à la fois une mise au point personnelle et un premier élément du dialogue nécessaire pour confronter arguments et faits.
Je souhaite vivement connaître ton point de vue concernant les questions abordées dans ce texte.
Je demande également ton intervention pour que cessent les menaces contre les militants cités ; pour que la commission de contrôle réponde aux requêtes et joue pleinement son rôle ; pour que je puisse réintégrer le PCI, y défendre mes positions, et que mon texte paraisse enfin dans un Bulletin Intérieur. Ces dernières demandes s'adressent aux membres du PCI.

Merci de m'avoir lu jusqu'au bout. Bien fraternellement,

P.A.

Note concernant la page 1 : l'argumentation employée n'est pas tout à fait exacte : en fonction des explications qui suivent l'énumération des dates, c'est le ***24*** mars (et non le 30 mars comme je l'écrivais) que la ''mise au point'' de Mélusine aurait dû parvenir. Cette ''erreur'' renforce ce que j'écrivais : Mélusine a été qualifié de falsificateur le 29 mars, au moment où il ne pouvait plus répondre (dernier texte, soi-disant, le 24 mars).

Le 14 décembre 84 : PS – J'avais retardé l'envoi de ce texte (écrit depuis plus d'un mois) dans l'attente d'une réponse de la commission de contrôle à ma demande de réintégration. Non seulement elle ne m'a pas encore donné signe de vie, mais Tony, responsable de l'ancienne cellule d'Epinay, vient de m'avertir que je ne recevrais aucune réponse (Motif : j'ai osé rester syndiqué à la FEN et mon nom figure sur une liste de tendance pour les prochaines élections internes à cette organisation ; comble d'humour, cette liste comprend également des exclus du 1er type, des amis de Just ! On admirera ici l'indépendance mille fois claironnée pourtant entre syndicats et partis politiques !)
Sylvie Paquier par contre, a été convoquée le 10 décembre devant cette commission ? Agressée verbalement et physiquement par Camus, elle s'est enfuie, terrorisée (au sens littéral du terme) de la réunion. Son cas ne sera pas transmis au congrès (dixit le Camus en question) contrairement aux statuts.
Devant ces faits, je me décide à envoyer cette lettre. A vrai dire, je regrette d'avoir tant attendu, m'illusionnant encore sur les possibilités d'un réel fonctionnement démocratique du PCI. Il m'apparaît évident, au vu de tous ces éléments, que le PCI est dirigé par un groupe prêt à employer ***n'importe quelle méthode*** pour étouffer toute possibilité de regroupement de militants en désaccord avec son orientation.
C'est, à mes yeux, le seul fil conducteur qui permette de lier en un tout cohérent des éléments par ailleurs disparates.
Dans cette optique, le texte soi-disant falsifié de Mélusine n'était qu'un prétexte monté artificiellement pour se débarrasser de Just et de ses camarades.

Cette conclusion est pour moi des plus difficiles à tirer. Certains d'entre nous refuseront sans doute de la partager, et c'est bien compréhensible. C'est la masse des faits et des événements de ces derniers mois qui m'ont conduit à ce point. A chacun maintenant de rassembler les éléments, de confronter les arguments et de juger. Je souhaite très vivement cette discussion.

P.A.

La "normalisation" du PCI

Après le congrès, un climat de suspicion général s'installe à partir de la direction. Un militant, Maxime, est exclus pour avoir déjeuné avec un exclu. Durant des semaines, je vois à de nombreuses reprises, pendant des semaines, Sacco, permanent, se rendre au nom du Comité central dans des réunions de cellule et en revenir triomphalement avec les "têtes" des militants qu'il vient de faire exclure parce qu'ils ont refusé d'entériner la caractérisation infâmante de Mélusine et son exclusion. Des militants restés au PCI sont infiltrés en "sous-marins" dans le petit Comité que fonde Stéphane Just.

S'agissant des accusations qui avaient mené à la condamnation de Mélusine, le numéro spécial de *Combattre pour le Socialisme* du 3 décembre 1984, consacré au XXIX° congrès du PCI, qui "*doit achever la normalisation du PCI*", apporte l'éclairage suivant, en comparant les résultats des élections (municipales) de 1983 et des élections (européennes) de 1984 : les listes soutenues par le PCI à Vénissieux passent de 1096 voix (6,13% des électeurs) à 67 (0,47%). Dans le bureau de vote de la conseillère municipale Joëlle Bony, on passe de 50 voix (13,2% des inscrits) à 2 (0,84%)... *C.P.S.* explique :

> *Mélusine a été exclu comme "falsificateur". Tous ceux qui n'ont pas accepté d'approuver son exclusion "se sont mis en dehors du parti" et ensuite ont été exclus. Pourtant le verdict du 17 juin a été implacable (...) Mélusine non seulement n'a pas "falsifié", mais il avait raison: la politique de la direction du PCI, parce qu'elle est une*

politique d'adaptation au front populaire, a déçu les travailleurs qui avaient voté pour les listes que nous soutenions.

L'affaire Mélusine était montée de toutes pièces. Elle a été montée en vue d'une provocation pour "épurer" le PCI, empêcher que s'y constitue un courant et ensuite une tendance contre la politique révisionniste et destructrice du PCI, de sa direction actuelle.

Ces résultats électoraux aux élections européennes de 1984 sont nationaux : Le même CPS indique :

Aux dires des communiqués du "Comité national provisoire", nous constatons (...) 0,91% des suffrages exprimés, 182 320 voix. En tout état de cause, une liste qui, sur le plan national, obtient de si maigres résultats ne représente pas un courant ayant un impact national.(...) La résolution du XXVIII° congrès envisageait explicitement des résultats électoraux nettement plus élevés puisqu'elle affirmait : les objectifs des appels à voter ne peuvent être inférieurs à 200 000. (...)

Mais surtout, un aspect hautement significatif et sur lequel la direction a observé au maximum le silence, c'est l'effondrement des voix en rapport avec les élections municipales où le PCI avait également soutenu des listes. La signification de cet effondrement est claire : travailleurs et militants ont été cruellement déçus de la politique du PCI (...).

Dans le rapport politique préparatoire à la IIIème conférence du Comité dirigé par Just, tenue du 6 au 8 juin 1987, on lit :

L'exclusion de plusieurs centaines de militants du PCI disposés à résister à la politique de la direction a été un „succès" politique des révisionnistes-liquidateurs et une défaite pour la IVème Internationale. Cette exclusion a facilité le dégagement de courants ouvertement liquidateurs allant jusqu'au bout de la politique révisionniste que la direction du PCI impulse. Il est significatif que le dirigeant de „Convergences Socialistes" soit Cambadélis, qui fut chargé d'élaborer le rapport politique préparatoire au 28° congrès, lequel a consacré l'orientation vers la constitution du MPPT. Aujourd'hui, les positions que Luis Favre développe sont également liquidatrices. Il y a un lien entre les exclusions systématiques d'après le 28° congrès et la cassure qui s'est produite dans „IV° Internationale CIR". Le Comité s'est constitué dans une situation défensive, de coups portés à la IV° Internationale, à son programme et au PCI, force politique déterminante de „IV° Internationale Comité International de reconstruction".

L'épuration parachevée à l'international

Pour parachever l'épuration, le Conseil Général de IVème Internationale (CIR) adopte la résolution suivante le 11 octobre 1984 :

Le Conseil Général de la Ivème Internationale (CIR) a pris connaissance de la brochure publiée par Stéphane Just sous le titre „Ce qu'est et où va la direction du PCI".

Le Conseil Général constate que Stéphane Just s'est tourné vers la LCR pour que celle-ci organise la diffusion de cette brochure.

Le contenu de cette brochure, ce ne sont pas seulement un ensemble de diffamations et d'injures contre le PCI et sa Direction, mais aussi l'expression d'une volonté provocatrice visant délibérément à fournir des armes aux ennemis du PCI et de la Ivème Internationale.

Le Conseil Général constate en conséquence que l'activité de Stéphane Just depuis le XXVIIIème Congrès du PCI est entièrement marquée par une tentative de détruire le PCI et la Ivème Internationale (CIR) dont le PCI est la section française.

Déjà dans le précédent Conseil Général, la décision avait été prise de considérer que Stéphane Just s'était placé hors du Conseil Général et de la Ivème Internationale (Centre International de Reconstruction).

A la lumière des développements nouveaux, le Conseil Général décide l'exclusion de Stéphane Just des rangs de la Ivème Internationale (Centre International de Reconstruction).

Il déclare que cette tentative, similaire à bien d'autres qui l'ont précédée dans l'histoire de la Ivème Internationale, sera brisée par l'action politique de la Ivème Internationale (CIR) et de ses sections.

Pour : unanimité
Contre : ...
Abstention : O

On trouvera en annexe des extraits de la brochure incriminée, dont le titre véritable est *Où en est et où va le direction du P.C.I.?* Elle fut écrite en juillet 1984 en réponse à une ignominieuse *Lettre d'Informations Ouvrières* intitulée ''Itinéraire'' entièrement consacrée à détruire, avec les procédés les plus éculés de la calomnie, du trucage et de la falsification, l'image, le travail, les opinions de Just pendant ses décennies de militantisme.

De même que Lambert est parvenu à détruire le PCI en créant le MPPT, de même il convaincra la IVème Internationale CIR de s'engloutir dans l'Entente Internationale des Travailleurs, qui ne l'empêchera néanmoins pas de se proclamer quelques années plus tard IVème Internationale (avant que, quelques années encore plus tard, la crise du CCI et sa scission n'entraînent la TCI, entraînant à son tour des militants et sections à l'échelle internationale, de se déclarer pour *la Reconstitution de la Ivème Internationale).* Cette proclamation interviendra alors que les rangs de ce qui aura succédé au PCI, le Courant Communiste Internationaliste, auront fondu.

De même que Lambert et la direction qu'il a soumise ont su éviter toute discussion sur le contenu des analyses et des critiques formulées par ceux qui contestaient son orientation, de même procède-t-il ainsi au niveau international.

L'accusation de collusion avec la LCR est d'autant plus ridicule et scandaleuse que Stéphane Just fut, dans l'OCI, le théoricien le plus affûté de la lutte contre le pablisme. Quant à l'accusation de volonté de destruction envers celui qui construisait le Comité pour le redressement politique et organisationnel du PCI, que pèse-t-elle venant de ceux qui approuvaient la direction du PCI dans son entreprise de destruction de sa propre organisation au même moment?

La chasse au Just reste ouverte

Cela n'empêche pas que des mois après le 28° Congrès, la chasse au Just reste ouverte.

Un Dan, permanent courtisan propulsé au Bureau politique, écrit dans un „Bulletin Intérieur du Comité central“ du 19 Novembre 1984 :

> *Nous nous rendons insuffisamment compte que la mise en place, le suivi, la continuité des mesures d'organisation, sont l'expression d'un combat politique vital contre tout ce qu'a pu incarner Just pendant des années et dont la dérive générale (autant sa „ligne politique“ que sa collaboration avec la LCR) indique parfaitement l'axe directeur : les appareils seront toujours les plus forts, nous ne pourrons pas construire le parti.*

Toujours novembre 1984, Lacaze produit un long texte Bulletin intérieur tout entier d'une très grande violence, consacré à Stéphane Just. C'est déjà la preuve que son exclusion ne passe pas facilement dans l'organisation. Voleur criant au voleur, Lacaze écrit sans rougir :

> *Les raisons qui ont abouti à cette décision* [l'exclusion de Just] *sont parfaitement établies : il n'est au pouvoir de personne de contraindre le PCI, fondé sur le centralisme démocratique, à accepter dans ses rangs les trucages et les falsifications.*
>
> *Comment qualifier un tel homme?* rugit plus loin Lacaze. *Le qualificatif qui vient sous la plume, c'est la lâcheté politique. La lâcheté politique d'un homme qui, pendant 38 ans (moins 5, pour des raisons personnelles! Nous y reviendrons plus loin) parle, écrit, et, en quelques jours, dit exactement le contraire de ce qu'il a écrit et dit!*
> *(…)*
> *Just, qui s'était émancipé des règles de la loyauté à l'égard du parti depuis longtemps, exigeait no plus ni moins que le congrès reconnaisse comme méthode de discussion la falsification. …*

Et ainsi, de la même eau, pendant treize pages serrées.
Quel est l'objectif de ce texte? Il dépasse de loin la seule personne de Stéphane Just et du combat qu'il a entamé quelques mois plus tôt :

> *Enfin donc Just parle sans entrave, sans limites, sans auto-restriction. Ce qu'il avait, dit-il, sur le coeur depuis de nombreuses années, ce qu'il ne pouvait ni ne voulait dire à la tribune du XXVIII° Congrès, bien qu'il le pensât déjà, il nous le livre aujourd'hui :* ***Pour Just, la IV° Internationale est morte depuis trente ans. Le PCI, qui prétend combattre pour sa construction, doit être détruit.***

Selon Lacaze, qui a été chargé de ce travail de fossoyeur-éboueur-équarisseur peu regardant, Just utiliserait contre le PCI les méthodes et l'argumentaire pablistes. Il aurait accompli, depuis des décennies, un véritable „travail de sape“. A peu, c'était une taupe du pablisme incrustée dans nos rangs. L'OCI pendant 38 ans aura réchauffé ce serpent dans son sein…
Ses critiques –cachées selon Lacaze- depuis plus de trente ans (car l'habiletié consiste à laiser penser que Just a toujours joué double jeu, sans le dire), réduisent à néant un travail théorique, politique, pratique, accompli pour la défense du trotskysme.

Il s'agit en réalité de déraciner, de ce qui reste du PCI, tout ce qui rattache au combat mené, non par le seul Stéphane Just, mais par l'organisation tout entière durant les trente ans auxquels Lacaze fait allusion. Il s'agit de liquider l'OCI-PCI en tant qu'organisation se situant dans une continuité révolutionnaire. Il avait été question de 15 ans dans le texte de Dan déjà cité. On remonte à présent à trente. Et Lambert ira même jusqu'à préciser : 38, les 38 années (moins cinq de retrait,

s'empressera de rappeler le procureur Lacaze) qu'il a passées à combattre pour le socialisme. Il faut curer à fond. Ce nettoyage – cette entreprise de salissure- est nécessaire pour l'entreprise engagée depuis 1981 : il faut en extirper tout ce qui reste de racines, tenaces, encore vivantes, de son activité révolutionnaire.

Le second objectif du texte est de couper tout pont avec les militants qui cherchent encore à comprendre :

> *Qu'il le sache : nous saurons écarter avec calme et fermeté toute provocation, quelle que soit la façon dont elle se présente.*
> *Peu nombreux sont ceux qui acceptent de se prêter à ce jeu. Peu, peu nombreux...*

Ces militants, tous les militants, sont prévenus : toute discussion sur l'orientation du parti leur est interdite. C'est le sens du déchaînement d'extraordinaire virulence (''*avec calme et fermeté*"...) de ce texte. Cette violence n'est que le reflet du retournement politique auquel l'OCI-PCI a été conduite depuis 1981. Désormais, il faut combattre avec férocité ceux qui veulent défendre la continuité du combat révolutionnaire.

Décidément, le stalinisme, si fermement combattu par l'OCI durant des années, a laissé de profondes scarifications sur son ennemi le plus acharné.

---

31 - Les premiers pas du M.P.P.T.

Ce chapitre sera traité essentiellement et brièvement du point de vue des notes internes. A partir de ce moment de la vie du PCI, le Comité de Stéphane Just a produit des analyses fouillées que je partage, et qu'il n'est pas utile que je récrive ici, sinon en les citant. Mais Just n'a pas eu accès à certaines notes, qui précisent et éclairent quelques points. De plus, le chapitre sera volontairement incomplet : une fois que la machine est mise en route, on n'a pas besoin d'inspecter les détails de son parcours. La direction du PCI (sans Lambert qui s'en est officiellement retiré) a durant un temps, quelques mois, continué à faire croire qu'il était possible de construire deux partis à la fois. Elle a persisté quelques mois à fixer aux militants de ce qui était encore le PCI des objectifs de construction vers "les 10 000". Vainement. Je n'ai pas cherché à quel moment précis elle y avait renoncé, ni la façon dont elle y a renoncé. Je n'ai pas été jusqu'au moment de l'abandon définitif du nom du PCI -et avec lui de la notion même de parti-, remplacé par le CCI : nous sommes là dans la dégringolade logique. J'en suis donc resté aux premiers mois.

"Libre discussion" dans un parti réduit au silence

Une fois le PCI nettoyé de tous opposants, la "liberté de discussion" peut s'instaurer pleine et entière, dans les discours. A la première « Convention nationale », Lambert déclare :

> *Bien entendu, il ne serait pas sérieux de notre part, et en même temps ce serait dangereux, de décider ici que nous sommes déjà le parti des travailleurs. Ce ne serait pas sérieux, parce que nous sommes d'origines diverses ; il nous faut discuter, il nous faut élaborer. Il nous faut agir en commun. Ce serait, si nous décidions de nous proclamer aujourd'hui, une décision bureaucratique.*
> *Mais nous ne voulons pas de décisions bureaucratiques. Parce que la classe ouvrière mondiale, la classe ouvrière française ont payé cher et continuent à payer cher l'attitude des partis dont les chefs prétendent tout savoir et qui disant à l'ouvrier : "Tais-toi, tu ne sais rien.".*
> *Il nous faut autre chose, il nous faut vraiment une discussion libre, nous allons la commencer aujourd'hui.*

Les termes "prise du pouvoir", "expropriation"/ "abolition du capitalisme", et "révolution prolétarienne" étant proscrits, Lambert a recours à la périphrase adoucie employée par Jaurès : "*la libération totale de la classe ouvrière.*"

Parallèlement, la direction du PCI se réorganise... sans Lambert. Un secrétariat du bureau politique est, officiellement cette fois, constitué, de trois membres -Lacaze, Kostas, Viviers- dont Lacaze est nommé responsable. Que devient Lambert ? Il est aux affaires, au MPPT. Son "départ" n'est en rien une retraite : mais c'est le signe indubitable qu'il ne considère plus le PCI comme une affaire essentielle, vraiment sérieuse. Bien sûr, il reste au Bureau politique et continue en sous-main à diriger. Mais cet effacement volontaire est plus qu'un détail. On peut le mesurer à cette « note de la fédérale étudiante » qui règle en une demi-page ce qu'elle nomme elle-même "*des questions d'une énorme importance politique*".

> *Depuis notamment la suppression du Bureau parisien étudiant, la centralisation hebdomadaire a pris un caractère de plus en plus chaotique ; les retards et centralisations incomplètes se multiplient. Aussi, il est nécessaire de reprendre cette question, de réinstaurer des normes bolcheviques de centralisation, afin d'assurer le*

calme et l'ordre indispensable à notre bataille politique. [suivent trois brèves consignes d'organisation]
Bien que ces questions prennent un aspect technique très affirmé, elles revêtent une énorme importance politique surtout à l'heure où le parti engage toutes ses forces dans la campagne qu'il s'est fixée à l'occasion des élections européennes (600 millions, construction du parti des 10 000).

Point final, pas même signé. Minimum syndical, pourrait-on dire au figuré comme au propre. Un texte-caricature qui paraît écrit à la hâte sur un coin de table, et atteste du je-m'en-foutisme ambiant à propos du PCI.

La direction du PCI crut-elle un seul instant que la proclamation du M.P.P.T. allait être un succès, que le MPPT serait un vivier de recrutement ? En tout cas elle l'a fait croire aux militants.
L'objectif de 20 000 recrutés au nouveau "mouvement" pour la mi-mai fut très loin d'être atteint : La "Note des Commissions" du 2 mai fixe ce chiffre pour deux semaines à peine plus tard, comme si la direction avait escompté réellement une sorte de mouvement de foule vers sa création :

Répétons-le, il s'agit pour nous de nous engager réellement, sans réticence ni manipulation, dans la voie d'une construction commune pour un parti des travailleurs.

Mais
Au 28 mai 1984, il est fait état de la constitution de 269 sections dans 66 départements, 8751 cartes d'adhérents prises, lit-on dans la "Note du Comité National provisoire" signée Pierre Lambert. L'objectif des 20 000 sera repoussé à janvier 1985, pour la seconde Convention du MPPT. Il ne sera pas atteint.
Mais
Si la situation politique, si les premiers résultats que nous venons d'examiner répondent positivement à la question : y a-t-il une place pour construire des sections pour un parti des travailleurs ? Ce n'est pas suffisant, car dans le même temps où nous avons avancé sur ce plan, les effectifs du PCI ont stagné, écrit Josette dans le Bulletin intérieur du Comité central du PCI en août, en faisant état de *373 sections, 11 566 cartes (recensées au 10 août), avec bien entendu des sections et cartes non encore recensés, une percée significative en direction des militants PS-PCF, de militants syndicalistes.*
La « percée » vers les militants syndicaux (Josette aurait pu écrire : cadres) est certaine, mais relative. Celle vers les militants du PS et du PCF est beaucoup plus douteuse, et certainement beaucoup plus faible.

Mais au CC de fin août, Lacaze, devenu n°1 du PCI, dresse de manière cinglante un bilan peu glorieux qui se veut clinique et "scientifique":

L'état politique du parti, donc l'état de sa direction, ce sont les chiffres.
Et les chiffres c'est :
Juillet : 5778 cotisations sur 5959 d'objectif
Août : 5628 cotisations sur 6021 d'objectif
Premier constat : le CC se fixe en juin un objectif à l'occasion d'une séance spéciale, et en août, nous arrivons à 423 cotisations en dessous de cet objectif.
Statistiquement, le CC travaille avec une marge d'incertitude de 8,2% (presque un militant sur dix) mais politiquement, qu'est-ce que cela veut dire ?
Cela veut dire que le CC s'était fixé comme objectif de réussir à faire recruter un camarade à 500 cellules sur 800. Deux mois après, rien !!

Le CC, élu au congrès, discute et décide ; il s'engage. En s'engageant, il engage son autorité et le crédit de confiance dont il dispose -sur la base de la ligne de nos résolutions qui toutes ont été spectaculairement vérifiées par les événements- vis-à-vis des 5812 militants de juin. Pour ces 5812 militants, il y a deux solutions : ou bien le CC s'est politiquement trompé sur les perspectives politiques ; ou bien "il y a l'analyse d'un côté et de l'autre la vie dans laquelle on n'arrive pas toujours à atteindre les objectifs qu'on se fixe, ce n'est pas si simple'', etc.

Le résultat, tout le monde le connaît, ce pourrait être -quel qu'en soit le dosage- qu'une combinaison de ces deux conclusions. Exactement la conclusion à laquelle Just aura pendant quinze ans voulu nous amener et qu'il aura écrite noir sur blanc malgré tous les camouflages dans son texte pour le congrès. La liquidation du parti. La liquidation du bolchevisme.

Voilà à quoi le CC, pris comme organisme de direction collectif (qui ne peut être que notre seul point de vue) mène le parti, si nous acceptons d'en rester au nième constat sur ce plan.

Le fouet, la haire et la discipline, n'y peuvent rien, n'y pourront rien. Ce mulet de Comité Central, habitué aux horions et aux culpabilisations depuis des années, plie sous la charge trop lourde qu'on lui impose, qu'il s'impose. Jamais le PCI ne dépassera ces chiffres de recrutement.

Mais cette affligeante argumentation binaire et simpliste d'un dirigeant irrité et impuissant -et irrité de son impuissance- devant des résultats qu'il ne veut ni ne peut comprendre révèle autre chose : on y apprend que Just était en désaccord avec l'orientation du parti depuis... 15 ans (1969 ?!). Le chantage politique auquel se livre Lacaze, en forme de menace voilée -tous des Justiens qui s'ignorent- ne peut avoir aucun résultat : le CC est épuisé, sans esprit, et dans le secrétariat lui-même un Cambadélis-Kostas a commencé depuis quelque temps à tourner secrètement mais pratiquement ses yeux vers le PS, tandis qu'au Bureau politique, un Felipe fait de même, sur le plan international, vers le PT du Brésil.

Lacaze poursuit plus loin, ayant affiné son analyse par membres du CC :

Ces chiffres prouvent que, avec les mêmes problèmes politiques, mais dans un cadre de mesures responsables prises par le membre du CC, cela permettrait au minimum d'assurer une progression des effectifs.

Si Lacaze avait utilisé sa mémoire, il se serait souvenu que le raisonnement qu'il tient était exactement celui de Lambert fin 1978 pour expliquer la différence des résultats entre la région parisienne -que Lacaze dirigeait- et la province -dirigée par Berg-. Mais Lacaze en est presque à supplier les membres du CC : gardez vos problèmes politiques, mais faites au moins un effort d'organisation, ce qui importe, ce sont des chiffres en progression.

Mais encore en septembre, un mois plus tard, Seldjouk dresse pour le PCI un tableau peu reluisant :

Un taux de recouvrement des cotisations de 92%.par rapport à Juin et 93% par rapport à Août, donc un recul de l'effectif du parti au lieu de la progression décidée pour le 15 septembre (objectif 6000). 107 intégrations au lieu des 500 votées.

En réalité, les chiffres sont les suivants : 5392 au 15 septembre, 5512 fin septembre, 5440 au 15 octobre... 5612 à la mi-novembre... Rien à faire pour passer même le cap des 6 000.

(...)

En simplifiant on peut dessiner l'alternative suivante :

- *ou bien on se fond dans les syndicats, dans la recherche de la lutte revendicative pour la lutte revendicative, ou on se réfugie dans la propagande sectaire : dans tous ces cas, le PCI disparaît, nous sommes un groupe de pression impuissant sur le front populaire.*
- *Ou bien toute notre activité, sur une ligne visant à aider les masses à réaliser l'unité pour ouvrir la voie au surgissement de la lutte des classes* [sic]*, vise à l'organisation politique, par le recrutement au PCI et par la construction des sections pour un parti des travailleurs.*

Le vote du dernier CC allait dans la seconde direction. L'activité impulsée depuis le dernier CC n'a cessé d'osciller entre les deux, la première l'emportant finalement assez largement sur la seconde :

- *d'où le faible nombre de militants recrutés.*
- *d'où la progression médiocre de septembre à octobre*
- *d'où le piétinement sur les sections pour un parti des travailleurs.*

Le raisonnement semble un peu plus élaboré et à plus longue vue (l'influence de la pression syndicaliste), mais il cogne au même écueil : on ne touche pas à l'analyse politique sur quoi est fondée toute l'intervention. (Seldjouk écrit : "*J'écarte l'explication de ces résultats par la ligne politique adoptée au dernier CC : les faits ont permis d'en vérifier la validité, dans la continuité de ce que nous faisons depuis mai 1981."* Seldjouk s'est mis à utiliser les "faits" à la manière de Lambert. (Cette alternative posée par Seldkouk, ne la retrouve-t-on pas plus ou moins exprimée dans ce qui divise aujourd'hui les deux segments de l'ancien « courant comuniste internationaliste », le CCI et la TCI ?)

Le CC, toujours le CC, est responsable de tous les maux, avec ses *"méthodes* d'organisation" où est "*la racine des difficultés*". Et les "dirigeants" expliquent ainsi pourquoi leur fille est muette.

La préparation du XXIXème Congrès du PCI est une caricature.

C*PS* n° Spécial du 3 décembre 1984, à l'occasion du XXIXème congrès du PCI : *"Pour elle* [la direction du PCI], *le XXIXème congrès doit achever la normalisation du PCI.*"
Il n'y a même pas de texte préparatoire à la discussion : comment pratiquer dans ces conditions, comme y appelle Lambert dans une *Lettre d'Informations Ouvrières*, (n°68, du 20/09/1984), "*la démocratie, la libre discussion dont personne ne saurait être expulsé*".

> "*Comment et de quoi les militants peuvent-ils discuter? Comment et de quoi peuvent-ils décider? Ils sont dessaisis du pouvoir de discuter et décider, même en apparence, même formellement, de l'orientation de leur parti, des tâches qu'ils auront à accomplir. Même les dirigeants staliniens n'osent pas procéder aussi cyniquement dans la "préparation" de leurs congrès."*

... tandis que le travail jeune est laissé à l'abandon, comme l'indique cette intervention de Lambert au Bureau politique du vendredi 14 décembre, celui qui prépare le 29° Congrès imminent :

> *Par ailleurs, il ne faut pas que ce soit un membre du CC qui soit responsable de la Commission jeune. Il faut que Philippe, responsable de commission, soit vu une fois par*

semaine au moins, par le secrétariat du BP. Sinon on aboutit à une certaine stérilisation. Car le responsable du CC finit par prendre des habitudes, pas forcément mauvaises, mais qui finissent par appauvrir.

Et, avec cet argument d'une ridicule minceur, c'est tout ce qui sera dit sur le travail jeune déjà fort mal en point au cours de ce BP. Requiescat in pace…

… Quant à la conception même du parti, c'est Lacaze, encore lui, qui porte le plus clairement la hache : une fois mis sur rails, il fonce. Tenez-vous bien :

La discontinuité du travail de direction est liée à une conception étroite de la construction du parti révolutionnaire. On ne peut comprendre celle-ci exclusivement comme la conception d'une organisation distincte de la classe, le parti révolutionnaire. La continuité de la pensée politique d'une direction et de son action politique exige que la construction de l'organisation distincte, le parti révolutionnaire, soit reliée en permanence à l'ensemble du combat politique pour l'indépendance de classe du prolétariat, donc pour l'indépendance des organisations ouvrières (syndicats…) etc.
La construction du Parti révolutionnaire, la construction du PCI, exige que sur le plan tactique soit élaborée de façon continue la connexion de la construction du parti en propre avec l'activité politique que développe le parti dans toutes les déterminations de la bataille politique pour l'indépendance de classe du prolétariat.

Ce charabia se traduit par une réalité simple : il faut que la construction du PCI soit soumise à/ et dépendante de/ celle du MPPT. L'"indépendance de classe" est plus importante que le combat de la classe ouvrière pour son émancipation définitive. C'est très proche de la conception idéologique de la bureaucratie Force Ouvrière. Trente ans plus tard, on peut sans doute voir là l'amorce de ce qui conduira à la scission entre CCI et TCI.

Comment le Comité résume la situation

Le bilan véritable est triste et douloureux. Rien, absolument rien de ce qui avait été proclamé, affirmé, juré n'a été rélisé. Même en se référant aux écrits officiels de la direction qui pourtant ruse et truque, la comparaison objectifs-résultats est éloquente.

Où en est-on du ,''PCI des 10 000''? La résolution générale déclarait : ''huit semaines pour franchir une étape décisive.'' Huit mois plus tard, le chiffre des adhérents au PCI officiellement donné est de ''6 000 environ''. C'est à dire, qu'en prenant ce chiffre comme exact, le PCI en serait au même point qu'au mois d'avril. Or, quiconque veut regarder les choses en face ne peut se faire d'illusion : c'est un trucage. Il y a perte, et perte importante de militants; le plus souvent, il manque aux réunions de cellule d'un tiers à deux tiers des inscrits. Les ''fantômes'' se comptent par centaines et par centaines. Le militantisme, mise à part une couche d'activistes, est de plus en plus faible, sinon inexistant. I.O. *est de moins en moins vendu de façon militante. Quant au niveau théorique et politique général, mieux vaut ne pas en parler. De façon générale, la résolution sur la ''formation-école de cadres'' est restée lettre morte* [il faut noter que, dans le secrétariat-triumvirat constitué en avril, c'est Cambadélis qui est nommé responsable à la formation].

En ce qui concerne le PT, ce n'est pas brillant. Aux dires des communiqués du „Comité national provisoire", nous constatons que les résultats électoraux ont été les suivants : 0,91% des suffrages exprimés, 182 320 voix. En tout état de cause, une liste qui, au plan national, obtient de si maigres résultats ne représente pas un courant ayant un impact national. Les listes les plus fantaisistes peuvent dépasser et ont à

l'occasion dépassé ces résultats. Mais référons-nous à ce qui était envisagé. La résolution du 28° Congrès envisageait implicitement des résultats électoraux nettement plus élevés, puisqu'elle affirmait : les objectifs des appels à voter ne peuvent être inférieurs à 200 000. Sans forcer les chiffres, 200 000 appels) voter „liste pour un parti des travailleurs" signifiait 400 à 500 000 voix. Or les résultats sont inférieurs à l'objectif des appels à voter.

Mais surtout un aspect hautement significatif et sur lequel la direction a observé au maximum le silence, c'est l'effondrement des voix en rapport avec les élections municipales, là où le PCI avait également soutenu des listes. La signification de cet effondrement est claire : travailleurs et militants ont été cruellement déçus par la politique du PCI là où ils ont pu suivre celle-ci. Elle ne répond pas à leurs préoccupations, à leurs aspirations, à leurs besoins.

Continuons à comparer objectifs et résultats. La résolution du 28° Congrès affirmait : objectif au 17 juin : 40 000 adhérents. Au Comité national provisoire du 30 septembre, Josette Logereau déclarait : 14 572 cartes en juillet. En réalité, il ne s'agit pas d'adhésions, mais de contributions souscrites pour la plupart une fois pour toutes au cours de la campagne électorale. [d'ailleurs, pour août, Josette annonçait 11 566 cartes seulement. Voir supra].

(...) N'en déplaise à la direction infaillible, si on se réfère à la méthode proclamée au 28° Congrès, les échecs retentissants dans la construction du PCI des 10 000, d'un PT, démontrent que ses analyses politiques et l'orientation qu'elle imprime au PCI ne correspondent pas à la réalité et aux exigences de la situation politique, de la lutte de classe du prolétariat.

Un an plus tard, le XXXème Congrès du PCI confirme et renforce.

Une preuve : la décision -d'une extrême importance- de faire d'*Informations Ouvrières* l'organe du MPPT, et non plus "l'organe central du PCI" qu'il était, n'est même pas prise en congrès : les militants l'apprendront en lisant... *Informations Ouvrières.* Dans *CPS* n°6 (6 janvier 1986), "*L'existence du PCI est en cause*" (p.31 et sq)

Au moment où cet article est rédigé, le 30° congrès du PCI ne s'est pas encore tenu. Par contre, le congrès constitutif du "Mouvement pour un Parti des Travailleurs" (MPPT) a eu lieu. Tout semblant d'existence militante du "MPPT" repose sur l'activité des membres du PCI. Cependant, la direction du PCI s'efforce de faire en sorte que le 30° congrès ne soit qu'un congrès d'application des décisions déjà prises par la direction du "MPPT".
Malgré cela, dans tous les bulletins intérieurs apparaît la question brûlante : "Que va devenir le PCI?"

***Comment Lambert répond à Wilko** – Dans une contribution très courte que le BI n°4 a publiée, Wilko exprime l'angoisse politique qui étreint une grande partie des militants du PCI :*

"J'apprends par Informations Ouvrières du 21 au 27 novembre qu'il deviendrait l'hebdomadaire du MPPT au congrès constitutif des 30 novembre et 1er décembre. Cette proposition soulève diverses questions. Pourquoi les militants du PCI, dans le cadre de la préparation du XXX° congrès, n'ont-ils pas eu connaissance de ce projet? Pourquoi le PCI abandonne-til son journal? Qui a décidé une telle initiative? Le MPPT ne peut-il avoir son organe? Quel sera l'organe du PCI? Pour ma part, je dis oui au MPPT et non à la disparition d'*Informations Ouvrières* organe du PCI. Le journal, c'est le parti."
Lambert lui-même prend la plume pour "répondre". Il affirme :

"[il n'y a pas] rupture entre cette décision et l'orientation décidée par les congrès concernant le caractère l'Informations Ouvrières, "tribune libre de la lutte des classes". Muni des pouvoirs du centralisme démocratique, le comité central, qui est habilité à prendre ses responsabilités entre deux congrès, les a prises. *Informations Ouvrières* a été édité régulièrement depuis fin 1958, mais c'est seulement après le congrès de décembre 1981 qu'il est devenu dans l'intitulé organe central du PCI. De fin 1958 à décembre 1981, le PCI aurait-il abandonné son journal?"

Méprisant et insolent vis-à-vis des militants, en réponse à la question : "Qui a décidé une telle initiative?", il écrit :

"Faudrait-il, avant chaque initiative prise par le comité central, en appeler à celles ou à ceux des militants qui pourraient être en désaccord, donc en l'occurrence avec le camarade Wilko? Ne voit-il pas que pareille position relève non seulement de l'enfantillage, mais serait contraire y compris aux normes de la démocratie dont la règle est la discipline de la minorité à l'égard de la majorité ayant investi le comité central?"

J'ajoute aux réflexions de Stéphane Just que le raisonnement argumentataif employé par Lambert est la mauvaise foi même :

1/ Le fait de se séparer de son journal ("organe central du PCI") pour le "donner" à une autre organisation n'est pas, comme le sous-entend Lambert, une „initiative““ parmi d'autres, la simple fin d'une parenthèse ouverte en 1981 : avant 1981, Informations Ouvrières était avant tout l'expression de la seule OCI. C'est une décision capitale.

2/ Revenir sur une décision prise à l'occasion de la proclamation du PCI est une véritable remise en cause de cette proclamation : un parti ne peut se passer d'un journal.

3/ Le fait de se séparer de son organe central, de son expression hebdomadaire, de son moyen vital de communication avec des dizaines de milliers de lecteurs potentiels ou réels, n'est pas une décision parmi d'autres : c'est bien à un Congrès d'en décider, comme il avait appartenu au 26° congrès de décider qu'*Informations Ouvrières* devenait officiellement l'organe central du PCI. Et c'est justement parce que la direction du PCI n'était pas assurée qu'un Congrès aurait accepté sans crise cette cession suicidaire qu'elle a décidé d'agir le plus bureaucratiquement qu'elle a pu.

<u>Note</u> : En avril 1966 (rappelle Stéphane Just dans un supplément à CPS du 15 décembre 1993), une résolution était adoptée par la IIIème conférence du Comité International, sur proposition de l'OCI, disant notamment :

"*La construction du parti exige la publication d'un journal capable de lutter constamment pour l'ensemble du programme du parti, de façon à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière dans tous les domaines de la lutte des classes.*"

Après la parution du 5° Bulletin Intérieur (il y en aura très peu ensuite), pour 71 pages au total, Stéphane Just dresse le bilan suivant :

- 31 pour les citations de textes : 28° congrès, Comité central, I.O., Conseil Général, Plus 4 pour un texte déjà édité par ailleurs émanant du Comité National pour un Parti des Travailleurs, soit 35 pages [la moitié]

- 33 pour des articles écrits par des membres du CC ou des dirigeants, tous permanents.
- 2 et demi pour des articles émanant de militants.
Voilà ce qu'on appelle une "discussion" bien organisée. Trop bien même. A l'évidence, les militants ne se risquent pas à écrire. Il est d'autant plus remarquable que, sur les 13 articles publiés, les deux seuls émanant de militants non permanents posent, l'un la question des exclusions, l'autre met en cause sur le fond, les analyses, l'orientation de la direction du PCI et la façon dont elle a convoqué et préparé le 29° congrès.
(...) Le premier de ces articles s'intitule "Pour la réintégration des exclus à la suite du 28° congrès". Il est signé par le camarade Reuter. (...)
Reuter écrit à propos des publications du Comité *:"Pour la première fois dans l'histoire du PCI, des militants proposent une orientation cohérente qui s'oppose à celle de la direction. Manque de chance, ils ont été exclus avant que leur position soit connue de tous et puisse être discutée dans le cadre démocratique de la préparation d'un congrès.*"

"David" écrit tout haut ce que la direction du PCI fait sans le dire

Un autre article de Bulletin intérieur, lui, n'est l'objet d'aucune critique. Il est pourtant ouvertement anti-PCI, anti-trotskyste. Je devrais dire : c'est précisément parce qu'il est ouvertement anti-PCI et anti-trotskyste que cet article jouit d'une totale impunité politique. Il émane de "David", militant très chevronné de Saint-Nazaire, banlieue politique de Nantes et de ses syndicalistes "anarchistes" à la Hébert. Stéphane Just le cite longuement :

"Le MPPT ne peut se construire comme l'anti-chambre du P.C.I., écrit David . En d'autres termes, le MPPT n'est pas une forme d'organisation transitoire vers le P.C.I. qui serait "déjà un parti", ni la construction des sections une tâche des cellules du P.C.I. parmi d'autres... Le MPPT est aujourd'hui la forme transitoire vers le parti ouvrier que le P.C.I. veut construire en construisant le MPPT. Le P.C.I. n'est ni le parti de classe, ni, a fortiori, le parti dirigeant."

En d'autres termes, commente Stéphane Just, *le PCI, ni a priori ni a fortiori, n'a de raison d'exister comme parti. Les militants ont à construire un autre parti, un parti qui se substitue au parti de la Ivème Internationale, le parti ouvrier qui deviendra, dans un futur indéterminé, le parti dirigeant de la classe ouvrière. D'ailleurs, il n'y a pas de place pour le PCI :*
" La politique du MPPT (...) est aujourd'hui la nôtre, celle du PCI, ni plus, ni moins . En existerait-il une autre? Plus juste? Plus essentielle? Plus révolutionnaire? Question absurde pour un matérialiste. Nous nous sommes suffisamment expliqués sur "la ligne de la démocratie" qui n'est pas une politique au rabais. Le MPPT n'est pas inessentiel au regard de l'essentiel : le P.C.I. . Le MPPT n'est pas une sorte d'échelle de Jacob pour accéder au saint des saints : le P.C.I.. (...) Si le P.C.I. est "déjà un parti" (ce qu'écrivait encore peu de jours auparavant l'un de ses dirigeants), à quoi bon le MPPT?"

On remarquera que cette dernière question de "David" devient judicieuse si on la retourne : Si le MPPT devient un parti, à quoi bon le PCI? Mais même comme elle est posée, elle contient déjà la réalité : les dirigeants du P.C.I., Lambert en tête, ne considèrent pas le PCI comme un parti constitué et viable : ils lui substituent le MPPT.

Stéphane Just poursuit :

David explique à sa manière quel relai doit prendre le "MPPT" :
"Le processus de liquidation du caractère ouvrier du PS comme parti ouvrier bourgeois parlementaire présente le caractère d'une dégénérescence néo-corporatiste sous l'impulsion de Mitterrand et de l'Eglise."
*En clair, le "MPPT" doit reprendre le flambeau du "réformisme" à l'époque de la faillite du réformisme. Il dit également de qui et de quoi le "MPPT" doit être la projection politique : "L*e refus du consensus, le refus de la CGT-FO d'endosser l'uniforme d'agent d'exécution de la politique gouvernemenale (flexibilité, loi Carraz...) pour des raisons déjà analysées, constitue le point d'appui de la reconstruction du mouvement ouvrier sur le plan syndical et en partie sur le plan politique."

Trente ans plus tard, en constatant la dérive du "Courant communiste internationaliste", qui a même conduit à une scission en 2015, on ne peut que constater le caractère "prophétique" des propos de David, tandis que le prétendu "refus" qu'il proclame de la part de la bureaucratie Force Ouvrière a même gagné celle de la CGT.
CPS de janvier 1986, poursuit :

*A l'évidence, le PCI, organisation trotskyste, le programme de transition et la politique qui en procède, n'ont pas leur place dans un tel "mouvement". Mais il y a un "hic" : le "MPPT" n'a aucune réalité propre comme organisation. Ces "composantes", hors le PCI, ne sont formées que d'une poignée de petits politiciens plus ou moins liés à la franc-maçonnerie, à la "Ligue des Droits de l'Homme", à l'appareil F.O., ou provenant de l'ancienne SFIO et du PS. "Socialisme maintenu" et plus encore "Débat communiste" sont des "regroupements" totalement artificiels qui n'existent que par la volonté de la direction du PCI. Il n'y a pas de "MPPT". David indique la "solution" de cette contradiction, que veulent imposer les "sponsors" du "MPPT" : dénaturer le PCI et transformer ses militants en piétaille activiste du "MPPT". C'est ce que signifie : "*le P.C.I. (...) est la fraction la plus résolue du MPPT."

Les exigences de David vont très loin. Il écrit :

"Et la question de la direction? Qu'est-ce qu'un dirigeant trotskyste? Se mesure-t-il à l'aune de l'intime conviction programmatique? *[et pan! Sur le programme]* D'où tire-t-il sa légitimité? Du mandat qu'il se donne à lui-même en se jurant fidélité ("je fais ce que je dis"..."je dis ce que je pense"...)? La meilleure école de direction n'est-elle pas celle de la vie, de la lutte des classes? Ne devrions-nous pas ouvrir la direction du P.C.I. à tous les niveaux aux camarades à qui la classe a confié des responsabilités, des mandats à accomplir dans la lutte des classes? N'avons-nous pas trop souvent tendance, pour sélectionner les directions, à ne retenir que le critère de la disponibilité des camarades, qui n'est dans bien des cas que la conséquence d'une extériorité par rapport au mouvement ouvrier?"

Il est vrai que le "mini-appareil" qui dirige le P.C.I. a été sélectionné en dehors de la lutte des classes. Pourtant, il suffit de rappeler que David entend par "mouvement ouvrier" essentiellement F.O., pour savoir à quoi il vise : à pousser le plus loin possible l'OPA de l'appareil FO et des autres "composantes" du "MPPT" sur le PCI pour le mieux dénaturer et détruire.

Mais d'où vient à David cette assurance, cette audace politique? D'où vient qu'aucune réponse ne lui a été faite dans le BI? Il est le porte-parole de la "section du MPPT" (Loire-Atlantique), département qui a été le point de départ ou le point d'appui de toutes les initiatives et pressions sur le PCI, pour le faire dévier de son programme et réviser celui-ci; département placé en fait sous l'autorité conjuguée (et s'exerçant à l'intérieur même du PCI) de notables ex-PS, "réformistes de gauche" comme Yannick Guillou, ou même giscardiens comme les résidus de la "Fédération Social-Démocrate", et de pseudo "anarcho-syndicalistes" proches ou membres des l'appareil F.O. comme

Alexandre Hébert. Par leur médiation, s'exerce sur le PCI la pression de l'appareil F.O., et, plus généralement [celle] *de la bourgeoisie. De là, l'audace, l'arrogance de l'article de David.*

Stéphane Just pourrait même remonter plus loin : les liens qu'entretient Lambert avec cette Loire-Atlantique-là sont très anciens. Ils remontent aux années cinquante. Le département de Loire-Atlantique a toujours joui dans l'OCI, avant même le PCI, d'une situation particulière : il était directement "suivi" par Lambert, même du temps de la commission-province montée et dirigée par Berg. La présence depuis 1967 d'Alexandre Hébert dans le bureau politique de l'OCI, sans y être élu par le comité central, mais comme "invité", en est la preuve. Elle s'accentuera encore après 1981 puisque Hébert, et même les Hébert père et fils, participeront, le second ès-qualité, au comité central. La pression de la bureaucratie FO a probablement commencé sous cette forme particulière, ajoutée au poste de permanent FO que Lambert lui-même occupait dans la fédération des employés et cadres de le sécurité sociale et aux relations directes que lui-même entretenait avec les plus hauts dirigeants FO, à commencer par André Bergeron.

Et Stéphane Just peut, dans sa conclusion, annoncer sans crainte (hélas) de se tromper, les dérives qui, encore plus de trente années plus tard, continuent à secouer la vie de ce qui reste de feu le P.C.I. :

Pierre Lambert a écrit "quelques réflexions". Elle se veulent exterminatrices de l'hérétique Wilco et d'un autre hérétique nommé Armstrong. Armstrong a eu l'outrecuidance de s'inquiéter de la diminution du nombre d'inscrits au PCI, et de mettre en garde contre la possibilité de pression de la bourgeoisie sur le PCI. Lambert se garde bien d'expliquer que, si depuis 1981 le PCI ne s'est pas construit comme le parti ouvrier révolutionnaire nécessaire au prolétariat pour vaincre, s'il perd des militants, c'est en raison d'une politique de "pression" sur les gouvernements qui se sont succédé depuis 1981, au lieu du combat pour le Gouvernement ouvrier et paysan et de la mobilisation politique du prolétariat. Il "foudroie" Wilko et Armstrong.

*Au mépris d'un minimum de respect pour la démocratie ouvrière, le "démocrate" Pierre Lambert prétend que le CC avait le droit, trois semaines avant le congrès, de décider qu'*Informations Ouvrières *cessait d'être l'"organe central du PCI" et qu'il devenait l'"organe du MPPT". (...) En tout état de cause, si le congrès ordinaire n'était pas* [n'avait pas été] *prévu à brève échéance, un congrès extraordinaire était indispensable pour prendre une telle décision. Au lieu de quoi, le XXX° congrès a été mis devant le fait accompli. (...)*

Par contre, David, porte-parole des liquidateurs du PCI, peut, sans qu'il lui soit répondu, développer son attaque contre le trotskysme. Car c'est de l'existence d'une organisation trotskyste quelle qu'en soit la forme dont il s'agit. Demain, les mêmes exigeront la dissolution formelle du PCI [ce qui fut fait, en effet, très rapidement]. *Rapidement, ils ne tolèreront pas même l'existence d'une "fraction", d'une "tendance'", d'un "courant" au sein du "MPPT", se réclamant de la IVème Internationale et de son programme.* [et c'est en effet sur des bases assez proches de celles annoncées en 1984 par Stéphane Just que se produira la scission de 2015 au sein du "POI" mais surtout du "CCI" (Courant communiste internationaliste) : une partie de l'organisation et de l'appareil du CCI cherchant à préserver et même à revivifier l'organisation en tentant de prendre quelques légères distances avec les appareils syndicaux, l'autre partie continuant résolument son itinéraire vers l'absorbtion quasi-totale au sein de ces appareils. Ce phénomène n'étant d'aileurs pas propre à la seule France, mais déchirant l'ensemble des groupes se réclamant d'une Ivème Internationale reproclamée en 1993...] *D'ailleurs, comment pourrait survivre une "organisation" se réclamant de la Ivème Internationale et de son programme, mais*

dont la fonction pratique serait de fournir l'infanterie, la piétaille, à un état-major sans troupe, mais fort de ses liens avec la bourgeoisie – la direction du MPPT?

1986 -2016 : Une trajectoire annoncée

Un texte de Bulletin intérieur préparatoire au 31ème Congrès, celui avant lequel Cambadélis part pour le PS, donne une „*évolution chiffrée de la courbe des militants du PCI en relation avec la situation politique et les événements de la vie du Parti*“ :
Janvier 1980 …….. 3840
Janvier 1981 …….. 4760
Mai 1981 …….. 5617
Décembre 1981 (proclamation du PCI) 5770 (dont 453 cotisations étudiantes)
Janvier 1982 ……. 5702
Mai 1982 ……. 6332
Décembre 1982 …….. 6395 (dont 430 cotisations étudiantes)
Janvier 1983 6160
Décembre 1983 ……. 6013 (dont 391 cotisations étudiantes)
Janvier 1984 …….. 5908
Décembre 1984……. 5861
Janvier 1985 ……. 5868
Décembre 1985……. 4958 (dont 273 cotisations étudiantes)
Janvier 1986 …….. 4841 (dont 895 stagiaires, donc en réalité moins de 4000)
Février 1986……. 4750 (dont 858 stagiaires)
Mars 1986……. 4721 (dont 840 stagiaires)
Avril 1986 ……. 4383 (dont 680 stagiaires - Cotisations étudiantes inchangées depuis quatre mois : bluff)
Le compte à rebours est commencé…

De mai 1981 à avril 1986, en cinq ans donc, l'OCI-PCI a perdu près de 1300 adhérents.
De la proclamation du PCI ç cette même date, l'OCI-PCI a perdu 1400 adhérents.
Du 28° congrès de 1984, celui de la liquidation de Just à cette même date, celui qui annonce la constitution du MPPT, la perte dépasse 1500, plus du quart des effectifs.

L'engloutissement du courant „trotskyste“

CPS du 6 janvier 1986 -

> *La direction du PCI a pour sa part contribué par tous les moyens à fermer toute perspective politique à la classe ouvrière. Sous des prétextes multiples, divers et parfois contradictoires, elle s'est refusée à poser la question du gouvernement, du pouvoir, et à y répondre. Elle s'est refusée à mener campagne pour un autre gouvernement, pour que la majorité PS-PCF décide qu'elle est souveraine, que le gouvernement émanera d'elle et répondra devant elle, qu'il appliquera une politique capable de satisfaire les revendications parce que s'attaquant à la cause du mal : le régime capitaliste. Elle a combattu contre la réalisation d'une manifestation dans*

l'unité à un million et plus à l'Assemblée nationale pour dicter aux députés du PS et du PCF la volonté de ceux qui les ont élus, les travailleurs. Elle a tout fait pour que la classe ouvrière soit prise au piège des élections de mars 1986. La seule "réponse" politique qu'elle formule depuis un an se réduit à : "votez bien, votez MPPT aux élections de mars 1986", cela, après avoir depuis 1981 couvert à gauche le gouvernement de l'"union de la gauche" et son successeur en préconisant une politique de pression sur eux. ("Le gouvernement à la croisée des chemins" – I.O.*). Sa ligne était celle de "la démocratie" en opposition à la ligne de la révolution prolétarienne, d'un programme d'action anti-capitaliste, du gouvernement ouvrier et paysan.*

Sur la ligne de "la démocratie", il est impossible bien sûr d'aboutir à ce que, dans et pour le combat politique, le PCI devienne un véritable parti, le parti ouvrier révolutionnaire, ayant une influence de masse et jouant un rôle national. La direction du PCI lui a substitué l'objectif de la construction d'un "parti des travailleurs" démuni de programme sinon celui du retour au parlementarisme bourgeois. "Informations Ouvrières" *n'est plus "l'organe central du PCI". Il est devenu celui du "MPPT". Le PCI pourra encore s'y exprimer dans une "tribune libre" de deux pages, à égalité avec les autres "composantes", les pseudo-courants "Socialisme maintenu" et "Débat communiste".* [Stéphane Just omet ici de mentionner le 4ème courant, qui n'a rien de "pseudo" : le courant "anarchiste" conduit par Alexandre Hébert et ses camarades nantais]. *Qui ne voit qu'un pas gigantesque a ét fait vers la dissolution formelle du PCI et sa transformation en "tendance" ou "courant" à l'intérieur du "MPPT "?*

30 ans plus tard, dans les deux journaux qui représentent les deux courants scissionnés depuis Juillet 2015, le CCI et la TCI, à travers les deux "partis" dans lesquels ils se sont fondus, on ne trouve pratiquement plus AUCUNE expression de "tribune libre" de la CCI ni de la TCI n'apparaît. Les clameurs se sont tues, les "courants" se sont fondus et confondus entre eux. Le plus petit dénominateur entre eux : la disparition de toute base programmatique révolutionnaire, la disparition de tout mot d'ordre de cette espèce (comme celui des Etats-Unis socialistes d'Europe), le maintien de la „ligne de la démocratie“ et de la „république“, la disparition de toute tentative d'expression "indépendante" de ceux qui prétendent parler au nom de la IVème Internationale.

SI pourtant! Un tiers de page sous la signature de François de Massot, "*membre de la Tendance Communiste Internationaliste*" et du POID, dans *Tribune des Travailleurs* n°47. Et, dans la n°50 du 3 août 2016, Jean-Pierre Raffi, au nom de la TCI, publie un *"hommage à Camillo Berneri, militant communiste libertaire assassiné à Barcelone dans la nuit du 5 au 6 mai 1937 par la police politique de Staline",* article dans lequel est citée une lettre de Berneri à la gloire du seul syndicalisme "*bien que je ne puisse accepter les fonctionnaires syndicaux, et que je voie des inconvénients et du danger dans l'anarcho-syndicalisme en pratique".* On comprend à quoi sert cet hommage-règlement de comptes contre le CCI où le fils d'Alexandre Hébert, Patrick, a dirigé la fédération FO de Loire-Atlantique après son père, tout en siégeant, comme son père, à la direction du CCI. Voilà à quoi servent les "tribunes libres de la TCI", à glorifier un anarchiste, avec bien entendu l'inauguration annuelle des chrysanthèmes sur la tombe de Léon Sedov au cimetière de Thiais.

Et quand des "trotskystes" s'expriment dans *IO*, c'est en tant qu'autre chose : Patrick Hébert pour FO, Albert Dal Pozzolo comme adjoint au maire...
Et quand le "POID" organise et soutient un grand meeting internationaliste, c'est sans... la TCI.
Etc.

Je suis en désaccord avec Stéphane lorsqu'il dit (CPS du 6 janvier 1986 par exemple, p. 32)

> *Certes la proclamation du PCI anticipait dans une large mesure sur sa construction. Mais il s'agissait de construire le PCI ainsi que le parti ouvrier révolutionnaire gagant dans une première étape une influence de masse et jouant un rôle national dans la lutte des classes.*

La proclamation du PCI reposait déjà sur un bluff et une escroquerie, celle précisément dénoncée dans la prétendue "affaire Berg". Quelle différence entre le MPPT-PT-POI et le "troisième parti ouvrier" condamné lors de la même affaire?

Mais je suis en accord avec lui quand il écrit ensuite :

> "*Ce qu'implique la constitution du MPPT -*
> *Les formules qui président aujourd'hui à la constitution du "MPPT", loin d'être dans le prolongement de cette décision* [la proclamation "anticipée" du PCI] *en impliquent la condamnation :*
> *-"Un parti... encore un? Non, <u>enfin</u> un!" "ignore" tout simplement l'existence du PCI et sa signification.*

[il faut greffer là-dessus la discussion de 1979 sur le "troisième parti ouvrier" comme critique aux méthodes attribuées à Berg : Le PT se présente, sinon comme le "troisième" du moins comme le "seul".]

> *-"La classe ouvrière n'a plus de représentation politique", outre l'absurde négation de ce que sont le PS et le PCF, sous-entend que les trotskystes, les militants pour la Ivème Internationale, ne représentent rien ni personne, qu'eux-mêmes.*
> *-Le titre "Mouvement pour un Parti des Travailleurs" ne correspond en rien aux décisions du XXVIème congrès. En 1981, il s'agissait de faire du PCI le parti ouvrier révolutionnaire. Ici, non seulement on régresse à un "mouvement", mais encore l'objectif affirmé est de construire non plus un* [j'aurais écrit "le"] *parti ouvrier révolutionnaire sur le programme de la révolution prolétarienne, mais un parti ouvrier avec comme seule base la "démocratie".*
>
> *La constitution du MPPT implique la condamnation de la proclamation du PCI en 1981. Elle implique que, dans un délai plus ou moins long, le PCI disparaisse comme tel. Telle est la signification de la "cession" d'I.O. Au "MPPT", qui cesse d'être "l'organe central du PCI" pour devenir l'"organe du MPPT".*

Quelques mois plus tard, le PCI était dissous en "Courant communiste internationaliste". Du PCI des 10 000, objet de toutes les attentions, de toutes les tensions depuis 1978, il n'était et ne sera plus jamais question.

Très éclairant encore le texte de Trotsky de 1933 que la direction du PCI entendait utiliser au compte de sa "ligne de la démocratie", et que cite longuement Stéphane Just pour en restituer le sens inverse de celui que lui donne Lambert :

> *UNE FALSIFICATION ET UNE MYSTIFICATION POLITIQUES*
>
> *La cinquième partie du "projet de résolution politique "en vue du 32° congrès du PCI* [1987] *tente de justifier le recours au "mot d'ordre de la Constituante dans un pays comme la France". La direction du PCI, auteur de ce rapport, s'efforce de se couvrir*

en utilisant une citation de Trotsky datant de 1933 et en rappelant ce que Trotsky a écrit (sans donner les sources) dans un texte daté du 7 novembre 1933. Une fois encore la direction du PCI truque et trompe. Cette citation ne peut pas être abstraite, ni de l'ensemble du texte, ni des circonstances historiques d'alors. Trotsky spécifie :

> "La formule *fascisme ou communisme* est absolument juste, mais seulement en dernière analyse. La politique fatale de l'Internationale Communiste soutenue par l'autorité de l'Etat ouvrier a non seulement compromis les méthodes révolutionnaires, mais encore donné à la social-démocratie, souillée de crimes et de trahisons, la possibilité de lever de nouveau au-dessus de la classe ouvrière le drapeau de la démocratie comme celui de son salut.
> Des dizaines de millions d'ouvriers sont alarmés jusqu'aux tréfonds de leur conscience par le danger du fascisme. Hitler leur a montré de nouveau ce que signifiait l'écrasement des organisations ouvrières et des droits démocratiques élémentaires. Les staliniens affirmaient, au cours des dernières années, qu'entre le fascisme et la démocratie, il n'y a aucune différence, que le fascisme et la démocratie sont des frères jumeaux. Les ouvriers du monde entier se sont convaincus, par l'expérience tragique de l'Allemagne, de la criminelle absurdité de tels discours. D'où le déclin prochain des partis staliniens dans des conditions exceptionnellement favorables pour l'aile révolutionnaire. D'où, aussi, les aspirations des ouvriers à se cramponner à leurs organisations de masse et à leurs droits démocratiques. Grâce à dix années de politique criminelle de l'Internationale Communiste stalinisée, le problème se pose devant la conscience de millions d'ouvriers, non sous la forme de l'antithèse décisive : *dictature du fascisme ou dictature du prolétariat,* mais sous la forme de l'alternative beaucoup plus primitive et beaucoup moins nette *: fascisme ou démocratie.*
> Nous, bolchéviks, nous pensons que, pour se sauver réellement du fascisme et de la guerre, il faut la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature prolétarienne. Vous, ouvriers socialistes, vous n'êtes pas d'accord pour vous engager dans cette voie. Vous espérez non seulement préserver l'acquis, mais encore progresser par les voies de la démocratie. Bien. Tant que nous ne vous aurons pas convaincus et amenés vers nous, nous serons prêts à faire avec vous cette route jusqu'au bout. Mais nous exigeons que la lutte pour la démocratie, vous la meniez, non en paroles, mais en actes. Tous reconnaissent -chacun à sa manière- que, dans les conditions actuelles, il faut un pouvoir "fort". Forcez donc votre parti à engager la lute véritable pour un Etat démocratique fort. Pour cela, il faut avant tout extirper les restes de l'Etat féodal. Il faut donner le droit de vote à tous les hommes et femmes de plus de dix-huit ans, soldats compris. Concentration complète des pouvoirs exécutif et législatif dans une Chambre unique! Que vore parti lance une sérieuse campagne sur ces mots d'ordre, qu'il dresse sur leurs jambes des millions d'ouvriers, que, par la poussée des masses, il prenne le pouvoir! Ce serait en tout cas une tentative sérieuse pour lutter contre la guerre et le fascisme. Nous, bolchéviks, nous conserverions le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques, nous ne pourrions prendre sur nous de responsabilité politique pour le gouvernement socialdémocrate, mais nous vous aiderions honêtement dans votre lutte pour un tel gouvernement, et avec vous, nous repousserions toutes les attaques de la réaction bourgeoise. Plus encore, nous nous engagerions devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie (de la *véritable* démocratie), tant que la majorité des ouvriers ne se serait pas mise consciemment du côté de la dictature révolutionnaire."

Qu'est ce que la situation actuelle, les rapports entre les classes, ont à voir avec ceux de 1933? Quel nouvel Hitler a pris le pouvoir et dans quel pays d'Europe? Où

"les organisations ouvrières et (les) droits démocratiques élémentaires" sont-ils menacés d'être écrasés sous la botte fasciste ou hitlérienne? Dans la mesure où l'indépendance des centrales et organisations syndicales par le moyen de la "participation" dans laquelle ces appareils plongent, sans y être contraints autrement que par la volonté de défendre la société, l'Etat bourgeois en crise. La défense des centrales et orgnisations syndicales passe par l'exigence, la revendication, adressée de l'intérieur comme de l'extérieur de ces organisations à leurs dirigeants : boycottez les organismes de "participation". Ce rapport politique n'en souffle mot.

Le texte de Stéphane Just qui inclut la citation de Trotsky a presque trente ans, celui de Trotsky plus de quatre-vingts. Le problème a-t-il changé? Fondamentalement non. La classe ouvrière, notamment en France, en dépit des reculs, des défaites, de la perte de positions et de conquêtes, de la perte de substance, n'est pas écrasée. Même en Russie, elle ne l'est pas, quand bien même elle a subi de très lourdes pertes depuis plus de vingt ans. Mais, en France notamment, les bureaucraties, syndicales en tête, continuent d'être des plus nécessaires à la bourgeoisie pour imposer de nouveaux reculs au prolétariat. Quant au recul sur le terrain des libertés démocratiques, il est infligé aujourd'hui par le gouvernement dirigé par Hollande et Valls. Ce sont les meilleurs agents électoraux du Front National, qui n'en est pas pour autant encore pour l'heure, moins même qu'autrefois, une organisation fasciste. Les écarts "programmatiques" entre la direction du PS, celles des partis bourgeois traditionnels, et celle du FN, tendent à devenir de plus en plus minces.

Le texte de Trotsky est à l'opposé de ce qui a fondé le MPPT et ses suivants, comme à l'opposé des pratiques de ces organismes artificiels fondés par la direction du PCI : *Tant que nous ne vous aurons pas convaincus et amenés vers nous*, écrit Trotsky. Depuis que le PCI s'est englouti dans le MPPT, aucun combat n'a jamais été mené pour "convaincre" les autres "composantes" de ces créations de la justesse des positions révolutionnaires. Au contraire, le "courant" qui persiste à se réclamer du trotskysme a éliminé toute référence au programme révolutionnaire : c'est donc lui qui a été "convaincu" par les autres courants, c'est à dire par le courant des bureaucrates syndicaux de FO, des prétendus anarcho-syndicalistes et autres.
Nous, bolcheviks, nous conserverions le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques, écrit Trotsky. Et voilà un "droit" dont ceux qui persistent à se réclamer du bolchévisme se sont toujours soigneusement gardé de faire usage. Bien au contraire, ils ont épousé étroitement la "ligne de la démocratie" au point de ne pouvoir s'en séparer.

Quant à l'alternative beaucoup plus primitive et beaucoup moins nette *: fascisme ou démocratie* dont parle Troysky, elle n'est même pas revendiquée par ces dégénérés du trotskysme : la négation de la montée du Front national et de ce qu'il pourrait un jour représenter, la négation de tous les signes qui montrent pourtant à l'évidence la modification profonde de la perspective historique en comparaison à celle ouverte en 1968, la fausse naïveté qui leur fait affirmer que les abstentionnistes constituent une véritable mobilisation ouvrière gonflant en silence contre le pouvoir et l'Etat, monrent à quel degré d'aveuglement volontaire les directions des deux fractions des descendants de Lambert conduisent leurs militants.

Dans un autre supplément à *CPS* du 15 décembre 1993, Stéphane Just écrivait aussi :

*" Entre 1982 et 1984, va ressortir du magasin des accessoires "*La stratégie de la Conférence mondiale ouverte, comme celle de la Ligue Ouvrière révolutionnaire"*. Mais, alors, quelques principes fondamentaux étaient réaffirmés :*
Il reste [c*e "reste" est magnifique – NDLR*] qu'en toutes circonstances, quelle que soit la tactique de construction adoptée dans chaque pays, l'affirmation d'une expression trotskyste indépendante est un principe absolu qui ne saurait souffrir d'exception. En toutes circonstances, nous devons nous assurer une complète liberté de propagande et d'agitation." (résolution du conseil général de 1984, citée dans *La Vérité* n°5 p.54)
*Rapidement, autant en emporta le vent. Bientôt sa direction se fixa comme tâche essentielle au PCI de construire un... "Mouvement pour un Parti des Travailleurs". "*Informations Ouvrières" *cessa d'être l'organe du PCI, devint celui du MPPT et ensuite celui du PT. Le PCI muta : il devint un "courant du PT", le "CCI", qui n'a droit qu'à d'éventuelles "tribunes libres" dans* Informations Ouvrières. *D'ailleurs, que ferait le CCI d'un journal? Il n'a* d*'autres opinions que celles des autres pseudo-courants du PT, anarchistes, anarcho-syndicalistes, réformistes, celles des apparatchiks syndicaux."*

Un peu plus loin, Stéphane Just poursuit :

Certes, la proclamation du PCI anticipait dans une large mesure sur sa construction. Mais il s'agissait de construire le PCI ainsi que le parti ouvrier révolutionnaire gagnant dans une première étape une influence de masse et jouant un rôle national dans la lutte des classes. Construire le PCI exigeait évidemment qu'il défende son programme en le traduisant en termes concrets (...) A une autre étape, le PCI devait postuler directement au pouvoir. Voilà pourquoi le 26° congrès décidait que l.O. Devenait "l'organe central du PCI" en même temps qu'il proclamait à nouveau celui-ci.

***CPS* supplément à CPS n°50** – 15 décembre 1993 **:** *Lambert et ses "amis" "reproclament la IVème Internationale".*

Chapitre titré : "*La "IV° Internationale" que Lambert appelle de ses voeux.*
Mais le jour-même de cette soi-disant "reproclamation", Pierre Lambert, qui présidait le meeting du 20 juin, mettait les choses au point :
"Nous commençons un long chemin, le long chemin déjà parcouru avec beaucoup de difficultés, c'est celui de l'humanité pour son émancipation, c'est celui de la 1ère Internationale. Il y en a qui ont failli. Eh bien, nous en construirons une nouvelle parce qu'il est impossible qu'on accepte de subir la faillite de ceux qui veulent nous transformer en esclaves. Alors, ce chemin est long et difficile, mais il faut le paver d'initiatives unitaires, de discussions libres, pour construire dans chaque pays des partis ouvriers indépendants, et à l'échelle internationale. Cette Internationale ouvrière, celle de Marx, de Bakounine, celle de 1864 qui rassemblait syndicats et partis, dans le respect de leur indépendance réciproque, et qui déclarait au monde : L'émancipation des travaileurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. (...)"

Baragouin, redondance, style radical-socialiste de sous-préfecture marquent ce discours. L'essentiel est cependant la réconciliation entre Marx et Bakounineque Lambert veut réaliser. Le marxisme et le "bakouninisme" (l'anarchisme) sont, sur le plan théorique et politique, des ennemis irréconciliables. Le marxisme est la théorie, la méthode, la pratique révolutionnaire du prolétariat. L'anarchisme est la logique libérale poussée à l'extrême, autrement dit une exaspération de nature petite-bourgeoise. Que des accords tactiques et circonstanciels puissent être conclus entre marxistes et "bakouninistes" est une chose; mais, fondamentalement, ils sont irréductiblement opposés.
La 1ère Internationale n'a pas "rassemblé" Marx et Bakounine. Bakounine et ses amis ne sont entrés en 1868 dans la 1ère Internationale que pour la détruire.

[Puis Stéphane Just cite le rapport rédigé par Engels au congrès de La Haye, qui décrète l'exclusion de Bakounine et de tous les membres de son Alliance de la Démocratie Socialiste, ainsi que la fédération jurassienne.]

Une question demeure pour moi : alors qu'il n'est pas douteux que la référence à l'anarchisme et à Bakounine concerne au premier chef Alexandre Hébert et ses amis nantais, comment se fait-il que les membres du bureau politique de l'OCI aient accepté la proposition de Lambert de faire participer Alexandre Hébert à leurs réunions à partir de 1967? N'était-ce pas déjà un début de forme d'"alliance" entre Marx et Bakounine?

CPS N° Spécial supplément à CPS n°55 (Février 1995) cite longuement une interview d'Alexandre Hébert accordée à *Ouest-France,* dont voici quelques fleurons :

> "*Pour moi, le débat est historiquement réglé, mais pas pour tous. Que disait Guesde, ce Torquemada à lorgnon? Que l'important, pour les ouvriers, c'était de prendre le pouvoir. Que rétorquaient les anarchistes? Qu'il ne faut pas espérer en la prise du pouvoir. Si on le prend normalement, on devient gérant loyal du capitalisme. Si on le prend totalement, c'est pire. Voir Staline.*
> *Face au pouvoir, il faut savoir dresser une force qui peut peser sur l'Histoire. Rechercher le pouvoir à tout prixa toujours conduit à une dégénérescence. Une preuve supplémentaire ne nous en est-elle pas donnée aujourd'hui avec l'aventure d'une gauche mutilée qui s'achève, dirigée par un Vichyssois...*
> *(...) Cela ne veut pas dire que les Syndicalistes doivent se désintéresser de la politique. Nous ne sommes pas candidats au pouvoir mais nous ne sommes pas apolitiques. Nous sommes indépendants, certes, mais nous avons notre mot à dire sur la construction d'une société plus juste ou plus injuste. Par exemple, ce n'est pas parce que le stalinisme a tout sali que le capitalisme serait le fin du fin. Regardez ses effroyables dégats.(...)"*
>
> *"Alexandre Hébert,* poursuit CPS, *a été et est toujours une des pierres angulaires du PT français, de l'EIT, de l'AET* [Alliance européenne des Travailleurs constituée le 15 octobre 1989] *. Il a été, s'il n'est encore, pendant près de vingt ans, membre du bureau politique du PCI devenu aujourd'hui CCI."*

Voilà quelle cuillerée de goudron a trempé en permanence dans la direction de l'OCI-PCI, avec l'accord de toute sa direction. Il suffit de remarquer, par exemple, que le mot "indépendant" employé par Hébert pour qualifier sa position par rapport au pouvoir, est devenu l'un des mots-clés du nom de l'organisation qui a succédé au MPPT et au PT : le Parti Ouvrier Indépendant. Le "I" d'indépendant a chassé celui d'Internationaliste.
C'est le triomphe -discret, mais contre-révolutionnaire- d'Alexandre Hébert, et de ses idées.

---

32 - 1986 - L'estocade : la fin du travail jeune

Nous étions, dans les années 73-78, des dizaines de jeunes lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, organisés à l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme à Montpellier et, à partir de cette expérience militante, nombre d'entre nous rejoignaient le P.C.I. (O.C.I. à l'époque).
Nous avons aujourd'hui juste assez de jeunes pour tenir les piquets d'une banderole.

Ainsi s'exprime à l'automne 1984 l'ex-camarade Dupin, s'adressant aux militants et sympathisants du PCI dans une lettre que bien peu de militants et de sympathisants du PCI auront pu lire : Dupin venait d'être exclu, accusé par une lettre de dénonciation d'un militant (dont il ne connaîtra jamais l'identité) d'avoir voulu construire une fraction. Dès fin 1984, il donne une image de ce qu'est devenu le ''travail-jeune''. Deux ans plus tard, pour reprendre sa métaphore, il n'y avait même plus assez de jeunes pour tenir une banderole, il n'y avait même plus de banderole. Cambadélis avait pour ainsi dire raflé la mise, emportant au PS l'essentiel des forces militantes étudiantes, qui regroupaient l'essentiel des effectifs jeunes subsistant encore.

Les anciens dirigeants étudiants que j'ai rencontrés, Benjamin Stora comme Philippe Darriulat, ont expliqué comment le „complot" dirigé par Cambadélis a pu sans jamais transpirer se développer durant plus d'une année. Il fallait, pour que des centaines d'étudiants du PCI gardent le secret, qu'ils ne se sentent plus déjà véritablement militants du PCI, mais dans la dépendance étroite de l'UNEF et de celui qui était resté son principal dirigeant politique, Cambadélis.

Benjamin Stora (propos pris en note, et non enregistrés) :

En 1983-1984, je ne me suis pas représenté au Comité central. Cambadélis m'a dit alors : « Ne pars pas, on va construire un Parti des Travailleurs. Nous allons nous constituer en fraction dans ce PT, nous discuterons avec Mitterrand pour rentrer dans le PS comme tendance PT dans le PS. » Je lui ai dit : « Il faut en parler à Pierrot [Lambert]. *Allons le voir. »*
Pendant ce temps, Mitterrand voulait nous voir, Jean-Christophe et moi. Moi, parce que je représentais la politique, et la confiance des militants étudiants.
On est allés voir Pierrot, qui nous a dit : Allez voir Mitterrand. Il n'était pas a priori contre la proposition de Cambadélis. Mitterrand nous a reçus pendant 4 heures ! (et il était président de la République quand même!) [Cambadélis, lui, écrit dans *Le Chuchotement de la vérité,* qu'ils ont bien été reçus, et une délégation plus large qu'eux seuls deux, pendant 1h30). *Il nous a dit : rentrez dans le PS, vous avez carte*

blanche (c'est aussi ce qu'il avait déjà dit à Julien Dray et à Melenchon), vous représentez une grande force...
Nous sommes retournés voir Lambert. C'était pendant une réunion de Comité central. Lambert, c'est surprenant, a quitté sa place et nous a fait monter dans son bureau. Il nous a écoutés, a demandé que nous gardions tout ça pour nous, pas un mot au Comité central - « Vous n'en parlez pas aux autres »-. Sur le fond, il a dit : « C'est trop tôt, on ne peut pas encore entrer, on va se faire baiser. » Quand nous sommes ressortis de son bureau, j'ai dit à Cambédélis : Bon, on laisse tomber. Mais lui n'était pas du tout de cet avis.

Qu'as-tu fait lors du « complot » préparant le départ des étudiants du PCI ?

En 1984, Cambadélis me dit : que Lambert soit ou non d'accord, je vais entrer au PS, avec une fraction. Je lui ai dit que ça ne m'intéressait pas. Mais il a insisté : J'ai besoin de toi. En effet, à cause de ma place dans la fédérale étudiante, la plupart des militants étudiants demandaient : « Qu'en pense Ben ? ». Et comme un con, je lui ai donné mon accord. Cependant, je n'ai pas agi dans le complot : car pendant la construction de la fraction secrète, j'avais autre chose à faire, de personnel. Cambadélis a tout monté avec Rozenblat (le grand chef de l'opération), Pierre Dardot et quelques autres... .
Si la fraction secrète avait tenu tout ce temps avant le départ de 1986, c'est parce que les étudiants faisaient d'abord allégeance à Cambadélis et à moi, ainsi qu'à Dardot, avant d'être au PCI.

Philippe Darriulat (propos pris en notes, non enregistrés) **:**

Quand et comment a été prise votre décision de partir de l'OCI ?

Environ dix-huit mois avant. Il était incontestable pour nous qu'il y avait contradiction entre l'importance de ce qu'était devenue l'UNEF et la place de l'OCI dans la vie politique française. C'est donc sans difficulté pour nous (les étudiants de l'OCI) que cette contradiction a été levée : nous sommes partis le cœur léger. ***Les 400 étudiants trotskystes que nous étions encore avaient déjà depuis longtemps leur totale autonomie : ils étaient déjà coupés du reste de l'organisation. La rupture n'a donc pas été pour nous une étape brusque, mais un processus d'années. Dans l'OCI, nombreux étaient les étudiants qui se sentaient bien davantage UNEF qu'OCI****.*

Le chiffre de 400 est contesté par les relevés de cotisations, qui parlent de 273 en contestant l'honnêteté d'un chiffre inchangé pendant trois mois. Les effectifs étudiants avaient déjà fondu depuis la fin des années 70 où ils étaient près d'un millier. Je ne sais pas si le chiffre de 273 recouvre l'ensemble des étudiants en France, ou seulement leur plus grosse unité, en région parisienne. Il est possible que les transfuges aient gonflé leurs chiffres pour diverses raisons, dont la négociation pour entrer au PS.

Enchaînement rapide des événements

C'est Seldjouk qui rédige fin mars 1986 le *Projet de rapport préparatoire au XXXI° congrès du PCI* pour son plenum, qui doit se tenir début mai. Il est publié le 10 avril au Bulletin intérieur.

Le même Bulletin intérieur publie à sa suite l'explication de vote Contre par Kostas/Cambadélis daté du 3 avril. Cambadelis y écrit notamment qu'"*il y a indéniablement sur le plan électoral mouvement politique vers le Parti Socialiste*". A

demi-mots, il annonce son passage au PS. Dans le même bulletin lui succède la réponse de Lambert, d'un ton d'où est exclue toute vivacité polémique, sous forme d'explication de vote. Le nom du contradicteur n'y est même jamais cité. Comme si Lambert craignait de faire éclater tout à fait un cadre qu'il sait déjà brisé, le moindre mouvement d'humeur brusque pourrait tout faire sauter. Ce que relate Benjamin Stora montre que Lambert connaissait depuis des mois les positions de Cambadélis vis-à-vis du P.S.

C'est la première fois qu'un désaccord aussi tranché apparaît au grand jour à la tête de l'organisation, qu'il est exposé ainsi dans deux textes aux yeux de l'ensemble des militants.

Le 13 avril, Kostas présente au plenum parisien du PCI un texte dans lequel il s'indigne des calomnies qui courraient sur son compte et sur celui de plusieurs de ses proches camarades. La main sur le coeur et sans doute des sanglots étranglés dans la voix, il s'écrie :

> *Je n'accepte pas que mes positions politiques soient utilisées contre le parti, contre les militants ouvriers avec qui nous combattons pour construire le MPPT. J'ai des divergences sur l'appréciation de la situation et le tâches du PCI, tous ceux qui cherchent à se couvrir de mes positions pour autre chose que le débat démocratique dans le PCI tentent de porter des coups au parti et d'introduire de l'extérieur les procédés les plus misérables. Il s'agit pour eux d'empêcher les militants du PCI de débattre démocratiquement dans leurs instances régulières.*
> *Je le leur dis : ils n'y arriveront pas.*

Sans doute ému aux larmes, le plenum avait voté unanimement ce texte, de même les trois membres de la Commission de contrôle (Saïgon, Camus, Cintra), qui, deux ans auparavant, n'avaient pas hésité un instant à confirmer les exclusions de militants parfaitement honnêtes seulement coupables d'avoir pensé par eux-mêmes. Cela, d'autant plus aisément que Saïgon est du complot et qu'il suivra Cambadélis deux jours plus tard.

Le 15 avril, soit quelques jours plus tard, le Bureau politique publie pour „tous les militants" une résolution où on lit, à propos du débat engagé dans le Bulletin intérieur : „ *Une discussion saine s'engage qui ne peut qu'enrichir tout le parti.*" Puis il déroule le fil des événements des derniers jours, pendant lesquels Cambadélis a tout mis en oeuvre pour préparer soigneusement son départ en en faisant porter la responsabilité à la direction du PCI. C'est le 14 avril au soir, apprennent les militants, que Kostas fait glisser un texte sous les portes des membres du Bureau politique. Sans nommer jamais personne, utilisant largement le „on" et parfois le conditionnel, Cambadélis y écrit, dans le langage obscur des habitués du complot :

> *On a trompé le Bureau politique parce qu'on cherchait quelque chose pour démontrer quelque chose.*

Un mafieux corse s'exprimerait-il autrement?

Avec la parfaite mauvaise foi et avec une argumentation d'adolescent vexé dans son honneur, et de qui justifie a posteriori une décision mûrie longtemps à l'avance, il écrit en conclusion :

Dois-je accepter de me ranger derrière ceux qui, découragés, disent : „Tu connais la maison". Nous ne connaissons pas la même maison, je n'ai jamais eu jusqu'ici à rougir du PCI. C'est maintenant chose faite et j'en tire les conséquences.
Qu'est ce que je vais devenir? Cela ne vous regarde plus.
Lambert a dit d'une façon solennelle au plenum : ''Quand on est en désaccord de A jusqu'à Z, on s'en va.'' Je préférais la réplique du camarade Gérard Bloch qui indiquait la possibilité du débat de tendance et l'impérieuse nécessité, lorsqu'on ne peut plus accepter, de se lever pour dire NON. Ce que je fais en démissionnant.

Cambadélis annonce en post-scriptum qu'il est suivi dans sa démarche par d'autres membres du plenum…
Mais, contrairement à l'attitude qui a toujours été la sienne face à des militants qu'elle condamnait avec la dernière violence pour de fausses raisons, pour des raisons fabriquées, ici la direction fait preuve de la plus extrême mansuétude, argumente et se défend comme le ferait un adulte compréhensif face à une grosse fâcherie d'adolescent :

Résolution *– L'assemblée des cadres de la région parisienne du 15 avril estime que la démission de Kostas et des six autres camarades risquerait d'élever des obstacles à la libre discussion préparatoire au 31ème Congrès, ce que pas un militant fidèle à la IVème Internationale ne peut envisager.*
Sachant que toutes les règles démocratiques ont toujours été respectées dans le PCI, l'assemblée fait sienne la lettre de Kostas adoptée par le plenum parisien et demande instamment :

- *aux démissionnaires de revenir sur leur décision.*
- *Au camarade Kostas, qui, au CC a présenté un contre-rapport, de venir présenter ses positions à l'assemblée générale des militants de la région parisienne.*

Il n'est pas difficile de mesurer le désarroi considérable de Lambert et de sa direction à travers ces phrases peu cohérentes, conciliatrices et fraternelles. Ils mesurent déjà l'ampleur de la perte que représente le départ de Kostas et des siens, tout le champ de négociations et de manoeuvres qui tout d'un coup se ferme avec la direction perdue de l'UNEF, sans compter la liquidation de ce qui reste du travail jeune.

Poids et mesures

Le 18 avril, trois jours plus tard, le Bureau politique adresse une nouvelle déclaration ,''à tous les militants''. Il a appris la constitution de l'organisation *Convergences Socialistes* sous la houlete de Cambadélis (dont il va jusqu'à publier le texte, chose qu'il aura refusée systématiquement à tout militant honnête sorti du PCI), la réunion à grande vitesse en province, et le départ du PCI de la très grande majorité des militants étudiants. Il comprend qu'il s'agit là d'une opération qui n'a pu être improvisée en trois jours. Il note avec regret que les démissionnaires quittent également le MPPT :

Rien n'oblige les démissionnaires du PCI à quitter en même temps le MPPT qui –ainsi que l'écrit la ''résolution'' elle-même [celle de Convergences socialistes], *rassemble à égalité de droits et de devoirs des militants ouvriers de toute tendance et de toutes origines.*

Avec une sorte de soulagement,

Le Bureau politique du PCI prend acte de la volonté affirmée dans la ''résolution'' de ne manifester aucune hostilité à l'égard du PCI et de ne pas participer aux calomnies et attaques dont il est l'objet.

Mais après tout pourquoi Cambadélis attaquerait-il le PCI? Toute l'orientation qu'il peut à présent développer jusqu'au bout ne provient-elle pas de la ligne insufflée par Lambert depuis 1981? Il n'y a pas, de ce point de vue, contrairement à ce qu'en dira la direction du PCI, de véritable rupture d'orientation entre ce que développera *Convergences Socialistes* et ce qu'a développé le PCI depuis des années. Ce n'est pas le premier secrétaire du PS de l'époque, et futur ministre de l'Education nationale avant de devenir premier ministre, Lionel Jospin, qui le contredira. La preuve en est ce reproche donné en exemple par la déclaration du BP qui cite une prise de position du BN de l'UNEF-ID :

> *„L'UNEF Indépendante et Démocratique* [trotskystes et socialistes, ajoute une note de la direction du PCI] *dénonce la proposition de loi UDF-RPR devant remplacer la loi Savary sur l'enseignement supérieur. „Celle-ci reprend toutes les dispositions que les étudiants ont combattue depuis des années (...)", déclare l'UNEF-ID dans un communiqué. Elle ajoute „s'adresser solennellement au gouvernement pour que ne soient pas imposées à la hussarde des mesures qui ne pourraient que créer une situation explosive dans les universités".*
> *Qu'est-ce-à dire? A moins que l'AFP ait tronqué la déclaration de l'UNEF-ID, ce communiqué revient à ne pas expliquer aux étudiants ce fait essentiel : depuis la loi Faure (1968), chaque ministre de l'Education a apporté sa pierre à la privatisation de l'Université, et celle posée par Savary n'est pas des moindres. Masquer ce fait essentiel reviendrait à défendre Savary contre Monory, c'est à dire une privatisation à 80% contre une privatisation à 100%.*

La direction du PCI feint d'oublier qu'à partir de mai juin 1981, durant des mois et des mois, elle a fait soutenir par l'UNEF-ID la politique de Savary, elle a fait accepter sans broncher l'entrée de l'UNEF-ID dans la participation aux conseils d'université de la loi Faure, et que toute sa politique depuis lors, même si elle a pris Savary pour bouc-émissaire pour éviter de mettre en cause Mitterrand et son gouvernement tout entier, a consisté à soutenir le gouvernement d'Union de la gauche.
Bref, elle oublie de dire que l'UNEF-ID se situe dans la continuité d'une ligne qu'elle a impulsée sciemment.

Nous sommes en 1986, et la première „cohabitation" est en cours : Chirac est le premier ministre de Mitterrand (en toute démocratie), et le ministre Devaquet est en charge des universités. Quelques semaines plus tard, son projet de loi va soulever la grève générale des étudiants, qui faillit s'étendre à la classe ouvrière, devant laquelle Chirac-Mitterrand-Devaquet reculèrent. La direction de l'UNEF-ID dut jouer un certain rôle dans cette mobilisation, ce que lui contesta formellement le PCI, dont un dirigeant, Daniel Gluckstein, s'immortalisa en publiant un ouvrage relatant cette grève générale sous le titre : *Qui dirige? Personne. On s'en occupe nous-mêmes.*

Ode consolatrice à la spontanéité de la jeunesse, cet ouvrage se risquait dès le titre à une justification théorique de la disparition de toute nécessité d'intervention d'une avant-garde révolutionnaire dans la jeunesse étudiante. Trois siècles plus tôt, La Fontaine avait écrit la fable du *Renard et des Raisins* : ne pouvant attraper les raisins convoités, le renard finit par s'écrier : *Ces raisins sont trop verts!* Ce que Daniel Gluckstein traduira par *Qui dirige? Personne! On s'en occupe nous-mêmes.*

Si les étudiants avaient eu une direction révolutionnaire, ou avaient disposé d'un syndicat dirigé par des révolutionnaires, il n'est pas interdit de penser que la marche vers la grève générale, du type de celle qui eut lieu en 1968, aurait été possible, et que la question du pouvoir aurait pu être posée de manière bien plus explicite qu'elle ne le fut 18 années plus tôt.

Le ton général de cette déclaration demeure cependant profondément fraternel (ou paternel), le regret et la tristesse y dominent. Ceux qui préparent depuis plus d'un an le passage de centaines d'étudiants trotskystes (certains sans le savoir encore) et quelques cadres du PCI à passer au Parti Socialiste ont droit à infiniment plus d'égards que ceux pour qui des trahisons et des mensonges furent inventés de toutes pièces. Comme toujours, Trotsky l'avait noté, les renégats du marxisme frappent bien plus fort sur leur gauche que sur leur droite. Et pas une fois dans cette déclaration n'est faite la moindre allusion à ce dont par ailleurs Lambert est parfaitement au courant : la préparation du passage au Parti Socialiste. En 1984 par contre, j'avais plus d'une fois entendu Lambert et d'autres affirmer qu'on verrait bientôt Stéphane Just émarger au PS...

Quelques mois plus tard, ce sera Felipe (Luis Favre), responsable du travail international, et grand pourfendeur lui aussi en son temps de Stéphane Just, qui pliera bagage à son tour pour des raisons très proches de celles de Cambadélis.
Mais, pour la direction restante, que nul ne voie là un rapprochement quelconque ni une explication d'une attitude pourtant semblable, de la part de deux de principaux dirigeants du PCI, qui participèrent en première ligne à la curée contre Just... .

En guise de conclusion

J'arrête là ce travail commencé il y a deux ans, et préparé depuis bien davantage encore.

D'abord, les questions d'orientation

Celles – ci, à mon avis, révèlent un grave défaut constitutif dans la cuirasse de l'organisation : bien que le sens général de son analyse des situations me paraisse toujours avoir été profondément exact, intégrant le rapport de force entre les deux classes antagoniques, l'OCI a mal pronostiqué les rythmes et les délais dans lesquels s'inscrivaient les événements de la période ouverte, selon elle, en 1968, à l'Ouest comme à l'Est, dans les pays directement dominés par l'impérialisme comme dans ceux sous le contrôle de la bureaucratie stalinienne ou bien, comme la Chine, qui, ayant échappé au contrôle de l'impérialisme et au régime de la propriété privée des moyens de production, se trouvaient sous le contrôle d'autres bureaucraties ouvrières. Elle a utilisé de manière abstraite, comme s'il s'agissait de lois de l'Histoire, des schémas préétablis venus de l'étude de la révolution russe et des mouvements révolutionnaires du début du XXème siècle.

De même, malgré de très bons instruments d'analyse des mécanismes économiques, elle paraît avoir mal apprécié la capacité de résistance des différents impérialismes, et la capacité de contrôle sur les masses dont disposaient encore les bureaucraties ouvrières, qu'elles soient de partis ou de syndicats. Ce camp-là, dans ses différentes composantes, a aussi beaucoup appris et retenu des crises et des échecs qu'il a provoqués et vécus.

L'OCI avait toujours misé sur ce qu'elle avait appelé « la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire », qui prévoyait que des pans entiers de la classe ouvrière, se dégageant de l'emprise des appareils bureaucratiques, se dirigeraient vers la gauche, vers la construction d'un parti ouvrier conduisant au parti révolutionnaire. Mais depuis plus d'un demi-siècle, quels sont les éléments qui, en France comme ailleurs, permettraient de dire que des mouvements de ce genre ont été ou sont en cours ?

Enfin, elle a parié sur les développements de construction –de reconstruction- de la IVème Internationale, qui ne se sont pas, et de loin, déroulés comme espéré ou escompté. La IVème Internationale n'a pas été au « rendez-vous de l'Histoire », contrairement à ce qu'a maintes fois proclamé la direction de l'OCI. C'est pourquoi cette histoire n'est pas seulement et d'abord interne : elle touche l'ensemble.

La période historique ouverte en 1968 s'est refermée

Ces questions sont d'une importance capitale.

La période ouverte en 1968 avec la grève générale en France et le début de la révolution politique en Tchécoslovaquie, la période de la « crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme », la période qui voyait dans le monde entier des prolétariats de pays impérialistes majeurs et des pays dominés par la bureaucratie stalinienne monter à l'assaut du pouvoir, s'est-elle ou non refermée ? La période actuelle a-t-elle ou non donné l'initiative à la contre-révolution ? C'est pour moi une certitude.

Si au jeune militant que j'étais, parmi bien d'autres, en 1968, on avait annoncé que, moins de cinquante ans plus tard, un Donald Trump risquait de diriger les Etats-Unis, une Marine Le Pen la France, qu'un Viktor Orban trônait sur la Hongrie, un homologue sur la Pologne, d'autres encore sur la Tchéquie, la Slovaquie, la Croatie etc., tous ces pays où on lui annonçait alors, où se profilait alors, la marche à la révolution politique, la crise révolutionnaire, ou sa préparation, comment aurais-je pu le croire ? Si on lui avait présenté la décomposition du mouvement ouvrier dans le monde telle qu'elle se constate aujourd'hui, la désintégration des partis ouvriers issus du stalinisme, celle des partis ouvriers liés à la social-démocratie, sans qu'aient émergé des forces organisées nouvelles se dégageant de l'emprise des anciens appareils, comment aurais-je pu le croire ?
Il a fallu qu'entre temps de profonds reculs, de lourdes défaites soient infligés à la classe ouvrière sur le plan international.

La fin de l'URSS (et, avec elle, de la bureaucratie stalinienne), la chute du Mur de Berlin, ont-elles *jusqu'ici* bénéficié à la classe ouvrière ?
Partout de très profonds reculs sont en cours depuis trente ans, bien sûr pas de manière linéaire, pas sans résistances, pas sans espoirs de reprise. Nulle part la classe ouvrière n'a été écrasée. Si l'on prend seulement l'exemple de l'ex-URSS, on mesure les coups terribles qui ont été et sont encore portés aux masses prolétariennes, la destruction massive de forces productives (dont la première est la classe ouvrière) qui n'avaient pu se développer que grâce à l'expropriation du capitalisme, la perte de nombreuses conquêtes sociales produites par la révolution russe. Mais la classe ouvrière n'y est pas écrasée.

Peut-on se risquer à comparer la puissance objective et organisationnelle actuelle de la classe ouvrière en France avec celle des années soixante et soixante-dix ? Où sont les mineurs de fer et de charbon, les métallurgistes, les ouvriers du textile, des chantiers navals, etc. etc. qui constituaient alors ses « lourds bataillons », pour reprendre une des expressions favorites de Pierre Lambert ? Est-ce que cela ne représente pas, avec les millions d'emplois industriels détruits en Russie par exemple, une destruction déjà massive de forces productives dont le Programme de Transition de 1938 affirme déjà qu'elles « ont cessé de croître » ?

Cette destruction n'est pas seulement quantitative. Elle comprend des atteintes invisibles mais certaines à la conscience de classe, à ses forces organisées. Il n'est pas indifférent que le gros de ces pertes en France ait été l'œuvre des gouvernements dits de Front populaire à partir de 1981. Objectivement (en masse) comme subjectivement (en organisations et conscience de classe), il s'agit de très profonds reculs, qui ne peuvent pourtant s'assimiler là non plus à des écrasements. Pour des pays comme la France, ces reculs ne sont pas tant dus à la puissance de la contre-offensive bourgeoise qu'à l'action déterminante des bureaucraties ouvrières contre-révolutionnaires, partis et directions syndicales. Pour l'heure, ces reculs ont

profondément affecté la conscience de classe, le facteur subjectif. Un profond désarroi, une très grande confusion règnent, dont la jeunesse est la première victime, mais dont elle sera sans doute la première à émerger par ses révoltes.

Pourquoi est-il si difficile de constater les pertes considérables que le prolétariat mondial a subies, tant sur le plan quantitatif, objectif, que sur le plan de ses « acquis » ou plus exactement conquêtes, subjectif, comme sur celui de la puissance de ses organisations ?

Pourquoi est-il si difficile de mesurer à quel point la décrépitude ou la disparition pure et simple de partis ouvriers traditionnels, non remplacés par les nouveaux, représente de perte pour la classe ouvrière ? Certes il y a contradiction : ces partis ont constitué les principaux obstacles à la prise du pouvoir par le prolétariat dans les années où la montée révolutionnaire pouvait la rendre accessible et proche.

Mais leur disparition, la disparition de cette ''chape de plomb'' qui pesait sur la classe ouvrière, le stalinisme, sans que celle-ci se soit faite à son profit, c'est-à-dire sans qu'aient émergé de nouveaux partis, révolutionnaires ceux-là, ou centristes évoluant vers la révolution, enlève pour l'heure à la classe ouvrière toute perspective concrète de prise du pouvoir. Les syndicats ne peuvent jouer ce rôle, surtout dirigés comme ils le sont par des appareils contre-révolutionnaires, de plus en plus tournés vers l'intégration à l'appareil d'Etat. Sur bien des plans, il semble bien qu'il faille « repartir de zéro », comme Trotsky l'avait évoqué.

Dans des pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, qui avaient échappé depuis la guerre de 39-45 au contrôle de l'impérialisme, où les développements de la révolution politique contre le stalinisme avaient été considérables, pourquoi existe-il aujourd'hui des gouvernements bourgeois parmi les plus ouvertement réactionnaires d'Europe ? Qu'est-ce que cela signifie du point de vue de la force et de la mobilisation de ces prolétariats ? La Croatie, la Serbie, anciens morceaux de la Yougoslavie, se sont dotés de gouvernements de même tournure… Sans parler des régimes autocratiques ou dictatoriaux des pays asiatiques appartenant jadis à l'URSS. Sans parler de la Chine, du coup d'Etat au Brésil, de la situation au Venezuela, ni de Cuba… Sans parler de la situation du peuple palestinien, et d'autres peuples des pays du Moyen-Orient dont la guerre nous entretient tous les jours depuis des années… Sans parler d'un grand nombre de pays d'Afrique.

En France, faut-il considérer comme négligeable la progression du Front National, de son implantation réelle dans un prolétariat dévasté par la crise, comme nombre d'entre ceux qui prétendent encore se réclamer de la continuité historique de l'OCI le font depuis des années ? Est-il indifférent de présager qu'au second tour de l'élection présidentielle seront présents deux candidats bourgeois, et sur quels programmes, dans des conditions encore très aggravées par rapport à 2002! Est-il indifférent de présager la disparition pure et simple, à l'italienne, du Parti Socialiste ? Est-ce un renforcement de la conscience de la classe ouvrière ?

Lorsque je cherche à résumer la tendance générale, mais non fatale, dans quoi s'est engagée actuellement la situation d'ensemble, je pense plutôt aux années trente qu'à celles qui suivirent immédiatement 1968. Et je retiens cette formule d'un

économiste russe citée lors de la crise de 2008 : « Nous sommes passés d'une situation d'après-guerre à une situation d'avant-guerre. »

Je n'aborderai pas davantage ces questions d'actualité pourtant brûlantes, elles ne font pas directement partie de ce travail, et mon opinion personnelle ne peut se substituer à ce qui nécessite une élaboration collective, de *parti* : mais comprendre d'où provient l'aveuglement ou l'amblyopie, volontaires ou non, de ceux qui autrefois possédaient les armes de l'analyse me semble d'une grande nécessité.

L'OCI et le Parti Bolchevik

L'OCI s'était constituée sur ce qu'elle affirmait prendre comme modèle : le parti bolchevik de Lénine et Trotsky. Aujourd'hui, d'anciens militants affirment leur rejet général du parti bolchevik au regard de ce qu'ils ont vécu dans l'OCI.
Mais si l'OCI avait fonctionné comme le parti qu'elle prenait pour modèle -et que ses dirigeants avaient sans cesse à la bouche- et dont il n'est pas en rien certain qu'il soit un modèle général et éternel, il est absolument certain que la discussion y aurait été infiniment plus libre, et que des questions aussi essentielles que celle sur la nature et la délimitation de la période historique dans laquelle se construisait l'organisation n'auraient pas manqué de donner lieu à des discussions contradictoires, polémiques, en tout cas enrichissantes. Les erreurs d'appréciation, de pronostic, auraient-elles pu pour autant être corrigées ? C'était en tout cas le meilleur, et même le seul moyen d'y parvenir.

C'est pourquoi je me suis efforcé de rechercher et de comprendre les causes de ce qu'il faut bien appeler une limitation invisible mais redoutablement efficace de la libre discussion dans l'organisation.

Il suffit de lire les comptes rendus des comités centraux du parti bolchevik dans les mois précédant la révolution d'Octobre, de les confronter à ceux des comités centraux et bureaux politiques de l'OCI durant ces années soixante-dix, et a fortiori quatre-vingts, dont j'ai cité de nombreux extraits, pour mesurer l'écart considérable qui séparait le fonctionnement des deux organisations et faisait de la seconde une sorte de caricature de la première, au moins dans le domaine de son fonctionnement interne. Invariablement, les citations en fourmillent au long de ces pages, les rapports politiques ouvrant les congrès de l'OCI auxquels j'ai participé durant ces années commençaient par le constat ''irréfutable'' que les événements confirmaient de manière éclatante les analyses et l'orientation définis. Dès lors, la discussion politique sur la situation était évacuée, le reste était délimité dans un cadre rétréci d'où il fallait être bien hardi pour tenter de s'évader. En tout cas, c'est ce qui établit le lien organique entre l'intervention de l'OCI dans la lutte des classes et son fonctionnement.

La crise ouverte, traversée actuellement par les derniers avatars de l'OCI, CCI/TCI, n'est que la répétition et la conséquence d'un état de fait établi depuis des décennies : la très grande difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'ouvrir une discussion contradictoire, pouvant même conduire à des courants, à des tendances, voire à des fractions. Cette possibilité ne pouvait voir le jour que si l'éventail entier des discussions avait été ouvert, comprenant donc l'appréciation de la situation générale. De ce point de vue, la fonction politique interne des Thèses

adoptées au XVIIème congrès de l'OCI, en 1972 fut de fermer toute discussion, toute remise en cause de l'analyse de la situation politique générale. Ce qui aurait dû constituer une base de réflexion d'une grande richesse s'est transformé en bâillon.

Il suffit de considérer que, dans une période analysée par cette l'OCI comme ouvrant sur les plus larges événements révolutionnaires, où le bouillonnement des idées, des opinions, aurait dû exister naturellement à l'intérieur de l'organisation, très contradictoirement jamais des divergences sérieuses ne parvinrent à voir le jour sur ces questions de fond (comme sur d'autres), sinon celles qui menèrent systématiquement à soupçon, condamnation, et exclusion comme agents de tel ou tel ennemi. Dans les congrès, les résolutions générales portant sur l'analyse de la situation étaient régulièrement votées à l'unanimité, après le constat tout aussi unanime que le déroulement des événements avait confirmé de manière éclatante la justesse de nos analyses.

Pourtant la direction de l'OCI eut conscience de ces questions, incontestablement. Dès son XIVème congrès, en 1965, le petit groupe qu'était alors l'OCI posait déjà en termes clairs la nécessité du passage du groupe à l'organisation. La croissance importante que connut l'OCI dans les années 70, et qui en fit réellement une organisation de taille respectable (et respectée), ne permit cependant pas que le problème soit résolu et surmonté, que ce passage soit effectué.
L'OCI resta obstinément dirigée par un seul homme, Pierre Lambert, pour le meilleur puis pour le pire.

Une véritable et consciente trahison

Pour moi, il ne fait aucun doute que Pierre Lambert a trahi consciemment la politique de l'organisation qu'il avait pourtant contribué pendant tant d'années, et à la première place, à construire. Cette trahison est la conséquence d'un échec : la construction d'une véritable direction, d'une direction collective à la tête de l'OCI. C'est l'illustration, une de plus, de la célèbre formule du programme de transition à propos de la crise de l'humanité.

A partir d'un certain moment du processus d'échec, Lambert a décidé de gouverner seul et d'éliminer ceux qui auraient pu partager sa direction : il avait déjà sans doute trop à dissimuler de son mode de fonctionnement politique personnel, en arrivant à le confondre avec son mode de vie.

Cet isolement volontaire l'a rendu éminemment fragile, et avec lui toute l'organisation : à un moment assez crucial de la situation française, où la force acquise de l'organisation aurait pu lui faire jouer un rôle important, voire décisif, en 1981, cette fragilité déjà grandissante depuis quelques années est devenue fracture, rupture. D'autant que cette force acquise avait des répercussions à l'internationale, il suffit de considérer le rôle tenu par l'OCI-PCI dans les développements de la révolution polonaise.

Il n'est pas difficile, partant de là, d'imaginer quelles forces sociales ont joué concrètement pour faire basculer Lambert. Pressions, menaces, chantages, conseils d'"amis" bureaucrates, n'ont pas dû manquer, dont il était impossible à Lambert de faire part à son organisation.

Pour clore…

A y avoir ainsi plongé dans le cours tumultueux de ses années, les méandres de ses textes, les catastrophes de ses chutes, l'égarement de ses bras, on voit que le rivière OCI n'a pas atteint la mer (je m'autorise cette seule métaphore parce que c'est la fin de ce travail). Ce ne sont pourtant pas des réflexions sentimentales que m'occupent en terminant : c'est la suite, ce qui vient. L'entreprise si valeureuse, entamée à une cinquantaine vers le milieu des années 1950, a échoué, la IVème Internationale est définitivement morte. Et la disparition de la perspective de la révolution politique oblige à considérer que le Programme de transition de 1938 demande certains aménagements d'importance.

Une Internationale ouvrière révolutionnaire demeure plus que jamais nécessaire, et à mes yeux la seule issue possible pour la survie de l'humanité. Celle-ci paraît à brève échéance sérieusement menacée. Il me paraît douteux, voire impossible, que la future Internationale, pour peu qu'elle ait le temps de se former, ressemble formellement à ce que fut le parti victorieux de la révolution d'octobre et le fonctionnement qu'il impulsa internationalement.

Ce qui a permis, au début des années 60, à l'OCI de sortir de ce tout petit groupement de militants rescapés, c'est la jeunesse. Quand la direction de l'OCI-PCI sacrifia sa jeunesse, à commencer par sa jeunesse étudiante, au profit de manœuvres d'appareil et de combinaisons dites politiques, elle se condamnait avec certitude.
La prise de l'UNEF engagea ce sacrifice dès 1971, mais c'était alors une nécessité impérieuse, totalement justifiée. Par la suite, la direction de l'OCI fit de cette nécessité vice. C'est pourquoi la direction jeune n'est pas directement responsable de la corruption politique (et matérielle pour certains) où une grande partie d'entre elle sombra.

Le petit groupe qui survécut de la crise pabliste des années cinquante dut une grande part de sa survie aux alliances que Lambert sut passer avec des morceaux d'appareil, notamment dans Force Ouvrière. Sans quoi il aurait été écrasé à la fois par l'appareil stalinien, le Secrétariat unifié, et les pressions de l'ensemble de la société bourgeoise. Alexandre Hébert, et sa région nantaise, furent très probablement le vecteur central de ce sauvetage. Cela s'est retourné ensuite dans son contraire : on ne laisse pas dans le corps d'un opéré les instruments, corps étrangers, qui ont servi à le sauver.

Peut-être que, pour n'avoir pas su rompre avec des méthodes qui avaient été nécessaires à une époque donnée, la direction de l'OCI, ramenée à Lambert, s'est empêchée de résoudre le problème, capital au sens propre, de l'évolution nécessaire de son organisation : la construction d'une véritable direction.
Il y a eu hésitation (durant des années), puis décision, décision d'isolement (durant d'autres années, de la décision à la réalisation), puis de destruction (accélérée).

De même, dans les années soixante, l'OCI, pour résister à la terreur politique instaurée par l'appareil stalinien, dut se muscler et faire un usage politique de la force physique.
Par la suite, cet usage fut souvent dénaturé, jusqu'à servir dans et contre ses propres rangs. C'est pourquoi aussi certains appareils –surtout celui de F.O.- s'en louèrent et louèrent ses services, qui peuvent se prolonger encore aujourd'hui.

L'histoire de l'OCI-PCI est donc à bien des égards celle d'une corruption. Je n'entends pas ici ce terme dans le sens qu'il a pris aujourd'hui, celui de la corruption matérielle. Je pense à la corruption des métaux, à leur oxydation.
L'OCI-PCI s'est oxydée pour n'avoir pas su construire son revêtement protecteur, sa direction collective, sa véritable liberté d'élaboration et de discussion, sa véritable démocratie interne. Elle s'est corrompue par la tête.
Regardez comment Marx et Engels en usèrent avec la 1ère Internationale, regardez comment Lénine, Trotsky, et Boukharine, Zinoviev, Kamenev…, en usèrent avec le parti bolchevik et ensuite la 3ème Internationale. Cherchez dans Marx, dans Engels, dans Lénine (même celui de *Que Faire*), dans Trotsky, ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à la „méthode objectifs-résultats". Comparez la manière dont Trotsky discutait avec ses opposants les plus résolus dans le IVème Internationale avec celle dont usa Pierre Lambert, et à sa suite les permanents, d'abord militants de valeur, qu'il avait domestiqués. Comparez avec la manière dont fut dirigé l'OCI-PCI, dont furent dirigées les différentes mutations (Comité International, CORQI, IV° Internationale CIR) de ce qui évoluait vers la reconstruction de la 4ème…

C'est tout.
L'individu isolé que je suis devenu ne peut se permettre davantage.
Comme disait mon grand'père, cantonnier (S.F.I.O) à la ville de Marseille, j'aurai fait de mon possible.

_____ 3 novembre 2016

En guise de remerciements

Pendant ce travail, j'ai eu recours au jugement et à l'appui de quelques proches et ami(e)s, et j'ai posé quelques questions à quelques témoins encore vivants, dont le parcours a souvent depuis divergé plus

ou moins fortement, mais qui m'ont répondu avec clarté et sans difficulté. Certains m'ont également aidé à me mettre utilement en relation avec d'autres.

Annick Salvaing
René Sacher
Jeannine Selleron
Françoise Coursaget

Benjamin Stora
Philippe Darriulat
Denis Sieffert
Jacques Kirsner
Laurent Mauduit